

DROIT ROMAIN

DE L'ÉVOLUTION DES DROITS DU MARI

SUR LA DOT

BIBLIOGRAPHIE

- Accarias.** Précis de droit romain.
Aulu-Gelle. Noctes atticæ.
Bechmann. Das römische Dotalrecht.
Brini. Matrimonio et divorzio nel diritto romano.
Caillemer. De la restitution de la dot à Athènes.
Cuq. A son Cours.
Czyhlarz. Das rœmische Dotalrecht.
Demangeat. De la condition du fonds dotal en droit romain.
M. A. Esmein. Mélanges d'histoire du droit et de critique.
Gibbon. Histoire de la décadence et de la chute de l'empire romain.
P. Gide. Caractère de la dot en droit romain.
P. Gide. De la condition privée de la femme.
Ginoulhiac. Histoire du régime dotal.
M. Girard. Textes de droit romain.
Karlowa. Römische Rechtsgeschichte.
Horace. Odes.
Laboulaye. Condition civile et politique des femmes.
Laferrière. Histoire du droit civil de Rome, et du droit français.
MazeroU. Lehrbuch der institutionem des rœmischen Rechtes.
Traduction Pellat.
Merlin. Questions de droit.
NOUVELLE REVUE HISTORIQUE DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER.
Pascal. De la dot en droit romain.
Pellat. Textes de la dot.
Pellat. Commentaire sur les Textes de la dot.
REVUE HISTORIQUE DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER.
REVUE DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE.
Rodière et Pont. Contrat de mariage.
Roussilhe. Traité de la dot.
Toullier. Code civil.
Troplong. Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE I.

Avant-Propos. — Introduction historique. — Sources de la dot dans la législation romaine. — Caractère de la dot.

AVANT-PROPOS

L'étude comparée des institutions et du droit, nous montre que la théorie de la dot a été étroitement liée à chaque époque, à la conception qu'on avait alors de la famille. C'est donc de l'organisation spéciale de la famille que le sort des biens dotaux a toujours dépendu. L'histoire en porte le témoignage irrécusable. Elle nous montre que la femme a toujours vu varier ses droits sur ces biens, en même temps que la place qu'elle occupait au foyer conjugal, et les vicissitudes de sa condition privée ont marqué chez chaque peuple les phases successives de la législation dotale.

Libre et l'égale de son mari, elle conserve la propriété des biens qu'elle lui apporte : sous la puissance du chef de famille, elle ne retient même pas sur ces biens un simple droit de créance. C'est même l'intérêt que présente, à Rome, cette évolution des droits de la femme, sur ses biens dotaux, qui nous a poussés à l'étude des droits que la jurisprudence romaine enleva peu à peu au mari sur les biens qui composaient la dot de sa femme.

Nous essayerons de montrer pourquoi les droits du mari, exorbitants à l'origine, furent restreints, et successivement,

nous déterminerons ces restrictions. Nous indiquerons surtout comment se dégagèa l'idée nouvelle d'un droit de créance appartenant à la femme, et enfin quelles garanties vinrent, peu à peu, lui assurer la conservation et la restitution de sa dot. Suivre ainsi l'évolution des idées sur un point donné forme, en effet, un des principaux intérêts que présente l'étude du droit romain.

Nous devons dire ici que les remarquables études de Paul Gide et de M. Esmein sur la dot n'ont pas peu contribué à nous donner le désir de traiter, après eux et avec le secours de leurs lumières, ce sujet important.

Paul Gide a été, en France, un véritable initiateur. C'est lui, qui, le premier, y a mis en honneur la méthode historique. Le rappeler est bien le moins que l'on puisse faire, au moment où cette méthode semble triompher.

Les travaux plus récents de M. A. Esmein sur la *manus*, la paternité et le divorce dans l'ancien droit, sur le testament du mari et la *donatio ante nuptias*, et enfin sa remarquable monographie sur la nature originelle de l'*actio rei uxoriæ* en continuant la voie tracée par Paul Gide ont éclairé ces différents points d'un jour nouveau, et par suite rendu l'étude de la question dotale plus intéressante.

Nous n'avons pas oublié, non plus, la préface que M. Labbé a écrite pour le livre de M. Cuq : *Les institutions juridiques des Romains*. « Le désir d'un changement, d'une amélioration légale, a été si permanent, si universel dans l'humanité, quelquefois si heureusement satisfait dans une certaine mesure, qu'on peut y voir un indice, une preuve qu'à aucune époque la formule actuelle du droit n'est définitive, qu'elle est à réviser. Le mot qui exprime le mieux cet état instable de la science, est le mot évolution » (1),

Dans un cours de Pandectes de l'année 1891-1892, M. Gérardin a également parcouru, d'après cette méthode, l'histoire de l'évolution des tuteurs et curateurs, sur les biens des incapables remis à leur garde. Il a montré d'abord, que les tuteurs et curateurs, propriétaires véritables de ces biens, pouvaient faire tous les actes que comporte cette situation, et notamment des aliénations à titre onéreux et même à titre gratuit. — Ensuite, il a fait saisir à ses auditeurs, sous l'influence de quelles causes leur pouvoir d'aliénation à titre gratuit a été supprimé. — Il a analysé longuement la célèbre *Oratio Severi*, qui retire, en principe, aux administrateurs de la fortune d'autrui, le pouvoir d'aliéner à titre onéreux, *distrahere*, les *prædia rustica vel suburbana*. — Enfin, il a établi qu'au bas-Empire ils ne peuvent plus aliéner qu'exceptionnellement à titre onéreux, les *prædia urbana* et les meubles.

A cette époque, il s'est attaché à prouver que ces révolutions s'étaient accomplies, parce que d'autres révolutions les avaient précédées, soit dans les mœurs, soit dans les habitudes, soit dans la situation de l'Empire, au point de vue des fortunes, soit enfin dans les idées, les besoins, les passions des masses.

Rien ne s'est donc fait au hasard, sans raison. Rien ne se fait donc, aujourd'hui, non plus au hasard, sans raison.

La loi n'est qu'une expression fugitive du droit. Le droit n'est qu'un rapport temporaire entre des personnes à propos des biens. Ce rapport est temporaire parce que les idées qui déterminent les hommes, varient sans cesse.

Telle est l'idée fondamentale de la théorie de l'évolution juridique et de l'évolution sociale qui la détermine.

Voilà les conclusions où nous avaient conduits l'étude et l'enseignement que nous avons reçus.

Ces conclusions, nous avons voulu les vérifier. Elles ne

peuvent l'être plus facilement que dans l'étude d'une question de droit romain.

Ce droit s'est, en effet, modifié sans cesse, lentement, par additions successives, dont les préteurs ont été, toujours, ou presque toujours, les principaux initiateurs.

Voilà pourquoi nous avons essayé de traiter un des sujets qui se prêtaient le mieux à la méthode historique.

I. — INTRODUCTION HISTORIQUE

Les peuples primitifs ne connaissent pas la dot. La femme ne fait aucun apport, et c'est plutôt le mari qui est censé doter la femme ; témoin le prix qu'il paie pour son achat, dans la forme primitive du mariage. Le consentement des parents n'est, d'ailleurs, obtenu alors qu'à cette condition.

I. — Il faut un état de société plus avancé, et dans lequel on attache plus de prix à la dignité de la femme, pour faire éclore l'idée de la dot, et encore, chez la plupart des peuples, cet usage ne s'introduit-il qu'avec la richesse et le luxe. C'est ainsi que nous voyons en Grèce, qu'à partir d'un certain moment, on n'achetait plus que les concubines ; les femmes légitimes, au contraire, apportaient une dot (*προίξ*) à leurs maris (1).

C'était si bien là une révolution, que les premiers législateurs de la Grèce voulurent mettre obstacle à l'institution de la dot, sous prétexte qu'elle était de nature à corrompre le mariage (2).

A Sparte, Lycurgue la prohibait, et en principe Platon l'approuve : « Il est défendu, dit-il, à celui qui marie sa fille, de lui donner une dot, et à celui qui l'épouse d'en recevoir. »

Il en explique plus loin la raison : « Les femmes seront moins insolentes et les maris moins esclaves et moins rampants devant

1. M. Kœnigswarter. *Revue de législation*, 1849, page 145.

2. Nous retrouvons la même crainte chez Plaute : « *Dotatæ mactant et malo et damno viros.* »

Et Montaigne a dit : « A une femme déraisonnable, il ne couste non plus de passer par dessus une raison que par dessus une autre. L'injustice les allaiche, comme les bonnes, l'honneur de leurs actions vertueuses. »

elles » (1). Nous ne possédons pas, d'ailleurs, que ces témoignages. Elie n rapporte en effet que c'était une loi chez les Lacédémoniens de ne donner aucune dot, pour le mariage de leurs filles (2).

Il en était de même à Athènes, d'après ce que dit Plutarque dans la vie de Solon.

« Le législateur proscrivit toute dot, et régla que la femme apporterait, avec elle, trois robes, quelques meubles de peu de valeur et rien autre chose. C'est que, selon lui, le mariage ne devait pas être un objet de trafic et de lucre, mais une société intime entre le mari et la femme, la condition de la procréation des enfants, un lien de douceur et d'amour. »

Mais, avec l'évolution des mœurs, ces principes austères disparurent, et la dot devint bientôt le droit commun à Athènes. On alla même jusqu'à la considérer comme la condition du mariage légitime. Un acte solennel constatait sa promesse. Les droits du mari furent d'ailleurs déterminés alors en Grèce. Durant le mariage, il avait la jouissance de la dot, dont la restitution était assurée à la femme, ou à ses héritiers, par un gage général sur les immeubles du mari. Ce droit primait tous ceux qu'auraient pu invoquer les créanciers personnels de celui-ci. Ajoutons que le principe de la dot n'excluait pas les biens paraphernaux. Enfin, notons une pratique bizarre, permettant au mari, qui, par testament, laissait une dot à sa femme, d'obliger celle-ci à épouser celui qu'il désignait.

II. — LA DOT DANS LA LÉGISLATION ROMAINE PRIMITIVE

A l'origine, la femme tombait toujours *in manu mariti*, par

1. *Lois de Platon*. Traduction de Grou. Edition Charpentier, Paris, 1842, livre V, page 172.

2. Elie n, livre VI, chap. 6.

le seul effet du mariage. Telle est la théorie émise par Ginoulhiac et par MM. Rodière et Paul Pont (1); elle est confirmée par Denys d'Halicarnasse (2), qui assure que, dans les premiers temps, le mariage dut toujours être accompagné de la puissance maritale. Cette conjecture n'a rien d'exagéré, car elle n'est pas contraire à l'esprit du premier droit romain, et paraît conforme à cette omnipotence maritale qui distingua les premiers Romains. Un curieux détail révélé par Gibbon, nous en donne bien la preuve. A Rome, le devoir conjugal, que les lois d'Athènes et les lois juives avaient fixé avec tant de soin, dépendait uniquement du mari (3).

La *conventio in manum mariti* pouvait dériver soit de la *confarreatio*, soit de la *coemptio*, soit enfin de l'*usus*. On doit même voir dans ces trois modes de *conventio in manum* les formes antiques du mariage. La multiplicité de ces formes était éminemment utile dans une société qui comptait des classes diverses, nettement déterminées ; mais elles avaient toutes un caractère commun, celui de mettre la femme *in manu* sinon du mari, tout au moins du père de celui-ci. En d'autres termes, la femme sortait toujours, dans cette législation primitive, de sa famille où elle ne comptait plus, au point de vue des droits civils, pour être intimement unie à celle de son mari.

Il est permis de croire que de ces trois modes de *conventio in manum mariti*, la *confarreatio* est le plus ancien. Cependant, d'après M. Mac Lennan (4), l'ordre chronologique aurait été tout différent. Il y aurait eu d'abord l'*usus*, puis la *coemptio* et enfin la *confarreatio*. Il est d'avis, cependant, que pendant longtemps l'*usus* n'aurait été pratiqué que dans les

1. *Traité du contrat de mariage*, t. I, § 5. Paris, 1869.

2. Liv. II, chap. 25.

3. Gibbon, *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, t. II, ch. XLIV, p. 185. Paris, édit. Denez.

4. M. Mac Lennan, *Primitive marriage*, 2^e édit. 1876, p. 7 et suiv.

classes inférieures de la société. Il nous semble difficile de se rallier à cette donnée, faute d'arguments de textes.

La *confarreatio* était une forme solennelle usitée seulement dans les mariages des pontifes et des patriciens, et qui revêtait un caractère religieux. La *coemptio* semble avoir suivi d'assez près l'institution de la *confarreatio*. Ce dut être, à côté du mariage religieux, le mariage civil, seul accessible aux plébéiens (1). L'*usus* serait venu enfin, comme une conséquence de l'*usucapio*, ou plutôt par un effet de son application au mariage. Les Romanistes sont loin d'être d'accord sur la genèse exacte de ces deux modes de contracter mariage ; mais ce serait nous écarter de notre sujet que d'entrer dans la discussion de leurs systèmes. La *coemptio*, malgré l'analogie qu'elle semble présenter d'après son étymologie avec le contrat de vente, ne constituait pas un achat brutal et cynique des jeunes filles. La femme y figurait en qualité de partie contractante et non comme objet vendu (2). Le père, si elle était *filia familias* (3), le tuteur si elle était *sui juris* (4), n'intervenaient au contrat qu'en qualité d'*auctor* (5).

Durant toute cette période où le mariage se confondait avec la *conventio in manum*, celle-ci était une condition tellement essentielle des *justæ nuptiæ*, qu'on a pu dire : « Il n'y a mariage que là où il y a *manus*, comme aussi il n'y a *manus* que là où il y a mariage » (6).

Dépouillé de toute capacité civile et de tout droit de propriété, la femme *in manu* voyait sa personnalité entière ané-

1. Karlowa, *op. cit.*, p. 59 et suiv. Fustel de Coulanges, *La cité antique*, p. 375.

2. Gaius, 1, 414.

3. *Collatio*, tit. IV, C. 2 § 3

4. Cicéron, *pro Flacco*, XXXIV, 85.

5. Esmein, *Mélanges*, p. 5 et suiv.

6. Kuntze, *Excursus*, 2^e édit., 1880, p. 581.

antie (1). Comment aurait-on pu allier l'idée de dot avec l'omnipotence des droits du mari, qui devenait instantanément le maître de tout ce que la femme possédait et de tout ce qu'elle pouvait acquérir dans l'avenir ? La *conventio in manum* que les Romains rangeaient parmi les modes d'acquérir *per universitatem*, allait jusqu'à dispenser le mari et ses héritiers, au cas de prédécès de la femme, de restituer quoi que ce fût de sa fortune, et leur permettait même d'en disposer par testament, sans aucune restriction ! La femme survivait-elle à son mari, la place qu'elle occupait dans la famille *loco filix*, ne lui donnait droit qu'à une part d'enfant (2).

Combien de temps dura cette première période. Nul ne peut le dire. On sait seulement que de bonne heure l'évolution des mœurs se fit ressentir dans la législation, en enlevant au mariage le caractère rigoureux du début. Il fut alors admis que sans *conventio in manum*, le mariage produirait le principal effet des *justæ nuptiæ*, la paternité légitime et la *patria potestas* qui en est le corollaire. Il suffit désormais, pour qu'il y eût mariage, qu'à la vie commune et au libre consentement des deux époux vînt se joindre celui des *patres*. Tel est le droit consacré par la première loi authentique qui nous soit parvenue, la loi des XII tables (3). C'est à partir de cette époque qu'il est permis à la femme d'interrompre l'*usus*, quand elle a recouru à ce mode d'union, en découchant trois nuits durant chaque année et de se soustraire ainsi à la *manus mariti* (4).

Mais si la *manus* tendit à disparaître, en tant que conséquence immédiate et forcée du mariage, l'état des mœurs la

1. Cicéron, *top.* 4. Gaius, *Comment.*, III, § 83.

2. On a cependant prétendu dans ces dernières années que le mariage sans *manus* n'était pas impossible dans les premiers temps de Rome.

3. Esmein, *Mélanges*, p. 11.

4. Gaius, I, §§ 110, 111.

fit subsister encore longtemps, comme en étant un effet ordinaire.

L'honorabilité qui découlait du mariage *per confarreationem*, ainsi que la faculté de briguer les hautes dignités sacerdotales, réservée uniquement aux enfants qui en étaient issus, constituaient encore à cette époque des motifs assez puissants pour déterminer les patriciens à ne recourir qu'à ce mode d'union. D'autre part, le mariage *per coemptionem*, grâce à son harmonie parfaite, avec la grande théorie de la tutelle perpétuelle des femmes, continuait à être pratiqué par la grande généralité des citoyens romains.

Tant que durèrent ces deux modes de contracter mariage, le droit absolu du mari sur la propriété des biens apportés en dot par la femme était incontestable. Mais n'y a-t-il pas lieu de distinguer quelle était la source et le montant de cet apport ?

En raison de la *manus* du mari, quand la femme était *su juris*, son patrimoine entier se confondait avec celui de son époux.

Était-elle *alieni juris*, il appartenait au père de lui remettre une dot en rapport avec sa situation sociale. Cette dot, remarquons-le, était l'équivalent de la part de succession qu'elle perdait en quittant la famille de son père.

Le mariage sans *manus* était déjà possible à cette époque. Il est donc intéressant d'examiner quelle était, dans ce cas, la situation de la femme.

Elle restait alors sous la tutelle de ses agnats, lorsque celle de son père venait à cesser. Le mari ne pouvait donc exercer aucun droit sur la fortune personnelle de sa femme, sauf au cas où une constitution de dot était intervenue. Il avait alors la propriété de l'apport dotal. Ce mariage ne soumettait pas la

femme à la puissance de son mari. Ne changeant pas d'état, elle demeurait, comme avant le mariage, soumise à la puissance paternelle. Elle était simplement appelée *matrona a matrimonio*, comme vivant dans le mariage. Cicéron établit dans ses *Topiques*, entre elle et celle qui, par la *manus*, portait le titre d'*uxor*, la distinction suivante : « On distingue deux catégories d'épouses : l'une est celle des mères de famille, unies par la *coemptio* ; l'autre, celle des simples épouses ».

Tandis que les biens de la femme *in manu* servaient à supporter les charges du ménage, la femme mariée sans *manus*, ou la *filiafamilias* n'ayant souvent rien à apporter à son mari était exposée, par suite, à contracter une union moins avantageuse. Car bien que n'étant pas appelée à être mère, au sens strict du mot, dans la famille de son mari, il fallait cependant qu'elle y entrât avec de quoi contribuer aux charges du ménage. Il en résulte que les filles sans fortune devaient déjà être désignées à cette époque comme au temps de Plaute, sous le terme peu flatteur d'*illocabiles*.

Le mari était encore exposé à plus de dangers dans le mariage libre. Rien n'était plus fragile que cette union qui pouvait, à chaque instant, se rompre contre sa volonté. Le père conservant tous ses droits sur la *filiafamilias* était libre d'empêcher l'*usus* de s'accomplir. Il pouvait même briser les liens de ce mariage soit sur la demande de sa fille, soit même malgré ses prières. Non seulement il était libre d'imposer le divorce (1) à sa fille quand bon lui semblait, mais jusqu'au moment où le divorce eut fait son apparition, il pouvait la revendiquer (2) et plus tard intenter contre le mari l'interdit *de liberis exhibendis*, uniquement à sa guise (3).

1. Paul, *Sent.*, V. 6, 15. Ennius. *Auctor ad herenn.*, 2, 24.

2. L. 1, § 2, D., VI, 1.

3. L. 3, § 3, D., XLIII, 30.

On s'explique donc facilement que la constitution de dot fut le remède à cette situation désavantageuse, qui ne pouvait que devenir chaque jour plus fréquente. La loi des XII Tables, en donnant à la femme un moyen facile d'interrompre l'*usus*, et de se soustraire par suite à la *manus mariti* avait, en effet, implicitement reconnu le mariage libre comme union légitime.

D'autre part, chez un peuple avide comme les Romains, le mariage ne pouvait être un contrat désintéressé. Et, bien que la *manus* subsista encore longtemps à Rome, les pères se virent obligés, en consentant au mariage de leurs filles, de donner quelque chose à leurs futurs gendres. Quant aux femmes *sui juris*, elles purent, avec le consentement de leurs agnats, apporter en dot une partie de leur fortune. L'usage de ces dotations entrant ainsi dans les idées romaines, devint le vrai point de départ de la dot. Car bientôt la dotation des femmes en arriva à être considérée comme une mesure d'ordre public (1) destinée à faciliter le mariage.

Mais, ainsi que nous l'avons dit précédemment, l'introduction du mariage libre ne suffit point à faire disparaître d'un seul coup la *manus*. Jusqu'aux derniers jours de la République le mariage avec la *manus* constitua, en réalité, le droit commun. Car, aux yeux de la loi et de la société, il représentait la seule union qui fût conforme à l'idéal vrai du mariage (2). La *manus mariti* ne fut condamnée à disparaître totalement que le jour où la liberté du divorce s'imposant comme un principe, on reconnut le droit de divorcer à la femme *in manu*. Jusqu'à ce moment la dot progresse lentement, suivant pas à pas les différentes phases de l'absorption de la *manus* par le mariage libre.

1. Paul, L. 2, D. *De jure dotium*.

2. Esmein, *Mélanges*, p. 16.

Au début, dans le mariage libre, tout en recevant la dot, le mari reste cependant entièrement étranger aux autres intérêts pécuniaires de la femme. Les deux époux n'ont, dans ce premier régime matrimonial, aucun de ces liens qui après avoir reçu le jour à Rome, ont passé dans notre Code civil. Ils sont chacun vis-à-vis de l'autre, comme deux étrangers. Si l'un des deux fait subir à son conjoint un préjudice, celui-ci, puisant à pleines mains dans l'arsenal des lois les actions nécessaires, fait respecter ses droits comme s'il agissait contre la personne la plus étrangère et la plus indifférente (1). C'est ainsi certainement qu'à cette époque l'*actio rerum amotarum* ne s'appliquait point au mariage libre. On donnait seulement à la victime l'*actio furti* ordinaire (2). L'*actio rerum amotarum* réservée au mariage avec *manus*, ne fut étendue au mariage libre que du jour où la *manus* se faisant de plus en plus rare, le mariage libre gagna dans l'estime publique.

Les époux peuvent donc, étant donnée cette situation, passer entre eux tous les contrats tels que société, prêt, vente, louage, à condition, toutefois, que ce ne soit pas au sujet de la dot (3).

La dot n'existe qu'avec le mariage légitime (4). Elle commence et finit avec lui (5). Elle en sera désormais comme l'accessoire nécessaire, car elle sépare l'épouse de la concubine, et comme a dit Plaute :

1. Ulpien, 1, 27, § 30, D. *Ad leg. Aquil.* Paul, 1, 56, § 30, D. *Ad leg. Aquil.* Dioclet. Maxim. 1, C. *Rer. amot.*

2. Esmein, *Mélanges*, p. 29.

3. L. 5, § 5, D. *De donat. int. vir et uxor.* L. 31, § 4, D. *ibid.* L. 52, § 4, D. *ibid.*

4. *Sine nuptiis, dos nulla intelligitur.* L. 20, C. *de jure dotium.* L. 3, D. *de jure dot. neque enim dos sine matrimonio esse potest.* L. 39, *ibid. inf. Ubique igitur matrimonio nomen non est, nec dos est.* L. 56, *ibid.* L. 11, D. *De pact. dot.*

5. L. 1, D. *De jure dot.* L. 60, § 3, D. *Mandati vel contra.*

*Me germanam meam sororem in concubinatum tibi
Sic sine dōte dedisse, magis quam in matrimonium* (1).

Le mariage avec *manus* disparut surtout le jour où la liberté du divorce fut proclamée au profit de la femme comme au profit du mari. La *manus*, au point de vue pécuniaire, n'avait plus sa raison d'être devant une telle facilité de rompre le mariage. Elle n'en avait pas davantage en ce qui concernait les liens de l'affection entre les époux. La législation en était, en effet, arrivée à accorder au mari, dans le mariage libre, les mêmes avantages que ceux résultant de la *manus*. Les constitutions impériales avaient successivement enlevé au *pater familias* les armes dont il se servait autrefois pour briser le mariage (2). C'est ainsi qu'il se vit refuser l'interdit *de liberis exhibendis* (3) et qu'on en arriva même à donner au mari un interdit *de uxore exhibenda et ducenda* lui permettant de reprendre son épouse enlevée malgré elle par son père (4).

Le mariage *per usum* fut la transition entre l'union rigoureuse et le mariage libre, en vertu de ce principe que l'*interruptio* faisait cesser la *manus*. Mais à l'époque où nous nous plaçons, c'est-à-dire au siècle de Cicéron, l'*usus* continu ne suffisait plus à faire acquérir la *manus*; il fallait encore qu'il s'y ajoutât le consentement des agnats de la femme (5). Enfin l'*usus* cessa d'exister, sans doute le jour où l'on se rendit compte qu'une possession véritable ne pouvant se concevoir sur la personne de la femme, l'*usucapio* n'était pas possible en droit (6).

1. *Trinummus*, Acte III, Scène II, V, 64 et 65.

2. L. 5, C. V, 17. — Paul, *Sent.*, V, 6, 15. — L. 4, XXIV, 2.

3. L. 1, § 5, D., XLIII, 30.

4. L. 2, D., XLIII, 30.

5. Cicéron, *Pro Flacco*, XXXIV, 84.

6. Esmein, *Mélanges*, 34.

Mais même à cette époque on vit encore subsister la *coemptio* et en dernier lieu même la *confarreatio*. Il est vrai qu'elles avaient bien changé de caractère et qu'elles n'étaient plus un obstacle à la dot. En effet, la *coemptio* servait alors probablement de contrat de mariage ; quant à la *confarreatio*, la *conventio in manum* qui en résultait encore devint définitivement dépourvue de tout effet civil, ainsi que toutes les *conventiones in manum* en général, dès l'époque de Tibère (1).

L'influence des mœurs grecques a certainement contribué à répandre la coutume de la dot. Mais, faut-il aller aussi loin que Laferrière (2) et prétendre, comme lui, que ce fut grâce à leur influence qu'au mariage libre s'adjoignit l'usage de la dot ? Troplong, dans sa préface du *Contrat de mariage*, est d'un avis tout opposé. Il fait remarquer avec beaucoup de justesse que des différences énormes distinguent la dot d'Athènes de celle de Rome.

Dans le droit athénien le mari n'était pas propriétaire de la dot, tandis qu'à Rome il en avait la propriété pleine et entière. Troplong reconnaît cependant l'heureuse influence du droit attique dans les modifications pleines d'équité qui sont venu adoucir, dans la suite, les premières rigueurs du régime dotal à Rome. Son raisonnement paraît fort judicieux, et nous croyons bien faire en adoptant son opinion.

III. — CARACTÈRE DE LA DOT

La dot romaine présentait-elle les mêmes caractères que la dot d'aujourd'hui, ou plutôt, faut-il voir dans la constitution

1. Tacite, *Ann* IV, 6.

2. Laferrière, *Histoire du droit civil de Rome et du droit français*, t. 1, p. 67.

de dot à Rome, le même but que dans la constitution de dot actuelle ?

On est, tout d'abord, tenté de répondre affirmativement. La formule reproduite dans l'art. 1540 du Code civil est, en effet, de nature à favoriser ce rapprochement. Mais un examen plus approfondi montre vite que la ressemblance n'existe que dans les mots, et que, si la dot fut à Rome, comme chez nous, une part de patrimoine apportée par la femme pour subvenir aux besoins du ménage, de grandes différences surgissent, quand on analyse les raisons qui motivèrent, à Rome, la création de la dot.

Quel rapport pouvons-nous, en effet, établir entre la famille romaine, basée uniquement sur l'agnation, ou parenté purement civile, et la nôtre, où le législateur a combiné, à la fois, les liens du sang et ceux de la loi ?

La nature et le but de la dot ont aussi subi d'importantes modifications, durant le cours de la civilisation romaine. Cette question étant intimement liée à celle qui fait l'objet de notre thèse, sera donc résolue en même temps.

L'évolution des droits du mari sur la dot, n'a eu, on le sait, d'autre cause et d'autre destination que de suivre les différentes modifications apportées par le cours des siècles, et les progrès de la civilisation dans la nature et le but de la dot.

Nous diviserons cette étude en plusieurs parties, correspondant aux principales étapes, franchies par la législation romaine en cette matière, nous rappelant le précepte de Montesquieu : « Il faut éclairer l'histoire par les lois, et les lois par l'histoire. » (1)

1. Montesquieu, *Esprit des lois*, XXXI, ch. 2.

CHAPITRE II

*Principe de la perpétuité de la dot. — Tempéraments · Legatum dotis.
— Droit de retour. — Restitution de moitié en cas de répudiation.*

Deux grands principes dominant, pendant la première période du droit romain, la législation de la dot. On les a formulés de la manière suivante :

- 1^o L'omnipotence du mari sur la dot ;
- 2^o La perpétuité de la dot.

La constitution de dot fut, dans l'origine, une vraie donation irrévocable, en faveur du mari, un transport de propriété définitif (1). L'époux en a, seul, la propriété pleine et incommutable : il peut la vendre, d'une manière générale l'aliéner, et cela, sans être tenu de rien restituer à la femme ou à ses héritiers. La dot est un vrai don (2), et qui plus est, un don perpétuel.

Fonder une famille durable, tel était le but du mariage, comme nous le dit Ulpien (3). Valère-Maxime cite même l'annulation d'un mariage, parce qu'il n'avait pas été contracté, dans le but d'avoir des enfants (4), et l'on voit dans Aulu-

1. Paul, § 1. *De jure dotium*, D. XXIII, III.

2. *Dotem manifestum est ex Græco esse nam δίδοναι dicitur apud eos dare* ». Festus. *Dos si nuptiarum causa data ; hoc Græce δῶται, ita enim hoc siculi, ab eodem donum*. C. Varron, *De ling. latin.* V, 175. *Dos est donum puellarum nubentium*. Aeron, *ad horat. carm.* III.

3. *Liberorum quærendorum causa uxorem ducere* (Ulpien, III, III).

4. Valère-Maxime, VII, VII, IV.

Gelle que toute union était précédée d'un engagement pris devant les censeurs : on jurait qu'on se mariait pour avoir des enfants (1).

Toute action en restitution de la dot était inconnue, et n'aurait pas eu sa raison d'être, car la dot est, de sa nature, perpétuelle, conforme en cela au but du mariage (2).

C'est donc pour toujours que le mari l'acquérait ; mais il ne l'acquérait pas pour lui seul. Elle devait l'aider à subvenir aux besoins de la famille, dont il était le chef suprême et incontesté.

A cette époque, à défaut d'une *conventio in manum* mettant la femme *loco filix*, et lui assurant ainsi une part d'enfant, la conception même qu'on avait alors de la famille, sacrifiait, par voie de conséquence, l'intérêt de la femme ; et, comme on le voit, favorisait, au contraire, celui du mari et des descendants.

L'équité naturelle tempérait, toutefois, la rigueur du droit civil, par l'obligation morale imposée au mari de suppléer au défaut d'un droit héréditaire de la femme, au moyen d'un procédé indirect, qui jusqu'à un certain point, relevait la situation de celle-ci : le *legatum dotis*. Ce legs assurait à la femme, dès l'addition d'hérédité, la restitution immédiate de sa dot entière (3) et on peut y voir l'origine de l'édit *de alterutro*.

Le legs de la dot se présentait sous deux formes : le *legatum dotis*, proprement dit, et le *legatum pro dote*.

Dans le premier cas, ainsi que les termes l'indiquent (4), le mari léguait seulement la dot ; dans le second, le legs portait sur un certain nombre d'objets, destinés à en tenir lieu (5).

1. Aulu Gelle, IV, III.

2. *Dotis causa perpetua est... et cum voto ejus qui dat, ita contrahitur ut semper apud maritum sit.* L. 1. D. de j. d. XIII, III.

3. Accarias, t. 1, page 1066.

4. L. 6, § 1 ; L. 1, § 14, D., XXXIII, 4.

5. L. 2, pr. ; L. 6, § 1, D., XXXIII, 4.

Quand la femme étant tombée *in manu mariti*, était ainsi devenue son héritière, le mari lui attribuait sa dot à titre préciputaire, d'où l'expression consacrée pour désigner ce legs de *prælegatum dotis* (1). Dans l'hypothèse, au contraire, où la femme n'étant pas tombée *in manu*, n'était pas héritière du mari, le legs de sa dot portait le nom de *relegatum dotis*, qui indique bien nettement l'idée d'une restitution (2). Même dans le mariage libre, la femme est souvent instituée par son mari. L'affection et peut-être aussi plus souvent l'intérêt, dictait au mari une telle ligne de conduite. Car, fréquemment, en inscrivant sa femme au nombre de ses héritiers, le mari lui confiait le soin de lui assurer une sépulture digne de son nom (3) et de veiller à l'exécution des fideicommisses les plus délicats (4).

C'est vers la fin de cette période reculée qu'on serait tenté d'appeler préhistorique, qu'est apparue, peut-être, la première atteinte à l'omnipotence du mari sur la dot. Ce fut l'introduction du droit de retour « *Solatii causâ* » (5), en faveur du père qui a constitué la dot, s'il survit à sa fille. Cependant, en présence d'enfants issus du mariage, le mari devait conserver pour eux une partie de la dot.

Si le père est mort, quand décède la femme, l'ancienne règle subsiste, et le mari reste maître de la totalité de la dot : « *Apud maritum remanet* », comme dit Ulpien (6).

Ce droit de retour laisse donc, en principe, subsister pres-

1. L. 1, §§ 6, 13, 1, 9 ; L. 15, 1, 17, D., XXIII, 4 ; L. 51, 1, 78, § 14, D. XXXVI, 1 ; L. 27 *pr.* ; D. XXXIII, 2.

2. L. 1, *pr.* ; §§ 1, 2, 5, 9, 10, 11, 12, 14, 15 ; L. 2, *pr.*, 1, 3 ; L. 4, D. XXXIII, 4 ; L. 77, § 12, D. XXXI : *Dos prælegata... reddi potius videtur quam dari.*

3. L. 42, D. XXXII.

4. L. 41, § 14, D. XXXII. L. 21, § 2, D. XXXIII, 1.

5. Pomponius, 1, 6, D. *De jure dotium.*

6. Ulpien *Fragments*, 1, 6, § 4.

que dans son intégralité le droit d'omnipotence du mari. Pendant les cinq siècles que comprend cette première période, les actions en restitution de la dot sont complètement inconnues. On peut en donner l'explication suivante : Le divorce n'étant pas pratiqué, les pouvoirs du mari ne semblaient pas devoir être restreints.

Cependant, à défaut de divorce, le mari pouvait déjà, d'après une loi de Romulus, répudier la femme, pour certains crimes. Il gardait alors ses biens; c'était une sorte de sanction, de punition. Mais si la répudiation n'était pas justifiée, le mari devait rendre à sa femme la moitié de sa dot; l'autre était consacrée à Cérès (1). Nous avons employé à dessein, ici, le mot répudiation, et non le mot divorce. La répudiation est, en effet, comme nous le voyons, dans les lois hébraïques, une faculté accordée uniquement au mari, tandis que l'idée de divorce a toujours compris celle de réciprocité. Cette terminologie nous permet aussi d'éviter la question si difficile à résoudre, de savoir exactement à quelle époque on doit placer l'introduction du divorce (2).

Suivant toute supposition, cette loi de Romulus n'aurait visé que les mariages accompagnés de la *manus*, qui, nous l'avons vu, constituaient à l'origine la règle générale. Ne faut-il pas voir, en effet, dans cette attribution à Cérès de la moitié de la dot de la femme, la consécration de ce principe,

1. Plutarque, *Vie de Romulus*, ch. XXII.

2. D'après plusieurs auteurs, l'introduction du divorce est antérieure à l'époque de Carvilius Ruga. En ce sens : Montesquieu, *Esprit des lois*, XVI, 46. Zimmern, *Rechts Geschichte*, t. 2, § 562. Hugo, R. G., §§ 430 et 434. Klenze, *Ueber die Freiheit der chescheidung nach Römisches Recht* (dans le *Zeitschrift für Geschichtliche Rechtswissenschaft*, B. V, 5, 24. Glück, § 4254, B. XXV, 5, 434. On trouve en sens contraire : Valère-Maxime, l. II, 4. Denys d'Halicarnasse, *Antiq. Romanæ*, II. Aulu Gelle, IV, 3. Tigerström, B. II, page 33.

que, par le fait même du mariage, elle perdait tout droit sur sa dot?

Une restitution entière faite à la femme, aurait changé certainement la nature du double principe, que nous avons indiqué au début de ce chapitre. La femme, au contraire, en recevant seulement la moitié de sa dot, ne semblait obtenir qu'une faveur, qui laissait subsister intact le droit de son mari.

Telle fut, dans les temps très reculés la situation de la dot, entre les mains du mari. Le peu de documents que l'histoire de la législation romaine nous a laissés sur cette première période ne nous permet pas d'en dire davantage. Mais ces quelques détails suffisent pour montrer que le mari était bien alors *dominus dotis*, dans le sens le plus large du mot, c'est-à-dire propriétaire absolu du bien dotal. Il en résulte qu'il n'a aucun compte à rendre, soit à la femme, soit à ses héritiers, et n'est menacé par aucune action en restitution.

Le droit du père constituant apparaît à peine, et la cause de ce droit est d'une nature toute particulière; elle n'est pas un premier éveil de l'idée d'où résultera, plus tard, le droit de la femme sur sa dot. Elle est une consolation pour le *pater*, *ne pecuniam et filiam amitteret*.

CHAPITRE III

Extension du divorce. — Cautiones rei uxoriæ. — Actio ex stipulatu (mention). — Actio rei uxoriæ, Par quelle autorité elle fut créée. — Aperçu historique sur cette action. — Sa nature originelle. — Son caractère. — Conditions requises pour donner lieu à l'ouverture de cette action. — Son extension. — Tempéraments qui'y furent apportés: retentiones, bénéfice de compétence, legatum dotis. — Question des risques. — Restitution de la dot. — Délai.

L'introduction du divorce, dans la société romaine était de nature à modifier profondément l'étendue des pouvoirs du mari sur la dot ; et, comme nous l'apprend Aulu-Gelle (1), il fallut bien songer alors à protéger la femme.

L'antique répudiation de Romulus ne pouvait être provoquée que par un crime ; c'était une sanction et une double pénalité imposée à la femme coupable, qui perdait, du même coup, son titre d'épouse et sa dot.

Le divorce n'avait pas ce caractère, car il dépendait uniquement de l'arbitraire du mari. Le premier divorce eut lieu, croit-on, en l'an 529 (2) ; ce fut celui de Spurius Carvilius, surnommé Ruga : il était basé sur la stérilité de sa femme.

L'exemple devait peu à peu se répandre. Bientôt l'antique conception de la famille disparaît. Avec sa raideur et son étroitesse artificielle, elle avait été l'abri et le berceau d'une civilisation primitive. Maintenant, on cherchera autre chose. Il

1. Aulu-Gelle, *Nuits attiques*, L. IV, ch. 3.

2. Conf. *suprà*, p. 20, n. 2.

fallut, en effet, peu de temps pour apercevoir le côté vicieux du régime dotal primitif. Un danger était à craindre ; on ne l'évita pas. Sous l'influence de la dépravation des mœurs, le mariage cessa d'être respecté, et devint, pour les maris, un moyen facile de s'enrichir. Ils s'approprièrent la dot de leur femme en divorçant. On songea donc à parer aux abus dont les conséquences auraient été ruineuses pour la femme. Comment aurait-elle pu, en effet, se remarier après avoir perdu sa dot ?

La *manus*, sous laquelle la femme tombait en général par l'effet du mariage, pouvait bien être rompue, soit par la *diffarreatio*, soit par une *mancipatio* suivie d'une *munumissio*, mais la femme ne retrouvait pas ainsi sa dot. Il y avait donc, à la fois, un motif de justice et d'humanité à réformer un état de choses aussi fâcheux. L'intérêt, d'ailleurs, de la République se trouvait engagé à ce que la femme divorcée pût, en recouvrant sa dot, contracter un nouveau mariage (1).

La date du divorce de Spurius Carvilius Ruga marqua donc l'origine de la première mesure destinée à sauvegarder la femme contre la survenance du divorce.

Comment allait-on s'y prendre ?

I. — Apparition des *cautiones rei uxoriæ*.

On prit désormais l'habitude, par crainte de l'arbitraire du mari, de faire promettre à celui-ci, lors de la réception de la dot, la restitution d'une part indéterminée, en cas de divorce.

1. L. 2, D. XXIII, III.

Un curieux passage emprunté par Boëce à quelque vieux jurisconsulte, nous fait connaître les termes de cette *sponsio* : *Dos interdum his conditionibus dari solebat, ut si inter virum uxoremque divortium contigisset, quod melius æquius esset apud virum maneret, reliquium dotis restitueretur uxori* (1).

La restitution conventionnelle précéda donc, comme on le voit, la restitution légale.

D'après le récit de Boëce, ces *cautiones* ne faisaient pas naître au profit de la femme une véritable action en restitution. Le mari acquittait, de la manière suivante l'engagement qu'il avait pris. En cas de divorce, on réunissait un conseil de parents, qui fixait le montant de la somme à restituer. Si le mari ne la trouvait pas exagérée il la rendait, soit au tuteur de la femme, si elle était *sui juris*, soit à son père, si elle était restée soumise à la puissance de celui-ci.

Cette procédure aurait présenté cette particularité que le juge n'était tenu de se conformer à aucune règle de droit. Il réglait la restitution en se fondant sur l'équité, d'après Caton, à ce que rapporte Aullu-Gelle : *Vir quum divortium facit mulieri, judex pro censore est, imperium quod videtur habet*. Ce récit doit-il être accepté ? Il est certain que les *cautiones* dont parle Boëce ont précédé l'*actio rei uxoriæ*. Mais est-il vraisemblable que ces *cautiones* aient pu porter sur l'*æquius melius*. N'est-il pas plus probable, au contraire, que ces *cautiones* intervenaient pour garantir le paiement d'une *certa pecunia*, de la *summa dotis*, pour assurer, en un mot, la restitution stricte du montant de la dot ? Cette conjecture est d'autant plus vraisemblable, que le droit romain primitif ne connaissait guère que les obligations portant sur une *certa pecunia*.

La formule des *cautiones rei uxoriæ* ne nous est d'ailleurs

1. Boëce, *ad Cicer. topic.*, XVII, 66.

pas parvenue, et cette lacune est regrettable à plus d'un point de vue, car elle aurait, sans doute, éclairci bien des difficultés. Une semblable promesse faite par le mari paraît, à première vue, peu possible, en présence de la *capitis deminutio* subie par la femme tombée *in manu* du fait du mariage. Le mari devient, en effet, lui-même acquéreur de la créance contractée au profit de sa future épouse, et on semble ainsi aboutir à un non-sens juridique. On peut répondre à cette objection, qu'à l'époque où nous sommes arrivés, la *manus* constituait certainement l'exception. De plus, quand la femme n'était pas tombée *in manu*, elle pouvait très bien remplir le rôle de stipulant, et le mari ne pouvait alors acquérir que les biens expressément apportés en dot. La créance dotale se trouvait ainsi acquise à la femme elle-même, si elle était *sui juris*, à son père, si elle était *alieni juris*.

Examinons maintenant l'hypothèse d'un mariage accompagné de *manus*, et nous verrons que même alors la *cautio rei uxoriæ* n'était pas inutile.

A. La femme était *filia familias*. Son père n'avait qu'à stipuler lui-même ; on trouve là l'origine de la dot profectice.

B. La femme était *sui juris*. L'engagement était pris par le mari vis-à-vis des tuteurs de la femme, et c'est en leurs mains que devait s'opérer la restitution, en cas de divorce.

On comprend facilement l'intérêt que les tuteurs portaient à l'accomplissement de cette formalité, quand on considère qu'il leur incombait l'obligation de la doter sur ses biens patrimoniaux, en cas de divorce.

Les motifs mêmes qui avaient suggéré dans l'usage la *cautio* conduisirent insensiblement à la sous-entendre, et à obliger le mari à une même restitution, en cas de divorce, qu'il eût contracté ou non l'engagement de rendre la dot.

La généralisation de cette idée, et les progrès de la civilisa-

tion, qui voyait avec effarement l'extension toujours croissante du divorce devaient amener à chercher le moyen de sanctionner cette obligation. Il se traduit dans l'action *rei uxoriæ*.

Nous nous trouvons donc à un moment où deux actions vont coexister dans la législation romaine :

1° L'*actio ex stipulatu*, qui trouve son origine dans les *cautiones* (1).

2° L'*actio rei uxoriæ*.

L'*actio ex stipulatu* sanctionnant la restitution conventionnelle semblerait devoir disparaître, quand l'*actio rei uxoriæ* vient sanctionner une restitution légale.

Il n'en est rien, et nous en donnerons plus tard les raisons. En réalité, pendant toute la période classique, les deux actions ont existé parallèlement.

Nous allons étudier d'abord l'*actio rei uxoriæ*.

Il est assez difficile de déterminer par quelle autorité elle fut créée. D'après M. Voigt, on doit chercher son origine dans l'ancienne *interpretatio*, qui compléta les XII tables (2). Cette manière de voir est en contradiction parfaite avec la tradition généralement admise, qui, d'après Aulu-Gelle (3), considère que jusqu'au divorce de Carvilius Ruga, en l'an 529 de Rome, le divorce et par suite l'*actio rei uxoriæ* furent totalement inconnus. Pour la majorité des autres romanistes le débat roule uniquement sur la question de savoir si cette action a, ou non, été créée par le préteur.

D'après M. Czyhlarz l'*actio rei uxoriæ* n'est due ni à une loi,

1. Si, d'ailleurs, on voulait conserver intact le récit de Boèce il faudrait admettre que la *cautio rei uxoriæ*, dont il nous parle n'aurait pas été sanctionnée par le droit ; elle aurait été un acte fiduciaire à sanction purement morale. Plus tard, elle serait entrée dans le domaine du droit, et aurait revêtu le caractère d'action de droit strict.

2. Voigt. *Die lex Mœnia vœm Jahr*, D. LXVIII, p. 38.

3. Aulu-Gelle, *Nuits attiques*, IV, 3, 2.

ni à un édit du préteur. Elle aurait été au contraire créée par le préteur d'après M. Brini.

Cette opinion est généralement admise. On trouve pour la soutenir à la fois des raisonnements de comparaison et des arguments historiques.

L'*actio rei uxoriæ* appartient tout d'abord, comme nous le verrons plus loin, à un groupe composé uniquement d'actions de source prétorienne. Il est donc naturel de penser que toutes ces actions doivent avoir la même origine. Il est vrai que plus tard, dans la période du droit classique, l'*actio rei uxoriæ* apparaît civile, puisqu'elle est même devenue une action de bonne foi (1).

Mais cela n'est pas une raison pour dire qu'elle n'a jamais été prétorienne au début. Bien des actions, d'abord prétorienes, sont, en effet, devenues peu à peu civiles, par l'évolution de la législation et surtout de la jurisprudence. Les recherches récentes de l'école allemande donnent même lieu de croire que la plupart des actions de bonne foi étaient, à l'origine, prétorienes, et qui plus est *in factum* (2). Il semble donc difficile de contester ce premier argument, qui est aussi admis par M. Esmein (3).

II.— **Action** *rei uxoriæ* (4).

Aperçu historique. — L'action *rei uxoriæ* ne fut, tout

1. Gaius, IV, 62.

2. Wlassak, *Römische Processgesetze*, II, 1891, p. 302, note 10.

3. *Nouvelle revue historique*, 1893, p. 164.

4. L. unic. C. *De rei uxor. act.*

d'abord, que la protection civile accordée à une dette morale du mari envers sa femme, analogue à la dette morale du père envers ses enfants, et n'était prévue que pour le divorce. Elle fut ensuite étendue au cas de dissolution du mariage par la mort du mari, et même, dans certaines hypothèses, par la mort de la femme (1).

Toutefois, ce ne fut que sous la législation de Justinien que le prédécès de la femme donna ouverture à l'*actio rei uxoriæ*. Même au temps d'Ulpien (2), la dot, en cas de prédécès de la femme, pendant le mariage, demeurait au mari, en règle générale, sauf deux exceptions :

1° Un droit de retour légal réservé au père qui avait constitué la dot ;

2° Le droit de retour conventionnel, qui pouvait être stipulé par tout autre constituant.

Quelle fut la nature originelle de l'action *rei uxoriæ* ? Sur quel type a-t-elle été créée ? La réponse est difficile. Elle s'harmonisait, il est vrai, parfaitement avec les besoins de la famille et de la société ancienne ; mais ce n'est pas là une solution à la question.

Trois hypothèses ont été présentées :

I. — L'action *rei uxoriæ* n'aurait fait que suppléer des conventions usuelles, qui lui auraient servi de modèles. Cette théorie suppose nécessairement que l'obligation conventionnelle de restituer la dot à la dissolution du mariage aurait précédé dans l'évolution historique l'obligation légale (3). Ce

1. L. 79 pr. *De jur. dot.* L. 66, pr. *sol. matr.*

2. Ulpien, t. VI, §§ 4 et 5.

3. Nous avons admis précédemment l'antériorité de la stipulation sur l'action *rei uxoriæ* ; mais nous ne croyons pas que l'*actio rei uxoriæ* ait pris sa source dans la stipulation.

ne serait assurément pas la première fois qu'une clause de style se fût érigée en clause de droit.

Le passage précédemment cité de Boëce est loin de contredire cette manière de voir : *Quæquidem dos interdum his conditionibus dari solebat, ut, si inter virum, uxoremque divortium contigisset, quod æquius melius esset, apud virum remaneret, reliquum dotis restitueretur uxori, id est ut, quod ea dote judicatum fuisset melius æquius esse ut apud virum maneret, id vir sibi retineret, quod vero non esset melius æquius apud virum manere, id uxor post divortium reciperet*. On peut encore ajouter que la formule de l'*actio rei uxerix* reproduisait les mots *quod æquius melius erit* (1).

On peut ajouter qu'on retrouve aussi dans la formule de cette action la mention des *retentiones dotis* que le mari pouvait dans certains cas exercer, comme le dit le texte cité de Boëce. Ajoutons que cette genèse a été admise, par MM. Hase, Bechmann, Gide et Karlowa (2).

Ces preuves sont-elles concluantes ? La question est douteuse. Il ne suffit pas, en effet, pour qu'elle soit tranchée dans ce sens que l'obligation légale, sanctionnée par l'action *rei uxoriæ* ait été précédée d'une stipulation garantissant à la femme la restitution de sa dot. Il faudrait connaître le genre de stipulation qui intervenait dans ce cas, et tout au moins être fixé sur les caractères qu'elle présentait. Or, il est à présumer qu'avec leur esprit éminemment positiviste, les Romains ne se contentaient pas, même à cette époque d'une stipulation incertaine, comme celle que nous a rapportée Boëce. Les sti-

1. L. 66, § 7, D., *Solut. matr.*, XXIV, 3 ; L. 82, D., *De solut. mat.*, XLVI, 3 ; Karlowa, *Röm Rechtsgeschichte*, II, p. 221.

2. Hase, *Das Güttrecht der Ehegatten*, §§ 59, 60 ; Bechman, *Das römische Dotalrecht*, t. 1, p. 72 ; Gide, *Du caractère de la dot*, 2^e édit., p. 512 ; Karlowa, *Römische Rechtsgeschichte*, II, p. 213.

pulations primitives, nous l'avons déjà dit, devaient toujours porter sur des *certa pecunia*.

Personne ne sait, d'ailleurs, si la formule rapportée par Boèce, n'est pas son œuvre personnelle (1). Il est vrai que d'après d'autres auteurs, elle aurait été empruntée par Boèce aux Institutes de Paul (2), mais aucun indice sérieux n'est venu confirmer cette idée qui ne peut, pour le moment, sortir du domaine de la simple hypothèse. Il est donc plus rationnel d'admettre que si l'on peut retrouver l'origine de l'*actio rei uxoriæ* dans la *cautio*, ce ne peut être que dans une *cautio* renfermant des éléments de fixité et de certitude absolues. En tout cas, il résulte suffisamment de tout ceci qu'on ne peut attribuer au texte de Boèce une importance suffisante pour édifier sur lui un raisonnement sérieux. Ajoutons enfin que cette théorie trouverait surtout sa justification dans ce fait que l'action *rei uxoriæ* née de la *cautio* ne devait pas tarder à mettre fin à son usage, en la remplaçant. Malheureusement, cette conséquence a été loin de se produire. La *cautio* et l'*actio rei uxoriæ* ont continué à coexister, à la fin de la République, dans le droit classique et jusqu'à Justinien. Il est donc peu probable que l'action *rei uxoriæ* n'ait fait que suppléer des conventions usuelles.

II. — L'*actio rei uxoriæ* n'a-t-elle pas eu plutôt pour point de départ et pour modèle la jurisprudence des tribunaux de famille, en matière de divorce ? On pourrait le penser : car, à l'origine, le citoyen romain qui divorçait, devait faire statuer par un tribunal de famille, sur la part de la dot qu'il aurait à restituer à sa femme. Ce fait a été retracé par Aulu-Gelle : *Vir cum divortium facit mulieri iudex pro censore est : imperium,*

1. Czyhlarz, *op. cit.*, p. 40.

2. Karlowa, *op. cit.*, II, p. 213.

quod videtur, habet. Si quid perverse tetrequæ factum est a mulieri, mulctatur. Si vinum bibit, si cum alieno viro, probri quid fecit, condemnatur (1).

Mais il est permis de penser que peu à peu les décisions de ce tribunal de famille cessèrent de présenter les garanties d'impartialité et de justice qui en faisaient la valeur. Il est donc logique de supposer, qu'à partir de ce moment, l'*actio rei uxoriæ* fut créée, pour permettre à la femme d'invoquer, avec efficacité, l'intervention du magistrat (2).

S'il est assez facile d'expliquer ainsi la naissance de cette action, il n'en est plus de même quand il s'agit, dans cette hypothèse, de déterminer si cette action fut d'abord introduite exclusivement pour le mariage avec *manus*, ou uniquement en vue du mariage libre. D'après M. Czyhlarz, destinée uniquement, au début, au mariage avec *manus*, elle n'aurait été étendue que bien plus tard au mariage libre (2). Sa théorie repose sur ce fait que le *judicium legitimum* qui devait lui donner naissance ne pouvait être qu'une conséquence des mariages contractés avec *manus*. C'est là certainement un raisonnement ingénieux, mais qui est loin d'être partagé par tout le monde. On peut en effet, penser avec M. Brini, que ce fut justement pour remplacer le *judicium legitimum* irréalisable dans le mariage libre, que fut instituée cette action.

N'y avait-il pas lieu, en effet, de protéger au même titre la dot, dans les deux cas, et cela d'autant plus que le mariage libre ne créant pas entre les époux un rapprochement juridique

1. *Nuits attiques*, X, 23, 4

2. Cette théorie n'est partagée qu'en partie par M. Voigt ; d'après lui, l'*actio rei uxoriæ* aurait été créée, plutôt pour compléter, que pour remplacer le *judicium domesticum*. Mais cette manière de voir n'a rien d'incompatible avec la théorie que nous étudions. Il se peut très bien, en effet, qu'à l'origine tel ait été le but et le rôle de l'*actio rei uxoriæ*.

3. Czyhlarz, *op. cit.*, p. 39.

aussi complet, surtout au sujet de leurs biens les difficultés en cas de divorce devaient être plus grandes. Qu'on ajoute à cela les rivalités inévitables entre les agnats de la femme et le mari, et on comprendra facilement combien il importait de reconnaître à la femme un droit en l'absence de *cautio rei uxoriæ* (1). Cette théorie paraît très rationnelle ; elle donne lieu cependant, elle aussi, à une objection. Il est assez difficile d'admettre *a priori*, sans aucune preuve à l'appui, que le *judicium domesticum*, en principe institué contre la femme, ait eu pour résultat de lui donner des armes contre son mari.

III. — D'après un autre système (2), l'*actio rei uxoriæ* n'aurait eu d'autre source que la transformation de la *fides*, primitivement seule garantie accordée à la femme, en une véritable obligation.

La dot aurait donc simplement bénéficié, à l'exemple des contrats réels, tels que le dépôt ou le commodat, et sous l'influence de l'évolution juridique, d'une action remplaçant la *fides* d'autrefois. Pour le dépôt et pour le commodat, l'obligation de restituer fut sanctionnée par les *actiones depositi* et *commodati directæ*, et pour la dot, par l'*actio rei uxoriæ* (3). Cette théorie est loin d'être inadmissible, mais elle est incomplète. Elle n'explique pas, en effet, par suite de quelle transformation la *fides*, qui n'offrait à la femme qu'une protection des plus incomplètes, fut remplacée par l'*actio rei uxoriæ*. Or il est évident pour celui qui connaît le droit romain, qu'une telle métamorphose ne s'est pas produite en un jour. Ce système a cependant l'avantage de conserver au texte de Boèce toute sa valeur, et qui plus est, de l'expliquer.

1. *Matrimonio e divorzio*, 2^e partie, p. 176, 178, 182, 185.

2. M. Cuq, à son cours.

3. Pernice, *M. Antistius Labeo*, I, p. 452.

D'après M. Esmein, l'origine de l'*actio rei uxoriæ* aurait une autre source (1). Elle aurait pour point de départ le caractère en quelque sorte pénal que revêtait vis-à-vis du mari, à l'origine, cette action ; on sait, en effet, qu'elle fut instituée uniquement au début, pour réprimer les effets de l'*injustum repudium*. Ce caractère pénal était d'ailleurs commun aux autres actions, qui, nous le verrons plus loin, faisaient partie, comme l'*actio rei uxoriæ*, du groupe des actions *in æquum et bonum conceptæ*. Il n'y a donc rien d'anormal à le voir revêtu aussi par l'*actio rei uxoriæ*.

On peut encore trouver un autre argument en faveur de cette théorie dans une action pénale présentant un véritable caractère reconventionnel, dont disposait le mari en cas de divorce. L'*actio de moribus mulieris*, mise à la disposition du mari, dans le droit classique, pour punir la femme de ses délits conjugaux, avait en effet pour sanction une peine pécuniaire, qui pouvait, le cas échéant, absorber toute la dot. Est-il possible d'admettre que cette action, vraiment conventionnelle, qui constituait du temps de Marius (2) une *actio contraria* de l'*actio rei uxoriæ*, ne fut pas le reflet exact de cette *actio* ? Il nous semble difficile de le nier ; car ainsi, que le dit très nettement M. Esmein, l'*actio de moribus* n'était autre chose qu'« un démembrement ou plutôt la contre-partie » de l'*actio rei uxoriæ*. Par conséquent, puisque l'*actio de moribus* était une action pénale (3), il en devait être de même de l'*actio rei uxoriæ*.

1. Esmein, *Nouvelle revue historique du droit français et étranger*, 1893, p. 151.

2. Karlowa, *op. cit.*, II, p. 219.

3. L. 1, c. Th., *De dotibus*, III, 13. L. 3, p. D. *De pact. dot.*, XXIII, 4.

Est-ce à dire que ces deux actions aient coexisté au début ? M. Esmein ne le croit pas. Il y a de bonnes raisons pour attribuer à l'*actio rei uxoriæ* une date antérieure. Il est permis de croire, en effet, que l'*actio de moribus* fut créée postérieurement à l'*actio ex stipulatu*, pour permettre au mari de restreindre les prétentions de la femme en opérant les *retentiones* qui devaient sanctionner l'inconduite de sa femme. Ce ne fut d'ailleurs là que l'application renversée des principes de l'*actio rei uxoriæ* (1). L'*actio de moribus* présentait donc, à ce moment, les caractères d'une exception. Mais bientôt elle devint entre les mains du mari une véritable action, lui permettant de prendre les devants, sans attendre les effets de l'*actio rei uxoriæ*.

En cas de divorce, elle constitua aussi, pour lui, une arme de défense quand la femme recourait à l'*actio rei uxoriæ*. Plus tard, enfin, il fut aussi permis à la femme d'invoquer le bénéfice de l'*actio de moribus* contre le mari, dans l'exercice de l'*actio rei uxoriæ*, mais avec de grands tempéraments. La sanction dont il était menacé, pour s'être rendu coupable de *majores mores*, consistait, en effet, uniquement dans la restitution immédiate de la dot (2).

Ces différents arguments paraissent assez probants pour confirmer l'origine qu'on croit devoir attribuer, avec M. Esmein, à l'*actio rei uxoriæ*. On trouve cependant dans les textes une objection qu'il importe de prendre en considération.

On voit, en effet, dans la L. 22 § 12 D, *sol. matr.*, XXIV, 3, que :

1. Esmein, *Mélanges*, p. 79.

2. Ulpien, *Reg.*, VI, 13.

Sed si filius familias sit maritus, et dos socero data sit, adversus socerum agitur, Plane, si filio data sit, si quidem jussu soceri, adhuc absolute socer tenebitur : Quod si filio data sit non jussu patris, Sabinus et Cassius responderunt, nihilominus cum patre agi oportere.

Videri enim ad eum pervenisse dotem, penes quem est peculium ; sufficit autem ad id damnari eum, quod est in peculio ; vel si quid in rem patris versum est.

Si le mari est *filius familias*, et que la dot ait été remise à son père, c'est contre ce dernier que l'action sera intentée. Le père du mari sera également poursuivi si c'est sur son ordre que la dot a été remise à son fils, et quand même la remise de la dot a été faite au fils, sans que ce soit sur l'ordre de son père, ce dernier pourra cependant être poursuivi, d'après Sabinus et Cassius.

Car la dot paraît être tombée aux mains de celui qui dispose du pécule et il est rationnel de le condamner jusqu'à concurrence des forces du pécule ou du profit retiré.

Il résulte de ce texte, qui vise la dissolution du mariage par le divorce, que l'*actio rei uxoriæ* ne pouvait, dans aucun cas, être intentée contre le fils. N'y a-t-il pas là une grave contradiction à toutes les règles auxquelles obéissaient, en droit romain, les actions pénales ? Telle est l'impression qu'on éprouve à première vue et qui ne tendrait à rien moins qu'à rendre toute idée d'origine pénale incompatible avec l'*actio rei uxoriæ*. Il faut donc dégager avec soin le principe contenu dans ce texte, pour pouvoir en apprécier la portée et les conséquences. Tout d'abord, l'action dirigée contre le père nous paraît renfermer plutôt les caractères d'une simple action en restitution que ceux d'une action pénale ; en effet, elle ne présente aucun caractère noxal. Il ne s'agit plus ici de l'*actio rei uxoriæ* de la première époque ; on se trouve donc en présence de principes nouveaux qui n'infirment en rien ce qu'il est permis de penser sur les origines de cette action. En effet, à partir de l'Empire, l'obligation de restituer la dot in-

combe désormais à ceux-là seuls qui l'ont reçue (1). Or, personne ne peut avoir la prétention de soutenir que l'*actio rei uxoriæ*, pas plus que les autres institutions romaines, ait été régie à son origine par les mêmes règles que celles édictées au temps des Empereurs. Ce serait la négation aussi injustifiable que peu plausible de l'évolution aussi accentuée que méthodique qui caractérise le droit romain. Est-ce à dire qu'à l'origine l'*actio rei uxoriæ* ne pouvait jamais être intentée contre un autre que l'auteur du divorce ? Ce serait aller beaucoup trop loin. Elle pouvait évidemment, en vertu des seuls principes de la *paterna potestas*, être intentée contre le père du mari, resté *in potestate*, au moment du divorce ; ce n'était là qu'une conséquence de ce fait qu'il importe de ne pas oublier, qu'à ce moment la liberté d'action du fils était totalement paralysée. C'était le père seul qui faisait le divorce, qui l'imposait et qui devait donc en supporter les conséquences.

Les raisons invoquées par M. Esmein, à l'appui de sa théorie, semblent excellentes : elles ont surtout l'avantage de permettre d'expliquer plus d'un détail obscur de l'*actio rei uxoriæ*. Mais la question nous semble présenter encore trop de difficultés pour que nous osions nous prononcer d'une manière catégorique. Sa thèse nous semble toutefois présenter un côté particulièrement heureux : c'est, tout en éclairant la situation sous un jour nouveau, de rester d'accord avec les principes généralement admis en cette matière.

III. — Caractère de l'*actio rei uxoriæ*

La formule de l'*actio rei uxoriæ* ne nous est pas parvenue.

1. L. 49 D., *De jure dot.*, XXIII, 3.

On sait seulement qu'elle était *in æquum et bonum concepta* ; elle appartenait à un groupe d'actions que Cujas cite comme présentant le caractère particulier d'échapper aux efforts rigoureux de la *câpitis diminutio*. Ces actions étaient : l'action *injuriarum*, les actions de *effusis* et *ejectis*, l'action *sepulchri violati*, et enfin la *querela inofficiosi testamenti*.

D'après Savigny (1), l'action *rei uxoriæ* aurait été, en même temps, action de bonne foi et action *in bonum et æquum concepta*, ces deux qualités étant, il est vrai, indépendantes l'une de l'autre, mais non pas incompatibles.

Il est assez bizarre de voir, réunies dans un même groupe, des actions aussi diverses, en apparence, que l'action dotale, l'action d'injures, et la *querela inofficiosi testamenti*.

D'après P. Gide (2), le caractère commun de ces actions, qui constituerait, en même temps, leur trait distinctif et essentiel, c'est qu'elles ne sont pas, à proprement parler, des actions pécuniaires, quoiqu'elles aboutissent, cependant, à une réparation pécuniaire. Pour P. Gide, donc, l'*actio rei uxoriæ* est une action personnelle et extra pécuniaire, du moins quant à son fondement, et cela par analogie avec le groupe des actions *in æquum et bonum conceptæ* auxquelles elle se rattache. Pour M. Esmein, comme les différentes actions *in æquum et bonum conceptæ* sont non seulement des actions dont le fondement est extra-pécuniaire, mais encore pénal, l'action *rei uxoriæ* est une action pénale.

Nous rejetons donc, d'une part, le principe d'après lequel le mari serait débiteur de la *res uxoria* et si nous admettons que l'action *rei uxoriæ* a, comme le dit M. Gide, un fondement extra-pécuniaire, nous en recherchons la cause dans son caractère pénal.

1. Savigny, *System.*, t. II, p. 93.

2. P. Gide, *Du caractère de la dot, en droit romain*.

Cette action se distingue nettement des action de bonne foi, bien qu'elle fût *in æquum et bonum concepta* et qu'elle renfermât même la mention *quod æquius melius erit*.

En effet, comme le remarque avec beaucoup de justesse Savigny (1), bien qu'il ne partage pas notre avis, si dans l'*actio bonæ fidei* le juge a une certaine liberté d'action, il doit néanmoins se régler pour l'estimation du litige sur les usages courants. Au contraire (2), dans l'*actio in æquum et bonum concepta*, son appréciation personnelle lui servira seule de guide.

L'*actio rei uxoriæ* ne figure pas dans l'énumération des actions de bonne foi, telle qu'elle est donnée par Cicéron et par Gaius (3). Cette lacune frappe d'autant plus l'attention dans Cicéron, qu'il a traité justement cette action dans le passage précédent de son traité *de officiis*. C'est donc une preuve de plus que dans sa première phase, l'*actio rei uxoriæ* n'était pas de bonne foi. Cette latitude insolite qui résulte de l'*actio rei uxoriæ* s'explique par cette considération que le juge devait y déterminer *quod æquius melius est apud virum non manere*.

IV. — La *conventio in manum* doit-elle être prise en considération pour l'exercice de l'*actio rei uxoriæ*?

Nous nous bornerons à jeter un coup d'œil sur cette question intéressante, mais qui serait de nature à nous entraîner hors de notre sujet.

1. Savigny, *Syst.*, t. II, p. 92.

2. L. I, *pr.* De his qui effud. vel dej, 9, 3. L. 3, § 4, D. De sepulchr. viol., 47, 12.

3. *Cicer. de off.*, III, 47. Gaius, IV, § 62.

Deux systèmes sont en présence :

1° D'après une opinion très répandue, la femme *in manu mariti* n'aurait, étant donnée cette qualité, rien à réclamer à son mari, lors de la dissolution du mariage. La *manus* est, en effet, un mode d'acquérir *per universitatem*, et ce que le mari a ainsi acquis, il doit le conserver toujours. On ne peut, en effet, concevoir, en droit romain, un droit de propriété temporaire, du moins à cette époque.

D'ailleurs, la femme *in manu* ne peut pas être créancière de son mari. L'absorption de son patrimoine entier, dans le sien rend, par la confusion, toute action désormais impossible entre les deux époux.

Mais est-ce là une raison suffisante pour en conclure que l'*actio rei uxoriæ*, qui était déjà une exception au grand principe *dotis causa perpetua est*, ne pouvait pas aussi apporter une dérogation utile à la rigueur de la *conventio in manum* ?

Telle est l'idée émise par Paul Gide. Il s'appuie principalement sur un texte incomplet, il est vrai, mais très affirmatif, des *Fragments du Vatican* (1), qui montre qu'en matière de dot, Paul n'établissait aucune distinction au sujet de la *manus*. Il cite aussi un passage des *Topiques* de Cicéron, où il est dit que dans l'hypothèse d'un mariage contracté avec *manus*, tout ce qui appartenait à la femme *sui juris*, devient la propriété de son mari, sous le nom de dot (2).

Pour la même raison la restitution s'imposait en faveur de la femme *alieni juris*, qui n'apportait à son mari que la dot constituée par le *pater familias*, dot qu'il lui fallait recouvrer quand la dissolution du mariage la laissait sans ressources.

1. *Frag. Vatic.*, 115.

2. *Quum mulier viro in manum convenit, omnia quæ mulieris fuerunt, viri fiunt dotis nomine.* Cicér. *Top.*, IV.

Or, dans tous les cas, la femme avait intérêt à recouvrer sa dot, et plus encore dans l'hypothèse de la *manus*. Car, par l'abandon de ses droits héréditaires dans la famille paternelle, sa fortune se trouvait réduite aux biens dotaux, à condition qu'ils fussent restitués par le mari.

Il était donc de toute équité que le divorce ne la laissât pas sans ressources, et l'intérêt social exigeait, de son côté, qu'elle pût se remarier.

Quant à l'objection que la femme *in manu* ne peut pas être créancière de son mari, nous ne la croyons pas fondée. Car au moment où naît l'action *rei uxoriæ*, la *manus* n'existe déjà plus. La femme ne devient créancière qu'à la dissolution du mariage.

Nous croyons donc bien faire en déclarant, avec P. Gide, que si l'action *rei uxoriæ* peut s'appliquer au mariage avec *manus*, elle doit *a fortiori* s'y appliquer ; car, dans ce cas, où les intérêts de la femme étaient particulièrement menacés, il eût été inique de lui retirer une protection créée uniquement pour elle, à raison même du fait du divorce. D'ailleurs, cette action naissait du divorce, au moment même où expirait la *manus*, et pouvait assurément appartenir aux fils de famille comme toutes les *actiones in æquum et bonum conceptæ*.

V. Ouverture de l'action *rei uxoriæ*.

Cette action s'ouvre seule s'il n'est intervenu ni stipulation, ni pacte de restitution. Il faut, de plus, que la dissolution du mariage ait une cause déterminée. A l'origine l'*actio rei uxoriæ* n'était ouverte à la femme qu'en cas de divorce.

Nous allons étudier séparément les différentes hypothèses qui peuvent se présenter :

1° Le mariage est dissous par le divorce.

On ne distingue pas si la dot est profectice ou adventice, mais on doit distinguer si la femme est *alieni juris* ou *sui juris*.

A. La femme est *sui juris*. — L'*actio rei uxoriæ* lui étant personnelle, elle l'exerce elle-même, alors même que la dot est profectice et son père vivant. Si la femme ne décède qu'après avoir agi en restitution, l'action devient transmissible, pécuniaire, et figure comme telle dans son patrimoine. Ses héritiers pourront donc l'exercer ; il est, en effet, de toute justice de réparer le préjudice manifesté par la mise en demeure. Car, s'il y avait eu paiement lors de la *mora*, les biens dotaux restitués auraient figuré dans le patrimoine de la femme et par conséquent passé à ses héritiers.

Tout ce que nous venons de dire découle de ce principe que l'*actio rei uxoriæ* est essentiellement personnelle à la femme et intransmissible. Nous verrons plus loin que c'est à partir de la mise en demeure, et non de la *litis contestatio*, que l'*actio rei uxoriæ* devient transmissible.

B. La femme est *alieni juris*. — D'après Ulpien, c'est au père que compètera l'*actio rei uxoriæ*, en s'adjoignant sa fille, sans qu'il y ait à distinguer entre la dot adventice et la dot profectice. Nous trouvons là une conséquence très logique de la puissance paternelle ; mais pourquoi Ulpien nous dit-il que le père devra se munir du consentement de sa fille (1) ? D'où vient cette différence entre le cas de décès et celui de divorce ?

1. *Adjuncta persona filix.*

On peut expliquer de la manière suivante cette grave restriction de la puissance paternelle, qui aurait été inconcevable dans la première partie du droit civil.

Qu'y a-t-il de plus naturel que d'admettre les filles à veiller elles-mêmes sur la conservation de leur dot ?

Ce n'est pas tout. Il faut aussi considérer qu'au temps d'Ulpien le père était encore maître d'imposer le divorce à sa fille. Il était donc à craindre, comme le fait remarquer Bechmann, qu'un père cupide, muni, en vertu de sa puissance paternelle, du droit de rompre l'union de sa fille et de son gendre, n'en abusât et ne prononçât le divorce, uniquement dans le but de se faire restituer la dot.

Un tel abus était contradictoire avec l'intérêt de l'État, qui exigeait la consolidation des mariages ; et la loi ne pouvait pas permettre que les pères de famille fussent intéressés à les dissoudre. Aussi le consentement de la fille est-il toujours exigé, pour que la restitution se fasse de gré à gré, ou judiciairement.

On peut aussi expliquer cette particularité par la nature primitivement pénale de l'*actio rei uxoriæ* (1). Il suffit, en effet, en raisonnant par voie d'analogie, de se rappeler que les *actiones in bonum et æquum conceptæ* pouvaient en principe appartenir aux fils de famille. On trouve notamment la confirmation de ce fait dans l'action d'injures (2) ; car si l'action était donnée au père seul, le fils pouvait cependant l'intenter, en cas d'inaction de celui-ci ou de refus de l'intenter de sa part (3). L'action une fois intentée, le fils pouvait la poursuivre, avec toutes ses conséquences, dès qu'il sortait de la

1. Esmein, *Nouvelle revue historique*, p. 461. Conf. *sup.*

2. L. 9, D. *De obl. et act.*, XLIV, 7.

3. L. 17. §§ 40 et suiv. D., *De injur.*, XLVII, 40.

puissance paternelle (1). Qu'y aurait-il donc eu d'étonnant à ce qu'il en eût été de même pour l'*actio rei uxoriæ*, ou du moins à peu de chose près. Si l'action ne fut donnée à la fille que plus tard, et dans des cas exceptionnels, on obligea le père à n'agir qu'avec son consentement. D'ailleurs, comme pour l'action d'injures, l'*actio rei uxoriæ* et ses conséquences appartiennent définitivement à la fille seule, dès qu'elle sort de la puissance paternelle (2). Ajoutons enfin que cette théorie paraît d'autant plus vraisemblable que la loi 8, pr., D. *De procur.*, III, 3, assimile complètement l'*actio injuriarum* et l'*actio rei uxoriæ* en ce qui concerne la nomination faite par la fille, d'un procureur chargé de les intenter (3).

A quel moment précis doit-on se placer pour apprécier si la fille est *sui juris* ou *alieni juris*; et à quel moment suffira-t-il que la femme soit *sui juris* pour agir elle-même ?

D'après les textes, c'est au moment où le procès est engagé contradictoirement que la fille doit donner son consentement à son père (4). La capacité de la fille s'apprécie donc au moment de la *litis contestatio*.

Ajoutons que son consentement doit être actuel pour être valable, car la même loi dit encore : « Si la fille a déjà donné son consentement, et si elle change d'avis avant la *litis contestatio*, elle est dans son droit ».

Tant que le droit de la femme sur la dot n'a pas été transformé en une valeur pécuniaire par le paiement, la *novatio*, la *delegatio*, la *litis contestatio* ou tout autre mode équivalent, le droit appartient exclusivement à la fille.

1. L. 17, §§ 14, 22, D., *De injur.*, XLVII, 10.

2. L. 34, §§ 2, 42, pr., 66, § 2, D., *Sol. matr.*, XXIV, 3 ; L. 10, § 1, D., *De bon. damnat.*, XLVIII, 20.

3. L. 8, pr., D., *De procur.*, III, 3 ; L. 22, § 10, D., *Solut. matr.*, XXIV, 3.

4. L. 22, §, D., XXIV, 3.

Lorsque le père meurt ou perd la puissance paternelle avant d'avoir intenté l'*actio rei uxoriæ*, si la fille devient *sui juris*, elle intente elle-même l'action ; si elle retombe sous la puissance d'un autre, cet autre seul peut agir (1) avec son consentement.

Mais, si le père ne perd la puissance paternelle qu'après la *litis contestatio*, ou après qu'un acte juridique aura transformé le droit de la femme en un droit pécuniaire, cette véritable novation fera figurer ce droit dans son patrimoine, et tous ses héritiers pourront exercer l'*actio rei uxoriæ* (2).

La loi 31, § 2, D. *Solut. matr.* XXIV, 3 paraît contredire cette assertion. La mort du père survenue après la mise en marche de l'action *rei uxoriæ*, l'action *judicati* appartiendrait, d'après le texte, non aux héritiers du père, mais à la fille elle-même. Mais dans le cas visé spécialement par cette loi, le père n'a pas agi ; l'action a été intentée par un *procurator*. Un des effets de ce mode d'intervention du *procurator* était de ne pas entraîner la *consumptio juris*. Par suite, il n'y a pas eu de novation par l'effet de la *litis contestatio*, qui n'a pas pu, par conséquent, réaliser le droit de la femme sur la dot. Ce droit lui appartient donc encore spécialement lors du décès de son père.

Nous ne voulons pas discuter ce texte, car cette espèce particulière est hors de doute. Et, de plus, l'expression *dos communis est patris et filix*, employée par les jurisconsultes, signifie bien que l'acte juridique dont l'effet sera de transformer en valeur pécuniaire le droit sur la dot, et par suite d'enrichir le patrimoine du père, n'aura lieu que grâce à la réunion des volontés du père et de la fille.

Mais, à notre avis, l'hypothèse particulière prévue par la loi

1. L. 42, D., *Sol. matr.*

2. L. 40, § 1, D., *De bons. damn.* XLVIII, 20.

31 § 2, D. *Solul. matr.*, XXIV, 3, n'est en rien contraire à ce que nous prétendons. Elle vise, en effet, uniquement l'intervention d'un *procurator*; et étant donné qu'une instance de ce genre n'entraînait pas la *consumptio juris*, la solution découlant de ce texte ne constitue qu'une exception. Or, aucune raison ne permet de l'ériger en règle générale.

Le caractère général qui peut être considéré, d'après M. Esmein (1), comme ayant servi de point de départ à l'*actio rei uxoriæ*, ne l'empêcha pas, même dès le début, de tendre uniquement à la restitution totale ou partielle de la dot. Car c'était sa considération qui servait de mesure à la *pæna*. On trouve, d'ailleurs, dans cette *pæna*, l'artifice employé pour permettre à la femme de récupérer sa dot, dont elle ne pouvait pas encore être juridiquement créancière. La restitution imposée au mari constituait toujours, dans ce cas, la *pæna*. Mais bien que le montant en fût laissé, en principe, à l'arbitraire du juge, l'action dut contenir, dès le début, une *taxatio* qui ne pouvait dépasser la fortune de la femme, c'est-à-dire le montant de la dot reçue par le mari.

A l'origine, il importait peu de savoir quel était l'époux dont la faute donnait lieu au divorce. On ne faisait aucune distinction à ce sujet. Il est aisé de comprendre quel abus devait résulter d'un tel état de choses, puisqu'aucune sanction n'accompagnait plus, comme autrefois, le divorce provoqué par le délit ou la faute de la femme. Ce fut là une des raisons qui militèrent le plus en faveur de l'établissement des *retentiones dotis* (1).

La faute de l'un des époux ne sera plus indifférente, comme nous le verrons plus loin. Si le divorce a lieu par la

1. Conf. *sup.*

2. Ulpien, *Frag.*, I, 6, §§ 9 et 10. Cicéron, *Top.*, § 4. Pellat, *Comment. sur la dot*, p. 17.

faute du mari, ou s'il répudie sa femme sans juste cause, il devra restituer la dot. Si c'est, au contraire, par la faute de la femme, il retiendra ce qu'elle lui avait apporté en mariage.

Ces règles ne s'appliquaient-elles à cette époque qu'au mariage libre? Telle est l'opinion soutenue par Ginoulhiac. Mais cette question est trop complexe pour être traitée ici d'une manière complète; nous nous contenterons simplement de l'indiquer, dans la crainte de dépasser les bornes de notre étude en agissant autrement.

2° Le mariage est dissous par le prédécès du mari.

L'*actio rei uxoriæ* avait été créée uniquement en vue de la dissolution du mariage par le divorce. La femme se trouvait encore exposée à perdre sa dot, en cas de prédécès du mari. Il importait donc de remédier à la situation fâcheuse de la veuve. L'ancien usage du *prælegatum dotis*, l'avait, il est vrai, pendant longtemps mise à l'abri de ce danger. C'était, en effet, une clause de style, en même temps qu'un devoir pour le mari, de léguer sa dot à la femme survivante (1). Ce fut à cette coutume que se rattacha l'action en restitution donnée à la veuve, lorsque l'omission de ce legs important se multiplia. Le point de départ de cette action est donc tout différent de celui de l'*actio rei uxoriæ*, si on considère avec M. Esmein que cette *actio* fut inspirée par l'idée d'un délit. Aussi cette nouvelle action dut-elle être, dès le début, une *actio rei persecutoria*.

Il y a tout lieu de croire que l'*actio rei uxoriæ* que la femme

1. Esmein, *Mélanges*, p. 431.

put à la longue intenter, soit en cas de divorce, soit en cas de prédécès de son mari, n'est autre chose que la synthèse de ces deux actions primitivement bien distinctes, et dont on croit retrouver la dualité jusqu'en plein droit classique (1). En effet Ulpien se borne à indiquer la dissolution du mariage comme donnant ouverture à cette action (2). Ces deux actions ne devaient pas tarder à se confondre en une action unique de garantie donnée à la femme, qui, en raison de sa généralité, conserva le nom d'*actio rei uxoriæ*. Cette dualité d'origine permet d'expliquer comment la véritable *actio rei uxoriæ* donnée en cas de divorce, et qui était en principe purement pénale, devint une *actio rei persecutoria*. On a toujours constaté, en effet, que l'action sortie de la réunion de deux actions, ou tout au moins de leurs deux chefs, s'appropriait, en général, uniquement leurs avantages.

3° Le mariage est dissous par le prédécès de la femme.

Le mari garde définitivement la dot. En effet, le motif d'intérêt public *propter quas nubere possint* n'existe plus ici, puisque la femme est morte. D'autre part, c'est au mari qu'incombe désormais uniquement l'éducation des enfants. Il convient donc de lui laisser la dot.

Cette règle ne comporte qu'une exception, celle de la dot profectice (3), quand plus tard le législateur imposera au père l'obligation de doter son enfant. Mais le père constituant ne pourra réclamer la dot profectice que si le mariage étant dissous par la mort de la femme, l'union a été stérile. Dans l'hypothèse contraire, s'il existe des enfants survivants, l'action du

1. Esmein, *Nouv. rev. hist.*, 1893, p. 469.

2. Gaius, *Reg.*, VI, 4, 7.

3. Ulpien, *Fragm.*, VI, §§ 4 et 6.

père sera exclue ou réduite; car la dot n'a pas perdu sa raison d'être, puisqu'elle doit, comme nous l'avons dit plus haut, assurer l'entretien de ces enfants.

Étudions maintenant les conditions exigées pour donner ouverture à l'*actio rei uxoriæ*.

Il faut :

- 1° Que la femme soit morte *in matrimonio*.
- 2° Que la dot ne soit pas réceptice.
- 3° Que la femme survivante au décès du mari lui ait survécu.

On considère ici comme dot profectice la dot constituée par un père à sa fille émancipée. Car alors le père est censé avoir agi non comme curateur, mais comme père (1). Le mariage est réputé dissous par la mort de la femme lorsque celle-ci, sur le point de mourir, divorce pour frustrer son père. Sans cette fiction, la femme étant morte après le divorce, et sans avoir agi en restitution, le mari aurait gardé sa dot. On décide donc que le divorce sera considéré comme non avenu, et le prêteur accordera, en conséquence, au père le bénéfice d'une action utile (2).

L'*actio rei uxoriæ*, née à l'occasion d'un divorce, s'éteignait par la mort de la femme, et ne passait pas à son héritier. La réciprocité existait-elle lorsque, en cas de survie de la femme, le mari venait à mourir, après le divorce, mais avant toute mise en demeure? La question est complexe. Bien qu'elle ait été généralement tranchée dans le sens de la négative, il y a de bonnes raisons pour soutenir le contraire. On trouve d'abord un argument à l'appui de cette idée dans ce fait que l'*actio de*

1. L. 5, 12, D., XXIII, 3.

2. L. 59, D., XXIV, 3.

moribus était intransmissible activement et passivement. Or, nous l'avons vu, l'*actio de moribus* n'ayant été que le reflet, la contre-partie de l'*actio rei uxoriæ*, il serait bien étonnant que les conditions de transmissibilité n'aient pas été les mêmes pour ces deux actions. On peut ajouter, avec M. Esmein (1), qu'on trouve dans Paul un passage qui semble bien concluant en faveur de cette thèse (2). Ce texte présentait, il est vrai, une obscurité compacte ; mais elle a disparu grâce à une légère correction de M. Mommsen (3).

Il en résulte bien désormais, qu'en cas de décès du mari, avant d'avoir été mis en demeure, l'action est éteinte par sa mort, et ne passe pas contre son héritier. On peut donc soutenir, à notre avis, que l'*actio rei uxoriæ* était également intransmissible, tant contre les héritiers du mari, que contre ceux de la femme, du moins à l'origine. Il est très admissible, en effet, que plus tard, quand l'*actio rei uxoriæ* fut appelée à sanctionner le droit de créance, presque reconnu et attribué à la femme sur sa dot, la transmissibilité de l'action ait été admise vis-à-vis des héritiers du mari. On se trouvait désormais en présence d'une *actio rei persecutoria*, qui se serait, à maintes reprises, trouvée irrégulièrement paralysée, en cas de prédécès du mari. La protection accordée à la femme aurait donc été illusoire, alors surtout qu'elle devenait plus urgente.

On peut bien, il est vrai, au texte de Paul, sur lequel s'appuie, en partie notre théorie, en opposer un autre du même jurisconsulte où il refuse à l'héritier du mari la *coercitio mo-*

1. *Nouvelle revue historique*, 1893, p. 459.

2. *Frag. Vatic.* § 97. « *P(aulus) respondit id quod dotis nomine marito datum est si post mortem mariti nulla mora intercessit, apud heredem mariti remanere oportere* ».

3. *Paulus respondit id quod dotis nomine marito datum est post mortem mariti, si nulla mora intercessit, apud heredem mariti remanere oportere*. (Girard, *Textes de droit romain*, p. 436).

rum, c'est-à-dire à la fois l'*actio de moribus*, et le droit d'invoquer la *retentio propter mores* (1). Il en résulterait donc que cet héritier, tout en ne pouvant se prévaloir vis-à-vis de la femme, des exceptions spéciales dont jouissait le mari, était cependant exposé à l'*actio rei uxoriæ*. Car, ajoute le texte, il pourra invoquer les exceptions d'origine pécuniaires, *veluti ob res donatas et amotas et impensas*. Mais cette antinomie n'est qu'apparente. On peut très-bien supposer, en effet, que la mise en demeure du mari ait précédé son décès. Le texte de Paul s'applique, peut-être aussi, à l'époque plus avancée où, comme nous le disions précédemment, l'intransmissibilité passive avait disparu.

VI. — Extension de l'action rei uxoriæ.

L'*actio rei uxoriæ*, une fois introduite dans les mœurs romaines, ne se cantonna pas uniquement dans l'hypothèse du divorce. Elle fut successivement étendue aux autres hypothèses où elle devait faciliter l'exercice du droit de retour, dont on trouve déjà l'origine dans les premières lois de Rome.

Elle est d'abord appliquée, nous l'avons vu, à la veuve (2), mais comme moyen purement subsidiaire, si son mari ne lui avait pas laissé dans son testament quelque bien, soit par le *legatum dotis*, soit autrement. Il n'y avait d'ailleurs, ni abus, ni cumul à craindre, car l'édit de *alterutro* imposait à la veuve, bénéficiaire d'une disposition testamentaire, l'option entre cette disposition, et l'*actio rei uxoriæ*.

1. L. 15, § 1, D., *Sol. matr.*, XXIV, 3.

2. L. 66, pr., D., *Solut. matr.* XXIV, 3. Czyhlarz, p. 42, note 1.

L'*actio rei uxoriæ* fut enfin accordée au père, en cas de prédécès de sa fille, mais à condition que le mariage fût resté stérile, et seulement s'il s'agissait d'une dot projectice.

Pomponius en donne cette raison naïve, qu'il est dur, pour le père, de perdre à la fois et son argent et sa fille. Mais il faut chercher plus loin. L'*actio rei uxoriæ* n'est ici que le développement de l'ancienne *cautio* fournie par le mari au père de la *filia familias*, *cautio* sous-entendue plus tard.

L'*actio rei uxoriæ* remplaçait surtout pour lui l'ancien droit de retour établi *solatii causa*.

Il faut aussi considérer que la dot devenait une institution d'ordre public : il importait donc au législateur d'encourager les pères à constituer des dots à leurs filles, en leur faisant espérer que l'aliénation n'en serait pas définitive.

VII. — Tempéraments apportés à l'*Actio rei uxoriæ*.

I. *Retentiones*.

Un premier tempérament consista dans la distinction établie au sujet de la restitution, soit que la dot consistât en un corps certain, ou en une valeur déterminée. Un laps de temps suffisant était, dans ce cas, accordé au mari pour en opérer la réalisation.

Les *retentiones* qui supposent déjà introduit le principe que la dot est restituable pour le tout, marquèrent un progrès plus sensible. Le but que le législateur a poursuivi, en les créant, est évidemment de se rapprocher des effets si équitables obtenus jadis par le prêteur, qui, en faisant exécuter les *cautiones dotis*, jouissait d'un pouvoir très étendu. C'est donc, en quel-

que sorte, la codification de l'ancienne maxime *quidquid æquius melius erit*.

Les *retentiones dotis* ont été déterminées probablement par une loi de l'époque républicaine, la loi *Mænia* d'après Voigt (1), et certainement par la loi *Julia* (2).

Quant au principe des *retentiones*, il est très vraisemblable de lui assigner comme point de départ, le caractère primitivement pénal (3), qu'on peut reconnaître à l'*actio rei uxoriæ*. En effet, tant que le *quantum* de la restitution fut limitativement déterminé par la *pæna*, les *retentiones* étaient inutiles. Le mari gardait ce qui n'avait pas été compris dans la formule de restitution. Mais du jour où l'action pénale fut remplacée par une action en restitution, les principes furent totalement renversés. La restitution, qui autrefois constituait une peine pour le mari, fut considérée comme une mesure d'équité pour la femme, mesure appelée éventuellement, si le mariage se dissolvait par le divorce ou la mort du mari, à devenir la conséquence d'un vrai droit pour la femme. Ce fut donc à ce moment qu'apparut la nécessité logique d'infliger désormais à la femme des *retentiones* au profit du mari. La nécessité était bien logique, car si les termes du raisonnement avaient été renversés, ils devaient l'être pour le tout. Autrefois la femme récupérait sa dot en tout ou en partie, à titre de peine infligée au mari ; désormais ce sera au contraire à titre de peine infligée à la femme que le mari sera autorisé à en conserver une partie, à l'aide des *retentiones*.

Le mari retiendra donc, désormais, une partie de la dot, en vertu du principe qui lui conférait sur elle un droit perpé-

1. Karlowa, *op. cit.*, t. II, p. 245 et suiv.

2. Esmein, *Mélanges*, p. 450.

3. Esmein, *Nouvelle revue historique*, 1893, p. 461.

tuel, principe dont l'action dotale ne doit écarter l'application, que dans la mesure exigée par l'équité.

Comment justifier, en effet, que la femme reprenne sa dot tout entière, lorsque les enfants issus du mariage restent à la charge de l'époux ? Peut-on admettre que la femme s'enrichisse des dépenses à l'aide desquelles le mari a amélioré le fonds dotal ? Et n'y aurait-il pas une injustice flagrante à autoriser la femme à reprendre toute sa dot, sans tenir compte au mari des pertes que sa propre légèreté lui a fait éprouver !

Les *retentiones*, dont l'équité constituait, tout à la fois, le fondement et la mesure, vinrent donc marquer d'une façon précise, la limite du droit de la femme : elles se cantonnèrent uniquement dans l'hypothèse du divorce. Elles perdaient en effet, toute raison d'être dans les autres modes de dissolution du mariage, où le but poursuivi, c'est-à-dire l'idée de réparation et de sanction, faisait absolument défaut.

Les *retentiones* pouvaient se présenter dans cinq hypothèses : *propter liberos*, *propter mores*, *propter res donatas*, *propter res amotas*, *propter impensas*.

1° *Retentio propter liberos.*

Elle ne s'exerce qu'autant que le divorce est provoqué par la faute de la femme, ou celle de son père. Elle est de la valeur d'un sixième pour chaque enfant, mais son total ne peut excéder trois sixièmes. Elle est *in retentione*, non *in petitione*.

Dans l'hypothèse du divorce par la faute du mari, ou si c'est à lui qu'en incombe la responsabilité, il est censé avoir renoncé, par le fait même, aux droits qu'il pouvait avoir sur la

dot. Il y aurait, à la fois, inconséquence et iniquité à lui permettre d'exercer des *retentiones*, dans ce cas.

On trouve cependant, dans les Fragments du Vatican, §§ 106 et 107, la mention d'un pacte qui pouvait être adjoint à la constitution dotale, par lequel le mari se réservait le droit d'exercer les *retentiones propter liberos*, en cas de divorce, quel que fût l'époux coupable.

Ce texte n'est pas isolé, on peut invoquer dans le même sens la loi 2 *de pat. dot.* Il ressort de ce dernier texte qu'il a été convenu : *ut quoquo modo dissolutum sit matrimonium. liberis intervenientibus, dos apud virum remaneret.*

Mais il résulte de ces deux textes, que, dans les hypothèses qui y sont spécifiées, la *retentio* n'a lieu qu'en vertu du grand principe de la liberté des conventions, et non par le seul effet de la loi. Le principe, que nous énoncions plus haut, reste donc intact, et nous pouvons encore dire qu'en cas de divorce survenu par la faute du mari, ou tout au moins si c'était lui qui en avait fait naître la cause, la *retentio propter liberos* n'avait pas lieu de plein droit.

2° *Retentio propter mores.*

Elle devait servir de sanction à la femme, qui s'était rendue coupable d'infraction aux bonnes mœurs. Elle s'élevait à un sixième dans le cas d'inconduite grave, qui était restreint à l'adultère *mores graviores*, et n'était que d'un huitième, dans le cas d'inconduite légère, *leviores mores*. L'inconduite du mari n'échappait pas à la rigueur des justes lois et trouvait aussi sa sanction. En cas d'adultère de sa part, si la restitution de la dot avait été réglée, *annua, bima, trimã die*, il devait pour sa peine la rendre immédiatement.

Les fautes qu'il avait commises étaient-elles plus légères, les intervalles d'un an étaient alors réduits à six mois. Si la dot

devait être restituée sans délai, comme celle de corps certain, la restitution devait comprendre, en outre, les fruits produits par la chose, dans la mesure où le mari en eût joui, s'il avait pu n'opérer la restitution que dans un délai d'un, deux ou trois ans.

3° *Retentio propter impensas.*

Leur but est de permettre au mari de rentrer dans les dépenses qu'il a faites sur les biens dotaux ; leur importance devait être très grande, autrefois, car le Digeste leur consacre un titre tout entier. Ulpien les divise en trois catégories : *necessariæ, utiles, voluptuosæ* (1).

L'effet des dépenses nécessaires est de diminuer la dot, *ipso jure*, en sorte que le mari est dispensé d'opérer la restitution, tant que les frais par lui effectués ne lui ont pas été remboursés. La *condictio indebiti* lui est même ouverte pour se faire restituer ce qui lui est dû, s'il avait rendu la dot, sans rien retenir. Il est dans ce cas assimilé complètement à celui qui a payé ce qu'il ne devait pas.

Les dépenses utiles exigent une distinction.

1° Elles n'ont eu d'autre effet que d'améliorer la chose, ou n'ont été effectuées que *voluntate mulieris*. La femme doit en opérer la déduction, en répétant sa dot.

2° Le mari n'a pas agi *voluntate mulieris*. Il doit donc être assimilé, d'après Paul, à un gérant d'affaires, et ne pourra disposer que d'une action *negotiorum gestorum* (2).

Quant aux dépenses voluptuaires, elles ne peuvent jamais provoquer une *retentio*, même si la femme les avait approu-

1. L. 7, XXV, 4, D.

2. L. 6, XXV, 4, D.

vées. Elles ne donnent au mari que le droit d'enlever les objets dont la séparation ne cause aucune détérioration.

4° *Retentio propter res donatas, propter res amotas.*

Nous réunissons dans un même paragraphe ces deux *retentiones*, à cause des nombreux points d'analogie qu'elles présentent. Le législateur a eu pour but, en les créant, de prévenir tout enrichissement de l'un des époux, au détriment de l'autre. Grâce à la première, le mari faisait valoir la prohibition des donations entre époux ; la seconde lui permettait de s'indemniser des détournements que les femmes savaient si bien commettre durant le mariage. Il pouvait exercer ces deux *retentiones*, soit *viâ retentionis*, soit *viâ petitionis*. Dans ce cas, avant de faire la restitution de la dot, le mari revendiquait l'objet donné s'il existait. S'il n'existait plus, il agissait par la *condictio sine causa*.

La *retentio propter res donatas* ne pouvait avoir lieu, si l'on se trouvait dans un des cas exceptionnels, où la donation entre époux est permise : ajoutons que depuis Septime-Sévère, le prédécès de l'époux donataire confirmait la donation.

Ces deux *retentiones* prennent naissance quel que soit le mode de dissolution du mariage. Elles partagent ce caractère avec la *retentio propter impensas*.

Les *retentiones* qui ne sont en somme, que l'exercice d'un droit de créance, sont transmissibles aux héritiers du mari, contre ceux de la femme ; et, comme elles constituent la sanction d'une règle d'intérêt et d'ordre public, le mari ne peut pas, pendant la mariage, renoncer au droit de s'en prévaloir à sa dissolution.

Mais il faut adopter une solution contraire en ce qui concerne le *retentio propter mores*. Elle présente en effet un caractère exclusivement moral, dans le but qu'elle poursuit :

réparation de l'injure faite au mari, châtiment de la femme. Il faut donc la considérer comme intransmissible aux héritiers du mari.

Dans le même ordre d'idées, il faut, pour la *retentio propter liberos*, établir une distinction entre les héritiers du mari, et ceux de la femme. Ces derniers la subiront, mais sans que les héritiers du mari en profitent, puisque ce n'est pas à eux qu'incombe la charge des enfants.

Le mari peut-il cumuler les diverses *retentiones*? Il n'y a ni contestation, ni difficulté, en ce qui concerne les *retentiones propter impensas, ob res amotas, et propter res donatas*, soit entre elles, soit dans leur combinaison avec les *retentiones propter liberos* ou *propter mores*. Quant au cumul de ces deux dernières, il paraît douteux, étant donnée l'analogie qu'elles présentent, tant par leurs effets que dans leur cause.

II. *Bénéfice de compétence.*

Les *retentiones* ne furent pas les seules faveurs accordées au mari débiteur de la dot. On lui permit aussi d'invoquer l'exception *quod facere potest*, autrement dit, le bénéfice de compétence. Cette exception lui donnait l'avantage, au début, de n'être condamné que dans la limite de son actif brut. Ce mode de calculer était souvent fatal pour le mari, et le privait des avantages que le bénéfice de compétence, avait cependant pour but de lui procurer.

En effet, en calculant sur l'actif brut, le juge ne tenait pas compte des dettes, et il en résultait que souvent il ne restait même pas au mari de quoi ne pas mourir de faim ! L'*aliquid ne eget* existait cependant depuis longtemps en faveur du débiteur : mais ce ne fut que sous Justinien que cette faveur fut étendue au mari.

Il ne suffit pas au mari d'invoquer l'exception *quod facere potest* pour être libéré d'une manière définitive : il doit, s'il veut obtenir ce résultat, s'engager à restituer le tout, le jour où sa fortune le lui permettra.

Le bénéfice de compétence n'est pas susceptible d'une renonciation anticipée, car il est considéré comme d'ordre public.

Toute convention en ce sens serait donc nulle comme étant d'abord contraire à ce principe, et surtout, à ce que fait remarquer Pomponius, comme absolument opposée à la *reverentia* que la femme doit, d'après les usages, à son mari (1).

Ce bénéfice se transmettait aux enfants issus du mariage, mais non aux autres héritiers (2). Il était refusé aux héritiers du mari, lorsque l'action était intentée contre eux (3).

III. L'introduction dans la législation romaine de l'*actio rei uxoriæ* n'avait pas eu pour résultat de faire disparaître l'usage du *legatum dotis*. Cette action avait au contraire eu pour résultat d'étendre l'application de ses principaux effets au *legatum dotis*, et d'en faire une véritable institution juridique. C'est ainsi que le *legatum dotis* en était arrivé à être régi identiquement par les mêmes règles que l'action dont la femme aurait pu disposer pour se faire restituer sa dot, en dehors de tout legs (4). La femme devait donc subir dans le *legatum dotis* les mêmes *retentiones* qu'elle aurait supportées dans l'*actio rei uxoriæ*.

Dans certains cas le *legatum dotis* présentait pour la femme des avantages plus grands que l'*actio rei uxoriæ*. Il en était ainsi quand il s'agissait d'une dot, qui, d'après le droit com-

1. L. 44, 4, D., XXIV, 9.

2. L. 48, pr., D., XXIV, 3.

3. L. 45, § 1, D., *Sol. matr.*, XXIV, 3.

4. L. 1, pr., § 5, D., XXIII, 4.

mun, *annuâ, bimâ, trimâ die redditur* : en effet, le *legatum dotis* lui permettait alors d'agir de suite, et de profiter du *commodum representationis* (1).

Le *legatum pro dote* pouvait aussi être précieux à la femme dans plus d'une hypothèse. Que le mari eût légué une dot qui n'existait pas, ou que la dot, au moment de la dissolution du mariage fût due par la femme elle-même, à qui elle était léguée, la femme pouvait, cependant, en vertu d'un *legatum pro dote*, réclamer l'objet précis du legs (2). Ajoutons que dans le *legatum pro dote*, la femme ne devait pas tenir compte des dépenses nécessaires faites à l'occasion de sa dot (3), et qu'elle pouvait enfin trouver dans ce *legatum* un objet d'une valeur plus grande que celle de sa dot.

Le legs de la dot, sous ces deux formes, pouvait être fait *per praeceptionem* (4), *per vindicationem* (5), *per damnationem* (6) et sans doute aussi *sinendi modo* (7).

Le legs dotal fait *per vindicationem*, procurait un avantage considérable à la femme, quand il portait sur des corps certains. Il lui permettait, en effet, d'intenter la revendication, qui en sa qualité d'action directe, était bien préférable à l'*actio rei uxoriæ*.

Il n'y avait, en principe, aucun inconvénient à ce que le *legatum dotis* subsistât parallèlement à l'*actio rei uxoriæ*. Mais, en pratique, la coexistence de ces deux institutions créées en faveur de la femme, présentait un vrai danger, celui du cumul. Rien ne s'opposait, surtout dans l'hypothèse

1. L. 1, § 2, D., XXXIII, 4.

2. L. 1, § 7, D., XXXIII, 4.

3. L. 1, § 3, D., XXXIII, 4.

4. L. 17, pr., D., XXXIII, 4.

5. L. 10, D., XXXIII, 4.

6. L. 3 ; L. 6, pr., § 1, D., XXXIII, 4.

7. Esmein, *Mélanges*, p. 48.

d'un *legatum pro dote*, à ce que sa femme ne se fit payer deux fois sa dot. Ce fut pour éviter les abus devant résulter fatalement d'une telle éventualité, que fut créé l'*edictum de alterutro*. Cet édit imposait à la femme l'option entre ce que lui léguait son mari, et ce qu'elle avait le droit d'obtenir par l'*actio rei uxoriæ* : il s'appliquait également au *legatum dotis* et au *legatum pro dote* (1). Il semblerait même résulter des textes, qu'en intentant l'*actio rei uxoriæ*, la femme renonçait implicitement au bénéfice des legs en sa faveur contenus dans le testament de son mari, quels qu'ils fussent. Ajoutons, cependant que le mari pouvait, par une déclaration expresse, soustraire sa femme à l'application de l'édit, pour tout ou partie du legs.

VIII. — Question des risques.

La femme est assimilée à un véritable prêteur. On distingue si sa dot consiste en choses de genre, ou en corps certains qui n'ont point été estimés. Dans le premier cas, on suit la règle du *mutuum*, la femme ne supportera donc pas les risques. Dans le second cas, on applique les principes du *commodat*, la femme les aura à sa charge (2).

Lorsqu'il y a eu promesse de dot, sans paiement, les risques de l'insolvabilité du débiteur sont pour la femme.

Le mari a le droit de disposer des objets mobiliers ; mais s'il les aliène à tort, il s'expose à des dommages-intérêts ; car il est responsable de ces objets mobiliers, qu'il doit conserver comme un *debitor certæ rei*.

1. L. 33, pr., D., XXXI.

2. L. 40 pr., D., XXIII, 9.

La femme est aussi assimilée à un créancier ordinaire dans le cas de vol d'une chose dotale : ce n'est pas à elle qu'appartiendra l'exercice de l'*actio furti*.

IX. — Restitution de la dot.

Le mari n'était probablement tenu, à l'origine, que de restituer une somme d'argent et jamais les corps certains apportés en dot. On trouve, en effet, un argument d'analogie en faveur de cette opinion pour ce qui concerne la restitution de la dot en cas de prédécès du mari, dans ce fait que le *prælegatum dotis* était, au début, un legs d'argent (1). Quant à l'hypothèse du divorce, la solution est beaucoup plus facile ; aucun doute ne peut s'élever sur le caractère exclusivement pécuniaire de la *pœna*. De plus, il est permis de croire qu'au début la constitution de dot consistait toujours en une somme d'argent. Ce ne fut que plus tard, après qu'on eût fait rentrer dans la dot des meubles, consistant surtout en esclaves, et enfin des immeubles, que l'usage de la *dos æstimata* se répandit. Son estimation valant vente, au profit du mari, présentait l'avantage très appréciable de simplifier la restitution, en la rendant à la fois nette et facile. Le mari fut donc, pendant longtemps, débiteur non des *res dotales*, mais de leur valeur en argent.

Toutefois cet état ne devait pas subsister plus longtemps que le caractère des droits qu'on reconnaissait au mari sur la dot de sa femme. Il est évident que du jour où la femme, au lieu de l'*actio rei uxoriæ* primitive, à caractère pénal, disposa d'un

1. Esmein, *Mélanges d'histoire du droit et de critique*, p. 46, 47.

véritable droit de créance, sanctionné par une action en restitution, on dut lui permettre de l'exercer sur les objets mêmes qui composaient sa dot. Ce changement dans la nature de la dette incombant au mari ne constituait d'ailleurs pas pour lui une aggravation de charges. Car, si autrefois, il bénéficiait de la plus-value de la dot, il supportait aussi, sans recours, les pertes et les dépréciations auxquelles à Rome comme de nos jours, la dot est souvent exposée. Il est assez difficile de préciser à partir de quel moment le mari devint débiteur des corps certains apportés en dot. D'après P. Mucius Scœvola (1), cette nouvelle règle aurait déjà été en vigueur à l'époque des Gracques (633, U. C.). Mais cette assertion étant contredite par Plutarque (2), il ne paraît pas prudent de s'y arrêter.

Il est plus vraisemblable, d'après M. Karlowa (3) que c'est à la fin de la République que s'introduisit cette modification dans l'objet de la restitution imposée au mari. Cette explication nous paraît d'autant plus vraisemblable, que c'est justement à cette époque que la dette du mari changea de nature, ainsi que nous le verrons plus loin. Elle a donc le mérite de confirmer ce que nous disions précédemment au sujet de l'extension que devait naturellement recevoir l'objet de l'action de la femme, du jour où elle disposa d'un véritable droit de créance. Elle s'appuie enfin sur des arguments historiques ; car les plus anciens jurisconsultes, qui étudient l'*æstimatio dotis*, au Digeste, sont Labéon et Méla (4). Ils vivaient, il est vrai, du temps d'Auguste, mais ils en parlent comme d'un usage déjà ancien.

Quels sont les délais dont jouit le mari, à la dissolution du mariage, pour opérer la restitution de la dot ?

1. L. 66 pr., D., *Sol. matr.*, XXIV, 3.

2. Plutarque, C. *Gracchus*, 47.

3. *Op. cit.*, p. 221.

4. L. 10 ; L. 32, pr., et 12, § 3, D., *De pact. dotal.*, XXIII, 4.

Il faut faire, à ce sujet, une distinction, suivant que l'obligation du mari porte sur des corps certains, ou sur des quantités.

1° Il s'agit de corps certains. La restitution doit se faire immédiatement (1). Cependant, s'il a pris les risques à sa charge, on assimile sa dette à celle dont il est tenu lorsque la dot comprend des quantités ; car il y aurait injustice à vouloir profiter de ce qu'il a bien voulu assumer les risques, pour lui faire une situation moins avantageuse.

2° Il s'agit de quantités. Il jouit alors de certains délais ; il peut se libérer pendant trois ans, en acquittant, chaque année un tiers de sa dette (2). Ce délai lui permet de réaliser sa dette. Il peut renoncer à ce terme, mais aucune convention ne peut, valablement, le prolonger. Ces délais s'appliquaient seulement, au début, au paiement par le constituant d'une dot promise (3). Ce ne fut que par une extension postérieure, peut-être par voie législative, qu'ils furent transportés à la restitution de la dot par le mari (4).

Son inconduite a pour effet de diminuer les délais, et même de les lui enlever, s'il s'est rendu coupable d'adultère.

Quand doit se faire la restitution de la dot?

En principe, ce n'est qu'à la dissolution du mariage que la dot doit être restituée. Tant que dure le mariage, la femme ne peut pas exiger qu'elle lui soit remise. De son côté, le mari, même avec le consentement de sa femme, ne peut pas opérer cette restitution. Ce règlement garantit l'efficacité de la dot.

1. L. 24, 3, D., XXIV, 3.

2. Ulpian, VI, 8.

3. Polybe, XXXII, 13.

4. En ce sens, Esmein, *Revue historique*, p. 158. *Contrà*, Voigt, *op. cit.*, p. 19.

Une restitution anticipée, non seulement détournerait la dot de son but, mais permettrait au mari de faire à la femme une libéralité interdite par la loi (1).

Certaines exceptions ont été, cependant, admises dans l'intérêt de la femme, mais seulement à partir de l'époque où la créance de la femme a été particulièrement garantie, c'est-à-dire après l'introduction du *privilegium dotis*, garantissant la femme contre les obligations contractées par le mari et de la loi Julia la mettant à l'abri des droits réels constitués par le mari sur les immeubles italiques. Nous les diviserons en deux catégories :

A. Celles relatives à la règle que la femme ne peut pas agir en restitution de la dot pendant le mariage.

B. Celles relatives à la règle que le mari ne peut pas se libérer avant la dissolution.

A. La femme peut agir en restitution de la dot pendant le mariage :

1° En cas d'insolvabilité du mari.

Elle est alors investie d'une *actio utilis, quasi ex facto divortio*, pour obtenir ce qu'un divorce véritable la mettrait en droit d'exiger (2).

2° Lorsque le mari a été condamné à la déportation ;

Elle reprend alors sa dot, pour subvenir à son entretien et à celui de ses enfants (3).

Faut-il invoquer comme fondement à ces deux exceptions une idée de récompense, accordée à la femme, qui, pouvant divorcer, ne l'a pas fait ? Cette hypothèse ne nous semble pas mauvaise, malheureusement aucun texte ne nous permet d'affirmer si elle est vraie.

1. Paul, II, XXIII, 3.

2. Ulpien, 24, pr., D., XXIV, 3.

3. 1. C., *De repudiis*.

B. Hypothèses dans lesquelles le mari peut restituer la dot avant la dissolution du mariage.

Ces cas exceptionnels sont indiqués dans les lois 73, D. XXIII, 3 et dans la loi 20, XXIV, 3, dont nous reproduisons les textes : *Manente matrimonio, non perdituræ uxori ob has causas dos reddi potest, ut sese, suosque alat, ut fundum idoneum emat, ut in exilium, in insulam, relegato parenti præstet alimonia, aut ut egentem virum, fratrem, sororemve sustineat* Loi 73..., *ut æs alienum solvat*. Loi 20.

Ces exceptions sont, on le voit, basées sur des motifs d'intérêt ou d'humanité.

Nous n'entrerons pas dans leur détail, et nous laisserons de côté l'intéressante question de savoir si elles constituaient une dérogation à la règle de la prohibition des donations entre époux. Nous nous bornerons à dire que nous trouvons inutile de voir, comme l'ont fait les empereurs Honorius et Théodose (1) dans la prohibition de la restitution anticipée, un corollaire de celle qui prohibe les donations pendant le mariage (2).

D'ailleurs, le but de la dot nous semble assez important, pour qu'il ne soit pas permis aux époux d'en changer la destination (3), et ce doit être là, à notre avis, l'unique fondement de cette prohibition.

Toute restitution anticipée, qui ne rentrerait pas dans une des hypothèses prévues, serait de nature à entraîner les consé-

1. L. unic., C., V., 49.

2. MM. Hasse et Glüch prétendent qu'il n'y a pas ici de libéralité, et qu'en conséquence, la règle de la prohibition des donations n'aurait pas lieu de s'y appliquer.

3. D'après M. Franck, il faut chercher plus loin ; car, tandis que les donations de fruits sont permises entre époux (L. 31, 6, XXIV, 4 de *don. int. vir et uxor*), la restitution des revenus des biens dotaux ne l'est pas. (L. un. C. V. 49 et loi 21, D., *De don. int. vir et uxor*).

quences suivantes : Le mari pourrait être contraint, à la dissolution, de payer une seconde fois, les valeurs que la femme aurait dissipées. La femme, de son côté, serait exposée à restituer les fruits dans toutes les hypothèses, et le capital, si le mari agissait avant la naissance de l'action en restitution. (L. unic. C. V, 19).

L'étude que nous venons de faire nous permet de constater que le droit du mari sur la dot s'est modifié. Il est toujours maître de la dot, *dominus dotis*, mais l'obligation de restituer, altère nécessairement son droit. Il a perdu quelque chose de son absolue puissance.

La création des *cautiones dotis* et l'apparition de l'*action rei uxoriæ* prouvent bien que les intérêts de la femme ne sont plus, comme autrefois, pleinement sacrifiés à l'omnipotence maritale. Mais il ne faudrait pas aller jusqu'à croire que le mari n'est plus considéré comme propriétaire de la dot pendant le mariage, tant que dura la République. Il est encore vrai de dire à cette époque :

« Faire de l'époux un simple usufruitier, eût répugné à l'idée que les Romains se faisaient d'un chef de famille. A lui seul la jouissance et l'aliénation du fonds dotal, à lui d'exercer seul, et sans le concours de la femme, les actions qui n'appartiennent qu'au propriétaire. Le droit du mari est tellement absolu qu'il peut agir même contre sa femme, quand elle a détourné quelque'un des objets de la dot (1) ».

Ajoutons aussi, que la protection accordée à la femme, trouve un contrepois sérieux dans les armes de défense offertes

1. Laboulaye, *Recherches sur la condition civile et politique des femmes, depuis les Romains, jusqu'à nos jours*.

au mari, et que nous avons étudiées dans les *retentiones*, l'exception *quod facere potest* et le *legatum dotis*.

Mais l'*actio rei uxoriæ*, tout en laissant subsister, en principe, le droit de propriété du mari sur la dot, le soumet à une résolution éventuelle. C'est là une première brèche dans les pouvoirs du mari qu'il importe de signaler ; car l'idée de résolution éveille l'obligation de conserver, et par suite une responsabilité nouvelle.

Cette première restriction apportée au pouvoir du mari sur la dot, marque l'origine des mesures qui tendront de plus en plus à le réduire, en fait, au rôle d'un simple détenteur précaire, bien qu'en droit, à côté de son titre invariable de *dominus dotis*, on admirera toujours, même sous Justinien, la conservation de la formule quelque peu apolalyptique du jurisconsulte classique, *dotis causa perpetua est*.

Telle nous paraît être la conclusion de ce chapitre.

CHAPITRE IV

Actio ex stipulatu. — Ses caractères. — Pacte de reddendâ dote.

L'introduction de l'*actio rei uxoriæ* n'avait pas supprimé l'usage des *cautiones dotis*. La stipulation résultant des *cautiones dotis* présentait même de grands avantages sur l'*actio rei uxoriæ*, car elle n'était pas limitée, comme elle, dans la formule étroite *quidquid æquius melius est ex dote reddi*. L'usage des *cautiones dotis*, tendit à créer une véritable *condictio*, avantageuse à la femme, en ce que c'était une action pécuniaire, transmissible, exempte de toutes restrictions, de toutes retenues, de tous délais, et pouvant appartenir à tout le monde. L'*actio rei uxoriæ* était, au contraire, personnelle, extra-judiciaire et extra-pécuniaire, soumise à des retenues, et souffrant des délais.

La *condictio*, dont nous parlons, s'obtenait à l'aide d'une stipulation ordinaire, soumise à toutes les règles du droit commun. L'*actio ex stipulatu* qui en naissait, transformant la dette du mari en une dette de droit commun, avait l'avantage de soustraire l'estimation du *quantum* de la restitution aux incertitudes d'une évaluation *ex æquo et bono*. La femme, au lieu des mots de l'ancienne formule, *quidquid æquius melius ex dote reddi*, n'avait qu'à recourir à une simple stipulation ordinaire, qui lui procurait une action pécuniaire, transmissible, et exempte de toutes retenues : une action de droit strict, en un mot.

La restitution conventionnelle était ainsi fondée.

I. *Caractères de l'action ex stipulatu*. — La stipulation peut avoir lieu, soit *in continenti*, soit *ex post facto*.

In continenti, elle peut être faite, quel que soit le constituant, soit à son profit, soit à celui de la femme, soit enfin, à celui d'un tiers (1).

Intervenue *ex post facto*, ses règles sont moins larges. Le mariage conclu, la femme ne peut ni stipuler la restitution à titre gratuit, ni modifier les obligations de son mari ; car en acquérant, ou en donnant à son mari un droit de créance quelconque, il y aurait libéralité entre époux. Le consentement de la femme est nécessaire pour permettre à un étranger de stipuler le retour de la dot à son profit (2). Son consentement devra être acquis à son père, même si elle n'est pas *sui juris*, et se trouve sous sa puissance, s'il veut stipuler le retour de la dot pendant le mariage. Cette exigence s'explique par cette considération que le législateur n'a pas voulu que des droits acquis à la fille pussent être, contre son gré, bouleversés pendant le mariage.

En principe, l'action *ex stipulatu* n'appartient qu'au stipulant ; la femme ne peut donc l'exercer que si elle a stipulé personnellement, soit en se constituant elle-même sa dot, soit en intervenant au contrat de constitution fait par un tiers. La jurisprudence admit, cependant, en sa faveur, une dérogation aux principes, qui se trouve mentionnée dans la loi 45 *de sol. matr.* XXIV, 3. En vertu de cette exception, si la femme étant *in potestate patris*, la dot a été constituée par un aïeul maternel décédé, qui a stipulé que, si elle divorçait sans sa

1. L. 33, D., XXIV, 3.

2. L. 35, D., *De minoribus*, IV, 4.

faute, la restitution de la dot serait faite, soit à lui, soit à elle, dans ce cas, la femme pourra invoquer l'action *ex stipulatu*.

II. *Pacte de reddendâ dote*. — Un pacte, consenti entre le mari et le constituant pouvait aussi assurer la restitution de la dot, dans l'hypothèse d'une dot purement adventice. Il portait le nom de pacte *de reddendâ dote*, et était sanctionné par l'*actio præscriptis verbis*. Mais, suivant la règle générale, ce pacte n'étant ici qu'un accessoire du contrat principal, devait, à peine de nullité, être fait *in continenti* (1).

De plus, rentrant dans l'acte de constitution de la dot, il ne pouvait être fait que par le constituant et en sa faveur seulement. Un pacte, d'après lequel la restitution aurait dû être faite à un tiers, aurait été sans valeur juridique. Le pacte n'était donc valable qu'entre le mari et le constituant ou ses héritiers (2).

Par une curieuse disposition législative, que nous renonçons à expliquer, le pacte *de reddendâ dote* était interdit au père qui n'agit que dans son intérêt personnel (3).

En vertu du principe conventionnel sur lequel reposait l'*actio ex stipulatu*, le mari ne pouvait pas se prévaloir du bénéfice de compétence. Quant à l'édit *de alterutro*, il ne trouvait son application que dans un seul cas. Les prétentions de la femme tombaient, en effet, seulement sous le coup de cet édit, lorsqu'en même temps qu'elle agissait par l'*actio ex stipulatu*, elle réclamait le *legatum dotis* ou *pro dote* que lui

1. L. 6, C., *De jure dot.* L. 4, C., *De pact. conn.*, V, 14.

2. L. 6, C., *De jur. dot.*

3. L. 6, C., *De jur. dot.*

avait fait son mari (1). Elle pouvait donc, tout en exerçant l'*actio ex stipulatu*, prétendre à tous les legs qui n'avaient pas un caractère dotal. Il était cependant permis au mari, par une clause formelle de son testament, de faire tomber ce cas sous la sanction de l'édit, comme cela se passait pour l'*actio rei uxoriæ* (2).

L'*actio ex stipulatu*, qui appartenait désormais à la femme, caractérisait bien, elle aussi, comme nous l'avons vu précédemment pour l'*actio rei uxoriæ*, l'évolution que venait de franchir la dot. De propriétaire incommutable qu'il était à l'origine, le mari n'en devenait plus qu'un détenteur précaire, dont le titre disparaissait pour toujours et pour le tout à la dissolution du mariage. La dot avait donc changé de caractère. Le principe : *dotis causa perpetua est*, resté vrai, en droit pur, s'était entièrement transformé dans la pratique. De perpétuelle, la dot, était devenue une pratique, un prêt purement temporaire. Elle perd donc sa raison d'être à la dissolution du mariage, on ne la donne pas au mari ; on la lui prête. Le mari contracte ainsi une véritable obligation, qui obéit à tous les principes des obligations. Il est tenu, vis-à-vis de la femme, comme s'il avait contracté un *mutuum*. En cas de non restitution ; il est exposé sans merci à la *condictio*, en vertu de ce principe général : *constat id posse condici, quod redit ad non justam causam* (3).

1. L. unic., § 3, C., V, 13.

2. L. 46, D., XXIV, 3.

3. L. 1, § 3, D. *De cond. sin. causâ*, XXII, VII.

CHAPITRE V

PÉRIODE D'AUGUSTE

Lex Julia. — Son champ d'application. — Restitution anticipée de la dot. — Responsabilité du mari. — Imperfections de la loi Julia. — Privilegium inter personales actiones. — Permutationes dotis. — Sénatus-consulte Velléien.

L'*actio rei uxoriæ* et l'*actio ex stipulatu* sanctionnaient la constitution du régime dotal. Mais ces premières tentatives pour sauvegarder les intérêts de la femme restaient insuffisantes. Le droit de propriété du mari sur la dot demeurerait absolu et sans limites pendant la durée du mariage. Il conservait, en effet, sans restriction, la faculté d'aliéner et d'hypothéquer tant les meubles que les immeubles dotaux.

Le droit de la femme était ainsi exposé à bien des mécomptes, lors de la dissolution du mariage. Prévenir ce fâcheux résultat, en restreignant l'étendue des pouvoirs du mari, sera le but auquel tendront les réformes d'Auguste qui feront l'objet de notre étude dans ce chapitre.

Il ne suffisait donc pas de déclarer le mari débiteur de la dot. La multiplicité des divorces, qui se manifesta durant le siècle d'Auguste, mettaient les intérêts de la femme en grand péril.

A cette époque, les fortunes les plus considérables ne suffisent plus à assouvir les exigences toujours croissantes du luxe ; on fait argent de tout.

Le mariage n'est plus qu'un honteux trafic. On divorce, après avoir dilapidé la dot de sa femme, et pour se servir des expressions mêmes de Tertullien : « On ne se marie plus que pour divorcer » (1).

La République et bientôt l'Empire sont gravement menacés; car le mal grandit chaque jour et prend bientôt le caractère d'une calamité publique. La femme ne veut plus s'exposer à perdre ses biens, et par suite n'est plus disposée à se marier. Quant à l'homme, il ne consent à épouser qu'une femme richement dotée.

On verra donc les unions légitimes, devenues de plus en plus rares, faire place aux liaisons irrégulières et stériles.

Rome se dépeuple avec une rapidité effrayante (2).

Ce fléau terrible doit être réprimé à tout prix. Il faudra donc de nouvelles lois ayant pour but d'obliger le père à doter sa fille, et le mari à restituer la dot. On devait aussi, désormais, récompenser la paternité, punir le célibat et faciliter les seconds mariages.

Les réformes d'Auguste furent donc dirigées vers ces différents buts. Mais elles n'eurent pas toutes le même résultat. Les lois sur la dot lui survécurent; quant aux lois caducaires, qui étaient destinées à récompenser la paternité, punir le célibat et faciliter les seconds mariages, leur succès plus que douteux prouva que, peut-être, ce n'était pas là ce qu'on eût dû faire. Elles ne furent, en effet, que passagères et sans grande valeur.

Le législateur devait, pour achever son œuvre, garantir la femme, créancière des biens dotaux, contre tous les risques auxquels un droit de créance est naturellement exposé. Un

1. Tertullien, *Apologet.*

2. Horace... *Vitio parentum rara, juvenus.* Ode II, V, 23, 24.

abus, facile à prévoir, et fréquent par l'esprit de spéculation et de cupidité que les Romains apportaient dans leurs affaires domestiques, rendait souvent illusoire l'action de la femme.

En sa qualité de propriétaire de la dot, le mari pouvait l'aliéner, et la femme voyait sa créance paralysée à jamais, par la ruine du mari. Il était aussi facile à ce dernier, de se rendre insolvable, soit en aliénant ses biens, soit en contractant de nouvelles dettes.

L'empereur Auguste prit l'initiative des mesures qui devaient assurer à la femme la restitution de sa dot. Désormais, le mari ne fut plus propriétaire de la dot, que sous des réserves, qui, pendant le mariage, paralysaient son droit, ou, tout au moins, le subordonnaient au consentement de l'épouse.

I. — **Lex Julia de fundo dotali.**

La loi *Julia de fundo dotali*, rendue sous Auguste, en l'an 757 ou 736 de Rome, enleva au mari le droit de vendre le fond dotal, sans le consentement de la femme, et même de l'hypothéquer avec ce consentement. Elle ne s'appliquait qu'aux biens situés en Italie. Elle avait été précédée, probablement, de différents édits, rendus également sous Auguste, comme nous l'apprend Ulpien (1), interdisant aux femmes l'*intercessio*, en faveur de leurs maris. Ce fut là l'origine du *senatus-consulte Velléien*, rendu sous le règne de Claude, en l'année 46 de l'ère chrétienne. Le *senatus-consulte Velléien*, serait donc, en

1. L. 2, princ., D., XVI, I.

quelque sorte, une conséquence de la loi *Julia*, et non pas une mesure qui, l'ayant précédée, aurait été de nature à la suggérer, comme on l'a prétendu.

On peut conjecturer que la loi *Julia de fundo dotali* n'est point une loi spéciale, mais plutôt un chapitre de la loi *Julia de adulteriis*. La loi *Julia* contenait probablement trois chapitres : elle établissait dans le premier, *Lex Julia de maritandis ordinibus*, deux catégories de personnes : les gens mariés et les *cœlibes*, célibataires, ce qui s'entendait même des veufs et des divorcés.

Dans le deuxième chapitre, *de adulteriis*, la loi *Julia* réprimait l'adultère.

Dans le troisième *de fundo dotali*, elle continuait l'œuvre commencée de vieille date, en interdisant au mari d'aliéner le fonds dotal sans le consentement de la femme.

Cette dernière assertion a été cependant contredite par une opinion qui s'appuie sur un texte très affirmatif de Paul : *Lege Julia de adulteriis cavetur ne dotale proedium maritus, invita uxore alienat* (1).

Nous ne voulons pas entrer dans l'étude de cette question, qui, à nos yeux, ne présente qu'un intérêt secondaire, puisqu'elle n'exerce aucune influence sur les attributions de la loi *Julia* relativement au fonds dotal.

La loi *Julia de maritandis ordinibus* imposa la dot (2) comme une condition obligatoire du mariage légal (3). C'était au père, ou à l'aïeul paternel de la femme à fournir la dot.

La loi *Julia* se rattache de très près aux lois *Julia* et *Pappia-*

1. Paul, *Sent.*, liv. II, tit. 21, § 2.

2. Fr. 49, D., *De rit. nupt.*, § 2... *Coguntur in matrimonium collocare et dotare.*

3. Fr. 3, D., *De jur. dot.*, 23, 3, *Ubi cumque igitur matrimonii nomen non est, nec dos est*, § 12, *j. d. nupt.*

Poppæa. On y retrouve la même pensée et le même but : encourager le mariage et pousser à la procréation des enfants. La persistance du vœuage était l'objet d'une sanction, de la part de la loi *Pappia*, comme contraire aux intérêts de la chose publique. La loi *Julia* fut inspirée par le désir d'assurer aux femmes la conservation intégrale de leurs dots, afin qu'à la dissolution du mariage leur pauvreté ne fût pas un obstacle les mettant dans l'impossibilité d'en contracter un second.

Comment expliquer que la loi *Julia* ait prohibé plus strictement l'hypothèque que l'aliénation de la dot ? On peut d'abord répondre que la femme aurait souvent consenti avec plus de facilité l'hypothèque de sa dot, que l'aliénation ; car ne se désaisissant pas sur le champ de son bien, elle percevait moins facilement l'atteinte portée par l'hypothèque à son droit de propriété.

C'est d'ailleurs dans ce même sens que, plus tard, le sénatus-consulte Velléien porta, pour les femmes, la prohibition de s'obliger pour autrui, tout en leur laissant la faculté de vendre leurs biens et d'employer le prix, en provenant, à leur guise. Elles pouvaient ainsi s'en servir à éteindre des dettes qu'elles n'auraient pu ni cautionner, ni garantir par une hypothèque.

On peut aussi considérer la réflexion suivante : La femme, en consentant à l'aliénation de l'un de ses immeubles, pouvait souvent accomplir un acte utile au ménage et le numéraire, qui provenait de cette aliénation, n'était pas destiné à rester improductif. Elle pouvait donc, à défaut d'immeuble, en exercer la répétition à la dissolution du mariage, à condition, toutefois, que le mari ne fut pas insolvable à ce moment. La femme n'avait donc, avant de consentir à la vente de ses immeubles, qu'à s'assurer de la solvabilité éventuelle de son mari. L'hypothèque, au contraire, pouvait masquer des dépenses

inavouables du mari et constituait une véritable intercession *réelle* de la femme, en sa faveur.

Comme nous l'avons vu, la jurisprudence impériale renfermait déjà les germes du sénatus-consulte Velléien, et tendait, par conséquent, à considérer les femmes comme incapables de s'obliger pour leur mari. D'après les principes du sénatus-consulte Velléien, il était interdit à la femme d'hypothéquer ses paraphernaux aux créanciers de son mari, à plus forte raison, cette prohibition devait être étendue au fonds dotal.

II. — Champ d'application de la loi *Julia*.

La loi *Julia* ne s'appliquait pas aux aliénations *per universitatem*, car sa sanction n'était pas ici nécessaire pour sauvegarder les droits de la femme. L'immeuble, ainsi acquis, restait inaliénable entre les mains de son nouveau propriétaire, en vertu de ce principe, que l'acquisition *per universitatem* ne purge pas les biens des charges dont ils sont grevés (1).

L'aliénation, qui a une cause nécessaire, échappait à la nouvelle sanction de la loi *Julia*.

La loi *Julia* était surtout utile à la femme, en l'absence de stipulation de restitution de la dot ou d'un pacte analogue.

L'aliénation opérée, contrairement à la loi *Julia*, était dénuée de valeur. Mais cette nullité n'était que relative, en ce sens qu'ayant uniquement pour objet l'intérêt de la femme, elle seule pouvait l'invoquer. Il en résultait que, si la femme mourait *in matrimonio*, et que la dot restât au mari, l'aliénation, par lui consentie, se trouvait confirmée. *Si dos lucro marito cessit, fundus emptori avelli non potest* (2).

1. L. 1, § 1. L. 2, pr. et § 1, *De fund. dot.* L. 62, *De adq. rer. dom.*

2. L. 17, D. LXXIII, §.

Mais l'aliénation sera sans valeur, si la dot doit être restituée par le mari.

La question de savoir qui pouvait se prévaloir de cette nullité, et à quel moment, a été l'objet d'une sérieuse controverse.

D'après Bachofen et Cujas, étant donné que le principe de la loi *Julia* n'a eu en vue que l'intérêt de la femme, l'aliénation, nulle à son égard, est valable à celui du mari, qui ne pourra exercer la revendication.

D'après Demangeat (1), le mari était capable de revendiquer, pendant le mariage, l'immeuble indûment aliéné par lui ; car, n'ayant pu, *jure civili*, en transférer la propriété, il en était resté propriétaire.

Il faut même aller plus loin et décider que, durant le mariage, le mari seul peut exercer la revendication ; car nous savons qu'à cette époque de la législation romaine, bien que ses droits aient déjà subi de profondes atteintes, il restait toujours propriétaire de la dot.

A la dissolution du mariage, la femme, ou ses héritiers, avaient seuls l'exercice de l'action en revendication.

Cette dernière solution semble difficile à concilier avec les principes du droit romain, qui n'accordent cette action qu'au propriétaire, et nous avons vu que la femme n'était pas propriétaire de sa dot. On peut l'expliquer, cependant, en considérant qu'en vertu de l'action *rei uxoriae*, le patrimoine entier du mari (2) était à la disposition de la femme pour exercer la reprise de sa dot. Elle y trouvait donc l'action en revendication, conséquence de la nullité de l'aliénation créée par la loi

1. Demangeat, *De la condition du fonds dotal, en droit romain*, page 332.

2. Sauf la restriction résultant des *retentiones* et de l'exception *quod facere potest*. Conf. *suprà*.

Julia, et se la faisait céder, soit par le mari, soit par ses héritiers (1).

La rigueur des principes aurait dû, il est vrai, empêcher les femmes de se faire constituer *procuratores in rem suam*; mais, ainsi que nous l'apprend Paul, l'équité corrigea une application aussi cruelle du pur droit civil, qui aurait entièrement paralysé la faveur que la loi *Julia* voulait leur accorder (2).

A la fin de l'époque classique, c'est-à-dire au moment où se place justement la loi *Julia*, la jurisprudence en était arrivée à sous-entendre la *procuratio in rem suam*, dans tous les cas où elle était obligatoire, et à la considérer comme résultant purement et simplement de l'obligation elle-même (3). Il y a donc tout lieu de penser que la femme était autorisée, que le mari y consentit ou non, à exercer *utiliter* cette action en revendication.

Le recours de la femme, ainsi assuré, présentait une grande analogie avec l'action hypothécaire de notre Code civil, car il était armé, comme elle, d'un droit de suite inépuisable.

La loi *Julia* n'empêchait pas le mari de disposer seul des choses dotales mobilières, quelles qu'elles fussent. On trouve, en effet, dans Papinien, une loi qui permettait au mari d'affranchir les esclaves dotaux comme les siens, et tout le monde, sait que les Romains considéraient les esclaves comme des choses mobilières précieuses entre toutes.

La question est plus délicate en ce qui concerne les créances

1. L. 43, § 3, D., *De fund. dot.* Bechmann, *op. cit.*, t. II, page 461. Demang. *op. cit.*, p. 332.

2. Paul, 1, 2, § 2. *Feminæ in rem suam cognitoriam operam suscipere non prohibentur.*

3. L. 2, C., *Per quas pers.*, IV, 27.

constituées en dot. Nous pensons qu'il y a lieu de faire ici une distinction, et de dire que le mari n'en avait pas la libre disposition, quand elles avaient pour objet des immeubles. C'est du moins ce qui semble ressortir de la loi 49, D. XXIII, 3.

III. — **Restitution anticipée de la dot**

Les règles relatives à cet ordre de choses furent modifiées, sur un point, par les lois *Julia* et *Pappia-Poppæa* combinées. C'est en ce qui concerne l'hypothèse de l'affranchissement de l'esclave dotal.

Les lois *Julia* et *Pappia-Poppæa* n'eurent pas seulement en vue la répression du célibat. Elles voulurent aussi mettre un frein à la multiplicité des affranchissements opérés par le mari.

Jusqu'à ce moment, le mari pouvait, *invitâ uxore*, affranchir un esclave dotal, mais il s'obligeait ainsi à indemniser sa femme. Si la femme accédait à l'affranchissement, ou le ratifiait, cet acte constituait une *permutatio dotis*, dont le mari ne devait, comme dans le cas précédent, tenir compte à sa femme, que lors de la dissolution du mariage, puisque c'était seulement alors que la femme pouvait exercer ses reprises.

Il est à présumer que de nombreux abus se produisirent dans ce droit d'affranchissement, laissé à la libre disposition des maris, car les lois *Julia* et *Pappia-Poppæa* vinrent y mettre un frein énergique (1).

Désormais, la femme pouvait, chaque fois qu'un esclave

1. D., LL. 61, 63, 65. *Solut. matr.*, XXIV, 3.

était affranchi contre son gré, réclamer à son profit l'ouverture des droits de patronat qu'acquerrait son mari et exiger, d'une manière générale : *quidquid liberto, libertatis causa impositum fuerit*.

Ce ne fut pas là la seule restriction apportée au droit d'affranchissement du mari.

La loi *Ælia Sentia*, portée également sous Auguste, déclarait nuls les affranchissements faits par le débiteur insolvable, en fraude de ses créanciers. Cette loi fut appliquée dans l'intérêt de la femme, comme nous le prouve un fragment de Papinien (1), qui après avoir déclaré valable et possible l'affranchissement d'un esclave dotal, si le mari est solvable, lui retire ce droit, en cas contraire, bien qu'il n'ait pas d'autres créanciers, *ut constante matrimonio deberi dos intelligatur*.

La femme pourra donc, en cas d'insolvabilité du mari, invoquer la loi *Ælia Sentia*, et ne pas être obligée de respecter les affranchissements ainsi faits en fraude de ses droits.

La femme était peut-être même assimilée à un créancier et pouvait alors exercer l'action Paulienne. Mais ce n'est là qu'une simple déduction du texte que nous venons de traduire et rien ne nous autorise à nous y arrêter.

IV. — Responsabilité du mari.

Quelles sont les limites de la responsabilité du mari ? S'il est solvable, sa solvabilité constitue, à elle seule, une garantie

1. L. 24, D., XL, 4.

suffisante pour la femme. On trouve à ce sujet dans Paul (1), la définition bien établie de ce que doit être, dans cette hypothèse, la responsabilité du mari. *In rebus dotatibus virum præstare oportet tam dolum, quam culpam, quia sui causâ dotem accipit. Sed etiam diligentiam præstabit, quam in suis rebus exhibet.*

Le mari reçoit la dot dans son intérêt, *sui causâ*, il est donc juste de le considérer comme responsable du dommage qu'il peut lui faire éprouver. Mais quelle sera, ici, la limite de cette responsabilité? Suivra-t-on les règles du dépôt, qui n'engagent le dépositaire qu'en cas de dol, s'il est seul intéressé? Les principes sont, ici, plus rigoureux. Le mari répondra, non-seulement de son dol, mais aussi de sa faute, car c'est dans son propre intérêt qu'il a reçu la dot. — Ce n'est pas tout ; il devra se montrer aussi soigneux, en ce qui concerne la conservation du patrimoine dotal, que pour ses propres biens. Tel est le sens qu'il convient certainement de donner aux mots *diligentiam præstare*. La diligence dont sera tenue le mari ne sera donc pas celle d'un locataire, d'un commodataire ou d'un mandataire, mais celle dont est tenu un associé, comme le remarque Pellat, avec beaucoup de justesse (2).

En agissant suivant les préceptes de cette loi, le mari se mettra-t-il à l'abri de tout recours de la femme ou de ses héritiers ? Non, d'après la loi 23, D. L. 17, qui semble lui imposer la diligence du bon père de famille. Ces deux textes contiennent une contradiction évidente, et il semble difficile de les concilier. Le plus simple, à notre avis, serait de supposer ici une interpolation, comme on en trouve plus d'un

1. L. XVII, D., XXIII, 3.

2. Pellat, *Textes sur la dot*, traduits et commentés, p. 121.

exemple au Digeste. Le dernier texte est d'ailleurs d'une obscurité compacte. On trouve, de plus, dans le contrat de société, un argument en faveur de la loi 17 *de jure dotium*. La société qui présente tant d'analogie avec le contrat résultant implicitement, en droit romain, du mariage, ne sanctionne, en effet, que la *culpa levis in concreto*.

Est-il permis au mari de restreindre, par un pacte quelconque, l'étendue de sa responsabilité?

Il est évident qu'en ce qui concerne le dol du mari, les principes fondamentaux du droit (1) ne peuvent souffrir aucune convention qui serait de nature à réduire sa responsabilité. Pomponius va même plus loin, car il interdit au mari toute stipulation tendant à lui assumer seulement la responsabilité en cas de dol (2). Ce texte envisage la stipulation ou le pacte dans ce qu'il peut avoir de plus étendu, et ne fait aucune distinction sur le moment où il a pu intervenir.

Il nous semble, cependant, qu'il y aurait là une distinction à faire. Ainsi, il est évident que tout pacte de ce genre, conclu pendant la durée du mariage, est prohibé; car ce serait un moyen facile d'éluder la prohibition des donations entre époux que de permettre à la femme de ne pas tenir compte à son mari, des actes de mauvaise administration, dont il s'est rendu coupable pendant le mariage. Il en serait de même si la femme pouvait valablement renoncer à exiger de son mari, pour l'avenir, le soin et la vigilance dont il devait faire preuve au début du mariage.

Mais la décision de Pomponius prévaudra-t-elle encore avant la célébration du mariage? Ne peut-on lui donner d'autre explication que la raison si importante qu'il expose avec

1. L. 23, D., L., XVII.

2. L. 6, D., XXIII, 4, *De jure dot.*

tant d'insistance dans la loi 1, *Sol. matr.* D. XXIV, 3 : l'intérêt de la République à assurer aux femmes la conservation de leur dot ?

La question est pleine d'obscurité. On a invoqué en ce sens le fragment d'Ulpien que nous venons de citer, pour soutenir qu'une convention pouvait très bien restreindre au dol la culpabilité du mari(1). Tel paraît être, en effet, à première vue le sens de la phrase : *Nam hoc servabitur, quod initio convenit : legem enim contractus dedit ; excepto eo quod Celsus putat, non valere si convenerit, ne dolus præstetur*. Mais ce fragment peut aussi se borner à dire d'une manière générale, qu'il est interdit, dans les contrats, de convenir qu'on ne sera pas tenu du dol, sans poser en principe et d'une manière précise, qu'en matière de mariage le mari pourra s'affranchir de la *deligentia* et de la *culpa* par une de ces conventions dont il dit *legem enim contractus dedit*. En d'autres termes, Ulpien semble établir ici une règle générale, qui, semblable à tous les principes de droit, ne doit pas être, par le fait même, exclusive de toute exception.

En résumé, nous n'avons pas assez d'arguments pour pouvoir trancher cette question.

Envisageons, en dernier lieu, l'hypothèse d'un tel pacte, conclu après la dissolution du mariage. Sa validité ne peut être mise en doute ; car on ne trouve plus ici aucune des raisons, qui, dans les autres cas, y mettaient obstacle.

V. — Imperfections de la loi Julia.

La réforme de la loi Julia était incomplète, et la protection, qu'elle accordait à la femme insuffisante.

1. L. 23, D., L., XVII.

Elle ne s'appliquait qu'à une partie de la dot, aux immeubles italiques. Les meubles dotaux, nous l'avons vu, restent à la libre disposition du mari; il lui suffit donc de les aliéner, pour qu'ils soient définitivement acquis par les tiers. Le recours de la femme sera, dans bien des cas illusoire, car le plus souvent le mari, mauvais administrateur, sera en même temps insolvable. Il ne suffisait donc pas de préserver la femme des aliénations pratiquées par le mari sans son consentement, en lui accordant un droit analogue à notre droit de suite. Car les créanciers du mari, s'il est ruiné, viendront concourir avec la femme sur le fonds dotal, rendu inaliénable par la loi *Julia*. La femme se trouve donc sans défense devant le concours des créanciers chirographaires; ils feront saisir l'immeuble dotal, qui aliéné avec la masse des autres biens de l'insolvable, passera aux mains du *bonorum emptor* (1).

Cette vente ayant lieu durant le mariage, la femme n'aura conservé, lors de sa dissolution qu'une créance stérile, car nous avons vu que ce n'est qu'à ce moment qu'elle peut exercer ses droits. Mais alors il sera trop tard, car sa dot engloutie dans le désastre de son époux n'aura servi qu'à éteindre ses dettes. Il s'agissait donc de donner à l'action dotale de la femme une garantie lui permettant d'écarter les créanciers chirographaires de son mari, et de conserver intacte sa créance dotale, en présence de son insolvabilité. Au droit de suite, puisque nous l'avons ainsi qualifié, créé par la loi *Julia*, il fallait ajouter un droit de préférence. Telles furent les raisons qui donnèrent naissance au privilège de la femme.

1. Demangeat, *op. cit.*, p. 159.

VI. — **Privilegium inter personales actiones.**

La date précise de l'époque à laquelle le privilège de la femme fit son apparition ne nous est pas connue. Mais il y a tout lieu de supposer qu'il suivit, de très près, la loi Julia.

On en trouve le principe, et la première application dans l'action *rei uxoriæ*. Dans l'action *ex stipulatu*, qui n'était pas entourée de garanties autres que celles expressément stipulées, la femme concourait sans aucune distinction avec tous les créanciers chirographaires. Les textes qui parlent de ce privilège sont rares et peu explicites.

Ulpien liv. 63, *ad edictum* (1), se borne à dire : *dabimusque ex his causis ipsi mulieri privilegium*, sans nous indiquer ni ces causes, auxquelles il fait allusion, ni la nature du privilège.

Hermogenianus (2), dans l'hypothèse où une dot a été versée sans que le mariage s'en soit suivi, accorde à la femme un *privilegium quod inter personales actiones vertitur*, qui s'ajoutera, comme accessoire, à la *condictio*, dont se servira la femme pour exercer la reprise de sa dot, et cela, *exemplo dotis*. Ce texte se borne à reconnaître l'existence d'un privilège garantissant la restitution de la dot, mais n'en dit pas davantage.

Il en est de même d'un texte d'Ulpien (3), qui après avoir accordé un privilège, dans une hypothèse semblable, l'étend au cas d'un mariage nul, pour cause d'impuberté de la femme.

1. L. 49, D., XLII, 5.

2. L. 74, D., XXIII, 3.

3. L. 17, § 4, D., XLII, 5.

Il s'agit d'une femme mineure de douze ans, qui, bien que *in domum quasi uxor deducta sit, licet nundum uxor sit*. Là se bornent toutes ses explications.

Le *privilegium inter personales actiones* se distinguait de ceux admis en droit romain, en ce que, bien que portant comme eux sur la généralité du patrimoine du mari, il s'appliquait de préférence aux biens dotaux, ou à ceux acquis des deniers en provenant. Il constituait, dans ce cas, un vrai droit réel, et non un droit *in genere*. Le privilège de la femme pouvait donc être envisagé sous un double point de vue.

L'exerçait-elle sur les biens dotaux, elle primait tous les créanciers chirographaires du mari. Ainsi, lorsque l'action en restitution s'exerçait *de peculio*, contre le père du mari, la femme sur les *res dotales* était préférée à son beau-père (1).

S'attaquait-elle, au contraire, au patrimoine personnel de son mari, elle subissait leur concours. Dans aucun cas, d'ailleurs, ce droit de préférence ne lui permettait de primer les créanciers hypothécaires.

Cette mesure de protection accordée à la femme pour lui faciliter l'exercice de ses reprises, ne constituait donc pas une hypothèque légale, telle que nous la concevons aujourd'hui. Ce privilège, semblable en cela à tous les privilèges du droit romain n'était pas armé du droit de suite, et n'entraînait pas le *jus distrahendi*. Il fallait, pour l'exercer, attendre la vente en masse des biens du débiteur : et, comme la créance de la femme ne prend naissance qu'à la dissolution du mariage, la femme ne pouvait venir primer les créanciers chirographaires qu'à cette époque. De là découlait la nécessité, en cas d'insolvabilité du mari, résultant de dettes payées

1. LL. 22, 43, D., XXIV, 3.

pendant le mariage, d'accorder à la femme la faculté de demander une restitution anticipée.

Prenant sa cause dans la faveur attachée au mariage, ce privilège était personnel à la femme ; ses héritiers n'en bénéficiaient pas (1). Nous avons vu plus haut que ce privilège était également accordé à la femme, pour garantir la répétition de sa dot, si le mariage ne s'était pas réalisé.

VII. — *Permutatio dotis*.

Paul nous signale (2) sous cette dénomination, un droit important accordé à la femme, et lui permettant de modifier l'objet de sa créance, à l'instar du débiteur, qui peut, avec le consentement de son créancier, donner une chose en paiement pour une autre, et se libérer ainsi. La femme, nous dit Pellat, au moment où elle se constitue en dot ce qui lui est dû par son mari, peut, d'accord avec lui, convertir l'objet dû, en une somme d'argent, avec d'autant plus de raison, qu'elle pourrait opérer cette conversion, alors même que l'objet en question aurait déjà été constitué en dot. La convention suffit, en effet, à valider l'échange d'un objet dotal contre un autre.

La *permutatio dotis* est donc subordonnée à une convention entre la femme et le mari. A défaut de convention, la conversion, réalisée en fait, n'aurait pas lieu en droit. La somme promise resterait due en dot. La chose donnée figurerait seu-

1. L. 1, D., XXIV, 3.

2. *Permutatio dotium conventionione fieri potest*. Paul, L. 25, D., *De jure dot*.

lement à titre de paiement. Elle serait donc réputée uniquement vendue pour la somme indiquée au mari, qui resterait responsable des risques, comme dans le cas où une chose a été donnée en dot avec estimation. La loi 27 au Digeste, XXIII, 3, confirme absolument cette manière de voir.

Julien nous cite une convention de ce genre dans la loi 21. D. *de pact. dot* : *Si mulier, dotis causa, promiserit certam summam, et pro ea pecunia Mancipia in dotem dederit, ea conditione, ut periculo ejus essent, et si, quid ex his natum esset, ad eam pertineat : stari pacto convento oportebit. Nam constat posse inter virum et uxorem convenire, ut dos quæ in pecunia numerata est, permutetur, et transferatur in corpora, cum mulieri prodest.*

Julien indique, en plus de la nécessité de la convention, dont nous parlions plus haut, une autre qualité que devra renfermer la *permutatio* : *cum mulieri prodest*, et Modestin, L. 26, D. XXIII, 3, y fait non seulement allusion, mais la considère comme une condition *sine quâ non* de la *permutatio*. *Si hoc mulieri utile sit*. La condition primordiale consiste donc en ce que la femme n'éprouve pas de lésion dans la *permutatio dotis*, et non en ce qu'elle en retire un avantage, comme on l'a soutenu quelquefois. Car, s'il en avait été ainsi, la *permutatio dotis* aurait pu dissimuler une donation entre époux, et serait tombée, par le fait, sous le coup de la prohibition légale.

A l'époque classique, la *permutatio dotis* pouvait avoir lieu *ex pecuniâ in rem, ex re in pecuniam, ex re in rem*. On trouve, au Digeste plusieurs exemples de ces *permutationes dotis*. La loi 21, *de pact. dot*. D. XXIII, 4, que nous avons citée plus haut, nous offre un exemple de *permutatio ex pecuniâ in rem*, dans la faculté accordée à la femme, de remplacer une somme

fixe, promise en dot, par des esclaves, sous la condition qu'ils seront aux risques de la femme.

Dans la loi 32 de *j. dot.* D. XXIII, 3, on trouve un exemple de *permutatio ex re in pecuniam*. Un mari a vendu, avec l'assentiment de sa femme une partie du fonds dotal, il doit désormais à sa femme, le prix de la vente, au lieu de ce qui a été vendu. *Nummi ex ea venditione recepti sunt dotis*. Ce dernier mode de *permutatio ex re in pecuniam*, ne survécut pas à la période classique.

La femme peut-elle disposer, durant le mariage, des garanties qui lui assurent la restitution de sa dot ?

Il y aurait une exagération manifeste à trancher cette question dans le sens négatif, sans faire de distinction. Telle était cependant la doctrine soutenue autrefois par A. d'Hanthuille (1). Il est évident, tout d'abord que *durante matrimonio*, il est absolument interdit à la femme de libérer son mari de sa créance, ou de renoncer à son profit aux garanties légales qui en assurent et sanctionnent la restitution. Ce serait là, comme nous l'avons déjà vu, une donation déguisée, tombant sous le coup d'une prohibition absolue. Mais, ce que la femme ne peut faire au profit de son mari, rien ne l'empêche d'en faire bénéficier un tiers.

Elle est, vis-à-vis de son mari, dans la situation d'un créancier vis-à-vis de son débiteur. Rien ne l'empêche, comme tout créancier, de disposer de sa créance avant son exigibilité, de la céder, soit au moyen de la *procuratio in rem suam*, soit au moyen de la délégation. A la dissolution du mariage, c'est au cessionnaire que le mari devra restituer la dot.

Mais il est interdit à la femme de renoncer, pendant le mariage, au *privilegium inter personales actiones*, car le fait d'as-

1. *Revue de législation*, t. VI, page 320.

surer la conservation des dots aux femmes, est une mesure d'ordre public (1) et nous savons que ce qui touche à l'ordre public est immuable. Aucune convention particulière ne peut y déroger (2).

Cette prohibition n'ayant d'autre cause que le mariage doit cesser avec lui (3). Ajoutons qu'il est toujours loisible à la femme de renoncer, même pendant le mariage, aux sûretés qui, n'étant pas le fruit de la loi, dérivent de simples conventions particulières.

Les motifs que nous invoquions précédemment nous permettent d'expliquer comment, d'après la loi 36, *de jur. dot.* (4), la femme peut non seulement modifier mais complètement anéantir sa créance dotale au profit d'un autre que son mari. Nous trouvons même là un exemple frappant de la latitude qui lui était laissée sur ce point.

Tel est l'état de la législation romaine à la fin du règne d'Auguste, en ce qui concerne les garanties accordées à la femme pour la restitution de sa dot. Nous employons à dessein le mot restitution, car le mari en est toujours propriétaire, bien que la prohibition d'aliéner, renfermée dans la loi *Julia*, semble de nature à modifier profondément ses droits. On serait même, tout d'abord, disposé à donner raison à Doneau, quand il dit : « le mari ne peut plus aliéner la dot, et le pouvoir d'aliéner est un attribut de la propriété ; donc, à dater de la loi *Julia*, le mari n'est plus propriétaire de la dot ! » Mais il

1. L. 2, D., XXIII, 3.

2. Paul, *Sent.*, 1, 6.

3. L. 18, D., XXIII, 4.

4. L. 36, D., XXIII, 3.

y a là une grave erreur qu'il importe, avant tout de dissiper. La loi *Julia* ne s'applique qu'au fonds dotal, et non à la dot, considérée dans son ensemble. De plus, c'est faire un raisonnement des plus faux que de dire : il n'y a que le *dominus* qui puisse aliéner. Prenons au hasard un exemple : Le pupille, qui ne peut pas aliéner, se voit-il refuser pour cela la qualité de propriétaire ?

Le droit de propriété du mari, autrefois absolu, est, à ce moment, restreint de toutes part. Et c'est cependant seulement alors que les textes n'hésitent pas à proclamer énergiquement le droit de propriété du mari sur la dot : *Dotis causa perpetua est, et cum voto ejus qui dat ita contrahitur, ut semper apud maritum sit* (1). C'est là un exemple frappant de la force de résistance de l'antique *Jus civile*, contre lequel viendront toujours s'émousser dans leur impuissance, et la jurisprudence et les lois des empereurs.

Remarquons toutefois, avec P. Gide, qu'il ne faudrait pas exagérer la portée pratique à cette époque, du grand axiome que nous venons de retracer. Ce n'est plus qu'une formule traditionnelle, que l'on conserve encore pour l'honneur des principes, mais qui, frappée d'impuissance par les exigences d'un nouvel état social, et ne répondant plus à aucun besoin pratique, constitue seulement une survivance, d'un régime disparu.

Il ne suffisait pas de protéger la dot contre les dissipations du mari ; il fallait aussi la défendre contre les entraînements de la femme.

Tel fut le but poursuivi et réalisé par Auguste, d'abord puis

1. L. 1, D., *De jur. dot.*, XVIII, 3.

par Claude, à l'aide d'édits qui défendirent à la femme de cautionner son mari. On s'explique aisément l'esprit de méfiance manifesté à l'égard du mari, car il importait avant tout à la femme de pouvoir trouver, en cas de divorce, un nouvel époux.

Mais ce n'était là qu'une mesure insuffisante ; la femme à défaut de son mari, pouvait cautionner un tiers, et consommer rapidement sa ruine. Le sénatus-consulte Velléien, dont nous plaçons l'apparition après les lois *Julia* et *Papia-Poppæa*, vint combler cette lacune, et augmenter les sûretés attachées à la conservation de la dot, en défendant à la femme de s'engager pour la dette d'autrui ou plutôt, comme le dit le texte, d'*inter-céder pour autrui*. Le sénatus-consulte Velléien ne se borna pas à cette seule prohibition, car, à notre avis, il fut aussi le complément de la loi *Julia de fundo dotali*. C'est à lui qu'il convient d'attribuer une disposition qu'on a été généralement tenté, d'après Justinien, de rattacher à cette loi, et qui interdisait au mari d'hypothéquer le fonds dotal, même avec le consentement de la femme.

L'anachronisme, commis ici par l'empereur, est évident. Peu importe, en effet, l'opinion que l'on suive sur le point de savoir où il faut rechercher les origines de l'hypothèque à Rome. Nous savons que beaucoup d'auteurs la font remonter aux législations de la Grèce ; d'autres croient en retrouver des traces dans le droit administratif romain, d'où elle se serait infiltrée dans le droit civil. Mais en tout cas, il est absolument certain, qu'au moment de la promulgation de la loi *Julia*, le droit d'hypothèque ne figurait pas encore parmi les institutions du *jus civile*. D'ailleurs, en lisant les commentaires de Gaius, on y trouve bien la défense d'aliéner mentionnée dans la loi *Julia*, mais il n'y est rien dit en ce qui concerne celle d'hypothéquer. Cet argument est précieux, car il semble bien

prouver que malgré l'assertion de Justinien, la prohibition d'hypothéquer ne figurait pas dans la loi *Julia*. Il est donc très naturel et très rationnel d'attribuer cette défense à l'extension donnée au sénatus-consulte Velléien qui voyait une *intercessio* dans le consentement de la femme à l'hypothèque du fonds dotal. Il était aussi nécessaire d'interdire à la femme une *intercessio* au sujet de ses biens dotaux qu'au sujet de ses biens paraphernaux ; car en agissant ainsi, elle compromettait gravement, pour l'avenir, l'exercice de son action *rei uxoriæ*.

En développant cette prohibition d'hypothéquer le fonds dotal, et en insistant sur les raisons qui l'ont fait naître, on en arrive à admettre la validité des hypothèques consenties par le mari, sur les biens dotaux, avec le concours de la femme, lorsque c'est l'intérêt de la femme qui les a dictées. Le sénatus-consulte Velléien ne prohibe, en effet, que l'*intercessio*, c'est-à-dire l'engagement de la femme, dans l'intérêt d'un tiers.

CHAPITRE VI

Période de Justinien. — Constitution de 528. — Loi 30 C. Constitution de 529 prærogativa. — Constitution de 530. — Actio ex stipulatu. — Hypothèque tacite et générale. — Lex unica C. De rei uxoriæ actione. — Constitution de 531. — Lex assiduus. — Lex 22 c. ad sen. Vell. IV, XXIX. — Novelle 134.

Sous Justinien, la dot subit une transformation nouvelle et complète. Les réformes principales, que nous étudierons dans l'ordre chronologique sont contenues dans trois constitutions restées célèbres, qui furent rendues en 529, en 530 et en 531.

1° En l'an 529, la loi 30 C. *de jure dotium*, V. 12, renforce le *privilegium inter personales actiones* appartenant à la femme, en lui accordant la *prærogativa*.

2° En l'an 530, la loi unique C. *de rei uxoriæ actione* V. 43, remplace les anciennes actions en restitution de dot par une nouvelle action dite *ex stipulatu*, qui rend désormais la dot restituable dans toutes les hypothèses. Elle établit au profit de la femme une hypothèque tacite et générale, qui porte sur tous les biens du mari, et prend rang du jour du mariage : elle déclare enfin le fonds dotal absolument inaliénable.

3° En l'an 531 une dernière constitution termina la réforme, en unissant l'hypothèque au privilège, et en en faisant une hypothèque privilégiée permettant à la femme de primer les créanciers de son mari, même ceux antérieurs au mariage.

Avant d'étudier en détail chacune de ces constitutions, jetons un coup d'œil rapide sur la première innovation apportée par Justinien dans l'économie du régime dotal.

Nous avons vu qu'exceptionnellement la femme pouvait agir en restitution de sa dot pendant le mariage, en cas d'insolvabilité du mari. Justinien, par une constitution de l'année 528 apporta deux modifications à cette exception :

1° La fiction du divorce disparaît. Par suite, les biens resteront dotaux, et la femme n'en recouvrera que l'administration : *nullam aliam ob causam res mulier consequitur, quam ut fructus earum percipiat.*

2° On n'exige plus que l'insolvabilité du mari soit très évidente *evidentissima*. Il suffit qu'il soit *ad inopiam deductus*, pour que la femme soit en droit de demander et d'obtenir la restitution de sa dot.

Il est facile de déterminer les motifs qui inspirèrent à Justinien cette double modification. La femme avait autrefois, dès la restitution de sa dot, la faculté d'en disposer, comme elle l'entendait. En lui interdisant d'une manière formelle, par cette nouvelle loi, d'aliéner les biens dotaux avant la dissolution du mariage, l'empereur voulut ainsi assurer l'existence, tant de la femme, que du mari et des enfants. Quant à la nouvelle facilité accordée à la femme pour demander la restitution de sa dot, dès que le mari est *ad inopiam deductus*, le motif en est encore plus palpable. Attendre jusqu'à ce que la ruine fût consommée, était trop aventureux pour la dot de la femme, qui dans bien des circonstances, pouvait même

avoir servi à retarder le désastre. Au contraire, grâce à la nouvelle constitution de l'empereur, au premier signe de danger il était loisible à la femme de mettre ses intérêts à l'abri du péril.

Examinons maintenant, en détail chacune des constitutions de Justinien, et étudions les importantes modifications qu'elles apportaient au régime dotal.

1^o Loi 30. C. *de jure dotium*. Elle comprend la première tentative de Justinien pour essayer de corriger l'inconvénient pratique, qu'offre le *privilegium* de la femme, primée par les créanciers hypothécaires, et préférée seulement aux créanciers chirographaires. Ce texte a suscité de grandes difficultés d'interprétation, et les commentateurs ne sont pas encore d'accord aujourd'hui, sur le sens exact à lui donner. Nous diviserons l'étude de cette loi en deux parties : nous verrons dans la première la controverse qui s'est élevée sur la signification des mots *si exstant*. Dans la seconde, nous tâcherons d'élucider la question de savoir s'il faut considérer, suivant l'avis de Pellat et Demangeat, la loi 30 comme renfermant deux innovations distinctes, pouvant se ramener aux deux propositions suivantes :

1^o La femme a désormais une hypothèque privilégiée sur les biens apportés en dot ;

2^o Elle pourra, au lieu de l'action hypothécaire, exercer la revendication. Nous nous demanderons aussi s'il est préférable de dire, avec P. Gide, que la loi 30 n'a fait qu'améliorer le privilège personnel de la femme, en lui donnant le pas, sur les créanciers chirographaires, sans lui procurer, ni hypothèque privilégiée, ni droit de revendication.

Nous étudierons cette dernière question à un double point de vue. Nous verrons d'abord quels sont les arguments invoqués par l'école de Pellat et Demangeat et la manière dont on peut les réfuter. Nous examinerons ensuite quelle est la meilleure solution à tirer de l'ensemble des lois de Justinien, pour arriver au sujet de la loi 30 à une donnée tout à fait exacte, déterminant, si c'est possible, *le vrai but poursuivi par l'Empereur*.

A. La loi 30, après avoir supprimé, tout d'abord, les distinctions admises, jusqu'à ce jour, entre les dots mobilières ou immobilières, ayant été, ou non, l'objet d'une estimation, accorde à la femme un droit de priorité, *prærogativa*, destiné à en assurer la revendication à la dissolution du mariage. Cette faveur n'est subordonnée qu'à une condition ; il faut que ce bien existe encore. Mais, dans quel sens faut-il prendre exactement ce mot ? Justinien a-t-il voulu dire que la femme pourrait exercer son hypothèque dans le cas seulement où les biens se trouveraient dans le patrimoine du mari, ou sa pensée était-elle simplement que les objets sur lesquels porte cette hypothèque doivent ne pas avoir péri au moment où la femme veut agir ? On peut aussi poser la question sous une autre forme. Outre le droit de préférence, à l'encontre des créanciers hypothécaires du mari, Justinien accorde-t-il ou refuse-t-il à la femme un droit de suite contre les tiers acquéreurs des objets dotaux, valablement aliénés par le mari ?

D'après Demangeat (1), la femme a une hypothèque privilégiée sur tous les objets apportés en dot, même sur les animaux et les esclaves, qui sont pourtant destinés à périr plus vite que les objets inanimés ; mais, bien entendu, cette

1. Demangeat, *op. cit.*, pages 90, 91.

hypothèque suppose un objet encore existant au moment où elle peut être exercée. L'objet aliéné ne passerait donc dans le patrimoine de l'acquéreur, que *salvo jure mulieris*. Cette explication est très plausible, car il est impossible d'admettre que la femme, préférée par Justinien aux créanciers hypothécaires, soit placée dans une condition inférieure à la leur.

P. Gide traduit de la manière suivante les mots *si exstant* : si les biens dotaux sont encore dans le patrimoine du mari. D'après lui, cette condition, exigée par Justinien, serait une conséquence très logique de cette idée que nous développerons plus loin, qu'il ne faut voir dans la loi 30 qu'une extension et une amélioration du privilège de la femme. Qu'y a-t-il de plus naturel, en effet, que d'exiger la présence effective des biens dotaux, dans le patrimoine du mari, si on veut assurer à la femme un droit de préférence sur les créanciers hypothécaires du mari. Gide invoque à l'appui de sa théorie (1) deux constitutions dans lesquelles les mots *res exstantes* sont opposés aux mots *res alienatæ*. Il n'y a rien d'exagéré à supposer, étant donnés les procédés législatifs ordinaires de Justinien, que cet empereur trouvant à son goût la L. 6, C. *de sec. nup.* (V. 9) œuvre de ses prédécesseurs Léon et Anthémius, se la soit appropriée, en partie, dans la loi 30 après l'avoir mutilée, suivant son habitude. Le mot *exstantes* s'explique alors très bien, puisqu'il était opposé au mot *alienatæ*.

La *prærogativa* de la femme est opposable à tous les créanciers du mari, le texte ne faisant ici aucune distinction entre les différentes catégories de créanciers. Un créancier hypothécaire du mari se verra donc primé, sur ces biens, par la créance de la femme. Mais là s'arrête la *prærogativa* de la femme. Elle viendra se briser contre un acheteur, un dona-

1. L. 12, § 1, C, VIII, 48, L. 6, § 3, C, V, 9.

taire, et, dans un sens plus général, elle s'évanouira en présence d'un tiers détenteur, car le texte ne parle que de créanciers.

B. — La loi 30 donnait ainsi le spectacle d'une anomalie juridique sans précédent : la *prærogativa* de la femme primait les créanciers hypothécaires du mari, même antérieurs à la naissance de la créance de la femme. Comment Justinien peut-il justifier la légitimité d'une pareille mesure ? Il dit, qu'au point de vue légal, le mari est, il est vrai, seul propriétaire de la dot : mais qu'en réalité, ce qui a d'abord appartenu à la femme, a continué à faire partie de son patrimoine. C'est pourquoi il veut lui accorder, au sujet de sa dot, une action pareille à celle que l'on a relativement à des biens propres, ou une hypothèque primant toutes les autres. On pourra ainsi, grâce à l'une ou à l'autre de ces combinaisons, assurer à la femme la plus grande garantie possible ; soit qu'on se fonde sur le droit naturel, pour lui reconnaître la propriété de ces biens, soit qu'on admette que la subtilité des lois l'a transférée au mari.

Cette théorie émise par P. Gide (1) est combattue par bien des romanistes. Ils prétendent pour la plupart, que la seconde partie de la loi 30 confère à la femme, sur les biens dotaux, à la fois un véritable droit d'hypothèque, et un véritable droit de propriété, sanctionné par la revendication. En réalité, d'après ce système, la loi 30 accorderait, d'abord à la femme une hypothèque privilégiée sur les choses qu'elle a apportées en dot : elle lui permettrait, en outre, d'exercer l'action en revendication, au lieu de l'action hypothécaire. On justifie, dans ce système, l'action en revendication par le raisonnement sui-

1. *Op cité*, page 54.

vant : la femme, par le fait qu'elle prélève les choses dotales, comme si elle en était restée propriétaire, ne courra pas le risque de se voir exposée à subir le *jus offerendæ pecuniæ*, de la part des créanciers, ayant reçu hypothèque sur ces choses.

La combinaison ainsi exposée est certainement très ingénieuse, car souvent la femme tiendra bien plus à conserver les choses dotales elles-mêmes, auxquelles peuvent se rattacher de nombreux souvenirs d'affection et de famille, qu'à en recevoir la valeur.

Mais, la femme sera-t-elle toujours exposée au *jus offerendæ pecuniæ* ? La femme reste créancière des objets dotaux eux-mêmes, et non de leur valeur quand ils n'ont pas été aliénés. Pourquoi donc serait-elle alors menacée par le *jus offerendæ pecuniæ*, qui n'a pas sa raison d'être quand il s'agit de choses *in specie* ? Nous reprochons aussi, à cette théorie, d'exiger, comme points d'appui, des distinctions que Justinien n'a pas mentionnées, et ce fait seul devrait suffire, à notre avis, pour la faire rejeter. Ainsi, l'action hypothécaire s'étend à toutes les choses dotales : mais où, dès lors, trouver le *criterium*, la pierre de touche, qui aura le don précieux de déterminer les objets sur lesquels portera l'action en revendication ? Et d'ailleurs, l'action en revendication ne peut s'étendre ni aux choses estimées, qui par le fait de leur estimation, sont devenues la propriété du mari, ni aux meubles par lui aliénés, parce qu'il avait le droit de le faire.

L'admission d'une telle théorie constituerait, d'après P. Gide, un véritable attentat aux anciens principes. Elle aboutirait, en effet, à faire considérer la femme comme propriétaire de sa dot, dans toutes les hypothèses.

Nous ne pousserons pas plus loin l'étude de cette question, qui présente surtout un grand intérêt au sujet de la validité

des aliénations du mobilier dotal, consenties par le mari seul.

Demandons-nous, maintenant, si Justinien confère à la femme un véritable droit d'hypothèque et un véritable droit de propriété.

1° Est-ce un véritable droit d'hypothèque?

Les partisans de cette théorie s'appuient surtout sur le mot « *hypothecaria*. » Mais nous avons vu, au début de l'étude de ce texte, que la faveur accordée à la femme y porte le nom de *prærogativa*, ou droit de préférence. Cette *prærogativa* lui assure une revendication privilégiée, si elle se sert de cette action, et la protège contre les créanciers hypothécaires, en lui permettant de les primer. Mais ce double avantage ne renferme pas les éléments constitutifs de l'hypothèque, que la femme n'a obtenue qu'un an plus tard, par la loi unique de *rei uxorie actione*, en l'année 530. Et d'ailleurs, Justinien, en accordant à la femme cette hypothèque ne la rattache en rien aux mesures de garantie qu'il lui avait assurées dans la loi 30. Il les fait découler, par voie de conséquence et d'analogie, des hypothèques tacites, déjà admises dans la tutelle pour la protection des mineurs.

Nous pouvons donc conclure, en disant que la *prærogativa* de la loi 30 ne change pas en un droit réel, sur les biens dotaux, la créance de la femme. Elle se borne seulement à l'entourer de nouvelles garanties, et à améliorer son privilège, de manière à lui donner la préférence, même sur les créanciers hypothécaires.

2° Les termes de la loi 30 établissent-ils au profit de la

femme, comme on l'a prétendu, un véritable droit de propriété sur sa dot? Il est évident, qu'à première vue, et si la loi 30 était une loi absolument isolée, cette opinion pourrait s'étayer sur la phrase : *quum eædem res ab initio uxoris fuerint, et naturaliter, in ejus permanserint dominio*. Mais l'ensemble des lois contenues au Digeste et au Code désavoue complètement cette théorie (1).

Il est également impossible de voir là, pour le mari, un droit de propriété sur la dot purement temporaire

Il faut, à notre avis, interpréter ce texte de la manière suivante :

Avant le mariage la femme était propriétaire de sa dot. Une fois mariée, elle ne l'est encore que par une fiction que Justinien désigne par le mot *naturaliter* : c'est-à-dire qu'alors le mari est en droit propriétaire de la dot, mais *naturaliter*. La femme n'en a pas perdu absolument la propriété, puisqu'à cette dot s'est substituée, dans son patrimoine, une créance dotale, accompagnée d'un cortège de mesures avantageuses, lui en assurant la restitution.

Cette idée que nous émettons, à tout hasard, pourrait trouver quelques points de ressemblance et de contact avec celle de notre jurisprudence actuelle, relativement à l'inaliénabilité de la dot mobilière. Elle admet, on le sait, que si, en fait, la dot mobilière est aliénable, en principe elle ne l'est pas, puisque l'hypothèque légale qui en assure la restitution est inaliénable.

En résumé, la loi 30 ne change pas la nature du droit de la femme, qui reste un droit de créance. Cette théorie trouve un

1. L. 23, C, V, 12.

point d'appui très ferme, dans une dernière considération tirée du même texte. Il ressort du début, *in rebus dotalibus, sive mobilibus, sive immobilibus, sive se moventibus... sive æstimatæ sive inæstimatæ sint*, l'abolition de toute distinction entre les choses estimées ou non, les meubles ou les immeubles. Etant donné ce nouvel état de choses, prétendre que la femme a sur ces biens, confondus désormais dans une même catégorie, un droit de propriété, appuyé par une revendication, ce serait la négation de toutes les théories de la loi *Julia*; que Justinien, loin d'abolir, a énergiquement ratifiée dans la *L. unic. § 15. C. de rei uxor act. V, 13*. Que deviendrait alors le contrat d'estimation, dont cet empereur fait tant de cas! Comment expliquer aussi que le droit de la femme ne peut s'exercer que contre les créanciers? Un droit de propriété est un droit absolu en droit romain, qui ne doit fléchir devant personne, que ce soit un créancier, ou un tiers détenteur.

Le droit de la femme n'a donc pas changé de nature, grâce à la loi 30 : c'est toujours un droit de créance.

La dot est désormais restituable dans toutes les hypothèses.

Les améliorations apportées au sort de la femme par la loi 30 n'avaient pas supprimé une grave anomalie, qui devait souvent se présenter. Nous avons vu que la restitution de la dot n'était pas toujours imposée au mari; il pouvait donc s'en suivre des résultats diamétralement opposés. En cas de survie de la femme, la restitution de la dot sanctionnait la fiction qui la faisait considérer comme n'en ayant jamais perdu la propriété.

Le mariage prenait-il fin par sa mort, la constitution de dot en avait transmis la propriété au mari! Cette *inelegantia juris* disparut à la suite des nombreuses modifications introduites

dans le droit dotal, par la constitution de l'année 530. Justinien sous-entend, par la L. *unic.* pr. et § 1 C. *De rei uxor. act.* V, 13; d'une manière générale, dans toute constitution de dot, une stipulation de restitution au profit de la femme. L'action en restitution s'appellera donc, désormais, *actio ex stipulatu*, et remplacera l'action *rei uxoriæ* : cette action *ex stipulatu* différerait profondément, toutefois, de l'ancienne action de ce nom. Elle s'ouvrait, quel que fût le mode de dissolution du mariage, et permettait, comme autrefois, à la femme d'exiger la restitution de la dot, *durante matrimonio*, en cas d'insolvabilité du mari. Dans ce cas, le mari devait la revendiquer, sinon, il s'exposait à la restituer une seconde fois, lors de la dissolution du mariage.

Les dépenses nécessaires permettent seules d'opérer des *retentiones*, qui sont garanties, si elles ont été approuvées par la femme, par l'*actio mandati*, et dans le cas contraire, par l'*actio negotiorum gestorum*. Justinien consacre ainsi l'ancien axiome, *impensæ necessariæ ipso jure dotem minuunt*. Il supprime les *retentiones propter liberos, et propter mores*, dont il exprime l'inutilité de la manière suivante. La *retentio propter mores* n'est plus nécessaire, étant donné le remède apporté à cet état de choses par les constitutions impériales. Il fait par ces mots allusion à quelques nouvelles dispositions pénales, concernant la restitution de la dot. On trouve, en effet, dans la législation romaine, depuis Constantin jusqu'à Justinien, un ensemble de mesures destinées à punir sévèrement celui des conjoints qui a répudié l'autre sans cause, ou qui a motivé, par sa faute, la répudiation.

Dans la dernière période du droit de Justinien, on trouve le résumé de ces différentes sanctions dans la nouvelle 117, cap. 8, 9, 12 et 13.

La *retentio propter liberos* n'a pas sa raison d'être, car l'af-

fection naturelle que les parents portent à l'éducation de leurs enfants doit suffire pour y pourvoir.

La faculté accordée au donateur d'obtenir la réalisation de son droit de retour, soit par une *actio in rem*, ou une action utile, ou même par une *condictio*, ne justifie plus la *retentio propter res donatas*.

Le même motif fait supprimer la *retentio propter res amotas*. Le mari trouve, en effet, dans l'arsenal des lois existantes les armes nécessaires pour se faire rendre ce qui lui est dû.

L'action nouvelle *ex stipulatu* ne pourra être intentée par le père qu'avec le consentement de sa fille, et, s'il meurt, c'est à elle seule qu'elle compétera. La femme a, désormais, la propriété exclusive de l'action *ex stipulatu*, comme elle avait autrefois celle de l'action *rei uxoriæ*, même si elle a été émancipée ou exhéredée par son père ; et, dans l'exercice de cette action, elle exclura les autres héritiers, même au-delà de sa part héréditaire.

Le mari peut invoquer l'*exceptio quod facere potest*. C'est une frêle compensation qui lui reste, en présence des avantages si considérables reconnus désormais à la femme. Le bénéfice de compétence comprend cependant à cette époque une nouvelle faveur. Justinien a étendu au mari le droit qui autrefois appartenait exclusivement au donateur, de déduire la somme jugée nécessaire pour subvenir à ses besoins (§ 7).

L'action *ex stipulatu* est désormais *bonæ fidei*, ce qui ôte toute utilité à la caution *de dolo*, qui d'habitude accompagnait la stipulation.

La dot immobilière, c'est-à-dire consistant en immeubles non estimés, doit toujours être l'objet d'une restitution immédiate ; la dot mobilière jouit maintenant d'un délai unique d'une année, qui s'applique non seulement aux quantités, mais aussi aux corps certains.

Quel que soit le mode de dissolution du mariage, la restitution de la dot pourra toujours être poursuivie, car il n'y a plus en somme de dot réceptice. Même dans l'hypothèse de la mort de la femme, le mari ne gagne plus la dot, et doit la rendre aux héritiers de la femme.

La nouvelle action en restitution de la dot peut être intentée soit par la femme, soit par ses héritiers, alors même que le mari ou ses héritiers n'auraient pas été mis en demeure.

L'édit *de alterutro*, qui imposait à la femme l'option entre le legs de la dot fait par le mari et l'action dotale n'est plus appliqué ; mais l'édit pourrait être maintenu, si le *de cujus* en avait manifesté expressément l'intention.

En résumé, si nous jetons un coup d'œil rétrospectif sur les différentes actions qui furent accordées à la femme pour exercer la reprise de sa dot, nous pouvons ainsi les analyser.

L'action *rei uxoriæ* accordait aux intérêts du mari une protection équitable, et garantissait mieux, en un sens, ceux de la femme par la reconnaissance de sa personnalité.

L'action *ex stipulatu*, action de droit strict, était dirigée contre le mari, mais pouvait aussi parfois compromettre, par l'inflexible rigueur du droit civil, les droits même de la femme, qu'elle avait pour but de protéger.

La nouvelle action *ex stipulatu* présentait en elle-même la réunion des avantages des deux autres, abolissait en principe l'édit *de alterutro* et la théorie des *retentiones*. Elle semblait donc de nature à mettre la dot à l'abri de tous les dangers qui l'avaient si souvent menacée. Car le droit de la femme trouvait encore une nouvelle protection dans la constitution de 530, qui lui accorda une hypothèque tacite et générale sur le patrimoine de son mari, prenant rang au jour du mariage.

II. — *La constitution de 530* établit, au profit de la femme, une hypothèque tacite et générale qui porta sur tous les biens du mari, et prit rang du jour du mariage. Cette hypothèque, armée naturellement du droit de suite, garantissait tous les objets apportés en dot, et permettait à la femme de les suivre entre les mains des tiers, sans pour cela les rendre inaliénables. L'action, mise ainsi à la disposition de la femme, n'était pas une action en revendication, comme dans la loi 30, mais une simple action hypothécaire, qui obéissait aux règles de cette matière.

Le tiers détenteur poursuivi pouvait opposer à la femme le bénéfice de discussion, et avait le droit de conserver le meuble dotal, par l'exercice du *jus offerendi*. Il importe, en effet, de remarquer qu'étant donnée la nouvelle inaliénabilité des immeubles dotaux, cette hypothèque garantissait uniquement les aliénations mobilières. D'autre part, cette loi n'ayant en rien abrogé les dispositions de la loi *Julia*, qu'elle ne visait pas particulièrement, les créanciers qui avaient hypothèque sur les meubles pouvaient, aussi bien que les tiers détenteurs, écarter la femme, en exerçant contre elle le *jus offerendi*. L'action de la femme était donc, dans tous les cas, en ce qui concernait les meubles, une action purement hypothécaire et non une revendication. Nous trouvons, dans cette constatation, la preuve que la loi *de rei uxoriæ actione* n'a pas changé le droit de la femme sur sa dot. Elle n'en est pas devenue propriétaire, puisqu'elle n'a pas l'action en revendication. Elle en reste, comme par le passé, simplement créancière.

En résumé, l'hypothèque créée par la constitution de 530 ne produisait pas, pour le mobilier dotal, des effets aussi considérables qu'on aurait pu le croire. Les meubles dotaux restent toujours aliénables, et la femme, en autorisant le mari

à en disposer, pourra, par là même, renoncer à son hypothèque. Le seul avantage consiste en ce qu'elle aura le droit de se faire payer, tant sur les biens propres du mari que sur les biens dotaux, existant encore en nature au moment de la dissolution du mariage. Si la femme vient en concours avec d'autres créanciers hypothécaires, on suivra la règle *prior tempore, potior jure*. Elle se verra donc primée par tous ceux ayant une hypothèque antérieure au mariage, la sienne ne prenant rang, nous l'avons vu, que du jour de la constitution de dot.

La nature de cette hypothèque et le but poursuivi par Justinien rendent très vraisemblable et très rationnelle l'inaliénabilité absolue des immeubles dotaux que cet empereur proclama dans la même constitution.

La femme se trouvant ainsi dans l'impossibilité absolue de consentir à l'aliénation, ne pouvait, par là même, renoncer à son droit d'hypothèque en ce qui concernait les immeubles non estimés. Mais d'après Demangeat (1), la loi *unic. de rei uxori. act.* ne défendit nullement à la femme de renoncer à son hypothèque privilégiée sur les immeubles dotaux; car elle conserva ce droit de renonciation en ce qui concerne les immeubles apportés en dot sur estimation, et relativement à l'hypothèque légale ordinaire de la femme sur les biens personnels du mari (2). Il en conclut, par déduction, que la renonciation devait être également permise quand des objets mobiliers ont été apportés en dot, avec ou sans estimation. « En résumé, c'est seulement le droit de la femme sur le *fundus proprie dotalis* qui, même malgré sa volonté, ou

1. Demangeat, *De la condition du fonds dotal*, page 37, 38.

2. *Contrà* de Savigny.

plutôt en dépit de sa faiblesse, doit nécessairement rester intact » (1).

3^o Le fonds dotal est désormais absolument inaliénable. Le consentement de la femme ne permet pas de transgresser cette prohibition, qui s'étend même aux fonds provinciaux.

La protection accordée à la femme par la loi *Julia* était fort incomplète, car elle ne lui concédait qu'un droit purement personnel, ne pouvant être opposé qu'aux créanciers chirographaires du mari, et non à ses créanciers hypothécaires. Même dans l'hypothèse d'une dot purement immobilière, les intérêts de la femme pouvaient être gravement compromis, si la dot consistait en immeubles, situés dans les provinces, car la loi *Julia* ne s'appliquait qu'aux fonds italiques. La dot était-elle mobilière, la femme se trouvait totalement désarmée, si le mari l'avait hypothéquée, car, là encore, la loi *Julia* était muette, et le privilège de la femme ne pouvait prévaloir contre les créanciers hypothécaires.

En ce qui concerne la lacune de la loi *Julia*, pour les immeubles situés dans les provinces (2), Heineccius a bien prétendu qu'on arrivait au même résultat d'inaliénabilité que sur les fonds italiques, en suivant des procédés différents, mais c'est, à notre avis, une hypothèse bien hasardée.

Laferrière (3) dit aussi, en parlant de Gaius, que, de son temps, les jurisconsultes doutaient si la loi *Julia de fundo dotali*, ne devait pas être étendue, des terres de l'Italie, aux fonds dotaux situés dans les provinces. Nous faisons, à cette assertion le même reproche qu'à la précédente, car aucun document sérieux ne vient la confirmer.

1. Demangeat, *op. cité*, page 37.

2. Heineccius, *Antiq. rom. Tit.*, *De usuc.*

3. *Histoire du droit civil de Rome et du droit français*, par F. Laferrière, t. 1^{er}.

La loi 30 présentait aussi de grandes lacunes, qui, trop souvent, la rendait impuissante à accorder à la femme la protection qu'elle avait eu, cependant, pour but de lui assurer. La *prærogativa* qu'elle lui reconnaissait, ne constituant, comme nous l'avons vu, ni une hypothèque, ni un droit de propriété, n'était opposable qu'aux créanciers hypothécaires du mari, et n'était pas armée du droit de suite. La femme était donc exposée deux fois à se trouver désarmée, si elle se trouvait en présence d'un simple créancier chirographaire, ou même d'un tiers détenteur. La corruption des mœurs rendait aussi fréquentes d'odieuses machinations, qui aboutissaient à déterminer les femmes à consentir à l'aliénation de leurs immeubles.

III. — La loi unic. C. de rei ux. act. V. 13, vint combler ces différentes lacunes.

1° Elle assimila, quant à l'inaliénabilité, les immeubles dotaux, situés dans les provinces, à ceux situés en Italie.

2° La femme ne put plus consentir à l'aliénation de ses immeubles. Le fonds dotal est donc, désormais, absolument inaliénable, et la sanction de cette prohibition consiste dans une nullité absolue et définitive.

L'idée d'inaliénation du fonds dotal, ainsi réalisée par Justinien, n'apparaît pas ici pour la première fois dans les constitutions de ce prince. Nous en trouvons la première éclosion dans une constitution impériale, qui précéda de deux ans la loi *rei uxoriæ*, et dont nous avons déjà parlé (1).

La réforme projetée par l'empereur aurait été incomplète si elle s'en fût tenue là : aussi, dans le § 15 *in fine* de la loi *de rei uxor. act.* interdit-il de transformer une créance d'im-

1. Conf. *suprà*, page 96. L. 29, C. *De jur. dot.*, V, 12.

meuble en une créance de somme d'argent. *In fundo autem non æstimato, qui et dotalis proprie nuncupatur, maneat jus intactum.* C'était, évidemment, la conséquence nécessaire et immédiate de la prohibition absolue d'aliéner le fonds dotal. En laissant à la femme la faculté, à l'aide d'un simple pacte, de renoncer à sa créance, sur le fonds dotal, en y substituant une créance de somme d'argent, on aurait ainsi permis indirectement au mari d'aliéner valablement le fonds dotal. Car le fonds n'avait plus cette qualité, depuis qu'il s'était transformé en une créance de somme d'argent. Le *jus intactum mulieris in fundo dotali* aurait donc été réduit à un vain fantôme, n'existant que dans la loi, et toujours prêt à s'évanouir dès qu'il était nécessaire de l'invoquer.

Nous pouvons en conclure que la *permutatio dotis ex re in pecuniam*, sur le fonds dotal, se trouva implicitement abrogée par la loi *de rei uxor. act.*, qui déclarait le fonds dotal absolument inaliénable, en prohibant tous les moyens qui eussent été possibles pour tourner cette défense.

La femme avait déjà, nous venons de le dire, une hypothèque tacite qui portait sur tous les biens du mari et prenait rang au jour du mariage. Justinien, au risque de dépasser toute mesure, privilégia cette hypothèque, en lui donnant le droit de primer, même les créanciers hypothécaires du mari, antérieurs au mariage.

Ce privilège demeure personnel à la femme et ne passe pas à ses héritiers. Ceux-ci n'ont qu'une hypothèque ordinaire.

C'est dans la loi *Assiduïs* (1), que Justinien promulgua cette nouvelle faveur. Elle était inique à un double point de vue.

1. L. 12, C., *Qui potiores*, VIII, 48.

1° Il suffisait, désormais, à un citoyen obéré et qui avait trouvé des créanciers complaisants, de se marier, pour réduire à néant toutes leurs justes tentatives, en vue de récupérer ce qui leur était dû. A partir de ce moment, le crédit des hommes mariés dépassa celui des veufs ou des célibataires, car celui qui se disposait à faire une avance à un homme marié pouvait facilement connaître la situation exacte créée dans ses ressources par la nouvelle constitution. Il n'avait qu'à prendre connaissance des *instrumenta dotalia*, et à défalquer, du total du patrimoine du mari, la valeur de la dot.

Ce mode de calcul devenait absolument irréalisable, s'il s'agissait d'un célibataire ou d'un veuf, qui, à chaque instant, pouvait se marier, sans qu'il fût possible de prévoir quelle serait l'étendue de la créance dotale.

2° Cette faveur n'était accordée qu'aux femmes catholiques. Nous trouvons là un exemple de cet ostracisme odieux, trop familier à Justinien et qui ne peut être que flétri.

Ce privilège était excessif, et il semble que son auteur se soit repenti d'être allé aussi loin. Dans la suite, il voulut y remédier, en quelque sorte, en décidant que l'aliénation de la dot serait valable, si elle était confirmée par la femme, après la dissolution du mariage.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette hypothèque privilégiée, qui, semblant s'inspirer de l'exemple du droit classique, où l'on faisait passer le *privilegium inter personales actiones* avant toutes les créances chirographaires du mari, permettait à la femme d'exercer une sorte de *privilegium inter hypothecarias actiones*. Elle n'a trait en rien aux pouvoirs du mari ou de la femme sur la dot. Elle nous apparaît cependant comme la dernière sauvegarde apportée au droit de créance de la femme, et nous servira de nouvel argument, pour étayer notre conclusion ; car une hypothèque, même pri-

viligiée, n'est que l'accessoire d'un droit et seulement d'un droit de créance.

L'ensemble des mesures que nous venons de passer en revue était de nature à dissiper toutes les craintes, et paraissait devoir assurer à la femme une sécurité parfaite pour la restitution de sa dot. Mais il ne suffisait pas de protéger la femme, pendant le mariage, contre les agissements de son mari ; il fallait encore la défendre contre sa propre faiblesse ou contre les manœuvres dolosives des tiers, pendant le temps qui pouvait s'écouler entre son veuvage ou son divorce, et son second mariage. Tel avait été, dans le droit classique, le but du sénatus-consulte Velleïen, qui protégeait la femme, en lui interdisant d'une manière générale tout acte d'*intercessio* pour autrui. Il est donc étonnant de voir, tout d'abord, Justinien continuer la série des exceptions apportées déjà au principe du sénatus-consulte Velleïen, en autorisant la femme à renoncer à ce bénéfice, lorsque, mère ou aïeule elle sollicite la tutelle de ses descendants. Il va même plus loin et refuse à la femme le droit de se prévaloir de ce sénatus-consulte, lorsque deux ans après son *intercessio*, il lui plaît de la confirmer (1).

D'après Demangeat, d'accord en cela avec Ugeux, la novelle 61 assimilait à une *intercessio*, prescrite par le sénatus-consulte Velleïen, le consentement de la femme à une hypothèque établie par le mari, sur le fonds dotal, au profit d'un tiers. Il en était de même, pour le consentement donné par la femme au mari, malgré la constitution de 530, relativement à l'altération du fonds dotal. Ces deux actes étaient désormais sou-

1. L. 22. C., *Ad. sen. Vellei*, IV. 29. La date précise de cette institution nous est inconnue.

mis à la règle de la loi 22 au Code, *ad sénat. Vell.* IV, 29. La femme pouvait les confirmer au bout de deux ans, mais à condition que le mari fût assez riche, pour qu'elle ne souffrit pas, en définitive, de l'hypothèque ou de l'aliénation par elle autorisée.

De graves abus étaient désormais à craindre ; car la femme perdait ainsi en partie la protection qui lui avait été accordée par la Constitution de 530. Ce n'est pas tout, une telle facilité accordée à la femme pour enfreindre légalement le sénatus-consulte Velléen était de nature à favoriser les intercessions pour le mari, qu'il était aisé de dissimuler. Justinien comprit alors le danger et promulgua, pour y parer, la nouvelle 134, ch. VIII. La femme malgré toute sa bonne volonté, ne pourra plus, soit en confirmant son *intercessio*, soit en la faisant constater dans un acte public, la valider en faveur de son mari. Mais, comme autrefois, la prohibition ne s'appliquera pas, lorsque l'affaire aura été conclue dans l'intérêt propre de la femme.

La nouvelle 134, ch. VIII, qu'Irnérius a reproduite dans le code de Justinien, sous forme d'extrait, et qui est connue sous la dénomination d'*Authentique, si qua mulier*, laissait à la femme le droit d'intercéder au profit de toutes personnes, autres que son mari, et les engagements qu'elle aurait ainsi contractés, devaient être exécutoires sur la dot mobilière, dont l'action *ex stipulatu* lui assurait la restitution. C'était là une fissure dangereuse dans l'édifice du régime dotal, car elle était de nature à permettre le coulage de la fortune entière de la femme. Il devait appartenir à l'esprit plus éclairé de nos jurisconsultes modernes de prévenir ce péril, en interdisant aux créanciers de la femme mariée sous le régime dotal, le droit de poursuivre le paiement sur les biens dotaux, même après la dis-

solution du mariage, des obligations consenties par la femme, *durante matrimonio*.

Il faut conclure. Nous dirons :

Les réformes de Justinien n'ont point abrogé le principe du droit ancien, que le mari est propriétaire de la dot ; elles n'ont pas changé le droit principal de la femme, qui n'a jamais cessé d'être un simple droit de créance. Mais les différentes garanties, qui, sous le nom de *prærogativa*, d'hypothèque et de privilège sont venues sous ce prince, s'attacher à ce droit de créance de la femme, en sont arrivées à un résultat tel, qu'on peut dire, qu'en fait, ce droit de créance a fini par équivaloir, pour ainsi dire, à la propriété.

L'antique formule du jurisconsulte classique, *dotis causa perpetua est*, se retrouve au début de ces lois nouvelles, il est vrai ; mais Justinien n'hésite pas à le traiter de *subtilitas juris*. Et, s'il n'ose pas le retrancher radicalement du monument juridique, il s'applique cependant, à le rendre stérile et vain, autant que faire se peut. C'est ainsi, que, tout en déclarant le mari propriétaire de la dot, il donne à la femme le droit de la revendiquer dans tous les cas de dissolution. Il serait certainement difficile de concevoir une contradiction juridique plus complète.

Quoi qu'il en soit, même dans la dernière période de la législation de Justinien, la femme n'est, en droit, comme autrefois, que créancière de sa dot. Le principe du droit n'a pas changé ; il est resté immuable : seuls, les accessoires se sont modifiés.

TABLE DES MATIÈRES

Chap. I. — Avant-propos	1
Introduction historique	4
Sources de la dot dans la législation romaine.	6
Caractère de la dot.	15
 Chap. II. — Principe de la perpétuité de la dot.	 17
Tempéraments. — <i>Legatum dotis</i>	18
Droit de retour	19
Restitution de moitié en cas de répudiation	20
 Chap. III. — Extension du divorce.	 22
<i>Cautiones rei uxoriæ</i>	23
Action <i>ex stipulatu</i> (mention)	26
Par quelle autorité fut créée l'action <i>rei uxoriæ</i>	26
Aperçu historique sur cette action.	27
Sa nature originelle	28
Caractère de l'action <i>rei uxoriæ</i>	36
La <i>conventio in manum</i> doit-elle être prise en considéra- tion pour l'exercice de cette action ?	38
Ouverture de l'action <i>rei uxoriæ</i>	40
1° Le mariage est dissous par le divorce.	41
2° Le mariage est dissous par le prédécès du mari. . .	46
3° Le mariage est dissous par le prédécès de la femme.	47
Conditions requises pour donner ouverture à l'action <i>rei uxoriæ</i>	48
Extension de cette action.	50

Tempéraments. — 1 ^o <i>Retentiones</i>	51
2 ^o Bénéfice de compétence	57
3 ^o <i>Legatum dotis</i>	58
Question des risques	60
Restitution de la dot	61
Délais	62
Conclusion de ce chapitre	66
Chap. IV. — <i>Actio ex stipulatu</i>	67
Ses caractères	68
Pacte <i>de reddendâ dote</i>	70
Chap. V. — Période d'Auguste	72
<i>Lex julia</i>	74
Son champ d'application.	77
Restitution anticipée de la dot (<i>L. Julia et Papia-Poppæa</i> .)	80
Responsabilité du mari.	81
Imperfections de la loi Julia	84
<i>Privilegium inter personales actiones</i>	86
<i>Permutationes dotis</i>	88
Aperçu sur la législation romaine sur la dot à la fin du règne d'Auguste.	91
Sénatus-consulte Velleien	92
Chap. VI. — Période de Justinien.	95
Constitution de 528	96
Loi 30, C. (Constitution de 529) <i>prærogativa</i>	97
La femme jouit-elle à cette époque d'un véritable droit d'hypothèque ?	102
Constitution de 530. — <i>Actio ex stipulatu</i>	105
Hypothèque tacite et générale	108
<i>Lex unic. C. de rei uxor act.</i>	111
Constitution de 531. Hypothèque primant même les cré- anciers antérieurs au mariage. — <i>Lex assiduus</i>	112
<i>Lex 22, C. ad. sen. Vell. IV, XXIX</i>	114
Novelle 134	115
Conclusion	116

DE LA LÉGISLATION DES MINES

DANS SES RAPPORTS AVEC LE CODE CIVIL

BIBLIOGRAPHIE

Aguillon. Législation des mines française et étrangère. Paris, 1886.

ANNALES DES MINES.

Aubry et Rau. Droit civil français.

Bédarride. Des Sociétés. Paris, 1876.

Biot. De la propriété des mines et de ses rapports avec la propriété superficielle. 1876.

Bréchignac et Michel. Résumé de la doctrine et de la jurisprudence en matière de mines. St-Etienne, 1887.

Bury. Traité de la législation des mines. Paris, 1877.

Colmet de Santerre. Cours analytique de Code civil.

Cotelle. Méthode de droit civil.

Dalloz. Recueil périodique.

Dalloz. Redevance proportionnelle des mines. Paris, 1862.

Delalleau. Traité de l'appropriation pour cause d'utilité publique.

Delangle. Traité des sociétés commerciales.

Delebecque. Traité sur la législation des mines, minières, en France et en Belgique. Paris, 1836.

Delecroix. Législation des sociétés de mines. Paris, 1878.

De Fooz. Points fondamentaux de la législation des mines et minières. Paris, 1858.

Demolombe. Cours de Code civil.

Ducaurroy. Institutes de Justinien expliquées.

Dupont. Traité pratique de la jurisprudence des mines, 1859.

Dupont. Cours de législation des mines. 1881.

Duranton. Cours de droit français.

Fenet. Recueil des travaux préparatoires du Code civil.

Féraud-Giraud. Code des mines et minières. Paris, 1887.

Guillouard. Traité du contrat de louage.

Guillouard. Traité du contrat de mariage.

JOURNAL DES SOCIÉTÉS.

JOURNAL DU PALAIS.

JOURNAL LA LOI.

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE BRUXELLES.

Krug-Basse. De la propriété des mines. Paris, 1888.

Lamé-Fleury. Ancienne législation minérale. Paris 1857.

Laurent. Code civil.

Locré. Discussion de la loi de 1810.

Lyon-Caen et Renault. Traité des sociétés commerciales. Paris 1892.

Lyon-Caen et Renault. Appendice, loi du 1^{er} août 1893. Paris, 1894.

Marcadé. Eléments du droit civil.

Merlin. Questions de droit.

Mourlon. Revue critique.

Naudier. Traité théorique et pratique sur la législation et la jurisprudence des mines, 1878.

Pardessus. Cours de droit commercial.

PASICRISIE BELGE.

Perriquet. Contrats de l'Etat.

Peyret-Lallier. Traité sur la législation des mines. Paris, 1844.

Pont. Traité du contrat de mariage.

Proudhon. Traité des droits d'usufruit.

roudhon. Traité du domaine public.

REVUE CRITIQUE de législation et de jurisprudence.

REVUE DE DROIT FRANÇAIS.

REVUE DE LA LÉGISLATION DES MINES.

Rodière et Pont. Sociétés civiles et commerciales.

Sirey. Recueil.

Splingard. Des concessions de mines, dans leurs rapports avec les principes du droit civil. Bruxelles, 1880.

Troplong. Du louage.

Troplong. Des privilèges et hypothèques.

AVANT-PROPOS

La législation des mines a traversé, en France, depuis le siècle dernier, deux phases bien distinctes, représentées, l'une par la loi du 12 juillet 1791, et l'autre par la loi du 21 avril 1810. Le point de départ, la base même de ces deux conceptions furent tout différents. La loi du 12 juillet 1791 était fortement empreinte des idées domaniales qui personnifiaient les prétentions de l'ancien régime ; mais elle reconnaissait, cependant, un droit de préférence presque formel en faveur du propriétaire du terrain sous lequel se trouve la mine. Le droit d'exploiter n'était, il est vrai, que temporaire, mais il constituait cependant un fondement de propriété suffisant pour que, quelques années plus tard, lors de la rédaction du Code civil en 1804, on le trouvât rappelé dans les art. 532, 598 et 1403.

La loi du 21 avril 1810 fut inspirée, au contraire, par les principes du droit régalien, et ne maintint plus au profit du propriétaire du fonds un droit de préférence. Faut-il en conclure que le droit nettement reconnu au propriétaire de la surface par l'art. 532 du Code civil, lui ait été dénié par cette loi ? Ce serait une erreur ; ce droit existe toujours.

En vertu de la véritable expropriation que subit désormais le propriétaire de la surface, quand la concession ne lui est pas accordée, la loi du 21 avril 1810 lui attribue, à titre d'indemnité, une redevance. Or, cette redevance, quelque minime qu'elle soit, en général, constitue bien la reconnaissance

de son droit de propriété, et d'une manière certainement plus formelle que ne le faisait la loi du 12 juillet 1791.

Quoi qu'il en soit, les principes introduits par la loi du 21 avril 1810, et aussi surtout le nouvel état de choses résultant de la création de cette redevance, devaient nécessairement avoir leur répercussion dans chacun des cas où le Code civil s'était spécialement occupé des mines. Plus d'une difficulté a donc surgi, quand il s'est agi de concilier ces deux législations, nées d'un point de départ différent. Qu'on ajoute à cela certaines prohibitions de la loi du 21 avril 1810, relatives au morcellement des mines, et on comprendra facilement l'intérêt que peut présenter l'analyse de ces différentes questions.

Nous nous proposons donc d'examiner successivement les différents points de contact de la législation des mines avec le Code civil, dans les cas prévus exclusivement par les art. 552, 598 et 1403 ; nous verrons aussi toutes les autres hypothèses où les mines peuvent faire l'objet d'un contrat, d'une action, ou pour mieux dire d'un droit, prévu et réglementé par le Code civil. Nous terminerons enfin ce travail par l'étude des sociétés de mines. Ce dernier point a soulevé, pendant longtemps, des difficultés sérieuses qui n'ont été résolues en France que par la loi du 1^{er} août 1893, et en Belgique par celles du 28 mai 1873 et du 22 mai 1886. Nous profiterons de la conformité presque complète que présentait autrefois la législation belge avec la nôtre, sur ce point, pour essayer de juger quel est, de ces deux régimes nouveaux celui qui paraît préférable.

CHAPITRE I^{er}

Historique. — Grèce. — Rome. — Droit coutumier en France. — Efforts tentés en 1789. — Loi du 12 juillet 1791. — Code civil 1804. — Loi du 21 avril 1810. — Loi du 27 avril 1838. — Décret du 23 octobre 1852. — Loi du 27 juillet 1880. — Modifications proposées aux bases de la loi de 1810. — Etude des différents systèmes : Accession. — Domanialité. — Occupation ou invention. — Droit régalien. — Adjudication publique. — Projets de loi de MM. Laur, Baihaut, Desjardins-Verckinder, Wickersheimer, Piou, Goblet. — Décret du 16 octobre 1888, relatif aux mines du Tonkin.

Les mines étaient connues des peuples de l'antiquité la plus reculée, mais ils ne prenaient pas ce mot dans la même acception que nous. Pour eux, les mines ne comprenaient que les gisements de métaux proprement dits et non ceux de minéraux combustibles. Il est juste d'ajouter que l'importance des mines de minéraux combustibles n'a pris rang, parmi les richesses, qu'à la suite des grandes découvertes industrielles des siècles modernes.

La houille, qui actuellement occupe une place si prépondérante dans la production des mines, n'était cependant pas ignorée des Grecs, témoin le traité de pierres écrit par Théophraste, où il décrit le Lithantrax, ou charbon de pierre. Mais ce combustible ne fut en usage ni à Athènes, ni à Rome, ce qui s'explique facilement, quand on songe que, même de nos jours, la majeure partie de la production de la houille est absorbée uniquement par les besoins de l'industrie, et principalement de la métallurgie, qui, autrefois n'employait que le bois.

Peu de notions nous sont parvenues sur le régime légal des différents peuples de l'antiquité. Xénophon et Démos-

thènes seuls nous fournissent quelques détails sur les règles en usage en Grèce.

A Athènes, les mines appartenaient à l'État, qui, à l'origine, les exploitait directement lui-même; c'est ce qu'il fit pour les mines d'argent du Laurium et les mines d'or de l'île de Thasis, et de Spacte-Hyle. Plus tard, il les loua à des fermiers, moyennant une redevance annuelle du vingt-quatrième du produit brut. C'était là un des principaux revenus de la république. Le droit de bail, une fois concédé, était perpétuel et soumettait le preneur, en plus de la redevance annuelle, à payer, à titre de droit de concession, un talent et demi. Mais, en revanche, il était exempté de la taxe du revenu. Le caractère de perpétuité attaché aux concessions permettait de les transmettre par héritage, vente, ou tout autre mode de transfert légal. Les concessions étaient délimitées avec soin, ce qui n'empêchait pas, entre les concessionnaires voisins, des procès si nombreux, qu'on fut obligé d'instituer des tribunaux spéciaux, composés uniquement d'experts en cette matière.

Les impositions qui grevaient, à l'origine, les concessionnaires, étaient sans aucun doute fort lourdes, puisqu'à l'époque de Démosthènes (environ 385 av. J.-C.) l'État prit l'initiative, pour encourager l'industrie minière, de les restreindre dans une notable proportion. Mais de nombreuses révoltes des esclaves, qui constituaient les seuls ouvriers alors employés dans l'exploitation, vinrent arrêter, à différentes reprises, la production des mines de l'Attique, dont Strabon constatait la ruine quelques années avant J.-C.

Un résultat aussi fâcheux se serait-il produit si l'État Athénien n'avait pas pratiqué ce que nous appelons aujourd'hui la domanialité des mines? Il est permis d'en douter.

A Rome, un certain nombre de lois sur les mines sont rap-

portées au Digeste et dans les codes de Théodose et de Justilien. Mais les littérateurs et les historiens nous donnent des renseignements plus complets sur cette matière. La table d'Alfrustrel dont la découverte est récente, a permis aussi de combler plus d'une lacune à ce sujet.

Le droit usité à Rome, pour les mines, fut tout différent de celui d'Athènes, à l'origine. Les mines faisaient partie intégrante de la propriété superficielle. Le propriétaire pouvait donc les exploiter, en vertu de son seul titre, sans avoir besoin de recourir à aucune autorisation. Nous trouvons une application de ce principe dans la loi 9, § 3, D. VII, 1, *de usufructu et quemadmodum*. Elle prévoit le cas où des mines viennent d'être découvertes dans un fonds, qui a été l'objet d'un usufruit par suite d'un legs, et décide que l'usufruitier aura la jouissance de ces mines, à condition que son droit d'usufruit porte sur le fonds tout entier. Elle justifie plus loin cette décision, par cette considération que la mine est nécessairement comprise dans le legs d'usufruit, puisqu'elle ne peut être séparée du fonds lui-même. Elle constitue en effet un *incrementum latens*, dans toute l'acception du terme (1). La mine était, alors, si peu distincte du fonds, que tous les droits d'usufruit, de gage, ou d'hypothèque, qui pouvaient grever la surface, atteignaient aussi la mine. Quoi qu'il en soit, l'exploitation des mines, dans l'Italie proprement dite, ne prit jamais une grande extension. On peut attribuer cet état de choses, à ce que l'Italie ne renfermait, en fait de mines, que des gisements de soufre et d'alun, et que le commerce et l'industrie ne furent jamais à Rome, comme à Carthage, l'objet d'une grande faveur.

Les provinces conquises par les Romains renfermaient souvent des mines d'une richesse considérable, qui furent frap-

1. Dans le même sens, L. 13, §, 5 *eod. titul.*

pées à l'origine d'une redevance, au même titre que les autres parties du sol provincial. Était-ce là une mesure qui avait pour point de départ une prétention de l'Etat romain à se considérer comme propriétaire du tréfonds minéral, dans toutes les parties du territoire, auxquelles le *jus italicum* n'avait pas été accordé? Nous ne le pensons pas, car le sous-sol, comme la surface, restaient en réalité aux mains de leur premier possesseur, sous le *dominium* du peuple romain. Il n'y avait donc, jusqu'alors, aucune distinction établie entre le fonds et le tréfonds, qui considérés tous deux comme étant les éléments d'une propriété indivisible, étaient naturellement soumis au paiement de la même redevance. Mais il n'en fut plus de même à l'avènement des empereurs qui voyant dans les mines une source incalculable de richesses, se réservèrent la police des mines, et le droit de donner, refuser ou modifier le pouvoir de les exploiter (1). A partir de ce moment, le dixième du produit de l'exploitation était prélevé par le fisc (2), et, de plus, si la mine n'était pas exploitée par le propriétaire du fonds, ce dernier avait droit, aussi, à une redevance d'un dixième.

C'était bien là l'introduction du droit régalien, qui sous Tibère alla jusqu'à attribuer à cet empereur la propriété des mines d'or qui se trouvaient dans les fonds de Sextus Marius.

Les principes du droit romain appliqués aux mines situées dans les Gaules, survécurent, sans doute, au choc des invasions barbares, car on constate que sous Charlemagne elles constituent un droit régalien (3).

Les édits réclament, en effet, pour l'Etat la propriété des mines, non seulement de celles dont on connaît l'existence,

1. L. L. 2, 8, 13, C. Théod. *de metall.* L. L. 4, 3, 6, C. Justin. *eod. tit.*

2. L. L. 3 et suiv., 10 et suiv. C. Théod. *eod.* L. L. 4 précitée et suiv. C. Just. *eod.*

3. Merlin, *Quest. de dr. mines*, § 4.

mais encore de celles qui seraient découvertes par la suite. Depuis cet empereur, jusqu'à Charles VI, on ne trouve aucun acte, ayant trait aux mines.

Ce prince, en 1415, rendit une ordonnance qui fut confirmée par son successeur Charles VII, sanctionnant le principe de la domanialité, par l'attribution au roi du dixième du produit des mines. Cet édit avait aussi pour but de substituer le roi aux seigneurs, dans l'attribution de cette taxe. En 1471, par l'édit de Montil-lès-Tours, Louis XI, après avoir accordé quelques avantages à ceux qui exploitaient les mines, (exemption de tout impôt pendant vingt ans, et acquisition de plein droit de la naturalisation), imposa de dures conditions, que rien ne semblait justifier, aux propriétaires dont les fonds recélaient des mines. Ils devaient, dans les quarante jours, les déclarer, sous peine de déchéance, pendant dix ans, du produit qu'ils auraient pu en retirer (1).

Durant toute cette époque, l'exploitation était libre, en ce sens que, sans aucune formalité, le premier venu pouvait se livrer à l'industrie minière, sous la seule condition de payer à la couronne le dixième du produit et d'indemniser les propriétaires des terrains. Mais, il n'en fut plus de même à partir de Henri II, qui, par une ordonnance rendue le 30 septembre 1548, concéda les mines de tout le royaume à un seul particulier, avec une étendue, ou plutôt une exagération de droit telle qu'au droit régalien semble vraiment s'être substitué un droit domanial. Cette ordonnance qui présentait un caractère absolument exorbitant, fut cependant confirmée par la déclaration du 6 mars 1549, et cette charge inqualifiable subsista jusque sous Louis XV. Le concessionnaire unique et privilégié fut alors remplacé par une compagnie investie des mêmes droits.

1. Regnault d'Epercy, rapport sur la loi des 12, 28 juillet 1791.

L'ordonnance de mai 1680 reconnut au propriétaire le droit d'exploiter les mines, qui se trouvaient dans son fonds. Mais elle disposa, que, sur son refus de les mettre en valeur, l'exploitation serait concédée à d'autres, sous la condition de payer au propriétaire une indemnité d'un sol par chaque tonneau de minerai de 550 livres pesant.

Sous Louis XIV, le 13 mai 1698, un arrêt du conseil apporta dans la législation spéciale des mines de charbon une profonde modification. Le monopole exclusif, en faveur d'un seul concessionnaire, fut définitivement aboli, et les propriétaires de la surface purent exploiter librement leurs mines de charbon, sans autorisation préalable. Mais le monopole subsista pour les autres mines jusqu'en 1722, époque où un édit le conféra encore à une compagnie pour 30 ans, sauf pour les mines de fer.

Il est facile de deviner quel fut, pour toute la France, le résultat d'une telle organisation. Le monopole atrophiait tout esprit d'initiative personnelle et ne servait qu'à favoriser les intrigues de quelques courtisans. Les simples particuliers, possesseurs de mines, en étaient rapidement arrivés à la ruine, et l'avenir des exploitations était lui-même gravement compromis.

Les différentes tentatives du régime royal pour parer au danger, ne furent, en général, inspirées que par un esprit d'incapacité notoire, ou par un ostracisme toujours imbu des anciennes idées régaliennes. Cette situation, déjà si précaire, était chaque jour menacée davantage par les nombreux abus et les exactions restées célèbres, qui devaient fatalement entraîner la chute du régime royal. Ajoutons, enfin, que jusqu'en 1789, les droits des seigneurs, reconnus par quelques coutumes, venaient entraver à la fois les droits du propriétaire et ceux de la société.

On comprend donc facilement qu'en 1791, époque mémo-

nable, où se confondaient dans le creuset des réformes les anciennes institutions, de nombreuses adresses aient appelé l'attention de l'Assemblée Constituante, sur les innovations à introduire dans le régime des mines et minières du royaume. Cet appel qui mettait en cause tant d'intérêts vitaux du pays fut pris en considération par cette Assemblée infatigable. Elle confia à ses comités de constitution, des finances, des impositions et des domaines l'élaboration d'un projet de loi sur cette matière. M. Regnault d'Epercy, député du Jura, fut nommé rapporteur.

Différentes théories s'étaient déjà fait jour sur la question des mines. Nous nous bornerons à en dire quelques mots.

D'après Adam Smith (1723-1790), il ne fallait pas, comme on l'avait fait jusqu'alors, sacrifier à propos de la concession des mines, les droits sacrés de la propriété privée, à l'intérêt prétendu du revenu public. Quant aux redevances, il s'élevait contre l'exagération de leur taux, dont le résultat était de ruiner les concessionnaires.

Turgot était d'un avis opposé, en ce qui concernait les prérogatives à accorder à l'inventeur. Il niait le pouvoir du propriétaire de la surface à conserver la propriété exclusive des matières souterraines, dont il ignore si souvent la présence, et soutenait qu'aucune raison de droit, ni même d'équité, ne l'autorise à s'en prévaloir. Il s'élevait aussi contre le droit que le souverain prétend exercer sur les mines, en disant que les matières souterraines n'appartiennent à personne, jusqu'à ce que le terrain soit fouillé. Ce n'était donc qu'à titre d'occupation qu'on peut en acquérir la propriété : et c'était seulement en vertu de ce principe que le propriétaire qui fouille son fonds s'en rend maître. Chacun avait donc le droit d'ouvrir la terre dans son bien, et de pousser des galeries

sous le terrain d'autrui, sous la seule condition de prendre les précautions nécessaires pour garantir de tout dommage la propriété de la surface. On pouvait même, à l'aide d'une galerie, devenir premier occupant, et, par suite, propriétaire des richesses minérales situées sous le fonds d'autrui.

D'après Mirabeau, les mines devaient être à la disposition de la nation, en ce sens que c'était à la nation de les concéder d'après des règles particulières. Mais il ne lui reconnaissait pas le droit de les vendre ou de les faire administrer pour son compte, ou de les régir à l'instar des biens domaniaux, ou même de les concéder arbitrairement. La nation dans l'exercice de son droit de concession devait veiller :

1^o A ce que le propriétaire exploitant fût maintenu, car agir autrement eût été continuer les iniquités de l'ancien régime ;

2^o A ce que le propriétaire, qui veut exploiter, soit favorisé par un droit de préférence.

L'intervention de Mirabeau prévalut, et c'est d'elle que naquit la loi de 1791.

Loi du 12 juillet 1791. — On peut réduire aux propositions suivantes les traits distinctifs de ce premier essai de loi sur les mines.

Les mines et les minières furent mises à la disposition de la nation, dans le sens qu'avait précisé Mirabeau. Celles qui pouvaient être exploitées, ou à tranchée ouverte, ou avec fosse et lumière, jusqu'à cent pieds de profondeur seulement, n'étaient pas visées par la loi et pouvaient être exploitées librement par le propriétaire de la surface, sans aucune formalité ou demande de concession. Dans l'hypothèse contraire, les propriétaires de la surface devaient être indemnisés, par le paiement au double de la valeur intrinsèque du sol, servant à l'exploita-

tion proprement dite, ou dont ils se trouvaient désormais dans l'impossibilité de jouir. La durée des concessions était limitée à une durée maxima de 50 ans. Le choix du concessionnaire était laissé à l'État, sauf dans l'hypothèse où le propriétaire de la surface la revendiquait, et seulement si son fonds présentait une superficie suffisante pour pratiquer l'exploitation.

La loi de 1791 constituait un ensemble d'efforts et d'intentions louables pour assurer à l'exploitation des mines des garanties qui jusque-là lui avaient fait défaut. Mais, comme il arrive souvent, il faut plus d'une tentative pour arriver à une perfection même relative. La loi de 1791 était defectueuse à plusieurs points de vue.

Le droit de concession était autrefois, nous l'avons vu, monopolisé ; en l'attribuant aux exploitants pour une durée de 50 ans, les législateurs de 1791 crurent avoir pris un moyen terme entre la rigueur du passé et les abus qu'une liberté illimitée, dont on ignorait encore les effets bienfaisants, devait donner lieu de craindre. Mais cette limitation ne pouvait produire que de mauvais résultats. S'agissait-il d'un gisement encore inexploité, bien des travailleurs de mérite hésitaient devant l'entreprise ; car ils étaient exposés à n'atteindre la rémunération de leurs travaux, et de leurs sacrifices, qu'au moment trop rapproché de l'échéance fatale, qui devait les priver de la concession. La mine concédée était-elle à ce moment en bonne voie ? Les exploitants n'avaient qu'un but : lui faire produire le plus possible, et avec le moins de frais, négligeant les travaux coûteux, qui, cependant, dans toutes les entreprises de ce genre, constituent les seules garanties de l'avenir. A l'expiration des 50 ans, la mine devait être fatalement soit épuisée, soit ruinée ; mais que leur importait !

On pouvait aussi reprocher à cette loi la trop grande étendue des concessions qu'elle autorisait, et qui devait être un

obstacle à l'exploitation de bien des mines. Son art. 6 renfermait également une injustice flagrante dans la faculté reconnue aux propriétaires du sol de se substituer à ceux qui jouissaient déjà de concessions perpétuelles, en les expropriant.

Le droit des anciens concessionnaires perpétuels était, aussi, outrageusement violé par la restriction du terme de 50 ans, apportée à l'exploitation de leurs mines. Plusieurs des articles de cette loi présentaient, en outre, une rédaction tellement ambiguë et vicieuse que leur application était de nature à faire naître bien des difficultés. Ajoutons, pour en finir, que la loi de 1791 offrait une grave lacune. Elle n'établissait aucune classification des masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existantes à sa surface.

Une instruction du 8 messidor an IX (7 juillet 1801) émanée de l'administration de l'intérieur, alors préposée à la direction des mines, eut pour but de remédier en partie à cet état de choses. Elle constitue un vrai commentaire de la loi de 1791.

Quelques années plus tard, en l'an XII (1804), fut promulgué le Code civil. Il définissait dans les art. 544 et suiv. la propriété, et l'étendait aux produits naturels et industriels de la chose. L'art. 552 disait : « la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Le propriétaire peut faire, au-dessus, toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police. » Cette nouvelle disposition confirmait le principe posé par la loi de 1791 ; car c'était une reconnaissance formelle, bien qu'implicite, du droit du propriétaire du sol. Mais quelle devait être exactement la portée de l'art. 552 ?

D'après certains auteurs (1), on trouvait dans l'art. 552 le

1. Loaré, t. 9, p. 162.

principe que les mines étaient des propriétés privées. Ils invoquaient à l'appui de leur raisonnement les art. 537, 538 et 539 du C. civ., où le législateur, n'ayant pas fait figurer les mines dans l'énumération des propriétés publiques il s'en suivait qu'on devait, à juste titre, les considérer comme des propriétés privées.

Mais il y avait là, à notre avis, une erreur ; car, ne l'oublions pas, l'art. 552 a eu soin de spécifier une restriction importante au droit de propriété, par ces mots : « sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines. » N'est-ce pas là une preuve bien significative que loin de vouloir déroger à la loi de 1791, le législateur a tenu au contraire à en imposer la sanction (1) ? Quant à l'argument tiré des art. 537 et suiv. on peut y répondre d'abord que rien n'indique que leur énumération soit limitative ; tout semble même prouver le contraire ; et qu'enfin, le législateur trouvant sans doute qu'en ce qui concernait les mines la loi de 1791 renfermait déjà des explications suffisantes, il n'avait pas jugé nécessaire d'y revenir.

Quoi qu'il en soit, la loi de 1810 qui a formé, jusqu'à présent le vrai code des mines, n'allait pas tarder à paraître, et ne devait pas tenir grand compte de l'art. 552 du Code civil.

La loi de 1810 fut l'objet d'une longue élaboration. L'origine de ses travaux préparatoires remonte au 4^{er} février 1806. En 1808 un projet de loi sur les mines fut soumis au Conseil d'État ; il reposait sur le principe que la propriété des mines n'appartenait à personne. C'était enlever au propriétaire du sol un droit qu'il tient de la nature, et que les lois avaient toujours reconnu, tout en le restreignant dans l'intérêt de la

1. En ce sens : Merlin, *Quest. de dr. Voy. Mines.*

société. Napoléon combattit vivement le nouveau principe, qui dérogeait au Code civil, dans un point d'une importance extrême, puisqu'il s'agissait de dépouiller les propriétaires. A ne consulter que le droit strict du propriétaire du sol, on aurait dû donner au maître la faculté d'exploiter ou de ne pas exploiter. L'intérêt public exige que l'on restreigne le pouvoir absolu du propriétaire, mais ces restrictions ne peuvent aller jusqu'à dépouiller le propriétaire, « sinon, disait l'Empereur, il n'y aurait plus de propriété » (1).

Le principe que défendait l'Empereur avec tant d'énergie prévalut. Toutefois, la loi nouvelle du 21 avril 1810 s'écarte en un point essentiel de la législation de 1791. Elle ne reconnaît plus au propriétaire le droit d'exploiter librement jusqu'à cent pieds, ainsi que la faculté d'exploiter à une plus grande profondeur, en vertu d'une permission qui ne pouvait lui être refusée.

La loi de 1810 a eu pour but de résoudre les difficultés si nombreuses que suscite, à chaque instant, la réglementation de l'exploitation des mines, considérée au double point de vue de l'intérêt public et de l'intérêt privé. Désormais, les mines, au lieu de constituer des propriétés publiques, susceptibles d'une concession purement temporaire (loi de 1791) sont des propriétés privées, revêtues à ce titre d'un caractère de perpétuité et de transmissibilité (L. 21 avril 1810, art. 5 et 7). Une propriété nouvelle naît de l'acte de concession ; mais cette propriété ne jouit pas de l'ensemble des avantages qui en sont, en général, l'apanage. Car elle ne peut être vendue par lots ou partagée, qu'en vertu d'une autorisation du Gouvernement (art. 7). Les droits du propriétaire de la surface, non bénéficiaire de la concession, sont désormais déterminés par l'acte

1. Séance du Conseil d'État du 8 avril 1809. Loqué, t. IV, p. 267.

de concession, sous forme d'une indemnité, à laquelle il a droit, par le seul fait de l'exploitation souterraine (art. 6).

C'est là un exemple unique dans nos lois d'une rente immobilière et la Cour impériale de Lyon a même jugé avec raison (1), que la redevance ne perdrait pas le caractère immobilier qui lui est propre, lors même qu'elle se trouverait séparée de la superficie, par une aliénation quelconque.

Le propriétaire de la surface n'a plus à justifier, comme autrefois, de dommages éventuels, qui peuvent résulter pour lui, de l'exploitation souterraine, pour avoir droit à l'indemnité. Tout en constituant une redevance fixe, cette indemnité peut d'ailleurs se cumuler avec les dommages-intérêts, qu'il est en droit d'exiger du concessionnaire, en vertu du principe général posé par l'art. 1382 du C. civ., pour les dégâts causés à sa propriété, soit par des affaissements, soit, d'une manière générale, par tout ce qui est une conséquence des travaux de l'exploitation. C'est un devoir, en effet, pour le concessionnaire, de prendre dans la mise en valeur de la mine, toutes les précautions possibles pour garantir la solidité du terrain et des édifices qui la recouvrent (2). Il a même été jugé dans ce sens qu'il peut être condamné à faire exécuter tous les travaux préventifs jugés nécessaires, pour prévenir toute cause de dommages (3). Il convient cependant de remarquer qu'en cas de préjudice causé à la surface, par les travaux intérieurs de la mine, on doit chercher dans le droit commun la base pouvant servir à évaluer l'indemnité à payer. L'estimation du dommage causé sera donc fixée seulement au simple et non au double. Cette question a, toutefois, été vivement controversée (4). Nous nous contentons de l'indiquer ici.

1. 9 janvier 1837.

2. Demolombe, IX, 650.

3. Req. rej. 15 mai 1864, Sir., 1864, 1, 959.

4. Aubry et Rau, § 223, note 33.

Le caractère de propriété incommutable, reconnu aux mines par la loi de 1810 ne permet plus, comme sous l'empire de la loi de 1791, le retrait des concessions, pour cessation des travaux pendant un an.

Désormais les droits des anciens propriétaires de concessions deviennent incommutables, à charge d'acquitter les différentes redevances imposées par la loi.

La loi de 1810 confère au gouvernement une latitude absolue dans le choix du concessionnaire. Aucun droit de préférence n'est reconnu, ni à l'inventeur de la mine, ni au propriétaire de la surface, ni au demandeur en extension. Le premier n'a droit qu'à une indemnité que fixe le Gouvernement, et qui est à la charge du concessionnaire. Quant au second, la redevance seule lui est acquise en droit.

Le droit de propriété, créé par l'acte de concession est un droit absolument différent de celui qui existe sur la surface du fonds, en ce sens qu'ils sont indépendants, l'un de l'autre. Mais sauf la restriction que nous citons plus haut, apportée au droit de vente par lots, ou de partage, la mine renfermant tous les attributs de la propriété est passible des mêmes droits juridiques. On lui en applique donc les principes généraux pour la vente, la location, l'hypothèque, la prescription et tous les autres modes de disposition.

En vertu de son seul titre, le concessionnaire est autorisé à faire, même à la surface, tous les travaux nécessaires à l'exploitation de la mine ; toutefois dans ce cas il doit payer au propriétaire du sol une indemnité réglée au double de la valeur qu'aurait produit le terrain endommagé. Il peut même être contraint à l'acquérir au double de sa valeur, lorsque l'occupation a duré plus d'une année, ou lorsque, après la cessation des travaux, il n'est plus susceptible d'être mis en culture (Loi de 1810, art. 43 et 44).

Le droit d'ingérence que s'est réservé l'État dans l'exploitation des mines a pour but de prévenir, en vue de l'intérêt public, toute extraction de nature à compromettre la richesse même du gisement minéral, et d'assurer la sécurité des propriétés de la surface. Il est aussi destiné à prévenir les accidents les plus graves, et les plus à redouter, et enfin à sauvegarder l'existence des ouvriers attachés à l'exploitation.

Outre la redevance à payer au propriétaire de la surface, le concessionnaire doit encore en acquitter deux autres vis-à-vis de l'État, l'une fixée à 0,10 c. par hectare, et l'autre proportionnelle au produit net de l'exploitation, mais qui ne peut dépasser 5 p. 100 de ce produit (art. 33, 34). Il pourra être fait un abonnement pour ceux des propriétaires des mines qui le demanderont (art. 35). Il sera imposé, en sus, un décime par franc, lequel formera un fonds de non-valeur, à la disposition du ministre de l'Intérieur, pour dégrèvement en faveur des propriétaires de mines qui éprouveront des pertes ou accidents (art. 36).

Le rapide aperçu auquel nous venons de nous livrer, nous a montré que le gouvernement s'était réservé un véritable droit draconien dans l'attribution de la concession. Ce n'est pas tout. Déjà par l'art. 49 de la loi de 1810, il s'était implicitement attribué la faculté d'exercer le retrait de la concession, « si l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique, ou les besoins des consommateurs ». Postérieurement une loi promulguée le 27 avril 1838, régla les formalités, relatives au retrait du droit de concession, dans le cas d'inondation d'une mine, si le concessionnaire se refusait à la fois à conjurer le fléau et à payer les taxes établies pour y remédier. L'article 6 de cette loi prévoit même, en les réglant, les suites du retrait de la concession.

Enfin, un décret paru le 23 octobre 1852, conféra au gouvernement le même droit lorsque la réunion de plusieurs mines, en une seule main, fait craindre un monopole dangereux pour les industries et les particuliers.

D'autres modifications ont été apportées successivement à la législation des mines depuis cette époque, notamment par la loi du 27 juillet 1880. Mais les principes mêmes de la loi de 1810 en eux-mêmes, et aussi dans les rapports qu'ils peuvent avoir avec le Code civil n'ayant en rien été changés par ces innovations qui ne portent, en réalité, que sur des points de détail, nous nous croyons, par là, suffisamment autorisés à les passer sous silence.

Nous jetterons au contraire un coup d'œil, sur les différents systèmes qui se sont fait jour, au cours de ce siècle, en ce qui concerne la propriété des mines considérée au point de vue économique et social. Nous analyserons aussi, rapidement, les différents projets de loi dont a été saisi le gouvernement depuis 1880, et qui ont tous eu pour but de modifier le point de départ et la base de la loi de 1810.

Nous verrons ainsi, dans l'ordre chronologique, le projet de loi de M. Laur, celui de M. Baïhaut, celui de M. Desjardins-Verkinder, celui de M. Wickersheimer et enfin celui plein d'actualité de M. Goblet.

Les juristes et les économistes ont ramené à quatre les différents systèmes pouvant être appliqués à la propriété des mines et devant régir les différents cas d'exercice de ce droit.

I. — *Système de l'accession.*

Dans un premier système, le droit d'accession suffit à lui seul à faire considérer le dessous du sol, *usque ad inferos*, comme une dépendance de la surface. Ce système, appelé système de l'accession, a eu pour défenseurs Merlin et Quesnay. Il diffère profondément des autres, qui n'admettent aucune corrélation légale entre la propriété du sol et le droit d'exploiter les substances minérales situées au-dessous. On le trouve appliqué en Angleterre, et on s'explique ainsi comment il s'est étendu aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Il est également en vigueur en Russie, mais seulement pour les domaines susceptibles de la propriété privée plénière. Notons, cependant, en ce qui concerne l'Angleterre, un mouvement actuellement assez prononcé, en connexité sans doute avec les réformes agraires qui s'y imposent à brève échéance, tendant à apporter certaines restrictions au droit absolu du propriétaire du sol, en vue des nécessités de l'exploitation des mines.

Les critiques, dont ce système est l'objet, sont nombreuses. On lui reproche notamment, de n'avoir d'autre base qu'une pétition de principes. En effet, personne ne conteste que l'accession ne confère au propriétaire d'une chose un droit de propriété sur les accessoires de cette même chose. Mais en vertu de quelle règle ou de quel droit le tréfonds doit-il être considéré comme un accessoire de la surface? Est-il impossible de concevoir plusieurs propriétés superposées? Non certainement puisqu'il n'est pas rare de trouver des maisons construites sur un terrain n'appartenant pas à leur propriétaire, et même dans le centre et dans le midi de la France des immeubles dont chaque étage appartient à un propriétaire différent. Le tré-

fonds semble certainement présenter encore moins de dépendance avec la surface ; car en somme, il ne s'y rattache en rien. On ne peut nier d'ailleurs que le mot « accession » évoque l'idée d'un droit préexistant, auquel est venu s'en adjoindre un autre, à titre d'accessoire. Or, ici, quel est le droit qui a existé le premier ? Aucun doute n'est permis à cet égard, car la science nous répond sans hésitation que la formation des mines est bien antérieure à celle du sol que nous cultivons et que nous habitons.

L'application rigoureuse des principes de l'accession en matière de mine devrait donc conduire logiquement à ce résultat bizarre d'attribuer par voie de conséquence la propriété de la surface au propriétaire de la mine, ce qu'aucun esprit raisonnable ne peut admettre.

Le système de l'accession n'aboutit d'ailleurs, en réalité, qu'à une véritable utopie, comme l'a fait remarquer avec son éloquence bien connue Mirabeau en 1789, dans un de ses derniers discours. Outre le morcellement considérable qu'il entraînerait forcément dans l'exploitation, il donnerait lieu aussi, entre les exploitants, à des rencontres souterraines, qui en plus des dangers qu'elles présenteraient au point de vue de l'exploitation, seraient une source d'interminables procès. Enfin, comme l'a dit M. Héron de Villefosse (1), si le propriétaire d'un terrain a le droit d'exploiter à son gré, les portions du gîte qui se montre sous sa propriété, il est facile de démontrer par le raisonnement et par l'expérience, qu'il sera bientôt arrêté. Il ne tardera pas, en effet, à être hors d'état de continuer ces travaux précaires, tant parce que le gîte sort tout à coup de son terrain pour passer sous celui d'un autre propriétaire, que parce qu'il convenait d'attaquer le gîte d'après

1. Héron de Villefosse, *De la richesse minérale*.

sa disposition naturelle, en des points situés hors de toutes les propriétés, où il s'en est montré quelques portions au jour.

La conclusion de M. Héron de Villefosse frappe à la fois par sa justesse et sa précision, quand il ajoute : « Un propriétaire de terrain, en attaquant à son gré les affleurements des gîtes de minerais, parce qu'ils paraissent sur son terrain, rend bientôt l'exploitation impossible, de telle sorte, qu'avec un pareil système, il n'y a plus que désordre amenant la ruine des exploitations et le gaspillage des minerais. »

II. — *Système de la Domanialité.*

Dans un second système, on considère l'État comme le seul propriétaire des mines. Il est donc libre d'en disposer, avec la même latitude que s'il s'agissait d'un bien domanial. Il peut les concéder, comme bon lui semble, soit à perpétuité, soit à temps, et sous telles conditions qu'il lui plaît de convenir avec l'exploitant. Le principe de la liberté des conventions trouve ici un vaste champ d'application. En vertu du point de départ qui assimile dans ce système les mines aux biens domaniaux, l'État n'est même pas obligé d'accorder des concessions et peut exploiter lui-même, s'il y croit trouver plus d'avantages. On trouve ces principes appliqués dans la législation de 1874 du grand-duché de Luxembourg, relative aux gisements de minerais de fer du canton d'Esch, et aussi dans la loi japonaise de 1873, mais sur une moins grande échelle. Ce système qui figure parmi les revendications socialistes et communistes avait eu déjà pour adepte, à l'Assemblée Constituante Regnault d'Epercy. Il a été développé, de nos jours, par Charles Comte dans son étude *De la propriété*. Il assimile aux rivages de la

mer, aux ports et aux fleuves qui ne sont jamais tombés dans le domaine des particuliers et font partie du domaine de l'État, les mines, quand personne ne se les est encore appropriées. Sa théorie a pour point de départ l'idée suivante : si tout ce qui ne passe pas au moyen du travail, dans le domaine des particuliers reste dans le domaine public, il est évident que les matières souterraines continuent de faire partie du domaine national. Il en résulte que la nation peut les faire exploiter dans son intérêt, sans qu'aucun de ses membres puisse se plaindre qu'il est porté atteinte à sa propriété, si, en effet, l'exploitation n'est pas une cause de dommage pour aucune propriété privée.

La doctrine de M. Charles Comte est facile à réfuter. Il est en effet bien évident que si les simples particuliers ne peuvent prétendre à la propriété des rivages de la mer, des ports et des fleuves, c'est uniquement par ce qu'une nécessité absolue, dont le fondement réside dans une raison d'ordre public, ordonne une telle solution. Cette excuse, qui dans ce cas fait loi, disparaît en ce qui concerne les cours d'eau qui ne sont ni navigables, ni flottables ; l'État ne peut donc en aucune manière prétendre y exercer un droit quelconque. Tels sont certainement les vrais principes de la matière. Or il est impossible, en ce qui concerne les mines, de trouver le moindre point de rapprochement capable d'autoriser, par voie d'analogie, non seulement l'ingérence de l'État, mais la reconnaissance à son profit d'un droit de propriété, qui ne serait autre chose que la violation du principe le plus sacré. En effet, les mines n'ont pas de destination publique, et personne ne pourrait prétendre qu'elles soient affectées à l'usage commun de tous les citoyens. Ce n'est qu'après des recherches souvent longues et dangereuses, toujours coûteuses, qu'elles commencent à rétribuer dans une faible mesure l'explorateur qui a eu le courage d'entreprendre

de tels travaux. Quoique les produits des mines occupent chaque jour un rang plus important parmi les richesses d'un pays, ils sont loin de servir à toutes les industries. S'ils contribuent, enfin, au bien-être et à la prospérité de la nation, n'est-ce pas au même titre que tous les produits naturels, et surtout que ceux de la terre. Il faudrait donc, pour être logique avec soi-même, dans un tel système, déclarer que la terre est, elle-aussi, une propriété domaniale !

C'est surtout dans le passé, qu'on trouve les racines de la domanialité. Elle est née des abus de la puissance féodale, et des prétentions du pouvoir absolu.

Comme l'a dit fort bien M. Jacques Piou (4) : « Quand la Sorbonne et le Parlement déclaraient le roi propriétaire des biens de ses sujets, quand Louis XIV, fort de leurs avis, écrivait dans ses instructions au Dauphin : « Tout ce qui se trouve dans l'étendue de nos États, de quelque nature qu'il soit, nous appartient au même titre, » c'était le vieux principe de la domanialité qui les inspirait. Les économistes ont repris depuis la thèse des légistes, et l'État a remplacé le Roi ; les socialistes sont venus ensuite, et le peuple a remplacé l'État ; mais Roi, État, Peuple, tous sont sans droit sur les mines ; les revendications exercées en leur nom sont de pures usurpations ».

La règle doit, en effet, être la même pour tous : la collectivité peut bien avoir son domaine propre, mais elle ne l'a qu'à la condition de prouver, comme tout autre possesseur, la légitimité de sa possession. Le système de la domanialité ne semble donc pas plus facile à justifier que le précédent. En laissant de côté l'illégitimité qu'entraînerait fatalement l'adoption d'une telle théorie, il ne faut pas se dissimuler les incon-

4. Rapport au nom de la commission chargée d'examiner différents projets de lois sur les mines. Annexe au procès-verbal de la séance du 21 février 1889, page 40.

vénients qui en résulteraient pour le pays entier. L'exploitation d'une telle industrie confiée aux mains de l'État, ne serait pas de nature à en améliorer les conditions. Car, chacun le sait, l'État est le plus mauvais des exploitants. D'autre part, ce serait créer en faveur de l'Etat un nouveau monopole, qui, outre les inconvénients connus, inhérents à tous les monopoles, aurait, de plus, le danger de livrer sans merci à l'État, des intérêts inappréciables.

Les défenseurs de ce système ont bien senti le poids de ces objections, aussi ont-ils imaginé un certain nombre de moyens destinés à y pallier dans la mesure du possible. C'est ainsi qu'une fois le principe de la domanialité admis, ils proposent soit la mise aux enchères des mines, soit leur mise en location, soit enfin le droit par l'Etat de se réserver la faculté de racheter les concessions louées, ou de se rendre actionnaire dans les sociétés de mines.

III. — *Système de l'occupation ou de l'invention.*

Dans ce système, les mines, considérées comme des biens sans maître, deviendraient la propriété du premier occupant. Jusqu'à ce moment, elles n'appartiennent ni au propriétaire de la surface, ni au domaine public ; elles ne peuvent même pas être assimilées aux biens vacants, qui autrefois ont eu un maître, car elles n'en ont jamais eu. Elles n'en auront un que le jour où, arrachées des profondeurs de la terre et désormais découvertes et reconnues, elles deviendront par le fait de l'occupation la chose de l'heureux inventeur. Telle était la doctrine professée par Turgot, et qui, de nos jours, a été reprise par M. Jacques Piou. Il l'a justifiée et exposée avec

un talent incontestable : « Il n'y a pas de propriété, dit-il, qui repose sur une base plus juste, plus morale et par conséquent plus digne de respect. Celle-là n'est fille ni de la force, ni du hasard, mais de la patience et du labeur. Elle naît du génie de l'homme, créée par son intuition, fécondée par sa sueur : propriété deux fois sacrée, parce qu'elle est la conquête et la récompense de ses efforts ! » (1).

Ce système a cependant été, lui aussi, l'objet de sérieuses attaques. Car il menace bien souvent d'être, pour les exploitants voisins, une cause de perpétuels conflits. Mirabeau l'avait à la fois bien compris et bien fait sentir dans son deuxième discours sur la loi du 28 juillet 1791, à la séance du 27 mars de la même année. « Quelle sera la propriété de celui qui aura touché le premier une mine ? Il n'aura certainement que ce qu'il aura touché... Ce filon de dix toises, de cent toises, est à lui ; mais si le filon a mille toises et plus, l'autre bout lui appartient-il, quoi qu'il ne l'ait pas trouvé, quoi qu'il n'en connaisse ni la direction ni l'existence ? Un autre mineur peut sans doute aussi l'exploiter ; il sera à son tour le premier occupant, et voyez quelles seront les suites d'un semblable système ! Un ouvrier gagné n'aura qu'à faire connaître la direction de la mine, un propriétaire avisé y pénétrera d'un seul coup ; il aura la plus grande partie du profit, l'inventeur n'aura plus que des dépenses ! »

M. L. Aguiillon défend cette théorie en faisant remarquer que, dans ce système, on doit toujours admettre que le droit de l'occupant s'étend nécessairement dans une certaine zone définie par la loi autour du premier point d'attaque ou de l'occupation effective originaire : c'est ce qui a eu lieu dans le district du *Far West* américain et de l'Australie, où ce ré-

1. Rapport de M. Piou, page 11.

gime a été appliqué avec le plus de rigueur. Il est évident que Mirabeau n'avait pas saisi cette notion d'un périmètre minimum d'exploitation devant être nécessairement attribué à l'inventeur de la mine.

Le droit allemand ancien et moderne, le droit espagnol et hispano-américain, et enfin le droit américain se sont inspirés de ce système en subordonnant le droit de rechercher ou celui d'exploiter, soit au droit d'invention, soit à la priorité de la demande.

Il est certainement conforme aux principes à la fois juridiques et philosophiques d'attribuer le privilège de la concession à l'inventeur, comme l'a fait le droit allemand ancien et moderne. Car l'invention correspond bien à la notion de l'occupation qu'elle doit toujours précéder. Mais il naît souvent, en fait, une difficulté sérieuse, quand il s'agit de reconnaître si l'invention présente les caractères permettant réellement de lui attribuer les avantages de l'occupation. En effet, en supposant qu'un explorateur sérieux entreprenne des recherches, il est évident que ce simple fait éveillera la curiosité publique. A peine un filon sera-t-il entrevu, que d'avidés concurrents, qui dans cette circonstance joueront le rôle de vrais braconniers, se mettront à fouiller rapidement à proximité, là où, d'après les notions géologiques les plus élémentaires, ils ont la certitude de trouver la couche de minerai à une profondeur moins grande. Ils ont alors bien des chances d'arriver les premiers à toucher la mine précieuse, ne laissant au savant explorateur de la première heure que l'honneur de leur en avoir révélé la trace.

On comprend que beaucoup de législations se bornent à prendre comme base du droit la priorité de la demande, en admettant que le véritable inventeur sera toujours, en fait, le premier demandeur.

Notons enfin, pour finir, l'usage adopté dans quelques législations, comme aux États-Unis de l'Amérique du Nord, en Australie, ou dans les anciennes lois espagnoles et hispano-américaines, de subordonner, pour chaque exploitant, l'acquisition du droit de concession, à l'exécution, dans un délai voulu, de certains travaux minutieusement spécifiés. Il en résulte une consécration effective, par le travail, de l'appropriation individuelle primitive, qui constitue toujours, en réalité, le fondement du droit primitif, dont l'autre, plus complet, peut seul procéder.

IV. — *Système des concessions de droit régalien.*

D'après ce système, les mines non concédées constitueraient des *res nullius* dont la propriété ne pourrait être revendiquée par personne, pas même par l'État, mais que ce dernier serait appelé, dans un intérêt général, à attribuer à une personne de son choix. Ce système compte de nombreux adeptes. On peut notamment citer à ce sujet MM. Fourcade, Prunet, Fourcroy, Dupont, Dalloz, Michel Chevalier, Wolowski, Dufour, Ducrocq, Biot, Naudier, Lamé-Fleury. Au premier abord, ce système semble présenter une analogie frappante avec celui de la domanialité. Il s'en distingue cependant très nettement par le point suivant. Dans le système domanial, l'État est libre d'imposer au concessionnaire les conditions que bon lui semble. Dans les concessions de droit régalien, au contraire, l'État ne peut que choisir le titulaire et fixer les limites du gisement. A partir de ce moment, la loi seule dicte les conditions de la concession et de la constitution de la propriété tréfoncière.

L'expression *droit régalien* découle du droit féodal et du droit public ancien, il n'y a donc rien d'étonnant à la voir se concilier d'une manière assez pénible avec les principes et le vocabulaire de notre droit public moderne, et donner lieu par suite à des interprétations souvent contradictoires suivant les auteurs par qui elle est employée.

D'après Mignerot (1), le droit régalien investirait l'État des attributions suivantes. Il lui permettrait :

1° De régler la destination de la propriété souterraine, en d'autres termes, de pourvoir du privilège de l'exploiter les personnes qui peuvent le mieux la mettre en valeur ;

2° D'en surveiller l'exploitation dans ses rapports avec l'ordre public, avec la conservation du sol et avec la sûreté des ouvriers mineurs ;

3° De percevoir un certain tribut sur les produits qu'en obtient l'exploitant.

Cette définition a été adoptée par M. Dupont (2). On peut lui adresser plus d'un reproche.

Elle est de nature à favoriser une confusion regrettable avec le système de la domanialité, en permettant à l'État « de percevoir un certain tribut sur les produits que l'exploitant obtient de la mine ». Ce n'est pas tout ; était-il bien nécessaire de faire rentrer dans ce système ce pouvoir, pour l'État « de surveiller l'exploitation dans ses rapports avec l'ordre public, avec la conservation du sol, et avec la sûreté des ouvriers mineurs ? » L'État n'exerce-t-il pas, en vertu de ses attributions générales, et dans l'intérêt commun, un droit de police générale sur tout ce qui concerne la sécurité et l'ordre public ?

Nous préférons de beaucoup la définition de M. Héron de

1. *Annales des mines*, 3^e série, t. III, p. 635.

2. *Traité pratique*, 2^e édition, t. I, p. 14.

Willefosse (1) ainsi conçue : « Le droit régalien des mines signifie le droit que se réserve l'Etat entier, représenté par le souverain, de disposer de la propriété souterraine, comme d'une propriété publique, indépendante de la propriété privée du terrain qui la recèle, et d'en disposer pour le plus grand avantage de la société ». On peut cependant faire aussi un reproche à M. Héron de Willefosse : il ne distingue pas assez entre le système de la domanialité, et celui des concessions de droit régalien, où postérieurement à l'investiture de la concession, les lois minières seules viennent régler les conditions auxquelles devra se soumettre l'exploitant.

Il importe donc, chaque fois que l'on a recours à ce mot, de bien préciser le sens dans lequel on le prend, et les différentes attributions, que l'on entend lui reconnaître. On évitera ainsi bien des mal-entendus et des discussions stériles. Telle est la conclusion qui découle naturellement des différentes définitions du mot *droit régalien*, que nous venons de passer en revue.

Le dernier système que nous venons d'étudier semble bien celui de la législation française de 1810. Il a été également admis en Belgique, en Hollande, en Turquie et en Grèce.

Adjudication publique.

Outre les quatre systèmes que nous venons de passer en revue, il est encore permis de concevoir l'adjudication publique intervenant, soit comme un mode général d'attribution des concessions, soit comme constituant une modalité spéciale pouvant être appliquée, soit au régime domanial, soit à celui de droit

1. *De la richesse minérale*, 1810, t. 4., p. 6

régalien. Le régime domanial pourrait évidemment recourir à l'adjudication publique pour décerner la concession au plus offrant, sans enfreindre en rien ses principes. Mais la question est plus délicate en ce qui touche le droit régalien : que reste-t-il en effet, de ce droit, si on enlève à l'Etat le choix du concessionnaire ? On peut, il est vrai, répondre que l'Etat, par le fait même qu'il a recours à l'adjudication, a ratifié d'avance le résultat, et, par suite, ne renonce en rien au privilège de désigner le concessionnaire. Mais cette réponse nous semble évasive, car, en somme, bien que volontaire, l'adjudication constitue toujours l'abdication du droit qui constitue l'essence de la conception régaliennne.

L'histoire n'est pas sans nous montrer des exemples d'institution de mines par adjudication publique. Louis XI dans son édit de 1471 en faisait mention. Au Pérou, pendant la période qui s'écoula de 1576 à 1785, l'adjudication intervenait toujours pour attribuer le périmètre contigu à toute mine instituée par prise de possession. A l'heure actuelle ce procédé est encore en usage au Brésil, pour la concession des mines diamantifères et au Canada ainsi qu'en Australie, pour certains gisements qui ont été mis en réserve et retirés à la prise de possession par occupation. Ce système a été proposé, dans le projet de loi déposé en France au Sénat en 1877. Ce n'était pas, d'ailleurs, la première fois qu'il paraissait dans les projets de révision ; on en avait eu l'exemple lors des essais de ce genre tentés en 1848-1849. Il a enfin été appliqué en 1888 aux mines du Tonkin, en vertu d'un décret rendu le 16 octobre de cette année.

Les différents systèmes que nous venons de passer en revue ont chacun leurs avantages et leurs inconvénients. Il en résulte qu'un régime minier qui voudrait s'incarner absolument dans une de ces formes serait loin d'être parfait. Cette remar-

que a été faite avec beaucoup de raison par tous les peuples civilisés. Aussi ont-ils eu biensoin de se contenter de faire à chacun de ces systèmes les emprunts qu'ils croyaient les meilleurs. Telle nous paraît être, encore aujourd'hui, la meilleure marche à suivre, en tenant compte, dans une juste limite, du respect à apporter aux anciens usages, en vue de faciliter la transition d'une législation à une autre.

La loi du 21 avril 1810 continue, encore aujourd'hui, à former la base de notre législation sur les mines. Les modifications qui y ont été apportées en 1838, en 1856, et en 1880 n'ont eu, en somme, qu'une portée restreinte, et n'ont en rien touché les points essentiels qui constituent la base de notre travail, comme nous le disions précédemment. Mais à plusieurs reprises, différentes propositions de lois sont venues tenter une révision complète du régime minier en France. Bien qu'aucune d'elles n'ait abouti, il ne nous semble pas inutile de les passer rapidement en revue, car elles sont une manifestation intéressante de l'évolution principale des idées en France dans cet ordre de choses durant ces dernières années.

M. Laur a présenté à la séance de la chambre du 13 février 1886 une proposition de loi sur les mines tendant à une réforme complète de la loi de 1810, basée sur la nécessité que présente cette loi, au point de vue technique, d'une révision sérieuse. Mais, à son avis, le côté scientifique n'était pas uniquement en progrès dans le monde et ne motivait pas seul une telle refonte ; la science sociale avait aussi marché depuis 1810. Le régime démocratique imposait, à la fois, de nouveaux devoirs et de nouvelles aspirations. C'était évidemment à notre République qu'il incombait d'introduire dans toutes les lois mo-

narchiques un élément nouveau, l'élément social. Il importait enfin de consacrer les droits méconnus et mal définis en 1810 du premier pionnier de la mine, du chercheur, de l'ouvrier qui court la montagne, de l'inventeur enfin.

Le projet de loi de M. Laur était basé sur les cinq ordres d'idées suivantes :

1^o Maintien de la base actuelle sur laquelle repose la propriété minière ;

2^o Modification de la loi au point de vue scientifique ;

3^o Modification donnant à la loi un caractère définitif par la suppression des dispositions transitoires sur les minières ;

4^o Modification au point de vue social par la reconnaissance de certains droits du travailleur ;

5^o Modifications au point de vue du plus grand développement des mines métalliques par la réglementation des droits de l'inventeur et la remise en activité des concessions abandonnées.

Cette proposition de loi comprenait 8 titres et 67 articles. Elle supprimait la catégorie des minières, et organisait la participation des ouvriers aux bénéfices. Elle prévoyait aussi la réglementation du travail, des salaires et des caisses de prévoyance. Les mesures destinées à assurer la sécurité des travailleurs n'étaient pas oubliées. L'inventeur voyait sa découverte garantie et récompensée par un droit de préférence. Enfin il ne suffisait plus d'un simple décret pour attribuer la concession d'une mine. Elle ne pouvait désormais résulter que d'une loi présentée aux chambres par le président de la République, sur le rapport conforme du ministre des travaux publics, et après avis du conseil d'Etat, et du conseil général des mines. Une innovation que l'on peut qualifier d'heureuse permettait d'attribuer la concession à un syndicat d'ouvriers. Toute concession restée inexploitée pendant plus de deux ans

pouvait être frappée de retrait, par le ministre des travaux publics, après avoir mis sans succès en demeure le concessionnaire de reprendre l'extraction. Désormais les propriétaires de la superficie n'avaient droit à une rémunération pécuniaire, que dans le cas où la mine réalisait des bénéfices, mais en revanche, les concessionnaires étaient soumis à l'impôt sur le revenu.

Projet de loi de M. Baihaut — Le projet de loi de M. Baihaut a été présenté à la séance de la Chambre du 25 mai 1886, au nom de M. Jules Grévy, président de la République à cette époque.

Son but était tout d'abord de combler les lacunes de la loi de 1810, qui malgré les différentes additions dont elle avait déjà été l'objet, laissait encore sans solution précise des questions importantes. La jurisprudence avait, il est vrai, dans la plupart des cas, fixé l'interprétation des textes, mais on pouvait encore trouver bien des hésitations de sa part sur plus d'un point. Il fallait donc commencer par retrancher de la loi de 1810 celles de ses dispositions qui étaient motivées seulement par la nécessité de ménager une transition entre l'idée de la propriété absolue et simultanée du fonds et du tréfonds et l'idée de la propriété spéciale de la mine. M. Baihaut entendait aussi débarrasser l'industrie minière de toutes les entraves que lui impose inutilement le propriétaire superficiaire, sans dénier cependant à ce propriétaire les droits les plus étendus, en cas de dommage réel ou même éventuel. Il voulait, comme M. Laur, assurer au chercheur la propriété de ses découvertes. Une telle mesure était de nature à exciter l'esprit d'entreprise, en garantissant à l'inventeur de la mine la propriété de sa trouvaille, et en le mettant à l'abri de toute décision arbitraire de l'administration. N'était-ce pas là, en effet, un moyen tout

trouvé de provoquer par l'appât de cette récompense assurée, la mise en valeur des richesses minérales que cache en abondance notre sol, et dont malheureusement la procédure légale actuelle des attributions de concession décourage trop souvent la recherche.

Le procédé de l'adjudication était appliqué dans ce projet, à l'hypothèse de gîtes tellement connus, que personne ne pourrait, à bon droit s'en dire l'inventeur. N'était-il pas, en effet, plus logique d'agir ainsi, que d'en faire, comme jusqu'à présent, un don gracieux laissé au choix arbitraire du gouvernement.

M. Baihaut était d'avis de restreindre dorénavant, autant que possible, la superficie concédée à chaque exploitant, dans les limites de ce qui lui est strictement nécessaire pour une bonne exploitation. Mais en même temps, il accordait toutes les facilités désirables pour étendre en dehors du périmètre de la mine proprement dite les voies de communication, et autres ouvrages accessoires, dont l'ancienne législation ne permettait l'établissement qu'à l'intérieur du périmètre. De telles mesures devaient nécessairement avoir pour effet de favoriser la multiplication des sièges d'exploitation sur un même gisement, et par suite étaient appelées à donner à toute l'industrie minérale en France, un essor nouveau, dont ne pouvaient que bénéficier les intérêts publics.

Ce résultat devait être assuré par une réglementation nette et précise des relations de droit des mines entre elles et avec les propriétaires du sol, fixant définitivement les solutions sur lesquelles hésitait la jurisprudence. *

Il fallait aussi établir sur des bases plus rationnelles l'impôt des mines, et le faire servir à ramener les périmètres à des proportions raisonnables par le seul jeu des intérêts des

exploitants, et enfin améliorer son mode d'évaluation, en le rendant plus sûr et moins tracassier.

L'exercice des droits et des devoirs de l'État, quant à la surveillance des mines devait être assuré dans des conditions mieux définies et par suite rendu plus efficace. Il importait enfin de définir d'une manière plus précise les cas où le gouvernement peut prononcer la déchéance de la propriété de la mine, en établissant ses droits à cet égard, sur des textes d'une application indiscutable, dont la procédure serait rendue à la fois rapide et pratique, dans les cas où l'intérêt public l'exige.

Tel était le programme que le gouvernement s'était tracé dans l'élaboration de ce projet de loi.

Il est intéressant, après cet aperçu général, d'entrer dans le détail des modifications proposées par M. Baïhaut. Son projet contient 14 titres et 151 articles. Les minières sont supprimées comme dans la proposition de M. Laur. Mais ce qui en constitue le trait principal se trouve résumé dans le titre III, relatif à l'institution de la propriété de la mine.

La loi de 1810 donnait au gouvernement un pouvoir discrétionnaire pour attribuer la propriété de la mine à celui qui lui en paraissait le plus digne. Le projet de loi, dans son art. 20, attribue le droit à la propriété de la mine à l'inventeur qui en fait la demande dans les délais prescrits ; à son défaut, elle sera attribuée par voie d'adjudication publique. L'explorateur qui ne revendiquera pas la propriété de la mine avant l'expiration du droit de recherches sera déchu de son droit d'invention.

Dans certaines régions, spécifiées par un décret rendu dans les formes des règlements d'administration publique, les mines de quelques substances ne peuvent être attribuées que par adjudication, sous réserve des droits d'invention qui auraient

été régulièrement acquis avant la promulgation dudit décret. (Art. 21).

L'inventeur a droit au périmètre défini dans sa demande, à condition qu'elle ne dépasse pas 800 hectares pour les mines de combustibles ou 500 hectares pour les autres mines. (Art. 36).

Mais un permis administratif de recherches doit désormais être préalablement obtenu par toute personne voulant se livrer à des recherches. Le propriétaire du sol n'a même plus le privilège d'opérer des recherches sur son propre terrain. Toutefois les fouilles superficielles opérées par le propriétaire dans son terrain ne seront pas considérées comme recherches (art. 9). Le périmètre attribué à celui qui détient le privilège ne peut dépasser cinquante hectares (art. 10). Il n'est valable que pour deux ans, à moins que des travaux sérieux n'en légitiment la prolongation (art. 11). Aucune recherche de mine ne pourra être entreprise et poursuivie, sans le consentement formel du propriétaire, dans ou sous des bâtiments, enclos murés, cours et jardins, ni dans ou sous les terrains lui appartenant à une distance de cinquante mètres desdits bâtiments et des clôtures murées qui en dépendent (art. 12). Aux termes de l'art. 127, tout individu ayant exécuté des travaux de recherche de mines, sans permis administratif, sera puni d'une amende de 100 à 500 francs. L'art. 129 ajoute que, dans les cas de récidive dans les douze mois, l'amende prévue par l'article précédent sera portée au double, et le tribunal pourra en outre prononcer un emprisonnement de trois jours à un mois. Les infractions seront constatées par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des mines, et les agents de surveillance nommés par l'administration et dûment assermentés.

Le titre IV est consacré à tout ce qui concerne la propriété des mines. Parmi les innovations les plus importantes nous remarquons l'art. 42, aux termes duquel : « Le propriétaire de la mine peut disposer des substances rentrant dans la classe des mines, qui ne seraient pas dénommées dans son titre d'institution, si, par suite de leur connexité avec celles dénommées dans le titre, elles donnent lieu à un abatage simultané. » On peut citer aussi, dans le même ordre d'idées, l'art. 49, qui interdit, à peine de nullité, toute amodiation partielle d'une mine. L'inventeur seul a le droit, sans autorisation, de réunir plusieurs concessions. (Art. 54).

Les taxes auxquelles étaient soumis les concessionnaires de mines, sont remplacées par un impôt progressif de 0,50 à 4 fr. par hectare, et une redevance proportionnelle de 3 0/0 du produit net.

Le titre IX relatif à la déchéance et au retrait de la propriété des mines, ajoute deux cas nouveaux à ceux qui se trouvaient déjà mentionnés dans la loi de 1810, celle du 27 avril 1838 et le décret du 23 octobre 1852. Désormais il y aura, en plus, lieu à déchéance et par suite à retrait :

1° Lorsque les redevances fixes dues à l'État n'auront pas été payées pendant deux ans (Art. 89) ;

2° Lorsque la mine sera restée inexploitée pendant deux années consécutives, quelle qu'en soit la cause. (Art. 103, § 1^{er}).

Le premier de ces cas se justifie par les mêmes motifs que ceux prévus par la loi de 1838. L'État poursuit sur la mine elle-même, par une procédure de saisie simplifiée, le paiement des sommes qui lui sont dues. Quant au second il est destiné, d'après l'auteur de la proposition, à combler une lacune de la loi de 1810, qui, après avoir prévu dans son art. 49 l'hypothèse d'une mine dont l'exploitation

est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique, ou les besoins des consommateurs, a négligé d'indiquer la sanction qui devait frapper le concessionnaire.

En conséquence, les dispositions de l'art. 49 de la loi de 1810, sont remplacées par les dispositions suivantes (§§ 1, 2 et 3 de l'art. 103) :

« Si une mine reste inexploitée pendant deux ans consécutifs, la déchéance pourra être prononcée après une mise en demeure de six mois adressée au propriétaire.

« Lorsque sans cause reconnue légitime, l'exploitation d'une mine est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter pour les besoins des consommateurs, la déchéance pourra être prononcée après une mise en demeure de deux mois adressée au propriétaire.

« Si l'exploitant d'une mine, en suspendant ou en restreignant son exploitation sans cause reconnue légitime, crée un danger public, la déchéance pourra être prononcée après une mise en demeure d'un mois adressée au propriétaire. »

Les articles qui suivent sont intéressants à connaître, car ils renferment une innovation en ce qui concerne les délais de la procédure ramenés de cinq mois (loi de 1838) à deux mois. Ils renferment aussi une innovation consistant dans la défense pour le propriétaire déchu, de concourir à l'adjudication. Nous ne croyons donc pas inutile de citer ces textes.

« Art. 104. — Dans tous les cas où elle est prévue par la présente loi, la déchéance est prononcée par une décision du ministre des travaux publics sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Le délai de recours est de un mois dans le cas prévu au paragraphe 3 de l'art. 103. La décision du ministre des travaux publics et l'arrêt du Conseil d'État sont signifiés par l'administration au propriétaire et aux créanciers inscrits.

A l'expiration du délai de recours ou, s'il y a eu recours, après la signification de l'arrêt confirmant la déchéance, le ministre des travaux publics pourra, s'il le juge convenable, ou devra sur la requête du propriétaire déchu ou de l'un des créanciers hypothécaires ou privilégiés, faire procéder par voie administrative à l'adjudication de la mine et de ses dépendances immobilières ; le prix en sera distribué judiciairement, après prélèvement des sommes dues au Trésor.

La requête du propriétaire déchu ou des créanciers à fin d'adjudication n'est recevable que si le requérant fait l'avance des frais nécessaires pour procéder à l'adjudication.

Le propriétaire déchu ne peut pas se porter acquéreur.

Art. 105. — Si dans un délai de deux mois après l'expiration du délai de recours ou après la signification de l'arrêt du Conseil d'État, confirmant la déchéance, la vente n'a pas été décidée par le ministre des travaux publics ou n'a pas été provoquée par les ayants-droits, ou si elle n'a pas abouti, le retrait définitif de la propriété de la mine est prononcé par un décret rendu en Conseil d'État ; ce décret sera publié et affiché, comme il est dit à l'article 31.

La mine pourra, dès lors, faire l'objet, après accomplissement des formalités réglementaires, de l'institution d'une nouvelle propriété qui sera libre et franche de toutes charges du fait du propriétaire déchu ou de ses créanciers, sans que ce propriétaire ou ses créanciers puissent réclamer aucune indemnité du nouveau propriétaire à raison des puits, galeries ou autres travaux d'exploitation que celui-ci utiliserait.

Art. 106. — Après le décret de retrait, le propriétaire peut être autorisé par le ministre à retirer tous les objets mobiliers qui pourraient être enlevés sans préjudice pour la mine, dès qu'il aura exécuté les travaux prescrits par l'administration

pour assurer la sécurité, et payé s'il y a lieu les sommes restant dues au Trésor.

A défaut d'exécution desdits travaux par le propriétaire déchu dans les délais fixés, l'administration peut les exécuter d'office. Elle se rembourse de ses avances par la vente des objets mobiliers précités et, pour le restant, par voie de recouvrement contre ledit propriétaire comme en matière de contributions directes.

Le propriétaire déchu conserve la propriété des terrains acquis ainsi que des bâtiments élevés par lui à la surface, lesquels, à partir du décret prononçant le retrait, seront réputés détachés de la propriété de la mine.

Si la mine retirée n'a pas fait l'objet d'une nouvelle propriété, le propriétaire déchu reste personnellement responsable, jusqu'à prescription acquise, des dommages qui pourraient résulter des travaux de ladite mine. »

D'après M. Baïhaut la déchéance ne devait pas être considérée comme une spoliation pure et simple; elle constituait simplement une expropriation pour cause d'utilité publique, poursuivie contre l'exploitant qui ne remplit pas quelque'une des obligations réputées essentielles de cette propriété si particulière que les mines constituent.

Le titre X soumet les exploitations de sel à un régime spécial, qui n'est, en somme que la reproduction de la loi du 17 juin 1840. Quant aux carrières, on ne peut noter que peu de modifications à leur égard; elles continuent à être soumises à la surveillance administrative.

Ajoutons enfin, pour finir, que dans le titre XIII, consacré aux dispositions transitoires, M. Baïhaut, sous prétexte de simplifier la situation en instituant une unité législative toujours avantageuse, impose les conditions résul-

tant de la modification introduite dans la nouvelle redevance, aux concessions de mines déjà existantes. Sans chercher à atténuer le véritable caractère de rétroactivité qui ressort d'une telle mesure, l'auteur de la proposition de loi se borne à rappeler qu'en matière d'impôts, il n'y a pas à proprement parler de droit acquis. Une seule obligation incombe, en cette matière, au législateur ; celle de frapper également ceux qui sont dans des conditions semblables.

Projet de loi de M. Desjardins-Verkinder

Cette proposition de loi, déposée le 29 octobre 1886, n'a pas eu la prétention, comme l'assure son auteur, de constituer un nouveau projet de législation des mines. C'est plutôt un ensemble de modifications proposées au projet de loi du gouvernement, présenté par M. Baihaut, mais qui n'étaient pas susceptibles, cependant, d'être présentées sous forme d'amendement. M. Desjardin Verkinder se séparait, en effet, nettement du projet de loi gouvernemental sur deux points fondamentaux : la rétroactivité de la loi, et la déchéance.

L'auteur de cette proposition de loi se montre partisan convaincu de ce qu'il considère comme la pensée mère du projet ministériel : la concession de la mine à l'inventeur. Il part de cette idée pour repousser toute investiture de mines par voie d'adjudication. Car d'après l'opinion de M. Delecroix (1), un pareil régime est de nature à mener tout droit au règne du bon plaisir. Non-seulement il serait fort difficile d'indiquer sur toute l'étendue du territoire de la France une seule

1. *Revue de la législation des mines*, mai-juin 1886.

mine susceptible d'exploitation sur laquelle un particulier ne pourrait prétendre légitimement à des droits que lui assureraient soit des travaux, soit des recherches, mais la disposition de l'art. 29 confère de plus au gouvernement un pouvoir par trop arbitraire. Il ressort de cet article, que lorsqu'une demande en institution de propriété de la mine par un inventeur est rejetée, un décret peut immédiatement proclamer que cette mine sera mise en adjudication au profit de l'Etat. L'Etat, dans les débats de ce genre, sera donc à la fois juge et partie, et intéressé directement à faire prononcer que le demandeur n'a pas droit au titre d'inventeur, puisque par là il se crée à lui-même un titre à la propriété de la mine. Ce n'est pas tout de proclamer que la mine n'appartient pas à l'inventeur ; il faut être conséquent avec soi-même et pousser jusqu'au bout les déductions du principe ainsi admis. L'adjudication publique sera donc supprimée dans tous les cas (art. 18.)

M. Desjardins-Verkinder reproche aussi au projet de loi gouvernemental la rétroactivité dont sont empreintes les dispositions contenues dans les art. 134 et 136 de son projet. Ces articles sont, d'après lui, illégaux, et leur adoption constituerait dans notre droit une monstrueuse exception ; car, aux termes de l'art. 2 du C. civ., la loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif. Ces articles créeraient de plus une injustice. Les actes de concession passés entre les concessionnaires et le ministre des travaux publics constituent de véritables contrats où l'Etat est partie. Les principes généraux du Code civil et principalement ceux contenus dans l'art. 1134 s'opposent de la manière la plus formelle à ce que l'une des parties contractantes puisse se soustraire aux obligations qui résultent d'une convention légalement formée. Est-il juste de dire, ainsi que l'a prétendu M. Baïhaut au nom du gouvernement, qu'il n'y a pas de droit acquis en matière d'impôts, et

que les dispositions fiscales de la loi de 1810 peuvent être modifiées sans qu'aucune atteinte soit portée au principe de la non-rétroactivité de la loi, comme aux droits résultant au profit des concessionnaires des mines de leurs actes de concession ?

La redevance fixe et la redevance proportionnelle sont certainement des impôts d'une nature particulière. On peut trouver leur origine commune dans une sorte de transaction avec le principe de la domanialité, qui a dans une certaine mesure inspiré la législation de 1810. La redevance fixe ne représente-t-elle pas la somme moyennant laquelle l'Etat renonce, au profit du concessionnaire, au droit que certains économistes lui ont, à diverses époques, reconnu sur la richesse minière, enfermée dans le sol ? Ne peut-on pas aussi assimiler la redevance proportionnelle à un forfait réglant les droits de l'Etat sur la part lui revenant d'après les vieux principes, dans les produits de l'exploitation ?

Quoiqu'il en soit, le texte de l'article 95 de la loi du 21 avril 1810 a formellement engagé l'avenir, et donné aux redevances leur véritable caractère de charges contractuelles. Cet article est ainsi conçu : « La redevance proportionnelle ne pourra jamais s'élever au dessus de 5 0/0 du produit net des mines ». L'Etat est donc lié, et l'assimilation des redevances aux contributions directes devrait s'arrêter au mode choisi pour leur perception.

En résumé, M. Desjardins-Verkinder, sans contester la théorie de M. Baihaut, qu'il n'y a pas de droit acquis en matière d'impôts, propose des mesures diamétralement opposées à celles insérées dans les art. 85 et 86 du projet du gouvernement. Elles consistent dans :

1° Le maintien des redevances tréfoncières actuelles et leur suppression pour les futures institutions de mines ;

2° La suppression des redevances fixe et proportionnelle, et leur remplacement par une taxe de 0 fr. 10 par tonne extraite et vendue. (Art. 76.)

Le droit d'investigation dans la comptabilité des exploitants deviendrait, en effet, si les dispositions proposés par le gouvernement étaient adoptées, une véritable inquisition. En somme, M. Desjardins-Verkinder n'admet pour l'Etat le droit d'atteindre les concessions que par des règlements de surveillance et de police et par des dispositions fiscales.

Déchéance. — M. Desjardins-Verkinder supprime la déchéance dans le cas où la cessation de l'exploitation causerait un danger public, et dans les autres cas, il ne l'admet qu'après l'avoir fait prononcer par le Conseil de préfecture (art. 92, 93, 94).

Il ne peut admettre la déchéance dans l'hypothèse que nous venons d'indiquer pour les motifs suivants. Ce cas de déchéance ne semble autre chose que la sanction de l'exploitant en cas de grève, et la récompense décernée à la coalition ouvrière, qui se voit ainsi livrés, sans merci, le droit du propriétaire et la fortune de l'exploitant. A quoi bon, désormais, le labeur incessant de l'inventeur, les capitaux immobilisés, les risques courus pour créer une richesse nouvelle, si, sous le prétexte le plus futile, sous l'empire d'une excitation passagère, sous la pression habile et dissimulée de concurrents étrangers une grève peut dépouiller un légitime propriétaire. Et, en supposant la déchéance prononcée, où l'État ira-t-il chercher un acquéreur pour la mine ? La grève de la veille restera comme une menace pour le propriétaire du lendemain ; et il est évident qu'on ne trouvera pas de capitalistes assez osés, pour s'engager dans une affaire présentant si peu de sécurité. Il ne faut pas se le dissimuler, une telle théorie n'a d'autre but que de

conduire à brève échéance, à l'exploitation forcée des mines par le gouvernement. Or chacun connaît les conditions onéreuses dans lesquelles s'accomplissent tous les travaux de l'État ; on n'y trouve pas l'aiguillon de la concurrence, et l'économie qui fait le propre de l'industrie privée, y est trop souvent remplacée par le gaspillage, conséquence forcée d'une surveillance plus flottante.

Il n'y a donc qu'un moyen d'éviter les conséquences extrêmes, c'est de retrancher la grève du nombre des cas de déchéance. Car il ne faut pas croire que son maintien profiterait en quelque chose aux mineurs, pour qui la ruine de l'exploitant ne présente jamais un côté avantageux.

D'après le projet gouvernemental, le périmètre réservé à l'explorateur n'est que de cinquante hectares. M. Desjardins-Verkinder trouve ce chiffre insuffisant ; car une telle disposition est de nature, en raison de la publicité dont est entouré le permis de recherches, à exposer l'explorateur qui, le premier a eu l'idée de faire des sondages, à un grave danger. Ses concurrents, mis ainsi en éveil, ont toute liberté pour venir à quelques centaines de mètres de ses travaux, entreprendre, à leur tour, des fouilles actives. Dès lors, la priorité de la découverte dépendra de circonstances, qui devraient rester étrangères à un pareil débat. Des capitaux plus considérables, permettant d'activer le sondage, un banc de roches plus résistant et plus épais, un accident survenu à la machine, et aux appareils en usage décideraient de la priorité de la découverte entre ces concurrents, que la première recherche aura appelés sur un même terrain. M. Desjardins-Verdinker propose donc d'étendre à 200 hectares le périmètre réservé à l'explorateur, et pour être logique, dans le même ordre d'idées, il est d'avis d'élever de 800 à 4000 hectares la superficie

maxima des mines de combustibles, et de 500 à 1500 hectares, celle des autres mines.

Caution éventuelle. — Le projet de loi de M. Baihaut autorisait le propriétaire ou l'occupant des bâtiments à demander aux tribunaux que l'exploitant donnât caution de payer le dommage éventuel desdits bâtiments (art. 67). Il y avait là, d'après M. Desjardins-Verdinker, une dérogation formelle à notre droit commun, qui, à la différence du droit romain, n'admet plus la *cautio damni infecti*. L'admission d'une telle mesure n'est en rien justifiée par les besoins du moment, car personne ne conteste que, jusqu'à présent, le droit commun n'ait largement suffi à vider les contestations qui s'élèvent fréquemment entre les exploitants et les propriétaires de la surface. L'art. 67 du projet de M. Baihaut n'aurait eu d'autre effet que de compromettre gravement la situation financière des sociétés les plus florissantes, surtout si l'on considère que cette disposition était aussi de celles dont le projet doit rétroactivement frapper les concessions faites sur la foi de la législation actuelle.

M. Desjardins-Verdinker supprimait donc du projet du gouvernement l'article 67.

La proposition de loi de M. Wickersheimer a été déposée le 18 novembre 1886. Il accepte, en principe, comme M. Desjardins-Verdinker, le projet du gouvernement, et reconnaît que la concession de la mine à l'inventeur est véritablement une conception démocratique et sociale. En ce qui concerne la conception socialiste, qui se traduit par cet aphorisme, *la mine aux mineurs*, M. Wickersheimer pose les conclusions suivantes. Ce système est actuellement impraticable pour la mise en va-

leur d'une mine, en raison de la grande dépense de capitaux que nécessiterait la première phrase précédant l'exploitation rémunératrice. Les ouvriers ne sont pas en mesure de pourvoir à cette dépense, indépendamment de l'absence complète de revenu pendant cette période, qui dure pratiquement plusieurs années et qui, fréquemment, aboutit à un échec.

Une telle solution ne saurait être appliquée que dans un État où tous les membres de la communauté formeraient une association unique. Le communisme pur est incompatible avec le régime de l'association libre, ou semi-libre, qui est celui de la société actuelle.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que le régime de la mine à l'inventeur favorise l'ouvrier mineur dans une grande mesure. Il lui permet, en lui assurant la propriété de sa découverte, de s'associer avec des capitalistes pour l'exploitation de sa mine.

Comme M. Desjardins-Verckinder, M. Vickersheimer, reproche au projet de loi du gouvernement, après avoir donné une base rationnelle à la propriété des mines, d'y déroger immédiatement en stipulant que les mines déjà connues, quoique non possédées, et qui ne sont plus susceptibles, par conséquent d'invention, seront mises en adjudication au profit du Trésor. Il demande que, dans ce cas, le produit de l'adjudication soit versé dans la caisse des retraites des ouvriers mineurs.

Il n'admet pas la transformation de la redevance fixe en redevance progressive. Il conserve donc le régime de la redevance fixe, sur le taux de 0 fr. 50 par hectare et de la redevance proportionnelle fixée par tonne de minerai extrait, suivant sa nature, et selon les conditions du gisement ou l'état du marché, pour chacune des six divisions minéralogiques de la France. Afin d'éviter les abus, qui pourraient se glisser

dans ce mode d'évaluation, il est établi que le tableau de ces taxes sera arrêté chaque année par la loi des finances. Comme d'une année à l'autre la masse des substances extraites varie peu, la loi pourra fixer avec une assez grande approximation le rendement de cette redevance (art. 72).

Décret du 16 octobre 1888 relatif aux mines du Tonkin.

A la suite de l'occupation du Tonkin, une commission avait été instituée le 6 septembre 1884 auprès du ministère de la marine et des colonies, en vue d'élaborer un projet de règlement pour les mines de ce pays. Elle était présidée par M. Lamé-Fleury. Elle adopta, comme point de départ du droit de concession l'adjudication publique de la mine au profit de l'État.

Il ne fut donné suite à ce projet qu'en 1888. On s'aperçut alors qu'il n'existait au Tonkin qu'un certain nombre de mines dont le rendement probable avait déjà pu être apprécié, et qui renfermaient ainsi la base indispensable à une adjudication. Il y en avait, au contraire, bien d'autres qui n'étaient pas assez connues pour que la propriété en pût être dévolue par cette voie. Il y avait donc lieu d'une part à encourager les explorateurs, et d'autre part à ne pas imposer, dans tous les cas, l'adjudication publique de la mine à ceux qui en sollicitaient la concession.

Tel fut le double but vers lequel furent principalement dirigées les modifications apportées au projet de règlement élaboré en 1884. Elles furent définitivement consacrées dans un décret promulgué le 16 octobre 1888.

L'analyse de ce décret révèle parmi les principales innova-

tions apportées à la loi de 1810 les dispositions suivantes.

Les recherches ne peuvent être commencées ou poursuivies dans une propriété privée, à défaut d'entente amiable avec le propriétaire ou le possesseur, qu'en vertu d'une autorisation du résident de la province, où se trouve la mine. Cette autorisation n'est donnée qu'après que le propriétaire ou le possesseur a été entendu, et qu'il lui a été payé, pour l'occupation de son terrain, une indemnité calculée au double de la valeur qu'avaient les terrains avant l'occupation.

Dans tout terrain, libre de droits antérieurs, qui ne se trouve pas dans une région affectée aux adjudications publiques, tout individu ou toute société peut acquérir, par priorité d'occupation, un droit exclusif de recherches en périmètre réservé (art. 8).

Le périmètre réservé, de forme rectangulaire, a une superficie minimum de 24 hectares et une superficie maximum de 100 hectares pour les gîtes d'alluvion, 500 pour ceux de houille et 200 pour les autres.

L'occupation d'un périmètre réservé doit, pour être valable, avoir été, avant toute autre, matériellement marquée et signalée sur le sol, d'une façon certaine et bien apparente, et avoir fait, dans la quinzaine de la date de l'occupation, l'objet d'une déclaration au résident de la province (art. 10).

Le droit d'exploiter une mine s'acquiert par voie de prise de possession, dans les régions qui n'ont pas été affectées aux adjudications publiques, ou par voie d'adjudication publique. (art. 18).'

Le résident général pourra, par un arrêté qui sera immédiatement transmis, par voie hiérarchique, à l'administration métropolitaine, décider que certaines catégories de mines ne peuvent être acquises que par adjudication publique dans les

régions que définira ledit arrêté, sans préjudice cependant des droits acquis antérieurement

Sont déclarées dès maintenant ne pouvoir être acquises que par voie d'adjudication les mines de houille de la province de Quang-yen, Haï-Dzung, et Bac-Ninh (art. 19).

Les sujets ou protégés français et les sociétés françaises peuvent seuls être propriétaires, possesseurs en exploitants de mines (art. 20).

Ce droit est absolument refusé aux fonctionnaires et agents français, et aux employés asiatiques de l'administration française en Indo-Chine, et aux fonctionnaires annamites dans le ressort de leur juridiction, par tout autre voie que la succession *ab intestat* (art. 21).

Les règles relatives à l'institution de la propriété des mines varient suivant qu'elle a lieu par prise de possession ou par adjudication publique. Dans le premier cas, outre les formalités générales, telles que celles relatives à la forme de la demande et au plan, le demandeur doit verser au Trésor une somme, par hectare contenu dans le périmètre, de 20 fr., pour les mines de combustible, 40 fr. pour celles d'alluvion, et 30 fr. pour toutes les autres (art. 25).

Cette somme est restituée sur la présentation de la décision de rejet (art. 29).

Dans le second cas, les adjudications publiques auront lieu quand il y écherra, devant le résident général, ou son délégué (art. 31).

Les terrains qui doivent faire l'objet de ces adjudications auront été, au préalable, divisés en lots abornés et signalés à la surface. L'administration aura la faculté de donner aux lots la délimitation et l'étendue qui lui paraîtront les plus convenables, même en dépassant les *maxima* fixés par l'article 9 (art. 30).

Pour se présenter à l'adjudication, les concurrents devront avoir fait élection de domicile au lieu de l'adjudication, et produire la quittance du versement de garantie calculé par hectare de superficie à raison de 20 fr. pour les mines de houille, 40 fr., pour celles d'alluvion, et 30 fr. pour les autres (art. 33).

L'adjudication aura lieu par surenchères publiques ; elle portera sur le chiffre de la redevance annuelle à verser pour chaque hectare ; cette redevance ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à 10 fr., pour les mines de combustible et de fer, 20 fr., pour les mines d'alluvion et 15 fr. pour les autres (art. 34).

L'adjudicataire devra, dans les trois mois de la signification qui lui aura été faite, verser la première annuité de la redevance offerte par lui, à peine d'être déchu de plein droit, de perdre son versement de garantie et de ne pouvoir plus prendre part à la nouvelle adjudication (art. 36).

Toute cession de mine doit être déclarée au résident de la province par le cédant ou le concessionnaire. La transmission de la propriété n'est effective qu'après cette déclaration, qui est consignée au « registre des mines » et dont il est donné acte (art. 43).

Un individu ou une Société peut réunir la propriété de plusieurs mines de même nature, à condition de le déclarer dans la quinzaine au résident de la province ; le résident général peut s'opposer à cette réunion dans les six mois de la date de déclaration (art. 44).

Toute mine doit payer annuellement une taxe par hectare compris dans son périmètre. Cette taxe est calculée à raison de 10 fr. pour les mines de combustible et de fer ; 20 fr. pour les mines d'alluvion ; 15 fr. pour les mines de toutes autres substances.

En cas d'adjudication, ces taxes sont remplacées par celles qu'a consenties l'adjudicataire (art. 47).

En cas de non-paiement par le concessionnaire du semestre échu, l'administration fait notifier au concessionnaire un avertissement au domicile élu par lui : trois mois après l'avertissement resté sans résultat, elle lui fait signifier sa déchéance qui est exécutoire à partir de cette date.

Le propriétaire déchu ne peut concourir à l'adjudication qui suit la déchéance (art. 49).

L'adjudication ne porte que sur une somme fixe à verser une fois pour toutes et représentant la plus-value éventuelle donnée à la mine par les travaux exécutés, ainsi que par les immeubles ou le matériel dont le propriétaire déchu, en renonçant, n'a pas pu ou n'a pas voulu disposer.

Mais le nouveau propriétaire restera tenu de payer à l'État la redevance annuelle (art. 50).

L'exploitant n'est plus tenu de payer une redevance au propriétaire de la surface. Mais en cas de dommages causés par ses travaux aux propriétés ou établissements de la surface, il devra payer aux propriétaires de ces biens une indemnité déterminée par expertise (art. 57).

L'autorité judiciaire connaît de toutes contestations entre particuliers, nées de l'exécution du présent décret, et notamment de toutes indemnités qui peuvent être dues par les explorateurs ou exploitants à des propriétaires de la surface ou à des exploitants de mines (art. 74).

Une Commission fut chargée en 1889 d'examiner les différents projets de loi sur les mines que nous venons de passer

en revue (1). Elle était présidée par M. Jacques Piou. De la confrontation de ces différentes propositions de loi, avec la législation en vigueur, cette Commission a fait sortir un nouveau projet de loi, dans lequel elle s'est efforcée de suivre le plus possible la loi de 1810. Le principe de l'attribution de la mine à l'inventeur, en vertu du droit d'occupation, domine toute l'économie du nouveau projet. La suppression de toutes les déchéances prévues par la loi de 1838 en découle comme une conséquence nécessaire. En effet, l'État n'accordant plus de concession ne peut plus retirer ce qu'il n'a pas donné, et, par suite, il ne peut plus exercer de retrait; désormais le retrait constituerait véritablement une confiscation. L'État conserve toujours en matière de mines, comme dans tous les autres genres de propriétés le droit de réprimer les abus qui peuvent en résulter, mais à la condition d'en respecter le principe.

L'examen des principales dispositions de la proposition de loi nous montre les traits caractéristiques suivants. Les minières sont supprimées. L'inventeur est investi de la propriété de la mine. Quant à la question qui se pose de savoir ce que deviendra la mine, à défaut d'inventeur, la solution en est facile. Avant le décret d'institution il n'y a pas de mine; après, il ne peut plus y avoir qu'une mine abandonnée, c'est-à-dire un bien vacant et sans maître, régi par l'article 539 du Code civil.

Dès que le droit de l'inventeur est reconnu, la mine devient une propriété semblable à toutes les autres: mais la loi, qui lui donne la vie ne commet aucune usurpation en lui assignant

1. Cette Commission était composée, outre M. Jacques Piou, président, de MM. Desjardins-Verckinder, secrétaire, Thellier de Poncheville, Thévenet, Francis Laur, vicomte Calvet-Rogniat, Chavoix, Wickersheimer, de la Batu, Léon Renard, Léon Maurice.

certaines conditions d'existence conformes à l'intérêt général. C'est en vertu de ce principe, et pour ne pas porter atteinte à l'unité de la mine, que l'amodiation partielle en est interdite, ainsi que la division par cession ou partage (art. 7).

Le décret du 23 octobre 1852 est consacré dans un texte du nouveau projet de loi. L'interdiction de réunir des exploitations cesse cependant d'être absolue. Elle a sa limite dans la loi elle-même. L'inventeur ayant désormais le droit, suivant la nature des gîtes, de demander un périmètre de 800 ou de 2.000 hectares, l'exploitant doit aussi avoir celui de grouper, dans les limites de ce maximum, des mines contiguës de même nature.

Le bornage est désormais obligatoire : il est exécuté sous la direction de l'ingénieur des mines. L'article 8 détermine, à ce sujet, les obligations des propriétaires de la mine et de ceux de la surface. Tout le monde est autorisé à entreprendre les travaux de recherche, moyennant un permis administratif délivré par le Préfet. Le but de ce permis est d'établir la priorité de la découverte, comme dans le projet de loi de M. Baihaut¹; mais la Commission s'est efforcée de ne pas donner au permis de recherche une publicité inutile. Elle a donc effacé du projet du Gouvernement les dispositions relatives, soit à la signification aux maires, soit à la publication et à l'affichage dans les communes intéressées.

La Commission a élevé à 200 hectares au lieu de 50 l'étendue du périmètre maxima du permis de recherches.

La redevance fixe, établie par la loi de 1810 à 0 fr. 40 par hectare est élevée dans ce projet de loi à 0 fr. 50, chiffre proposé par M. Wickersheimer. La redevance progressive proposée par le Gouvernement est repoussée par la Commission, car elle aboutit, en réalité, à un véritable impôt progressif. Elle

est remplacée par une redevance proportionnelle de 5 0/0 du produit net calculé sur les résultats de l'extraction de l'année précédente (art. 40).

L'article 42 supprime, par préterition, les causes de déchéance et le droit de retrait administratif, organisés par la loi de 1838 et le décret de 1852. Désormais la propriété de la mine sera incommutable, comme toutes les autres. L'administration n'aura plus sur elle le droit de vie et de mort, et, sauf une restriction du *Jus abutendi*, au cas d'abandon de la mine, le droit commun la régira seul. En effet, l'exploitation est l'essence même de l'existence légale de la mine. Dès qu'elle cesse, la mine retombe aussitôt dans la classe des biens sans maître que l'État peut revendiquer, d'après l'article 539 du C. civ. Tels sont les principes qui ont inspiré la rédaction de l'art. 42 : « Si une mine reste inexploitée pendant deux ans consécutifs, le Préfet a le droit de mettre le propriétaire en demeure de reprendre l'exploitation, et six mois après, de l'assigner devant le tribunal civil, pour être statué sur la légitimité des causes de l'abandon.

Si le tribunal ne reconnaît pas ces causes légitimes, il ordonne la mise en vente de la mine et nomme un séquestre s'il y a lieu.

La vente est faite conformément aux articles 957 et suivants du Code de procédure civile.

Le propriétaire de la mine abandonnée ne peut se rendre adjudicataire.

Le prix de vente lui est attribué,* sauf les droits des créanciers.

A défaut d'adjudication, après deux baisses de mise à prix, la propriété de la mine revient à l'État, franche et quitte de tous droits et charges. »

Cette attribution de compétence à la juridiction civile semble de nature à blesser les habitudes administratives. Ce n'est cependant pas le seul cas où l'État plaide contre les particuliers devant la juridiction civile et aux frais du Trésor : on en trouve des exemples dans les questions d'enregistrement, de forêts, et d'une manière générale dans toutes celles qui intéressent le domaine public.

Si le propriétaire ne peut être dépouillé de sa mine, il ne doit pas avoir, en retour, le droit d'y renoncer, comme cela résulte depuis 1843 des cahiers des charges qui contiennent une clause autorisant et réglementant cette renonciation. Une telle doctrine, compatible avec le principe de la concession, serait la négation elle-même de celui de la mine à l'inventeur. La propriété de la mine s'acquérant désormais comme toutes les autres ne peut, pas plus que les autres, faire l'objet d'une renonciation.

Les infractions à la loi sur les mines se divisent en délits et en contraventions. Les délits résultent de la violation des lois et règlements sur les mines, carrières souterraines et carrières à ciel ouvert, assimilées à des carrières souterraines; les contraventions de simple police résultent de la violation des lois et règlements sur les carrières à ciel ouvert et les tourbières. Une première infraction n'entraîne que des peines pécuniaires; l'emprisonnement est seulement appliqué en cas de récidive.

Les droits acquis des anciens concessionnaires doivent être pleinement sauvegardés. En conséquence, les concessions antérieures sont confirmées dans leurs limites actuelles, et les redevances tréfoncières, dues aujourd'hui aux propriétaires du sol, subsisteront dans leur intégralité. Les anciens concessionnaires seront soumis aux obligations de la loi nouvelle, et

profiteront de ses avantages. Le plus précieux de ces avantages sera la consécration solennelle donnée à leur droit de propriété. L'obligation de payer les redevances au taux nouveau ne prendra naissance qu'une année après la promulgation de la loi.

Les concessionnaires actuels auront le droit de demander, pendant le cours même de cette année, la réduction du périmètre de leur mine. Il est facile de justifier cette faveur exceptionnelle par l'augmentation de la redevance fixe et la suppression du droit de renonciation.

L'article 59 du nouveau projet autorise le rachat des redevances tréfoncières. Si elles consistent en une rente fixe annuelle, indépendante de l'extraction, le rachat en est fait par le versement d'un capital égal à vingt fois le montant de la rente. Si elles sont proportionnelles à l'extraction, le prix du rachat est fixé par le tribunal, en raison de la valeur du tréfonds.

Les minières, nous l'avons dit au début, sont supprimées ; mais les intérêts de leurs propriétaires ne sont pas sacrifiés. La qualité d'inventeurs sera reconnue de plein droit à tous ceux d'entre eux qui en feront la demande dans le délai de deux ans. Elle leur sera conférée par un décret rendu en Conseil d'État, quelle que soit l'étendue de leurs minières, que celles-ci soient exploitées ou non, souterraines ou à ciel ouvert.

Tel est, dans ses grandes lignes, le projet que la commission présidée par M. Jacques Piou, a soumis à la Chambre dans la séance du 24 février 1889. Ce projet ne réalise sans doute pas toutes les réformes qu'il est permis de concevoir, ou tout au moins d'espérer. Mais il marque cependant un pas important dans la voie du progrès ; il importe de ne pas le négliger, car c'est peut-être le seul qui puisse se mettre en har-

monie à l'heure actuelle, avec l'état de nos mœurs et de notre industrie minérale.

La proposition de loi sur les mines de M. René Goblet a été déposée à la séance du 15 décembre 1893 (1). L'idée qui lui a servi de point de départ est la suivante : « Une concession n'est pas un acte de faveur et de munificence : elle est un acte de haute administration, et, en échange de ce qu'il donne, l'État reçoit du concessionnaire la promesse d'une exploitation persévérante. » Cette pensée n'est pas nouvelle, car elle a été empruntée par l'auteur de la proposition au rapport de M. Sauzet, sur la loi du 27 avril 1838.

M. Goblet croit retrouver l'application des mêmes principes dans le décret du 23 octobre 1852, qui a prévu en cas d'infraction à ses dispositions, la possibilité de prononcer le retrait de la concession. Il en conclut que le caractère de propriété définitive, attribué aux concessions minières par la loi de 1810, n'est pas tellement absolu qu'il ne puisse y être apporté aucune restriction, et que cette législation incomplète, de l'aveu du législateur lui-même, ne saurait effacer les conséquences légales et juridiques nécessairement attachées à la nature spéciale de la propriété des mines. Car les mines appartiennent à la nation, qui en en concédant l'exploitation, a le droit de mettre à cette concession les conditions que l'intérêt public exige. Les

1. Ce projet a été signé par MM. Crémieux, Dauzon, Lockroy, Gacon, Frébault, Pajot, Lesage, Raymond Leygue (Haute-Garonne), Victor Leydet, Ville, Delarue, Baulard, Magnien, Desmons, Bepmale, Rathier, Suchet, Camille Pelletan, Pèdebidou, Mesureur, Fernand Rabier, Chautemps, le général Riu, Labussière, Dubief, Doumèr, Félix Mathé, Barodet, Bertheaux, Jullien, Jacques, Dutreix, Charonnat, Montaut (Seine-et-Marne), Hubbard, Merlon, Dindeau, Maurice Faure, Beauquier, Samary, Dervelay, Ricard (Côte-d'Or), Loup, Alph. Humbert, Louis Blanc.

termes de la loi de 1810 autorisent l'État à en reprendre la possession par voie d'expropriation, comme de toute autre propriété. Mais il faut aller plus loin, et décider qu'il pourrait les reprendre, dans le cas où les conditions de la concession cesseraient d'être exécutées. Il y aurait lieu seulement, si l'inexécution des conditions ne résulte pas d'une faute positive, imputable aux concessionnaires, de les indemniser, dans une mesure à déterminer, du préjudice que leur causerait le retrait de la concession.

L'interruption résultant des contestations entre les concessionnaires et leurs ouvriers, lorsqu'elle s'est prolongée pendant un certain temps, sans solution possible, semble, aux yeux de M. Goblet, justifier l'intervention de l'État et l'exercice des droits supérieurs dont il est fait mention dans les art. 49 et 50 de la loi du 21 avril 1810. Mais ces textes se bornent à indiquer la sanction de l'État, sans spécifier la pénalité. Il y a donc là une lacune qu'il importe de combler.

La solution proposée par M. Piou et qui prend pour base l'attribution de la propriété de la mine à l'inventeur, pas plus que celle du projet de 1886 ne remédie efficacement à la difficulté. Il ne servirait à rien, en effet, de prononcer la déchéance de la concession, en cas de cessation prolongée des travaux, et de mettre la mise en vente, par adjudication publique, comme le proposait le projet du gouvernement, si l'exploitation entre les mains de l'acquéreur devait se continuer dans les mêmes conditions.

Le devoir du gouvernement est de porter résolument remède aux conflits entre les exploitants de la mine, et les ouvriers mineurs, qui causent l'interruption des travaux et les longs chômages, avec les graves conséquences qu'ils entraînent. D'après M. Goblet, le moyen le plus rationnel est de s'attaquer à la cause même, en mettant fin à des concessions qui

ne remplissent plus leur objet. Ce procédé ne lui paraît pas contredit par l'esprit de la loi de 1810, et par les principes généraux du droit.

Le retrait des concessions constituerait donc la sanction des articles 49 et 50, comme la solution des conflits que n'a pas pu terminer l'arbitrage.

Le règlement de l'indemnité à laquelle pourraient avoir droit les concessionnaires, devra être fait par l'autorité administrative. Il y aura lieu naturellement de retenir d'abord les sommes pouvant être dues à des créanciers de la mine, et aussi celles nécessaires au rachat des redevances payées au propriétaire de la surface, car il paraît avantageux de les supprimer, suivant la proposition de M. Piou (art. 2).

Le *quantum* de l'indemnité sera calculé d'après le produit net de la mine, pendant les cinq dernières années, mais ne pourra dépasser une somme équivalente à la moitié de ce revenu. Il sera payé aux ayants-droit en rentes sur l'État. (art. 2).

L'État rentré en possession des mines pourra, soit les exploiter lui-même, soit les concéder à nouveau à des sociétés civiles, ou à des associations ouvrières offrant les garanties nécessaires. Ces concessions seront faites dans les formes actuelles, mais à titre temporaire, pour une durée ne pouvant dépasser vingt-cinq ans et seront toujours révocables dans les mêmes cas que les autres. Elles seront faites, en outre, sous certaines conditions nouvelles, relatives à la durée du travail, et à la participation des employés et ouvriers de la mine aux bénéfices, soit sous forme d'allocation aux caisses de secours, d'assurances et de retraites, soit sous forme de supplément aux salaires.

En cas de contestation sur ces divers points, on aura recours à la procédure sur la conciliation et l'arbitrage, organisée par la loi du 27 décembre 1892, sauf, à défaut d'accord

entre les parties, à faire statuer en dernier ressort par le juge de paix.

Telles sont dans leurs grandes lignes les considérations générales du projet de loi de M. Goblet.

L'examen détaillé de ses articles montre bien que son auteur ne vise pas une refonte complète de la loi de 1810. Son but est différent : il veut non seulement frapper de retrait les concessions de mines dans les hypothèses prévues par les art. 48 et 50 de la loi de 1810, mais aussi dans le cas de grève, lorsque la cessation de travail se sera prolongée pendant plus de deux mois, sans qu'une proposition d'arbitrage ait été acceptée, ou ait pu aboutir (art. 4). Il veut aussi, et ce n'est pas là son côté le moins intéressant, répartir suivant des règles nouvelles la durée du travail et les bénéfices qui seraient obtenus dans les mines résultant de ces nouvelles concessions. On en trouve le détail dans l'art. 5 :

1° La durée de la journée de travail sera fixée à huit heures de travail effectif.

2° Après prélèvement de tout ou partie de l'indemnité annuelle payée aux précédents concessionnaires de la mine, des redevances dues à l'État, des frais généraux de l'exploitation, de l'intérêt à 5 0/0 du capital et des salaires fixés par les parties, le bénéfice net sera réparti ainsi qu'il suit :

15 0/0 à la caisse des secours et d'assurance contre les accidents ;

15 0/0 à la caisse des retraites ;

20 0/0 aux employés et ouvriers de la mine, proportionnellement à leurs salaires ;

Le surplus, soit 50 0/0, au capital.

La mise à exécution d'un tel programme serait-elle de nature à assurer la prospérité de l'industrie houillère en France ? Il est plus que permis d'en douter.

CHAPITRE II

Art. 552 du Code civil — Ses conséquences dans ses rapports avec la législation des mines. — Droit de propriété. — Déchéances. — Expropriation. — Vente. — Partage. — Louage. — Distinction entre les meubles et les immeubles. — Retrait des actions. — Prescription. — Renonciation. — Action paulienne. — Privilèges. — Hypothèques.

§ 1. — *Propriété.*

« La propriété, dans le sens propre de ce mot (*dominium*), exprime l'idée du pouvoir juridique le plus complet d'une personne sur une chose, et peut se définir le droit en vertu duquel une chose se trouve soumise d'une manière absolue, exclusive, à la volonté et à l'action d'une personne. »

Tels sont, d'après MM. Aubry et Rau, les caractères de la propriété. — Trouvons-nous, dans l'art. 552 du Code civil, en ce qui concerne les mines, la réunion de ces attributions dans les mains du *dominus*? Au premier abord, la réponse paraît être pleinement affirmative, car l'art. 552 dit très catégoriquement : « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous... Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les

modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines et des lois et règlements de police. »

La restriction contenue dans la partie finale de cet article semble même n'avoir trait, comme le dit le texte, qu'à certaines mesures de réglementation et de police, qui ne doivent en rien influencer sur le droit du propriétaire.

Tel était, en effet, le premier but qu'avait cherché le législateur, dans la rédaction de l'art. 552, qui confirmait le principe déjà posé dans la loi de 1791, que le propriétaire de la surface jouit d'un droit de préférence, pour la concession de la mine située dans son fonds.

La loi du 21 avril 1810 devait aussi, en droit, respecter le principe posé par l'art. 552. Mais en présence de l'intérêt national, qui exige que les richesses minérales ne restent pas enfouies et qu'elles soient, au contraire, exploitées par des personnes possédant les moyens et les connaissances nécessaires, cette loi conféra au gouvernement, par la latitude sans réserve qu'elle lui laisse dans le choix du concessionnaire, un droit lui permettant véritablement l'expropriation pour cause d'utilité publique du propriétaire de la surface.

Le droit de ce dernier se trouve ainsi réduit à une indemnité, qui se traduit par une redevance, sur le produit des mines concédées, réglée par l'acte de concession.

Nous pouvons dire qu'en fait, le principe posé par l'art. 552 du C. civ. est sensiblement atténué par ce droit absolu d'expropriation reconnu à l'Etat, en ce qui concerne les mines. Il n'y aurait même aucune exagération, à notre avis, à ajouter que le fait de la concession y constitue une exception évidente. Car nous ne nous trouvons pas ici en présence de l'expropriation telle qu'elle est réglementée par la loi du 3 mai 1841. La concession est faite par l'autorité administra-

tive et il n'est pas nécessaire que l'indemnité soit préalable (1). Remarquons enfin que l'indemnité sous forme de redevance, due au propriétaire de la surface en raison seulement de l'exploitation souterraine, ne correspond en rien à la valeur des minerais enlevés annuellement. Elle ne représente donc pas, comme en matière d'expropriation ordinaire, le préjudice causé au droit de propriété de l'exproprié. De plus, contrairement aux principes du droit commun, le défaut de paiement des redevances ne permet pas au propriétaire de la surface de faire prononcer la résolution de la concession, en vertu de l'art. 1284 du C. civ. Il peut seulement en provoquer l'expropriation forcée à la suite d'une saisie (2).

La redevance imposée au concessionnaire au profit du propriétaire de la surface, doit donc être considérée seulement comme la reconnaissance du principe de propriété posé dans l'art. 552 du C. civ. Cette redevance constitue, d'après Demolombe (T. 9, n° 436), une vraie rente immobilière constituant une exception singulière au principe en vertu duquel toutes les rentes sont mobilières dans notre droit moderne. C'est là certainement une anomalie curieuse, mais qui n'est pas la seule que l'on puisse relever dans le même ordre d'idées. Il arrive quelquefois aux entrepreneurs de travaux publics de découvrir une carrière dans le sol d'un particulier et d'en profiter largement. Or, ils ne lui doivent une indemnité que jusqu'à concurrence du sol lui-même qu'ils ont occupé, sans égard à la valeur de la carrière : ils devraient au contraire payer aussi une indemnité à raison de cette dernière valeur, si la carrière eût déjà été en exploitation à ce moment.

1. Cass. 7 août 1839.

2. En ce sens : Bury, t. I, 471. Féraud-Giraud, t. I, n° 539. Aubry et Rau, t. 8, § 778.

La théorie que nous venons d'exposer, relativement au caractère que nous reconnaissons à la redevance, a été soutenue par Demolombe (1) et par Ballot (2). Mais il a été jugé que lorsque, par vente ou autrement, la redevance a été séparée de la propriété du fonds, elle ne constitue plus qu'une rente mobilière (3).

Quoi qu'il en soit, le principe que nous attribuons comme base à la redevance existe réellement, à notre avis, dans notre droit actuel, bien que certains auteurs aient soutenu de la façon la plus positive que les mines ne sont pas la propriété de celui sous le fonds duquel elles ont leur gisement.

Aux termes mêmes de la loi du 21 avril 1810, la mine constitue une propriété distincte de celle de la surface. Mais cette propriété n'existe en ce sens qu'à dater du jour où le droit de concession a été conféré. Jusqu'alors, les deux propriétés et par suite les deux droits n'en font qu'un. Il en résulte que tant qu'une mine n'a pas été trouvée dans un fonds et même tant qu'elle n'a pas été concédée, le propriétaire de ce fonds ne peut vendre le droit éventuel de l'exploiter si jamais elle venait à être découverte et concédée. Il peut seulement céder le droit à l'indemnité qui lui reviendrait dans l'hypothèse d'une concession future à titre de redevance tréfoncière (4).

Il s'en suit également que tant que la mine n'a pas été concédée par l'Etat, on se rendrait passible de dommages-intérêts envers son voisin, si on se permettait d'exploiter sous

1. Demolombe, t. IX, p. 649.

2. Ballot, *Revue de droit français et étranger*, 1847, t. IV, p. 417.

3. Civ. cass. 13 nov. 1848. Sir., 48, 1, 682. Civ. rej. 14 juillet 1850. Sir., 51, 1, 63.

4. En ce sens : Bury, t. I, n° 29 ; Cotelle, t. III, p. 217 ; Féraud-Giraud, t. 1, n° 15.

sa propriété sans son autorisation. Car ce serait évidemment lui enlever la richesse d'une partie de son fonds (1).

Le droit de concession ne porte que sur les matières qui y sont spécialement désignées. Le fait d'exploiter d'autres minerais découverts au cours des recherches constituerait une atteinte au droit du propriétaire de la surface. Le concessionnaire devrait donc, dans ce cas, en rendre la valeur au propriétaire de la surface, en tenant compte, cependant, des frais d'extraction (2). Toutefois, un arrêt du 27 janvier 1885 décide qu'en pareil cas, le concessionnaire n'est pas fondé à réclamer ses frais d'extraction (3).

Le droit de propriété que confère le décret de concession n'est pas illimité. Nous pouvons noter à ce sujet deux restrictions assez importantes :

1° Le concessionnaire doit respecter, dans la mesure du possible, la jouissance du propriétaire de la surface. Ce dernier a même le droit de le forcer à détruire les ouvrages qui lui nuisent s'il n'intervient pas un acte administratif qui en autorise le maintien. Mais il y a lieu, alors, à une indemnité ;

2° Il peut être assujetti en ce qui concerne sa mine, à la servitude d'intérêt général relative à la protection des sources d'eaux minérales, établie par le décret du 8 mars 1848, et n'a, dans ce cas, aucun recours à exercer contre les concessionnaires ou les propriétaires de ces sources (4).

Après avoir traité la question à la fois importante et pleine

1. Demolombe, t. IX, n° 647. Req. rej., 1^{er} janvier 1844, Sir. 41. 1. 121.

2. Bury, t. I, n° 45 ; Féraud-Giraud, t. I, n° 17. Cour de Liège, 27 fév. 1837.

3. Civ. rej. 27 janv. 1885. D. P. 85, 4, 297.

4. Montpellier, 9 janvier 1877. D. P. 4, 78, 2, 221. Req. 30 janv. 1878, D. P. 79, 1, 75.

d'actualité des retraits de concession, nous étudierons, dans ce chapitre, les différents points de contact de la loi du 21 avril 1810, avec le droit de propriété, dans les cas où ces hypothèses n'ayant pas fait, dans le Code civil, l'objet d'une disposition législative spéciale, constituent des conséquences de l'alinéa final de l'art. 552 du C. civ.

§ 2. — *Déchéances en matière de concessions minières.*

Sous l'empire de la loi du 27 juillet 1791, qui reposait sur ce principe que les mines sont des propriétés publiques, dont la concession n'est accordée aux particuliers qu'à titre temporaire, la déchéance était encourue s'il y avait eu cessation des travaux pendant un an.

Loi de 1810. — La loi du 21 avril 1810 a substitué à ce régime de concessions temporaires le régime de la propriété privée, perpétuelle et transmissible, ainsi qu'il résulte de ses articles 7, 8, 19 et 20. Napoléon a d'ailleurs confirmé ce principe lors des travaux préparatoires en disant : « Qu'on ne peut jamais considérer le mineur comme un simple concessionnaire qu'on dépouille, bien au contraire comme un simple particulier qui ne perd sa propriété que comme le propriétaire d'un champ, d'une maison, perd la sienne » (1).

Ce n'était pas tout d'admettre ce principe de la propriété, qui depuis n'a jamais cessé d'être reconnu en France (2), il

1. Paroles de Napoléon I^{er}. Locré, t. IX, p. 387.

2. Cour de cassation, 18 juillet 1837 et 3 mars 1844.

fallait encore en tirer les déductions logiques. L'occasion ne se fit pas attendre.

La section III du projet de loi renfermait la nomenclature des dispositions destinées à supprimer le droit du concessionnaire, en cas d'abandon de l'exploitation, et répondait ainsi à son titre : « de la vacance par la cessation de l'exploitation de la mine ». Ce fut encore en s'appuyant sur le droit de propriété précédemment reconnu au concessionnaire, que Napoléon s'éleva contre l'introduction de telles mesures dans la loi. Le comte Regnault de Saint Jean-d'Angely lui fit inutilement remarquer que, faute de règlements généraux sur leur exploitation les mines étaient exposées à périliter. L'Empereur se contenta de lui répondre que : « sur l'exploitation des mines on doit s'en rapporter à l'intérêt personnel, comme on le fait pour l'exploitation d'un champ..... Les légers inconvénients que la section prévoit doivent céder à ce grand principe constitutif de la propriété, que le propriétaire a le droit d'user et d'abuser de sa chose..... Si l'exploitation des mines est libre en Angleterre, pourquoi ne le serait-elle pas en France ?

« Il vaut mieux laisser agir l'intérêt personnel que d'établir la surveillance des ingénieurs. C'est un grand défaut dans un gouvernement que de vouloir être trop père. A force de sollicitude, il ruine et la liberté et la propriété..... Il en doit être d'une mine abandonnée, comme d'un moulin qui est tombé en ruines, et que le propriétaire ne rebâtit point..... L'esprit de propriété remédie à tout. La liberté laissée au propriétaire n'entraînera pas ici plus d'abus que dans l'exploitation des bois..... On n'oblige pas un propriétaire à abandonner sa ferme lorsqu'il cesse de l'exploiter. Pourquoi en serait-il autrement des mines ?.... Le principe de l'abandon ne peut être admis dans un pays où la propriété est libre ; et puisque les mines sont de véritables propriétés, il est impossible de faire, à leur

égard, des exceptions au droit commun. Le concessionnaire ne doit être dépouillé de sa propriété que lorsque lui-même consent à la céder. Il n'y a pas de différence à faire, sous ce rapport, entre une mine et une ferme. Sans doute, on peut assujettir le concessionnaire à des conditions ; mais le non-accomplissement de ces conditions ne doit pas entraîner la déchéance ; l'autorité des tribunaux condamnera les concessionnaires comme cela se pratique à l'égard de tous les contrats » (1).

La manière de voir de l'Empereur prévalut, et avec le rejet de la section III, il fut bien manifeste que le principe de la déchéance pour quelque cause que ce soit, était repoussé. On s'explique ainsi aisément dans quel esprit devaient être interprétés les art. 47, 48, 49 et 50 de cette loi, et on en trouve la confirmation dans l'exposé des motifs du projet de loi sur les mines, fait au corps législatif par M. le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely, le 13 avril 1810.

« L'action de l'Administration sur les mines, y est-il dit, est réduite aux plus simples termes ; elle est enfermée dans le strict besoin de la société. Le corps des ingénieurs des mines, dont l'organisation définitive suivra nécessairement de près la publication de cette loi, portera partout des lumières et des conseils, sans imposer de loi, sans exercer aucune contrainte sur la direction des travaux. Ils n'auront d'action que pour prévenir les dangers, pourvoir à la conservation des édifices, à la sûreté des individus.... Ils rechercheront les faits, les constateront et ne statueront jamais.

« Ce droit est réservé aux *tribunaux* ou à l'*administration*. Il est réservé aux *tribunaux* dans tous les cas de contravention aux lois ; eux seuls peuvent prononcer des condamnations... Ce droit est réservé à l'administration, si la sûreté

1. Locré, *op. cit.*, p. 299 et 300.

publique est compromise, ou si les exploitations restreintes, mal dirigées, suspendues, laissent des craintes sur les besoins des consommateurs. En ce cas, la concession jadis était révoquée. *Un tel système est incompatible avec celui de la propriété des mines.* Il y sera pourvu, s'il se présente, sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, comme aux cas extraordinaires et inhabituels que le législateur ne peut prévoir. Et si, ultérieurement, le besoin d'une règle générale se faisait sentir, elle ne sera établie qu'après que l'expérience aura répandu sa lumière infailible sur cette question fort difficile à résoudre, de savoir comment on peut concilier le droit d'un citoyen sur sa propriété, avec l'intérêt de tous. »

Il ressort bien clairement de cette longue citation, que l'art. 49, aux termes duquel, en cas de « restriction ou de suspension de l'exploitation de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, les Préfets, après avoir entendu les propriétaires, en rendront compte au ministre de l'Intérieur, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra », n'implique en aucune manière le droit pour le gouvernement de prononcer ou de poursuivre la déchéance de la concession. L'administration y trouve seulement la consécration de son droit de surveillance.

En résumé, le texte et l'esprit de la loi du 21 avril 1810 n'autorisent en aucune circonstance et sous aucun prétexte le gouvernement à exercer le retrait de la mine. La loi du 27 juillet 1880 a, il est vrai, modifié l'art. 50 de la loi de 1810 ; mais la nouvelle rédaction de ce texte n'a porté que sur des particularités de droit administratif, qui n'ont en rien changé la base et la nature du droit de propriété que la loi de 1810 reconnaît au concessionnaire.

Législation postérieure à la loi de 1810.

La section du Conseil d'État avait adopté le 23 novembre 1813 un projet de loi relatif à l'abandon des mines par déclaration expresse du concessionnaire et à l'abandon par cessation des travaux. En ce qui concernait cette dernière hypothèse, si les concessionnaires n'avaient aucune excuse légitime à invoquer, admise également par le directeur des mines et que l'interruption des travaux se fût prolongée pendant un an, le ministre de l'intérieur devait leur prescrire un délai, qui ne pouvait être moindre de six mois, pour la reprise desdits travaux. En cas d'inexécution de la part des concessionnaires, dans le délai prescrit à l'arrêté enjoignant la reprise des travaux, le ministre de l'Intérieur, sur le rapport du Préfet, et sur celui du directeur général des mines devait faire poursuivre en justice la vente de la mine abandonnée. Ce projet n'ayant pas abouti, nous croyons inutile d'y consacrer plus de détails.

Loi du 27 avril 1838. — La loi du 27 avril 1838 relative à l'assèchement et à l'exploitation des mines est venue accomplir la dérogation aux principes de la loi du 24 avril 1810 que le projet de loi de 1813 avait été impuissant à réaliser. Elle dispose dans son art. 10 que dans les cas prévus par l'art. 49 de la loi de 1810, le retrait de la concession pourra être prononcé.

Le principe du retrait et de l'abandon des mines a aussi été admis par les législations autrichienne (art. 251 à 266), sarde (art. 96 à 117) et prussienne (art. 156 à 164).

L'atteinte ainsi portée aux droits du concessionnaire par l'art. 10 de la loi de 1838 n'est d'ailleurs, à proprement parler,

qu'une conséquence de l'esprit général qui a inspiré cette loi. Ses articles 1, 2, 3, 4 et 5 donnent, en effet au gouvernement, lorsque plusieurs mines situées dans des concessions différentes seront atteintes ou même menacées d'une inondation commune de nature à compromettre leur existence, la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, le droit d'obliger les concessionnaires de ces mines à exécuter à frais communs les travaux nécessaires pour parer au danger ou tout au moins arrêter ses progrès. La procédure à suivre est minutieusement exposée dans l'art. 6.

« A défaut de paiement dans le délai de douze mois, à dater de la sommation qui aura été faite, la mine sera réputée abandonnée ; le ministre pourra prononcer le retrait de la concession, sauf le recours au Roi, en son Conseil d'État, par la voie contentieuse. — La décision du ministre sera notifiée aux concessionnaires déchus, publiée et affichée à la diligence du préfet. — L'administration pourra faire l'avance du montant des taxes dues par la concession abandonnée, jusqu'à ce qu'il ait été procédé à une concession nouvelle... A l'expiration du délai de recours... il sera procédé publiquement, par voie administrative, à l'adjudication de la mine abandonnée. Les concurrents seront tenus de justifier de facultés suffisantes pour satisfaire aux conditions imposées par le cahier des charges. — Celui des concurrents qui aura fait l'offre la plus favorable sera déclaré concessionnaire, et le prix de l'adjudication, déduction faite des sommes avancées par l'État, appartiendra au concessionnaire déchu ou à ses ayants-droits... Le concessionnaire déchu pourra, jusqu'au jour de l'adjudication, arrêter les effets de la dépossession en payant toutes les taxes arriérées, et en consignait la somme qui sera jugée nécessaire pour sa quote-part dans les travaux qui resteront encore à exécuter... »

Aux termes de l'art. 10, « dans tous les cas prévus par l'art. 49 de la loi du 21 avril 1810, le retrait de la concession et l'adjudication de la mine ne pourront avoir lieu que suivant les formes prescrites par l'art. 6 de la présente loi ».

Il est donc bien évident, comme nous le disions plus haut, que la sanction du retrait appliquée aux hypothèses prévues par l'art. 49 de la loi de 1810 n'est qu'une conséquence de l'esprit général de la loi de 1838. On en trouve une preuve manifeste dans l'obligation imposée, dans ce cas, de se conformer à la procédure de l'art. 6.

La loi du 27 avril 1838 a donné naissance à quatre cas de déchéance :

1° Pour refus de paiement des taxes dues à des syndicats autorisés (art. 6, loi du 27 avril 1838) ;

2° Pour refus de paiement des travaux faits d'office par l'administration (art. 9 loi du 27 avril 1838) ;

3° Pour compromission des intérêts des consommateurs par la suspension ou la restriction de l'exploitation (premier cas de l'art. 49 de la loi du 21 avril 1810, et art. 10 de la loi du 27 avril 1838) ;

4° Pour la compromission de la sûreté publique par la suspension ou la restriction de l'exploitation (deuxième cas du même art. 49 de la loi de 1810, et art. 10 de la loi de 1838).

Les motifs de ces différentes déchéances ont été justifiés dans les termes suivants par le commissaire du Roi, lors de la discussion de la loi de 1838 : « un particulier a été investi de la concession d'une mine, à la charge de l'exploiter, à la charge de mettre au jour et de verser dans la circulation les richesses qu'elle recèle : il n'exploite pas la mine, il laisse enfouis dans le sein de la terre les produits que les consommateurs attendent avec impatience ; n'est-il pas juste de lui retirer une concession dont il n'accomplit pas la première et la plus essen-

tielle des conditions ? Ce retrait est-il autre chose que la pénalité qui doit s'attacher naturellement à l'exécution d'un contrat » ?

L'intérêt public seul permet de tolérer une atteinte d'une telle gravité au droit de propriété du concessionnaire, aussi la circulaire ministérielle du 29 décembre 1838, rendue pour l'exécution de la loi du 27 avril précédent est-elle venue spécifier avec quelle prudence et quelle modération cette sanction devait être appliquée. « Avant d'user des voies de rigueur, il est convenable de bien constater qu'on s'est trouvé dans l'obligation d'y recourir. Il faut entendre les intéressés, voir s'il y a des plaintes, recueillir en un mot, toutes les informations nécessaires. Beaucoup de circonstances, indépendantes du concessionnaire, des revers de fortune, des procès, des affaires de famille, quand une succession vient à s'ouvrir, les difficultés même de l'exploitation ou le manque des débouchés, la baisse des prix dans le commerce, peuvent occasionner des interruptions dans les travaux... »

La déchéance étant une peine ne doit donc être encourue que si le concessionnaire est en faute.

Grèves. — Que doit-on décider en ce qui concerne les grèves ? Le refus de travailler de la part des ouvriers, qui constitue leur caractère essentiel, met un obstacle absolu à la continuation des travaux. Faut-il en conclure que la résistance du concessionnaire qui refuse de céder aux revendications des mineurs et par suite fait durer cet état *inquiétant pour la sûreté publique*, implique à son égard une *faute* susceptible de lui faire encourir la déchéance ?

La question n'a pas été prévue par la loi de 1838, et cela, pour une raison bien simple. A cette époque, la grève, ou pour mieux dire la coalition, tombait sous le coup de l'art. 414 du

C. pén., qui non seulement la prohibait, mais la punissait comme un délit. Une telle éventualité, n'était donc pas à redouter. Mais, depuis la loi du 25 mai 1864, la grève n'est plus interdite aux ouvriers. La nouvelle rédaction de l'art. 414 du C. pén. punit seulement les actes de violence, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, qui auront amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. Les ouvriers sont donc libres aujourd'hui, à la condition de s'abstenir de ces actes repréhensibles, de se mettre en grève, avec l'intention bien arrêtée de dicter aux patrons leurs conditions.

Untel état de choses autorise-t-il à considérer, comme étant en faute l'exploitant, dont tous les moyens de production sont paralysés par une grève ? Ce serait une suprême injustice que de répondre par l'affirmative. La grève constitue, à n'en pas douter, un cas de force majeure dont on ne peut rendre responsable l'exploitant. Personne ne saurait, en effet, admettre que celui qui se trouve paralysé par un cas de force majeure soit en faute.

En admettant, d'ailleurs, que les exigences des grévistes soient légitimes, quel sera le juge appelé à se prononcer entre l'ouvrier et le patron ? Où et comment trouver un arbitre assez impartial et jouissant en même temps d'un prestige suffisant pour imposer sa solution. Car, après avoir entendu les prétentions respectives, il devra fatalement donner tort à l'un et raison à l'autre. Est-ce au gouvernement à assumer cette responsabilité ? Ne sortirait-il pas absolument de la sphère de ses attributions en venant s'immiscer dans des questions de prix de revient et de salaires qui ont un caractère absolument privé ? Telle est notre manière de voir ; nous pensons même que l'État

ne peut pas prétendre à ce droit et que c'est tout au plus s'il doit se borner à donner des conseils.

Il est donc impossible d'admettre qu'en aucun cas, la suspension de l'exploitation par le fait d'une grève puisse donner ouverture à une poursuite en déchéance contre le concessionnaire.

Cette théorie est partagée par la majorité des auteurs. Quant à la jurisprudence administrative, elle n'a jamais admis le retrait de la concession, que lorsqu'il y a abandon absolu et complet de l'exploitation. Il faut que l'enquête ait prouvé l'intention bien manifeste du concessionnaire de ne pas remplir ses engagements. Depuis la loi de 1838, il n'y a eu que six retraits de concession basés sur la cause que nous venons d'indiquer et qui ont porté sur les établissements suivants :

Mines de plomb de Pompéan (Ille-et-Vilaine), 20 nov. 1814 ;

Mines de fer de Estavar (Pyrénées-Orientales), 28 déc. 1846 ;

Mines de plomb de Manère (Pyrénées-Orientales) 28 déc. 1859 ;

Mines de houille de Ferques (Pas-de-Calais), 21 janv. 1874 ;

Mines de plomb de Giromagny (Haut Rhin), 6 sept. 1876 ;

Mines d'antimoine de Chazelles (Haute-Loire), 16 déc. 1876.

Dans aucun cas, il n'a été soutenu que l'arrêt de l'exploitation pendant quelques jours ou quelques semaines pût être une cause de déchéance, quand même il n'aurait d'autre motif qu'une discussion de salaires ou le renvoi d'un certain nombre d'ouvriers devenus inutiles par la restriction du travail ou toute autre cause.

En résumé, en ce qui concerne les quatre cas de retrait, qui sont la conséquence de l'application de la loi de 1838, une première condition *sine qua non* s'impose : il faut que la restriction ou la suspension des travaux soit le fait du concessionnaire, et témoigne d'un abandon volontaire et inten-

tionnel de la mine. Tel n'est certainement pas le cas d'une suspension provoquée par la grève des ouvriers ; aussi la grève ne peut-elle jamais donner naissance à la déchéance.

Décret du 23 octobre 1852. — Aucune disposition, ni dans l'art. 552 du C. civ., ni dans la loi du 21 avril ne s'opposait à ce qu'un concessionnaire pût réunir à sa concession d'autres mines, voisines ou non, avec le seul consentement des intéressés. L'autorisation préalable du gouvernement n'était donc pas nécessaire pour valider un tel acte. Et il semblait bien ressortir de l'étude des textes, qu'à part la prohibition de vente par lots ou de partage, le droit de propriété ne recevait pas d'autre limitation en matière de mines. Telle fut d'ailleurs la doctrine admise en France, jusqu'en 1852. A cette époque parut un décret (23 oct., 4 déc.) défendant à tout concessionnaire de mines, de quelque nature qu'elles soient, de réunir sa ou ses concessions à d'autres concessions de même nature, par association ou par acquisition, ou de toute autre manière, sans y avoir été dûment autorisé. La sanction de cette prohibition était la nullité des actes de réunion, sans préjudice du retrait des concessions et des poursuites que les concessionnaires des mines réunies pourraient avoir encouru, en vertu des art. 414 et 419 du C. pénal. Cette prohibition, comme on le voit, était très générale et devait s'appliquer, d'après la circulaire du ministère des travaux publics du 20 novembre 1852, même aux réunions de concession, résultant de la location, d'une succession, ou d'une expropriation forcée, provenant de l'insolvabilité du débiteur.

Il est facile de deviner les motifs qui inspirèrent ce décret. On craignait que la réunion de plusieurs concessions dans une même main fût fatale à l'exploitation. Nous adressons à ce décret un reproche que nous aurons plus d'une fois l'occasion de formuler. Est-il rationnel de tolérer la vente entière d'une

concession à un individu, dont on n'exige aucune garantie, tandis qu'on prohibe, sans distinction, l'acquisition, par un concessionnaire qui a déjà fait ses preuves, d'une autre concession ? Le fait même de délivrer une concession ne dénote-il pas déjà la reconnaissance, par le gouvernement, chez le concessionnaire, de certaines aptitudes ou de certaines qualités, qui ne sont pas le fait du premier venu ? Pourquoi alors et de quel droit interdire à ce dernier d'employer son intelligence, son expérience acquise, ses capitaux, son activité à augmenter une exploitation qu'il trouve trop restreinte pour les moyens dont il dispose ? Pourquoi soumettre cette autorisation au même *aléa* que la première et l'exposer ainsi, sans voie de recours, au seul bon plaisir de l'administration ?

Etait-ce donc la crainte de voir la réunion des concessions arriver à constituer un monopole dangereux pour la sûreté de l'Etat, un accaparement fatal aux nécessités de l'intérêt public ? Mais l'art. 415 du C. pénal n'était-il pas là pour parer à ce danger ?

Il nous paraît donc difficile de justifier ce nouveau cas de retrait résultant du décret du 23 octobre 1852, qui est encore aujourd'hui en vigueur ; car il constitue avec l'esprit général de la loi du 21 avril 1810 une anomalie flagrante. D'ailleurs nous croyons que ce décret est d'une légalité douteuse.

Notre manière de voir est partagée par M. Bury, qui dit : « Ce décret peut être utile, mais je doute qu'il soit légal. L'art. 6 de la constitution du 14 janvier 1852, auquel il fait appel, accorde bien au président de la République le pouvoir de faire les règlements et décrets nécessaires pour l'exécution des lois ; mais précisément, on méconnaît la loi de 1810, au lieu de l'exécuter, en restreignant la liberté qu'elle a donné à la propriété et à la transmission des successions (1) ».

1. Bury, t. 2 n° 4257. En ce sens : Biot, p. 115 ; Perriquet, *Contrats de l'Etat*, n° 367.

Telle est également la manière de voir M. Aguillon. En effet, on doit reconnaître que la période dictatoriale pendant laquelle le Président de la République a détenu, en vertu de l'art. 58 de la constitution du 14 janvier 1852, le pouvoir législatif, a dû nécessairement avoir pour terme le jour où les grands corps de l'Etat ont été constitués. Or les Chambres ont été réunies et ont pu fonctionner à partir du 26 mars 1852, époque bien antérieure au 23 octobre, date du décret en question.

La légalité de ce décret qui, n'ayant rien d'administratif ou de réglementaire, présente au contraire un caractère législatif nettement accentué est donc assez douteuse pour pouvoir être contestée, le cas échéant, devant les tribunaux.

Quoi qu'il en soit, en vertu de ce texte, et à la suite d'une hausse importante, qui s'était produite dans le prix de la houille sur les marchés de Lyon et de St-Etienne, le gouvernement a exigé le fractionnement en groupes séparés des trente-deux concessions de mines de houille, qui appartenaient à la compagnie générale des mines de la Loire. Ce fractionnement a eu lieu par la formation de quatre groupes distincts, et plusieurs décrets en date du 17 octobre 1854, ont autorisé, sous les noms de *Société des houillères de Saint-Etienne*, *Société des houillères de Montrambert* et de la *Beraudière* et *Société des mines de la Loire*, les quatre sociétés anonymes entre lesquelles l'exploitation du gîte houiller de la Loire est désormais partagée.

Il convient d'ajouter, pour clore cette question, que le décret du 23 octobre 1852 n'a pas eu d'effet rétroactif, et que les réunions opérées avant sa promulgation ont été légales (1).

1. Civ. rej., 1^{er} juin 1859, aff. Granier, D. P. 59. 1. 244.

§ III. — *Expropriation.*

La concession d'une mine a pour effet d'en conférer, en principe, la propriété perpétuelle ; le concessionnaire ne peut donc pas, même pour cause d'utilité publique, être privé sans indemnité de la faculté de l'exploiter dans une partie quelconque de son étendue (loi du 21 avril 1810, art. 7).

Telle était, d'ailleurs, la pensée de Napoléon, qui lors de l'élaboration de la loi de 1810 avait déclaré « qu'on ne peut jamais considérer le mineur comme un simple concessionnaire, qu'un simple décret dépouille, bien au contraire, comme un simple particulier, qui ne perd sa propriété que comme le propriétaire d'un champ, d'une maison, perd la sienne » (1). Les principes généraux qui ne tolèrent l'expropriation pour cause d'utilité publique, qu'à condition d'une juste et préalable indemnité, sont donc, par le fait même, applicables, et dans la même mesure aussi bien aux mines qu'aux propriétés superficielles. Pourrait-on admettre, en effet, que le gouvernement pût agir autrement ? Ce serait un retrait d'un nouveau genre, que rien ne peut justifier, car il ne se rattacherait par aucun lien de droit aux deux hypothèses strictement spécifiées par l'art. 49 de la loi du 21 avril 1810, les articles 6 et 9 de la loi de 1838, d'une part, et par le décret de 1852, d'autre part.

L'État, en conférant un droit de concession, n'agit qu'en tant qu'administrateur de la fortune publique. Il ne donne pas dans le sens que nous attribuons légalement au mot donner ; car on

1. Locré, t. IX, p. 387.

ne peut donner que ce qu'on a, et l'État, nous le savons, n'est pas, en France, propriétaire des mines.

Il serait donc impossible d'invoquer l'idée de donation comme fondement au droit de retour que certains auteurs ont voulu lui reconnaître.

La théorie que nous venons d'exposer nous semble incontestable, et a d'ailleurs été reconnue tant par la Cour de cassation que par le Conseil d'État (1).

Il faut aussi tenir compte, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, des droits du propriétaire de la surface dont le fonds contient une mine non encore concédée. Le jury devra donc évaluer l'indemnité préalable eu égard au moins au taux des redevances tréfoncières auxquelles il aurait eu droit lors d'une concession ultérieure (2).

§ IV. — Vente.

La mine une fois concédée constitue un immeuble distinct de la surface. On doit donc, comme disait l'Empereur, « pouvoir les vendre, les donner, les hypothéquer, d'après les mêmes règles, qu'on aliène ou qu'on engage une ferme, une maison, en un mot un immeuble quelconque (3). Mais l'art. 7

1. Civ. cass. 18 juillet 1837, Sir., 37. 1. 664. Chamb. réun. Cass., 3 mars 1844, Sir., 44. 1. 259. Civ. rej. 3 janvier 1852, Sir., 53. 1. 347. Décret en Conseil d'État, 15 juin 1854, Sir., 65. 2. 117.

2. Féraud-Giraud, t. I, n° 18. Civ. cass. 21 déc. 1858, aff. Clerget de Saint-Léger. D. P. 59. 1. 25. Liège, 30 avr. 1866, aff. Werads, *Pasicrisie belge*. 1866, 2. 296. *Contrà* : Jouselin sur Delalleau, *Traité de l'expropriat.*, t. I, n° 332. Il considère la mine avant sa concession comme une *res nullius*, même à l'égard du propriétaire de la surface.

3. Locré, t. IX, p. 143.

de la loi du 21 avril 1810 est venu apporter une grave dérogation à l'étendue des pouvoirs du propriétaire de la mine, en portant qu'« une mine ne peut être vendue par lots, ou partagée, sans une autorisation préalable du gouvernement, donnée dans la même forme que l'acte de concession » (1). Comment justifier une pareille restriction ? On a dit qu'aux yeux du législateur le démembrement d'une mine avait paru une chose fatale à la fois à son exploitation et à sa vitalité. M. Dalloz, dans son *Répertoire de législation et de jurisprudence*, t. 31, p. 647, n° 65, prétend que la division d'exploitation d'une mine présente des inconvénients graves, en ce que la concurrence fait négliger les extractions les plus difficiles. Il parle aussi des dangers et principalement de l'inondation auxquels semble exposer le morcellement de l'exploitation. Nous croyons que si un jour, comme il en est question, la loi de 1810 doit être l'objet d'une refonte ou tout au moins d'une révision, ce point devra particulièrement attirer l'attention du législateur.

L'aliénation générale de la mine pourrait être soumise à l'approbation du gouvernement. Car il lui appartient certainement, en sa qualité de dispensateur des richesses nationales publiques d'éliminer, d'après notre législation, les exploitants qui, tant au point de vue des ressources pécuniaires que de l'intelligence elle-même, ne semblent pas présenter les garanties suffisantes pour entreprendre l'exploitation d'une mine. Chacun sait, en effet, qu'au cours d'un travail souterrain, il peut surgir bien des accidents, tels qu'inondation et incendie que nul ne peut prévoir, et qui exigent, pour leur répression, non seulement des sommes considérables, mais aussi des res-

1. Civ. rej. 29 janv. 1866. Sir., 66. 1. 411. Civ. rej. 18 nov. 1867. Sir. 67. 1. 419.

sources intellectuelles au-dessus de la moyenne. Faute de ces deux auxiliaires, non seulement l'entreprise peut être considérée comme perdue, mais le fléau peut gagner les concessions voisines et compromettre ainsi la richesse de tout un bassin.

Le législateur a eu évidemment cette pensée en vue, quand il s'est réservé, sans contrôle, le choix du concessionnaire. Mais le concessionnaire une fois investi de son titre se trouve dans une situation curieuse. S'il veut vendre ou donner sa concession à un incapable, à un adversaire même du pays, rien ne l'en empêche. Il peut même céder sa mine à un individu auquel le gouvernement aurait refusé antérieurement cette même concession, ainsi qu'il ressort d'une déclaration faite à la Chambre des députés par le gouvernement à la séance du 6 mars 1884 (1). Libre à lui de le faire ; rien ne s'y oppose.

A-t-il, au contraire, intérêt à opérer l'échange ou la vente d'une parcelle de sa concession, il lui faut une autorisation préalable, qui dépend uniquement du bon plaisir du gouvernement ; aucune voie de recours ne lui est même ouverte ! Comment justifier une telle *inelegantia juris* ? Est-ce donc que le morcellement des mines présente un caractère dangereux ? Les raisons qu'on invoque, en général, pour s'y opposer, et que nous avons énumérées plus haut sont-elles péremptoires ? Nous ne le croyons pas.

La législation antérieure nous semblait plus logique. L'arrêté du 3 nivôse an VI assujettissait tous les représentants du concessionnaire, à quelque titre que ce fût, à se pourvoir pour obtenir, s'il y a lieu, d'être maintenus en possession. L'instruction du 3 août 1810 était conçue dans le même esprit. On

1. *Journal officiel*, 1884, p. 634.

y disait : « Il est bon que les mutations n'aient lieu qu'avec l'approbation du gouvernement, afin de s'assurer que les nouveaux prétendants à cette propriété atteignent le but de la loi, et qu'ils possèdent les facultés nécessaires pour exécuter les conditions de l'acte de concession. On sait que si cela n'était pas ainsi, tous les soins que prend le gouvernement pour n'accorder des concessions qu'à des personnes reconnues en état de les faire valoir, seraient illusoires si, par l'effet des mutations, ces propriétés passaient indifféremment dans toutes sortes de mains. » Quoi qu'il en soit, cette instruction fut bien éphémère, puisqu'un avis du Conseil d'État, en date du 21 août 1840, et approuvé par l'Empereur le 28 du même mois, décida que la transmission d'une mine en totalité, soit à titre successif, soit par vente, n'était plus soumise à aucune formalité. Elle faisait donc échapper l'héritier ou le cessionnaire à l'obligation de justifier au préalable de ses facultés ou moyens.

Il ne faut pas oublier, cependant, que l'acquéreur de la mine doit être une personne capable. Il a été jugé dans cet ordre d'idées, que la concession d'une mine ne peut être cédée à un syndicat professionnel, constitué en conformité de la loi du 11 mars 1884. Car il leur est interdit par l'art. 6 § 2 de cette loi d'acquérir des immeubles autres que ceux qui seraient nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, et à des cours d'instruction professionnelle (1).

Mais il n'en serait plus de même si les membres de ce syndicat s'étaient formés en une véritable société civile, car alors l'acquéreur serait, non plus le syndicat, mais la société civile (2).

1. Lyon, 26 mars 1891, aff. Société des houillères de Rive-de-Gier, et circ. min. trav. pub. 24 avr. 1891. D. P. 91. 2. 201.

2. Même arrêt.

Nous venons d'énumérer les raisons qui, en droit pur, semblent s'opposer à la restriction du droit du vendeur, en matière de mines. Mais il convient d'ajouter qu'en pratique il existe d'autres motifs, qui pourraient justifier la prohibition de morceler les concessions.

Le premier résultat du morcellement d'une concession serait en effet tout d'abord de multiplier les investissements ou massifs de terrains que les exploitants doivent laisser intacts pour constituer les limites de leurs propriétés respectives. Les investissements servent à la fois de barrière contre les empiètements qui se produiraient trop souvent entre voisins, et aussi de sauvegarde contre les inondations ou coups d'eau, toujours à craindre dans le voisinage d'anciens travaux.

Mais à côté de ces avantages les investissements ont le grand inconvénient de sacrifier des quantités considérables de minerais, qui plus tard seront perdus pour toujours ; car personne n'oserait les exploiter après l'épuisement des mines, sous la menace des nombreux accidents qui peuvent provenir à tout moment des anciens travaux abandonnés de chaque côté. Il importe donc de ne pas multiplier les investissements ; et le meilleur moyen pour cela, c'est d'éviter le morcellement des concessions.

Bien que la vente en totalité d'une mine semble rentrer absolument dans le droit commun, il y a lieu de noter deux décisions judiciaires qui indiquent suffisamment qu'il y a toujours dans cette matière certaines questions de fait, ou tenant spécialement à la nature de cette industrie, dont il faut tenir compte.

Il a été jugé par la cour de Bruxelles (5 déc. 1840) (1) :

1° « Que l'obligation qui incombe à l'exploitant d'une mine

1. *Jurisprud. de la Cour de Bruxelles*, 1844, t. II, p. 45.

d'empêcher que les eaux de la mine ne se déversent dans une autre n'est pas une charge imposée sur ce fonds, qui doit être déclarée par le vendeur à l'acquéreur. La rupture des esportes d'un charbonnage ne constitue pas un vice rédhibitoire.

2° « Qu'une société charbonnière qui a extrait la houille dans une concession appartenant à des tiers, doit garantie de ce chef ; mais que cette garantie n'est pas celle qui naît du contrat de vente, et qui peut autoriser l'acheteur à suspendre le paiement. C'est la garantie simple qui naît d'un fait dont on est responsable. »

La vente d'un fonds renfermant une mine comporte, indépendamment de toute clause à cet égard, l'aliénation au profit de l'acquéreur, de la redevance, qui représente le droit qu'avait le vendeur, sur la mine renfermée dans le fonds. Rien, ni dans la doctrine, ni dans la jurisprudence, ne paraît devoir contredire cette solution. Mais rien ne s'oppose à ce que le contrat de vente ne contienne une réserve, en ce qui concerne la redevance. Une clause de ce genre n'est, en rien, illicite. Le contrat de vente peut même porter uniquement sur la redevance, qui constitue un véritable droit susceptible d'expropriation forcée, même après avoir été séparée de la propriété par suite d'aliénation (1).

Une vente de mine peut-elle être rescindée pour cause de lésion ? La question est très controversée. D'après Pothier l'incertitude d'évaluation d'un gisement minier devait rendre impossible ici l'application des principes de la rescision pour lésion (2). D'autres auteurs estiment au contraire que la

1. Lyon, 29 déc. 1846.

2. Trib. de Saint-Etienne, 8 juin 1824.

vente d'une mine en bloc étant autorisée, et n'ayant fait l'objet d'aucune restriction législative, on doit appliquer les principes généraux, et, par suite, admettre la rescision pour cause de lésion (1). Il n'est pas d'ailleurs impossible de se rendre compte, à l'aide de sondages ou de recherches horizontales de la richesse ou de la pauvreté d'une mine. L'industrie dispose actuellement d'engins assez puissants et assez perfectionnés pour permettre à l'acheteur d'une mine de se rendre compte assez rapidement, si le filon découvert par l'inventeur est unique, ou même, s'il n'est pas suffisant pour en permettre l'exploitation.

Le droit de résolution établi par l'article 1654 du Code civil, en faveur du vendeur non payé, existe en matière de vente de mines; le vendeur peut, par conséquent, se faire restituer la mine sans préjudice des dommages-intérêts qu'il peut exiger, en vertu des art. 1184 et 1382 du C. civ. (2). Mais le droit d'exiger la restitution de la mine n'existe que si c'est la mine elle-même, c'est-à-dire la concession de la mine, qui a fait l'objet de la vente. Si les parties n'ont traité que sur un droit purement éventuel, il est évident que le vendeur non payé ne peut forcer l'acheteur à lui rendre une propriété immobilière, dont lui-même n'était pas propriétaire au moment de la vente (3).

§ V. — *Partage.*

Le partage d'une mine est assimilé par l'art. 7 de la loi du

1. Bury, t. 2, n° 1223. Féraud-Giraud, t. 1, n° 72.

2. Civ. cass., 31 déc. 1856, aff. Mac-Carthy, D. P. 57. 1. 281.

3. Req. 31 mars 1873, aff. Pons, D. P. 74. 5. 337.

21 avril 1810 à la vente par lots, et par suite interdit, sans une autorisation spéciale du gouvernement. Cette prohibition s'applique à toutes les concessions, même à celles dont l'existence est antérieure à la loi de 1810. Tout acte impliquant un partage matériel de la mine doit donc être annulé. Mais il n'est pas interdit aux associés concessionnaires de régler par une convention, qui constitue un véritable partage, la répartition des bénéfices. Ce que le législateur a en effet voulu prohiber, c'est le morcellement effectif de l'exploitation. Une fois cette première condition assurée, rien, ni dans le texte, ni dans l'esprit de la loi de 1810, n'interdit ou ne vient limiter aux associés le règlement intérieur de société qu'il leur plaît d'adopter et qui, bien que constituant des parts qui semblent inégales n'a, en général d'autre but que de régler l'importance des dividendes d'après les apports (1).

La nullité d'un acte de partage, prononcée en vertu de l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810 a-t-elle ou non un effet rétroactif, qui remonterait au jour où a eu lieu l'acte de partage? La jurisprudence de la Cour de cassation semble fixée pour la négative. En effet, en interdisant le morcellement de la mine, le législateur n'a eu en vue que l'intérêt public. Il lui importe donc fort peu que le partage de la mine ait été, pour l'un des co-partageants, la source d'un bénéfice ou d'une perte. D'ailleurs, en contrevenant à la loi, ce dernier était en faute. Il n'a donc pas le droit de se plaindre (2).

Les tribunaux judiciaires sont seuls compétents pour prononcer la nullité des conventions ayant pour objet un partage de concession prohibé par la loi du 21 avril 1810 (3).

1. Civ. cass. 18 av. 1853, aff. Mines de la Loire, D. P. 55. 1. 209. Req. 10 avril 1854, aff. Descours, D. P. 55. 1. 210.

2. Req. 10 av. 1854, aff. Descours, D. P. 55. 1. 210.

3. Colmar, 23 mars 1863, aff. Société Latil, D. P. 63, 2, 113.

Il ne faut pas oublier que la prohibition portée par l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810, tout en empêchant la vente ou le partage par lots d'une mine, sans l'autorisation du gouvernement, n'interdit pas entre les divers concessionnaires toute convention ayant pour but de déterminer entre eux la répartition du prix provenant de la vente de la concession en bloc (1).

Il a été également jugé que dans l'hypothèse d'une société minière, qui après avoir obtenu plusieurs concessions distinctes les a exploitées simultanément, mais en observant cependant des précautions suffisantes pour en empêcher la fusion, la vente ou la cession qu'elle fait d'une ou de plusieurs de ces concessions ne saurait être assimilée au morcellement de la concession, et par suite ne tomberait pas sous le coup de l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810 (2).

La nullité des conventions formées entre des concessionnaires propriétaires de la surface, lorsque l'acte d'association n'a pas été joint à la demande de concession, est d'ordre public. Elle peut dès lors, être invoquée pour la première fois en appel, et ne peut être couverte, ni par la prescription, ni par le consentement des parties, ni par l'exécution volontaire. Elle doit enfin être prononcée d'office par les juges du fond (3).

1. Cass. 19 février 1850; aff. Castellane, D. P. 50. 1. 80. Req. 19 juin 1853, aff. Veret, D. P. 53. 1. 249. Req. 21 avril 1857, aff. Guiria, D. P. 57. 1. 190. Civ. cass. 1^{er} juin 1859, aff. Granier, D. P. 59. 1. 244. Civ. rej. 18 nov. 1867, aff. Levrat, D. P. 67. 1. 450.

2. Lyon, 26 mars 1891, aff. Société des houillères de Rive-de-Gier, D. P. 91. 2. 201.

3. Cass. 4 juin 1844. Civ. cass. 18 av. 1853, aff. mines de la Loire, D. P. 55. 1. 209. Colmar, 23 mars 1863, aff. société Latil, D. P. 63. 2. 113. Lyon, 5 août 1874, aff. Fraire, D. P. 75. 2. 228. Civ. cass., 7 août 1877, aff. Houillères de Saint-Etienne, D. P. 78. 1. 25; Bury, t. 2, n° 1224. Bréchnac et Michel, n° 76. Aguilhon, II, n° 235.

§ VI. — *Louage.*

Les mines une fois concédées peuvent-elles être l'objet d'un louage? Ce droit semble bien résulter du caractère de propriété reconnu par la loi de 1810 au concessionnaire : et aujourd'hui il n'est plus contesté que le droit d'exploiter une mine peut être cédé sous forme d'un bail, et même sous celle d'une sous-location. Mais cette question a fait l'objet d'une discussion trop sérieuse pour que nous puissions la passer sous silence. C'est donc par elle que nous commencerons l'étude de ce point. Nous verrons ensuite si l'on doit étendre, par voie d'analogie, au cas d'amodiation partielle d'une mine, la nécessité de l'autorisation préalable du gouvernement, imposée par l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810, en cas de démembrement de la mine.

Le fait par le concessionnaire d'affermir pour la totalité une mine qui lui a été concédée, peut présenter bien souvent des inconvénients autrement graves que ceux auxquels expose la vente de la concession. L'acheteur, en effet, effectue un sacrifice en payant la concession ; il est donc le premier intéressé à bien exploiter, pour ne pas perdre le capital qu'il a engagé. Mais il n'en est pas de même du preneur dont le droit n'est que temporaire. Son intérêt, à lui, c'est de faire produire à la mine le plus possible, sans se préoccuper de l'avenir. Une fois son bail expiré, peu lui importe le reste, ce qui est très naturel.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur le danger et les inconvénients qui peuvent résulter pour les richesses minières

d'un tel état de choses. La sécurité des ouvriers est aussi gravement compromise dans cette hypothèse ; car le locataire d'une mine n'ira jamais dépenser en travaux de protection ce qu'y dépenserait le propriétaire, jouissant d'un avenir sans bornes pour amortir le capital ainsi immobilisé. Aussi, cette espèce de cession temporaire avait-elle été interdite par un arrêt du 18 frim. an III, du représentant du peuple Lemoyne, chargé dans le département de la Loire d'une mission spéciale aux mines. Mais cette mesure n'ayant pas été reproduite dans la loi de 1810, il ne peut plus être question de l'invoquer. La location des mines ne paraît donc plus présenter aujourd'hui aucune difficulté d'interprétation si on se borne à consulter les textes législatifs. Mais il n'en est plus de même quand on considère, à cet égard, la jurisprudence de la cour de cassation. C'est certainement à elle seule, nous ne craignons pas de le dire, qu'on doit imputer toutes les difficultés qui se sont élevées à ce sujet. Un simple exposé de la question suffira pour en établir la preuve.

A. — Tout d'abord, d'après la Cour de cassation, le contrat qui confère la faculté d'extraire la houille d'une mine, à perpétuité, ou jusqu'à l'entier épuisement, pour disposer ensuite des produits extraits ne constituait ni la vente de la propriété de la mine, ni la location, mais bien une vente mobilière (1). Cette théorie semblait peu admissible, car il manquait ici un caractère absolument indispensable à la validité d'une vente, la perpétuité. Le contrat en question ne pouvait donc constituer qu'un louage. Remarquons d'ailleurs que l'intérêt de l'affaire consistait uniquement à déterminer quel était le droit d'enregistrement applicable en la question. Depuis, la Cour

1. Rejet, 12 août 1833. Cass. 11 janv. 1843.

de cassation, à part une exception mentionnée plus loin, n'a pas varié ; elle a déclaré que le fait de céder le droit d'extraire de la houille, pendant un certain délai, dans une portion délimitée de la concession, constituait une vente mobilière, et non un bail, même étant donnée la réserve faite par le prétendu preneur, de la faculté de résilier, en avertissant le bailleur six mois d'avance (1).

Mais encore dans cette hypothèse, la Cour de cassation n'avait en vue qu'un intérêt purement fiscal. Son système reposait d'ailleurs sur cette idée que le bail entraîne l'obligation de conserver la substance de la chose louée, obligation qui semble bien incompatible avec l'exploitation d'une mine, car, à force d'exploiter, on finit par épuiser le fonds. Cependant n'en est-il pas de même des animaux dont la vie est toujours très courte, comparée à celle de l'homme, surtout si on envisage uniquement leur existence utile pour le travail ? Et cependant personne n'a jamais songé à contester la validité d'un contrat de louage d'animaux, qui, de l'avis unanime, peuvent toujours faire l'objet d'une convention de ce genre, jusqu'au terme de leur existence.

Pourquoi, alors, n'en serait-il pas de même des mines, dont l'exploitation constitue le seul mode de jouissance ? Rien, ni dans le droit civil, ni dans la loi de 1810 ne permet de formuler une telle prohibition. Les art. 598 et 1403 du C. civ. n'hésitent pas à assimiler les produits d'une mine à des fruits, en reconnaissant à l'usufruitier ou à la communauté le droit de jouir des produits des mines ouvertes avant la naissance de l'usufruit, ou avant le mariage. Telle est la manière de voir

1. Cass. 17 janvier 1844. Conf. Req. 13 avril 1845. Cass. 26 janvier, trib. de la Seine, 5 avril 1843 ; tribunal de Montbrison, 23 mai 1845 ; tribunal de Narbonne, 24 août 1846 ; tribunal de Besançon, 28 février 1848.

de MM. Favard de Langlade, Duvergier, *Du louage*, n° 404; Rolland de Villargues et Troplong, *Du louage*, n° 93, et Guillouard t. I, n° 13 et suiv. On peut donc considérer l'unanimité des auteurs comme étant en ce sens.

La Cour de cassation s'est rangée à leur avis, en consacrant leur doctrine par un arrêt du 20 décembre 1837. Cet arrêt, rendu en matière civile, confirme bien ce que nous avançons plus haut, en disant que ses autres décisions n'avaient été motivées que par un intérêt purement fiscal, et ne pouvaient, par suite, avoir la prétention de modifier les théories fondamentales du Code civil.

Mais depuis la Cour de cassation en est revenue à sa première jurisprudence, et considère, dans tous les cas, le louage de la mine comme une véritable vente mobilière. C'est ainsi qu'elle a reconnu le caractère de vente :

1° A une convention par laquelle le concessionnaire d'une mine déclarait céder pour un temps déterminé à des tiers le droit d'expédier et de vendre le minerai de fer dont ils feraient l'extraction et celui qui existerait sur le carreau :

« Attendu que ces stipulations ne transféraient pas seulement la simple jouissance de la chose cédée à temps, qu'elles transmettaient réellement la propriété des parties de minerai déjà séparées du sol de la mine, ou qui en seraient séparées à l'avenir..... que ces parties, qui étaient l'objet direct et principal de la convention et qui, une fois retirées du sol ne pouvaient se reproduire, diminuaient la masse de la mine exploitée, et devaient même finir par l'épuiser entièrement au moyen de la durée de l'exploitation, si elle se continuait pendant un temps suffisant, pour produire cet effet... » (1).

2° A une convention par laquelle une compagnie de mines

1. Civ. cass. 5 mars 1855. aff. Anglès, D. P. 55. 1. 423.

amodiait pour un certain temps à un tiers « l'exploitation des diverses couches de charbon de terre », qui pouvaient exister en un lieu déterminé, attendu que ce contrat n'avait pas pour objet de transférer seulement, pour un temps, la jouissance de la chose cédée, mais qu'il transmettait réellement la propriété des charbons de terre que l'acquéreur avait le droit d'enlever pendant le laps de temps fixé par la convention, puisque l'extraction de ces charbons, qui ne pouvaient plus se reproduire, diminuait la masse des matières que la mine contenait et pouvait après un temps, plus ou moins long, l'anéantir entièrement (1).

Comme on peut le remarquer dans cette espèce, la cour de cassation ne s'est pas arrêtée sur ce que cette clause « l'exploitation des diverses couches de charbon de terre, qui pouvaient exister *en un lieu déterminé* », constituait déjà un cas d'amodiation partielle suffisant en vertu de sa jurisprudence constante à annuler l'acte : elle a préféré y voir une vente.

3° A la convention portant cession pour un certain nombre d'années, du droit d'extraire les produits d'une mine, « attendu que le bail d'une mine consiste, pour le preneur dans le droit d'extraire et de vendre les matières de cette mine, que l'extraction altère nécessairement la substance de la mine, qui ne se reproduit plus ; qu'une pareille convention constitue réellement un contrat de louage, qui permet au preneur de jouir des fruits de l'immeuble loué, fruits qui se produisent annuellement ». (Req. 28 janvier 1857, aff. Société de Caronte, D. P. 57. 1. 391). On peut toutefois signaler, en sens contraire, un arrêt de la cour de Paris, du 24 juin 1886 (aff. Comp. des forges de Châtillon et autres, D. P. 87. 1. 79).

1. Civ. cass., 6 mars 1885, aff. Merle de Bourg, D. P. 55. 1. 83.

Sans aller aussi loin que la Cour de cassation, il nous semble rationnel d'admettre qu'on se trouve bien en présence d'une vente mobilière et non d'un louage, quand il s'agit d'un bail d'une durée illimitée, ou ne devant prendre fin qu'avec l'épuisement du gisement (1).

Cette question controversée présente, outre le caractère fiscal, un intérêt considérable qu'il importe de noter. Car, suivant la solution adoptée, on reconnaîtra à celui qui se dessaisit de la mine, soit le privilège du bailleur, soit celui du vendeur.

Mais doit-on absolument trancher d'une manière catégorique les difficultés que nous venons de passer en revue? Telle n'est pas la manière de voir de MM. Aguillon et Féraud-Giraud.

D'après ce dernier, le louage d'une mine « est un acte *sui generis* ayant un caractère mixte à cause de la nature de l'objet du contrat ; il participe à la fois, quant aux conséquences juridiques qui en découlent et aux principes qui lui sont applicables du contrat de vente et du contrat de louage » (2). M. Aguillon, partageant cette manière de voir, trouve, qu'en conséquence, il est impossible d'établir ici une règle *à priori*. La solution de la question dépendra donc, à son avis, pour les juges, tant des faits que des circonstances de la cause (3).

En résumé, le droit d'exploiter une mine peut être, en France, l'objet d'un bail. Le même droit existe aussi en Belgique, mais seulement en principe. Car le gouvernement, qui voit cet acte d'un mauvais œil, a soin d'insérer dans les ca-

1. En ce sens : Troplong, *Du louage*, t. I, n° 92. Guillouard, *Traité du contrat de louage*, n° 14. Biot, p. 91. Bury, t. II, n° 1415. Naudier, p. 93. Bréchnac et Michel, n° 66.

2. Féraud Giraud, t. I, n° 55.

3. Aguillon, t. I, n° 240.

hiers des charges de concessions de mines la clause que le concessionnaire sera tenu d'exploiter par lui-même et non par fermier ou à forfait.

B. — L'amodiation par lots ou partielle d'une mine peut-elle avoir lieu sans l'autorisation du gouvernement?

Aucune disposition précise, soit dans la loi de 1810, soit dans l'art. 552 du C. civ., ne s'oppose, au premier abord, à une telle faculté. Telle fut, d'ailleurs, la jurisprudence de la Cour de cassation dans un arrêt précédemment cité (1). La Cour s'était appuyé sur les motifs suivants : « Attendu que la loi du 21 avril 1810, art. 7, range les mines concédées parmi les propriétés ordinaires, et déclare qu'elles sont disponibles et transmissibles comme tous les autres biens ; qu'il en résulte que les concessionnaires ont le droit d'en disposer de la manière la plus absolue, sauf les prohibitions portées par les lois et règlements (art. 544, C. civ.) ; — que ces prohibitions qui forment exception à la règle générale doivent être clairement établies, et ne peuvent être étendues d'un cas à un autre ; — attendu que ledit art. 7 de la loi de 1810 ne prohibe que la vente ou partage des mines concédées, et exige, dans ce cas seulement, l'autorisation préalable du gouvernement ; — attendu que l'amodiation, par lots ou partielle, des mines n'entraîne point l'aliénation, vente ou partage de la propriété desdites mines ainsi amodiées ; — que les garanties, soit en faveur du gouvernement, soit en faveur des propriétaires de la superficie, sont les mêmes, puisque la propriété et la responsabilité reposent toujours sur la tête des concessionnaires primitifs ; — que ceux-ci, en consentant une amodiation, qui n'est, au fond, qu'un mode d'exploitation ou de jouissance,

1. 20 déc. 1837. Royet et cons. c. Neyron et cons.

ne peuvent soustraire les travaux des mines ni à la surveillance des agents de l'administration, ni à l'application des règlements ; — attendu qu'il s'ensuit que la disposition exceptionnelle de l'art. 7, qui défend la vente par lots ou le partage des mines sans l'autorisation du gouvernement, ne peut s'étendre à leur amodiation partielle, qui laisse subsister l'unité de propriété et de concession. »

C'était, à notre avis, bien jugée, car l'amodiation, soit totale, soit partielle, ne constitue, nous l'avons vu, qu'un louage, quand il ne s'agit pas d'un bail d'une durée illimité, ou ne devait prendre fin qu'avec l'épuisement du gisement. Comment peut-on alors expliquer que la Cour de cassation soit revenue sur sa propre jurisprudence dans un arrêt en date du 4 juin 1844, sous prétexte que « l'amodiation ou le louage d'une mine concédée s'appliquant à des choses fongibles, et qui se consomment par l'usage, à des choses qui ne peuvent se reproduire, constitue une aliénation, et, par conséquent, une aliénation partielle, lorsque le louage ou l'amodiation ne porte point sur la totalité de la concession ; — que, d'ailleurs, le but de l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810 a été d'empêcher la division de l'exploitation, division qui résulterait des baux partiels ; — que l'intérêt général du bon aménagement des gîtes et de la conservation des richesses minérales exige que la loi qui a pour objet de prévenir le morcellement si préjudiciable des exploitations, ne puisse pas être éludée par des amodiations partielles, lesquelles produiraient les mêmes effets que la vente par lot, ou le partage proprement dit. »

La doctrine contenue dans cet arrêt nous semble pécher par plusieurs points. Et d'abord, est-il vrai de dire qu'en vertu du vieil adage, *Ubi eadem ratio ibi idem jus*, l'amodiation partielle des produits de la mine, pendant un certain nombre d'années, doit être prohibée comme la vente par lots, et cela

pour la même raison ? Le raisonnement nous paraît faux ; car dans l'amodiation partielle, le concessionnaire ne change pas. Que peut donc craindre l'administration ou le propriétaire de la surface, puisque c'est toujours à lui qu'ils pourront s'adresser, s'il y a lieu, au sujet de la mauvaise exploitation de la mine. Il n'en est pas de même, au contraire, dans le cas de vente partielle d'une concession. L'acquéreur peut être ou un insolvable, ou un de ces hommes tarés dont le nom seul suffit à ruiner une entreprise : l'assimilation ne peut donc se concevoir. Quant à l'autre argument qui se résume à ceci : l'amodiation ou le louage d'une mine concédée s'appliquant à des choses fongibles, et qui se consomment par l'usage, à des choses qui ne peuvent se reproduire, constitue une aliénation, et, par conséquent, une aliénation partielle, lorsque le louage ou l'amodiation ne porte point sur la totalité de la concession, la Cour de cassation en avait, en 1837, tiré la conséquence suivante, par voie d'analogie avec l'art. 7 de la loi de 1810 : l'amodiation totale ne constituant pas une vente partielle est autorisée, et l'amodiation partielle prohibée pour ce motif. Comment justifier un tel raisonnement ? La loi de 1810 constitue une exception et une dérogation très grave aux principes du droit de propriété ; c'est donc dans un sens restrictif qu'elle doit être interprétée. Or, dans l'espèce qui nous occupe, la Cour de cassation a semblé plutôt vouloir faire la loi que l'interpréter. De deux choses l'une, en effet : ou l'amodiation des produits d'une mine constitue toujours un louage, ou elle constitue toujours une vente.

Nous avons déjà dit que c'était une erreur profonde de croire qu'une chose qui ne se reproduit pas ou qui ne porte pas de fruits ne pouvait faire l'objet d'un louage. Nous avons donné pour exemple les animaux, et nous insistons sur ce

point, en prenant l'hypothèse d'un industriel qui aurait pour spécialité la location de chevaux hongres, ou de bœufs destinés au labour.

Il est bien évident qu'ici il est impossible de prévoir que ces animaux puissent donner d'autre fruit que leur travail ou leur fumier. Et cependant, nul ne peut hésiter à reconnaître la validité des louages contractés dans ces conditions.

L'amodiation des produits d'une mine constitue donc valablement un louage, comme l'a reconnu la Cour de cassation dans son arrêt du 20 déc. 1837. Mais comment expliquer alors que si l'amodiation pour la totalité des produits d'une mine constitue un louage, et par conséquent est licite, l'amodiation partielle constitue une vente partielle et par suite, tombe sous le coup de l'art. 7 de la loi du 24 avril 1810 ? Comment justifier qu'une telle contradiction ait pu se rencontrer dans le même arrêt (1) !

Faut-il croire, avec M. Troplong (2), qu'un autre moyen a dicté à la cour cette solution si bizarre et qu'il ne faudrait voir là que la crainte du péril, qui semblait résulter pour l'intérêt public, aussi bien de l'amodiation partielle, que de la vente partielle ? Telle était la doctrine contenue dans le rapport présenté par M. d'Argout à la Chambre des pairs, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi qui a inspiré la loi du 27 avril 1838 : et telle est encore aujourd'hui la jurisprudence de la Cour de cassation, qui considère que la nullité, résultant de l'amodiation partielle des produits de la mine concédée, peut être proposée, non-seulement par l'administration, mais encore par chacun des concessionnaires (3).

1. Arrêt du 4 juin 1844.

2. Troplong, *Traité du louage*, n° 93.

3. Cass 4 juin 1844, aff. de Castellane ; 26 nov. 1815, af. Barges.

La théorie de la Cour de cassation qui proclame l'illégalité de l'amodiation partielle d'une mine n'est pas partagée par Troplong (*Traité du louage*, sur l'art. 1713, n° 93,) mais elle a réuni les suffrages de nombreux jurisconsultes.

Nous pouvons citer en ce sens : Marcadé, *Explication du code civil*, sur l'art. 1753, n° 2 ; Bury, t. 2, n° 1228 ; Dufour, n° 136 ; Naudier, p. 94 ; Splingard, n° 143 ; Bréchignac et Michel, n° 75 ; Féraud-Giraud, t. I, n° 53 ; Aguilhon, t. I, n° 237 ; de Marcère, discours, *Journ. off.* du 16 août 1874.

En cas de non paiement du prix de location de la mine le bailleur peut incontestablement faire prononcer la résolution du contrat, et reprendre la mine. Mais quelles seront, au juste, les conséquences de cette résiliation ? Doit-on, par application de l'art. 1183 du C. civ., obliger les deux parties contractantes à restituer ce qu'elles ont reçu respectivement ? Ou faut-il dire simplement que le preneur restituera la mine, sans préjuger la question des dommages-intérêts ?

La jurisprudence n'est pas fixée.

D'après la cour de Lyon, l'art. 1183 ne serait pas applicable en l'espèce ; car, à son avis, on ne doit faire remonter les effets de la résolution du contrat, qu'au jour où elle a été prononcée. La gestion antérieure de la mine donnerait en conséquence lieu à une expertise d'après laquelle le cessionnaire devrait indemniser le cédant des dégradations et abus de jouissance qu'il a pu commettre. Elle lui permettrait aussi de se faire rembourser par le cédant les œuvres d'art présentant un caractère d'utilité, qu'il aurait exécutées pour l'exploitation de la mine, et qui se retrouveraient existantes, lors de la résolution du contrat. (Lyon, 29 juin 1855, aff. Mac-Carthy, D. P. 55. 2. 351.)

Sur un pourvoi formé contre cet arrêt, la Cour de cassation

décida que la condition résolutoire devait ici s'appliquer dans toute sa rigueur et qu'aux termes de l'art. 1183 du C. civ., par le fait de la révocation de l'obligation, les choses devaient être remises dans le même état que si l'obligation n'avait jamais existé. Il y avait donc lieu de restituer les fruits ou produits, sans préjudice des dommages-intérêts à fixer par le juge (1).

D'après M. Féraud-Giraud et Aguillon, le décret du 23 octobre 1852, qui interdit la réunion de plusieurs concessions en une seule, par voie de cession, sans l'autorisation du gouvernement, doit être étendu par voie d'analogie aux baux qui auraient pour effet la réunion de plusieurs concessions en une seule main. Il serait donc interdit à un preneur de prendre à bail plusieurs concessions sans l'autorisation du gouvernement (2).

§ VII. — *Comment doit-on appliquer aux mines, d'après la législation spéciale qui les régit, la distinction que fait le droit commun entre les meubles et les immeubles ?*

D'après l'art. 80 de la loi du 21 avril 1810 les mines sont immeubles, mais en tant seulement que foncièrement parlant. Car l'art. 9 ajoute que les matières extraites sont meubles.

Quant aux matières minérales, il a été reconnu, tant qu'elles n'ont pas été extraites, qu'elles continuent à faire corps avec

1. Civ. cass., 31 déc. 1856, aff. Mac Carthy, D. P. 57. 1. 284.

2. Féraud-Giraud, t. I, n° 54 ; Aguillon, t. I, n° 255.

le gisement. Durant tout ce moment elles ne doivent donc pas être considérées, du moins à l'égard des tiers, comme constituant une propriété distincte de celle de la mine. Il en résulte que la transcription de la saisie d'un immeuble renfermant une mine exploitée par un tiers, sur les produits de laquelle le propriétaire de l'immeuble avait droit, en vertu d'un accord avec le concessionnaire, suffit à rendre inaliénable le prix des minerais non encore extraits, tant à l'égard du saisissant que des créanciers inscrits. Ces produits qui n'ont pas encore été extraits de la mine sont considérés, comme représentant sinon le montant du loyer, du moins le prix d'une portion de l'immeuble saisi. En conséquence, le saisi ne peut les distraire au préjudice de ses créanciers (1).

Il est évident, cependant, que si la Cour de cassation avait été logique avec sa jurisprudence, qui considère le louage d'une mine comme une vente mobilière des produits à en retirer, elle aurait dû reconnaître que la mobilisation anticipée des minerais à extraire a pour effet nécessaire de les soustraire aux effets de la saisie et par suite de la transcription. Forcément, dans ce système, ces matières ne constituent plus le prix d'un loyer, mais celui d'une vente. Mais la cour suprême désavouant, en partie, à nos yeux sa propre doctrine, a déclaré, par l'arrêt précité, qu'elle entendait restreindre aux parties contractantes les effets de ce qu'elle regarde comme une vente, sans vouloir enlever, vis-à-vis des tiers, au mineur, la qualité immobilière qui lui appartient de droit, jusqu'à son extraction.

L'art. 8 de la loi du 21 avril 1810 ne se contente pas de dire que les mines sont immeubles. Il donne aussi la nomenclature de ce qui doit être considéré à ce même titre. Il cite notam-

1. Req. 15 déc. 1857, aff. Gautard, D. P. 59. 4.366.

ment comme immeubles : les bâtiments, machines, puits, galeries et autres travaux établis à demeure, conformément à l'art. 524 du C. civ. ; il considère comme immeubles par destination les chevaux, agrès, outils et ustensiles servant à l'exploitation. Notons, cependant, qu'aux termes de l'art. 524 C. civ. *in fine* on ne peut reconnaître ce caractère qu'aux chevaux, agrès, outils et ustensiles que s'ils ont été attachés à la mine par le propriétaire lui-même, et à perpétuelle demeure. Telle est la présomption admise jusqu'à preuve du contraire (1).

Il ne suffit pas que les différents engins servant à l'exploitation de la mine y aient été attachés à perpétuité par l'exploitant, s'il n'est pas le concessionnaire de la mine. Il faut, dans ce cas, qu'il fasse la preuve que le concessionnaire l'a autorisé à pratiquer l'extraction dans son intérêt personnel.

Cette solution, qui résulte de l'arrêt précité, est absolument conforme au texte et à l'esprit de l'art. 524, C. civ. Nous ne pouvons donc que l'approuver.

Il n'est pas inutile d'entrer dans le détail de quelques-uns des immeubles par destination mentionnés par l'art. 8 de la loi du 21 avril 1810.

A. Chevaux. — Il est d'usage, dans l'exploitation d'une mine, d'occuper une grande quantité de chevaux, tant pour les travaux du fonds que pour ceux du jour, sans parler de ceux employés au service du personnel. L'art. 8 a donc pris soin de spécifier ceux auxquels il entendait reconnaître la qualité d'immeubles par destination, en ajoutant à la suite de son énumération : « Ne sont considérés comme chevaux attachés à l'exploitation que ceux qui sont exclusivement attachés aux travaux intérieurs des mines. » Les chevaux qui ne

1. Chambéry, 12 mai 1865, aff. Joly. D. P. 65. 4. 155.

servent qu'à voiturier chez les consommateurs les produits de la mine n'ont donc pas ce caractère. Mais il en serait autrement des chevaux destinés à actionner soit un ventilateur, soit un monte-charge, un appareil d'exhaure ou tout autre organe de l'exploitation intérieure.

La même qualité devrait être reconnue, d'après M. Féraud-Giraud (1), aux chevaux qui, dans certaines exploitations installées dans le flanc des collines, après avoir amené au jour le minerai, le conduisent aux appareils de lavage et de criblage, et de là aux quais de chargement. Car il serait irrationnel de considérer ce travail comme rentrant dans le transport et non dans l'exploitation. Nous partageons la manière de voir de M. Féraud-Giraud, car le législateur a entendu certainement considérer comme immobilier tout ce qui sert à l'exploitation. On doit d'ailleurs regarder comme simplement énonciative la dénomination de l'art. 8, qui ne parle que de chevaux, et l'étendre à tout autre animal employé au fonds pour le service de l'extraction, tels que les mulets et les ânes, et même les chiens ratiens dont la présence et le secours sont souvent indispensables dans les mines de charbon. Mais on doit considérer comme meubles les matières telles que poudre, dynamite, étaçons, planches, huiles et graisses qui sont déposés dans les magasins de la mine.

B. *Actions ou intérêts.* — L'art. 8 de la loi du 21 avril 1810 dit aussi : « Les actions ou intérêts dans une société ou entreprise pour l'exploitation de mines seront réputés meubles, conformément à l'art. 529, C. Nap. » C'est donc une extension donnée à l'art. 529, C. civ., en ce qui concerne les mines. Il est facile d'en voir le motif. Le transfert de ces valeurs, d'a-

1. Féraud-Giraud, t. I, n° 148.

bord plus facile, ne donne lieu qu'à la perception du droit de mutation fixé pour les meubles. Ce droit est beaucoup moins élevé que celui établi pour les immeubles.

Etant donné le caractère exclusivement mobilier reconnu aux actions ou parts d'intérêt dans les mines, il est évident que l'art. 1864, C. civ., n'est pas applicable ici dans sa disposition finale. Car les sociétés de mines par actions ne constituent que des sociétés de capitaux dans lesquelles la personnalité des actionnaires ne joue aucun rôle. Ce ne sont que des détenteurs de titres. Cette doctrine, confirmée par la pratique constante, est universellement admise (1). La jurisprudence reconnaît d'une manière générale le caractère mobilier aux actions de toutes les sociétés minières, sans distinguer si elles sont propriétaires du sol ou simplement concessionnaires, et sans tenir compte de la forme civile ou commerciale qu'elles ont pu adopter. Il en résulte qu'il n'est pas nécessaire d'une convention spéciale de la part du propriétaire de ces actions pour les faire figurer dans son mobilier (2), et qu'elles peuvent valablement servir dans une constitution de gage, suivant les principes du Code civil (art. 2074 et suiv.).

La cession ou le transfert des actions ou parts d'intérêt de mines n'exige pas les formalités prescrites par l'art. 1690 du C. civ., ce qui est assez logique. Ces titres constituent, en effet, un droit de créance sur un ensemble de droits à la fois immobiliers et mobiliers existant en eux-mêmes, et n'ayant pas besoin de la prestation d'un tiers pour faire jouir le cessionnaire.

Il ressort du caractère mobilier reconnu aux actions de mi-

1. Pardessus, *Cours de droit commerc.*, n° 973. Peyret, Lallier, Delebecque.

2. Féraud-Giraud, t. I, n° 94. Trib. de la Seine, 22 juillet 1876 et sur appel Paris, 8 janv. 1878, aff. Lecoq de la Fontaine. D. P. 79, 2, 4.

nes que, dans une succession, on n'en doit le rapport qu'en moins prenant, et seulement d'après leur valeur au moment de la donation, C. civ., art. 868 (1).

Quant à l'aliénation de ces valeurs appartenant à un mineur, le tuteur devra se conformer à la loi du 27 février 1880.

Notons, en terminant, qu'un point important doit avoir été réglé tout d'abord, avant de pouvoir statuer sur les difficultés qu'on est exposé à rencontrer dans cette matière. Pour que les actions ou parts d'intérêt dans une mine soient réputées meubles, il faut qu'il existe une société ou tout au moins une entreprise légalement constituée, ayant pour but l'exploitation du gisement.

Telle est la jurisprudence de la Cour de cassation (2). Mais cette manière de voir est loin d'être partagée par la majorité des jurisconsultes qui pensent qu'il suffit, pour obtenir ce résultat, que l'exploitation ait lieu au nom de tous et dans l'intérêt commun (3).

En vertu de l'art. 529 du C. civ., les actions des sociétés de mines ne conservent leur caractère mobilier que tant que dure la société. A partir de sa dissolution, elles revêtent un caractère immobilier. Il est inutile d'insister sur ce point, dont les conséquences sont réglées par les principes généraux du droit.

1. Bruxelles, 26 mai 1841, *Jur. des cours de Belgique*, 1841, t. II, p. 497.

2. Req. 18 juin 1862. Aff. Carcassonne. D. P. 62, 4, 422. Trib. Seine, 31 mars 1865, aff. Lemaire. D. P. 66, 3, 46.

3. En ce sens : Bréchignac et Michel, n° 92. Aguillon, t. I, n° 270. Delecroix, Société des mines, n° 524. Dalloz, t. I, p. 415 et suiv. Bury, t. II, n° 1376.

§ 8. — *Retrait des actions ou parts d'intérêts.*

Le droit d'exercer le retrait des actions mises en vente était reconnu, en faveur des sociétés minières, par les anciennes coutumes du Nord et du Hainaut. Cette faculté a disparu avec la loi des 13-18 juin 1790, et le Code civil n'a laissé subsister parmi les vingt-cinq espèces de retrait dont parle Merlin dans son répertoire, que le retrait conventionnel, plus connu sous le nom de pacte de réméré, art. 1659, C. civ. et suiv., le retrait d'indivision, cantonné désormais dans l'art. 1408, le retrait litigieux, art. 1699, et enfin le retrait successoral, art. 844.

Il est donc reconnu qu'une société de mines ne peut prétendre exercer aujourd'hui le retrait de ses actions qu'en vertu d'une clause spéciale de ses statuts (1).

Cette clause ne dérogeant en rien, ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, peut, en vertu du principe énoncé dans l'art. 1134 du C. civ., tenir lieu de loi aux parties contractantes. Cependant, d'après M. Delecroix (2), on pourrait admettre, en s'inspirant par voie d'analogie de l'art. 844, C. civ., qu'en cas de licitation, si l'un des actionnaires de la mine s'est porté adjudicataire, le droit de retrait n'aura pas lieu.

Quant aux délais pendant lequel il peut être exercé, il faut,

1. Bréchnac et Michel, n° 137. Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. I, n° 579. Splingard, n° 158. Delecroix, *Société des mines*, n° 316. Bury, t. II, n° 1393.

2. Delecroix, *op. cit.*, n° 325.

en principe, s'en référer aux statuts. S'ils étaient muets sur ce point, sans dénier, cependant, le droit de l'exercer, il y aurait lieu de s'en référer aux tribunaux, qui d'habitude s'inspirent, en pareil cas, des usages locaux (1). On ne peut d'ailleurs qu'approuver M. Féraud-Giraud dans la critique qu'il fait d'un arrêt décidant que dans le silence des statuts, en ce qui concerne le délai accordé pour exercer le retrait, ce délai doit être considéré comme illimité (2). Il y aurait là, en effet, un trop grand caractère d'incertitude attaché à la propriété de l'acheteur, pour ne pas constituer une mesure vraiment contraire à l'ordre public.

§ IX. — *Prescription.*

La théorie et les effets de la prescription s'appliquent à la propriété des mines concédées (3). Jusqu'à ce moment, en effet, ne constituant qu'une partie du fonds, il ne serait possible d'en concevoir la prescription, qu'en supposant que le fonds fût lui-même prescrit (4). Et nous savons qu'une telle prescription ne conférerait en réalité aucun droit sur la mine au nouveau propriétaire. Il lui faudrait pour cela en avoir la concession, et nous avons vu que pour l'obtenir il n'est nullement nécessaire d'être propriétaire de la surface.

Il a été jugé que les dépendances de mines abandonnées de-

1. Trib. Mons, 1873.

2. Féraud-Giraud, t. I, n° 100.

3. Bruxelles, 9 juin 1841.

4. Féraud-Giraud, t. I, n° 104. Splingard, n° 174. Naudier, p. 112.

puis plus de trente ans, telles que les eaux découlant des galeries de ces mines, sont susceptibles d'être acquises contre le propriétaire du tréfonds par une prescription trentenaire, et par application du droit commun alors qu'aucune concession nouvelle n'a été faite (1).

Mais le fait d'avoir extrait de la houille d'une mine appartenant à autrui, pendant trente ans sans interruption, en acquittant une redevance par tonne extraite ne peut engendrer au profit de l'exploitant un droit à invoquer la prescription. Il n'y a là qu'une simple location ne renfermant aucun des éléments constitutifs d'un acte translatif de la propriété de la mine (2).

La prescription d'une mine nécessite l'interruption des travaux par le concessionnaire sur tous les chantiers à la fois. Un tiers ne peut donc avoir la prétention de prescrire partiellement une section de la concession, par des travaux qu'il aurait entrepris dans un puits abandonné, tandis que les autres parties de la mine continuaient à être exploitées par son propriétaire. Admettre le contraire serait violer à la fois l'esprit et la lettre de l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810.

Il ne suffit pas, d'ailleurs, étant donné que le non usage de la mine n'entraîne pas la déchéance de plein droit, que le propriétaire de la mine soit resté trente ans sans l'exploiter, et que pendant quelques années un tiers y ait pratiqué des travaux, pour se dire propriétaire. La prescription ne peut être acquise que par une exploitation ayant à la fois duré le nombre d'années requis par la loi, et coïncidé avec l'inaction totale du propriétaire. Il faut aussi que le tiers en agissant ainsi ait fait évidemment acte de propriété sur la mine (3).

1. Cour de cassation, 15 mai 1843.

2. Nancy, 19 janvier 1841. *Jurisprudence de Nancy. Mines*, n° 4.

3. Liège, 13 août 1864, aff. Daubresse. *Pasicrisie belge*, 65. 2. 192.

Il résulte de tout ceci que le propriétaire dont la mine est menacée par ce danger peut interrompre valablement la prescription, en se livrant seulement à l'exploitation sur un point quelconque de sa concession (1).

La prescription pourra s'accomplir, comme pour les autres biens, soit par trente ans, soit par dix ou vingt ans. Une question controversée s'est élevée à ce sujet sur le point de savoir si un acte de concession, délivré par erreur, peut servir de juste titre invocable pour ce dernier mode de prescription. La question ne saurait être douteuse, à notre avis. Qu'est-ce en effet que le juste titre requis par l'art. 2265 du C. civ. C'est, d'après MM. Aubry et Rau, « tout titre qui a pour objet de transmettre un droit de propriété, lorsqu'il est légalement autorisé quant à son genre, et qu'il est revêtu des solennités exigées pour sa validité, d'après sa nature même » (2).

Peut-on mieux concevoir que dans une concession la réunion des éléments qui, d'après la formule que nous venons de citer, constituent un juste titre ?

L'État, il est vrai, n'est pas propriétaire de la mine, mais lui seul peut en disposer ; et, serait-ce là une raison suffisante pour dire que, n'étant pas propriétaire, il ne peut conférer un juste titre ? Non, car on sait qu'en cette matière il importe peu de savoir si la personne dont émane le titre était, ou non, propriétaire de l'immeuble par elle aliéné. Car le but de la prescription est également de couvrir la lacune qui pouvait exister dans le droit de propriété de l'aliénateur (3). Notre manière de voir est partagée par M. Bury, et a été sanctionnée

1. En ce sens : Grenoble, 14 août 1875. Naudier, p. 111.

2. Aubry et Rau, t. II, p. 377.

3. Troplong, II, 873. Vazeille, II, 465. Zachariae, § 217.

par un arrêt de la Cour de Bruxelles (1). Mais la question reste controversée (2).

Si on suppose que postérieurement à la concession de la mine le droit à la redevance ait été séparé du fonds, il est clair que la prescription de la propriété ne permettra pas de réclamer la redevance.

De même, on peut concevoir, dans le même cas, la prescription de la redevance, indépendamment de celle du fonds, mais toujours à condition que la redevance en ait été primitivement séparée (3).

§ X. — *Renonciation.*

Rien, dans la rédaction de la loi de 1810, ne s'oppose à ce que le concessionnaire puisse renoncer à son droit de concession. Les travaux préparatoires contenaient, il est vrai, dans la section 2, titre 5, l'organisation du droit de renonciation. De ce que cette disposition n'a pas été reproduite dans la loi de 1810 il ne nous semble pas nécessaire d'en conclure que ce droit n'existe plus. Il ne faut pas confondre, comme semblent le faire plusieurs auteurs, les mesures d'organisation avec le droit lui-même. La conclusion naturelle à en tirer, d'après nous, c'est que dans le silence de la loi, on doit appliquer ici

1. Bury, t. II, n° 1266. Bruxelles, 9 juin 1841.

2. *Contrà* : Splingard, n° 176. Liège, 21 mai 1853. *Pasicrisie belge*, 34. 1. 264.

3. Lyon, 13 févr. 1872. Aff. Merle. D. P. 72. 2. 234. Peyret-Lallier, t. I, n° 105.

4. En ce sens : Krug-Basse, p. 137. Féraud-Giraud, t. II, n° 768.

les principes du droit commun, combinés avec les principes spéciaux de la matière. Celui qui désire renoncer doit donc commencer par en demander l'autorisation à l'administration, qui ne peut la lui refuser. Telle est d'ailleurs la manière constante de voir, à cet égard, de l'administration française.

En Belgique, la solution contraire a prévalu; elle est défendue par M. Bury, qui prétend que l'acte de concession créant une propriété incommutable et perpétuelle (1) il est impossible d'y renoncer. Nous croyons pouvoir lui répondre qu'effectivement, en ce qui concerne les rapports du concessionnaire et de l'administration, la propriété de ce dernier est certainement perpétuelle et incommutable, en ce sens qu'il ne peut en être dessaisi que s'il a encouru un des cas de déchéance prévu par la loi de 1810, celle de 1838 et le décret de 1852. Mais faut-il en conclure que la propriété de la mine est inaliénable parce qu'elle est perpétuelle? Telle est bien la conséquence logique du système de M. Bury. Il faudrait donc décider que le concessionnaire ne peut vendre sa mine, ce qui n'est admis par personne, pas même par M. Bury. Il n'y a pas moyen à notre avis de raisonner autrement. La théorie de M. Bury n'est donc pas soutenable.

La renonciation ne produit d'effet que du jour où elle a été acceptée définitivement par un décret rendu par le Président de la République en Conseil d'État. Elle a pour effet d'exonérer le concessionnaire des redevances qu'il devait acquitter, à la fois, vis-à-vis de l'État, et vis-à-vis des propriétaires de la surface. Il peut disposer des minerais extraits et de l'outillage à l'exception, cependant, de ce que l'administration croit de-

1. C. cass. belge, 26 nov. 1885. Aff. Charbonnage de Bellevue. *Revue lég. des Mines*, 1886, p. 188. Avis du Conseil des Mines de Belgique des 3 juillet et 24 oct. 1840. Bury, t. II, n° 1165.

voir l'obliger à y laisser, pour empêcher l'éboulement de la mine (1).

Le concessionnaire renonçant peut-il exiger de l'exploitant, qui a bénéficié d'un nouveau décret de concession, l'indemnité dont parle l'art. 46 de la loi du 21 avril 1810 à raison des travaux et recherches par lui effectués ?

Nous ne le pensons pas ; car en renonçant il a perdu tout droit. De plus, la mine est entrée, aux termes de l'art. 17 de la loi de 1810, dans le patrimoine du nouveau concessionnaire, purgée en sa faveur de tous les droits des propriétaires de la surface, et des inventeurs, ou de leurs ayants-droit. L'article 46 n'a certainement pas eu en vue cette hypothèse, avec laquelle il semble inconciliable ; car en renonçant à son droit de concession, l'exploitant n'a-t-il pas renoncé d'une manière générale à tout ce qui s'y rattachait, et par suite il serait inadmissible de lui reconnaître après cet acte encore des droits à faire valoir (2). La question est toutefois controversée.

§ XI. — *Action Paulienne.*

Puisque la renonciation au droit d'exploiter une mine rentre dans le droit commun, rien ne s'oppose à faire application ici des art. 788 et 1167 du C. civ.

Il est, en effet, très juste que les créanciers quels qu'ils soient du concessionnaire puissent exercer leurs droits sur la nouvelle propriété qui est venue enrichir son patrimoine

1. Féraud-Giraud, t. II, nos 771 et suiv. de Fooz, p. 226.

2. En ce sens : Aguillon, t. I, n° 253.

Deux moyens sont, dans ce cas, à la disposition des créanciers hypothécaires et chirographaires. Ils peuvent, ou demander la subrogation au lieu et place de leur débiteur, ou faire vendre judiciairement la concession, en vertu de l'art. 7 de la loi de 1810, aux termes duquel la propriété d'une mine est transmissible comme celle des autres biens.

Les créanciers chirographaires peuvent, de plus, en se fondant soit sur l'art. 622, soit sur l'art. 788, s'opposer à la renonciation de leur débiteur, dans l'hypothèse d'un usufruit ou d'une succession.

L'administration est d'ailleurs dans l'usage de n'accorder l'autorisation de renoncer à une concession, qu'autant que la mine est libre d'hypothèques ou autres charges réelles.

§ XII. — *Privilège.*

Aux termes de l'art. 20 de la loi du 21 avril 1810 : « Une mine concédée pourra être affectée par privilège en faveur de ceux qui, par acte public et sans fraude, justifieraient avoir fourni des fonds pour les recherches de la mine, ainsi que pour les travaux de construction ou confection de machines nécessaires à son exploitation, à la charge de se conformer aux articles 2103 et autres du Code Napoléon, relatifs aux privilèges. »

Il en résulte que ce privilège, pour conserver sa validité, doit être inscrit. De plus, étant donné le renvoi fait à l'article 2103 du C. civ., la destination ainsi que le montant des fonds prêtés doivent être constatés par acte authentique, et

les quittances des entrepreneurs doivent justifier que c'est avec les fonds prêtés que les ouvriers et les outils ont été payés.

§ XIII. — *Hypothèque.*

Le fait de la concession au profit du propriétaire de la surface a pour principal effet d'enrichir sa fortune d'un immeuble nouveau. Les hypothèques générales qui grevaient déjà son patrimoine immobilier, avant la concession, et qui, d'après les principes généraux s'étendent à tous ses biens présents et à venir pourront s'étendre, comme de juste, à la mine nouvellement acquise (1).

Mais la mine, en elle-même, constituant un immeuble nouveau, sera, à ce titre, susceptible d'hypothèque spéciale, indépendamment de la surface. En d'autres termes, il sera désormais loisible au propriétaire concessionnaire d'affecter au nantissement de sa dette une hypothèque, soit sur le fonds, indépendamment de la mine, soit sur la mine seulement, soit enfin, sur l'une et l'autre à la fois.

Quant aux hypothèques purement spéciales, antérieures à la concession de la mine, elles cessent, en vertu de cet acte, qui constitue un dédoublement de la propriété, de s'appliquer à la mine, comme accessoire du fonds. Elles ne peuvent donc s'exercer désormais que sur la surface, et aussi sur la rede-

1. Discussion au Conseil d'État de la loi du 21 av. 1810. Locré, lég. IX, p. 220 et 221, n° 13.

vance annuelle, qui, dans leur intérêt, demeure jointe, en sa qualité de rente immobilière, à la surface, et reste réunie à sa valeur.

Il y a lieu de spécifier, ici, la double hypothèse qui peut se présenter suivant que la concession est attribuée, ou non, au propriétaire de la surface. Dans le second cas, tous les effets que nous venons d'indiquer peuvent se produire. Mais en est-il de même dans le premier? Il semble difficile de concevoir que le propriétaire qui obtient la concession de la mine puisse être obligé de se payer à lui-même une redevance. Mais le législateur a prévu spécialement le cas dans l'art. 19 de la loi du 21 avril 1840, en disant : « Du moment où une mine sera concédée, même au propriétaire de la surface, cette propriété sera distinguée de celle de la surface, et désormais considérée comme propriété nouvelle, sur laquelle de nouvelles hypothèques pourront être assises, sans préjudice de celles qui auraient été ou seraient prises sur la surface et la redevance, comme il est dit à l'article précédent. — Si la concession est faite au propriétaire de la surface, ladite redevance sera évaluée pour l'exécution dudit article. » Les hypothèques spéciales consenties avant ou depuis la concession de la mine pourront donc grever non-seulement la mine elle-même, mais encore la redevance spécifiée, suivant qu'elles seront prises sur la propriété superficielle ou sur la mine.

Si nous prenons l'hypothèse où la concession n'est pas attribuée au propriétaire de la surface, on peut se demander si l'hypothèque conventionnelle, qui existe au profit d'un créancier sur un fonds s'étend de plein droit, et sans qu'il soit besoin de stipulation particulière, sur la redevance que le concessionnaire de la mine existante, dans ce fonds, doit payer au propriétaire. D'après Proudhon (*Domaine de propriété*), l'affirmative n'est pas douteuse, car la redevance constitue, en

quelque sorte, la représentation du capital immobilier exproprié par la délivrance de la concession. Le texte de l'art. 18 de la loi du 21 avril 1810 ne semble d'ailleurs laisser subsister aucun doute à ce sujet, car il dit très clairement : « La valeur des droits résultant en faveur du propriétaire de la surface, en vertu de l'art. 6 de la présente loi, demeurera réunie à la valeur de ladite surface, et sera affectée, avec elle, aux hypothèques prises par les créanciers du propriétaire. »

Peu importe que l'aliénation porte seulement sur la redevance ou tout à la fois sur la propriété superficielle et la redevance ; les droits des créanciers hypothécaires seront sauvegardés par l'art. 2166 du C. civ. Car, nous l'avons vu, la redevance constitue un droit immobilier, une rente immobilière, qui, à ce titre, comporte les mêmes droits et les mêmes obligations qu'un immeuble. Le droit de suite des créanciers hypothécaires survit donc à la vente de la redevance sur le produit de l'extraction future des mines. Il leur permet d'agir contre tout nouveau propriétaire de la redevance, quoi qu'en ait dit M. Krug-Basse (1). Il prétend qu'en vertu de ce fait que la redevance perd son caractère immobilier, lorsqu'elle est séparée de la propriété du fonds, les créanciers ne sauraient se prévaloir de leur droit de gage, à l'encontre des tiers acquéreurs, car les meubles n'ont pas de suite par hypothèque. Personne n'a adopté cette manière de voir. Nous répondrons donc à Krug-Basse, d'abord, que telle ne fut certainement pas l'intention du législateur (2), et qu'ensuite un tel système violerait ouvertement le caractère reconnu à la redevance, comme constituant l'équivalent du tréfonds exproprié par le décret de concession.

1. Krug-Basse, p. 163.

2. Locré, t. 9, p. 427.

D'ailleurs, le concessionnaire, pour se mettre à l'abri de tout recours, fera bien de ne solder sa redevance annuelle qu'entre les mains des créanciers inscrits (1).

Ajoutons que le caractère immobilier attaché à la redevance, qui ne consiste jamais que dans un paiement d'une somme d'argent, ou dans son équivalent en matières extraites ne l'empêche pas d'être divisible de plein droit entre les héritiers de celui à qui elle appartenait. Il n'y a donc lieu à son sujet, ni à partage, ni à licitation (2).

Il peut arriver qu'un concessionnaire obtienne, sur sa demande, un supplément de concession. Il est évident que les hypothèques légales qui grevaient déjà la mine s'étendront naturellement au périmètre nouveau, en vertu de l'art. 2122 du C. civ. ; mais que faut-il décider, en ce qui concerne les hypothèques purement conventionnelles ? Le supplément de concession qui est venu s'ajouter à la mine déjà existante ne crée certainement pas une propriété nouvelle. Le concessionnaire continue à ne posséder qu'une mine et non pas deux. Il nous semble donc logique d'appliquer ici l'art. 2133 qui dit que, « l'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué. » Le nouveau périmètre ne créant pas un immeuble nouveau ne peut en effet, être considéré que comme une amélioration apportée à la mine (4).

Cette manière de voir n'est pas partagée par M. Féraud-Giraud. Sa théorie peut ainsi se résumer. Après avoir reconnu qu'une mine forme un tout indivisible en droit, il se demande pourquoi on ne pourrait pas hypothéquer partiellement un fragment de la mine. Cette question qu'il tranche af-

1. Bury, t. 2, n° 1303.

2. Cour de cassation, 10 nov. 1845.

3. En ce sens, Aguillon, t. 1, n° 247.

4. Féraud-Giraud, t. 1, 116.

firmativement lui fait conclure qu'il n'y a pas de raison pour étendre à un périmètre nouveau une hypothèque dont le champ d'application était nettement défini.

Nous répondons à M. Féraud-Giraud qu'il donne une fausse interprétation au principe d'indivisibilité en droit de la mine. Que deviendrait, si on appliquait la doctrine de M. Féraud-Giraud, la disposition de l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810 ainsi conçue : « ... Une mine ne peut être vendue par lots ou partagée, sans une autorisation préalable du Gouvernement, donnée dans les mêmes formes que la concession? » L'expropriation forcée, conséquence d'une hypothèque conventionnelle, réduite à une partie de la mine, aurait certainement pour effet un morcellement prohibé de la manière la plus absolue par le législateur.

Il est donc impossible d'admettre cette opinion.

§ XIV. — *Purge.*

On trouve, à ce sujet, dans la loi du 21 avril 1810 des dispositions qu'il importe de noter, — car elles sont la juste conséquence du principe posé par elle, que la mine constitue une propriété immobilière distincte de la surface.

A. — *Première hypothèse.* — Nous distinguerons plusieurs cas : la mine n'a pas été concédée au propriétaire de la surface, mais à untiers. En vertu de l'art. 17 de la loi du 21 avril 1810 : « l'acte de concession, fait après l'accomplissement des formalités prescrites, purge, en faveur des concessionnaires tous les

droits des propriétaires de la surface, et des inventeurs ou de leurs ayants droits, chacun dans leur ordre, après qu'ils ont été entendus ou appelés légalement, ainsi qu'il sera ci-après réglé ».

Il ressort de cette disposition d'abord, pour ce qui nous occupe, que la mine n'est plus assujettie à aucun des droits réels ou des charges du chef du propriétaire du sol. Les créanciers hypothécaires de ce propriétaire ne peuvent donc désormais prétendre en rien à la nouvelle propriété, et à la richesse qui peut en découler, sauf pourtant la restriction dont on doit tenir compte à raison de la redevance qui lui est due.

Les droits des inventeurs sont également purgés, par l'acte de concession, ainsi qu'il résulte de l'art. 17. C'est une conséquence très rationnelle de l'art. 16 qui dit : « En cas que l'inventeur n'obtienne pas la concession d'une mine, il aura droit à une indemnité de la part du concessionnaire ; elle sera réglée par l'acte de concession. » Les inventeurs n'ont donc de recours à exercer que contre les concessionnaires ; mais leur recours est garanti, lorsque l'indemnité qui leur est due a été réglée par une hypothèque générale sur la concession de la mine, en vertu de l'ordonnance ou de l'arrêté du Conseil de préfecture qui la liquide. Telle est la conséquence et la conclusion qu'impose un avis du Conseil d'État du 16 thermidor an XII, approuvé le 25 du même mois, qui porte que les conseils de préfecture sont de véritables juges, dont les décisions doivent produire les mêmes effets, et obtenir la même exécution que celles des tribunaux ordinaires (1).

Dans quel ordre les propriétaires de la surface et les inventeurs exerceront-ils leur droit ? Cette question est importante,

1. Peyret-Lallier n° 302.

et le texte seul de l'art. 17 serait insuffisant pour la résoudre, car il ne fait aucune distinction. Les travaux préparatoires sont heureusement plus explicites. Il en ressort que les mots « chacun dans leur ordre » doivent être interprétés de la manière suivante : les propriétaires de la surface ont droit à une part des produits, en vertu de leur redevance, conséquence de l'expropriation qu'ils ont subie ; ils doivent donc primer les inventeurs dont le droit ne constitue, en somme, qu'une indemnité. En conséquence, les créanciers des propriétaires de la surface primeront ceux des inventeurs. Si les créanciers des propriétaires de la surface sont garantis par une hypothèque, ils exerceront leurs droits, en suivant l'ordre des préférences établies par la loi, car la redevance s'est substituée à la propriété immobilière expropriée par l'acte de concession. On rentre donc ici dans le droit commun.

Les créanciers des inventeurs ne peuvent invoquer aucune hypothèque, car leur ayant-droit ou auteur n'était pas propriétaire de la surface, et par suite ne pouvait leur conférer aucune hypothèque ; mais ils peuvent quelquefois invoquer le privilège de l'art. 2403 al. 5. Ici encore, on suivra les règles du Code civil ; dans les autres cas, ce ne seront que des créanciers chirographaires ; ils viendront donc par contribution et au marc le franc sur ce qui est dû à l'inventeur.

B. — *Deuxième hypothèse.* — La mine est concédée au propriétaire de la surface. On applique ici les principes du droit commun, sauf la restriction qui découle du principe posé par l'art. 19 que nous avons déjà expliqué. Pour les créanciers antérieurs à la découverte de la mine, ceux ayant une hypothèque générale pourront seuls poursuivre leurs droits sur la mine ; les autres ne pourront se prévaloir que de la redevance. Quant à ceux postérieurs, l'acte constitutif de leurs

droits devra être suffisamment explicite, car les deux patrimoines étant désormais absolument distincts, il est évident qu'une hypothèque conférée uniquement sur le fonds ne leur permettrait pas de s'attaquer à la mine.

Par application des principes généraux, à défaut de paiement du prix, ceux qui ont livré au concessionnaire d'une mine des machines, outils, ou autres objets mobiliers, peuvent, ou invoquer la résolution de la vente, par application de l'art. 1654 du C. civ., ou exercer le privilège de l'art. 2102 et l'action en revendication de l'art. 2102 § 4.

Mais comment doit se régler le conflit qui peut s'élever dans le cas si fréquent d'immobilisation d'objets mobiliers, entre les créanciers du concessionnaire et les vendeurs non payés de ces objets ?

On doit distinguer deux hypothèses :

A. — Le vendeur des machines immobilières est en concours avec des créanciers chirographaires du concessionnaire.

Le caractère immobilier désormais revêtu par ces objets n'entraîne pas l'extinction du privilège du vendeur ; c'est ce qui ressort suffisamment de la combinaison des art. 593 et 592 1^o du C. de procédure civile : on y trouve en effet la faculté pour le vendeur de saisir mobilièrement la chose vendue, quoiqu'elle soit devenue immeuble par destination. En d'autres termes, les créanciers chirographaires ne peuvent opposer au vendeur la fiction d'immobilisation par destination de ces objets. Telle est l'opinion généralement admise en doctrine et en jurisprudence (1).

1. Valette, n^o 85, 3^e quest. Pont, n^o 154. Cour sup. de Bruxelles, 19 mai 1833. Sir., 33, 1, 446. Civ. rej., 24 mai 1842. Sir., 43, 1, 39.

B.— Le vendeur d'objets immobilisés est en concours avec des créanciers hypothécaires du concessionnaire.

Le vendeur pourra-t-il encore ici opposer son privilège aux créanciers hypothécaires du concessionnaire, qui voudront exercer leur droit hypothécaire sur l'objet immobilisé, en qualité d'accessoire de l'immeuble, sur lequel porte leur hypothèque? Commençons par faire une distinction primordiale. Les objets immobilisés peuvent être devenus soit immeubles par nature, soit immeubles par destination.

1° Les objets immobilisés, par exemple des briques ou du bois de construction, sont devenus immeubles par nature (art. 518, C. civ.). Le privilège du vendeur disparaît évidemment, car les objets sur lesquels il portait n'existent plus. C'est absolument comme s'ils avaient été détruits;

2° Les objets immobilisés, par exemple des machines, sont devenus des immeubles par destination.

La question devient très délicate et a fait l'objet de plus d'une controverse. — Aux termes de l'art. 2133, « l'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué. » Il est impossible de ne pas comprendre dans le mot « amélioration » les immeubles par destination, soit qu'ils existaient déjà, en cet état, au moment de l'établissement de l'hypothèque, ou que le propriétaire de l'immeuble hypothéqué ne les y ait attachés que plus tard (1). Il en résulte que le vendeur de machines, lorsque ces objets primitivement mobiliers sont devenus immeubles par destination, ne peut invoquer ni l'action résolutoire de l'art. 1654, ni le privilège que lui confère l'art. 2102-4° contre les créanciers hypothécaires du concessionnaire, qu'ils soient ou non

1. Zachariæ, § 258, note 10 et § 284. Rouen, 17 avril 1825. Sir. 30.
2. 221. Req. rej. 11 avril 1833. Dalloz, 1833. 1. 187.

antérieurs à la vente des machines. On a invoqué contre cette théorie l'art. 593 du C. de procédure civile, qui excepte de l'insaisissabilité les objets encore dus aux fabricants ou vendeurs, et qui semble bien ainsi confirmer le privilège que leur attribue l'art. 2102-4°, sans entrer dans la question de savoir s'ils ont été ou non immobilisés. Mais l'art. 593 du C. de procédure civile se borne à poser un principe très général, qui peut, comme tous les principes, subir des exceptions. Pour qu'il en fût autrement, l'art. 593 aurait dû spécifier que les vendeurs ou fabricants peuvent exercer ce droit au détriment des créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble; or, c'est ce qu'il ne fait pas. Une autre considération très importante vient encore justifier notre manière de voir. Le privilège du vendeur ne constitue en somme qu'un droit personnel; comment admettre alors qu'un droit de cette nature puisse, sans un texte formel, avoir la prétention de primer le droit réel de préférence, reconnu par l'art. 2133 aux créanciers hypothécaires, sur les accessoires du fonds qui leur est hypothéqué? Cet argument, que nous empruntons à MM. Aubry et Rau, t. III, p. 409, nous paraît concluant.

La question reste cependant très controversée (1).

1. En ce sens : Civ. rej. 22 janvier 1833, Sir. 33. 1. 446. Civ. rej. 9 décembre 1835, Sir. 36. 1. 177. Paris, 6 avril 1836, Sir. 36. 2. 347. Req. rej., 18 mars 1840, Sir. 40. 1. 412. Req. rej., 9 juin 1847, Dalloz, 1847, 1. 248. Cour sup. de Bruxelles, 16 février 1848, Sir., 48. 2. 61. Rennes, 31 août 1864, Sir., 65. 2. 111. Dalloz, t. I, p. 225; P. Pont, *Privilèges et hypothèques*, t. I, n° 154. — Krug-Basse, p. 144. Mourlon, *Revue critique*, t. V, p. 100. Troplong, *Privil. et hypoth.*, t. I, n° 113. En sens contraire : Carette (observat.), Sir. 36. 1. 181. Zachariæ, 170, texte et note 37. Paris, 10 juillet 1833, Sir. 33. 2. 472. Dijon, 16 août 1842, Sir. 46. 2. 148. En ce sens.

CHAPITRE III

*Droits de l'usufruitier sur les mines. —
Appendice. — Droits du possesseur de bonne foi.*

§ I. — Rome.

A Rome, l'idée qu'on se faisait des mines permettait à l'usufruitier non seulement de se livrer à l'exploitation des mines déjà existantes, mais encore d'en ouvrir (1).

C'était là une conséquence du *jus fruendi*, qui comprenait alors, parmi ses attributions, le droit d'extraire les métaux du sol et d'exploiter les carrières. On faisait toutefois exception à ce principe, en ce qui concernait les marbres, sans doute à cause de la valeur qu'ils représentaient en Italie, comparative-ment à celle des autres mines de ce pays. On ne rangeait leurs produits dans la catégorie des fruits que si leur exploitation avait déjà été ouverte par le propriétaire, ou lorsqu'ils appartenaient à la catégorie des pierres qui, d'après la science de cette époque, étaient de nature à se reproduire elles-mêmes.

1. L. 13, § 5. D. *De usuf.*

§ II. — *Droit coutumier.*

Les règles furent absolument différentes en France, durant la période du droit coutumier, en ce qui concernait les droits de l'usufruitier sur les mines. On faisait alors plusieurs distinctions et sous-distinctions, suivant que la mine était, ou non, ouverte au moment de l'entrée en jouissance de l'usufruitier.

Il n'avait aucun droit sur les gisements découverts pendant la durée de son usufruit.

Quant à ceux qui remontaient à une époque antérieure et se trouvaient déjà en exploitation, ils faisaient l'objet de la distinction suivante : ne constituaient-ils qu'une mine peu féconde ou arrivée au terme de son existence, par suite de l'activité des travaux, l'usufruitier ne pouvait y prétendre.

L'exploitation était-elle, au contraire, assurée sans limite probable par la puissance et la richesse de ses couches, l'usufruitier pouvait continuer l'exploitation, mais en se conformant au mode d'opérer du précédent propriétaire (2). Telle est la doctrine enseignée par Pothier : « Lorsque le propriétaire de l'héritage sur lequel les carrières sont établies, a été dans l'usage de se faire une espèce de revenu de ces carrières par les pierres qu'il en tirait pour les vendre, les personnes qui succèdent à ce propriétaire, à l'usufruit de cet héritage, peuvent user des carrières de la même manière qu'il en usait et s'en faire un pareil revenu » (3).

1. *Nisi tale sit, ut lapis ibi renascatur, quales sunt in Gallia, sunt et in Asia* (L. 18. D., *De fundo dot.*). L. 7, § 13. D., *Solut. matr.*

2. M. Hennequin, p. 309.

3. P. Pothier, *Du douaire*, n° 196.

III. — *Code civil.*

Ces dispositions, pas plus que celles du droit romain, n'ont prévalu dans notre législation moderne. L'art. 598 du C. civ. dit seulement : « Il (l'usufruitier) jouit aussi de la même manière que le propriétaire des mines et carrières, qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit ; et néanmoins, s'il s'agit d'une exploitation qui ne puisse être faite sans une concession, l'usufruitier ne pourra en jouir qu'après avoir obtenu la permission du Roi (président de la République).

Telle n'était pas, cependant, la disposition de l'article du projet, qui portait que : « les mines et les carrières ne sont pas comprises dans l'usufruit ».

L'usufruitier, en vertu de ce principe, n'aurait pu réclamer que la jouissance de l'intérêt du capital extrait de la terre, comme il a le droit de jouir des autres capitaux.

Il est facile de saisir les motifs qui firent écarter cette rédaction. Pourquoi empêcher l'usufruitier de continuer l'exploitation de la mine déjà en extraction lors de l'ouverture de son droit, et par suite d'en jouir ? La définition et les principes mêmes de l'usufruit ne lui permettent-ils pas d'étendre son droit de jouissance dans les mêmes limites que le propriétaire ? En vertu de quels principes pourrait-on faire une restriction en cette matière ? Car nous ne voyons d'autre moyen de jouir d'une mine que de la faire produire. Si la mine n'était pas encore en exploitation, lors de l'ouverture du droit de l'usufruitier, il serait à la fois naturel et équitable qu'il ne puisse y prétendre, car telle n'était pas la destination du père de famille auquel il succède. C'est en effet grâce à cette destination

dupère de famille, qu'on peut considérer le fait de l'exploitation entreprise ou continuée par lui, comme donnant aux produits de la mine, le caractère de fruits, qui en fait un des attributs de l'usufruit (1).

Tels sont les motifs qui ont inspiré la rédaction de l'art. 598. Mais, comme le fait observer M. Laurent (2), ce raisonnement n'est guère juridique. Il attribue, en fait, à l'usufruitier, non pas les fruits, mais le capital ; et la destination du père de famille n'empêchera pas les mines les plus riches de s'épuiser. Car, à part, les mines de pétrole, qui d'après certaines théories scientifiques verraient se renouveler sans cesse les produits de leur extraction, les autres mines, actuellement en exploitation, même les plus riches, finiront par s'épuiser.

Le fait d'exploiter une mine renferme, en réalité, à la fois la consommation des fruits ou produits, et aussi l'anéantissement d'une partie du capital ou nue-propriété. Mais comment connaître la proportion du capital, qui s'élimine proportionnellement à l'extraction ? Comment, en d'autres termes, fixer exactement la somme représentative de la nue-propriété indûment absorbée par l'usufruitier, et qu'il devrait, en droit pur restituer au nu-propriétaire, à l'expiration de sa jouissance ?

Quel barrême consulter, sur quelle base de calcul s'appuyer, quand personne ne peut seulement, d'une manière approximative, apprécier, parfois le nombre de siècles, et si souvent la multitude d'années qu'il faudra pour épuiser une mine ! Cette impuissance matérielle où l'on se trouve d'évaluer le dommage causé par l'extraction, et aussi le faible facteur que semble représenter l'existence humaine devant le cours impo-

1. En ce sens : Demolombe, t. 10, page, 357.

2. Laurent, t. 6, page 563.

sant de tant de siècles, qui, pour bien des mines n'a pas encore ralenti leur extraction, semblent bien de nature à justifier la théorie admise par les rédacteurs du Code civil.

Quelle est l'étendue des droits de l'usufruitier sur une mine ?

La solution de cette question implique, tout d'abord, la nécessité de plusieurs distinctions à établir entre le cas d'un usufruit général, tel que l'usufruit légal prévu par l'art. 384 C. civ., celui d'un usufruit spécial n'ayant pour objet que la mine concédée, c'est-à-dire le droit aux produits, et enfin celui où l'usufruitier succède seulement aux droits du propriétaire de la surface, sans succéder à ceux du propriétaire de la mine.

Nous aurons l'occasion d'étudier ces différentes hypothèses dans ce chapitre, en voyant successivement quand l'usufruitier a droit aux mines, et quelles sont les charges et obligations de l'usufruitier dans son exploitation.

Quand l'usufruitier a-t-il droit aux mines ?

L'art. 598 du C. civ. prévoit deux hypothèses :

I. — Celle où la mine était déjà ouverte lors de l'entrée en jouissance de l'usufruitier ;

II. — Celle où la mine n'a été ouverte que postérieurement.

Nous observerons cette distinction dans notre étude.

Nous verrons donc d'abord l'hypothèse où la mine était déjà ouverte au moment de son entrée en jouissance.

I. La mine était déjà ouverte.

Telle est la première condition imposée par la loi à l'usufruitier. Mais la question de savoir exactement à quel moment la mine peut être considérée comme ouverte est de nature à faire naître plus d'une difficulté. De simples recherches entreprises par le propriétaire du fonds, lors de l'ouverture de l'usufruit, suffisent-elles pour faire considérer la mine comme

ouverte ? Nous ne le pensons pas et tel est l'avis de Demolombe (n° 432). L'art. 598 a employé à dessein le mot exploitation qui signifie bien une mine en activité, et non un simple travail de préparation. La même solution basée également sur le mot exploitation, pourrait être appliquée, même dans le cas où une concession ayant été cependant accordée par le gouvernement, les travaux n'ont pas encore été entrepris lors de l'ouverture de l'usufruit (1). En tous cas, il y aurait là une question de fait et d'intention très délicate à étudier. On considère toutefois, d'une manière générale, qu'une mine doit être regardée comme ouverte, quoique n'étant pas encore exploitée, lorsque le décret de concession l'a attribuée à celui qui avait préalablement fait dans le périmètre de concession d'importants travaux de recherches. Il est, en effet, bien difficile de mettre ici en doute son intention d'exploiter (2).

Une mine peut s'étendre sous plusieurs propriétés n'appartenant pas au même maître ; exiger que l'exploitation fût entamée précisément sous la propriété soumise au droit d'usufruit nous semblerait aller trop loin. Et nous croyons qu'il suffit, pour donner ouverture au droit de l'usufruitier, que les travaux soient commencés sur un point quelconque. Telle est l'opinion de M. Peyret-Lallier et de la majorité des auteurs. En effet, les travaux ainsi entrepris ont appris à la fois au propriétaire et à l'usufruitier l'ouverture de l'exploitation. Le premier était donc en mesure, s'il le voulait, d'empêcher la redevance de venir grossir les revenus de l'usufruitier. Et, quant à l'usufruitier, il avait tout lieu de compter, dès à pré-

1. Lyon, 4^{er} juillet 1840. Cette arrêt semble à première vue contredire notre théorie, mais il vise une espèce, où il n'y avait pas lieu d'appliquer l'art. 598, mais seulement d'interpréter la volonté d'un testateur, en déterminant dans quelle proportion il avait entendu étendre sa libéralité.

2. Féraud-Giraud, t. 1, n° 50. Bury, t. 2, n° 1343. Bréchignac et Michel, n° 70.

sent, sur ce profit, que lui attribuait à la fois le Code civil et la loi de 1810 (1).

En sens inverse, et pour la même raison, la mise en exploitation d'une mine par le propriétaire, qui n'aurait pas cependant encore obtenu de concession, ouvre désormais le droit de l'usufruitier. Mais à condition que les travaux aient été entrepris sur le fonds ou sous le fonds même soumis à l'usufruit (2).

Le droit de l'usufruitier variera suivant que le propriétaire obtiendra, ou non, la concession. Dans le premier cas l'usufruitier aura droit aux produits de la mine, sans être obligé de payer au propriétaire la redevance dont parle l'art. 42 de la loi de 1810. Dans le second cas, l'usufruitier ne pourra invoquer que la redevance, et encore, s'il s'agit d'un usufruit purement conventionnel, son acte constitutif pourrait très bien être exclusif pour lui de la redevance imposée au concessionnaire.

Telle est l'opinion de Demolombe, n° 436, Proudhon, t. 3, n° 4206, et Duranton, t. 4, n° 569.

Mais, que décider si l'exploitation se trouvait suspendue au moment de l'ouverture de l'usufruit ? Faut-il permettre à l'usufruitier de la reprendre ? Une distinction très rationnelle nous semble ici nécessaire.

La suspension de l'exploitation avait-elle un caractère définitif et irrévocable ; on doit assimiler ce cas à celui où aucune mine n'était ouverte lors de l'entrée en jouissance de l'usufruitier. Il ne pourra donc reprendre l'exploitation seulement en vertu de son titre d'usufruitier, et sera dans l'hypothèse prévue par l'art. 598, C. civ., *in fine*.

Au contraire, la suspension n'est-elle provoquée que par un

1. *Contra*. Lyon 7 déc. 1866.

2. En ce sens ; Lyon 24 mai 1853, aff. Guillot, D. P. 55, 2, 347.

accident purement passager, tenant, soit à la nature des couches, soit à un embarras pécuniaire du moment chez le propriétaire du fonds, en un mot, si ce dernier n'a pas eu la volonté bien arrêtée de fermer la mine ; l'usufruitier peut alors en reprendre l'exploitation, en se fondant uniquement sur son titre (1).

Notons cependant que dans ce cas, si l'intention du propriétaire semblait douteuse, la question rentrerait dans le pouvoir d'appréciation laissé aux tribunaux (2).

L'usufruitier a droit aux produits de la mine, qui ont été détachés du fonds. Il est donc évident, qu'à l'expiration de son droit, il pourra revendiquer, comme lui appartenant, les minerais non vendus se trouvant sur le carreau de la mine, et les créances qui peuvent lui être dues par des tiers au sujet de son exploitation. La solution ne présente pas de difficulté si l'usufruitier avait à lui seul la jouissance de toute la mine. Mais il peut très bien se faire que son droit ne porte que sur une part d'associé. Lui permettre, dans ce cas, d'exiger sa part en nature des minerais existant sur le carreau de la mine, serait lui donner le droit d'exiger la liquidation et par suite la dissolution de la société. Un tel résultat est inadmissible, car ce serait pour les autres associés la cause d'un préjudice considérable et injustifiable. Les sociétés minières étant uniquement des sociétés de capitaux, il est inadmissible que la disparition d'un des associés puisse produire un résultat, qui n'a lieu que dans les sociétés constituées *intuitu personæ*. L'usufruitier devra donc se borner à réclamer ce qui lui

1. Bordeaux, 10 mars 1865. Sir. 66. 2. 7.

2. Aubry et Rau, § 230. Feraud-Giraud, t. I, n° 50.

revient en argent, ou en titres de la société, si la répartition n'en a pas encore été faite (1).

Après avoir posé le principe que l'usufruitier jouit des mines qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit, l'art. 598 dit : « Néanmoins, s'il s'agit d'une exploitation qui ne puisse être faite sans une concession, l'usufruitier ne pourra en jouir qu'après avoir obtenu la permission de l'Empereur. »

Ce n'est certainement pas à la loi de 1810 qu'il faut rapporter cette disposition du Code civil, qui lui est bien antérieure, mais à la loi de 1791, qui permettait au propriétaire d'exploiter jusqu'à cent pieds de profondeur, sans autorisation, les gisements situés dans son fonds. S'il fallait descendre plus bas, il devait solliciter une concession, pour laquelle sa qualité de propriétaire lui assurait un droit de préférence. Mais la concession qui lui était accordée était purement personnelle ; ses héritiers ou ayants-cause ne pouvaient continuer l'exploitation qu'après s'être munis d'une autorisation spéciale.

Nous trouvons donc, dans l'art. 598, l'application de cette règle à l'usufruitier.

La loi de 1810 n'a-t-elle pas eu pour résultat de réduire à néant cette disposition de l'art. 598 qui ne semble plus avoir sa raison d'être depuis l'abrogation de la loi de 1791 ? La question est délicate et a fait l'objet d'une grande controverse.

Comme nous venons de le dire, sous l'empire de la loi de 1791 la disposition de l'art. 598 se comprenait très bien, car elle n'en était qu'un corollaire. Un arrêté du Directoire exécutif, du 3 nivôse an VI, déclarait en effet qu'en vertu du caractère tout personnel attaché à la concession d'une mine,

1. En ce sens : Bruxelles 22 mars 1854, aff. Henrion, *Pasicrisie Belge*, 1894. 2. 200. Splingard, n° 132. Féraud-Giraud, t. 4, n° 44.

aucun transport, cession ou autre acte translatif de l'exercice des droits accordés par les concessions ou permissions d'exploiter les mines métalliques, ne pouvaient être exécutés sans une autorisation spéciale. » L'art. 598-1^o visait donc le cas d'une mine exploitée à moins de cent pieds de profondeur, et l'art. 598-2^o l'autre hypothèse.

Mais actuellement l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810 établit, par le fait même de l'acte de concession, un droit de propriété perpétuelle et par suite transmissible au gré du concessionnaire. Le législateur a eu soin d'énumérer les seules limites qu'il entendait apporter à ce droit, et aucune des exceptions qu'il a mentionnées ne peut se rattacher à la disposition de l'art. 598-2^o. Il semble donc bien établi qu'aujourd'hui l'usufruitier peut, en vertu de son titre, exploiter une mine comme le ferait un successible ou un donataire. Telle est certainement la conséquence du nouveau principe introduit dans la législation des mines par la loi de 1810. Comment, en effet, admettre que le concessionnaire n'ait pas le droit de disposer de l'usufruit de la mine, alors qu'il peut la vendre ou l'affermier en totalité (1)?

On objecte, il est vrai, que l'art. 598 a eu sans doute en vue l'intérêt public, qui veut à tout prix que l'exploitation de la mine ne soit confiée qu'à des hommes présentant toutes les garanties possibles. L'argument n'est pas dépourvu de bon sens; mais malheureusement le même inconvénient se présente en matière de vente, ou de location totale, et comme nous l'avons vu, cette considération qui n'a certainement pas

1. En ce sens : Aubry et Rau, t. II, p. 43. Naudier, p. 402. Marcadé, art. 598. Taulier, II, p. 309. Demolombe, t. X, p. 380, n^o 435; Ducaurroy, Bonnier et Roustain, t. II, p. 486. Duranton, t. IV, n^o 568. Féraud-Giraud, t. I, n^o 34.

En sens contraire : Salviat, t. I, p. 289. Hennequin, t. II, p. 345. Proudhon, t. II, n^o 768.

échappé au législateur de 1810, ne l'a cependant pas décidé à y remédier. L'usufruitier est tenu, d'ailleurs, en vertu de son titre, de certaines charges qui présentent une garantie réelle, et qui feront l'objet d'une étude spéciale, en ce qui concerne les mines.

On pourrait cependant, à notre avis, dans le cas de constitution d'un usufruit sur une fraction de la mine, exiger, par voie d'analogie, la nécessité de la nouvelle autorisation que veut la jurisprudence, en matière d'amodiation partielle (1). Cette opinion est partagée par M. Aguillon (2).

Mais il ne faudrait certainement pas voir là, comme l'a fait M. Hennequin (3), la conséquence que l'art. 598-2° conserve dans ce cas toute sa force relativement à la permission à accorder par le chef de l'État. Ce serait une grave erreur, car, nous l'avons vu plus haut, la théorie de la jurisprudence, en matière d'amodiation partielle, n'a d'autre fondement juridique que l'art. 7 de la loi du 21 avril 1810. Dans le cas de constitution d'un usufruit à titre particulier, dont le résultat serait le morcellement de l'exploitation, il ne semble pas possible, si on veut y apporter une restriction, de trouver un autre système ni une autre base de raisonnement.

Quelles sont les charges et obligations de l'usufruitier dans l'exploitation d'une mine?

En vertu des principes généraux, l'usufruitier d'une mine doit d'abord supporter les charges qui eussent pesé sur le concessionnaire même, c'est-à-dire acquitter les différentes redevances. Il doit, enfin, jouir en bon père de famille. Cette der-

1. Conf. *sup.*

2. Aguillon, t. I, n° 243.

3. T. II, p. 315.

nière obligation lui impose non seulement le devoir de veiller à l'entretien des puits, galeries, agrès et machines servant à l'exploitation, mais aussi a pour effet de l'empêcher de ruiner la mine, soit en se livrant à une exploitation en dehors des règles admises en cette matière, soit en dénaturant le but même de l'entreprise.

Cependant il n'est pas obligé de se restreindre dans les limites des anciens travaux. Il peut leur donner l'extension la plus grande, et ouvrir de nouveaux chantiers sans que le nu-propriétaire puisse s'y opposer; à condition, toutefois, de se conformer aux règles de l'art et du plan qui a été soumis à l'administration. Le propriétaire pourra même être mis en demeure de lui payer une indemnité, s'il est reconnu à la fin de l'usufruit que les travaux ou les améliorations qui proviennent de la gestion de l'usufruitier sont pour lui la source d'un bénéfice appréciable.

Telle est l'opinion professée par Proudhon (1), et nous la croyons très soutenable, car elle n'est, en somme, que la conséquence des principes posés par le Code civil en cette matière. M. Féraud-Giraud partage cette manière de voir, mais non sans restriction.

D'après lui, s'il était prouvé que les travaux exécutés par l'usufruitier n'ont eu d'autre but et d'autre résultat que de rendre, à son avantage, l'exploitation plus fructueuse, sans donner, par cela seul, aucune plus-value à la mine, il n'y aurait aucune raison de droit pour faire supporter cette dépense au nu-propriétaire (2).

M. Aguillon va plus loin, en déclarant que l'usufruitier n'a rien à réclamer. A son avis, les principes de l'usufruit doivent néces-

1. Proudhon, *Dom. de prop.*, n° 774.

2. Féraud-Giraud, t. I, n° 39.

sairement faire appliquer ici l'art. 599 du C. civ., aux termes duquel l'usufruitier jouirait seulement du *just tollendi* (1). Quant à nous, notre opinion est qu'il y a ici surtout une question de fait à résoudre : mais que les tribunaux ne devront jamais perdre de vue les principes fondamentaux de l'usufruit.

Pour les mêmes motifs il semble juste d'appliquer à l'usufruit des mines la théorie de l'art. 609 du C. civ., en ce qui concerne la répartition des charges, imposables sur les mines pendant la durée de l'usufruit. Il est, en effet, peu de propriétés susceptibles d'en être grevées dans une aussi large proportion, puisqu'une loi spéciale, celle du 27 avril 1838 a eu principalement pour but de régler la contribution aux dépenses provenant de l'assèchement des mines inondées.

Nous avons supposé, jusqu'à présent, que l'usufruitier puisse son droit sur la mine dans le fait qu'elle constituait une partie du fonds soumis à son droit, et qu'elle y était restée attachée. Mais il peut arriver que l'usufruitier succède seulement aux droits du propriétaire de la surface, sans succéder, en quoi que ce soit, à ceux du propriétaire de la mine.

En quoi consistera exactement alors l'étendue des pouvoirs de l'usufruitier ? Peut-il réclamer la redevance qui appartient au propriétaire de la surface ?

Tout dépend de la distinction à faire, suivant le principe posé par l'art. 598. La mine était-elle déjà en exploitation lors de l'ouverture de l'usufruit, l'usufruitier aura droit à la redevance. S'il en était autrement, il ne pourrait en rien y prétendre ; mais il pourrait, en vertu du droit commun et de la loi de 1810 réclamer une indemnité proportionnelle au dom-

1. Aguillon, t. I, n° 143.

mage causé par l'ouverture de la mine à la propriété superficielle (1).

L'usufruit peut enfin porter uniquement sur des actions ou parts d'intérêt dans la mine. Au premier abord, ce cas ne semble pas révéler des difficultés. Il peut se faire, cependant, que l'action n'étant pas libérée, donne lieu à un appel de fonds durant la jouissance de l'usufruitier. Sur qui devra porter cette contribution? Il est évident que, puisque l'usufruitier n'est pas propriétaire, on ne peut le forcer de payer le complément de ce qui ne lui appartient pas. Le nu-propriétaire devra donc verser ce qui reste dû sur chaque action. Mais n'est-il pas juste, au moins, en vertu de l'art. 609 du C. civ., de forcer l'usufruitier à lui tenir compte des intérêts de cette somme? Nous le pensons, car enfin l'usufruitier est le premier intéressé à ce que le versement ait lieu. Sans cela il pourrait être exposé à perdre sa jouissance. Cette manière de voir est généralement partagée par les auteurs. M. Splingard, toutefois, est d'un avis contraire (2). D'après lui, il n'existe aucune disposition de la loi qui puisse obliger l'usufruitier à de telles dépenses qui s'appliquent avant tout à la propriété.

II. — *La mine n'a été ouverte que pendant l'usufruit.*

Aux termes de l'art. 598, *in fine* : « Il (l'usufruitier) n'a aucun droit aux carrières et mines non ouvertes. » L'usufruitier est donc assimilé à un tiers de tous points par le Code civil :

1. Delalleau, *Traité de l'expropriation pour cause d'utilité publique*, t. II, p. 213. Peyret-Lallier, n° 321.

2. Splingard, n° 134.

et la loi du 24 avril 1810 n'a apporté aucune dérogation à ce principe. L'Etat peut lui concéder, aussi bien qu'à un autre, la faculté d'exploiter le gisement qu'il a découvert, mais il n'a aucun droit de préférence à ce sujet.

Nous allons passer en revue les trois hypothèses qui peuvent donc se présenter, suivant que la mine est concédée : à l'usufruitier, au tiers ou au nu-propriétaire.

A. — *La mine est concédée à l'usufruitier.* — Il jouit *lato sensu* du droit d'exploiter la mine, mais uniquement en vertu du droit de concession qui lui a été accordé. Il devra payer au nu-propriétaire la redevance, car la redevance représente l'expropriation ou plutôt la non-jouissance de la propriété causée par l'invention de la mine. Aux termes de l'art. 598, l'usufruitier n'a aucun droit aux mines ouvertes pendant l'usufruit. Ses droits et ses obligations, vis-à-vis du propriétaire de la surface, trouveront donc leur sanction et leur limite, en ce qui concerne la mine dont il est devenu concessionnaire, non pas dans l'acte constitutif de l'usufruit, mais dans la loi du 24 avril 1810. Aussi, doit-on décider, par application de ce principe, que l'usufruitier ne peut, sans le consentement du propriétaire ou l'autorisation du gouvernement (art. 10 et 11 loi du 24 av. 1810), faire des recherches dans le fonds pour y découvrir des mines.

S'il a obtenu le consentement ou l'autorisation prescrits, il devra tenir compte au propriétaire des dégradations de tout genre que l'exploitation est de nature à causer à sa propriété.

B. — *La mine est concédée à un tiers.* — Il devra payer la redevance au propriétaire de la surface. L'usufruitier ne peut en rien y prétendre, ainsi qu'il résulte à la fois de l'art.

598 du Cod. civ., et des art. 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810 (1).

La théorie contraire a été enseignée par Delvincourt, qui lui accorde, pendant toute la durée de l'usufruit, la redevance, sous prétexte qu'elle représente l'équivalent de l'indemnité de jouissance qui lui est enlevée par la concession de la mine. Cette opinion est trop contraire, à la fois au texte et à l'esprit de l'art. 598, pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter et de la discuter.

En admettant, ce qui est possible, que la concession de la mine fasse éprouver un préjudice à l'usufruitier, rien ne l'empêche de réclamer des indemnités, à raison des dommages qui résultent, pour sa jouissance, des travaux de recherche ou de l'exploitation de la mine (2).

On pourrait même lui attribuer, à ce titre, une partie de la redevance. Mais, comme le fait observer M. Laurent (3), ce ne pourrait être là, pour l'usufruitier, la cause d'aucun privilège au préjudice des autres créanciers du concessionnaire ; car il n'y a pas de privilège sans texte.

Quant au mode de régler l'indemnité, et à son *quantum*, on suivra, comme base d'application, les principes posés dans la loi du 21 avril 1810.

Dans aucun cas, d'ailleurs, l'usufruitier ne pourrait s'opposer à ce qu'un tiers, muni d'un droit de concession, ne vint opérer des fouilles ou exploiter, non seulement le tré-

1. En ce sens : Proudhon, III, 4206. Duranton, IV, 572. Taulier, II, p. 310. Du Caurroy, Bonnier et Roustain, II, 488. Demolombe, X, 437. Aubry et Rau, § 230. Laurent, t. VI, p. 569. — En sens contraire : Delvincourt, I, p. 358.

2. Proudhon et Demolombe, Aubry et Rau, *loc. cit.* Laurent, t. VI, p. 569. Lyon, 24 mai 1853. D. P. 54. 2. 347.

3. Laurent, *loc. cit.*

fonds, mais même la propriété superficielle dont il a la jouissance (1).

C. — *La mine est concédée au propriétaire.* — Il n'a, d'après ce que nous venons de dire, de redevance à payer qu'à l'Etat ; car, nous l'avons vu, la théorie de Delvincourt, qui l'obligerait à payer la redevance à l'usufruitier est inadmissible. Remarquons à ce sujet que, sous l'empire du Code civil, le nu-propriétaire n'aurait pas pu ouvrir une mine sans le consentement formel de l'usufruitier. En effet, aux termes de l'art. 599, « le propriétaire ne peut, par son fait, ou de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier », et il est évident que tel est toujours le résultat de l'ouverture d'une mine.

La disposition de l'art. 599, relative à l'usufruit, en ce qui concerne les mines, a donc été implicitement abrogée par la loi du 21 avril 1810, qui reconnaît à tout le monde, même à un étranger, pourvu qu'il soit muni d'une concession, le droit d'exploiter une mine sur la propriété d'autrui. C'est là une mesure d'ordre public, dont l'application ne peut soulever aucun doute, en ce qui concerne l'ouverture d'une mine par le nu-propriétaire, dans le fonds, dont jouit l'usufruitier.

Ajoutons qu'alors, comme dans l'hypothèse précédente, l'usufruitier peut réclamer des indemnités de non-jouissance, pour le dommage que la recherche ou l'exploitation de la mine anrait causé à la surface du terrain.

Une hypothèse, qui doit être assez rare, peut aussi se présenter.

Une mine est concédée à une personne qui n'est pas propriétaire du terrain sous lequel elle s'étend.

1. Féraud-Giraud, t. I, n° 43. Bury, t. II, n° 1315.

Cette propriété n'est alors grevée d'aucun droit d'usufruit, mais au moment d'entreprendre les travaux, le concessionnaire devient usufruitier du fonds.

Il est bien évident que ce nouvel état juridique ne changera en rien la situation du concessionnaire en ce qui concerne ses droits sur la mine. Mais que faut-il décider au sujet de la redevance ? En vertu de l'art. 598, qui refuse à l'usufruitier tout droit sur les mines non ouvertes (1), il restera tenu à acquitter la redevance envers le nu-propriétaire, vis-à-vis duquel, par rapport à la mine, il ne cesse pas d'être un simple concessionnaire. La solution contraire devrait naturellement être adoptée si le concessionnaire avait commencé les travaux avant d'être investi de ses droits d'usufruitier. Il n'aurait, alors, de redevance à payer qu'à l'Etat.

Notons enfin une dernière hypothèse. L'usufruitier possède dans son fonds une mine exploitée par un tiers qui n'a pas obtenu de concession. Quels seront les droits de l'usufruitier sur cette mine ?

Faut-il, s'appuyant sur l'art. 598, reconnaître à l'usufruitier un droit absolu sur tous les produits extraits ? Car, nous l'avons vu, jusqu'au décret de concession, la mine ne constitue pas une propriété distincte de la surface. De plus, en vertu de l'art. 598 qui reconnaît à l'usufruitier les droits du propriétaire sur les mines qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit, on doit lui permettre de revendiquer les matières extraites comme constituant des parcelles de l'immeuble sur lequel porte sa jouissance ou tout au moins des fruits, auxquels nul autre que lui ne peut prétendre.

N'est-il pas préférable, au contraire, de dire que l'exploitation de la mine, constituant dans ce cas une illégalité délictueuse,

1. Conf. *suprà*.

ne peut être pour l'usufruitier la source d'aucun avantage ? Les produits extraits appartiendraient donc de droit au nu-propriétaire. Il est, en effet, impossible de les attribuer à l'usufruitier pour les motifs suivants. Ils constituent, à n'en pas douter, des fractions du fonds auxquelles on ne peut, d'une part, reconnaître le caractère de fruits, puisqu'il n'y a pas eu de concession légale, et d'autre part, ils n'ont comme source qu'une origine illégale.

La question est controversée. Mais cette dernière solution nous paraît la plus juridique (1).

Rien dans la loi de 1810 ne s'opposant à la constitution d'un droit d'usage sur une mine, on doit considérer cette constitution comme parfaitement permise aux parties, sous la condition de respecter le principe d'intégralité d'exploitation et de concession. A défaut de conventions particulières, on rentre dans le droit commun, et en conséquence on appliquera les dispositions de l'art. 629 du C. civ.

1. Féraud-Giraud, t. 1, n° 33.

APPENDICE

POSSESSEUR DE BONNE FOI — QUELS SONT SES DROITS

Le possesseur de bonne foi peut-il, en se fondant sur l'art. 549, prétendre aux fruits de la mine ?

Rien ne semble s'opposer à ce droit. En vertu des principes généraux du Code civil, le possesseur de bonne foi fait siens, par la perception, tous les fruits naturels ou civils proprement dits, ainsi que les produits que le législateur y a assimilés, d'après les règles établies au titre de l'usufruit, dans l'art. 598 C. civ. Il peut donc jouir des produits de la mine qui était déjà en exploitation, lors de son entrée en possession (1), mais il devra restituer, s'il les a perçus ceux d'une mine non ouverte à ce moment.

Cette dernière solution a été contestée par Marcadé. A ses yeux, c'est dans l'art. 2279 du C. civ., que se trouve le *criterium* des droits du possesseur de bonne foi. L'art. 549 du C. civ. n'en étant qu'un corollaire, doit donc lui attribuer d'une manière uniforme les produits de l'immeuble dont il se croit propriétaire.

Il se demande en conséquence, en vertu de quelle règle ou de quel principe on pourrait appliquer ici l'art. 598 du C. civ., qui vise uniquement l'usufruitier.

1. Demolombe, t. IX, p. 624. Bury, t. 2, n° 1427. Féraud-Giraud, t. 4, n° 27. C. cass. belge, 26 av. 1849. *Pasicrisie belge*, 1849, 1, 38. *Contra*. Brehignac et Michel, n° 70.

Cette théorie n'a trouvé d'écho ni dans la doctrine, ni dans la jurisprudence. On l'a réfutée en montrant qu'il était impossible de considérer l'art. 549 comme le corollaire de l'art. 2279. En effet, la règle, en vertu de laquelle le possesseur de bonne foi fait les fruits siens, remonte dans le droit coutumier à une période bien plus reculée que celle où fut consacré le principe « en fait de meubles possession vaut titre ». D'ailleurs les travaux préparatoires sont muets sur le point de savoir si les législateurs ont entendu établir même une simple connexité entre ces deux articles. Il est donc probable que si telle avait été leur intention, on en aurait certainement retrouvé la trace. On doit en conclure que les art. 549 et 2279 renferment des principes tout différents que nous pourrions définir de la manière suivante :

En vertu des vrais principes, le possesseur de bonne foi doit rendre l'immeuble, qui ne lui appartient pas ; si on lui permet de conserver les fruits qu'il a indûment perçus, c'est parce que la loi jugeant qu'une restitution de fruits serait pour lui une cause de ruine, l'en dispense en considération de sa bonne foi. Le principe de l'art. 549 repose donc uniquement sur la bonne foi, et, ajoutons-le, sur une bonne foi qui doit continuer à exister à chaque perception de fruits.

Le principe fixé dans l'art. 2279 est tout différent. Sans vouloir rechercher quel est son fondement, car nous le croyons bien difficile à définir, il est évident que l'idée de bonne foi n'y domine pas. La restriction, qui permet à celui qui a perdu sa chose ou auquel on l'a volée de la revendiquer, nous semble bien en être une preuve, et marquer simplement une exception à la présomption de propriété, contenue dans cet article.

Le possesseur de bonne foi qui occupe un terrain, sous lequel se trouve une exploitation de mine, a-t-il droit à la redevance

que paye le concessionnaire au propriétaire de la surface ? L'assimilation des droits du possesseur de bonne foi à ceux de l'usufruitier, doit certainement avoir pour résultat de lui attribuer cette redevance aux mêmes conditions qu'à l'usufruitier c'est-à-dire si la mine était déjà ouverte à son entrée en jouissance. Telle est la solution que nous avons indiquée pour l'usufruitier, et qui semble pour les mêmes raisons s'imposer ici. Mais telle n'a pas été la manière de voir de la Cour de Lyon qui s'est prononcée en sens contraire, sous prétexte que les redevances ne sont pas des fruits mais des portions du capital, et qu'en conséquence l'art. 549 du C. civ. ne leur est pas applicable (1). Une telle doctrine ne nous paraît pas acceptable ; car ce qui est considéré unanimement à titre de fruits, quand il s'agit d'un usufruitier, ne doit pas changer de caractère vis-à-vis d'un possesseur de bonne foi. Il est d'ailleurs universellement admis en doctrine et en jurisprudence, que la redevance due au propriétaire de la surface doit toujours être considérée comme un fruit de son fonds.

1. Lyon, 7 juin 1882. D. P. 84, 2, 22.

CHAPITRE IV

Droits de la communauté sur les mines

§ I. — *Législation du Code civil.*

Aux termes de l'art. 1403 du C. civ. : « Les produits des carrières et mines tombent dans la communauté pour tout ce qui en est considéré comme usufruit, d'après les règles expliquées au titre de l'usufruit, de l'usage et de l'habitation... Si les carrières et mines ont été ouvertes pendant le mariage, les produits n'en tombent dans la communauté que sauf récompense ou indemnité à celui des époux à qui elle pourra être due. »

Il résulte de la première partie de l'article que nous venons de citer que si la mine était déjà en exploitation, lors du mariage, ses produits tomberont dans la communauté, comme y tombent ceux des immeubles appartenant aux époux (art. 1401 C. civ.); mais que, si la mine n'était pas ouverte à ce moment, la communauté n'y aurait aucun droit (1). Telle est la conséquence du renvoi fait par l'art. 1403 à l'art. 598 du C. civ., renvoi qui s'explique très bien, quand on considère

1. Cependant, d'après Proudhon, *Dom. pub.*, n° 764, si une mine a été concédée antérieurement à la loi du 21 avril 1810 à l'un des époux, avant son mariage, elle doit tomber dans la communauté, étant donné le caractère mobilier que présentaient alors les mines.

l'analogie existante entre les droits de l'usufruitier et ceux de la communauté. Nous avons vu, en effet, que d'après l'art. 598, les produits de la mine ne sont considérés comme des fruits, et par suite ne sont à la disposition de l'usufruitier qu'en vertu de la destination du père de famille. Lui seul peut leur donner cette qualité en ouvrant la mine avant l'investiture de l'usufruitier. Si la mine n'était ouverte que pendant l'usufruit, les matières extraites, dépourvues de la qualité que leur donne la destination du père de famille, ne pourraient être qualifiées fruits et ne constituant que des produits ne pourraient être absorbées par l'usufruitier. Il est rationnel de retrouver la même distinction en matière de communauté. L'époux, qui possède une mine en exploitation, met en communauté, par le fait de son mariage, un bien productif d'un revenu qui doit contribuer aux dépenses communes.

Mais si le conjoint, lors de son mariage, n'avait pas ouvert la mine, qu'il savait ou non exister dans son fonds, il est évident que ce fait, en l'absence de stipulation contraire, impliquerait bien, de sa part, l'intention de ne faire tomber dans la communauté que les fruits naturels, c'est-à-dire les récoltes *lato sensu* de ce fonds. De même qu'en matière d'usufruit, l'idée de destination ferait ici défaut pour permettre de considérer les produits de la mine comme des fruits. Les substances minérales continueront donc à faire partie intégrante du fonds, et leur extraction, si elle est de nature à procurer un profit à la communauté, donnera certainement lieu à une récompense envers l'époux propriétaire de la mine, en vertu du principe qu'aucun des patrimoines en présence dans la communauté ne doit s'enrichir au détriment des autres. Les matières extraites conservent, en effet, toujours dans cette hypothèse leur qualité de biens propres. L'art. 1403 *in fine* n'est en somme qu'une application et une conséquence du principe

posé dans les art. 1436 et 1470, car il est difficile de l'entendre autrement. Peut-on dire que les propres tombent dans la communauté ? Non, évidemment ; le sens à donner à l'art. 1403 est donc bien celui que nous venons d'indiquer.

Mais il s'agit de déterminer, aussi exactement, comment devra être apprécié le montant de la récompense dont nous venons de parler.

§ II. — *Récompense.*

Le projet primitif de l'art. 1403 ne contenait que les deux premiers paragraphes, tels qu'ils sont aujourd'hui dans le Code civil ; mais grâce au renvoi fait à l'art. 598, cette disposition législative aurait pu, à la rigueur, être considérée comme suffisante. Le troisième paragraphe a été ajouté à l'article, sur la demande du tribunal, qui voulait en même temps que l'on dit expressément dans le premier paragraphe, qu'il s'agissait des produits des carrières et des mines ouvertes avant le mariage. Ce fut dans les termes suivants que le tribunal formula ses motifs :

« Il est à propos de s'expliquer sur les carrières et mines ouvertes avant le mariage et sur celles ouvertes pendant le mariage, ce que ne faisait pas le projet de loi. La section pense que, dans les deux cas, les produits doivent tomber dans la communauté, mais, qu'au second cas, il faut réserver pour le mari une récompense, s'il avait employé à l'ouverture d'une mine des sommes considérables, dont il n'aurait pu être indemnisé par des produits, qui n'auraient eu lieu qu'après,

et qui seraient néanmoins le résultat de ses avances. — La section a aussi pensé qu'il devait être réservé pour la femme, propriétaire du fonds, une indemnité à raison des sommes qu'il faudrait dépenser, pour remettre le fonds dans son ancien état, après qu'on en aurait tiré tout ce qu'il aurait été possible d'extraire, et qui serait tombé dans la communauté. Cette récompense et cette indemnité dépendent des circonstances. Voilà pourquoi on doit se borner à les annoncer, s'il y a lieu » (1).

On peut aisément conclure de ces observations que les produits même des mines ouvertes pendant le mariage appartiennent à la communauté, sauf une indemnité qui peut être due, ou par l'époux propriétaire, à cause des dépenses d'amélioration, ou à la communauté, pour cause de détérioration de la propriété superficielle.

Mais alors, comme le font observer MM. Rodière et Pont (2), le troisième paragraphe de l'art. 1403 serait en contradiction réelle avec le premier, qui ne mentionne pas, sans qu'on en puisse trouver la raison dans les travaux préparatoires, les mots « ouverte avant le mariage » dont le tribunal réclamait, cependant, l'addition. Il en résulterait que, d'après le troisième paragraphe, la communauté aurait droit aux produits des mines ou des carrières ouvertes pendant le mariage, tandis qu'elle se verrait refuser ce droit par le paragraphe premier qui se réfère en termes formels aux règles expliquées au titre de l'usufruit. Cette assimilation de la communauté à l'usufruit aurait pour résultat de lui retirer tout droit aux produits des mines non ouvertes avant son entrée en jouissance. Pour concilier les différents paragraphes de l'art.

1. Loaré, t. XIII, p. 243, 245 ; Fenet, t. XIII, p. 606.

2. T. I, p. 410.

1403, il faut donc admettre que la récompense dont il est parlé au § 3 de cet article consiste dans l'évaluation nette des produits de la mine (c'est-à-dire déduction faite de tous les frais), qui ont enrichi la communauté, bien qu'elle n'y eût aucun droit. L'époux propriétaire de la mine devra bénéficier de cette récompense (1).

Le principe fondamental à appliquer en cette matière consistera, par conséquent, à déterminer exactement la mesure de l'enrichissement causé par la mine, celui des patrimoines qui en a bénéficié, et enfin le montant des dépenses qui ont dû être effectuées pour la mise en exploitation de la mine. Les rapports que présentent ces différents facteurs entre eux permettent d'arriver à déterminer le montant de la récompense, et le patrimoine qui en est créancier. Mais, remarquons-le bien, la récompense nous semble due ici, surtout en vertu du principe posé dans l'art. 1437. Car l'art. 1403 se borne à dire « sauf récompense », laissant ainsi au juge du fait toute latitude d'appréciation.

L'ouverture d'une mine nécessite toujours des dépenses importantes et un temps assez long, avant de donner du bénéfice. Suivant donc le délai qui s'écoulera entre l'ouverture de la mine et la dissolution de la communauté, des bénéfices pourront, ou non, compenser les capitaux empruntés à la communauté pour l'exploitation. Mais on devra toujours tenir compte du préjudice que peut faire éprouver à la communauté, l'ouverture d'une mine. Elle cause en règle générale des dégradations à la surface et principalement des affaissements, et a donc fatalement pour effet de lui causer ainsi du tort. Ce n'est qu'après avoir fait le compte exact des dépenses effec-

1. Duranton, t. XIV, n° 147 ; Dalloz aîné, t. XI, p. 186, n° 29 ; Bellot, t. I, p. 146 ; Touiller, t. XII, n° 128 ; Zachariæ, t. III, p. 414 et 415, notes 12 et 15 ; Taulier, t. V, p. 50 ; Troplong, n° 562.

tuées par la communauté, consistant, comme nous venons de le voir, soit en capitaux, soit en perte de fruits naturels, dans le sens propre du mot, et en considérant ensuite le bénéfice réalisé, qu'on pourra apprécier le montant de la récompense, et l'attribuer à qui de droit. Il s'en suit que, si les bénéfices réalisés sont inférieurs aux dépenses, l'époux propriétaire de la mine devra récompense à la communauté. Si les bénéfices sont supérieurs aux dépenses, la communauté devra récompense de l'excédent, et enfin, si la compensation des bénéfices et des dépenses est exacte, il n'y aura lieu à aucune récompense.

Mais à quel moment une mine doit-elle être réputée ouverte? Cette question ne donne lieu ici à aucune modification aux principes que nous avons établis relativement à l'usufruit. Nous ne les rappellerons donc pas. Un arrêt (1) confirme l'analogie parfaite qui existe dans la jurisprudence en matière de mariage et d'usufruit, pour ce qui concerne cette question spéciale.

II. *Législation de 1810.*

Tels sont les principes posés par l'art. 1403, et l'interprétation qu'il convient de leur donner. Mais la loi de 1810, en déclarant que la mine constituait un immeuble distinct de la surface, qui ne devait plus être considéré comme un accessoire du fonds, a posé aussi en principe que le droit d'exploiter la mine ne peut plus résulter que d'un acte de concession

1. Besançon, 3 mars 1863. D. P. 63, 2, 49.

(art. 5). Désormais, le propriétaire de la surface ne jouit plus d'aucun droit de préférence. L'art. 1403 du C. civ. a ainsi été profondément atteint par les dispositions de la loi de 1810. Il est intéressant de savoir quelle est actuellement la situation créée par ce nouvel état juridique.

La disposition de l'art. 1403 continue à être exacte en ce qui concerne les carrières, mais est-elle encore applicable en matière de mines ? L'examen des différentes hypothèses, qui peuvent se présenter, nous permettra seul de résoudre cette question qui a donné naissance à plusieurs systèmes. Nous étudierons d'abord la théorie professée par MM. Colmet de Santerre et Laurent.

1^o La mine a été concédée avant le mariage.

A. — Elle a été concédée à un tiers.

Il est évident que la communauté ne peut élever aucune prétention sur les matières extraites de la mine, puisque la propriété de la mine n'appartient à aucun des époux. Quant à la redevance, étant ici séparée de la concession et consistant en une somme d'argent déterminée par l'acte de concession (art. 42 de la loi de 1810), elle ne constitue vis-à-vis de la communauté qu'une rente mobilière et tombe par suite dans son actif.

B. — La mine a été concédée au mari.

Peu importe qu'il soit, ou non, propriétaire de la surface. L'acte de concession enrichit son patrimoine d'un nouvel immeuble, dont la propriété ainsi acquise se suffit à elle-même. Cet immeuble rapporte des fruits, qui, d'après les principes du droit commun, doivent tomber dans la communauté, alors

même que la mine, concédée avant le mariage, n'aurait été ouverte que depuis. Il ne semble plus possible d'appliquer ici l'art. 1403, qui a été calqué sur l'art. 598, car la doctrine de l'art. 598 n'existe plus. Au moment où fut promulgué le Code civil, c'est-à-dire sous l'empire de la loi de 1791, la mine n'était pas regardée comme constituant un immeuble distinct de la surface. En d'autres termes, la conception du dualisme de propriété, créé par la concession d'une mine, ne devait s'éclorre qu'avec la loi du 21 avril 1810. L'idée fondamentale sur laquelle reposait l'art. 598 n'est donc plus admissible, car cet article ne fait aucune distinction entre les deux genres de propriété.

C. — La mine a été concédée à la femme et a été ouverte avant le mariage.

Désormais, grâce à la loi de 1810, le mari n'a plus besoin d'une autorisation spéciale pour l'exploiter, comme sous l'empire de la loi de 1791 et du Code civil (art. 598). La mine constitue, en effet, une propriété distincte de la surface, dont la transmission n'obéit qu'aux principes généraux du droit, sauf la restriction qui en empêche la vente par lots, le partage ou la réunion, sans l'autorisation du gouvernement.

2° La mine a été concédée après le mariage.

A. — Un étranger en a obtenu la concession.

La communauté n'a aucun droit aux produits, ce qui est bien évident, mais elle a droit à la redevance, en vertu du principe posé dans l'art. 1401-2° du C. civ.

B. — Elle a été concédée à l'un des époux.

Il importe peu de savoir s'il est ou non propriétaire de la surface, car la loi du 21 avril 1810 n'attache aucune importance à cette qualité. Mais il importe, au contraire, de savoir si cette acquisition, opérée pendant le mariage, constitue un acquêt ou un propre. Si c'est un acquêt, il est évident que la propriété des produits tombera dans la communauté, qui, par ce motif, est propriétaire de la mine.

Mais le fait par le gouvernement de délivrer une concession constitue-t-il pour la communauté un acquêt ? N'est-ce pas plutôt une véritable donation dont les charges consistent dans l'obligation d'acquitter les différentes redevances prévues et réglées par la loi du 21 avril 1810 ? Ces redevances sont trop minimales pour qu'on puisse les considérer comme l'équivalent du prix d'acquisition, qui en ferait un acquêt. La concession semble donc constituer une acquisition à titre gratuit, et par suite, un propre. En vertu des principes généraux, la communauté recevra les produits de la mine, sans devoir, à la dissolution, acquitter de récompense, puisqu'elle a droit aux fruits des propres (art. 1401-2^o). C'est là semble-t-il une conséquence forcée de la loi de 1810. Mais elle est absolument opposée au principe de l'art. 1403-3^o, qui, d'après l'ancienne théorie, ne considérait comme fruits que les produits de la mine ouverte antérieurement au mariage.

On justifie cette nouvelle théorie par la considération suivante : Un époux possédait, avant son mariage, un propre dont les fruits devaient tomber dans la communauté en vertu de l'art. 1401-2^o du C. civ. Il en reçoit un autre durant le mariage, sans qu'il en coûte le prix d'acquisition à la communauté. Comment, ou plutôt en vertu de quel principe empêcher les fruits de l'un des deux immeubles de tomber dans la communauté ? La récompense pourrait encore être due, si les dépenses de mise en exploitation de la mine

n'étaient pas couvertes par les bénéfices. Mais cette solution est plutôt dictée par l'art. 1437 que par l'art. 1403 du C. civ.

Telle est la doctrine soutenue par MM. Colmet de Santerre (1) et Laurent (2). Elle n'est partagée ni par les autres auteurs (3), ni par la jurisprudence (4), bien qu'elle nous semble très rationnelle.

On lui reproche d'anéantir ou tout au moins de paralyser singulièrement, en ce qui concerne les mines, la disposition de l'art. 1403 du C. civ. Son application logique à l'usufruit aurait aussi pour résultat de reconnaître à l'usufruitier la faculté d'exploiter une mine non ouverte au moment où s'est constitué son droit, à la seule condition qu'elle fût concédée. Une telle théorie serait absolument contraire à l'art. 598 du C. civ. Ce serait en d'autres termes, ériger en règle générale cette exception que les produits de la mine ne sont des fruits que dans certaines circonstances. Or, cette exception ne se justifie, quand elle est admise, que par la fiction qui invoque pour les faire considérer comme tels la destination du père de famille.

Les mêmes motifs qui interdisent de faire considérer dans tous les cas, en matière d'usufruit, les produits de la mine comme des fruits, se retrouvent en matière de communauté.

1. Colmet de Santerre, *Cours analytique de Code civil*, 1883, t. VI, p. 62 et suiv.

2. Laurent. *Principes de droit civil français*, t. 21, p. 293.

3. *Contra*, Toullier, t. XII, p. 421 et suiv. ; Duranton, t. XIV, p. 446 ; Marcadé, sur les art. 1401 à 1403 n° 6 ; Rodière et Pont, t. I, p. 486 et suiv. Zachariæ, p. 507, texte et note 5.

4. D'après un arrêt de la cour de Lyon (7 décembre 1866, Sir., 67. 2, 6) les annuités de la redevance due à l'époux propriétaire d'un immeuble compris dans le périmètre de la concession, doivent être assimilées aux produits de la mine, et par suite attribuées, soit à cet époux, soit à la communauté, suivant que la concession n'a été ouverte que depuis le mariage, ou qu'elle l'avait été antérieurement.

Il est donc rationnel de conserver la même règle dans les deux cas.

Quant à la récompense, on lui appliquera les principes généraux ; elle sera due à l'époux et devra être égale à l'enrichissement net procuré par la mine à la communauté, s'il y a eu des bénéfices, déduction faite des capitaux employés pour la mise en œuvre, et de la somme que représente la moins-value et les dégradations commises à la surface. Si la mine n'a pas donné de bénéfices, ou s'ils sont inférieurs aux dépenses, la récompense sera due à la communauté.

On admet que la rigueur des principes de l'art. 1403 du C. civ. ne serait plus applicable s'il s'agissait d'une mine concédée, pendant le mariage, à l'un des époux, dans le fonds d'un tiers. Cette hypothèse sort, en effet, des prévisions de l'article 1403, qui n'a jamais eu en vue qu'une mine située dans le fonds de l'un des époux. En vertu des principes qui découlent de la loi du 21 avril 1810, l'époux concessionnaire de la mine ainsi acquise, ne pourrait, en l'absence d'une clause spéciale du contrat de mariage, qui aurait prévu le cas, empêcher les bénéfices résultant de l'exploitation de cette mine, de tomber dans la communauté. Telle est, en effet, la conséquence du principe qui attribue à la communauté tous les fruits des biens échus aux époux pendant le mariage, et tous les produits de leur travail.

Quelle est, d'après la jurisprudence, la nature de cette redevance, et, par suite, doit-elle ou non tomber dans la communauté ?

Il est vrai, comme l'a prétendu Troplong que la redevance due par le concessionnaire au propriétaire du sol, étant susceptible d'hypothèque, constitue une rente immobilière,

et par suite un immeuble. En conséquence, cette qualité immobilière devrait l'exclure de la communauté.

Mais la redevance a-t-elle toujours ce caractère immobilier, le conserve-t-elle encore, lorsque la mine étant attribuée à un autre qu'au propriétaire du sol, elle est ensuite disjointe de la surface ? Tel n'est pas l'avis de la jurisprudence, qui considère que la redevance n'est susceptible d'hypothèque, aux termes des art. 18 et 19 de la loi du 21 avril 1810, que lorsque, réunie à la surface, elle forme avec cette surface un tout resté indivisible.

Le fait de la séparation de la redevance, de la propriété du fonds, qui peut s'opérer, après la concession de la mine par une vente ou un partage, la réduit, comme l'indique l'art. 42 de la même loi, à une somme d'argent annuelle, qui ne peut avoir désormais qu'un caractère de rente mobilière (1). Il en résulte donc, comme l'a jugé la cour de Besançon, que la redevance cessant d'être un droit immobilier, lorsqu'elle a été séparée de la propriété superficielle par un acte d'aliénation et notamment par un partage, doit tomber par cela même dans l'actif de la communauté (2).

Nous avons cité précédemment un arrêt de la cour de Lyon (3), assimilant la redevance aux produits de la mine, dans l'attribution qui doit en être faite.

Nous pouvons supposer, dans le même ordre d'idées, une hypothèse d'un genre analogue et de nature à confirmer ce que nous avons déjà dit à ce sujet. Un enfant a reçu, de son père, par contrat de mariage, une propriété située dans le pé-

1. En ce sens : civ. cass., 13 nov. 1848. Sir., 48, 1, 682 ; *Rej.* 15 janvier 1849. D. P. 49, 1, 74 ; Civ. rej. 14 juillet 1850. Sir. 51, 1, 63.

En sens contraire : Ballot, *Revue de droit français et étranger*, 1847, IV, p. 417 ; Demolombe, t. IX, p. 649.

2. Besançon, 12 mars 1857.

3. Lyon, 7 décembre 1866. Sir. 67, 2, 6. Conf., *supr.*, p. 198.

rimètre d'une mine, qui n'était pas ouverte au moment de son mariage. Depuis, elle est mise en exploitation. L'enfant, au décès de son père, devra le rapport des redevances qu'il a touchées. Car, étant donné que la mine n'était pas ouverte, lorsqu'il a reçu le fonds, les redevances qu'il a perçues doivent être assimilées à des fractions du capital. — Mais la solution serait tout autre, si, au moment de la donation, la mine était déjà en exploitation ; la redevance aurait alors le caractère de fruits, et par conséquent ne serait pas soumise au rapport (1). C'est ce qui résulte de la combinaison des art. 598-1403 et 850 du C. civ.

Le principe invoqué n'est pas nouveau. Il repose toujours sur la qualité que donne aux produits, en les transformant en fruits, la destination du père de famille.

Il est admis sans difficulté, d'après ce que nous avons vu, en étudiant l'art. 552 du C. civ. que les actions ou intérêts dans une compagnie minière tombent dans la communauté, s'il n'y a stipulation contraire, par le fait même de leur caractère mobilier.

En résumé, d'après la jurisprudence actuelle, et la majorité des auteurs, on ne peut admettre que la loi de 1810 ait eu à la fois pour but et pour résultat de modifier les principes posés dans l'art. 1403 du C. civ.

1. Peyret-Lallier, n° 511 et suiv.

CHAPITRE V.

Des Sociétés de mines.

I. — *Les sociétés minières sont-elles civiles ou commerciales ?*

Les concessions de mines peuvent être attribuées à des sociétés. Aucun doute n'est permis à cet égard, en présence des termes formels de l'art. 13 de la loi du 21 avril 1810. Il résulte même des discussions au Conseil d'État, lors de l'élaboration de cette loi, que les différentes formes reconnues par les lois civiles ou commerciales, même celle de la société anonyme, peuvent être valablement appliquées aux sociétés formées pour l'exploitation des mines. Il ne nous paraît donc pas inutile de reproduire ici la discussion de l'art. 8 au Conseil d'État, le 20 juin 1809, telle qu'elle est rapportée par Locré (1).

« L'article 8 est discuté. Il est ainsi conçu :

« Art. 8. — Les mines concédées sont immeubles. — Il en est de même des bâtiments, machines, galeries de boisage et autres travaux établis à demeure, conformément à l'article 524 du Code civil, encore que la propriété appartienne à une société anonyme ou autre, et soit représentée par des actions.

« M. l'Archichancelier dit que cet article fait naître une

1. Locré, VI, 43.

question. D'un côté, il donne le caractère d'immeubles aux mines, et à toutes les choses qui servent à les exploiter ; de l'autre, il veut que cette qualité leur demeure, même lorsque la mine appartient à une société anonyme ou autre, et qu'elle est représentée par des actions.

« On se demandera, sans doute, si la loi entend immobiliser ces actions en dérogeant à l'article 529 du Code civil, lesquelles déclare meubles.

« Ceci est très important attendu que les immeubles sont susceptibles d'affectation que les biens meubles ne comportent point et que les formes dans lesquelles la propriété peut être transférée ne sont pas les mêmes pour les uns que pour les autres.

« M. le comte Treilhard propose de rappeler ici ce que dit l'article 529 du Code civil, que ces actions sont réputées meubles à l'égard des associés seulement. Cette disposition a été établie afin de donner aux actionnaires plus de liberté pour disposer de leurs actions. Elle n'empêche pas que tout ce qui constitue le fond de l'entreprise ne demeure immeuble aux termes de l'article 524.

« M. le comte Berlier voudrait que, relativement aux mines, les sociétés anonymes fussent interdites. On a pu les tolérer tant que la concession n'a donné au concessionnaire que le droit d'exploiter, pendant un certain laps de temps.

« Mais aujourd'hui qu'elle va leur transférer une propriété éventuelle et incommutable, on ne doit pas souffrir que cette propriété repose sur des êtres de raison.

« M. le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angély dit qu'interdire les sociétés anonymes, ce serait empêcher les associations, sans lesquelles il devient presque impossible d'entreprendre des exploitations aussi considérables que celles des mines. De telles exploitations exigent des capitaux, qu'un

petit nombre de particuliers ne pourraient pas fournir ou ne voudraient pas aventurer. Un capitaliste hasarderait bien une petite portion de sa fortune, mais il se refuserait à risquer sa fortune tout entière. Dès lors, il faut nécessairement admettre un mode qui appelle tous ces capitaux partiels, et en forme une somme totale, pour commencer et soutenir l'entreprise.

« Quant à la disposition de l'article, elle tend à déclarer que les biens qui constituent le fond de l'entreprise sont immeubles et que néanmoins les actions au porteur qui représentent cette propriété conservent la qualité de meubles.

« La seule difficulté que ce système présente, c'est que, dans l'exactitude des principes, le droit à un immeuble devient immeuble lui-même et ne devrait dès lors pouvoir être transféré que dans les formes prescrites pour la cession des propriétés immobilières ; cependant, comme la loi peut faire à ces principes des modifications nécessaires, et qu'ici les circonstances exigent qu'on facilite les mises de ceux qui ne veulent pas risquer toute leur fortune, il est convenable de n'appliquer les formes établies pour transférer la propriété des immeubles, qu'au cas où il y a expropriation de la société tout entière.

« M. l'Archichancelier dit que M. le comte Treilhard a résolu la difficulté, que, quant à la proposition de M. le comte Berlier, elle empêcherait de s'associer, pour l'exploitation des mines.

« M. le comte Berlier dit qu'on pourrait, en défendant les sociétés anonymes, permettre les sociétés en commandite. Celles-ci donneraient les facilités qu'on veut ménager aux capitalistes en même temps qu'elles indiqueraient les personnes contre lesquelles les actions peuvent être dirigées, et qui sont responsables envers le public.

« M. l'Archichancelier dit qu'aucune société anonyme ne

peut exister sans l'autorisation du gouvernement ; on a un moyen d'empêcher la formation de celles qui ne présenteraient pas de sûreté.

« M. le comte Treilhard propose la rédaction suivante :

« Les mines concédées sont immeubles.

« Il en est de même des bâtiments, machines, galeries de boisage et autres travaux établis à demeure, conformément à l'article 524 du Code civil.

« Néanmoins, les actions ou intérêts dans une société ou entreprise pour l'exploitation des mines seront réputés meubles, conformément à l'article 629 du Code civil.

« Cette rédaction est adoptée. »

Aucun doute ne peut subsister désormais sur la faculté dont jouissent les sociétés de mines d'adopter toutes les formes reconnues par le Code de commerce. Rien ne les empêche donc de se constituer, soit en sociétés en commandite, soit même en sociétés anonymes, à charge toutefois de se conformer aux règles et aux conditions de validité exigées par le Code de commerce dans ces différentes hypothèses. Mais une société de mines, qui a adopté une forme commerciale, devient-elle, par le fait, entièrement commerciale, ou plutôt, perd-elle uniquement par là le caractère civil attaché expressément à une exploitation de ce genre par l'art. 32 de la loi de 1810 ?

D'après la définition même du Code de commerce, ce qui donne à une société, comme à un individu, la qualité de commerçant, ou de non-commerçant, c'est la nature des opérations auxquelles l'individu ou la société se livre. Il en résulte que le titre ou la forme adoptés, soit par l'individu, soit par la société ne doivent pas suffire, à eux seuls, à en changer le caractère. On en trouve une preuve dans les travaux préparatoires que nous venons de citer. Il est, en effet, évident que sous le Code de 1808 la forme anonyme ou la forme en nom

collectif, ou en commandite, accordée par le gouvernement à une société minière, ne lui enlevait pas son caractère civil (1). Il faut donc, en principe, s'attacher tout d'abord pour résoudre cette question, à définir bien nettement le caractère des actes accomplis journellement par la société. Le fait d'acheter les machines, le combustible et les explosifs nécessaires à l'extraction, et celui de vendre ensuite les produits ne constituent certainement pas plus un acte de commerce, que celui du propriétaire, qui vend les produits de son fonds, après avoir acheté les engrais nécessaires pour le fertiliser.

Or personne n'a jamais songé à voir dans ce fait seul un acte de commerce. Mais, de même que le non-commerçant devient commerçant lorsqu'il exerce habituellement des actes de commerce (2), de même une société pourrait perdre son caractère civil, lorsqu'elle se livre habituellement à des spéculations ou à des actes de commerce.

C'est ainsi que la Cour de cassation, dans son arrêt de la Chambre des requêtes du 1^{er} juillet 1878 (3) reconnaît le caractère commercial dans la réunion des circonstances suivantes :

« Si la société a pour objet l'exploitation de minerais et de mines métallurgiques, leur développement, toutes les opérations qui s'y rattachent, le commerce des matières employées et des matières fabriquées dans ses usines, ainsi que l'achat et l'exploitation d'autres usines métallurgiques, de houillères et fours à coke ; et si, à différentes reprises, cette société s'est livrée sur une grande échelle à l'achat de minerais étrangers pour les travailler dans ses hauts-fourneaux, et vendre ensuite les produits résultant de leur transformation ».

1. Spingard, p. 227.

2. Voyez art. 1-3 de la loi belge du 15 déc. 1872.

3. *J. du Pal.*, 1878, p. 1077.

Il suffirait de cette dernière circonstance, pour imprimer fatalement à la société le caractère commercial.

La même manière de voir se retrouve dans un arrêt de la Cour de Grenoble du 19 mars 1870 (1) et dans un arrêt de la Cour de Bruxelles du 30 janvier 1879 (2). La Cour de Grenoble a décidé qu'une société de mines ayant adopté la forme commerciale de la commandite par actions ne perdait pas son caractère civil, si elle se bornait à faire subir à son minerai les manipulations et les transformations industrielles nécessaires pour le fournir à la consommation, sans se livrer à des opérations métallurgiques et à un ensemble d'actes de commerce dont l'extraction du minerai ne pourrait plus être considéré que comme l'accessoire.

D'après la Cour de Bruxelles, le fait pour une société de mines de se livrer à la fabrication de briquettes avec le charbon provenant de son extraction ne constitue pas un acte de commerce ; l'achat du brai nécessaire à cette industrie échappe même à la compétence des tribunaux de commerce. En effet, la société de mines trouve le moyen d'utiliser des charbons menus qui autrement seraient souvent invendables, ou tout au moins ne seraient écoulés que dans des conditions déplorables.

La jurisprudence belge et la jurisprudence française sont unanimes, comme on le voit, en ce sens.

En résumé, sous le régime de la loi de 1810, une société d'exploitation de mines, qui ne se livrait pas à des actes de commerce restait donc une société civile, sauf à appliquer les principes du droit commercial auxquels les parties avaient voulu se soumettre. Ce n'est d'ailleurs pas dans cette hypothèse unique

1. *J. du Pal.*, 1871, p. 114.

2. *Belg. jud.*, 1879, p. 221.

qu'on trouve l'exemple d'une société ayant tous les attributs de la forme commerciale, sans perdre pour cela son caractère de société civile, à la condition, toutefois que ses actes n'aient rien de commercial. Les sociétés d'assurances mutuelles ont, en effet, été reconnues comme des sociétés civiles et non comme des sociétés commerciales, alors même qu'elles ont revêtu la forme des sociétés anonymes.

II. — *Conditions de validité d'une telle société.*

La loi de 1810 s'était bornée à consacrer le caractère civil de l'exploitation des mines, en laissant implicitement aux sociétés de ce genre, comme nous venons de le voir, le droit d'adopter une forme commerciale. Aucune réglementation officielle n'était intervenue pour établir à quelles conditions était subordonnée la validité d'une telle constitution de société. Il y avait là une lacune grave, à plus d'un point de vue, ainsi qu'il sera facile d'en juger, surtout si l'on considère quel intérêt les sociétés de mines ont à revêtir une telle forme. Elle n'a été définitivement comblée que par la loi du 1^{er} août 1893.

Les sociétés de mines constituent, nous l'avons déjà vu, des sociétés civiles, en vertu de l'art. 32 de la loi du 21 avril 1810. Elles devaient donc, en vertu de ce principe, être soumises à l'application des règles du Code civil et par suite se trouvaient souvent dans une situation embarrassée. Nul n'ignore, en effet, que le crédit attaché à une société civile est

toujours bien plus restreint que celui dont jouit une société commerciale et qu'enfin, bien des motifs qui peuvent s'opposer à la longue durée d'une société civile n'existent pas dans les sociétés commerciales. Les sociétés civiles ont donc tout intérêt à se soustraire à la réglementation étroite du Code civil, et à se rapprocher, autant que possible, des sociétés commerciales. Le moyen le plus simple, qui semble s'offrir pour réaliser ce but, est évidemment l'adoption d'une forme commerciale, faculté qui, nous l'avons vu, n'a pas été refusée aux sociétés de mines, par les travaux préparatoires de la loi de 1810. Ce droit leur a été également reconnu avec la plus grande latitude dans la suite, et cela à plusieurs reprises. On en trouve une preuve dans l'observation soulevée lors de la discussion de la loi du 27 avril 1838, au sujet de la première rédaction de l'art. 7. Ce texte prévoyait seulement l'hypothèse de l'exploitation d'une concession par une société en nom collectif. On aurait pu en conclure qu'une exploitation de mines ne pouvait être entreprise par une société anonyme ou en commandite. La question fut résolument tranchée dans les termes suivants par le comte d'Argout, rapporteur de la loi : « Une mine peut appartenir tout aussi bien à une société anonyme, ou à une société en commandite, qu'à une société en nom collectif. »

Plus tard, lors de la discussion de la loi du 24 juillet 1867 devant le corps législatif, la même question fut de nouveau posée indirectement au sujet d'un amendement ainsi conçu : « Les dispositions précédentes sont applicables aux sociétés civiles charbonnières ou autres qui se constitueraient dorénavant sous la forme de sociétés en commandite par actions, ou sous la forme de sociétés anonymes. Les sociétés civiles, actuellement existantes, sous l'une ou l'autre de ces formes seront tenues de se conformer auxdites dispositions, dans le délai

de six mois, à partir de la promulgation de la présente loi, sous peine de tous dommages-intérêts pour les administrateurs ou gérants, envers les parties intéressées. »

Il résulte du rapport présenté à ce sujet par M. Mathieu, chargé d'examiner ce projet de loi, qu'on ne faisait encore, à ce moment, aucune difficulté à reconnaître le caractère de sociétés civiles aux sociétés de mines à forme commerciale, qui ne rattachaient pas, à leur objet principal et direct, des spéculations auxiliaires, fortement empreintes du caractère commercial.

La doctrine qui permettait aux sociétés civiles d'adopter les formes commerciales avait donc été confirmée dans d'importants travaux législatifs, chaque fois que l'occasion s'en était présentée. La validité ainsi reconnue aux constitutions de ce genre ne semblait donc plus de nature à soulever aucune contestation. Ce premier point établi, une société civile de mines ayant adopté une forme commerciale pouvait-elle invoquer la réglementation du Code de commerce et par suite celle de la loi de 1867 relativement à la forme par elle choisie ? La question ne soulevait pas de difficulté en ce qui concernait la forme en nom collectif, qui ne diminue en rien la responsabilité des associés. Mais elle donnait lieu à de grandes controverses, pour la forme soit anonyme, soit en commandite. Plusieurs auteurs, appuyés par de nombreux arrêts, soutenaient qu'il était impossible d'admettre pour des associés, tenus en réalité civilement, la possibilité de se soustraire à l'application des art. 1862 et 1863 du C. civ. Ces textes ne constituent en réalité que des corollaires du principe posé dans l'art. 2092 du C. civ. « Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses

biens, mobiliers et immobiliers.» Peu importait donc la forme commerciale par eux choisie (1).

Une telle théorie semblait par trop exclusive à MM. Lyon-Caen et Renault qui proposaient de faire ici la distinction suivante. Quand le Code civil ou le Code de commerce ou même certains textes législatifs, qui sont venus compléter les lois existantes, contiennent une prohibition absolument impérative, il est évident qu'il ne saurait être question de la transgresser.

Il en était ainsi, par exemple, de la loi du 23 mai 1863 sur les sociétés à responsabilité limitée, dont les termes ne permettaient pas de croire que cette forme spéciale pût être appliquée aux sociétés civiles. Il en devait être de même de l'association en participation. Car il résulte d'une manière évidente des art. 47, 48 et 50 du C. de commerce que ce genre d'association est, de sa nature, essentiellement lié aux entreprises commerciales, et qu'il ne peut, en conséquence, servir à réaliser que des opérations qui ont ce caractère.

Mais dans les autres cas, quand on ne trouve la mention d'aucune prohibition, ne serait-ce pas porter une atteinte bien grave au principe de la liberté des conventions, consacré par l'art. 1134 du C. civ., que d'interdire à une société civile le droit d'adopter une forme commerciale, dont rien, dans la loi, ne semble restreindre le monopole aux sociétés commerciales ?

Nous l'avons vu plus haut, ce n'est pas le nom seul qui donne à une société soit le caractère civil, soit le caractère commercial. D'autres éléments de preuve sont exigés, et ils sont indispensables. D'ailleurs, si un tel principe était admis,

1. En ce sens : Paris (6^e ch.), 27 juin 1882 ; *Journal des sociétés*, 1883, p. 133 ; Trib. civ. Seine (2^e ch.), 19 avril 1886 ; *la Loi*, n^o du 20 juin 1888. — Vincent, *Législation commerciale*, I, p. 349 ; Delangle, *Traité des sociétés commerciales*, n^o 28 et suiv., n^o 424 ; Bédarride, nos 97 et 123.

il faudrait, par voie de conséquence, interdire à tous les commerçants l'usage de certains procédés de paiement, tels que le billet à ordre et le chèque, qui, primitivement créés, uniquement en vue du commerce, ont été étendus, peu à peu, aux opérations civiles.

Il était donc logique de conclure de ce raisonnement, qu'en présence du silence du Code civil et du Code de commerce, une société civile pouvait, soit se former dans les termes du Code civil, soit adopter une forme commerciale (1).

Si l'on passait ensuite à l'examen de la fameuse règle « qui s'oblige, oblige le sien », contenue dans l'art. 2092 du Code civil, MM. Lyon-Caen et Renault faisaient observer qu'aucune raison ne donnait à penser que ce fût là une règle impérative, que rien ne permettait de restreindre. Les tiers pouvaient-ils se prétendre lésés parce que la responsabilité des associés avait été restreinte dans des limites plus étroites que celles indiquées par le Code civil? Non, évidemment, s'ils ont eu connaissance des statuts, grâce à la publicité prescrite pour les sociétés commerciales.

Cette hypothèse s'était plusieurs fois présentée pour des sociétés de mines. En effet, il n'est pas rare de voir les statuts des sociétés de ce genre stipuler que les associés ne seront tenus que jusqu'à concurrence de leurs apports, sans pourtant que la forme anonyme ait été admise. La question qui se posait était celle de savoir si l'associé représentant la société, ou même la société elle-même pouvait s'en prévaloir, à l'égard des tiers à l'effet de se soustraire à l'obligation sur tous leurs biens, qui découle des art. 1682, 1683 et 1684 du C. civ. Il

1. Paris, 15 février 1868. S. 1868, 2, 329; J. P. 1868. 1223; D. 1868, 2, 208. P. Pont, nos 421 et 422; Vavasseur, art. dans la loi, n° du 12 mai 1883; Ledru, *Journal des sociétés*, 1880, p. 330 et suiv. 400 et suiv., p. 455 et suiv.

était évident qu'une simple déclaration de ce genre, figurant dans un acte de société, ne constituait pas, à elle seule, un titre pouvant être valablement opposé aux tiers. Certaines mesures de publicité, reconnues suffisantes, devaient s'y adjoindre pour que tous les intéressés eussent la faculté non seulement d'en prendre connaissance en temps utile, mais aussi de la ratifier.

Indépendamment de la publicité ainsi exigée, devait-on admettre avec les arrêts (1) approuvés par plusieurs auteurs (2) qu'il fallait une clause formelle dans ce cas, pour que les associés ne fussent tenus que jusqu'à concurrence de leur mise ? Une clause générale renfermée dans les statuts n'empêchait pas, d'après cette théorie, l'obligation de grever tous leurs biens, en vertu du principe contenu dans les art. 1682, 1683 et 1684 du C. civ. Cette manière de voir était loin d'être partagée par tous les jurisconsultes. Où trouver, en effet, le *criterium* qui devait permettre de distinguer si la clause dont il s'agissait était suffisamment formelle ? Et, d'ailleurs, quand la société était représentée par un mandataire agissant seul, en vertu de quel principe pouvait-on refuser aux autres associés le droit de se prévaloir des règles fondamentales du mandat ? Il en résulte, on le sait, que ces derniers ne sont obligés que dans la mesure des pouvoirs qu'ils ont conférés à ce mandataire.

N'était-il pas préférable de déclarer valable la clause en question, si elle avait été entourée d'une publicité telle, qu'aucun doute ne pouvait s'élever sur le point de savoir si les tiers en avaient eu connaissance. Car, rien ne les forçait de con-

1. Douai, 23 mars 1879. D. 1879, 2, 109 ; Douai, 24 déc. 1883, D. 1885, 2, 105. Cass. 11 fév. 1883, S. 1884, 1, 361, J. P. 1884, 929. D. 1883, 1, 217.

2. P. Pont. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1884, p. 324 et suiv. Vavasseur, art. dans la Loi nos des 12 et 17 mai 1883.

tracter avec la société, et s'ils l'avaient fait, ce ne pouvait être assurément, qu'à bon escient. Décider le contraire eût semblé une violation flagrante du principe posé dans l'art. 1134 du C. civ.

III. — *A quelles conditions devait être subordonnée la constitution d'une société civile à forme commerciale, pour pouvoir invoquer les avantages légalement attachés à ces genres de sociétés?*

La question pouvait se poser relativement à la société anonyme, et à la société en commandite par action. Une obligation commune leur était imposée par la loi de 1837 : celle d'observer les formalités de publicité prescrites par son article 33, sous peine de la grave sanction prévue par la loi.

On s'était demandé, à ce sujet, si la formalité du dépôt de l'acte de société au greffe du tribunal de commerce ne constituait pas une anomalie, étant donnée l'incompétence d'un tribunal de ce genre vis-à-vis d'une société civile à forme commerciale. N'était-il pas préférable, dans cette hypothèse, d'opérer le dépôt au greffe du tribunal civil ? Aucune disposition dans la loi de 1867 ne permettait une telle dérogation à la réglementation qu'elle a voulu instituer et qui, d'ailleurs, aurait été absolument contraire au but qu'elle poursuit. Qu'a voulu, en effet, le législateur de 1867, en prescrivant le dépôt de l'acte de société, au greffe du tribunal de commerce ?

Entourer cette constitution de société de la plus grande publicité possible, vis-à-vis de ceux qui sont le plus souvent ap-

pelés à contracter avec elle. Or ce sont évidemment les commerçants qui font le plus d'affaires avec une société, et principalement avec une société de mines. Il n'y aurait donc eu rien de rationnel, étant donné cet état de choses, à modifier dans cette hypothèse une des bases de la garantie instituée pour les tiers.

Et d'ailleurs, si le législateur avait voulu réellement permettre d'opérer ce dépôt au greffe du tribunal civil, il n'aurait pas manqué de le dire en termes formels, comme il l'a fait dans l'art. 38 du décret du 22 janvier 1868, pour les associations d'assurances mutuelles. Il ne fallait pas oublier aussi qu'il n'y a aucune connexité entre le lieu du dépôt et la juridiction compétente.

Telle était généralement la solution admise à ce sujet.

Sous le régime du Code de commerce de 1808 la constitution de toute société anonyme était subordonnée à l'autorisation du gouvernement. C'était là, certainement, une garantie sérieuse pour les tiers. La nécessité de l'autorisation gouvernementale avait été abolie par la loi du 24 juillet 1867 et remplacée par une combinaison de formalités destinées à atteindre le même but.

Il était universellement admis que les sociétés civiles qui empruntaient la forme de la société anonyme devaient se soumettre aux conditions de forme et de publicité exigées par cette loi. Telle avait été la décision d'un arrêt de la Cour de cassation (1) qui avait déclaré « qu'en empruntant au Code de commerce ce mode spécial d'organisation (la forme anonyme) les sociétés civiles se soumettent nécessairement aux prescriptions essentielles et d'ordre public, qui sont la condition même d'existence de ces sortes de sociétés ».

1. Cass. 13 mai 1857, D. P. 57, 4. 203.

Il était donc évident, qu'en thèse générale, pour pouvoir revendiquer les avantages attachés à la forme anonyme, les associés devaient accomplir minutieusement toutes les formalités prescrites par la loi en vigueur, à ce sujet, c'est-à-dire par la loi du 24 juillet 1867. Ce premier point était très clair. On pouvait en dire autant des questions qui se posaient relativement à la dissolution des sociétés de ce genre. Il est en effet évident que chaque société commerciale ayant des causes de dissolution spéciales, ce ne sont pas les causes générales de dissolution énumérées par les art. 1865 et suiv. du Code civil, qui devaient former la loi en cette matière. On devait donc s'en référer aux causes spéciales de dissolution prévues et réglementées par les lois commerciales, relativement à la forme adoptée.

Il était plus difficile de poser un principe aussi certain en ce qui concernait l'application de la prescription de cinq ans de l'art. 64 du C. de commerce. On n'était point d'accord, en effet, sur la question primordiale de savoir si ce texte s'appliquait à toutes les sociétés commerciales en général, ou seulement aux sociétés en nom collectif ou en commandite, et quel était le but qu'il avait exactement voulu réaliser. Nous n'entrerons pas dans l'analyse de ce débat, qui maintenant n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. Nous dirons seulement quelques mots au sujet de la question qui se posait d'abord, si on admettait avec la jurisprudence que tous les associés pouvaient, dans les sociétés de commerce, invoquer la prescription de cinq ans.

D'après certains auteurs (1), il suffisait à une société civile d'avoir adopté une forme commerciale, pour pouvoir revendiquer le bénéfice d'une telle faveur.

1. Pont. II, n° 2003.

Il était difficile de se rallier à cette opinion, qui conduisait forcément à admettre que la volonté seule des associés suffisait à leur donner la qualité de commerçants, et à les soustraire, par suite, à l'application des principes du droit commun. On aurait ainsi reconnu à la seule volonté des parties la faculté de transformer un acte civil, en un acte de commerce, ce qui n'est pas admissible. Une fois engagé dans une telle voie, on devait, pour être logique, permettre aussi à la seule volonté des associés de modifier l'ordre des juridictions, et la compétence des tribunaux. Or, nous l'avons déjà dit, et nous le répétons encore, une telle théorie est formellement condamnée, à la fois par le bon sens, par la doctrine, et par la jurisprudence (1).

Il était évident que la prescription de cinq ans n'avait d'autre fin que de favoriser les intérêts du commerce. Elle se rattachait donc ainsi, comme l'admettait la jurisprudence, à l'objet même des sociétés, et au but qu'elles poursuivent. La seule forme adoptée ne devait donc pas entrer ici en ligne de cause, pour permettre de revendiquer une faveur, que le législateur a entendu restreindre aux sociétés commerciales (2). Telle semblait bien être la solution de la question, étant donné le point de départ adopté, c'est-à-dire en considérant l'art. 64 comme créé uniquement en vue de favoriser les intérêts des sociétés commerciales.

Mais il n'en devait plus être évidemment de même, si on admettait avec MM. Lyon-Caen et Renault (3) qu'il ne fallait voir dans la prescription quinquennale de l'art. 64 du C. com.

1. Laurent, I, 26, n° 217. Delangle, n° 27. Alauzet, t. I, n° 273; Cass. 18 nov. 1824. Lyon, 28 fév. 1849, 24 juin 1859. Grenoble, 19 mars 1870. S. 71. 2. 35; Paris, 9 fév. 1843; Paris, 15 fév. 1868. D. P. 68. 2. 209.

2. Cass., 28 janv. 1884. S. 1886. 1. 465.

3. Lyon-Caen et Renault. *Traité des sociétés commerciales*, n° 1088.

qu'un palliatif à la rigueur de l'obligation illimitée et solidaire des associés. Dans ce cas, comme le disaient ces éminents auteurs avec beaucoup de justesse, « le bénéfice de la prescription, se justifiant par la solidarité, devait appartenir dans toutes les sociétés, qu'elles fussent civiles ou commerciales, aux associés tenus solidairement, dès l'instant où la société, à raison de sa forme, entraîne la solidarité. »

Il y aurait donc eu lieu désormais de faire une distinction entre les sociétés civiles à forme commerciale, où les associés sont tenus solidairement, et celles, comme la société anonyme par actions où ils ne le sont pas. Seuls les associés faisant partie des premières auraient pu, d'après ce système, se prévaloir de l'art. 64.

En résumé :

IV. — *Les sanctions de la loi de 1867 devaient-elles être appliquées aux sociétés civiles à forme commerciale ?*

On éprouvait également bien des difficultés, quand il s'agissait de déterminer si les pénalités qui constituent la sanction de la loi du 24 juillet 1867 devaient être appliquées aux sociétés civiles à forme commerciale.

En effet, en dehors des responsabilités civiles, les art. 13, 14, 15 et 43 de la loi de 1867 frappent d'une amende de 500 à 10.000 fr. les contraventions à ses dispositions formelles, sans préjudice de l'application de l'art. 403 du C. p. à certains actes frauduleux commis en cette matière. Il n'est même pas nécessaire que dans ce cas il y ait escroquerie, dans le vrai sens du mot.

Ces pénalités devaient-elles être appliquées aux sociétés civiles, qui, par la forme de leur association se sont volontairement placées sous le régime de la loi de 1867 ?

La Cour de cassation avait tranché la question dans le sens de la négative par son arrêt du 28 novembre 1873 (1) : « Sur le moyen tiré de la fausse application et de la violation des art. 15 et 45 de la loi du 24 juillet 1867, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré ces articles applicables aux fraudes qu'ils punissent, commises à l'occasion du fonctionnement d'une société civile, ayant revêtu la forme d'une société anonyme ; — Attendu que les art. 15 et 45 de la loi du 24 juillet 1867 ont eu pour but de punir les fraudes qui y sont spécifiées, en matière de sociétés en commandite, et de sociétés anonymes, c'est-à-dire à l'occasion de sociétés commerciales ; — que ces dispositions sont exceptionnelles, puisqu'elles frappent des peines portées par l'art. 405 C. p. des fraudes qui peuvent ne pas présenter tous les caractères de manœuvres constitutives du délit d'escroquerie ; — que ces dispositions doivent être, à raison de leur nature même, restreintes aux hypothèses qui rentrent dans les prévisions d'une loi spéciale. »

Cet arrêt ne constituait pas une jurisprudence isolée. La plupart des décisions judiciaires étaient dans le même sens (2).

Il était évident, comme le faisait remarquer M. Delecroix (3) qu'incontestablement au point de vue du droit criminel, il ne suffit pas d'une simple analogie pour faire appliquer une peine.

Il faut, de plus, un texte précis s'appliquant d'une manière

1. S. 1875. I. 281.

2. Trib. civ. de Lille (2^e ch.), 15 juin 1885. *Revue des sociétés*, 1885, p. 352.

3. *Traité de la législation des sociétés de mines*, n^o 241.

toute spéciale à l'hypothèse dont il s'agit. Or, dans la question, on était obligé de reconnaître qu'aucune disposition spéciale ne permettait de suppléer au texte qui faisait défaut. Le résultat ainsi obtenu était loin d'être heureux. L'application d'une telle théorie conduisait fatalement à faire jouir d'une immunité vraiment par trop grande, pour l'intérêt public, les sociétés civiles à forme anonyme.

Il ne pouvait plus être question, en effet, de les soumettre à l'autorisation préalable du gouvernement, comme cela s'était pratiqué jusqu'en 1867. Durant cette longue période de nombreux arrêts avaient consacré l'indispensable nécessité, pour les sociétés de ce genre, de recourir à cette autorisation, considérée comme une mesure d'ordre public, à laquelle les sociétés anonymes ne pouvaient, sous aucun prétexte, se soustraire. Mais à partir de 1867, jusqu'à la loi du 1^{er} août 1893, c'est-à-dire, en somme, sous le régime de la loi de 1867 cette mesure avait été abolie.

Le refus formel de la part de la jurisprudence de leur appliquer la sanction des différentes pénalités instituées par cette loi, dans le but de remplacer l'autorisation du gouvernement, n'avait eu d'autre résultat que de faire jouir ces sociétés d'une liberté trop absolue, tout en s'appuyant sur ce que cette sanction n'avait été édictée que pour les sociétés de commerce.

V. — *Transformation des anciennes sociétés déjà existantes en sociétés à forme commerciale, et plus particulièrement en sociétés anonymes.*

Cette question est restée pendante en France, jusqu'à la loi

du 1^{er} août 1893, comme toutes celles que nous venons de passer en revue.

La transformation d'une ancienne société civile d'exploitation de mines en une société anonyme constitue évidemment une dérogation fort grave au pacte primitif. D'après les principes généraux admis en matière de sociétés, une telle dérogation aux conventions antérieures ne pouvait émaner que d'une assemblée générale des actionnaires. Aux termes de l'art. 31 de la loi de 1867, l'assemblée générale doit être composée d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social. Mais une assemblée ainsi composée avait-elle toujours le pouvoir de modifier les statuts, ou ne fallait-il pas qu'une clause des statuts lui en donnât spécialement le pouvoir ?

D'après plusieurs arrêts soutenus par des auteurs, il n'était pas nécessaire que les statuts de la société eussent spécifié en ce sens les pouvoirs de l'assemblée générale (1). Les termes généraux de l'art. 31 de la loi de 1867 ne semblaient pas contredire cette théorie *à priori*. Mais un examen plus approfondi de la question montrait clairement que l'art. 31 n'avait eu certainement pour but que de réglementer la composition d'une assemblée générale, destinée à apporter des modifications aux clauses secondaires des statuts : on pouvait citer à titre d'exemple, parmi les délibérations que pouvait valablement prendre une assemblée générale ainsi constituée, celles relatives aux changements à effectuer, quant à l'époque de la distribution des dividendes, ou au mode de nomination des administrateurs. Rien n'autorisait, au contraire à lui reconnaître le droit de toucher aux parties essentielles.

1. Paris (1^{re} ch.), 13 mars 1884, *Revue des sociétés*, 1884, p. 359 ; Paris (1^{re} ch.), 13 janv. 1885, *Revue des sociétés*, 1885, 330. Mathieu et Bourguignat, n° 202.

Les termes de l'art. 31 ne permettent pas, en effet, de supposer qu'une assemblée générale ainsi composée puisse fouler aux pieds le grand principe posé dans l'art. 1134 du C. civ. qui dit : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. — Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise... » Or il est évident que la transformation d'une ancienne société civile de mines en une société anonyme constitue une véritable révocation de la convention primitive. On devait donc en conclure, ce qui n'est nullement contraire à l'art. 31 de la loi de 1867, qu'à défaut de clause formelle, prévue par les statuts, une telle transformation ne pouvait être opérée que du consentement unanime des actionnaires. En d'autres termes, si les statuts étaient muets sur ce point, on pouvait dire en empruntant les expressions mêmes de M. Delecroix (1). « Les délibérations de la majorité n'ont de force que pour ce qui concerne l'administration, c'est-à-dire l'exécution du contrat lui-même ; l'accord de tous les associés peut seul modifier ce qui a été l'œuvre de l'unanimité. » La solution que nous venons d'indiquer était adoptée par la majorité des auteurs (2) et avait été consacrée en Belgique par un arrêt de la Cour de cassation, avant que l'art. 136 de la loi belge de 1886 n'eût légalement tranché la question (4).

La jurisprudence française offrait aussi des décisions dans le même sens (5).

1. Delecroix. *Législation des sociétés des mines*, n° 389.

2. Bury, 1397 ; Féraud-Giraud, 476 ; Delecroix, 393 ; Lyon-Caen et Renault, 864 ; P. Pont II, n° 1688 ; Vavasseur, n° 167 et 908.

3. C. cass. belge, 1845. *Pas.* 47. 1. 92, ; Liège, 4 déc. 1847. *Pas.* 48. 2. 26 ; Bruxelles 28 mai 1867. *Pas.* 68. 2. 321.

4. Conf. p. 196.

5. Riom, 21 janvier 1842, S. 42. 2. 260 ; Paris, 1^{er} août 1868, D. P. 1868. 263, Paris, 19 avril 1875, S. 1876. 2. 113.

Il arrivait souvent que dans le silence des statuts, il était très difficile, sinon impossible, d'obtenir la réunion ou tout au moins la représentation de l'unanimité des actionnaires, par suite de leur indifférence, ou même parce qu'ils n'étaient pas connus. Il en résultait forcément que, dans ce cas, il n'y avait aucun moyen d'opérer la transformation projetée. On ne pouvait que déplorer une pareille lacune dans nos lois, et souhaiter que le législateur français y remédiât le plus tôt possible en s'inspirant de l'exemple de nos voisins de Belgique. En effet, aux termes de l'art. 136, al. 2, de la loi belge du 22 mai 1886, la décision d'une assemblée générale ayant pour but la transformation de la société civile de mines en une société anonyme est valable, si elle obtient seulement l'adhésion des titulaires de parts représentant les trois cinquièmes au moins des parts sociales. Cette réforme a été accomplie en France, comme nous le verrons plus loin par la loi du 1^{er} août 1893.

Un dernier point méritait d'attirer l'attention avant de quitter cette grave question. Nous avons dit que l'unanimité des actionnaires convoqués en assemblée générale était indispensable pour permettre la transformation d'une société civile de mines en une société anonyme, à moins que les statuts ne renfermassent une clause autorisant une assemblée générale ordinaire à opérer une telle modification. On peut remarquer, à ce sujet, qu'il est fréquent de rencontrer dans les statuts des sociétés de mines un article ainsi conçu : « Dans le cas de modifications à apporter aux statuts, l'assemblée générale ne délibère valablement qu'autant que le tiers du capital social est représenté ». Des termes aussi généraux permettaient-ils de reconnaître que l'assemblée générale ainsi constituée a le pouvoir de voter des modifications de toute nature, même les plus graves ! Ne s'exposait-on pas ainsi à déroger aux principes de l'art. 1134 du C. civ. ? Telle était la manière

de voir de la jurisprudence, qui considérait que des termes aussi généraux que ceux que nous venons de mentionner ne pouvaient, sous aucun prétexte, autoriser une assemblée générale ordinaire à modifier les parties essentielles des conventions sociales (1). Pour qu'il en fût autrement, il aurait fallu que les statuts primitifs eussent expressément prévu et désigné, en termes clairs, la modification essentielle aux bases de la société civile qu'ils entendaient permettre à une assemblée générale ordinaire.

La solution de cette difficulté dépendait donc de la question de savoir si la transformation d'une ancienne société civile de mines en une société anonyme constitue une de ces modifications graves aux bases essentielles de la société, qui ne saurait, sauf convention expresse contenue aux statuts, être effectuée que par l'unanimité des actionnaires.

La jurisprudence rangeait dans cette catégorie tout ce qui serait de nature à modifier l'objet de la société, le siège social, l'importance du capital et le mode de répartition des bénéfices (2). Les données de la jurisprudence ne tranchaient donc pas directement la question dont il s'agissait, mais il était facile de conclure ici par voie d'analogie, et la solution ne pouvait être douteuse. On trouvait en Belgique un arrêt fortement motivé de la Cour de cassation qui ne laissait subsister aucune équivoque sur le caractère que présente toujours en fait une telle modification aux statuts. La Cour de cassation belge avait été appelée à statuer le 15 novembre 1845 (3), sur la validité d'une décision prise par une assemblée générale

1. Paris, 19 avril 1875, S. 1876. 2. 113.

2. Trib. comm. Marseille, 20 sept. 1886 ; *Revue des Sociétés*, 1887, p. 138 ; Lyon, 9 janv. 1870. S. 1870. 2. 235 ; Paris, 19 av. 1875. S. 1876. 2. 113 ; Cass. 20 déc. 1882. S. 1883. 4. 198.

3. *Pas.*, 1847. 1. 92.

d'actionnaires où l'unanimité n'existait pas, relativement à la transformation d'une ancienne société civile de mines en société anonyme. Elle n'hésita pas à reconnaître qu'*en fait il s'agissait d'un acte qui porte altération évidente au régime de l'association primitive*, et que la substitution d'une société anonyme à une association civile devait affecter celle-ci d'une manière radicale dans son administration et dans tout son régime intérieur ». La convention qui lui était soumise fut donc annulée.

La même décision s'imposait fatalement en France, si la question avait été posée à nos tribunaux, car aucune raison ne pouvait empêcher de considérer une telle transformation comme constituant pour les statuts de la société la dérogation, peut-être, la plus grave qu'on puisse concevoir.

Ajoutons, enfin, que la transformation d'une société n'était valable, une fois le consentement unanime des associés obtenu, qu'à charge de régulariser la situation, à la fois vis-à-vis des associés, et des créanciers actuels, au moment de la transformation, et à la condition de se soumettre aux prescriptions exigées par la loi de 1807 pour la validité de l'acte établissant la constitution nouvelle (1).

VI. — *Loi du 1^{er} août 1893.*

Les différentes difficultés que soulevaient à la fois la constitution d'une société civile de mines à forme commerciale et la transformation d'une société civile de mines déjà existante

1. Féraud-Giraud, n° 176.

en société anonyme ont été définitivement tranchées par la loi du 1^{er} août 1893.

La révision de la loi de 1867 avait déjà fait, depuis longtemps, l'objet de plus d'une proposition de loi ; mais ces tentatives n'avaient, jusqu'en 1883, jamais abouti. Le gouvernement prit, à cette époque, l'initiative en instituant une nouvelle commission extra-parlementaire, à laquelle fut confiée la préparation d'un projet de loi, réformant notre organisation générale sur les sociétés. Ce projet, une fois élaboré, après avoir été adopté par le Sénat, avec de nombreuses modifications, dans sa séance du 29 novembre 1884, fut présenté trois fois à la Chambre des députés, dans les législations de 1884 à 1889, de 1889 à 1893, et finalement le 18 janvier 1890. Il comprenait 112 articles, et constituait une vraie refonte de la loi de 1867. Mais il ne fut jamais discuté devant cette assemblée, sans doute à cause des difficultés sans nombre qu'il devait fatalement soulever. Ce fut pour tourner cet obstacle, que plusieurs députés imaginèrent de soumettre à la sanction des Chambres un projet de loi beaucoup plus modeste. En laissant subsister la loi de 1867, il se bornait à réglementer les questions les plus graves que n'avait pas tranchées cette loi, à mettre un terme aux nombreuses controverses qu'elle avait soulevées et enfin à satisfaire les nombreux *desiderata* qu'elle avait fait naître.

La Commission des sociétés par actions, instituée pour examiner le projet de loi voté par le Sénat, fut ainsi saisie de plusieurs propositions émanées de :

1^o M. Thellier de Poncheville, relativement aux sociétés civiles par actions ;

2^o M. Georges Graux, tendant à modifier les art. 1 et 27 de la loi du 24 juillet 1867 et de faciliter la participation aux bénéfices ;

3° D'une autre proposition de M. Thellier de Poncheville, qui n'était en somme que la réunion des deux précédentes en une seule.

Ce fut de ces différents éléments combinés que surgit la loi nouvelle, promulguée le 1^{er} avril 1893. Nous n'entrerons pas dans l'analyse détaillée de cette loi. Nous nous bornerons à une description sommaire de son ensemble, nous réservant d'insister spécialement sur deux de ses articles, qui ont singulièrement changé la nature de toutes les questions relatives aux sociétés de mines.

La loi du 1^{er} août 1893 ne comprend que sept articles. Parmi ses nouvelles dispositions, celles qui se bornaient à modifier le texte de la loi de 1867 ont été adjointes aux anciens articles de la loi. Celles, au contraire, qui posaient de nouveaux principes, y ont été ajoutées sous forme de nouveaux articles.

La loi de 1867 sur les sociétés s'est ainsi accrue de quatre articles; ce qui porte son nombre total de 67 à 71 articles.

Les différents buts poursuivis dans cette réforme sont :

1° L'abaissement du taux minimum des actions (art. 1, § 1).

2° La suppression de la faculté de mettre les actions au porteur avant libération intégrale (art. 2).

3° La représentation des actionnaires les plus modestes assurée aux assemblées générales (art. 4).

4° La commercialité des sociétés (art. 68).

5° La détermination des délais pour l'exercice de l'action en nullité des sociétés, et de l'action en responsabilité en résultant (art. 3).

6° La restriction de l'étendue de la responsabilité en cas de nullité (art. 5).

7° La faculté de constituer des hypothèques au nom des sociétés commerciales, en vertu des pouvoirs résultant de leur acte de formation; même sous seing privé (art. 69).

8° L'adoption de dispositions transitoires de la plus haute importance, devant permettre aux sociétés civiles, actuellement constituées sous d'autres formes, de se transformer, si leurs statuts ne s'y opposaient pas, en sociétés en commandite ou en sociétés anonymes, par décision d'une assemblée générale, réunissant seulement les conditions ordinaires prescrites par l'art. 31 de la loi de 1867 (art. 7).

Nous ne relèverons dans cette longue énumération que les deux points correspondant aux art. 68 et 7 *in fine*. Ce sont là les textes auxquels nous faisons allusion précédemment, en disant qu'ils avaient singulièrement changé la nature et la solution de toutes les questions relatives aux sociétés de mines. Nous bornerons donc notre étude, en ce qui concerne cette nouvelle loi, à la commercialité des sociétés (art. 68) et à la disposition transitoire permettant aux sociétés civiles actuellement existantes de se transformer aisément en sociétés commerciales.

1° *Commercialité des sociétés*. — La question qui se posait à ce sujet était celle de savoir quelles devraient être désormais les règles applicables aux sociétés civiles à forme commerciale.

M. Thellier de Poncheville était d'avis, dans son projet de loi, de reconnaître à ces sociétés la faculté de se constituer en sociétés par actions, avec les conséquences que ces formes entraînent, mais sans perdre pour cela leur caractère civil. Cette proposition fut vivement combattue à la Chambre des députés par le rapporteur M. Clausel de Coussergues, qui ne pouvait tolérer qu'une société de ce genre obtint les bénéfices de la loi commerciale, sans en subir les charges. La garantie des tiers lui semblait aussi sacrifiée dans une trop large mesure.

Cette question avait reçu une autre solution dans le projet

élaboré au Sénat. Son art. 108 disait simplement que : « Les sociétés civiles qui divisent leur capital en actions doivent se conformer aux prescriptions de la loi spéciale, sous les mêmes sanctions, civiles et pénales. » Les sociétés dont il s'agissait devaient donc garder le caractère essentiel de sociétés civiles, avec les conséquences qui y sont attachées, et cela malgré la forme dont elles seraient revêtues. Cette conception était également critiquée par M. Clausel de Coussergues, qui ne pouvait admettre que les tiers qui ont traité avec une société, sur la foi de son apparence commerciale, soient exposés à ne se trouver, en réalité, qu'en présence d'une société civile. Il fallait donc choisir ouvertement, soit entre la société civile, soit entre la société commerciale, en les prenant chacune avec toutes leurs conséquences.

M. Clausel de Coussergues ne déniait pas le principe généralement admis, que pour déterminer le caractère civil ou commercial de la série d'actes réalisés par une société, il ne faut pas se restreindre à la nature intrinsèque des opérations. Mais il admettait qu'il faut s'attacher également à l'esprit de spéculation qui préside à l'entreprise, aux procédés employés, aux appels au crédit, à la multiplicité des achats, ventes et engagements, qui sont la raison d'être et l'objet des sociétés. Or, personne ne peut le nier, quelles sont aujourd'hui les sociétés civiles à forme commerciale, qui ne présenteraient de tels caractères ? Il proposait, en conséquence, de dire, d'une manière générale, que quel que fut leur objet, les sociétés en commandite ou anonymes, constituées dans les formes du Code de commerce ou de la loi sur les sociétés par actions, sont commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

Cette manière de voir fut partagée par la Chambre des députés, qui, après déclaration d'urgence, et sans discussion, vota le projet de loi, tel qu'il lui était proposé par la commis-

sion, le 16 mars 1893. La même question fut agitée au Sénat, d'abord le 3 juillet 1893, mais le vote définitif n'eut lieu que le 13 du même mois.

Dans la séance du 3 juillet, l'art. 68 relatif à la commercialisation ne donna lieu à aucune discussion. Il fut seulement commenté dans un sens favorable au projet, par le rapporteur M. Thévenet. M. Bardoux avait bien signé un amendement destiné à changer la nature et le sens de cette disposition, mais il préféra renvoyer l'examen de cette question à la seconde délibération.

Il faut donc nous reporter à ce moment, c'est-à-dire à la séance du 13 juillet, pour suivre, avec intérêt, les péripéties du débat. L'amendement de M. Bardoux était ainsi conçu :

« Art. 68. — Rédiger cet article comme suit :

« Les sociétés ayant un objet civil, constituées sous la forme de sociétés anonymes ou en commandite, conservent leur caractère civil. »

« Elles sont néanmoins soumises aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867, et à celles du Code de commerce, qui concernent les sociétés. Toutefois, les règles de la loi commerciale relatives à la compétence et à la faillite ne leur sont pas applicables. » :

D'après M. Bardoux, le but de cet amendement était :

1^o De permettre aux sociétés civiles de revêtir la forme commerciale, sans perdre leur caractère civil ;

2^o De trancher toutes les controverses qui s'étaient élevées sur le point de savoir si les pénalités et les sanctions civiles édictées par la loi de 1867, relativement aux sociétés, pouvaient s'appliquer aux sociétés civiles, ayant revêtu la forme de la commandite ou de l'anonymat par actions ;

3^o De maintenir expressément les règles de compétence, en spécifiant que ces sociétés ne sont pas justiciables des tribu-

naux de commerce, et qu'elles ne peuvent être mises en faillite.

M. Bardoux invoqua, à l'appui de sa thèse, les arguments suivants, que tout esprit juridique ne peut s'empêcher d'approuver.

Le caractère d'une société ne pouvait se déterminer que par son but et par son objet. On ne devait, également, pas perdre de vue, qu'aux termes de l'art. 32 de la loi du 21 avril 1810, « l'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce, et n'est pas sujette à patente. »

Or, l'adoption de l'art. 68, tel que l'avait rédigé la commission, était de nature à présenter une anomalie curieuse. Il résultait, en effet, de la combinaison de ces deux textes, que si une mine appartenait, en entier, à un seul propriétaire, ce dernier ne sera pas considéré comme un commerçant. Si, au contraire, la mine est exploitée par une société civile ayant la forme commerciale, les mêmes opérations seront justiciables du tribunal de commerce !

Ce n'est pas tout ; le nouveau texte violait le grand principe de la liberté des conventions. C'est, en effet, en vertu de ce principe que les parties ont toujours été libres de constituer leur société sous la forme qui leur convient, tout en lui conservant le caractère de société civile.

M. Bardoux critiquait aussi les prétendus avantages qui devaient résulter, désormais, d'après le rapport de M. Clausel de Coussergues, des garanties que la loi commerciale donnerait aux tiers, avec la juridiction des tribunaux consulaires et la faillite. Il faisait enfin remarquer, incidemment, que la disposition proposée n'avait rien de nouveau, puisqu'elle avait été empruntée à la loi allemande du 11 juin 1870.

Le rapporteur, M. Thévenet, lui répondit que la commission ne pouvait accepter le maintien du *statu quo*, qui se résumait

en une controverse constante, dans la doctrine et la jurisprudence. La question devait donc être tranchée d'après les vrais principes. Or, les articles 1382 et suiv. du C. civ. supposent une association de personnes et non de capitaux. Il en est tout autrement de la forme anonyme ou de la commandite qui n'ont point égard aux personnes, mais seulement au capital qu'elles apportent. Il était donc naturel de suivre l'exemple déjà donné une première fois par le législateur, qui, en créant la commandite, s'est bien gardé de puiser dans le Code civil des principes qui auraient été inapplicables à cet état de choses nouveau. Il a préféré créer une législation spéciale, qu'il a insérée dans le Code de commerce, montrant bien par là que cette forme de société était essentiellement commerciale. Pourquoi donc s'obstiner à tolérer encore une société bicéphale, à laquelle on ne peut pas donner de nom juridique, qui sera commerciale d'un côté, civile de l'autre ?

Le projet de la commission ne faisait, en rien, échec à la liberté des conventions ; car la loi proposée ne devait pas avoir d'effet rétroactif. Elle n'était applicable qu'aux sociétés qui seront créées dans l'avenir.

M. Thévenet insista aussi sur les avantages que devait présenter l'application des règles de la faillite à ces sociétés. D'abord, en ce qui concerne l'égalité absolue avec laquelle sont traités dans cette circonstance tous les créanciers, la faillite offre un immense avantage sur la liquidation employée, sous le nom de contribution. Dans les sociétés civiles, d'après les art. 656 et suiv. du Code de procédure civile, dans la faillite, en effet, les parts sont égales pour chacun. Dans la contribution, au contraire, c'est le plus diligent des créanciers, qui, dans une certaine mesure, emporte le prix de la course. Enfin, les frais que cause une contribution atteignent un chiffre bien plus élevé que ceux d'une faillite. En un mot,

ce qu'on assurait désormais aux sociétés de ce genre, dans le projet de la commission, c'était, en cas de non réussite, l'impartialité de la distribution, et l'égalité pour tous les créanciers, avec le moins de frais possible.

MM. Le Royer et Godin répondirent à M. Thévenet qu'ils considéraient comme inexacte la définition qu'il avait donné des sociétés civiles : « Les sociétés civiles sont essentiellement des sociétés de personnes. » En effet, d'après l'art. 1832 du C. civ., « la société... est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. »

Le but de se procurer un bénéfice montre bien, ainsi que l'objet qu'on met en commun, que les sociétés civiles ne sont pas essentiellement des sociétés de personnes.

Ils firent également remarquer qu'il n'était nullement nécessaire, sous prétexte de réglementer les sociétés civiles, de dénaturer et de bouleverser le principe en vertu duquel c'est l'objet seul qui détermine le caractère même de ces sociétés.

Après une courte observation présentée par M. Griffe, au sujet de l'avantage que présentait pour les tiers une société commerciale, jouissant à ce titre de la personnalité morale, et des garanties que le Code de commerce lui attribue, il fut procédé à un scrutin pour l'adoption de l'amendement de M. Bardoux. Cet amendement fut repoussé par 141 voix contre 88.

Sur la proposition du rapporteur, pour dissiper tout doute et bien marquer que la loi n'a pas d'effet rétroactif, le texte primitif de l'art. 68 fut modifié dans le sens suivant. On remplaça la formule : « Quel que soit leur objet, les sociétés en commandite ou anonymes, constituées... par celle-ci : « quel

que soit leur objet, les sociétés en commandite ou anonymes qui seront constituées. » Cette rédaction fut définitivement adoptée par le Sénat, et maintenue avec l'ensemble de la loi, par la Chambre des députés le 21 juillet 1893.

Le texte officiel de l'art. 68 est donc aujourd'hui le suivant : « Quel que soit leur objet, les sociétés en commandite ou anonymes qui seront constituées dans les formes du Code de commerce ou de la présente loi seront commerciales, et soumises aux lois et usages du commerce. »

Il est facile de saisir les conséquences qui découlent naturellement d'une telle disposition. Désormais, aucun doute ne peut subsister sur la faculté dont jouit une société ayant un objet civil de revêtir, soit la forme de la société en commandite par action, soit celle de la société anonyme. Il est également évident qu'une société de ce genre est fatalement soumise aux règles de la loi du 24 juillet 1867 et aux additions de celle du 1^{er} août 1893 : elle doit donc être considérée et traitée comme une société de commerce, bien qu'ayant un objet civil.

De tels principes entraînent une série de dérogations bien graves au régime dans lequel se trouvaient jusqu'alors les sociétés civiles à forme commerciale.

L'obligation de tenir des livres, qui ne pouvait être considérée comme une formalité rigoureusement imposée aux sociétés de ce genre, dérive maintenant pour elles des termes mêmes de la loi, comme un corollaire naturel. Pour les mêmes motifs, une société ainsi constituée pourra désormais être déclarée en faillite, ou mise en liquidation judiciaire, et toutes les contestations qui s'élèvent entre les associés devront être tranchées par les tribunaux de commerce.

Mais il ne faudrait pas aller trop loin dans cette voie et croire que cette nouvelle loi, après avoir fait dépendre les

caractères fondamentaux d'une société de ce genre d'une simple question de forme ou de titre, a entendu également dénaturer le caractère des opérations accomplies par elle. Ces actes demeurent civils, si telle est bien leur nature. Cette remarque est importante, car ces actes continueront, en conséquence, à être de la compétence des tribunaux civils.

La nouvelle rédaction de l'art. 68 ne visant que les sociétés en commandite ou anonymes, il en résulte que les sociétés civiles, ayant emprunté la forme de la société en nom collectif, continueront à être régies par le droit antérieur, et échapperont ainsi aux dispositions de la nouvelle loi.

Mais, si cette question présente une solution facile, il n'en est pas de même de la suivante : Qu'a voulu dire le législateur dans l'art. 68 par ces mots si vagues : « les sociétés en commandite ? » S'agit-il de la commandite par actions, ou bien encore de toutes les deux ? La question est épineuse et semblerait même au premier abord insoluble, si les travaux préparatoires et notamment les rapports faits à la Chambre des députés et au Sénat ne venaient heureusement élucider la difficulté et montrer ce que le législateur a eu en vue. Il résulte, en effet, de ces documents, qu'en fait de sociétés en commandite, les sociétés en commandite par actions ont toujours servi d'exemple. Elles paraissent donc bien, dans cet ordre d'idées, avoir été l'unique objet des préoccupations du législateur.

Ces motifs, et l'argument d'analogie qu'on trouve dans le Code de commerce allemand, qui, d'après M. Bardoux, aurait guidé l'inspiration de cette innovation, prouvent d'une manière suffisante, à notre avis, que le nouvel art. 68 ne vise que les sociétés en commandite par actions (1).

1. En ce sens : Lyon-Caen et Renault. *Traité des sociétés commerciales*. Appendice, n° 51.

Les sociétés en commandite par intérêts n'auraient ainsi aucune raison pour cesser d'être des sociétés civiles, si tel est leur objet. Elles doivent donc, comme par le passé, être soumises, quant aux règles de forme, aux prescriptions de la loi de 1867, et quant à la compétence, à celle des tribunaux civils. Il est facile de saisir les conséquences d'un tel état de choses.

Conservant leur caractère civil, elles ne peuvent être déclarées en faillite ou mises en liquidation judiciaire, et elles ne sont pas soumises à l'obligation de tenir des livres.

Nous sommes loin d'approuver le nouveau principe posé par l'art. 68, qui consiste à déclarer d'emblée commerciales les sociétés en commandite ou anonymes, constituées sous les formes du Code de commerce, ou de la présente loi. Cette disposition a cependant un avantage, celui de rendre indiscutable désormais la personnalité de ces sociétés (sauf la réserve que nous avons admise pour les sociétés en commandite par actions).

Mais, était-il nécessaire de créer une telle hérésie juridique pour obtenir ce résultat, en somme, peu appréciable ? La question qui nous occupe était tranchée depuis longtemps ; car la jurisprudence et les auteurs n'hésitaient pas à considérer les sociétés de mines comme des sociétés de capitaux, et par suite comme des personnes morales. Il eût été bien plus rationnel, à notre avis, de suivre l'exemple donné par le législateur belge. Sa théorie, comme nous le verrons plus loin, a l'avantage de soumettre les sociétés civiles à formes commerciales à une réglementation assurant aux tiers toutes les garanties désirables, sans fausser pour cela aucun des grands principes du droit.

Le nouvel art. 68 mérite donc, lui aussi, toutes les criti-

ques qu'on adresse avec tant de raison à nos lois contemporaines.

2° Le dernier paragraphe de l'art. 7 de la loi du 1^{er} août 1893, consacré aux dispositions transitoires, a facilité dans une proportion exceptionnelle, la transformation des sociétés civiles actuellement existantes, en sociétés en commandite, ou en sociétés anonymes. Aux termes mêmes de ce texte : « Les sociétés civiles actuellement constituées sous d'autres formes pourront, si leurs statuts ne s'y opposent pas, se transformer en sociétés en commandite, ou en sociétés anonymes, par décision d'une assemblée générale, spécialement convoquée, et réunissant les conditions, tant de l'acte social, que de l'article 31 ci-dessus. »

Aucune discussion ne fut soulevée, ni à la Chambre des députés, ni au Sénat à l'occasion de cette nouvelle disposition, qui tranche bien à la légère, nous semble-t-il, une question grave. Les événements nous montreront si nous faisons erreur. Car, ici encore, nous croyons qu'on eût bien fait d'exiger, à l'exemple du législateur belge, l'adhésion des titulaires de parts représentant les trois cinquièmes au moins des parts sociales. Il résulte, au contraire, de la solution adoptée en France, qu'une telle décision peut être valablement prise par une assemblée composée d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. Il suffit donc de l'assentiment du quart des parts sociales pour qu'un tel résultat soit obtenu. Il y a là un écart énorme avec l'adhésion des trois cinquièmes de parts sociales exigée en Belgique.

Les législateurs qui ne nous ont doté, en somme, dans le dernier alinéa de l'art. 7 de la loi du 1^{er} août 1893 que d'une application pure et simple de l'art. 31 de la loi du 24 juillet 1867 à un cas qu'il n'avait jamais été destiné à régir, se sont

abstenus de tout commentaire. Nous ferons comme eux ; laissant aux esprits sensés le soin d'apprécier et de dire si les réflexions peu flatteuses que nous avait suggérées l'art. 68 ne pourraient pas servir aussi de digne épilogue au dernier alinéa de l'article 7.

VII. — *Appendice.*

Nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, d'indiquer, dans ce chapitre, les principales solutions législatives adoptées en Belgique en matière de sociétés de mines. Il nous semble intéressant, avant de finir ce travail, de rappeler en quelques mots les réformes accomplies à ce sujet par les lois belges de 1873 et de 1886. Un simple aperçu de la question suffira certainement à montrer, comme nous l'avons déjà dit, qu'il était facile de concilier à la fois, en France, les intérêts des sociétés minières, et ceux des tiers, sans outrager, comme on l'a fait, les principes élémentaires du droit civil.

Sous l'empire de la loi de 1810 et du Code de commerce de 1808 (1), la jurisprudence belge en était arrivée insensiblement à reconnaître dans la plupart des sociétés minières, de véritables sociétés anonymes ne devant leur existence, ni à un acte gouvernemental, ni même à des statuts régulièrement établis. Elle considérait que la réunion de plusieurs personnes, pour entreprendre l'exploitation d'une mine, constituait une communauté d'intérêts, donnant naissance, par le

1. La loi de 1810 et le Code de commerce de 1808 ont été communs à la fois à la France et à la Belgique.

fait même, à une société anonyme. Les auteurs, de leur côté, voyaient dans les sociétés minières plutôt des associations réelles de capitaux, que des réunions de personnes.

Or, il était impossible de ne pas voir là les caractères de sociétés anonymes, en contravention formelle avec les lois existantes, puisqu'il leur manquait à la fois l'autorisation gouvernementale et des statuts régulièrement adoptés par les intéressés.

L'art. 136 de la loi belge du 18 mai 1873 a tranché la question en posant en principe que : « Les sociétés dont l'objet est l'exploitation des mines peuvent, sans perdre leur caractère civil, emprunter les formes des sociétés commerciales, en se soumettant aux dispositions du présent titre ». Il en résulte pour les sociétés de mines qui veulent bénéficier de ce texte, l'obligation de se soumettre aux dispositions édictées pour chaque genre de sociétés. On ne peut donc plus prétendre en Belgique, comme on l'avait fait, durant si longtemps, que les sociétés de mines étant d'une nature particulière doivent, par le fait, échapper à la stricte application des lois, soit civiles, soit commerciales.

La loi de 1873 a eu soin d'ailleurs de favoriser dans une certaine mesure les sociétés anonymes constituées en vue de l'exploitation d'une mine. Son art. 71 leur permet une durée qui n'a d'autre limite que l'épuisement des matières concédées, tandis que « la durée des autres sociétés ne peut excéder trente ans, et s'il est stipulé une durée plus longue, elle est réduite à ce terme ».

*Sanction de la loi du 18 mai 1873, au sujet de ces sociétés,
et des conditions de leur constitution.*

Des pénalités sérieuses ont été édictées par la loi de 1873

contre ceux qui se rendent coupables de certaines fraudes, soit en se présentant comme propriétaires d'actions qui ne leur appartiennent pas, dans une assemblée générale d'actionnaires, soit en commettant différentes escroqueries spéciales à ce genre de société.

Aucun doute ne peut subsister, en présence des termes formels de l'art. 136 sur le point de savoir si ces dispositions pénales sont applicables aux sociétés de mines ayant un caractère commercial. En effet, ce texte, en les soumettant expressément aux dispositions du présent titre et par suite à leur sanction, a mis fin en Belgique à la controverse qui n'a cessé en France qu'en 1893.

En résumé, la loi de 1873 a rendu d'immenses services à l'industrie minière en Belgique, en y comblant dès cette époque bien des lacunes, qui, malheureusement, ont existé encore longtemps dans notre législation française. Mais là ne devaient pas se borner les efforts du législateur belge. Il était réservé à la loi du 22 mai 1886 de réaliser un nouveau progrès dans le même ordre d'idées.

Loi du 22 mai 1886. — La loi de 1873 sur les sociétés avait incontestablement réalisé un grand progrès. Sur la plupart des points elle avait répondu à l'attente du législateur. Tout en assurant aux fondateurs de sociétés une très grande liberté dans l'élaboration de leurs conventions, tout en facilitant l'esprit d'entreprise, et l'usage de l'association, elle avait cependant, dans la plupart des cas, sagement garanti les droits des tiers et déterminé les responsabilités qui doivent incomber à ceux qui se font les initiateurs et les promoteurs des sociétés commerciales. Mais il en était de cette loi comme de toute œuvre législative. L'expérience avait révélé certaines lacunes, certaines imperfections, auxquelles il importait de remédier.

Nous ne nous arrêterons ici qu'à celle qui fut comblée par la nouvelle rédaction de l'art. 136.

D'après cet article, tel qu'il existait dans la loi de 1873, les sociétés dont l'objet est l'exploitation des mines pouvaient, sans perdre leur caractère civil, emprunter la forme des sociétés commerciales. D'ailleurs, déjà avant la loi de 1873, nous l'avons vu, les sociétés qui avaient pour objet l'exploitation des mines étaient envisagées comme des personnes morales, en vertu de l'art. 8 de la loi du 21 avril 1810, qui avait appliqué aux sociétés de mines la disposition de l'art. 529 du C. civ. Mais cet art. 8 n'ayant pas été étendu par le législateur de 1810 aux minières et aux carrières, la jurisprudence en avait tiré cette conséquence, que les sociétés qui ont pour objet l'exploitation des minières et des carrières ne peuvent pas être envisagées comme des personnes morales. Aucune raison juridique ne pouvait, cependant, justifier cette différence entre les sociétés de mines d'une part, et les sociétés de minières et de carrières d'autre part. Et cependant la jurisprudence, en s'appuyant sur la disposition de l'art. 8 de la loi de 1810, qui présente un caractère restrictif, n'envisageait jusqu'à ce moment, comme personnes morales, que les sociétés ayant pour objet l'exploitation des mines, et non celles qui se rapportaient à celle des minières ou des carrières.

Il était donc de toute justice de permettre aux sociétés qui ont pour objet l'exploitation des minières et des carrières, de se constituer, elles aussi, sous la forme commerciale. En effet, ces sociétés qui n'étaient pas des personnes morales, en vertu des seules dispositions de la loi de 1810, auraient eu ainsi la faculté de le devenir, à raison des formes qu'elles auraient revêtues. Car personne n'ignore que des sociétés anonymes existent indépendamment des associés qui les composent. Elles sont connues sous une dénomination particulière, elles passent

des contrats, elles peuvent ester en justice, comme sociétés, et en dehors de leurs membres. Il est impossible d'admettre raisonnablement que ces sociétés puissent agir de la sorte sans être des personnes morales. Il s'agissait donc d'apporter à l'art. 136 de la loi de 1873 une modification devant permettre aux sociétés ayant pour objet l'exploitation des minières et des carrières, qui prendraient une forme commerciale, de devenir, par là-même, personnes morales.

Toute distinction n'était pas d'ailleurs appelée à disparaître entre les sociétés de mines et celles de minières ou de carrières. Car, les sociétés de mines sont toutes personnes civiles, en vertu des seules dispositions de la loi de 1810. Au contraire, les sociétés ayant pour objet l'exploitation des minières et des carrières ne devenaient pas de plein droit personnes morales, mais seulement à la condition de revêtir une forme commerciale.

Il devait donc exister, encore sous ce rapport, une notable différence entre les sociétés de mines, proprement dites, et les sociétés ayant pour objectif l'exploitation des minières ou des carrières.

Tel fut le but poursuivi et réalisé par le premier alinéa du nouvel art. 136 de la loi du 22 mai 1886, ainsi conçu : « Les sociétés dont l'objet est l'exploitation des mines, minières et carrières, peuvent, sans perdre leur caractère civil, emprunter les formes des sociétés commerciales, en se soumettant aux dispositions du présent titre ».

L'article 2 des dispositions transitoires a aussi prévu et réglementé, en les faisant bénéficier de la prescription d'un an, les sociétés qui, existant antérieurement à la loi du 22 mai 1886, n'avaient pas satisfait aux exigences légales. C'est ce qui ressort de son texte ainsi conçu :

« Les sociétés qui, après la promulgation de la présente

loi, auront régulièrement fonctionné pendant un an sans que la validité en ait été attaquée, ne peuvent plus être déclarées nulles du chef des articles 42 à 45 du Code de commerce de 1808, et 29 de la loi du 18 mai 1873, ni, s'il s'agit de sociétés ayant pour objet l'exploitation des minières ou des carrières, du chef de ce qu'elles n'étaient pas autorisées à prendre une forme commerciale. Toutefois, la prescription de la nullité dérivant de l'inobservation de l'article 29 précité ne courra que du jour de la publication d'un acte authentique, dans lequel il sera constaté qu'il a été satisfait à la disposition de cet article ».

Ajoutons, pour terminer, que le second alinéa de l'art. 136 a tranché différentes difficultés relatives à la transformation d'une société civile de mines, en société anonyme. « Les sociétés civiles ayant l'exploitation des mines pour objet peuvent, quelle que soit l'époque de leur constitution, si aucune disposition de leurs contrats constitutifs ne l'interdit, être transformées en sociétés anonymes, par décision d'une assemblée générale, spécialement convoquée à cet effet. Cette assemblée arrêtera les statuts de la société anonyme. La décision n'est valable que si elle obtient l'adhésion des titulaires de parts représentant les trois cinquièmes au moins des parts sociales ».

TABLE DES MATIÈRES

Bibliographie	I
Avant-propos	III
Chap. I.	1
Historique. Grèce, Rome	1
Droit coutumier.	4
Loi du 12 juillet 1791.	8
Code civil. 1804.	10
Loi du 21 avril 1810.	11
Loi du 27 avril 1838. — Décret du 23 octobre 1852. —	
Loi du 27 juillet 1880	15
Modifications proposées aux bases de la loi de 1810. —	
Etude des différents systèmes : accession.	16
Domanialité.	19
Occupation. — Invention	22
Droit régalien.	25
Adjudication publique.	27
Projet de loi de M. Laur.	29
— — Baïhaut.	31
— — Desjardins-Verckinder.	39
— — Wickersheimer	44
Décret du 16 octobre 1888 relatif aux mines du Tonkin.	46
Chap. II. Art. 552 du code civil. — Ses conséquences dans ses rapports avec la législation des mines.	
§ I. Propriété des mines.	60
§ II. Déchéance.	65

§ III. Expropriation	78
§ IV. Vente.	79
§ V. Partage.	85
§ VI. Louage.	88
§ VII. Distinction entre les meubles et les immeubles par rapport aux mines	99
§ VIII. Retrait des actions.	105
§ IX. Prescription.	106
§ X. Renonciation.	109
§ XI. Action paulienne.	111
§ XII. Privilège.	112
§ XIII. Hypothèque.	113
Purge.	117
Chap. III. Droit de l'usufruitier sur les mines.— Historique	
à Rome	123
Endroit coutumier.	124
Code civil.	125
Loi de 1810.	131
Charge et obligations de l'usufruitier	133
Appendice. Possesseur de bonne foi.	142
Chap. IV. Contrat de mariage. Législation du code civil.	
Récompense	147
Législation de 1810.	150
Chap. V. Des Sociétés de mines.	
§ I. Les Sociétés de mines sont-elles civiles ou commerciales ?	158
§ II. Conditions de validité d'une telle Société	164
§ III. A quelles conditions devait être subordonnée la constitution d'une Société civile à forme commerciale pour pouvoir invoquer les avantages légalement attachés à ces genres de Sociétés ?	170
§ IV. Les sanctions de la loi de 1867 devaient-elles être appliquées aux sociétés civiles à forme commerciale ?	174

§ V. Transformation des anciennes sociétés déjà existantes en Sociétés à forme commerciale et plus particulièrement en sociétés anonymes.	176
§ VI. Loi du 1 ^{er} août 1893.	181
§ VII. Appendice. Nouvelle législation belge des sociétés.	194
Loi belge du 18 mai 1873.	195
Loi belge du 22 mai 1886.	196

DE L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DES MINES DE HOUILLE

BIBLIOGRAPHIE

ANNALES DES MINES.

P. Beauregard. Eléments d'économie politique.

P. Beauregard. Essai sur la théorie du salaire.

P. Beauregard. Le monde économique, 1894.

D^r V Bôhmert. La participation aux bénéfices (traduction de M. A. Trombert).

E. Chevallier. Les salaires au XIX^e siècle.

D. Dumont. Communication.

ECONOMISTE FRANÇAIS. 1894.

N. C. Fredericksen. Le monde économique, 1894.

E. Gruner. Atlas du comité central des houillères de France.

Harzé. Statistiques de l'industrie minérale en Belgique.

M. J. Lajard. Progrès médical, 1893.

Leroy-Beaulieu. Essai sur la répartition des richesses.

Levasseur. Histoire des classes ouvrières avant 1789.

A. Liesse. Le monde économique, 1894.

D^r R. Regnault. Les nouvelles compagnies ouvrières.

J. B. Say. Cours complet d'économie politique.

Sedley-Taylor. Profit-sharing between capital and labour. Traduction du bulletin de la participation aux bénéfices, 1886.

Ad. Smith. Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations.

STATISTIQUES DE L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE.

STATISTIQUES DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Walker. The wages question.

M. Waton. Revue d'économie politique, 1893.

PRÉAMBULE

1^o Importance des mines. — 2^o Division.

L'importance des mines, au point de vue économique, n'est plus à démontrer : c'est un fait acquis. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer l'accroissement de la richesse publique qui, dans chaque pays producteur, a toujours accompagné le développement des mines. Dans ce siècle, principalement, où les grandes découvertes de la science ont permis l'exploitation et l'appropriation de tant de métaux jusqu'alors délaissés, ou peu utilisés, les mines tendent chaque jour davantage à prendre le premier rang parmi les facteurs de la production de la richesse.

La France, sans être aussi bien dotée que l'Angleterre et l'Allemagne, occupe, cependant, un rang appréciable en Europe sous le rapport des mines, et notamment de celles de charbon. Cette considération et l'intérêt plein d'actualité qui s'attache à cette heure aux ouvriers mineurs, nous ont déterminés à traiter spécialement dans ce travail les mines de houille. Nous n'avons pas à insister sur la valeur que représente actuellement ce précieux combustible. La houille n'est-elle pas devenue, de nos jours, la force vitale, l'âme en un mot de l'industrie tout entière ? Faute de houille, les forces vives d'un pays peuvent se trouver paralysées du jour au lendemain, et même anéanties, pour peu que la crise se prolonge !

La question des mines présente donc actuellement un vaste

champ d'études. Leur importance a plus d'une fois attiré l'attention du législateur, ainsi qu'on le constate par la place qu'elles occupent dans le Code civil et surtout dans le droit administratif. Mais au point de vue de la science économique et de ses rapports avec la sociologie, l'étude des mines semble présenter un attrait encore plus grand, car elle offre un enseignement précieux à plus d'un point de vue.

Les mines, et principalement les mines de houille, constituent un des agents les plus puissants parmi ceux qui concourent à la production. Sans la houille, en effet, les manipulations métallurgiques qui exigent un développement de calories considérables seraient impraticables. La fabrication de l'acier, notamment, ne serait pas possible sans charbon. Indépendamment de l'affinage des métaux, et de la production de la vapeur, la houille fournit encore à nos besoins une variété infinie de matières qui, par un contraste inexplicable au premier abord, possèdent les propriétés les plus diverses.

S'il n'a pas encore été donné au génie de l'homme de pénétrer complètement la série de ces synthèses, dont la nature semble vouloir conserver le secret, on peut, du moins, en apprécier la valeur. C'est ainsi qu'on retire de la houille des produits sucrés tels que la saccharine et des explosifs tels que l'acide picrique, plus connu maintenant sous le nom de mélinite. Des produits pharmaceutiques, tels que la vaseline, le phénol, le naphthol, le crésylol et l'antipyrine en dérivent également ainsi qu'une série de parfums, dont nous ne citerons que le plus répandu, l'essence de mirbane. On en extrait aussi des matières tinctoriales d'une variété et d'une richesse de coloration infinie, connues sous le nom de couleurs d'aniline, des goudrons et des huiles lourdes fort appréciés dans l'industrie, des eaux ammoniacales, et enfin le gaz d'éclairage.

Indépendamment de l'agent de production qu'elles consti-

tuent et des matières premières qu'elles fournissent aux manufactures de tout genre, les mines présentent encore un sujet d'étude très important. Leur industrie emploie un nombre d'ouvriers considérable. Leur organisation a fait, à plus d'une reprise, l'objet de lois et de règlements spéciaux et enfin chacun sait avec quelle violence les problèmes du travail se sont, à maintes reprises, posés à leur sujet.

Nous nous proposons d'examiner, au cours de cette étude, tout d'abord la production minière, avec ses différents facteurs représentés par le travail, le capital et les agents naturels. — En exposant les différents problèmes que soulève la question du travail tant vis-à-vis des ouvriers que vis-à-vis des patrons, nous essayerons de bien dégager la nature de ce contrat et des divers éléments qui le composent. Nous verrons, à ce sujet, si les excellents résultats qu'on obtient, en général, de la division du travail, trouvent aussi leur application dans les mines. — L'analyse du capital, ou plutôt des différents capitaux, concourant à la production minière sera intéressante à plus d'un point de vue. Il y a lieu, en effet, d'être bien fixé sur l'importance respective qu'on doit attribuer, en matière de mines, aux capitaux fixes et aux capitaux circulants. Les risques courus par le capitaliste y sont plus nombreux, nous le verrons, que dans les autres industries, en raison des recherches souvent stériles et des catastrophes, à la fois si fréquentes et si imprévues dans les travaux souterrains. Le capitaliste doit aussi tenir compte des grèves, des chômages et des moins-values forcées qu'elles entraînent. Nous examinerons, enfin, si la loi du rendement plus que proportionnel peut, ou non, trouver son application dans les mines. — Sans avoir la prétention d'empiéter sur le domaine de la minéralogie, et de la stra-

tification, nous dirons quelques mots des agents naturels. Nous verrons quelle importance présente pour l'exploitation des mines la régularité des couches, et leur proximité des débouchés naturels, tels que les ports, les fleuves et les canaux.

Nous nous demanderons ensuite quelle est, dans la distribution de la richesse produite dans les mines, la part de l'ouvrier, celle du capitaliste et celle de l'entrepreneur. Nous aurons à rechercher, à ce moment, si les fameuses théories de Malthus, de Ricardo et de Stuart-Mill, se trouvent justifiées dans l'application de leurs données aux résultats du travail dans les mines. Nous examinerons dans ce même ordre d'idées, les différentes sortes de salaires usités dans ce genre d'industrie, et quelle est, à leur égard, l'influence des syndicats et des grèves. Nous essayerons enfin d'indiquer ce qu'on doit présager de la suppression éventuelle du salariat et de l'intervention de l'État en cette matière.

Les produits des mines, une fois extraits, n'acquièrent de valeur qu'à la condition d'être mis en circulation. Il s'en suit que nous aurons à esquisser la théorie générale de la valeur et le mécanisme de l'échange dans leur application au commerce de la houille. Nous devons aussi nous demander quels seraient, en France, les meilleurs procédés à mettre en vigueur, pour faciliter la vente de notre houille et lui permettre, en même temps, de soutenir vaillamment la concurrence étrangère.

En analysant, enfin, les différents modes de la consommation de la houille et de la richesse qu'elle représente, nous aurons l'occasion de jeter un coup d'œil sur les institutions de prévoyance qui de nos jours ne cessent de se multiplier sous forme d'assurances contre les accidents, de mutualités et de caisses de retraite.

Nous analyserons d'une manière toute spéciale ces institu-

tions bienfaisantes dans leur application aux mines, en insistant sur la loi toute récente du 29 juin 1894 relative aux caisses de secours et de retraites.

Le cadre que nous nous sommes tracé est certainement bien vaste ; il faudrait, en effet, plus d'un volume pour le remplir d'une manière satisfaisante. Mais telle n'a pas été notre prétention. Nous avons seulement cherché à coordonner les données les plus importantes et en même temps les plus récentes des statistiques officielles, en suivant la méthode et l'enseignement de la science économique.

En agissant ainsi, nous espérons avoir réussi à faire ressortir d'une manière plus évidente que par tous les autres procédés habituellement suivis, à la fois l'importance que présente pour un pays comme la France la richesse de ses mines, et les moyens propres à en assurer la prospérité.

CHAPITRE I

PRODUCTION MINIÈRE

Travail. — Capital. — Agents naturels. — La mine est une industrie servante. — Loi du rendement plus que proportionnel.

Le travail de l'ouvrier mineur exige à la fois une dépense musculaire et une instruction professionnelle préparatoire dont on trouve peu d'exemples dans les autres industries. Appelé à lutter au centre de la terre contre des masses de rochers d'une dureté inouïe, et ayant en même temps à prévenir les éboulements qui à chaque coup de pic peuvent se produire, l'ouvrier mineur constitue une classe de travailleurs vraiment à part. Il doit, en effet, réunir les connaissances exigées dans plusieurs corps de métiers différents pour être à même, à chaque instant, de sauvegarder son existence et celle de ses camarades. Tour à tour, maçon, charpentier et mécanicien, suivant que les circonstances l'exigent, il n'est jamais obligé de recourir aux représentants des autres professions, pour parer aux éventualités les plus urgentes.

Quels que soient les dangers auxquels ils sont exposés, et en même temps les exigences pénibles de leur métier, les ouvriers mineurs semblent, en grande majorité, essentiellement attachés à leur profession (1).

1. Ce que nous venons de dire s'applique d'une manière générale à tous les centres houillers de la France. On peut cependant faire une exception

C'est à 4 heures du matin que les ouvriers mineurs, proprement dits, descendent généralement dans les mines, pour n'en ressortir qu'entre 1 heure et 2 heures de l'après-midi.

Les dimanches et jours fériés, tout travail régulier est suspendu. On se borne à effectuer les réparations et modifications qui ne pourraient être faites en semaine, sans arrêter l'extraction. Hors ces jours de repos, les chômages sont assez rares. Ils ne se produisent qu'à des intervalles de plusieurs années, dans les époques de crise produites par la surproduction du charbon, qui coïncident toujours avec les périodes d'atonie de l'industrie.

L'enfant qui se destine aux travaux du fond était autrefois admis vers 11 ans ; aujourd'hui cette limite inférieure a été ramenée à 13 ans. La nouvelle recrue est d'abord occupée dans les ateliers de criblage et de nettoyage des charbons ; puis au fur et à mesure des besoins, elle est admise au fond.

pour les ouvriers de Vieux Condé, une des sections de la compagnie d'Anzin (Nord), où on trouve beaucoup d'ouvriers alliant les travaux agricoles aux travaux des mines. Il ne faudrait pas cependant en conclure que les ouvriers mineurs de Vieux-Condé préfèrent la culture des champs à l'abatage du charbon. Le fait que nous venons de signaler s'explique très facilement par la simple considération suivante. La journée de l'ouvrier mineur se terminant à 2 heures de l'après-midi, il lui reste durant la belle saison, un temps suffisamment long pour entreprendre un travail sérieux. Néanmoins, l'effort dépensé par les ouvriers de Vieux-Condé en dehors de la mine est assez important pour réduire d'une manière appréciable le résultat de leur travail utile au fond de la mine. Aussi le salaire dans cette région est-il sensiblement inférieur à celui des autres centres d'extraction. Pour l'année 1887 on relevait les différences suivantes :

	Régime de Vieux Condé	Autres régimes
Salaire journalier du mineur et de son hercheur	3.75	4.27
Salaire journalier de l'ouvrier en géné- ral (fond et jour réunis)	3.53	3.87

L'importance du personnel ouvrier employé dans les mines est considérable, et marque une tendance constante à s'accroître chaque année. Il est facile de s'en rendre compte par l'examen des tableaux suivants où sont relevés pour la France et pour la Belgique, par période décennale, le nombre des travailleurs employés dans l'industrie houillère.

France.

Périodes.	Nombre de travailleurs	Accroissement en nombre
1853—1860.....	54.457	
1861—1870.....	78.600	24.443
1871—1880.....	103.670	25.070
1881—1890.....	109.326	5.656
1892.....	133.000	24.674

Belgique.

Périodes	Nombre de travailleurs	Accroissement en nombre
1851—1860.....	66.429	
1861—1870.....	83.467	19.038
1871—1880.....	103.096	17.620
1881—1890.....	104.770	1.674
1892.....	118.578	13.808

Le travail exécuté dans les mines est tour à tour directement productif, indirectement productif et trop souvent improductif.

Le travail est directement productif, quand, favorisé par la régularité et la richesse des couches, l'ouvrier mineur arrive à abattre chaque jour une certaine quantité de charbon propre à être livré à la consommation. Il ne suffit pas, en effet, pour que le travail soit directement productif, d'extraire une grande quantité de charbon; il faut encore que le minerai présente

un degré de pureté suffisant pour ne pas nécessiter une série de manipulations toujours très onéreuses.

Les recherches souvent longues et coûteuses, qu'on effectue pour recouper des couches déjà connues, ou dont on croit soupçonner la présence, constituent, quand elles aboutissent, des travaux indirectement productifs. En effet, si par elles-mêmes elles n'ont été qu'une source de dépenses, elles permettent cependant la mise en valeur de précieuses richesses. S'il arrive que l'exploration ne traverse que des régions stériles ou inexploitable, le travail ainsi dépensé est évidemment improductif. Ce fait n'est malheureusement que trop fréquent dans les mines de houille en France, surtout dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais.

La productivité du travail de l'ouvrier mineur dépend, en grande partie, ainsi qu'il est aisé de le comprendre, de la régularité des couches exploitées, et de leur puissance. La nature intellectuelle du travailleur joue aussi un rôle important dans cette question, mais pas aussi grand, peut-être, que dans les autres industries, du moins en ce qui concerne spécialement les simples ouvriers. La manière d'exploiter chaque taille, ou chantier d'abatage ne peut, en effet, être laissée à leur choix. Elle doit leur être non seulement indiquée, mais même prescrite par les hommes de l'art, chargés de la direction des mines, et désignés sous le nom d'ingénieurs. Les travaux souterrains exigent, en raison des dangers qu'ils présentent, une direction des plus attentives, éclairée par des études spéciales. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que si l'ouvrier pouvait exploiter à sa guise, il abattrait peut-être plus de charbon, mais au risque de sa vie, et de celle de ses camarades.

La nature physique de l'homme, ou pour mieux dire sa force musculaire ont, pendant de longues années, assuré une supré-

matie marquée aux races vigoureuses. Mais, depuis l'application aux mines des découvertes incessantes de ce siècle, ce facteur a bien perdu de son importance. A part quelques cas isolés, tels que le fonçage des puits d'extraction, les forces mécaniques distribuées au fond des mines par l'électricité, l'air comprimé ou les explosifs sont arrivées à réduire en grande partie les travaux de force proprement dits. L'extension de ces puissants collaborateurs est inouïe. Nous nous contenterons de citer à titre d'exemple la consommation des explosifs durant l'année 1893, dans le bassin du Pas-de-Calais (1).

Explosifs	Consommation journalière (moyenne)	Consommation totale
Dynamite-gomme.....	303k.	77.917k.
Autres dynamites.....	71	18.193
Grisoutines.....	174	44.670
Coton octonitrique.....	13	3.395
Explosifs Favier.....	13	3.346
Total des explosifs détonants.....	574	147.521
Poudre noire (poudre comprimée)...	542	139.178
Soit en tout.....	1.116	286.699

La nature intellectuelle des ingénieurs chargés de la direction des travaux dans les mines joue un grand rôle dans la production. La merveilleuse extension de l'industrie houillère en France, depuis la seconde moitié de ce siècle, est due en partie, on le sait, à l'application aux mines des découvertes les plus récentes de la science. Bien des couches considérées, jusque dans ces dernières années, comme inexploitable, ont pu être mises en valeur grâce à l'intervention de cette fée bienfaisante. C'est ainsi que par le moyen de la congélation (2), on est arrivé à percer des puits de mine dans les ter-

1. Rapport de M. E. Duporcq, ingénieur en chef des Mines.

2. Procédé Pestch.

rains où l'abondance des eaux défait les pompes à vapeur les plus puissantes. D'autres progrès ne tarderont certainement pas à se multiplier dans cette industrie, sous l'impulsion de la nature intellectuelle de ceux qui la dirigent. Il est donc juste de dire, en ce qui concerne spécialement l'objet de notre étude, que si la force corporelle de l'homme paraît restreinte et peu susceptible d'augmentation, on n'aperçoit aucune limite au développement de la puissance intellectuelle (1).

L'ouvrier mineur ne travaille jamais isolé dans un chantier d'abatage. Un seul homme ne pourrait pas, en effet, manier les barres de sondage et les lourds outils qui servent à faire les trous de mine. Leurs efforts sont donc souvent combinés, mais sans atteindre, cependant, les proportions qu'on constate, en général, dans les manœuvres de force, exécutées à la surface de la terre. Les dimensions exigües des tailles s'y opposent : telle en est la raison.

On ne trouve pas dans les mines, du moins pour les travaux du fond, une division du travail aussi complète que celle qu'on rencontre dans les manufactures. Il est facile de s'en rendre compte. A part quelques agents préposés, comme dans toutes les usines, à la direction des machines du fond, ou chargés de soigner et de conduire les chevaux, les travailleurs peuvent se ranger exclusivement dans les deux catégories suivantes : les abateurs et leurs aides ou hercheurs, d'une part (2), et certains ouvriers spéciaux et

1. M. P. Beauregard, *Eléments d'économie politique*, p. 37.

2. Le terme général d'ouvrier mineur ou abateur que nous employons à dessein comprend un certain nombre d'emplois variant selon les besoins de la mine, et communément désignés sous des noms spéciaux. C'est ainsi qu'on appelle dans certains cas : ouvriers d'abouts ceux qui sont employés au creusement des fosses, dans la traversée des terrains présentant des difficultés exceptionnelles et spécialement des terrains aquifères ; bouseyeurs ceux qui ouvrent la voie dans les mines et murailles, etc..., mais aucune de ces occupations ne constituant une véritable spécialité, ne peut, en conséquence, représenter un facteur de la division du travail propre-

peu nombreux, chargés de l'entretien des voies de roulage (1). On trouve aussi dans quelques exploitations grisouteuses certains ouvriers appelés boute-feux, chargés spécialement de l'allumage des mines. Mais leurs fonctions constituent certainement plutôt une mission de confiance et une mesure préventive contre les accidents, qu'une division du travail. Tout ouvrier est, en effet, capable de mettre le feu à la mine qu'il a chargée. Il y a même économie à se passer du boute-feu. Son usage est plus répandu en Belgique qu'en France ; il en est même fait mention dans le règlement général de police des mines du 28 avril 1884.

Il est facile de se rendre compte pourquoi la division du travail est si rudimentaire dans les travaux du fond. Il suffit de se rappeler pour quelles raisons le mineur doit connaître d'une manière complète les moindres détails de sa profession si complexe. Les ingénieurs ont cependant soin d'utiliser, suivant les besoins, les aptitudes spéciales pour certains travaux particulièrement délicats, et notamment pour le fonçage des puits.

Les aides ou hercheurs se bornent à assister les ouvriers mineurs dans les différentes phases de leur travail, appre-

ment dite. Ce ne sont, à vrai dire, que des épisodes de la vie du mineur, qui peut être, tour à tour, appelé à les remplir.

1. Il est également d'usage de donner aux hercheurs des noms différents suivant les besognes auxquelles ils sont employés. Ceux affectés aux transports sont, en général, désignés sous le nom de traîneurs, porteurs, et quand ils sont jeunes, sous le nom de galibots dans le Nord, de mandits ou mendis dans les lignites des Bouches-du-Rhône. Ils portent même plus souvent le simple nom de rouleurs, etc... La remarque que nous faisons précédemment s'applique également et pour les mêmes raisons aux hercheurs. Quelle que soit la dénomination qu'on leur donne, ou la besogne qu'ils accomplissent, il n'est pas possible d'y trouver une véritable division du travail. Ils ne font, en effet, que suivre les exigences de la situation, sans se spécialiser en quoi que ce soit.

nant ainsi dans ses plus petits détails la profession du mineur.

La division du travail dans les mines, n'est donc pas, à beaucoup près, poussée aussi loin que dans certaines industries. Mais il ne faut pas perdre de vue que si le travail manuel proprement dit du mineur semble présenter peu de division, il n'en est plus de même si on considère la diversité des outils mécaniques dont il dispose. Or, s'il est juste de reconnaître avec Adam Smith, que l'invention des machines semble originairement due à la division du travail (1), il faut avouer que sous ce rapport l'industrie des mines a peu à envier aux autres. Il serait trop long d'énumérer les outils mécaniques, chaque jour plus nombreux, actionnés au fond des fosses, soit par l'électricité, soit par l'air comprimé. C'est grâce à ces puissants auxiliaires que l'ouvrier mineur arrive à triompher soit de la dureté des rocs, soit de l'infiltration des eaux, soit enfin des gaz délétères.

Aucun des obstacles que nous venons de voir, relativement à la division du travail du fonds, n'existe en ce qui concerne les travaux du jour. Il est donc loisible aux exploitants de multiplier à l'infini la division du travail qui s'y effectue. Tel est d'ailleurs le résultat qu'on constate. Il est obtenu surtout à l'aide de mécanismes ingénieux mus par la vapeur. La main-d'œuvre est même réduite au strict minimum dans certains établissements (2) où elle n'intervient plus qu'à titre exceptionnel, par exemple pour attacher ou décrocher des wagons, et faire avancer ou reculer un train. Il suffit donc de quelques hommes, pour la manutention journalière de plusieurs milliers de tonnes de houilles. Le classement du charbon se fait partout,

1. Adam Smith. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Traduction du citoyen Blavet, Paris an IX, t. I, page 17.

2. Mines de Nœux (Pas-de-Calais).

aujourd'hui, automatiquement. Dans les installations bien étudiées les minerais autres que le charbon, c'est-à-dire les schistes et les pierres, sont rigoureusement éliminés par des appareils dont la régularité infaillible défie certainement le travail de l'ouvrier le plus attentif et le plus exercé (1).

Une telle organisation où le travail reçoit une division mécanique, poussée si loin, n'a rien d'anormal; car chacun sait combien sont grands dans toutes les industries les perfectionnements aux moindres machines-outils. En les mentionnant, nous avons voulu montrer seulement que les mines ne sont pas, sous ce rapport, dans une situation inférieure à celle des manufactures.

Le travail le mieux combiné et le mieux divisé du monde ne réussirait pas à mettre en valeur une mine, sans l'adjonction d'un autre facteur. Nous n'avons pas à dire ici ce qu'est le capital; nous nous bornerons seulement à rappeler son importance dans les industries extractives.

C'est grâce à lui que l'homme parvient à vaincre les coalitions redoutables des forces naturelles, qui trop souvent s'opposent à l'exploitation des mines. Le rôle que remplit le capital dans les industries extractives justifie, à merveille, la définition connue où on le représente comme « une richesse en fonction de reproduction ». Ce n'est, en effet, qu'à la condition d'être consommé pour les besoins de cette industrie, qu'il y rend les services qu'on attend de lui. S'il disparaît momentanément, ce n'est que pour reparaître sous une autre forme, et permettre ainsi de récupérer son équivalent dans le produit obtenu. Il serait difficile d'évaluer l'importance des capitaux employés dans les mines. Qu'il nous suffise de dire que, du-

1. Ces appareils (lavoirs) reposent sur le principe des poids spécifiques, ou autrement dit des différences de densités.

rant l'année 1892, elles ont utilisé en France et en Algérie, 4974 machines, développant ensemble 152.388 chevaux-vapeurs, et que la valeur moyenne des minerais extraits s'est élevée, sur les lieux de production, à 359.048,000 fr. Comme dans les autres industries, les capitaux qui y sont engagés apparaissent sous différentes formes.

Ce sont, d'abord, des matières premières, telles que des bois, des huiles de graissage, des explosifs, des combustibles, qui, à chaque instant, sont absorbés dans l'extraction. Ce sont ensuite des outils, des machines, des générateurs, des engins de tout genre, qui, à force de servir, finissent par être complètement hors d'usage. C'est précisément grâce à ce va-et-vient perpétuel des forces qui constituent le capital, que la productivité du travail se trouve singulièrement accrue.

On retrouve dans les mines la distinction bien connue entre les capitaux fixes et les capitaux circulants. Il y a même à ce sujet lieu de faire plus d'une remarque importante et notamment d'insister sur l'équilibre qu'il convient de maintenir entre ces deux catégories de capitaux, dans ce genre d'industrie.

Les capitaux fixes sont principalement constitués dans les mines par les machines d'extraction, les générateurs, les ventilateurs, les machines d'exhaure, les compresseurs qui fournissent l'air comprimé, et les énormes bâtiments qui servent à les abriter. Il convient également de ranger dans cette catégorie les travaux, dits *extraordinaires*, de recoupage ou d'appropriation des veines, qui, chaque année, atteignent un prix considérable (1).

1. Cette assertion paraît, au premier abord, hasardeuse ; car, ne semble-t-il pas que le capital employé dans de tels travaux disparaît totalement au fur et à mesure de leur avancement ? — Il suffit de réfléchir pour voir que les choses se passent bien autrement et que le capital ainsi dépensé

Le capital circulant est constitué dans les mines par les matières premières, d'un usage et d'une consommation courante, et par le fonds de roulement. Il est, à chaque instant, divisé, non seulement par le fait de l'entrepreneur, mais par la force même des choses, en trois parts distinctes :

1° L'une, sous forme de matières premières, telles que les huiles de graissage, et celles servant à l'éclairage des travaux souterrains, ainsi que les explosifs, est engagée directement dans la production ;

2° La seconde constitue la réserve destinée au renouvellement des matières premières, à l'entretien et à l'amortissement du capital fixe ;

3° La troisième permet d'attribuer à l'ouvrier, sous forme de salaire, le forfait qui lui sera distribué, à chaque quinzaine, sur les bénéfices futurs de l'exploitation. Le capital circulant constitue donc ici ce qu'on peut appeler véritablement « le fonds des avances au travail » (1).

Les capitaux fixes engagés dans les mines représentent des sommes considérables. Il n'est pas rare, ainsi que nous aurons l'occasion de le dire plus loin, en parlant de la rémunération

prête largement son concours à la production avant d'être anéanti. Ce sont en effet les mêmes galeries qui après avoir constitué des travaux de recherches servent de voies pour le transport du minerai, et de communication pour l'aérage. Ce n'est qu'après l'épuisement de la couche recoupée qu'elles deviennent inutiles pour le transport, mais sans cesser de présenter une valeur très appréciable pour l'aérage. Les capitaux qui y sont engagés peuvent donc être à juste titre rangés dans la catégorie des capitaux fixes.

1. En exprimant ici une formule qui se rapproche de celle employée par Stuart-Mill « le fonds des salaires », nous sommes loin de partager sa théorie sur le taux du salaire. Nous ne croyons pas, en effet, que le taux du salaire dépende essentiellement du fonds des salaires. Dans l'industrie minière, ainsi que nous aurons l'occasion de le dire plus loin, le taux du salaire dépend, pour la majeure partie, du produit net espéré, sur les bénéfices futurs de l'entreprise.

du capital dans les mines, de compter par centaines de millions les capitaux fixes qui y sont immobilisés. Et c'est là plutôt une nécessité de l'entreprise, que le résultat de tout autre calcul. Nul ne peut, en effet, prévoir, quand il creuse une fosse, les difficultés qu'il rencontrera, et, par suite, les dépenses qu'il aura à supporter. On est ainsi exposé, sans cesse, dans ce genre d'industrie, à exagérer l'importance du capital fixe, au détriment du capital circulant. C'est là un grave danger, auquel il est bien difficile de parer, au début d'une entreprise, et dont les conséquences peuvent être regrettables.

Il ne faut pas oublier que le capital circulant doit toujours être suffisamment représenté, surtout dès les premiers travaux. Car, à ce moment, la fonction bienfaisante du capital en reproduction de richesse peut et doit trop souvent se faire attendre longtemps.

Il est donc de toute prudence de prélever sur les premiers bénéfices une somme suffisante pour reconstituer la valeur du capital fixe qui s'use peu à peu, ou, en d'autres termes, l'amortir.

Il est universellement reconnu, aujourd'hui, qu'on doit toujours éviter que l'accroissement des capitaux fixes s'effectue plus rapidement que celui des capitaux circulants, sous peine de s'exposer à de cruelles déceptions. On pourrait redouter suivant toute probabilité, dans ce cas, la gêne qui ne manquerait pas de se produire, à chaque instant, dans les mouvements du capital circulant, par suite de sa raréfaction. Ajoutons même que si l'on considère spécialement une entreprise non plus à ses débuts, mais déjà dans une période de prospérité relative, toute augmentation déraisonnable du capital fixe aurait trop souvent pour résultat de provoquer une surproduction. Les effets de la surproduction n'ont jamais changé. Ils ont toujours amené un avilissement sensible des prix de vente. Il s'en

est fatalement suivi une diminution proportionnelle dans les bénéfices, et par suite un obstacle sérieux tant à l'amortissement du capital fixe, qu'à la reconstitution du capital circulant.

A plus d'une reprise, des crises graves ont résulté d'excès de ce genre. L'abaissement si général à l'heure actuelle des prix de vente de la houille sur tout le marché européen, en est une des principales conséquences.

Une autre considération met encore en lumière l'imprudence qu'on commet trop souvent en n'attribuant pas au capital circulant une valeur suffisante dans les mines. Les capitaux fixes y sont toujours exposés à de graves aléas. A chaque instant, une inondation ou un coup de grisou peuvent anéantir en quelques secondes, un siège d'extraction, ou tout au moins en arrêter l'exploitation pendant un temps assez long.

Le capital circulant doit être suffisamment important pour parer à ces éventualités de la manière la plus complète ; car il ne suffit pas de trouver dans ce capital les moyens de remédier momentanément à de tels accidents. Il faut encore qu'il soit assez puissant pour permettre de franchir victorieusement les jours de chômage, dont les pertes forcées ne sont compensées par aucun bénéfice.

Au capital et au travail s'ajoute, dans l'œuvre de la production des mines, un dernier élément, la nature, dont l'influence est, tour à tour, heureuse ou néfaste. C'est là un trait caractéristique qu'il importe de ne pas oublier. Il marque, en effet, entre le travail et le capital d'une part, et les agents naturels d'autre part, une différence bien tranchée.

L'ensemble des conditions climatologiques ne joue aucun rôle dans les mines, du moins en ce qui concerne spécialement les travaux du fond.

Mais on y retrouve l'utilité des agents naturels, avec toute leur importance, dans :

1° L'emplacement que la nature peut offrir à l'établissement des sièges d'extraction ;

2° La richesse ou pour mieux dire la composition des matières premières qui constituent le minerai ;

3° Les forces naturelles qui facilitent l'extraction ou la rendent au contraire plus difficile et plus coûteuse.

Nous passerons rapidement en revue les avantages résultant pour les mines de chacun de ces différents éléments dont l'ensemble constitue, à proprement parler, les agents naturels.

Il est incontestable que de l'emplacement d'un bassin dépend, en grande partie, le *quantum* du coût de production. La proximité d'un fleuve, et à plus forte raison de la mer, présente pour les mines un avantage marqué. Il en résulte, le fait est constant, une diminution considérable des frais de transport, tant des produits extraits, que des matières premières indispensables à l'exploitation. Les prix de revient et surtout les prix de vente s'en ressentent donc toujours d'une manière notable, surtout pour les consommateurs situés à une certaine distance des sièges de production. C'est ainsi qu'assurément les différents bassins anglais, et notamment celui de Cardiff, doivent, indépendamment de la richesse de leurs gisements, leur développement fabuleux à leur voisinage très rapproché de la mer. De nombreuses voies de communication ont, il est vrai, été aménagées pour leur permettre d'y accéder facilement. Mais il ne faut pas perdre de vue que ces travaux d'art n'ont fait que compléter l'œuvre de la nature, sans y suppléer. L'extension donnée aux voies de communi-

cation, dans le bassin de Cardiff, peut donc être considérée comme une simple conséquence des avantages naturels que possédait déjà cette région. Actuellement, des chemins de fer et des canaux y étendent leurs nombreuses ramifications. Ils ont desservi, en 1892, 600 exploitations, n'ayant pas produit moins de 33 millions de tonnes, par le travail de plus de 130,000 mineurs.

De tels avantages naturels facilitent outre mesure l'exportation, grâce au bas prix du fret qui en résulte. On en trouve la preuve dans les faits suivants. En 1892, le port de Cardiff a non seulement livré 145,000 tonnes de coke, mais a encore envoyé des quantités considérables de houille, pour servir à la fabrication, soit de coke, soit de briquettes, dans des usines établies le long des côtes de France, d'Espagne et d'Italie. Il a même été constaté, en 1890, qu'il avait été fabriqué, dans des usines situées à proximité des ports italiens, 560,000 tonnes de briquettes, provenant exclusivement de houilles anglaises, et que les nombreuses fabriques de briquettes établies en France, le long des côtes de l'Océan, n'employaient guère que des houilles de ces mêmes provenances (1).

Ce résultat n'a rien d'étonnant, quand on considère que les facilités d'embarquement, résultant pour les sièges d'extraction du bassin de Cardiff de leur voisinage de la mer, se retrouvent dans plusieurs autres bassins anglais. Les houilles de ce pays jouissent ainsi d'un avantage marqué, grâce au bas prix du fret qu'elles ont à supporter. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur le tableau ci-dessous, que nous avons emprunté, en partie, à l'*Atlas du Comité central des houillères de France*.

1. E. Gruner, *Atlas du Comité central des houillères de France*, p. 44.

Ports de départ	Ports d'arrivée	Distance approximative en milles anglais	Prix total par tonne en 1893	Prix par tonne et par kilomètre en centimes
		milles	schillings	centimes
Newcastle	Londres.	360	3.5	0.7
Newcastle.	Le Havre ou Dieppe.	400	4 à 4.3	0.8
Sunderland.				
Hartlepool.				
Cardiff.	Le Havre, Bor-	500 à 550	4.6	0.65
New York.	deaux, Dieppe			
Newcastle.	Bordeaux. ...	900 à 1000	4.3	0.35
Sunderland.				
Cardiff.	Marseille. ...	2200 à 2500	7.6 à 8	0.25
Newcastle.				

Il est inutile d'insister plus longtemps sur le véritable monopole de fait dont jouissent ainsi les charbons anglais, et qui résulte uniquement, on vient de le voir, de leur emplacement naturel. La France est dans l'impossibilité de lutter contre un rival si avantageusement doué par la nature, et on voit, chaque année, son marché envahi par les houilles anglaises. C'est ainsi que, durant l'année 1892, d'après les statistiques officielles de l'industrie minérale (1), en négligeant un petit nombre de départements qui ont consommé moins de 1,000 tonnes, on trouve que la houille anglaise a été importée en France, dans 45 départements. Ceux qui en ont absorbé le plus sont : la Seine-Inférieure, qui en a employé 932,000 tonnes ; la Loire-Inférieure, 475,000 ; la Gironde, 307,000 ; le Calvados, 233,000 ; le Pas-de-Calais, 195,000. Ces départements sont, on le sait, riverains de la mer.

Il ne suffit pas d'avoir découvert un gisement bien situé, et d'être secondé par des capitaux assez importants pour être assuré de réussir. Il faut encore que les minerais soient assez

1. Statistiques publiées par le Ministère des Travaux publics.

riches pour assurer à l'exploitant une rémunération en rapport avec ses efforts. Il est évident qu'il est impossible de déterminer d'avance, pour toutes les mines, le *criterium* devant permettre de juger si leur exploitation sera, ou non, avantageuse. La solution de cette question dépend de bien des causes. On peut tout d'abord indiquer le rapport qui existe entre la valeur vénale des différents métaux. En partant de ce principe, il est facile de saisir qu'un minerai de plomb argentifère, ne renfermant que quelques grammes de métal fin par kilogramme, peut présenter plus d'avantages à exploiter qu'un minerai de houille ou de fer offrant un degré de pureté bien plus grand. La valeur de l'argent, encore qu'elle soit bien avilie aujourd'hui, est, en effet, toujours fort supérieure à celle du fer et du charbon.

Il faut aussi tenir compte des progrès incessants de la science, qui trouvant chaque jour des procédés d'affinage plus perfectionnés, permettent aujourd'hui l'exploitation fructueuse de bien des gisements dédaignés autrefois. C'est ainsi qu'actuellement en Grèce, dans les mines du Laurium, on traite exclusivement les résidus provenant de l'exploitation de mines épuisées depuis longtemps. Ces scories ont été pendant bien des siècles considérées comme sans valeur. Grâce aux découvertes récentes de la chimie, elles constituent maintenant une source de richesses. On peut aussi, au nombre des conquêtes métallurgiques les plus importantes de ce siècle, citer les procédés qui ont permis d'isoler l'aluminium et d'obtenir sa préparation industrielle. Il en est résulté la mise en valeur de minerais jusqu'alors inutiles, d'où une nouvelle source de richesse publique. Les avantages multiples que présente ce métal, dont on s'était passé si longtemps, expliquent l'extension vraiment inouïe de sa production. Elle a plus que doublé en France, durant l'année 1892; elle a, pendant cette année, atteint le chiffre de 75 tonnes, vendues

en moyenne 8,372 fr. chacune (1). Il ne faut pas oublier, enfin, que des besoins nouveaux et toujours renouvelés peuvent, d'un moment à l'autre, en augmentant la valeur d'un métal, permettre d'exploiter des mines, qui, sans cela, resteraient improductives. Les nombreuses applications du platine aux besoins de l'éclairage électrique ont ainsi, en assurant à ce métal précieux un débouché certain, permis de le livrer avec profits aux manipulations coûteuses qu'exige sa préparation.

Mais, de tous les éléments qui constituent la richesse d'un gisement, un des plus importants, à notre avis, est, sans contredit la régularité des couches. Qu'importe, de trouver sur un point un amas de minerai, sans solution de continuité? Qui peut prédire, en effet, au bout de combien de temps, et moyennant quels sacrifices on arrivera à en trouver un autre, lors de l'épuisement du premier? C'est à l'irrégularité des couches que peut être surtout attribué le nombre relativement considérable en France, des concessions de houille actuellement inexploitées, ou pour mieux dire abandonnées. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, 10 concessions sur 42 sont inexploitées; et cet état ne saurait, d'après les données de la science, être appelé à s'améliorer. Il ressort, en effet, de l'examen des cartes et coupes géologiques, qui, chaque jour acquièrent plus de précision, que ces concessions ne peuvent, à moins d'accidents souterrains bien inattendus, qu'être les unes entièrement stériles, et les autres traversées seulement par de minces couches anthraciteuses. Dans l'ensemble du bassin de la Loire, 36 concessions sur 79 sont actuellement abandonnées. Elles rappellent, soit des espérances déçues de prolongement des couches, alors que les limites du bassin

1. La richesse ainsi produite s'est donc élevée à 628,125 fr.

étaient encore imparfaitement connues, soit des exploitations épuisées vers la partie orientale, de Saint-Chamond à Rivede-Gier. Dans le Gard, à part la région houillère fructueusement exploitée des environs d'Alais, on trouve, à l'extrémité de ce département, sur 34 concessions, 10 seulement pouvant être exploitées, et ne produisant, toutes ensemble que 20,000 tonnes d'un combustible à peine utilisable. La France est loin sous le rapport de la régularité des couches d'être favorisée comme l'Allemagne, l'Angleterre et même la Belgique.

Il est à peine besoin d'insister sur le rôle important que peut exercer dans les industries extractives le concours des forces naturelles. Les chutes d'eau constituent jusqu'à présent celles utilisées sur la plus grande échelle. Elles sont d'un précieux concours dans les mines d'or de l'Amérique, où elles sont employées non-seulement en guise de force motrice, mais aussi pour le lavage du minerai. A Schemnitz, en Bohême, elles servent, par un mécanisme à la fois simple et ingénieux, à pratiquer l'exhaure. Dans d'autres installations, elles actionnent les compresseurs, fournissant l'air destiné aux perforations mécaniques. L'application merveilleuse de l'électricité au transport de la force motrice, et à sa transformation, est sans doute appelée à centupler les avantages de cette véritable source de richesses, et à en répandre de plus en plus l'usage.

Le grisou qui se dégage spontanément de la houille est aussi utilisé dans certaines installations en Allemagne, pour la production de la vapeur. Il est recueilli au fond des galeries où il s'accumule de préférence et amené dans des générateurs d'un genre analogue à ceux qui brûlent les gaz perdus des fours à coke.

Tels sont les avantages que l'on peut retirer des forces naturelles dans l'exploitation des mines. Il s'en faut de beaucoup,

malheureusement, qu'elles se montrent toujours aussi complaisantes. Trop souvent, loin de constituer une source de richesses, elles se présentent sous la forme de véritables fléaux. Les terribles catastrophes dues aux explosions de grisou en offrent de tristes exemples. Le voisinage des fleuves et par suite des chutes d'eau est souvent, également, plus funeste qu'utile aux travaux de l'extraction; car il suffit d'une fissure dans les terrains pour provoquer dans les mines un vrai déluge. La rapidité avec laquelle procède une inondation de ce genre, rend désormais toute exploitation impossible, et expose bien des travailleurs à la mort.

Les agents naturels sont donc, tour à tour, heureux ou néfastes, suivant qu'ils activent ou entravent la production. C'est là un premier trait caractéristique qui établit entre eux et les deux autres facteurs de la production une démarcation bien tranchée.

Il existe, à tout moment, un maximum de production. Il y a, en effet, des limites au travail, au capital : d'autre part, on ne peut étendre indéfiniment les exploitations, car les couches sont limitées. Quel que soit le nombre des travailleurs que puisse produire un pays, quelle que soit même le nombre de ceux qu'on puisse attirer du dehors, ce chiffre sera toujours limité par un maximum. La densité de la population sur un emplacement donné, bien que pouvant se cantonner dans un emplacement de plus en plus restreint, grâce aux progrès de la civilisation, a cependant des limites. On peut en dire autant du capital. Quelle que soit l'importance de plus en plus grande qu'il acquière chaque jour, il est évident qu'il y a aussi dans son emploi des bornes extrêmes, qui seront atteintes quand tout le capital disponible sera utilisé dans les mines. Ce fait s'est d'ailleurs déjà produit, sous l'Empire, lors des constructions importantes de chemins

de fer qui furent exécutées à cette époque. Il y eut alors une véritable raréfaction du capital; elle se traduit par une hausse considérable du taux de l'intérêt, qui devait paralyser, du moins en partie, les avantages de son rôle de producteur. Malgré leur richesse et leur régularité, les couches de houille présentent aussi certaines limites à l'exploitation. Chaque chantier, ou taille ne peut, en effet, comporter qu'un certain nombre de mineurs. Passé ce chiffre, leurs efforts se paralyseraient réciproquement au détriment de la productivité du travail et de la sécurité des ouvriers.

Ajoutons que la houille une fois extraite n'est utile qu'à la condition de trouver un emploi dans l'industrie et souvent même à bref délai. Elle se délite, en effet, rapidement, au contact de l'air, et perd ainsi une partie de sa valeur marchande et industrielle (1).

4. D'après M. Dumont, directeur des mines de Bully-Grenay (Pas-de-Calais), les charbons de ce bassin assez friables subissent, lorsqu'ils sont mis en tas, une dépréciation très nuisible. Si l'on culbute aux terrils du charbon tout-venant, d'une composition de 35 0/0, quand on le reprendra, trois mois après, on n'obtiendra plus que 55 0/0 environ de tout-venant, à 35 0/0 de composition, et 45 0/0 d'industriel de 20 à 25 0/0. Cette dernière tonne étant cotée 4 fr. de moins à la tonne que le tout-venant, la dépréciation à la tonne, sur l'ensemble, est donc de. 0.45

La mise aux terrils près des quais d'embarquement des canaux coûte 1 fr. 15 par wagon, ou 11 c. 1/2 à la tonne. 0.11

La reprise aux terrils coûte en moyenne 2.25 du wagon, ou à la tonne 0.225

L'intérêt de l'argent à 3 0/0 pour trois mois d'une marchandise valant environ 10 fr. est de 0.075

L'assurance contre l'incendie 0.030

Il faut aussi tenir compte, qu'en dehors de la moins-value sur la composition, il y a en outre une dépréciation sur la qualité, qu'il est assez difficile de chiffrer, et qui varie suivant l'emploi auquel on destine le charbon, mais qui est au moins, en moyenne, à la tonne de. 0.25

Ce qui fait en tout une dépréciation de. 1.140

Pour le charbon destiné aux usines à gaz, la dépréciation serait au moins du double; il en serait de même pour la vente aux marchands de charbon.

Elle peut même éprouver une dépréciation plus grande, par suite des combustions spontanées qui s'y produisent. Il importe donc peu de produire du charbon, si on n'en trouve pas rapidement le placement. Telle est d'ailleurs la conséquence logique du rôle d'industrie servante, que jouent les mines de houille dans la production.

Il n'est pas possible dans une mine menacée de surproduction, de recourir aux moyens préventifs en usage dans les manufactures. On ne peut y changer la nature ou tout au moins la destination des produits obtenus. Le minerai sera toujours le même, ou à peu de chose près. On peut bien, il est vrai, exploiter quelquefois de préférence des gisements dont la composition chimique est différente, pour satisfaire les goûts de certains clients ou de certaines industries ; mais c'est tout. En cas de crise ou de stagnation des affaires, quand, en un mot, le marché ne demande rien, il n'est pas possible de trouver, à la production minière, un dérivatif semblable à celui qu'on peut espérer dans les industries manufacturières. On n'a, dans ce cas, d'autre ressource que de restreindre à la fois le nombre des ouvriers et les heures de travail. D'ailleurs, tout en réduisant la production, les frais généraux ne diminuent pas, et les risques d'accidents restent les mêmes. Les bénéfices subissent forcément, de ce chef, une moins-value plus que proportionnelle à la réduction de l'exploitation. Il s'ensuit nécessairement qu'à chaque époque difficile ou prospère, le concours du travail et du capital perd ou augmente d'importance de lui-même dans l'industrie minière, tandis que celui des éléments naturels reste le même.

Cette importante différence que nous venons de relever entre le capital et le travail, d'une part, et les éléments naturels d'autre part, engendre encore une autre conséquence.

Les mines ne jouissent pas de la loi du rendement plus que proportionnel, dans une proportion aussi favorable que l'industrie en général.

Les industries manufacturières peuvent, facilement, doubler leur production sans augmenter, suivant la même proportion, les machines, les ouvriers et le capital engagé dans l'entreprise. Il suffit, pour cela, d'accroître l'importance de ces trois éléments d'une quantité variable qui ne dépasse pas, en général, le tiers. Dans de telles conditions, les frais généraux restent les mêmes à peu de chose près.

En effet, la consommation de vapeur qu'exige une machine de 300 chevaux en comparaison d'une autre de 100, n'est jamais, l'expérience l'a démontré, dans le rapport de 1 à 3. On ne connaît également aucune limite, dans les manufactures, à la division du travail : les difficultés résultant de l'emplacement défectueux n'existent pas en principe, et enfin ces industries ne sont limitées ni dans le temps ni dans l'espace.

Il en est tout autrement dans les mines. Nous n'avons pas l'intention de déprécier ici le mérite des inventions qui permettent d'isoler à moins de frais le minerai ou d'exploiter des couches jusque-là inutilisées, il nous semble cependant juste de reconnaître que, malgré tous les efforts déployés dans les mines, il est impossible d'y obtenir un rendement aussi avantageux que dans l'industrie manufacturière. Les frais généraux seront, il est vrai, toujours moins élevés dans une grande exploitation que dans une petite, toute proportion gardée. Mais, à la différence de ce qui a lieu dans les manufactures, il ne suffit pas de disposer de capitaux et de bras pour décupler une exploitation minière. La concentration des entreprises et la spécialité des tâches ne sauraient dépasser les bornes imposées par l'étendue de chaque mine, et surtout la régularité ou la richesse de chaque gisement. Quel que soit

d'ailleurs le nombre des travailleurs employés, nombre qui atteint quelquefois la proportion de véritables armées, et la puissance des machines, on est trop souvent forcé de s'arrêter devant certains obstacles naturels. Toute lutte devient alors impossible. De telles éventualités ne sont pas à craindre dans les industries manufacturières, où les éléments naturels ne jouent aucun rôle dans la production. Il ne faut pas aussi perdre de vue que même dans les régions les plus riches en matières minérales, il existe pour chaque siège d'extraction une limite de production qu'on ne peut dépasser.

Le rendement plus que proportionnel qui fait la fortune de l'industrie manufacturière, où il n'a, pour ainsi dire, pas de bornes, subit donc une atténuation sensible dans les mines. Ce fait constitue une nouvelle preuve de l'importance qu'exercent les agents naturels dans la production minière. C'est en même temps une conséquence directe du caractère de fixité absolue qui, en les spécialisant, paralyse trop souvent la production minière, malgré les efforts du travail et du capital.

CHAPITRE II

DISTRIBUTION DE LA RICHESSE PRODUITE

§ I. *Part de l'ouvrier.* — § II. *Part de l'entrepreneur.* — § III. *Part du capitaliste.*

Nous venons de voir les agents qui concouraient à la production dans les mines, et leur rôle respectif. Il convient maintenant de se demander dans quelle mesure s'effectue, entre ces différents coopérateurs, la répartition de la richesse produite.

Il est tout d'abord un point hors de doute : les éléments naturels ne jouant dans l'œuvre de la production qu'un rôle purement passif, il ne peut être question de leur attribuer une part qui ne revient qu'aux agents réellement actifs. A première vue, il ne reste donc plus en présence que le travail et le capital. Mais un examen plus attentif de la question ne tarde pas à démontrer qu'il existe encore un troisième co-partageant, dont le mérite est loin d'être méprisable. C'est l'entrepreneur, qui, par son initiative personnelle, sert de trait d'union au travail et au capital. Nous nous proposons, en conséquence, d'étudier dans ce chapitre la rémunération du travail, celle de l'entrepreneur et enfin celle du capital.

§ I.

La rémunération du travailleur est le plus souvent repré-

sentée dans les mines par un salaire. Le salaire n'est autre chose qu'une somme déterminée à forfait sur le prix espéré du produit net futur. Les mots « produit net futur » indiquent qu'on doit toujours tenir compte dans ce calcul de la rémunération due au capitaliste, sous le nom d'intérêt, ainsi que nous le verrons plus loin. Les questions relatives aux différents facteurs dont l'influence détermine le taux du salairé dans les mines, présentent trop d'actualité pour ne pas attirer notre attention d'une manière toute spéciale.

Le salaire de l'ouvrier mineur, comme le prix de tous les objets ou services qui s'échangent, obéit à la loi générale de l'offre et de la demande. Mais il ne suffit pas de poser ici le principe de la loi de l'offre et de la demande, car il est, en économie politique, peu de points moins précis. Il importe de savoir comment se forment ces offres et ces demandes, et de quelles causes dépend leur jeu. Il y a lieu aussi d'examiner ce qu'on doit penser des théories de Ricardo et de Stuart-Mill, dans leur application spéciale aux mines.

D'après Ricardo, qui s'appuyait en cela sur les théories de Malthus, l'excès inévitable de reproduction de la population devait avoir pour résultat fatal de rompre l'équilibre nécessaire entre les emplois disponibles et le nombre des travailleurs. La masse toujours croissante des ouvriers allait donc tendre sans cesse à inonder le marché de l'offre de leurs bras. De la concurrence qu'ils se feraient ainsi mutuellement devait forcément résulter un abaissement du salaire, qui ne pouvait avoir d'autre limite que le chiffre absolument indispensable au travailleur pour se nourrir ainsi que ses enfants. Le *quantum* qui servirait ainsi de limite inférieure ne serait autre que le taux *naturel* ou *normal* du salaire. La rémunération du travail ne devait pas tarder à se niveler en ce sens dans toutes les industries. Le taux du salaire ne pouvait, en effet,

pas descendre d'une manière continue ni se maintenir au-dessous de ce minimum, pour une raison bien simple. Faute de cette rétribution absolument indispensable à l'existence, la population ouvrière ne tarderait pas à dépérir, et par suite à diminuer. Le vide ainsi causé dans les rangs des travailleurs ferait certainement remonter le taux du salaire. Mais bientôt, grâce à des ressources plus abondantes, le chiffre de la population tendrait à augmenter, et à redevenir trop abondant pour le nombre d'emplois disponibles. L'avenir des classes ouvrières était donc enfermé dans un cercle vicieux. Aucune solution n'était possible, en vertu de l'inflexibilité de cette théorie, basée d'une manière aveugle sur les données de Malthus.

Le système de Ricardo reposait heureusement sur un point de départ absolument faux en ce qui concerne l'industrie, et spécialement celle des mines. Il est évident, nous ne pouvons le nier, que l'excès de l'offre sur le marché, à un moment déterminé, peut très bien abaisser le taux du salaire, à ce prix absolument modique que Ricardo désignait, à tort, comme salaire naturel, et qui n'est en somme qu'un salaire minimum. Mais ce sont là des périodes de crise très rares, et qui n'ont, jusqu'à présent, pas eu pour résultat d'enrayer la marche ascendante du taux des salaires, ainsi qu'il résulte de l'examen des statistiques. Pour les mines, en particulier, le développement considérable qu'elles prennent actuellement dans le monde entier, et surtout en France, accompagné d'un taux toujours croissant ou à peu de chose près des salaires suffit, à lui seul, à prouver l'erreur de Ricardo, et à indiquer le côté faible de sa théorie.

Pourquoi l'équilibre ne pourrait-il pas se maintenir entre l'augmentation de la population et l'accroissement des emplois offerts aux travailleurs ? Ricardo, sans examiner à fond cette

question, qui sert cependant de base à tout son système, a accepté comme vraies les données de Malthus et c'est de là que provient son erreur.

On ne peut nier, en effet, que si la population augmente, ses besoins augmenteront aussi, et, d'après nous, dans une proportion toujours croissante. Personne n'ignore qu'un des premiers effets des progrès de la civilisation consiste dans la création de besoins nouveaux qui, peu à peu, s'étendent même aux plus modestes travailleurs. C'est ainsi que certains vêtements, tels que les chemises et les mouchoirs de poche, après avoir été l'apanage des familles royales, il y a cinq ou six siècles, sont devenus en quelque sorte, de nos jours, des objets de première nécessité pour les plus simples ouvriers. On peut en dire autant des fourchettes, qui étaient encore très rares du temps d'Henri IV. Il est évident que la satisfaction de ces nouveaux besoins a nécessité la création d'une industrie puissante qui est loin de tendre à diminuer. Chaque jour, de nouveaux progrès, de nouvelles inventions éveillent de nouveaux goûts, qui bientôt devenus des besoins et gagnant successivement toutes les classes de la société ne peuvent que multiplier les demandes de travail, en suivant une progression parallèle à l'augmentation de la population. Si nous considérons les mines, en particulier, l'exemple que nous y trouvons est encore plus frappant ; car des chiffres imposants viennent confirmer notre manière de voir.

Un des principaux avantages des métaux est évidemment de remplacer le bois dans la plupart de ses usages. C'est ainsi que dans nos constructions modernes, il n'est pas rare de voir des édifices entiers construits uniquement en fer. La tendance à remplacer le bois par le fer est encore plus sensible dans la marine. Le chauffage à la houille se substitue également de plus en plus au chauffage au bois dans la consommation

domestique. Nous jugeons inutile de parler ici de l'industrie, qui elle ne se sert plus depuis longtemps en France que de houille. A part d'ailleurs la Norwège, où on trouve des hauts-fourneaux alimentés avec du charbon de bois, et la Russie, qui, pour quelques lignes de chemins de fer, a encore recours à ce combustible, l'industrie n'emploie plus en Europe que de la houille. La substitution de la houille et du fer au bois s'explique non seulement par des avantages économiques, mais aussi par la considération suivante. Les forêts disparaissent trop rapidement pour suffire, aujourd'hui comme autrefois aux besoins de la consommation, étant donné l'accroissement constant de la population. Il est évident que sans l'augmentation considérable de la production des mines de houille, en France, et sans l'importation étrangère, on ne trouverait plus dans notre pays, à l'heure actuelle, que bien peu d'arbres. Et cependant la France est loin d'être boisée comme elle l'était autrefois. Il résulte, d'ailleurs, des statistiques récentes publiées aux Etats-Unis qu'on peut déjà prévoir, en quelque sorte, la disparition des immenses forêts de ce vaste territoire. C'est ainsi qu'on avait calculé en 1890, que si rien ne venait diminuer la consommation actuelle, la région forestière des hauts lacs serait épuisée dans quatre ans ! Dans les États de l'Ouest, la réserve ne paraît pas devoir durer plus de trois ans (1) !

La conclusion de tout ceci est facile à déduire. La disparition, dans un avenir assez rapproché, des forêts, devra nécessairement forcer la consommation à recourir exclusivement aux différents métaux en usage dans les constructions et à la houille. Personne n'ignore que la préparation de tous les métaux exige de grandes quantités de houille. Il s'en suivra donc

1. M. N. C. Frederiksen, *Le monde économique*, 7 juillet 1894.

une grande extension des mines de charbon et par suite un nouveau débouché pour l'offre du travail, qui en vertu de l'augmentation de la population, tend de plus en plus à s'accroître.

Les chiffres sont d'ailleurs là pour prouver dès maintenant l'extension croissante, depuis un siècle, de la production des mines, en rapport avec les besoins toujours nouveaux de la population.

C'est ainsi qu'en dehors de la houille, dans ces dernières années, à la suite de découvertes heureuses, de grandes exploitations de mines de zinc se sont créées dans le sud de la France et en Algérie.

Désormais, d'un chiffre insignifiant, notre production a presque subitement dépassé, en 1892, 70.000 tonnes de minerais de zinc d'une valeur totale de 8 millions de francs. Elle paraît même devoir croître encore, avec les seules mines connues, pour peu que les cours se maintiennent.

La France arriverait ainsi à produire, Algérie comprise, la quantité de zinc qu'elle consomme. L'exploitation des minerais de plomb s'est également développée dans ces dernières années, bien que sur une moindre échelle, ainsi que celle des minerais d'antimoine (1).

Les progrès de l'industrie minérale en France sont d'ailleurs manifestés par le fait suivant. Durant l'année 1892, dix concessions de mines ont été instituées en France, savoir :

- 1 de houille dans le département du Nord ;
- 1 de minerai de fer dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
- 6 de plomb argentifère, zinc, cuivre, antimoine et métaux

1. Projet de loi sur les mines présenté au nom de M. Carnot par M. Jonnart ministre des Travaux publics; le 5 mai 1894.— Exposé des motifs, p. 5.

connexes, dans les départements de l'Ardèche, du Cantal, de l'Indre et de la Haute-Loire ;

1 de bitume dans les Basses-Alpes ;

1 de sel gemme dans le département du Jura.

En outre, des extensions de superficie ont été accordées à 2 mines de houille, 1 de fer et 1 d'autres métaux.

Aucune renonciation n'a eu lieu pendant cette année.

Mais c'est surtout en ce qui concerne la production des mines de houille qu'on constate un accroissement considérable. La production de nos charbonnages s'est élevée, durant cette même année à 26,179,000 tonnes, dépassant de 154,000 celle de l'année précédente.

Une telle extension a nécessité l'embauchage d'un chiffre d'ouvriers plus considérable.

Le nombre des ouvriers employés dans les charbonnages a été de 133.000, en augmentation d'un millier par rapport à 1891 ; il se répartit de la manière suivante :

	Hommes	Femmes	Enfants au dessous de 16 ans	Totaux
A l'intérieur...	89.900	0	5.000	94.900
A l'extérieur...	29.200	3800	5.100	38.100
Ensemble	119.100	3800	10.100	133.000

Ainsi que nous le disions précédemment, le développement de la production houillère a été suivi d'une augmentation en quelque sorte parallèle du salaire des ouvriers mineurs. En effet, d'après les statistiques officielles, l'ensemble des salaires a été, durant cette même année, de 162.673,000 francs, et le nombre des journées de travail de 38,411,000. Or il résulte de l'examen comparé des statistiques que le salaire moyen journalier a été, sans distinction d'âge ni de sexe, de 4 fr. 24,

c'est-à-dire supérieur de 6 centimes à celui de l'année précédente. Le nombre moyen des journées de travail étant resté de 288, le salaire annuel s'est accru comme le salaire journalier : il a été de 1221 fr., en hausse de 18 fr. sur celui de l'année précédente (1).

Les données qui ressortent de tels chiffres ont une éloquence trop grande pour passer inaperçues. Il en résulte évidemment que la sinistre prophétie de Ricardo est loin de se réaliser et qu'au contraire l'extension toujours croissante des mines semble assurer le maintien des salaires qui au lieu de s'abaisser au minimum indispensable au travailleur pour vivre, tendent de plus en plus à augmenter.

La loi de Ricardo n'est donc en somme qu'une hypothèse habilement édifiée, il est vrai, et fortement empreinte de l'esprit philosophique de l'école anglaise. Son mérite est surtout d'avoir été exposée avec une logique très serrée. La base de la théorie de Ricardo était incomplète, nous l'avons vu, puisque cet économiste n'envisageait que l'offre du travail sans se soucier de l'importance qu'occupe toujours sur le marché l'effet de la demande. Ce fut en étudiant les rapports existant entre les deux termes de cette équation et leurs variations que Stuart-Mill, disciple d'Adam Smith, comme Ricardo lui-même, en arriva, tout en respectant le système de son prédécesseur, à édifier sa théorie du fonds des salaires.

D'après Stuart-Mill, chaque entrepreneur sait d'avance, quand il embauche des ouvriers, la somme qu'il peut consacrer à leur salaire. Il ne demande, en effet, du travail que lorsqu'après avoir acheté des machines et des approvisionnements et réparti dans la mesure qu'il croit la plus sage, ses fonds en capitaux fixes et en capitaux circulants, il s'est enfin rendu compte de la somme restant disponible qui peut être employée

1. Statistiques de l'*Industrie Minérale* pour l'année 1892.

à rétribuer ses auxiliaires. La réunion des capitaux ainsi disponibles et destinés à ce même usage constitue donc bien pour un même moment dans un même pays un vrai fonds de salaires destiné à être partagé entre les ouvriers. Il est évident que, si on accepte pour vraie cette première partie du raisonnement de Stuart-Mill, on est forcé de reconnaître que l'offre du travail dépendant uniquement du nombre d'ouvriers qui cherchent un emploi, et ce nombre tendant sans cesse à augmenter en vertu du principe de population de Malthus, la part de rémunération de chacun tendra sans cesse à baisser.

En effet, le taux moyen du salaire n'est plus dès lors autre chose que le quotient de la division du facteur qui représente ce fonds par celui qui représente le nombre d'ouvriers. La conclusion de cette théorie ne serait guère plus encourageante que celle de la précédente. Car, suivant toute probabilité, la population croîtra toujours plus vite que les capitaux des entrepreneurs. Ce système n'est heureusement pas fondé ou plutôt pêche par sa base même, ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte, en étudiant son application aux mines.

Il est évident que toute société de mines possède, au moment où commencent les travaux, un certain capital destiné à assurer la rémunération des ouvriers jusqu'au jour où les produits extraits, ayant été vendus, permettront de réaliser un premier bénéfice. Les fonds ainsi tenus en réserve, au début de l'entreprise, et destinés à permettre à l'entrepreneur de payer à ses ouvriers leur forfait sur le bénéfice net futur, présentent donc seulement les caractères d'un fonds de roulement, une des principales applications du capital circulant. L'importance de ce fonds de roulement et sa nécessité sont indéniables ; c'est évident. Mais ce serait, à notre avis, une grave erreur que de lui attribuer le rôle que lui prêtait Stuart-Mill. Qu'on suppose, en effet, une compagnie houillère embauchant

une brigade d'ouvriers pour le fonçage d'un puits ; deux situations peuvent se présenter.

La Société étant prospère dispose de capitaux suffisants pour éviter de recourir à l'emprunt.

Elle ne dispose pas de réserves suffisantes, et doit donc faire appel au concours des capitalistes.

Dans la première hypothèse, on peut supposer que les réserves de la Société s'élèvent à 3 millions de francs.

Faut-il en conclure que cette somme de 3 millions, déduction faite des dépenses de machines de tout genre, constitue le fonds des salaires destinés à être distribués, durant un temps donné, aux ouvriers ? Ce serait une profonde erreur. Le nombre des travailleurs pouvant être employés au fonçage d'un puits est, en effet, assez restreint au début. Il n'acquiert une importance réelle que, dès que les travaux d'établissement et d'aménagement étant terminés, l'exploitation proprement dite commence. Ce résultat n'est, en général, obtenu qu'au bout de deux ou trois ans. Les fonds dont disposait la Compagnie, au début de l'entreprise, ne vont donc pas rester durant tout ce temps en réserve, pour constituer un fonds de salaires. Ils serviront aux transactions commerciales de tout genre de la société et aussi à payer les ouvriers, mais sans que de leur importance dépende, en quoi que ce soit, au début de l'entreprise du nouveau siège d'extraction, le nombre d'ouvriers employés. En sera-t-il encore de même quand la nouvelle mine entrera en activité ? Il est un premier point certain : c'est qu'à partir de ce moment le nombre d'ouvriers employés par la Compagnie dans sa nouvelle fosse dépendra uniquement des demandes de charbon qui lui seront adressées, et de la richesse et de la régularité du gisement. A quoi lui servirait-il, en effet, d'extraire du minerai dont elle n'a pas le débouché, et de faire ainsi aux ouvriers une avance par trop éventuelle sur le gain

futur ? A quoi lui servirait aussi de remplir d'ouvriers une fosse trop pauvre pour permettre de réaliser un profit suffisant ? D'ailleurs un embauchage considérable de travailleurs, au même moment, doit-il faire supposer un fonds de réserve important, ou un fonds de salaires, comme l'appelle Stuart-Mill ? On n'en voit pas la raison, car si les ouvriers ont été embauchés en grand nombre, c'est uniquement parce que les affaires allaient bien. Était-il besoin de posséder en caisse à ce moment la dixième partie de ce qui devait constituer leur salaire au bout de l'année, puisque les hauts prix de vente assuraient des rentrées faciles et fructueuses ? Non, évidemment.

On le voit, dans cette hypothèse, il est impossible de concevoir l'application et la justification de la théorie de Stuart-Mill. Les facteurs, qui assurent à la fois du travail à un grand nombre d'ouvriers et un salaire rémunérateur, ne sont donc autres que des prix de vente avantageux, et un gisement à la fois riche et régulier.

La société ne dispose pas de réserves suffisantes et doit donc faire appel au concours des capitalistes.

Faut-il considérer ici l'emprunt ainsi réalisé comme constituant le fonds des salaires conçu par Stuart-Mill, et lui attribuer les effets prévus par ce savant logicien ? Evidemment non, car ce que nous avons dit au sujet de la première hypothèse s'applique également dans la seconde. La seule différence qu'on puisse signaler entre les deux cas est d'ailleurs bien minime. Dans le premier, la Société marche avec son argent, et dans le second, avec celui des autres. Dans les deux hypothèses, le nombre des ouvriers à employer dépendra uniquement de l'état des cours du minerai et de la nature du gisement. Quant au salaire, son importance sera en raison directe, comme nous le verrons plus loin, du coût de production.

La théorie de Stuart-Mill ne trouve donc pas davantage sa

justification dans les mines que dans les autres industries, ce qui s'explique facilement, puisqu'elle ne tient aucun compte de la productivité du travail, ou autrement dit, de son effet utile. D'autre part, ainsi que nous l'avons déjà démontré, s'il est nécessaire au début d'une entreprise de disposer d'un certain capital pour faire aux ouvriers, sous forme de salaire, la première avance sur le produit espéré du gain, ce serait une grave erreur de croire que c'est de ce fonds de réserve que dépend uniquement la somme de travail futur. Les conditions en vertu desquelles les ouvriers seront embauchés et le taux de leur rémunération dépendent uniquement du produit utile ou profit que l'entrepreneur espère réaliser.

En résumé, les théories de Ricardo et de Stuart Mill n'étant en rien justifiées ne doivent être admises ni dans l'industrie, en général, ni surtout dans celle des mines. Elles ne reposent, on l'a vu, que sur quelques affirmations purement hypothétiques, négligeant de prendre en considération tous les éléments en jeu ; elles sont enfin contredites d'une manière unanime par l'expérience des faits.

Quoi qu'il en soit, un fait indéniable se dégage de l'analyse que nous venons d'opérer. Il existe, à chaque instant, dans l'exploitation des mines, comme dans toutes les autres industries, un *minimum* et aussi un *maximum* que le salaire ne peut dépasser. Le *minimum* nous est déjà connu, c'est celui qu'indiquait Ricardo. Il est représenté par le coût de production du travail, pour celui qui le fournit (1), ou en d'autres termes, par la somme indispensable à l'ouvrier pour vivre et se perpétuer (2). Il serait difficile, et peut-être même téméraire de tenter d'établir ici, même en chiffres approximatifs, le mon-

1. E. Chevallier, *Les salaires au XIX^e siècle*, p. 170.

2. M. P. Beauregard, *Éléments d'économie politique*, p. 451.

tant de ce minimum dans les mines. Nous ne pensons pas, en effet, que ce soit la valeur seule des subsistances qui règle le minimum du salaire, mais plutôt le niveau des besoins et des habitudes (1). On comprendra aisément qu'il soit difficile, dans de telles conditions, de trouver une base de calculs suffisamment sûre.

Quant au salaire maximum, différents facteurs peuvent être indiqués comme concourant à en établir le taux. Il est, tout d'abord, un point certain : la productivité du travail joue un rôle prédominant dans la fixation de ce maximum. Il est facile de s'en rendre compte.

Plus la valeur créée par le travail sera forte, plus la part de chacun des coopérateurs aux copartageants pourra être importante. La part revenant à l'ouvrier dans cette plus-value ne peut être déterminée *à priori* : elle dépend du taux plus ou moins élevé de l'intérêt et du profit (2). Cette considération est loin d'être méprisable. Le rapport existant entre le nombre des ouvriers cherchant du travail, et celui des emplois disponibles ne sera pas non plus sans influence sur le quantum maximum. Mais l'importance évidente de ce facteur ne doit cependant pas être exagérée. Ce serait, en effet, une erreur, nous le démontrerons plus loin, que de croire que l'offre et la demande soient seuls à fixer le salaire maximum.

De même que le salaire minimum a des bornes, il y a aussi une limite de rétribution que l'entrepreneur ne peut dépasser dans le salaire maximum. L'entrepreneur qui, dans l'espèce, n'est autre que l'exploitant de la mine, doit, en effet, sur le prix de vente du minerai extrait, retrouver tous ses frais de production et aussi son profit ; car ce bénéfice est l'objectif de

1. E. Chevallier, *op. cit.*, p. 174.

2. Bien que le profit ne puisse pas être déterminé exactement d'avance, comme l'intérêt, il importe cependant d'en tenir toujours compte à l'avance.

son entreprise. Il arrive bien, parfois, qu'un exploitant soit obligé de renoncer à tout profit, et même d'extraire à perte. Il peut y être forcé, dans un moment de crise, afin de garder sa clientèle et ses débouchés ou de maintenir son personnel, et surtout pour ne pas compromettre la sécurité des travaux du fond, par une inaction prolongée. Mais ces situations passagères ne constituent qu'un état anormal, qu'on ne peut invoquer parmi les éléments concourant à la fixation du salaire maximum. Elles sont, en effet, le préliminaire fatal de la baisse des salaires. L'expérience l'a prouvé chaque fois.

Entre les deux points extrêmes que nous venons d'indiquer, le salaire des ouvriers mineurs subit des fluctuations qui, depuis le commencement de ce siècle, se traduisent presque constamment par une marche ascendante. Le cours des salaires dans les mines, durant ces dernières années, en offre surtout une preuve manifeste.

Tels sont les principaux éléments qui concourent, dans les mines, comme ailleurs du reste, à la fixation du taux des salaires. Leur jeu se fait surtout sentir dans l'application des effets généraux de la loi de l'offre et de la demande. Est-ce à dire, cependant, que l'offre et la demande soient seuls à fixer le salaire courant. Nous ne le pensons pas, et nous partageons, en cela, la manière de voir de M. Leroy-Beaulieu (1).

Il ne suffit pas d'affirmer ici la loi de l'offre et de la demande ; il faut encore expliquer ce qu'est l'offre et la demande, et quelles sont les causes qui, les déterminant, agissent enfin sur les éléments constitutifs du salaire. L'image sous laquelle on représente habituellement la loi de l'offre et de la demande, est celle d'une balance, dont l'un des plateaux représenterait l'offre, et

1. M. Leroy-Beaulieu. *Essai sur la répartition des richesses*, 2^e éd. p. 379.

l'autre la demande. Cette comparaison, qui a surtout le mérite de la clarté, serait parfaite si le jeu de l'offre et de la demande était absolument libre. On ne doit pas oublier, en effet, que d'autres facteurs, dont l'influence est loin d'être négligeable, sont constamment là, pour exercer, tour à tour, dans un sens ou dans l'autre, une action sur l'un des plateaux de la balance. Comme le dit avec beaucoup de justesse M. Emile Chevallier (1), « la force qui accentue et aggrave l'effet d'une supériorité de la demande sur l'offre, ce sont les institutions sociales. L'obstacle qui, à l'inverse, arrête le contre-coup produit par la légèreté de la demande, et atténue la baisse du salaire, c'est la coutume. Ainsi le plateau de l'offre monte-t-il, les coalitions et les syndicats le font monter davantage ; descend-il, il ne va jamais jusqu'au bout, et il est arrêté dans sa marche descendante, souvent même au point où il se trouvait avant l'événement qui aurait dû l'abaisser. » Cette remarque dont on trouve particulièrement la justification dans les mines, en ce qui concerne l'action des institutions sociales, est trop importante pour être passée sous silence.

La coutume a une influence marquée dans la fixation des salaires agricoles. Le fait est facile à constater. Cette action, quoique moins sensible dans les mines, s'y retrouve, cependant, d'une manière assez évidente. On en constate surtout la preuve dans la difficulté avec laquelle l'ouvrier, qui croit à la durée de la hausse, dont il a profité, se résout à subir la moindre diminution. On a cependant tenté, depuis peu, en Angleterre, d'établir une échelle mobile, dont l'essai est heureux, ainsi que nous le verrons plus loin ; mais aucune expérience de ce genre n'a encore eu lieu en France.

1. M. Emile Chevallier, *op. cit.*, p. 193.

Les inégalités provenant de la coutume, dans la rémunération des ouvriers mineurs des diverses régions, sont cependant moins sensibles que dans les autres industries. C'est ainsi que pour l'année 1892, l'écart n'a été que de 0 fr. 83 entre le salaire le plus élevé de l'ouvrier du fond (4 fr. 80 dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais), et celui le plus bas (3 fr. 95 dans le bassin de Commentry).

Les institutions sociales ont toujours eu, au contraire, et continuent à exercer dans les mines, peut-être plus que dans les autres industries, une prédominance marquée sur le taux des salaires.

Les associations ouvrières ont, en effet, à toutes les époques, chez les nations civilisées, offert aux ouvriers un puissant levier d'action, pour l'amélioration de leur sort. Dès le moyen-âge, on voit, au XIV^e siècle, les ouvriers ou compagnons se séparer des patrons, en quittant les corporations, où les privilèges cessaient d'être communs, pour ne plus appartenir qu'aux maîtres. Les compagnons forment alors entre eux de vastes associations, spéciales à chaque métier, qui, sous les noms de compagnonnages, ou de devoirs, réunissent tous les ouvriers d'une même profession. « Tous les compagnons d'un même devoir, dit M. Levasseur (1), devaient s'entraider de leurs conseils, de leurs bras, de leur bourse, et partager fraternellement entre eux le travail. » Le but que s'étaient proposé ces associations était excellent : et, si les membres qui en faisaient partie avaient scrupuleusement dirigé leurs efforts vers cet objectif, nul ne peut douter que d'excellents résultats en seraient issus. C'était là, en effet, un élément de progrès

1. M. Levasseur. *Histoire des classes laborieuses avant 1789*, t. I, p. 502.

qui ne devait pas tarder à contrebalancer, du moins en partie, l'influence routinière du corps de métier. Malheureusement, l'unité de direction ne tarda pas à faire défaut. De plus, comme le fait remarquer avec beaucoup de justesse M. P. Beauregard (4), « à mesure que les associations ouvrières devinrent plus puissantes, les mauvais instincts se développèrent. Entre les divers devoirs, la lutte fut permanente, et, à l'égard des ouvriers non affiliés, la persécution commença, en même temps qu'on voulait limiter le nombre des apprentis. » Les rapports déjà tendus entre les ouvriers et les patrons en arrivent bientôt à un tel état d'acrimonie, que de nombreux conflits ne tardent pas à s'élever, sous forme de procès multiples. L'Etat tranche enfin la question, en prohibant formellement les compagnonnages. Mais, s'ils disparaissent, en apparence, ils continuent en fait, et fomentent aux XVII^e et XVIII^e siècles, des grèves terribles, dont on n'a pas encore perdu le souvenir. En résumé, le compagnonnage n'arriva jamais à constituer une organisation sérieuse, de nature à exercer une influence efficace sur les divers éléments appelés à maintenir ou à relever le taux des salaires. Mais on y retrouve l'origine première de ces organisations singulièrement puissantes de nos jours, les syndicats.

L'animosité des temps passés contre tout ce qui serait enclin à rappeler les compagnonnages, ou à leur permettre une existence légale, se reproduisit au début de ce siècle, lors de la rédaction du Code pénal, en 1810. Il fallut attendre jusqu'en 1864, pour voir disparaître ses prescriptions rigoureuses contre les coalitions d'ouvriers ou de patrons. Et ce ne fut, enfin, qu'en 1884, que fut définitivement reconnu aux travailleurs le

4. M. P. Beauregard. *Eléments d'Economie politique*, p. 460.

droit de se constituer sous forme d'associations syndicales. Le but des syndicats en France fut défini en termes rigoureux par l'art. 3 de la loi du 21 mars 1884. Il devait avoir exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Il s'en faut de beaucoup, malheureusement, que les syndicats se soient cantonnés dans ce programme pacifique. Usant et abusant trop souvent de l'influence que leur donnait, surtout dans les mines, leur rapide développement, ils ont, on pourrait le croire, cherché à imiter tant en France qu'à l'étranger les compagnonnages, mais non pas dans ce qu'ils avaient de bon. C'est ainsi, par exemple, que dans le centre de l'Angleterre (Yorkshire, Lancashire, Derbyshire, etc.), s'est constituée et peu à peu développée la Fédération nationale des mineurs, qui a pris surtout une importance prépondérante, depuis que les mineurs du Durham et du Northumberland s'y sont affiliés. Cette fédération est devenue une vraie puissance, qui traite d'égale à égale avec les associations de propriétaires des mines et dont les décisions sont obéies sans contestations.

L'affiliation à cette association centrale des comtés du Nord de l'Angleterre est encore récente ; elle n'est peut-être même pas définitive ; en effet, les mineurs du Durham et du Northumberland ont entre eux une fédération puissante qui, en 1892, a de son côté, soutenu pendant de longs mois la lutte contre les propriétaires. Quoi qu'il en soit, elle constitue une force dont l'importance n'échappe à personne.

Pour donner une idée de la puissance de ces différentes associations ou *Trades Unions*, et de la discipline qui y règne, il suffit de rappeler la suspension générale du travail dans les mines pendant une semaine, exécutée en mars 1892, en vue de parer à l'avilissement des prix par une réduction des stoks.

Cette suspension générale, qui s'est étendue sur tous les comtés du Centre et du Nord, a été effectuée par plus de 400.000 mineurs.

On peut aussi citer, dans le même sens, la grande grève du Durham qui dura du 12 mars au 2 juin 1892.

Le résultat n'est malheureusement pas toujours en rapport avec les efforts tentés et dirigés par le syndicat. En effet, si les syndicats sont hardis et passivement obéis, leur puissance ne peut pas réagir contre la situation générale des affaires. Souvent les mesures prises en vue de relever les prix ont eu des effets tout différents. C'est ainsi que la suspension générale du travail de huit jours a eu pour effet une aggravation de la crise houillère.

Quant à la grève générale de Durham, elle a été suivie d'une baisse nouvelle des prix des houilles à gaz. Il en est résulté que la baisse de 10 p. 100 sur les salaires, subie par les ouvriers, n'a pas suffi pour parer aux pertes des exploitants.

Les syndicats sont, d'une manière générale, de date encore trop récente en France, pour qu'on puisse, dès à présent, préciser quel sera leur rôle, et les services qu'ils seront appelés à rendre. Ils ont été déjà, à plus d'une reprise, l'objet de violentes critiques. Sans vouloir entrer dans la question difficile de savoir s'il faut ou non se montrer l'adversaire de la loi de 1884, il nous semble avec M. André Liesse (1) qu'en face de l'association des capitaux, si répandue de nos jours, l'association des vendeurs de travail s'imposait en bonne justice. Mais nous pensons aussi, avec cet économiste distingué, que le manque d'éducation économique des ouvriers, qui composent les syndicats, est de nature à provoquer plus d'une méprise

1. M. André Liesse, *Le Monde économique*, 18 août 1894, p. 169.

fâcheuse. C'est ainsi que jusqu'à présent, on a déjà trop souvent constaté la tendance et la préférence marquée des syndicats à faire de la politique, plutôt qu'à s'occuper des intérêts professionnels. En ce qui concerne spécialement l'industrie minière, on peut dire, sans crainte de se tromper, que leur but est moins de tendre à accroître les salaires, et de faire cesser les grèves, au moyen d'arrangements amiables, que de perpétuer les conflits entre exploitants et ouvriers, quand ils ne sont pas eux-mêmes les inspireurs des grèves. Lors des dernières grèves, dans le bassin du Pas-de-Calais, on les a vus, en effet, user de toute leur influence, pour prolonger le plus longtemps possible la lutte entre les ouvriers et les compagnies. On ne peut pas préjuger de l'avenir ; mais il faut espérer que les syndicats sauront en France, à l'exemple des trades-unions anglaises, racheter leurs défauts actuels, par une connaissance vraiment pratique des intérêts de leurs membres.

L'action des syndicats ne s'est bornée, jusqu'à présent, qu'à un seul moyen pour relever le taux des salaires : ce moyen, nous l'avons vu, c'est la grève. La grève qu'on pourrait très bien définir une déclaration de guerre entre le capital *lato sensu* et le contrat de travail, rentre donc dans le cadre des institutions sociales, dont l'influence est loin d'être étrangère à la fixation du taux des salaires.

La grève est faite tantôt par les ouvriers qui cessent simultanément de travailler, et tantôt par les patrons qui se coalisent pour fermer en même temps leurs ateliers (Lock out). Cette dernière hypothèse ne s'étant jamais présentée, à notre connaissance, dans les mines en France, nous nous bornerons seulement à la signaler, et nous passerons directement à l'étude des grèves ouvrières.

En se mettant en grève, les ouvriers ont tantôt pour but d'obtenir un accroissement de salaires, ou une réduction des

heures de travail, et tantôt de protester contre une diminution de salaires.

La première hypothèse se rencontre principalement quand l'industrie est florissante. La grève est alors oppressive. Elle est défensive dans le second cas et accompagne souvent les périodes difficiles dans les affaires.

Il est curieux de remarquer que les mineurs anglais ont toujours choisi de préférence les époques de prospérité pour se mettre en grève, tandis qu'en France, sauf lors des dernières grèves de 1891 et de 1892 dans le Pas-de-Calais, les ouvriers ont plutôt choisi, pour manifester ainsi leurs revendications, les moments difficiles. Aussi, le résultat par eux obtenu n'a-t-il pas toujours correspondu à leurs efforts et à leurs privations.

Dans certains cas, la grève se produit en quelque sorte à coup sûr, sans pourtant qu'elle ait aucune chance de réussir. C'est ce qui a lieu lorsqu'une crise industrielle succède presque instantanément à une période de prospérité. On en a eu un exemple en France, quand l'industrie houillère a vu disparaître en 1875 ses hauts prix de vente. Il y avait eu, en effet, dans les mines, de 1871 à 1873, un véritable état de prospérité, durant lequel le salaire des ouvriers mineurs s'était élevé à 8 et 10 fr. par jour. Mais, dès que la baisse se produisit, les salaires descendirent forcément, et les grèves se multiplièrent rapidement. Tous les bassins houillers en furent atteints successivement, de 1875 à 1877.

Il importe de ne pas confondre la grève avec la coalition. La coalition présente un caractère de gravité tout spécial, car elle suppose une entente préalable. Aussi pendant longtemps, jusqu'en 1864, la coalition a-t-elle constitué un délit, prévu et puni par le Code pénal, mais inégalement, suivant qu'il s'agissait de patrons ou d'ouvriers. Les patrons n'étaient atteints

qu'autant qu'ils avaient, pour abaisser les salaires, agi injustement et abusivement. Les ouvriers, au contraire, tombaient sous la sanction du Code pénal, par cela seul qu'ils s'étaient coalisés, que leur coalition fût, ou non, abusive.

Il convient, d'ailleurs, de remarquer que la législation française n'était pas la seule à donner, à cette époque, l'exemple d'une telle partialité vis-à-vis des patrons. En Angleterre, en vertu d'une loi de Georges III (Chap. 39 et 40) tout homme convaincu d'avoir engagé les ouvriers à cesser leur travail, était condamné à trois mois de prison. Les patrons au contraire n'étaient frappés que d'une amende de 20 livres sterlings, s'ils étaient convaincus de s'être concertés pour diminuer la rémunération de leurs ouvriers.

Le premier progrès fut réalisé à ce sujet en France, dans le sens de l'équité et de la justice par la loi du 27 novembre 1849. Les mots *injustement* et *abusivement* furent supprimés et la même peine devint commune aux patrons et aux ouvriers. Désormais, ne tombait plus sous la sanction du Code pénal que le fait de la part de plusieurs ouvriers, après s'être entendus pour dicter leurs prétentions aux patrons, de les sanctionner, en cas de refus, par une désertion simultanée et arrêtée d'avance.

La loi du 25 mai 1864 fit un pas de plus; la coalition consistant dans un plan concerté ne constitua plus un délit. Mais il n'en fut pas de même des délits qui se commettent et qui revêtent, à raison de la coalition, une gravité plus grande. C'est ainsi que cette loi punit les menaces, violences, voies de fait et manœuvres frauduleuses, lorsqu'elles ont pour but de forcer la hausse ou la baisse des salaires par la cessation simultanée du travail (art. 415). Elle atteint aussi certains faits qui, en se réunissant à la coalition, constituent à ses yeux un véritable délit. L'art. 416 les énumère dans les termes suivants :

« Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs, ou de l'une de ces deux peines seulement tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrage, qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ». Désormais, ainsi qu'on peut le remarquer, la coalition, qui, par elle-même et prise isolément, ne constituait pas un délit, revêtait le caractère de circonstance aggravante vis-à-vis de certains faits punissables. Bien plus, c'était elle qui constituait la base délictueuse des faits qui, par eux-mêmes, indépendamment de la coalition, ne devaient pas tomber sous la sanction du Code pénal.

L'art. 416 du C. pénal a été abrogé par la loi du 22 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

La situation est donc bien changée aujourd'hui.

La loi de 1864 a-t-elle eu ou non pour résultat de rendre les grèves plus fréquentes et plus nombreuses ? Il est difficile de répondre à cette question. En effet, s'il est évident que depuis 1864 il y a eu de nombreuses grèves, il ne faut pas oublier qu'antérieurement, dès les premiers jours de la monarchie de juillet, il y en avait eu aussi et de fréquentes, accompagnées, chacune, de violences. Les rigueurs du Code pénal de 1810 n'étaient donc pas suffisantes, malgré toutes leurs sanctions, pour enrayer de telles manifestations. Il est cependant, à notre avis, un point certain, et qu'il importe de noter. N'est-il pas évident que la faculté légale, reconnue actuellement aux ouvriers, de se concerter à l'avance pour préparer une grève, en économisant des ressources pour faire face à la gêne qui suivra rapidement la cessation du travail, constitue pour les grévistes un avantage des plus précieux ?

Adam Smith écrivait autrefois : « un propriétaire, un maître

manufacturier, un marchand peuvent généralement vivre, une année ou deux, des fonds qu'ils ont par devers eux, sans employer un seul ouvrier. La plupart des ouvriers ne pourraient pas subsister une semaine, fort peu l'espace d'un mois, et presque aucun l'espace d'un an sans travailler. A la longue, le maître ne peut pas plus se passer de l'ouvrier que l'ouvrier du maître, mais le besoin qu'il en a n'est pas aussi urgent ». Il n'en est plus de même, à beaucoup près, aujourd'hui.

Grâce aux véritables organisations qui précèdent et accompagnent les grèves, l'ouvrier peut vivre, en attendant, des mois entiers, la reprise du travail. Nous sommes loin de blâmer la quasi-égalité qui règne ainsi désormais entre la force de résistance des patrons et celle des ouvriers. N'est-il pas juste, en effet, que des adversaires qui doivent avoir, nous l'espérons, l'intention de lutter loyalement, soient armés également ? Mais ce résultat présente malheureusement un danger dont les conséquences peuvent être fatales aux deux parties en présence.

Antérieurement à la loi de 1864, la cessation du travail, pour être licite, devait avoir lieu immédiatement et n'avoir pas été concertée. Sa durée était donc fatalement assez brève. Désormais, non seulement il est loisible aux ouvriers de se concerter d'avance et d'accumuler des ressources, mais il n'est pas rare de voir les municipalités leur accorder des subsides importants pour leur permettre de continuer la lutte (1). Il en résulte que les grèves prennent une importance telle, que dans bien des cas, elles portent aux industries, contre lesquelles elles sont dirigées, des coups terribles pouvant aller jusqu'à la ruine des établissements qui en sont les victimes.

1. Ce fait s'est produit à Lyon, où une somme de 50.000 francs fut votée par le Conseil municipal, en mai 1879, en faveur d'ouvriers en grève. Plus récemment, à Paris, le Conseil municipal donna le même exemple en faveur des grévistes de Decazeville.

Ce danger se rencontre surtout dans les mines où la suspension totale du travail peut suffire en très peu de temps à provoquer un désastre absolu. Indépendamment de la continuité du travail qui est indispensable à la conservation des travaux du fonds et principalement à celle des voies et des chantiers d'abatage, l'arrêt des machines d'exhaure suffit à provoquer l'inondation des fosses. Un tel sinistre peut n'être souvent qu'une question de quelques heures et produit toujours des conséquences à la fois ruineuses et irréparables.

Les grèves, pour peu qu'elles se prolongent, amènent aussi un déplacement fatal des industries. La dernière grève d'Anzin, qui coûtait 40,000 fr. par jour à la Compagnie, a déplacé au profit de la Belgique et surtout de l'Allemagne des courants commerciaux, qui malheureusement ont été loin de disparaître à la reprise du travail.

Les modifications qui résultent des grèves ont-elles eu jusqu'à présent une influence heureuse sur les salaires ? Il ne nous semble pas possible de le nier, bien qu'on ait prétendu le contraire. C'est ainsi que, d'après les calculs de M. Bévan, en 1876 (1), 114 grèves auraient coûté aux ouvriers anglais la somme de 112 millions de francs. Ces chiffres ne nous paraissent pas prouver grand chose, car ils se bornent à indiquer la perte, sans tenir compte des bénéfices réalisés par les ouvriers. Il ne faut pas oublier, en effet, que dès la reprise du travail, la majoration des salaires, obtenue grâce à la grève, constitue un bénéfice permanent qui, avec le temps, compensera, à la condition de se maintenir, les pertes passagères des jours de souffrance. Mais c'est justement cette condition de maintien des prix qui constitue l'aléa le plus grave des grèves à l'égard des ouvriers. A quoi leur servira-t-il, comme dans

1. *Economiste français*, 31 janvier 1880.

l'exemple précédent, d'avoir perdu 112 millions de francs ou comme dans la grève des mineurs de Durham, en 1879, 6 millions de francs, si quelques mois après la reprise du travail, les prix de vente baissant, le salaire en subit le contre-coup forcé par une diminution constante ?

Si on ajoute à la perte de journées, déjà éprouvées par les grévistes, les loyers impayés, les dettes s'accumulant sur la tête de l'ouvrier, l'affaiblissement physique, les maladies, les souffrances des femmes et des enfants, on comprend quelle responsabilité assument les meneurs, qui se font trop souvent une profession d'y pousser les ouvriers mineurs.

La grève n'a pas seulement pour but et pour effet de relever le taux du salaire. En effet, d'après M. Leroy-Beaulieu, et nous partageons pleinement sa manière de voir à ce sujet, « la grève a contribué à faire respecter davantage les ouvriers par les patrons, à prévenir beaucoup d'abus de détail, toutes sortes de modes d'exploitation ou de dégradation. » Il ajoute plus loin : « Ce sont moins les grèves effectuées qui ont eu ces heureux résultats, que la simple crainte, la simple possibilité des grèves... L'effet préventif a rendu bien plus de services à la classe ouvrière que les désordres et les dépenses des grèves ne lui ont porté préjudice » (1).

Quoi qu'il en soit, il est de l'intérêt des ouvriers, avant de se mettre en grève, de prévoir ses conséquences possibles. Si la perte est immédiate, le gain est éloigné, quand il n'est pas éventuel. Les grèves sont loin de donner toutes un résultat utile pour les ouvriers. Souvent elles se terminent, faute de ressources pour prolonger la résistance, sans augmentation de salaires. Quelquefois même le résultat inverse de celui qu'ils cherchaient se produit. C'est ainsi que pendant la grève de

1. Leroy-Beaulieu, *Répartition des richesses*, p. 398.

Durham, en Angleterre, qui dura du 12 mars au 2 juin 1892, une baisse importante s'étant produite sur le prix des houilles à gaz, les ouvriers durent, à la reprise du travail, subir une baisse de 40 p. 100 sur les salaires. (1)

Un tel exemple, qui n'est malheureusement pas unique, puisqu'il s'était déjà produit en France en 1878, lors de la grève des ouvriers typographes, montre suffisamment l'ignorance où sont trop souvent les ouvriers, des lois de l'économie politique et en particulier du mécanisme du salaire. Comment dans bien des cas le salaire peut-il se relever quand les exigences du capitaliste et de l'entrepreneur étant descendues au minimum le plus bas, la part de l'ouvrier absorbe déjà tout le faible profit que permet encore de réaliser la concurrence étrangère de mines plus riches et plus régulières?

Il est donc un point certain : si le droit à la grève, comme le dit M. Beauregard (2), est nécessaire, combien ne serait pas plus nécessaire d'en faire un bon emploi. Trop souvent, nous venons de le voir, la grève se transforme en une arme à double tranchant. Elle frappe, en général, gravement et parfois mortellement à la fois les ouvriers et les patrons. Le fait s'est produit en 1893 à Amiens, où, à la suite d'une grève de seize jours, un tisseur de coton a fermé définitivement son usine, où il occupait 750 ouvriers. Il est malheureusement à remarquer que la nouvelle législation inaugurée en France depuis 1884, ne semble pas de nature à restreindre le nombre des grèves qui chaque année augmente dans des proportions considérables. D'après les statistiques publiées par l'Office du travail, il y avait eu en 1892, 261 grèves portant sur 500 établissements intéressant 50,000 travailleurs. Elles se sont éle-

1. Conf. p. 49.

2. M. Paul Beauregard. *Le Monde économique*, 27 octobre 1894, p. 450.

vées en 1893, au nombre de 634, atteignant 4,286 établissements, et portant sur 170,130 ouvriers.

Sur ce nombre de grèves, un quart seulement a obtenu gain de cause; un autre quart a abouti à un succès partiel. Quant au reste, c'est-à-dire à la moitié de ces grèves, les ouvriers n'ont eu qu'un insuccès à enregistrer.

On peut ajouter, comme conclusion à ce triste inventaire, que plusieurs centaines d'ouvriers ont été finalement poursuivis et condamnés pour atteinte portée à la liberté du travail. En somme, le résultat d'ensemble est loin d'être satisfaisant. Il paraît plutôt lamentable.

Ne pourrait-on pas concevoir une hausse du salaire possible sans recourir à ce moyen de guerre dont l'abus est détestable? Rien ne paraît, en principe, s'opposer à un tel résultat. Certains exemples permettent même de supposer que les lois du salaire arriveraient facilement à produire d'elles-mêmes une hausse, sans l'intervention toujours brutale des grèves. C'est ainsi que les ouvriers agricoles et les domestiques ont vu, au cours de ce siècle, leur salaire augmenter naturellement, sans qu'ils aient eu pour cela à se livrer à des manifestations bruyantes vis-à-vis de leurs maîtres. Il faut cependant reconnaître que, dans l'industrie, les entrepreneurs sont plus souvent appelés à réaliser de gros bénéfices pendant un court espace de temps que dans l'agriculture où les profits restent en général stationnaires. Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que, sans la menace de grève, toujours suspendue au-dessus de leur tête, les industriels n'attendissent un temps trop long pour élever les salaires. D'autre part, les périodes de baisse alternant presque toujours avec celles de prospérité, il serait à craindre que la situation des ouvriers ne restât en conséquence stationnaire.

La possibilité d'une coalition pouvant surgir à chaque ins-

tant est donc de nature à pousser les patrons à combiner tous leurs efforts pour l'éviter. Le plus sûr moyen d'y arriver est assurément de ne jamais négliger, dans une période de prospérité, d'attribuer équitablement à l'ouvrier son forfait sur les bénéfices futurs, en élevant en proportion son salaire.

La perspective de la grève servira donc, dans bien des cas, à conjurer l'obstacle que la coutume ou l'intérêt personnel sont trop souvent disposés à opposer au libre jeu des lois du salaire. Ajoutons, d'ailleurs, que dans les pays où les grèves apparaissent avec un caractère légitime bien marqué, les patrons se refusent moins rarement aux augmentations légitimes de salaires qui pourraient leur être demandées.

En résumé, le côté utile des grèves nous paraît surtout se résumer dans les effets bienfaisants que leur simple perspective suffit souvent à faire naître.

Les résultats qu'elles obtiennent par la force brutale ne sont acquis en général qu'à l'aide de sacrifices énormes. C'est ainsi que, d'après M. Walker, la perte d'un mois de salaire, résultant d'une grève, à supposer qu'une augmentation de 50/0 soit consentie, ne sera couverte que par l'expiration d'une année 3/5 au taux le plus élevé. La perte de 6 mois exigera, comme compensation, 9 années 3/5 avec le nouveau salaire; enfin, celle de 12 mois 1/2 ne sera réparée qu'après l'expiration d'une période de vingt ans (1)! Une conclusion semble donc sortir naturellement de tout cet enseignement. Le système de l'échelle mobile pratiqué dans certains comtés de l'Angleterre ne présente-t-il pas un avantage indiscutable sur ces heurts violents qui naissent à chaque instant sous forme de grèves à la fois entre les forces collectives et individuelles des ouvriers et des patrons? Si l'état de guerre a pu

1. Walker, *The wages question*, p. 31.

procurer la hausse continue du salaire, que ne pourrait-on attendre d'un état de paix qui, en sauvegardant les droits de chacun, éviterait à l'industrie les secousses et les crises qui sont le résultat des luttes industrielles (1)?

La simple perspective de la grève, et l'application de l'échelle mobile, qui sera ultérieurement l'objet d'une étude spéciale, peuvent, dans bien des cas, présenter une utilité marquée pour permettre à l'ouvrier d'améliorer sa situation. Mais on ne peut malheureusement pas espérer, par ces moyens, amener le calme dans certaines industries singulièrement troublées de nos jours, notamment dans celle des mines, et supprimer des conflits sans cesse naissants.

Il serait cependant possible, nous semble-t-il, de rendre ces conflits à la fois moins fréquents et moins violents grâce à une solution pacifique née du bon accord des patrons et des ouvriers. Tel est le remède que nos législateurs modernes ont cru devoir préconiser, mais sans l'imposer, dans la loi du 27 décembre 1892, sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs entre patrons et ouvriers et employés.

Depuis longtemps déjà, les gouvernements qui se sont succédé en France avaient songé à l'arrangement amiable des différends entre patrons et ouvriers. Dès 1848 la commission dite du Luxembourg usa de son autorité pour amener la conclusion, entre entrepreneurs et ouvriers, de conventions réglant les salaires et les conditions du travail, en vue de prévenir les grèves (2).

En 1864, lors de la préparation de la loi du 25 mai sur les coalitions, on alla plus loin. Il fut question d'obliger les ou-

1. P. Beauregard, *Essai sur la théorie des salaires*, p. 22.

2. *Moniteur* des 9, 26, 28, 29 mars et 2 avril 1848.

vriers à tenter un préliminaire de conciliation avant de se mettre en grève.

Mais ce projet fut repoussé avec raison par le gouvernement et les commissaires du Conseil d'État qui tout en étant partisans de la conciliation volontaire, ne pouvaient se résoudre à l'imposer.

En 1867, la commission ouvrière nommée par les délégués à l'exposition universelle émit un vœu en faveur de la création de chambres syndicales destinées à connaître des différentes questions de salaires et de règlements d'ateliers et à faciliter l'accord sur ces points par la conciliation et l'arbitrage. Ce vœu n'eut aucune suite. Il en fut de même d'un rapport adopté par la Société des ingénieurs civils en 1872, à la suite d'une étude faite par quelques-uns de ses membres sur la loi de 1864, dans le but de rechercher les améliorations qui devraient y être apportées. Ce rapport concluait à l'institution d'une chambre de conciliation.

Mais s'il fallut attendre jusqu'en 1892 la consécration législative de ces différents vœux, on put à diverses reprises, durant ce temps, constater les effets couronnés de succès de l'initiative privée, pour organiser la conciliation et l'arbitrage. Dès 1874 fut créé à Paris un conseil syndical mixte de la papeterie, ayant pour mission de concilier à la fois les différends individuels et les différends collectifs. On trouve la preuve des heureux résultats qui lui sont dus dans ce fait que, depuis sa fondation, aucune grève générale ou partielle ne s'est produite dans la corporation papetière (1). A Rouen, en 1877, les patrons et les ouvriers typographes constituèrent une commission syndicale mixte et permanente ayant pour but de prévenir et de juger les différends qui viendraient à s'élever au sein de la typographie. Cette combinaison a, elle aussi, donné

1. *Concialiation et arbitrage*. Publication de l'office du travail, p. 504.

d'excellents résultats : les pouvoirs de la commission n'ont, en effet, jamais été déniés, ni même seulement discutés (1). Ces exemples ne sont pas uniques : on peut encore citer des organisations analogues ayant également réussi dans la blanchisserie parisienne, et dans la corporation des ouvriers d'art de Paris. Malheureusement ces tentatives individuelles sont toujours restées inconnues dans les mines.

Il y eut aussi, durant la période antérieure à la loi de 1892, quelques cas rares et isolés d'arbitrage. On peut citer à ce sujet celui intervenu le 26 mai 1891 entre la Compagnie des Omnibus de Paris et ses ouvriers dans le cabinet de M. le Président du conseil municipal de Paris. La grève générale qui éclata en novembre 1891 dans le bassin houillier du Pas-de-Calais se termina aussi le 29 novembre par un arbitrage qui eut lieu à la préfecture d'Arras entre les délégués des Compagnies et ceux des ouvriers. La première grève de Carmaux, commencée le 7 mars 1892, prit également fin dans un arbitrage où intervinrent uniquement trois représentants désignés l'un par M. le Ministre des travaux publics, l'autre par la Compagnie et le troisième par les ouvriers. Cet heureux résultat porta cependant des fruits tout autres qu'on eût été en droit de l'espérer. En effet, lors de la crise qui suivit de près à Carmaux, en août 1892, cette première grève, les ouvriers refusèrent de se soumettre à la sentence rendue par M. Loubet, président du conseil, qu'ils avaient cependant, ainsi que la Compagnie, accepté comme arbitre.

Cet échec, dont le retentissement fut directement en raison de la personnalité de l'arbitre choisi, eut pour effet de provoquer la discussion et le vote d'urgence de la loi sur l'arbitrage.

1. *Conciliation et arbitrage*, publication de l'office du travail, p. 507.

La première proposition de loi sur l'arbitrage fut déposée à la Chambre des députés, le 25 mai 1886, par MM. C. et B. Raspail. Ses auteurs croyaient trouver dans le socialisme le remède à la crise sociale et notamment aux grèves. Ils préconisaient, en conséquence, la création de deux grandes commissions dont l'une aurait pour mission d'organiser le travail, et l'autre d'en opérer la distribution : à l'État devait incomber le rôle de tuteur effectif de ceux qui souffrent. Leur proposition de loi tendait à rendre obligatoire, en cas de conflit entre patrons et ouvriers, le recours à l'arbitrage. Ce projet présentait une lacune grave. Il n'indiquait pas suffisamment si c'était le recours à l'arbitrage seulement qui était obligatoire, ou bien l'exécution de la sentence arbitrale. De plus, il ne prescrivait aucune sanction.

A la suite des observations qui furent faites, pour ces motifs, à MM. Raspail, ils s'empressèrent de combler ces lacunes l'année suivante. Désormais il fut bien entendu que ce qui était obligatoire c'était le recours à l'arbitrage avant toute suspension de travail et non pas l'exécution de la sentence arbitrale. La sanction consistait pour les patrons, s'ils refusaient de se soumettre aux dispositions de la présente loi, dans le fait de rendre leur refus public dans les vingt-quatre heures par voie d'affiches et d'insertions dans les journaux. Le refus d'arbitrage venait-il des ouvriers, le bénéfice de la loi du 28 mai 1864 leur était retiré. Enfin les ouvriers étaient libres de se mettre en grève dès la sentence rendue, s'ils n'acceptaient pas les conclusions des arbitres.

La proposition de loi de MM. C. et B. Raspail fut suivie, à quelques jours de distance, d'un projet de loi déposé par M. Lockroy, ministre du commerce et de l'industrie, au nom du gouvernement.

Ce projet n'avait aussi trait qu'à l'organisation de l'arbi-

trage accidentel, mais il repoussait le principe de l'obligation. La loi devait s'appliquer aux différends relatifs : 1^o au taux des salaires ; 2^o aux modes et époques de paiement ; 3^o à la durée du travail ; 4^o aux garanties de sécurité et de salubrité du travail. La sanction, en cas de refus, consistait comme précédemment dans une grande publicité. C'était au maire qu'il appartenait de convoquer les arbitres désignés par les parties.

Le 16 juin 1887, MM. Le Cour, de Lamarzelle et de Mun déposèrent une nouvelle proposition de loi tendant à l'organisation, non plus seulement de l'arbitrage accidentel, mais encore de conseils permanents de conciliation et d'arbitrage. Ce projet de loi se divisait en deux parties consacrées, l'une à l'arbitrage accidentel, l'autre à l'organisation des conseils permanents.

Pour l'arbitrage accidentel, le magistrat appelé à intervenir dans la procédure, et qui devait se borner à servir d'intermédiaire entre les deux parties était, suivant les cas, le président du tribunal de commerce, le président du tribunal civil, ou le juge de paix. Il ne devait être donné aucune publicité à la proposition d'arbitrage et à son échec ; mais, au contraire, une fois la sentence arbitrale rendue, le dispositif devait en être rendu public par les soins du greffier, par voie d'affichage, au lieu désigné pour les affiches judiciaires. La sentence arbitrale définitive pouvait être rendue exécutoire en observant les formalités prescrites par le Code de procédure.

La création des conseils permanents de conciliation et d'arbitrage était toujours facultative pour les intéressés. Le comité de conciliation avait pour but de prévenir avant leur manifestation extérieure les conflits qui pourraient naître. Il ne devait pas rendre de sentence : si l'affaire ne pouvait être résolue que par une sentence arbitrale, il la transmettait au conseil

d'arbitrage. Le recours à l'arbitrage devenait obligatoire pour tous ceux qui avaient adhéré au conseil permanent : mais ici l'obligation résultait uniquement de la convention et non de la loi.

Le projet et les deux propositions de loi sur lesquels nous venons de jeter ce rapide coup d'œil furent confiés à l'examen d'une commission. M. Lyonnais, déposa son rapport le 27 juin 1889 sur le bureau de la Chambre, en son nom. La commission était d'avis, à l'unanimité, qu'une loi sur l'arbitrage dans les conflits collectifs était nécessaire, tout en se prononçant contre le recours obligatoire à l'arbitrage, et contre les mesures de publicité en cas de refus de la part du patron, de se soumettre à cette tentative de conciliation. Elle permettait aux syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers, dans le projet de loi qu'elle préparait, de constituer, sans autorisation, des conseils permanents de conciliation et d'arbitrage. L'organisation de l'arbitrage en cas de grève, reproduisait le projet de M. Lockroy. Le rapport de M. Lyonnais ne put pas être discuté avant la fin de la législature.

Un nouveau projet de loi élaboré par le Gouvernement, après une longue et minutieuse enquête où avaient été consultés les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures, et les conseils de prud'hommes fut déposé sur le bureau de la Chambre, par M. Jules Roche, dans la séance du 24 novembre 1891. Le Gouvernement cherchait dans cette proposition de loi à rendre plus fréquents les arbitrages en édictant une procédure pratique, absolument gratuite, et en créant entre patrons et ouvriers un intermédiaire étranger, destiné à leur éviter le désagrément de se faire personnellement des propositions. Cet intermédiaire devait être le juge de paix. Sauf cette modification, la première partie du projet reproduisait la procédure de la proposition Lockroy. La

seconde partie était consacrée à l'organisation des conseils permanents de conciliation et d'arbitrage. Elle se bornait à dire que les comités de conciliation accidentellement réunis pour régler un différend spécial, pouvaient se constituer en conseils permanents, moyennant le dépôt des procès-verbaux de constitution au greffe de la justice de paix et qu'ils pouvaient désigner des arbitres permanents ou accidentels pris dans la profession ou en dehors.

Enfin le 14 décembre 1891, M. Mesureur déposa une proposition de loi, portant création de conseils du travail pour prévenir, concilier ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers employés. Il y était établi une distinction bien tranchée entre la conciliation et l'arbitrage. Les patrons et ouvriers ou employés pourraient, dans chaque profession ou métiers similaires, constituer, d'un commun accord, des conseils de conciliation et d'arbitrage. Ces conseils du travail ou plus exactement leurs sections seraient l'intermédiaire naturel et l'agent principal de la conciliation et de l'arbitrage. En conséquence, il devait être institué par décret, dans toute région industrielle où l'utilité en serait constatée, un conseil du travail, soit d'office, soit à la demande des intéressés, patrons, ouvriers ou employés. Outre les arbitrages et les conciliations qu'ils devaient organiser, ces conseils étaient aussi appelés à jouer un rôle consultatif près du gouvernement, pour toutes les questions relatives au travail. Les décisions de conciliation et d'arbitrage pouvaient faire foi en justice, non seulement pour le règlement des litiges individuels, mais encore pour celui des litiges collectifs, lorsque la collectivité était représentée par un syndicat légalement constitué. Ajoutons, pour finir, que la création, par le Gouvernement de conseils du travail ne devait porter aucune atteinte au droit qu'avaient les ouvriers de fonder des conseils de conciliation et d'arbitrage.

Ces dernières propositions et ce projet de loi furent soumis à l'examen d'une commission, dont M. Lockroy fut chargé de faire le rapport. Il le déposa à la Chambre des députés dans la séance du 23 janvier 1892. La commission adoptait en principe le projet du Gouvernement et se prononçait, comme lui, pour l'arbitrage facultatif ; elle approuvait le choix du juge de paix comme intermédiaire et apportait en somme peu de modifications au titre premier du projet. Quant au titre II, relatif à la création de conseils permanents, la commission proposait à la Chambre d'en ajourner la discussion.

Le nouveau texte, ainsi adopté par la commission, fut envoyé au Sénat après avoir été discuté à la Chambre, et y avoir été l'objet de plus d'un amendement. M. Goblet, chargé du rapport au Sénat, conclut, en principe, à l'adoption de la proposition de loi votée par la Chambre. Le Sénat n'y apporta donc que peu de modifications. Il se borna, pour ainsi dire, à supprimer l'obligation de motiver le refus d'arbitrage, et ajouta une disposition permettant de désigner les femmes comme déléguées, dans les industries où elles sont employées. Ce fut dans cet état que la loi revint à la Chambre des députés, qui adopta dans la séance du 14 décembre 1892, sans discussion et sur simple lecture, la rédaction arrêtée par le Sénat.

La loi sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés, du 7 décembre 1892, comprend 16 articles. Elle se borne, en principe, à instituer une procédure d'arbitrage simplifiée, dont l'emploi facile dans les conflits industriels est appelé, tel est son vœu, à éviter les grèves, ou tout au moins à les résoudre pacifiquement. Elle est applicable dès qu'il existe, entre patrons et ouvriers ou employés, un différend d'ordre collectif, portant sur les conditions du travail. Il n'existe qu'une seule

exception à son champ d'application. Elle ne s'étend pas à toutes les personnes employées directement par l'Etat, les départements et les communes et qui sont payées sur les fonds du budget.

Procédure pour la formation du comité de conciliation. —

La procédure de conciliation et d'arbitrage est mise en mouvement par une déclaration écrite, qui peut émaner de l'une ou de l'autre des parties ou de toutes les deux. Elle contient un certain nombre d'énonciations énumérées par l'art. 2 de la loi. Elle est remise au juge de paix du lieu où a éclaté le différend. Quand elle n'émane que de l'une des parties, elle est, dans un délai de vingt-quatre heures, notifiée par le juge de paix à l'autre partie qui doit, dans les trois jours, y répondre, si elle ne veut pas être considérée comme refusant l'arbitrage. En cas de conflits entre patrons et ouvriers, englobant plusieurs établissements et s'étendant sur toute une région, quelle sera le juge compétent ? La loi n'a pas prévu cette difficulté, mais il est à présumer que les différents juges de paix, saisis simultanément, devront s'entendre entre eux, et entre les parties qui se seront adressées à eux, pour concentrer toutes les demandes d'arbitrage entre les mains d'un même magistrat.

Lorsque la demande de conciliation et d'arbitrage est remise au juge de paix, celui-ci doit, de suite, en donner récépissé et, si la demande n'émane que de l'une des parties, la porter à la connaissance de l'autre (art. 1). La mention de l'heure du dépôt doit être ajoutée à la date sur le récépissé. La proposition de conciliation et d'arbitrage, une fois notifiée, les défendeurs ont le choix entre plusieurs décisions ; ils peuvent d'abord n'y pas répondre et alors, dit la loi, passé un délai de trois jours leur silence est tenu pour refus. Si les défendeurs répondent dans les trois jours, ils peuvent

demander de nouveaux délais, ou accepter de suite la proposition. Si les défendeurs acceptent de suite l'arbitrage, ils doivent, s'ils ne peuvent ou ne veulent pas se présenter personnellement, désigner dans leur réponse les délégués qui les assisteront ou les représenteront, dans le comité de conciliation. Le comité de conciliation se trouve ainsi constitué, et il ne reste plus au juge de paix qu'à le convoquer.

Comité de conciliation. — En cas d'acceptation de la proposition, le juge de paix invite d'urgence les parties ou les délégués désignés par elles, à se réunir en comité de conciliation. Ces réunions ont lieu en sa présence, et il peut se mettre à la disposition du comité pour diriger les débats (art. 5). Si l'accord s'établit dans ce comité, les conditions sont consignées dans un procès-verbal dressé par le juge de paix, et signé par les parties ou les délégués (art. 6). La loi ne contient aucune disposition spéciale, en ce qui concerne la forme même du procès-verbal.

Conseil d'arbitrage. — C'est dans le sein du comité de conciliation, et avant que les membres, parties et délégués qui le composent se soient séparées, que le juge de paix les invitera à s'entendre pour organiser un arbitrage. Le juge de paix ne doit qu'inviter les parties à constituer un tribunal arbitral ; il doit s'abstenir avec grand soin de peser sur le choix des parties ou de l'inspirer. La plus entière liberté doit leur être laissée (1). Le rôle actif du juge de paix se termine avec la rédaction du procès-verbal. On doit cependant admettre, à notre avis, que si une des parties avait demandé et obtenu de l'autre un délai pour désigner ses arbitres, il y aurait lieu de réu-

1. Circulaire aux procureurs généraux, 18 février 1893.

nir encore une fois le comité de conciliation, à l'expiration du délai accordé pour s'entendre définitivement sur la composition du tribunal arbitral ; dans ce cas le procès-verbal ne serait clos qu'à la suite de cette nouvelle réunion.

Les parties peuvent désigner chacune un arbitre ou plusieurs arbitres, ou un arbitre commun ou plusieurs arbitres communs. Si elles ne tombent pas d'accord pour choisir un ou plusieurs arbitres communs, elles désigneront chacune un nombre égal d'arbitres et, dans ce cas, le tribunal arbitral sera composé d'un nombre pair de membres. Les arbitres, s'il en a été désigné plusieurs, se réuniront dans un délai que la loi n'a pas cru devoir déterminer, mais qui doit naturellement être très court ; ils entameront alors immédiatement l'examen de l'affaire, telle qu'elle leur est présentée par les déclarations des parties, contenues dans le procès-verbal du juge de paix. S'ils tombent d'accord sur la solution à donner au différend, ils remettent au juge de paix la décision rédigée et signée par eux. La loi ne leur impartit aucun délai pour rendre leur sentence, mais elle doit cependant être connue le plus tôt possible, ainsi qu'il résulte des débats parlementaires. Si les arbitres ne peuvent tomber d'accord sur la solution à donner au différend, la loi les autorise à désigner un nouvel arbitre pour les départager.

On peut encore prévoir l'hypothèse où les arbitres ne tombent d'accord, ni sur la solution à donner au différend, ni sur le choix de l'arbitre départiteur. Dans ce cas, ils constatent leur désaccord dans un procès-verbal, qui est remis au juge de paix et transmis immédiatement par lui au président du Tribunal civil. C'est à lui qu'appartient alors la nomination de ce tiers arbitre. Cette disposition n'a, en somme, rien d'anormal, car elle est empruntée au droit commun (art. 1017, C. pr. c.). L'arbitre départiteur pourra, soit se conformer à l'une des opinions

exprimées, soit produire une opinion nouvelle (1). La décision sur le fond, prise, rédigée et signée par les arbitres est remise au juge de paix.

Initiative du juge de paix en cas de grève (art. 10). — Lorsque, dans ce cas, aucune des parties ne prend l'initiative d'une proposition de conciliation, le juge de paix peut les y engager. Le moment où cette intervention doit avoir lieu et le point de savoir s'il est préférable d'intervenir ou de laisser la grève suivre son cours, sont laissés à l'appréciation du juge de paix. Lorsque ce dernier trouve le moment opportun, il invite les parties, par voie d'affiches ou de lettre recommandée, à recourir à la conciliation et à l'arbitrage.

Les parties peuvent y répondre, l'une et l'autre par un refus et, dans ce cas, c'est un échec sans solution. Il peut se faire aussi que l'une des parties accepte l'arbitrage, tandis que l'autre le refuse. On peut alors se demander si le refus de l'une des parties, ou son absence de réponse dans les trois jours, seront rendus public par voie d'affichage, conformément à l'art. 12. La question est délicate, car la loi n'a pas prévu cette hypothèse. L'art. 12 vise, en effet, seulement le cas où une des parties a fait à l'autre une proposition d'arbitrage. Cependant, il est permis de croire, d'après l'esprit général de la loi, que, même ici, cet article est applicable.

Les parties peuvent enfin répondre à l'invitation du juge de paix, en s'y conformant l'une et l'autre ; dans ce cas elles lui remettent une déclaration écrite contenant l'exposé des motifs du différend et la désignation des délégués choisis. Le comité de conciliation se trouvant désormais constitué, la procédure se déroule devant lui, conformément aux art. 5, 6, 7, 8 et 9 sans aucune modification.

1. Circulaire aux procureurs généraux, 18 février 1893.

Procès-verbaux. — Sanction de la loi. — Affichage. — Le procès-verbal qui constate le résultat heureux ou malheureux de la tentative de conciliation, celui qui est dressé par les arbitres, aux termes de l'art. 8, quand ils ne peuvent s'entendre ni sur la solution à donner au différend, ni sur le choix du tiers-arbitre, et enfin la décision arbitrale seront conservés en minute au greffe de la justice de paix. Il en sera délivré gratuitement une copie à chacune des parties. Enfin, une copie de ces procès-verbaux doit être transmise au ministère du commerce et de l'industrie par l'intermédiaire du préfet.

La sanction de la loi réside exclusivement dans une large publicité qui met l'opinion publique au courant de toutes les phases de la procédure organisée par la loi nouvelle.

Les arbitres et les délégués nommés en exécution de la nouvelle loi devront être citoyens français. Dans les professions ou industries où les femmes sont employées, elles pourront être désignées comme déléguées, à la condition d'appartenir à la nationalité française.

Toute la procédure organisée par cette loi est gratuite pour les parties : les dépenses des comités de conciliation et d'arbitrage doivent être fixées par arrêté du préfet du département, et portées au budget communal comme dépenses obligatoires.

Telle est, dans ses principaux détails, la loi du 27 décembre 1892. Sa création est de date encore trop récente pour qu'il soit permis de juger ce qu'on doit exactement en attendre. Il est permis cependant, dès maintenant, de prévoir quelques-uns des résultats que cette loi pourra produire. Il y a tout lieu d'espérer, en effet, qu'elle contribuera souvent à amener une solution amiable dans les grèves qui ont pour point de départ des réclamations dûment fondées des ouvriers.

Quant à celles suscitées dans un but purement politique, et qui n'ont leur cause que dans les prétentions des syndicats,

prétentions trop souvent étrangères à l'amélioration matérielle du sort des travailleurs, il est plus que probable qu'elles continueront à défier les meilleurs moyens de conciliation, et notamment ceux de la nouvelle loi. Ajoutons qu'il faudra, sans doute, plusieurs années pour que les parties s'habituent à recourir à ce mode d'arbitrage.

Il ressort, en effet, des statistiques publiées par le *Bulletin de l'office du travail* que, pour l'année 1893, sur 607 grèves constatées, 30 arrangements seulement sont intervenus par le ministère des comités de conciliation, qui n'ont eux-mêmes donné lieu qu'à 8 sentences arbitrales (1).

En ce qui concerne spécialement l'industrie houillère, on ne peut noter, jusqu'à présent, qu'une seule tentative de conciliation faite lors de la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, en septembre 1893. Le juge de paix usant du droit que lui conférait l'art. 10 de la loi du 27 décembre 1892, avait offert aux grévistes de recourir à la conciliation et à l'arbitrage. Cette proposition, qui avait été acceptée par les grévistes, ne put aboutir, par suite du refus des compagnies de s'y soumettre. Elles basaient leur fin de non-recevoir sur ce fait, que la convention d'Arras, qui avait mis fin le 27 novembre 1891 à une grève précédente, était fidèlement observée par elles. Était-ce là un argument suffisamment péremptoire? Il serait osé de trancher cette question importante sans un plus ample examen des faits, qui nous entraînerait hors des limites de ce simple aperçu. Il semble cependant très rationnel d'admettre avec M. Beauregard qu'il n'eût pas été mauvais pour les compagnies d'essayer la tentative de conciliation. Les prétentions du syndicat étaient certainement inadmissibles; mais rien ne pouvait empêcher les compagnies de refuser de se soumettre,

1. *Bulletin de l'Office du travail*, janvier 1894.

en admettant, contre toute vraisemblance, qu'elles eussent succombé. Le public leur eût, sans doute, donné raison, et leur eût su, tout au moins, gré de leur bonne volonté (1), tendant à mettre fin à un état de choses déplorable, tant pour l'industrie que pour les ouvriers.

Bien antérieurement à la loi du 27 décembre 1892, des institutions de conciliation et d'arbitrage, les unes dues à l'initiative du gouvernement, et les autres à celle des simples particuliers, existaient déjà chez les grands peuples industriels. Il n'est donc pas sans intérêt de nous arrêter un instant à cette législation comparée que nous examinerons successivement en Angleterre, aux États-Unis d'Amérique, en Belgique, et enfin en Allemagne et en Autriche.

Angleterre. — L'Angleterre a fait le premier pas dans la voie du recours à l'arbitrage pour l'apaisement des conflits collectifs entre le capital et le travail. Dès l'année 1836, les potiers de Glasgow, à la suite d'une longue grève, fondèrent le premier conseil d'arbitrage. Cet exemple ne resta pas isolé; il fut suivi, notamment, de la création à Nottingham, en 1860, d'un conseil d'arbitrage et de conciliation qui depuis ce moment a rendu les plus grands services. Il présente surtout ce caractère spécial qu'aux termes du règlement, annexé aux statuts, il lui est interdit d'examiner les réclamations des ouvriers en grève.

La conciliation en elle-même constitue un de ses attributs distinctifs, l'arbitrage n'intervenant que comme une suprême ressource, pour éviter la grève. On peut même ajouter que depuis 1864, on n'a plus recours à l'arbitrage.

1. P. Beauregard. *Le Monde économique*, 41 novembre 1893.

La constitution d'un conseil d'arbitrage et de conciliation pour l'industrie du bâtiment suivit de près à Wolverhampton, en 1864. Mais dans le système qui y fut suivi, l'arbitrage occupait la première place. L'industrie métallurgique créa à son tour un conseil d'arbitrage à Middlesborough en 1869. Depuis sa fondation, il n'y a eu dans la région que deux ou trois chômages de courte durée. Ils ont été partiels et les membres ouvriers du conseil ont fait tous leurs efforts pour les faire cesser (1). Un conseil analogue fut créé dans le Staffordshire-Sud en 1874; mais son existence fut à la fois plus agitée et plus difficile.

En ce qui concerne spécialement les mines de houille, l'usage de l'arbitrage y remonte à une époque déjà ancienne. Les principes autrefois admis d'une manière exclusive dans cette industrie, et qui ne se rencontrent plus guère aujourd'hui que dans le Durham, le Northumberland, le sud du pays de Galles, le Monmouthshire et le Yorkshire-sud, établissent une distinction entre les différends ne se rapportant qu'à une ou plusieurs mines, et ceux intéressant tout le district. Il existe, pour les premiers, un comité mixte spécialement chargé de les régler, soit par voie de conciliation, soit par voie de décision. Ces comités mixtes sont permanents et très nombreux; il en existe d'ordinaire dans chaque district autant qu'il y a de catégories distinctes d'ouvriers. Lorsqu'il s'agit de question intéressant un district tout entier, on forme un comité spécial composé de délégués de l'association des propriétaires de mines de houille du district et de délégués ouvriers. La question y est discutée, et si l'on n'arrive pas à s'entendre, on a recours à l'arbitrage. Ces institutions de conciliation sont

1. *Digest of the Evidence taken before the Royal commission on labour group. A. mining, iron, Engineering and Hardware*, London, 1892; cité dans la publication de l'*Office du travail*, p. 55.

étroitement liées à l'existence d'associations patronales, et on ne les rencontre que dans les houillères dont les propriétaires sont affiliés à ces associations (1). Malgré cela, leur autorité est tellement reconnue qu'on leur soumet souvent des différends qui se sont produits dans des houillères non affiliées.

Depuis quelques années on a établi dans le district du Straffordshire-sud et dans celui de Cumberland des conseils permanents de conciliation et d'arbitrage pour le règlement de tous les conflits intéressant, soit une ou plusieurs houillères, soit le district tout entier.

Les conseils de conciliation et d'arbitrage ne sont pas restés cantonnés en Angleterre dans les quelques industries dont nous venons de parler. Ils ont pris à l'heure actuelle une extension inouïe dans toutes les professions. On peut même dire, sans crainte d'être taxé d'exagération, que tous les ouvriers anglais sont aujourd'hui bien gagnés à cette idée qu'il vaut mieux régler les différends du travail par les voies pacifiques, que par les grèves. Même là où il n'existe pas d'institutions permanentes, les propositions de conciliation et d'arbitrage sont d'ordinaire bien accueillies. La confiance dans l'arbitrage est même si grande qu'on y a eu recours pour régler les conflits entre ouvriers de professions différentes.

L'initiative patronale a joué certainement un rôle important dans la propagation des comités de conciliation et d'arbitrage, qui rendent de si grands services chez nos voisins. Mais les

1. Les associations patronales représentent, d'ailleurs, par les membres qui les composent, sinon toutes les houillères, du moins la plus grosse part de la production en charbon du district. Elles représentent, dans le Cleveland, 19 mines sur 35, dans le Durham, les 5/6 de la production totale de charbon du district, les 7/9 dans le Northumberland, le Monmouthshire et le sud du pays de Galles.

Trade-unions sont loin d'être étrangères à cet heureux résultat. Après avoir cherché uniquement dans la grève, pendant longtemps, le moyen d'améliorer le sort de leurs adhérents, elles ont depuis, favorisé la création des conseils mixtes de conciliation et d'arbitrage, et, à plus d'une reprise, usé de leur influence sur leurs membres, pour leur faire accepter des conditions de travail peu rémunératoires, mais imposées par l'état du marché. C'est au point que M. Crompton, dans son ouvrage sur les conseils de conciliation et d'arbitrage, a pu écrire que : « les conseils permanents, soit d'arbitrage soit de conciliation ne sont possibles, que quand les ouvriers sont déjà associés entre eux ; sans cette condition, on n'a aucune garantie de les voir accepter les décisions du conseil (1) ».

Les décisions rendues par ces différents conseils d'arbitrage n'ont pas, en droit pur, force exécutoire. Mais, en fait, il en est souvent tout autrement. Car il est, d'ordinaire, expressément déclaré dans les statuts de ces conseils, que les sentences rendues par les arbitres lieront les parties. Le fait de consentir à se soumettre à leur juridiction suffit donc pour leur donner force exécutoire (2).

Autant l'initiative privée a été féconde et active en Angleterre, autant la législation a été inutile et présente peu d'intérêt. La première loi anglaise sur l'arbitrage date de 1824 (5^{me} année du règne de Georges IV, ch. 96). Elle n'avait trait qu'au règlement des conflits individuels nés de l'exécution du contrat de louage, et ne se rapportait qu'à l'exécution des contrats existants, sans application aucune au règlement du taux des salaires pour l'avenir.

1. Crompton, *Arbitrage et conciliation entre patrons et ouvriers*. Traduit de l'anglais par J. Weiler. Mons, H. Manceaux, 1880, p. 89.

2. Art. 4 et 10 des statuts du Conseil de conciliation et d'arbitrage pour l'industrie de la dentelle, de Nottingham, votés le 5 septembre 1889.

Successivement amendée en 1837, 1845 et 1846, elle fut remplacée en 1867 par une nouvelle loi sur l'arbitrage, connue sous le nom d'Acte de Lord St-Léonard. Cette nouvelle disposition législative s'est bornée à instituer un tribunal et non un conseil de conciliation; elle est restée en conséquence entièrement lettre morte. D'ailleurs l'Acte de Lord St-Léonard comprend une foule de dispositions gênantes.

Plus récemment la loi sur l'arbitrage (maîtres et ouvriers) du 6 août 1872, que l'on a souvent appelée « Loi Mundella » est venue confirmer purement et simplement l'application du droit commun, en ce qui concerne l'exécution du contrat de louage d'ouvrage. L'ouvrier et le patron ne sont liés, comme autrefois, que dans les limites des liens du contrat primitivement intervenu.

Enfin, une dernière loi du 4^{er} septembre 1873 a étendu les pouvoirs des cours de comté, en matière de contestations individuelles entre maîtres et ouvriers. Depuis cette loi, les Cours de juridiction sommaire ont reçu la même compétence pour les litiges n'excédant pas 10 £ et connaissent, de plus, des contestations entre maîtres et apprentis.

Etats-Unis. — Les lois sur l'arbitrage sont nombreuses dans les Etats-Unis; bien des Etats en possèdent plusieurs. Mais quelque variées que soient les tribunaux arbitraux, ils présentent tous le caractère commun d'être de véritables tribunaux, formés de véritables magistrats. Ils peuvent, en conséquence, citer des témoins devant eux, les entendre sous serment et exiger la production des livres de commerce. Une des plus importantes de ces lois est représentée par l'*Act Wallace* dont le titre officiel (art. 12) est « Loi de 1883 sur les tribunaux volontaires ». Elle

a été votée le 26 avril dans l'Etat de Pensylvanie. La compétence des tribunaux qu'elle a institués est générale et ne se borne pas aux conflits collectifs; elle peut s'étendre aux conflits individuels. La sentence rendue peut être enregistrée par les tribunaux ordinaires et prendre ainsi la valeur d'un véritable jugement.

Dans le Maryland, en vertu de la loi du 1^{er} août 1878, les conflits peuvent être portés d'un commun accord devant le juge de paix. Les parties peuvent aussi demander un arbitrage. Quand la décision est rendue par le juge de paix, elle a naturellement la force d'un jugement ordinaire : si elle a été rendue par des arbitres, elle acquiert cette même force par l'effet de l'enregistrement.

Des Conseils d'arbitrage ont aussi été institués aux Etats-Unis. Ils remontent à une date récente, sont peu nombreux, et n'ont pas donné de grands résultats. Le premier conseil officiel d'arbitrage fut créé dans l'Etat de Massachussets par les lois du 2 juin 1886 et du 14 mai 1887. Celui de l'Etat de New-York date du 18 mai 1886, et la loi qui lui donna naissance fut modifiée par une nouvelle disposition législative le 10 mars 1887. Un conseil officiel d'arbitrage a encore été établi en Californie par une loi du 10 mars 1891. L'Etat de New-Jersey a aussi créé un conseil officiel d'arbitrage par une loi votée le 24 mars 1892.

Rappelons enfin que les lois du Colorado (mars 1887) et du Dakota-Nord (1890) en créant dans ces Etats un bureau du travail, obligent le commissaire du travail, en cas de conflit industriel, à se transporter sur les lieux, à s'y livrer à une enquête, et à faire tous ses efforts pour concilier les parties.

Belgique. — Si les conseils de conciliation et d'arbitrage dus à l'initiative privée sont rares en Belgique, il en est un au

moins dont l'importance mérite de nous arrêter un instant. Il s'agit des institutions de conseil et d'arbitrage qui, depuis 1888, fonctionnent dans les charbonnages de Mariemont et de Bascoup, et sont dus à la sollicitude de M. Weiler pour les classes ouvrières. Déjà dès 1877, M. Weiler avait essayé d'améliorer les rapports entre le patron et le travailleur, en établissant, dans son service, des chambres d'explication. Ces chambres d'explication, qu'il ne faut pas confondre avec des conseils de conciliation, ont pour but de permettre à tous les petits griefs des ouvriers de s'exposer au grand jour et de parvenir à la connaissance de l'administration sans être étouffés par les employés subalternes. C'est, en d'autres termes, le droit d'appel au patron rendu effectif et sérieux au lieu d'être, comme trop souvent, purement théorique.

Les conseils de conciliation et d'arbitrage sont composés, par parties égales de patrons et d'ouvriers et présentent une procédure très simple. Ils n'ont pas de réunions périodiques et ne se réunissent que sur une convocation et quand des affaires leur sont soumises. Toute décision est précédée d'une tentative de conciliation. D'excellents résultats ont déjà été retirés de ces conseils.

Un fait des plus caractéristiques, et qui montre bien l'autorité qu'ont déjà su prendre les conseils, c'est que, récemment, ils ont fait accepter aux ouvriers une réduction de salaire de 20 0/0, en vertu d'une convention qui proportionne le taux de la rémunération de la main d'œuvre au prix de vente des charbons.

Les décisions des conseils n'ont d'autre sanction que l'engagement d'honneur pris par les parties de s'y conformer (1). Toute décision est d'ailleurs valable pour trois mois, c'est-à-

1. Art. 27.

dire que la même question ne peut être soulevée à nouveau pendant ce délai (2).

On peut encore citer, en Belgique, l'existence d'un conseil arbitral pour la cordonnerie à Bruxelles, et d'un conseil syndical mixte pour les tailleurs. Mais, ainsi que nous le disions précédemment, ces institutions sont encore relativement peu nombreuses dans ce pays. C'est là ce qui explique l'intervention législative, qui se traduit par la loi du 16 août 1887, à la suite des terribles grèves de 1886.

Aux termes de cette loi, due à l'initiative de M. Frère-Orban, des *Conseils de l'industrie et du travail* sont créés par arrêté royal. Le règlement des conflits entre patrons et ouvriers n'est qu'une de leurs fonctions et leur but principal est de former la représentation de l'industrie. Ils ont pour mission de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers, de prévenir et, au besoin, d'aplanir les différends qui peuvent naître entre eux. Leur juridiction ne s'étend que dans une localité; chaque industrie assez importante pour être représentée forme une section du Conseil.

La section est la véritable unité du système; elle est composée d'un nombre égal de chefs d'industrie et d'ouvriers formant un total de six membres au minimum et de douze au maximum.

Lorsque les circonstances paraissent l'exiger, le gouverneur de la province, le bourgmestre ou le président convoque, à la demande soit des chefs d'industrie, soit des ouvriers, la section de l'industrie dans laquelle un conflit s'est produit. La section recherche les moyens qui peuvent y mettre fin. Si l'accord ne peut s'établir, la délibération est résumée dans un

procès-verbal qui est rendu public. La loi ne prévoit même pas l'intervention d'un arbitre.

On peut expliquer cette lacune, purement apparente, par cette considération que le rôle des conseils de l'industrie et du travail est, avant tout, en Belgique, de créer des rapports permanents entre patrons et ouvriers et d'être le corps consultatif du travail. Le règlement des conflits n'est donc pour eux qu'une question accessoire. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que leur existence ne fait nullement obstacle à la création par voie privée, de conseils de conciliation et d'arbitrage. On peut, en effet, remarquer que les conseils qui fonctionnent à Mariemont et à Bascoup ne sont entrés en fonction que le 1^{er} janvier 1888, soit six mois après le vote de la loi.

Bien que la loi, dont nous venons de donner un rapide aperçu, ait été votée le 16 août 1887, le gouvernement attendit pendant plus de deux années que les conseils communaux prissent l'initiative de réclamer la formation des conseils de l'industrie et du travail. Enfin, lassé sans doute d'attendre, il prit lui-même cette initiative en décembre 1889; et, au 31 mai 1892, il existait en Belgique 52 conseils de l'industrie et du travail, formant 184 sections.

Cette multiplication rapide des conseils de l'industrie et du travail est due uniquement à l'action gouvernementale. Les ouvriers et les patrons ne semblent pas avoir accordé leur confiance à ces institutions, ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte par le nombre des abstentions relevé aux élections (1).

Cependant le gouvernement belge n'a rien négligé pour témoigner aux conseils de l'industrie et du travail l'importance qu'il attache à leur bon fonctionnement.

1. *Tableau des élections dans la province de Hainaut*. Publié par l'Office du travail, conciliation et arbitrage, p. 447.

Quelques sections ont été parfois appelées à fonctionner comme conseils de conciliation. Ces essais n'ont pas été heureux, en raison du manque d'homogénéité qui constitue un des mauvais côtés de l'organisation, en général, des sections en Belgique. Le remède à cet état de choses ne peut se trouver que dans la création d'institutions de conciliation et d'arbitrage par voie d'initiative privée, et dans leur extension chaque jour plus grande.

Allemagne. — L'initiative privée a fondé, en Allemagne, quelques conseils de conciliation et d'arbitrage semblables à ceux qui existent en Angleterre. On peut citer, dans cet ordre d'idées, le conseil de vingt-trois délégués ouvriers qui existe à Berlin dans la brasserie Schulteiss, et qui est consulté par la direction sur toutes les questions relatives aux salaires ou à l'organisation du travail (1).

On doit aussi mentionner l'organisation encore plus complète qui existe à Berlin, Hambourg, Leipzig et Breslau, dans les fabriques de M. H. Freese. Cette organisation, modifiée en 1890, comporte un conseil de conciliation composé de quinze membres, quatre choisis par le patron et onze par les ouvriers. Ce conseil, qui est investi de pouvoirs très étendus, peut même infliger des peines disciplinaires. Aucune grève ne s'est produite depuis son institution.

L'organisation des tribunaux industriels date, en Allemagne, de la loi du 29 juillet 1890. Antérieurement à cette loi, il existait déjà dans ce pays quatre ordres de juridictions, auxquelles pouvaient être soumis les différends entre patrons et ouvriers. Il y avait d'abord les autorités communales, en vertu de l'art. 108 de l'ordonnance industrielle de 1869, devenu l'art.

1. *Réforme sociale*, 16 juin 1892.

120 de la nouvelle rédaction de 1878 ; les tribunaux de corporation organisés par les lois du 18 juillet 1881 et du 7 juin 1887 ; des tribunaux spéciaux, analogues aux conseils de prud'hommes français, et enfin les tribunaux arbitraux établis dans différentes localités, conformément à un paragraphe de l'art. 108 de l'ordonnance industrielle de 1869 (1).

La loi du 29 juillet 1890 a abrogé, dans son art. 78, l'art. 108 (120) de l'ordonnance industrielle de 1869 et fait ainsi disparaître la compétence des autorités communales en matière de conflits industriels. Toutefois, elle a donné dans son titre V (art. 71 à 76), au président de la commune, bourgmestre ou maire, le pouvoir de trancher certains conflits d'une manière provisoire, en l'absence d'un tribunal industriel compétent, et sur la demande de l'une des parties. Elle maintient expressément la compétence des tribunaux de corporation, qui restent chargés de pourvoir au règlement des conflits se produisant entre les patrons affiliés et leurs apprentis ou ouvriers. Aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 29 juillet 1890, des tribunaux industriels peuvent être institués pour trancher les contestations d'ordre industriel survenues entre ouvriers, d'une part et patrons, d'autre part, ou survenues entre les ouvriers d'un même patron. Ces tribunaux sont fondés par voie de statut local.

L'initiative en est laissée à la commune ; mais, en cas d'inaction de sa part et sur la demande des patrons ou des ouvriers intéressés, l'institution peut être faite d'office par l'autorité régionale. La compétence de ces tribunaux s'étend sur les territoires d'une ou de plusieurs communes. Leurs fonctions sont multiples. Ils sont d'abord des organes de jugement ; ils sont ensuite des corps consultatifs et doivent, à la requête des

1. Il était ainsi conçu : « Le statut local peut charger des tribunaux arbitraux de régler les contestations (entre patrons et ouvriers) à la place des autorités qui en sont actuellement chargées.

pouvoirs publics ou de la direction de l'association des communes, pour laquelle ils ont été institués, formuler des avis relativement à des questions industrielles ; ils sont, enfin, appelés à jouer le rôle d'organes de conciliation et d'arbitrage.

En résumé, à l'heure actuelle, lorsqu'un conflit éclate au sein d'une corporation, c'est le tribunal arbitral de corporation qui a exclusivement compétence pour le régler. Lorsque, au contraire, les parties ne sont pas unies par le lien corporatif, le différend qui les divise est tranché, soit par le tribunal industriel établi conformément à la loi du 29 juillet 1890, soit par les tribunaux spéciaux *Landgerichte*, ou les anciens Conseils arbitraux créés en vertu de l'ancien art. 108 (120) de l'ordonnance industrielle et réorganisés, les uns et les autres conformément aux dispositions de la loi du 29 juillet 1890.

Autriche. — Depuis la loi du 15 mars 1883, le soin de régler les conflits entre les patrons et leurs ouvriers est confié, en Autriche-Hongrie, à une commission arbitrale, composée par parties égales de patrons et d'ouvriers. Sa compétence est facultative et les différends sont tranchés soit par conciliation, soit par jugement. Cette loi ne s'applique qu'aux ouvriers appartenant aux corporations.

Postérieurement, la loi du 8 mars 1885 a permis à l'autorité locale, sur la demande de la majorité des patrons et des ouvriers de la région, de créer des tribunaux arbitraux, compétents en matière de difficultés survenues entre les patrons qui n'appartiennent pas à une corporation et leurs ouvriers, à raison du travail, de l'apprentissage et du salaire. Il a été expressément expliqué que la compétence de ces tribunaux n'exclut pas celle des commissions arbitrales de corporation, ou des tribunaux créés conformément à la loi du 24 mai 1869.

Cette loi déjà ancienne autorisait le Ministre de l'intérieur à créer dans les villes ou dans les arrondissements où la grande industrie s'est particulièrement développée, des tribunaux industriels.

Hongrie.— La Hongrie possède une législation industrielle semblable à celle de l'Autriche. Les corporations y comportent, comme dans ce pays, un tribunal arbitral composé de patrons et d'ouvriers ; mais ce tribunal est présidé par un commissaire officiel et non par un des intéressés. Notons enfin une dernière différence ; on ne trouve pas en Hongrie de tribunaux arbitraux du même genre que ceux créés en Autriche par la loi du 8 mars 1885.

Après avoir examiné les divers éléments qui concourent à la fixation du taux des salaires dans les mines, il convient de s'arrêter un instant à l'étude des principaux types qui y sont en usage.

Il est peu d'industrie où le mode de rémunération des ouvriers présente une aussi grande variété. Tous les procédés de salaires ont été et sont, en effet, pratiqués dans les mines. A plusieurs reprises il a même été question de remplacer la rémunération consistant jusqu'alors en un salaire, par une participation directe aux bénéfices. Mais on s'est heurté, jusqu'à présent, à une véritable impossibilité matérielle. Cet enseignement prouve, une fois de plus, que le salaire, grâce à son caractère à la fois fixe et certain, correspond à une utilité qu'on ne saurait méconnaître. Nous ne voulons pas dire, par là, que le salaire doive toujours subsister en ce monde. Il pourra, sans doute, disparaître un jour, comme a disparu autrefois l'esclavage. Mais, jusque là, on doit reconnaître logiquement qu'il présente des avantages dont les ouvriers sont les premiers à profiter. Nous débiterons, dans cette partie de

notre étude par l'examen du salaire à la tâche, qui a toujours constitué, dans les mines, le mode de rémunération le plus généralement employé.

Le salaire à la tâche permet, on le sait, à l'ouvrier laborieux d'obtenir un gain particulièrement rémunérateur. Il fait aussi bénéficier la Compagnie minière d'une économie notable sur les frais de surveillance. Les chantiers d'une mine sont, en effet, tellement disséminés, qu'un contrôle actif des heures utiles de travail est toujours très onéreux.

Le contrat de travail à la tâche présente dans les mines un caractère tout spécial, qui permet de lui adjoindre avec avantage un contrat accessoire, le marchandage. Quelques explications nous semblent nécessaires à ce sujet. Car, jusqu'aux dernières grèves de 1891, le marchandage était universellement répandu dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

L'exploitation d'une taille comprend : 1° l'abatage, le chargement, le roulage, l'emballage des produits sur le plan incliné ; 2° le boisage ; 3° le remblai ; 4° le creusement et le boilage de la voie supérieure. L'ensemble de ces travaux était donné à *prix fait* à une brigade d'ouvriers, comportant généralement quatre mineurs et un hercheur, ce dernier choisi par les mineurs et payé 0 fr. 50 à 0 fr. 75 de moins que l'ouvrier. Ce prix fait se composait de deux facteurs : 1° le prix par berline de charbon propre, établi pour le déhouillement d'une veine régulière (1) ; 2° la somme affectée par mètre courant au creusement de la veine (2). Le marchandage pouvait, ou non, avoir lieu par affichage public. Dans le marchandage s'effectuant sans affichage public, le 1^{er} et le 15 de chaque

1. Ce prix, par unité de berline, était majoré d'une somme fixe déterminée, si la veine diminuait de $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{2}$, etc. de puissance.

2. Ce facteur restait invariable pour toute la longueur du marchandage, qui était généralement de 50 mètres.

mois, quinze jours avant la mise en activité des tailles, tous les ouvriers sans marchandages étaient prévenus individuellement, au fond, par les porions que telles ou telles tailles seraient adjudgées le 10 ou le 25 du mois. Les amateurs se rendaient alors, chaque soir (du 1^{er} au 10 ou du 15 au 25), au bureau de l'ingénieur qui notait au dos de la feuille d'entreprise les prix offerts par les ouvriers, et leurs noms. L'ingénieur ne faisait qu'inscrire les chiffres donnés, et n'articulait aucune objection. Le 10 et le 25 du mois, l'équipe qui avait mis le chiffre le plus bas, obtenait l'adjudication, et les ouvriers signaient la feuille préalablement remplie. Dans un seul cas l'adjudication n'était pas accordée : c'était lorsque les prix offerts par les ouvriers étaient tous sensiblement supérieurs à ceux que l'ingénieur eût payés. Alors seulement le chef porion faisait travailler la taille au prix de la Compagnie (1).

Ce que nous venons de dire du travail des tailles s'entendait aussi des travaux au rocher, bowettes, recoupages, etc.

Ce mode de marchandage excluant l'affichage public, présentait des avantages sérieux. On évitait d'abord la foule et les criaileries, puisque les ouvriers devaient soumissionner à des heures différentes, et n'avaient aucune récrimination à formuler par anticipation, ne connaissant le prix d'adjudication que le jour de la remise du travail. On empêchait, de plus, les mineurs d'abaisser volontairement le prix d'adjudication, les uns sur les autres, en se coalisant pour empêcher le travail de leurs camarades qui leur déplairaient, et d'arriver parfois, en fin de compte, à un prix tellement bas, qu'ils ne pouvaient plus que rarement faire honneur à l'entreprise. On empêchait, enfin, les ouvriers médiocres d'entreprendre pour un

1. Ce cas ne se présentait que rarement.

faible salaire, un travail souvent urgent, dont l'exécution n'aurait été poursuivie qu'avec la plus grande nonchalance.

Les ouvriers mineurs étaient-ils assujettis, comme le sont en général les entrepreneurs, à une caution vis-à-vis de la compagnie qui leur accordait l'adjudication? En réalité, cette caution était *demandée*, mais elle n'était pas *exigée*, sous forme de versement fait à l'avance. Elle ne constituait qu'une retenue répartie sur les salaires accumulés sur un nombre suffisant de quinzaines, pour ne pas être notablement réduits. Cette caution était, d'ailleurs, en général assez faible, et l'objet d'une restitution, dès le travail terminé. La caution avait sa raison d'être pour assurer la continuation et l'achèvement des travaux difficiles (1).

Dans certains cas, le marchandage n'avait pas sa raison d'être. Les ouvriers à la veine ou « abateurs » étaient alors payés à raison de tant par berline ou wagonnet de charbon. C'est là le salaire à la tâche proprement dit, tel qu'il existe encore actuellement. Il ne nous est pas possible d'indiquer ici le taux de ce salaire, qui variait essentiellement suivant les difficultés d'abatage, et selon que la taille était montante ou chassante, qu'elle exploitait une plateure ou un dressant, etc. Les Compagnies ne tenaient compte, en ce cas, ni de la qualité du charbon, ni de la surface mise à découvert. On exigeait seulement, que le charbon fût propre et le wagonnet bien rempli.

La rémunération du travail à la tâche peut donc revêtir deux formes dans l'exploitation des mines. Elle peut avoir lieu : 1^o au *marchandage*, lorsqu'il y a un contrat signé des

2. Il a été reconnu, que dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, et notamment à Anzin, lorsque malgré leurs efforts et leur bonne volonté bien constatés, les ouvriers n'arrivaient pas à un salaire suffisant, la Compagnie ajoutait toujours des frais extraordinaires, pour compenser ces difficultés inattendues.

deux parties dans lequel le travailleur accepte un prix pour un chassage déterminé : 2^o à la *tâche* proprement dit, lorsque ce même travailleur consent, le plus souvent pour une quinzaine, à être payé à la berline, suivant un prix fixé par l'ingénieur.

D'habitude, les bons ouvriers ont toujours préféré travailler au marchandage. Les plus faibles, ont à chaque époque, préféré le travail à la tâche proprement dit. Ajoutons que, régulièrement en temps de grève, les mauvais ouvriers ont toujours demandé la suppression du marchandage. Ils ont fini par imposer leur manière de voir aux Compagnies, comme nous l'avons vu précédemment ; mais ce succès constitue au point de vue économique un véritable pas en arrière.

Les primes données, soit à l'intensité du travail, soit à l'économie sur les matières premières ou sur le combustible peuvent, dans la plupart des industries, présenter des avantages sérieux. Mais dans les mines, à part les mécaniciens et les chauffeurs employés sur les locomotives, et les graisseurs attachés aux divers appareils de l'extraction, les autres ne peuvent profiter de cette heureuse combinaison, qu'en ce qui concerne l'usage des explosifs. Il ne peut être question de faire d'économie sur le boisage, où la matière première est fournie par l'administration de la mine, qui la livre sans marchander. Elle n'a d'ailleurs aucun intérêt à s'exposer aux dangers que présenterait un travail de ce genre mal fait, car c'est de lui que dépend l'existence de la mine et celle de milliers d'ouvriers. On peut en dire autant du remblayage, qui, comme le boisage, exige beaucoup de soin et, par suite, un temps assez considérable.

Le salaire au temps, avec prime, qui consiste à encourager l'ouvrier par une augmentation de sa rétribution basée sur la qualité du produit extrait se présente dans les mines sous un aspect tout particulier.

Au lieu d'attribuer au travailleur un gain spécial quand le produit de son travail présente un caractère de pureté suffisant, c'est-à-dire quand le minerai n'est pas mélangé de pierres dans une trop grande proportion, on se borne, dans ce cas, à ne pas le frapper de l'amende qui le menace chaque fois que cette condition n'est pas remplie. La règle paraît au premier abord renversée ; mais, en réalité, elle n'est en rien modifiée. Le salaire convenu ne l'est en réalité qu'à la condition, de la part de l'ouvrier, de fournir un travail vraiment avantageux à l'entrepreneur. La retenue dont il est menacé, quand il ne satisfait pas à cette exigence, et qui n'a pas lieu quand le produit de son travail est irréprochable, constitue donc bien un exemple de salaire au temps avec primes.

Quelles que soient les combinaisons adoptées, le salaire de l'ouvrier mineur présente donc un certain caractère de fixité, qui distingue nettement sa situation de celle d'un associé, ou du moins n'en fait qu'un associé d'un genre spécial, dont la part a été fixée d'avance à forfait.

Cependant, malgré les avantages des différents modes de salaires que nous venons de passer en revue, on leur a souvent reproché de ne pas offrir aux travailleurs une rémunération en rapport avec les résultats de la production. Ce grief est un de ceux que les ouvriers mineurs ont formulé avec le plus d'insistance au cours de leurs dernières grèves. Pourrait-on, et dans quelle mesure, remédier à un tel état de choses, par un autre mode de rémunération ? La solution d'un tel problème soulève plus d'une difficulté ; mais l'immense intérêt qui s'y attache mérite bien, nous semble-t-il, qu'on la prenne en considération. La participation aux bénéfices, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin, peut, il est vrai, corriger dans une grande mesure le côté désavan-

tageux que présente, pour l'ouvrier, la fixité du salaire. Mais cette combinaison ne constituant, à notre avis, qu'une addition au contrat de salaire, et non un mode de salaire proprement dit, ne renferme pas, à proprement parler, la solution de la question. L'échelle mobile des salaires paraît, au contraire, y répondre directement ; car elle offre tous les éléments constitutifs du contrat de salaire.

Le but poursuivi dans ce mode de rémunération est de proportionner, aussi exactement que possible, les salaires aux résultats de la production. C'est en Angleterre que ce genre spécial, après avoir pris naissance, s'est successivement développé. Les propriétaires et les ouvriers des mines s'y sont, peu à peu, groupés en grandes associations, traitant ensemble de puissance à puissance. A la fixation libre du taux des salaires par chaque propriétaire, d'après l'état des cours, a succédé une détermination générale pour tout un district, soit par un traité spécial, soit plus généralement par l'application d'une échelle mobile.

L'échelle mobile des salaires est donc le résultat d'une entente conclue entre patrons et ouvriers, qui fixent à l'avance le tableau des variations de salaires, correspondant aux variations des prix de vente.

Le tableau étant une fois dressé, il ne s'agit plus que d'arrêter, de période en période, tous les deux, trois ou quatre mois, le prix moyen de vente.

Le prix de main-d'œuvre, figurant au tableau, en regard de ce prix de vente, sera appliqué pendant la période suivante à tous les ouvriers mineurs du district.

Mais deux difficultés ont surgi au bout de très peu de temps. Les ouvriers ont trouvé que les périodes étaient trop longues, et qu'ils ne jouissaient que trop tardivement du bénéfice des hausses produites sur les prix de vente. Ils ont protesté également contre la sensibilité insuffisante, si on peut s'exprimer

ainsi, de cet instrument, qui ne les faisait bénéficier que des variations importantes dans les prix.

Les modifications apportées aux échelles mobiles ont donc eu pour effet :

1° de réduire la durée d'application d'un même tarif, durée qui a été peu à peu ramenée de six à quatre, à trois puis à deux mois, et même moins ;

2° De réduire l'écart de prix des charbons qui devait réagir sur le taux des salaires. A l'origine, cet écart-type était de 1 shilling ; il a été peu à peu réduit à 6, 4 et même 2 pences par tonne de houille.

Adopté en 1875 dans le pays de Galles du Sud et le Monmouthshire, le système de l'échelle mobile y subsiste encore à l'époque actuelle, tandis qu'importé ensuite dans plusieurs autres bassins, et en particulier dans le Durham et le Northumberland, il n'a pas pu s'y acclimater et a dû être abandonné.

L'échelle mobile actuellement en fonction dans le pays de Galles comporte un tableau des prix nets moyens de vente du charbon gros criblé, par tonne franco bord, variant de 1 p. 3/4 en 1 p. 3/4 depuis 8 shillings jusqu'à 15 shillings et au-dessus.

A chaque augmentation du prix de vente correspond une hausse de 1 1/4 p. 100 au-dessus du salaire-type adopté.

On obtient ainsi le tableau suivant :

Quand le prix net moyen de vente du charbon par tonne, franco bord est compris entre :				Les salaires sont fixés à tant p. 100 au-dessus du prix type	
Sh.	D.	Sh.	D.	Type	
7	10 1/4	8	0 0		
8	0 0	8	1 3/4	1 1/4	
8	1 3/4	8	3 1/2	2 1/2	
10	0 1/2	10	2 1/4	18 3/4	
10	2 1/4	10	4	20	
11	8 1/2	14	10 1/4	58 3/4	
14	10 1/4	15	0 0	60	

L'effet de cette échelle est une hausse de 8 p. 100 des salaires par chaque schilling d'augmentation du prix de la houille (1).

L'échelle qui fonctionnait de 1890 à 1892 donnait une hausse de 10 p. 100 des salaires par chaque schilling d'augmentation du prix de la houille.

En fait, au moment de la hausse des houilles en 1890-91, les salaires arrivèrent à dépasser de 57 1/2 p. 100 le salaire-type, qui était le salaire effectivement payé en décembre 1879.

Un point important à noter, c'est que le seul charbon payé aux ouvriers est le gros criblé, le menu n'entrant pas en ligne de compte dans la rémunération du travail. Le prix payé comprend donc l'ensemble de tout le travail nécessaire pour produire et extraire le gros et le menu, et non pas seulement le travail nécessaire pour la production du gros seul.

Plusieurs fois contestée, l'existence de l'échelle mobile a toujours été maintenue dans le pays de Galles, et grâce à son fonctionnement le travail a pu être continué dans ce district, alors que de longues et violentes grèves se produisaient dans les autres.

L'échelle mobile des salaires n'existe qu'en Angleterre ; aucun exemple de ce genre n'a encore été tenté en France.

Nous venons de voir quels étaient les avantages du contrat de salaire. Une question se présente naturellement à l'esprit après un tel examen : peut-on supprimer le salariat, en d'autres termes, aurait-on intérêt à le faire ?

Le salaire correspond à une utilité que l'on ne saurait méconnaître. Ses avantages se résument à l'heure actuelle dans la sécu-

1. E. Gruner, *Atlas du Comité central des houillères de France*, p. 42.

rité et les avances, à frais si minimes, qu'il procure aux travailleurs, sans les empêcher cependant, de profiter des circonstances favorables qui peuvent s'offrir à eux. Autrefois, l'ouvrier était trop souvent à la merci du patron, qui fixait souverainement son salaire, en même temps qu'il déterminait sa tâche. L'ouvrier n'ayant alors pas le droit de discuter avec son maître n'avait que bien peu de chances de voir son salaire s'augmenter. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

C'est en toute liberté que le travailleur traite maintenant avec l'entrepreneur. L'ouvrier n'est plus une quantité négligeable vis-à-vis de celui qui l'occupe ; souvent même il est son égal, quand il fait partie de ces organisations syndicales, dont la puissance tend, de plus en plus à s'accroître.

La facilité des communications permet aussi à l'ouvrier de se déplacer chaque jour, à moins de frais, et de rechercher une situation meilleure, en quittant les centres miniers où l'industrie languit, pour se rendre dans ceux où la prospérité règne.

Tels sont, esquissés à grands traits, les principaux avantages que présente actuellement, pour les ouvriers, le salariat. Le contrat d'association qui fait aujourd'hui l'objet des déclamations de l'école socialiste pourrait-il remplacer utilement ce mode de rémunération ? Pour résoudre cette question, il ne suffit pas de rechercher si l'association est plus avantageuse à l'ouvrier que le salariat. Il faut tout d'abord se demander si elle présente au moins les mêmes avantages que ce dernier contrat.

Le salaire offre dans l'industrie et surtout dans les mines une fixité précieuse qui n'existe pas dans l'association. Les ouvriers étant, en général, mariés et pères de famille, il leur faut

absolument un gain quotidien assuré, pour payer les dépenses de chaque jour. Comment feraient-ils pour vivre, s'ils devaient attendre une année ou tout au moins plusieurs mois, pour recevoir leur rémunération ? Les fournisseurs leur feraient-ils crédit si longtemps ? Le point est douteux, car les ouvriers ne pourraient leur offrir en gage que des espérances, et l'on sait, par expérience, que les commerçants ne se contentent pas de garanties purement aléatoires. Ne faut-il pas craindre aussi qu'un de ces accidents, toujours fréquents dans les mines et qui trop souvent dégénèrent en de vrais sinistres, ne vienne, au cours de l'année, engloutir le fruit des efforts de longs mois de travail, en même temps que les économies qu'a pu faire l'ouvrier !

Les faits sont d'ailleurs là pour prouver que la répartition des produits du travail, résultant du contrat de salaire actuel, est loin d'être aussi désavantageuse aux ouvriers que le prétendent les doctrines socialistes. D'après un rapport de la grande société métallurgique du Creuzot, qui comprend à la fois des mines, des forges et des fonderies, sur 20 millions de produits, 4 seulement ont servi à la rémunération du capital engagé dans cette entreprise, tandis que 15 millions ont été distribués en salaires, et un million appliqué à récompenser l'intelligence et le savoir des chefs de service, auxquels sont dus les succès de l'entreprise (1).

Si la part du capital et de l'intelligence était ajoutée à ce que reçoivent déjà les ouvriers, la part de ceux-ci ne serait donc accrue que d'un quart.

L'avantage qu'ils retireraient d'une telle combinaison, en admettant qu'il fût possible de suppléer à la disparition de ces deux éléments indispensables de toute production, serait-il

1. *Économiste français*, n° du 12 mai 1889.

de nature à compenser les risques de tout genre, auxquels ils seraient désormais exposés ? Le fait est bien douteux.

D'autres exemples, encore plus récents, sont venus prouver par une expérience désormais acquise, que les travailleurs qui avaient voulu recourir à l'association coopérative de production, n'avaient pu se passer de recourir, eux aussi, au salariat (1), pour l'exploitation de leurs mines.

Les sociétés coopératives de production sont d'ailleurs obligées de faire appel, d'une manière générale, au salariat, chaque fois que les exigences du moment dépassent l'effet utile que peuvent déployer leurs membres, à un moment donné. M. Levasseur (2) l'a bien reconnu, lorsqu'il a dit que si, en principe, une association ne doit faire travailler que ses membres, dans la pratique, cela était matériellement impossible. Du reste, on l'a vu, ces sociétés ne peuvent, même pas dans les rapports de leurs propres membres, éviter de recourir au salariat. Il leur est même tellement impossible, en dehors de l'industrie des mines, d'attendre jusqu'à la répartition annuelle, qu'elles sont obligées souvent de donner à leurs associés un vrai salaire à des intervalles rapprochés (3).

Le salariat présente encore un autre avantage sur l'association. Grâce à lui, l'ouvrier profite de chaque nouvelle invention dans l'industrie, sans que sa tâche lui coûte en plus, ni la moindre dépense, ni le moindre effort. C'est ainsi que l'emploi de la dynamite et de la perforation mécanique a singulièrement facilité le travail de l'ouvrier mineur. Il bénéficie même de ces progrès dans une plus large proportion que le patron ou le capitaliste, puisque, grâce au salariat, il n'a aucune mise de fonds à supporter. Et cependant, en ce qui concerne spéciale-

1. Rive-de-Gier, Monthieux.

2. M. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières depuis 1789*.

3. Emile Chevallier, *Les salaires au XIX^e siècle*.

ment l'air comprimé, chacun sait qu'il constitue actuellement la transformation de force la plus coûteuse. De tels avantages ne pourraient pas se présenter dans l'association, où chaque progrès et chaque perfectionnement n'entrent dans la masse commune qu'au prix de la valeur intrinsèque.

En résumé, l'avenir nous fournira peut-être un mode de rémunération plus parfait ; personne n'ignore que le temps futur a ses révélations et ses surprises. Mais, en attendant, nous croyons que ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de chercher d'abord à faire profiter la classe ouvrière de tous les avantages que peut lui procurer le contrat de salaire actuel, puis de voir si, tout en laissant subsister son point de départ et son principe, on ne peut lui adjoindre des perfectionnements ou tout au moins des améliorations utiles.

Ainsi que l'ont constaté à plus d'une reprise nos économistes modernes, quelque élevée qu'ait été la hausse des salaires dans la dernière moitié de ce siècle, la classe ouvrière n'a pas, à beaucoup près, utilisé avec fruit ce progrès pourtant considérable. L'épargne de l'ouvrier est encore actuellement insuffisante et lui-même ne semble pas posséder jusqu'à présent d'une manière complète la notion de sa responsabilité. Ce corollaire de la liberté dont il jouit maintenant avec une grande latitude lui impose de sérieux devoirs qu'il semble trop souvent ignorer. L'inconscience de cette responsabilité et de ses obligations, tel est le premier obstacle à vaincre, croyons-nous, pour arriver à faire profiter les travailleurs des avantages du contrat de salaire. Mais il y a aussi d'autres progrès à réaliser.

L'ignorance est encore assez grande chez la classe ouvrière, pour ralentir les rapports constants qui devraient créer entre elle et les entrepreneurs un courant d'affection réciproque. Des théories néfastes, basées sur la haine sociale et reposant

uniquement sur des sophismes, sont acceptées trop facilement de nos jours par l'ouvrier, qui se refuse souvent ainsi à comprendre que ses propres intérêts sont intimement liés à ceux des capitalistes et des entrepreneurs.

La réforme s'opérera donc de la part des ouvriers lorsque l'étude, en dissipant leur ignorance, leur permettra d'apprécier, en même temps que leur liberté, leur responsabilité individuelle et ses conséquences.

Du côté des patrons, divers procédés ont été préconisés.

La participation aux bénéfices présente un bon côté en ce sens que l'ouvrier, se sentant directement intéressé dans les affaires de l'entrepreneur, sera moins tenté de l'exploiter outout au moins fera preuve de plus d'attachement. C'est ainsi que, durant la Commune, à Paris, plusieurs maisons de commerce ont été défendues et sauvées par leurs ouvriers participants, grâce à l'intérêt qu'ils y trouvaient.

Mais cet avantage est largement balancé par plusieurs inconvénients. Le premier, et ce n'est pas le moindre, consiste à ce que cette combinaison semble, aux yeux de l'ouvrier, la seule où il soit admis à profiter, dans une certaine part, aux bénéfices à réaliser, tandis qu'en réalité la participation aux bénéfices constitue un des éléments du contrat de salaire le plus simple.

D'ailleurs, si on décompose les éléments du contrat de participation aux bénéfices et qu'on les compare avec ceux du contrat de salaire ordinaire, on est frappé par la remarque suivante. Il est évident que dans une entreprise où les ouvriers sont intéressés aux bénéfices, le patron est forcé de diminuer le salaire nominal dans une proportion équivalente à la perte que doit lui faire éprouver l'adoption de cette combinaison. Avant d'embaucher ses ouvriers, il calcule quels seront approximativement ses bénéfices bruts, la part qu'il devra distribuer

à ses ouvriers sous forme de salaire, et celle qui leur reviendra à titre de participation. La différence constituera son profit, déduction faite de l'intérêt qu'il devra payer au capitaliste, s'il a eu recours à ses services. Or, il est évident que si l'entrepreneur se rend compte qu'avec la participation aux bénéfices son profit n'est plus suffisant, il se rattrapera en donnant un salaire moins élevé. D'ailleurs, la part des ouvriers dans les bénéfices est toujours très restreinte, puisqu'ils ne doivent jamais rien supporter dans les pertes. En résumé, dans la plupart des cas, le résultat final sera le même pour l'ouvrier.

Si la participation aux bénéfices ne constitue souvent en réalité qu'un avantage purement fictif pour l'ouvrier, elle peut présenter pour le patron de graves inconvénients. A chaque instant des conflits peuvent s'élever entre le patron et les ouvriers sur le point de savoir si le contrat est loyalement exécuté. Il est difficile, et souvent même impossible, de prévoir une issue satisfaisante pour les contestations de ce genre, car les ouvriers sont obligés de s'en remettre à la loyauté du patron qui ne peut être obligé de leur communiquer ses livres sans crainte de voir divulguer le secret de ses affaires.

Ajoutons enfin que la participation aux bénéfices n'est réellement applicable dans une entreprise, qu'à la condition d'avoir un personnel très stable, ce qui ne se rencontre pas toujours dans l'industrie minière où le mineur aime naturellement à voyager. L'application de ce système présente aussi, dans les mines, une difficulté toute spéciale, qui tient au temps toujours assez long devant s'écouler entre le commencement du travail et la réalisation des bénéfices. Cet obstacle, mentionné par le docteur V. Böhmert (1), uniquement en ce qui concerne

1. Dr V. Böhmert, *La participation aux bénéfices*, traduction de M. Albert Trombert, Paris, 1888. Guillaumin, p. 164.

les mines de Freiberg; nous semble conserver toute sa justesse pour les houillères. On peut ajouter avec lui qu'en raison du rôle passif si important des éléments naturels dans la production, toute participation aux bénéfices serait souvent des plus aléatoires. Car, avec une même somme d'efforts et une habileté égale de direction, on peut réaliser dans telle mine de brillants profits, et ne recueillir, dans telle autre, qu'une maigre production, selon le degré d'abondance des filons et l'étendue des recherches qu'ils nécessitent.

Ces raisons suffiraient, sans doute, à expliquer pourquoi on n'a jamais essayé en France d'appliquer la participation aux bénéfices dans les mines de houille. Mais il y a plus : l'expérience infructueuse tentée, il y a quelques années, en Angleterre, par MM. Henry Briggs, fils et Cie, a malheureusement prouvé une fois de plus combien les efforts les plus louables des directeurs sont souvent mal interprétés par les ouvriers. Nous soulignons de nouveau ce point, non sans tristesse, car il marque un progrès encore bien grand à accomplir dans l'évolution des idées de la classe ouvrière.

C'est en 1865 que MM. Henry Briggs, fils et Cie, entreprirent dans leurs houillères de Whitwood, près Normanton (Yorkshire) l'essai de la participation aux bénéfices. Depuis dix ans, la mésintelligence troublait fréquemment leurs rapports avec leurs ouvriers et se traduisait par des grèves, comme d'habitude. Il en était résulté, pour les ouvriers, une situation des plus précaires; quant aux patrons, ils parvenaient à peine à payer aux capitaux de l'entreprise un intérêt de 5 0/0. En 1853, les mineurs avaient chômé pendant cinq mois, pour obtenir une augmentation de salaire; en 1858, les grèves motivées par une réduction du prix du travail avaient duré trente cinq semaines. Pour arriver à mettre fin à un état de choses aussi regrettable, MM. Briggs commencèrent par transformer

leur exploitation en une entreprise par actions. Puis, après avoir conservé deux tiers des titres, ils mirent l'autre tiers à la disposition : 1° des employés et des ouvriers, 2° des clients.

Désormais, le personnel toucha la moitié des bénéfices, déduction faite d'un prélèvement de 10 0/0 (plus tard de 13 0/0) pour intérêt et amortissement du capital. La répartition avait lieu au prorata des appointements et des salaires, mais de telle sorte que la part des ouvriers actionnaires était de moitié plus forte que celle des autres.

Le paiement avait lieu comptant. Toutefois, la direction s'était réservé le droit de constituer, avec une portion des bénéfices, un fonds de réserve, propriété exclusive du personnel, destiné à soutenir les mineurs aux époques de crise. On n'accordait aux ouvriers aucun droit de contrôle ; mais, d'un autre côté, aucune responsabilité ne leur incombait, en cas de perte (1).

D'ailleurs, l'égalité, pour ainsi dire la plus grande, régnait dans toute l'entreprise. Les traitements payés, soit aux employés, soit au directeur lui-même, n'excédaient pas le taux ordinaire de rémunération usité dans le district, pour des situations semblables.

Au début, les mineurs accueillirent la participation avec méfiance, et ne souscrivirent qu'un petit nombre d'actions. Mais les résultats effectifs dont ils virent, à la fin de la première année, profiter plusieurs de leurs camarades mieux avisés, les encouragèrent à sortir de leur réserve.

Le produit de la première année d'exploitation, sous ce nouveau régime, permit aux administrateurs d'annoncer aux actionnaires un dividende de dix pour cent, augmenté d'un *bonus*

1. Dr V. Böhmert, p. 182.

de deux pour cent du capital payé, et d'affecter une somme de £ 1,800, égale à deux pour cent du capital, à un compte intitulé *Labour bonus fund*.

Ce compte était destiné à répartir le *bonus* au prorata des traitements et salaires entre les ouvriers de la compagnie qui s'étaient rendus participants, et avaient acheté à leurs frais un livret pour y faire inscrire leurs gages à intervalles déterminés.

En opérant la répartition du fonds ainsi formé, il parut bon d'accorder aux ouvriers, qui avaient pris des actions dans la compagnie, une proportion plus forte qu'à ceux qui n'avaient pas participé sous cette forme à l'entreprise. Ils reçurent donc, et cela jusqu'à la fin de l'entreprise, dix pour cent de leurs salaires de l'année, tandis que les autres ne recevaient que cinq.

Les sommes ainsi payées en dividendes et *bonus* aux actionnaires, et surtout celles accordées comme *bonus* égal aux employés et ouvriers pendant la durée de cet essai représentent un chiffre important.

Année finissant	Sur le capital		Bonus réparti entre les employés et ouvriers.
	Dividende	Bonus	
		Liv. st.	Liv. st.
30 juin 1867....	40 0/0	2.700 = à 3 0/0	2.700
— 1868....	40 0/0	3.150 = à 3 1/2 0/0	3.150
— 1869....	40 0/0	3.462 = à 3 1/3 0/0	3.462
— 1870....	40 0/0	1.740 = à 1 2/3 0/0	1.740
— 1871....	40 0/0	1.745 = à 1 2/3 0/0	1.745
— 1872....	40 0/0	5.250 = à 5 0/0	5.250
— 1873....	45 0/0	14.256 = à 40 0/0	14.256
— 1874....	45 0/0	6.048 = à 3 0/0	6.048

L'examen de ce tableau donne lieu à quelques remarques importantes, et par suite à plusieurs explications. L'année 1872 ayant inauguré une période de grande prospérité, la

Compagnie accorda aux ouvriers, sur leur demande, des augmentations dans leur paye, qui atteignirent 27 1/2 à 30 0,0 de ces salaires, et qui, dans cette même année, vinrent s'ajouter au *bonus* de £ 5,250. Mais, en même temps, les directeurs, d'accord avec les ouvriers, trouvèrent juste d'élever le taux du dividende initial du capital, dans la même proportion que le taux des salaires des ouvriers. Pendant l'année se terminant au 30 juin 1873, le prix du charbon et le chiffre des salaires continuèrent à s'élever jusqu'à ce que ces derniers eussent atteint au moins cinquante pour cent, en sus de leur montant primitif. Le taux du dividende attribué au capital fut donc porté de dix à quinze pour cent.

Malheureusement, cette période de pleine prospérité fut suivie, presque subitement, d'une baisse considérable dans les prix de vente du charbon, nécessitant, comme de juste, une réduction des salaires.

Les mineurs en furent avisés et refusèrent d'en reconnaître la nécessité. Les patrons offrirent alors de soumettre la question à un arbitrage ; les ouvriers répondirent à cette avance en se mettant en grève durant quatre semaines. Ce ne fut qu'au bout de ce temps, qu'ils consentirent à soumettre le litige à un conseiller de la Reine, M. Daniel. Son verdict ne pouvait être douteux. Il jugea qu'il y avait lieu à une réduction considérable du salaire actuel.

Mais cette grève avait eu un grand retentissement. Elle avait irrité les actionnaires du dehors qui ne pouvaient pardonner aux mineurs d'avoir trahi leurs engagements. Ils s'opposèrent donc de la manière la plus formelle à la continuation de ce système, qui consistait à partager les bénéfices avec les ouvriers. Le paiement d'un *bonus* sur les salaires fut, en conséquence,

supprimé dès ce moment, mais beaucoup d'ouvriers conserverent des actions de la Compagnie (1).

Il est heureusement un autre moyen d'améliorer le contrat de salaire. Il consiste à mettre l'ouvrier à même de constater avec évidence que son salaire dépend de la prospérité de l'industrie qui l'emploie. C'est ce procédé qui est en usage dans certaines mines de l'Angleterre sous le nom d'échelle mobile des salaires. L'expérience, qui en a été faite, a pleinement justifié, jusqu'à présent, les espérances qu'on avait conçues à son sujet. Nous ne nous étendrons pas davantage sur ce point qui a déjà fait l'objet d'une étude spéciale de notre part (2). Nous nous bornerons seulement à regretter qu'aucun essai sérieux de ce genre n'ait encore été tenté en France.

Tels sont, en résumé, les principaux moyens dont disposent actuellement les patrons pour perfectionner le salaire, sans le dénaturer. Pourrait-on y trouver le but vers lequel doivent tendre les efforts de ceux qui s'intéressent à la solution pacifique et rationnelle des questions ouvrières et sociales ? Il serait bien difficile et bien osé de se prononcer à ce sujet. Nous croyons toutefois que pour le moment, tant qu'une évolution complète, portant l'empreinte d'un altruisme vraiment philosophique, n'aura pas eu lieu dans les classes ouvrières, ces procédés présenteront un grand avantage. Ils permettront, en effet, sans chercher à éliminer le salariat, dont la suppression radicale nous paraît téméraire à cette heure, d'améliorer, au moins, d'une manière notable, la situation existante.

Les travailleurs ont aussi cherché, par des combinaisons

1. *Bulletin de la participation aux bénéfices*, 1886, p. 44. Memorandum sur la participation aux bénéfices dans les houillères de Whitwood Normanton. Yorkshire (1865-1874), par Archibald Briggs et feu Henry Currer Briggs.

2. *Conf. sup.*, p. 29.

spéciales à améliorer leur situation dans les mines, sinon en renonçant au salariat, tout au moins en y apportant de graves modifications. Nous voulons parler ici des associations coopératives de production. Ce seul mot éveille, au premier abord, l'idée de la suppression totale du salariat. Tel est l'idéal visé par l'école socialiste, qui veut substituer à ce contrat un partage égalitaire de la richesse produite. Cette conception considérée jusqu'à présent comme irréalisable pour plusieurs motifs, dans l'industrie en général, le serait encore bien moins dans les mines. Car aucune raison ne permet, en justice, d'y attribuer une même rémunération à tous les travailleurs; et d'autre part, la mise en valeur des produits de la mine se ferait attendre trop longtemps. C'est pour ces motifs que nous avons représenté la coopération de production dans les mines, comme constituant surtout dans ses effets une modification, ou si l'on préfère un perfectionnement au contrat de salaire. Car, il ne faut pas l'oublier, la coopération de production se distingue nettement du salariat proprement dit par ce fait que chaque sociétaire y possède toujours une part rigoureusement égale du capital social (1).

Il existe aussi un autre genre d'association coopérative de production, où l'inégalité du capital social persiste : telles sont la société des lunetiers de Paris, l'association du familistère de Guise, du Bon Marché, etc. Ces associations ont, en général, été fondées par un patron qui, durant son existence, a fait participer ses ouvriers aux bénéfices, et qui leur laisse l'entreprise par testament. La forme hiérarchique qui a été l'origine

1. Les associations coopératives de production, dont l'origine remonte en France à 1834, ne s'y sont que peu développées. Sur 409 sociétés de ce genre, successivement instituées jusqu'à présent, on n'en compte actuellement que 109 existantes, dont 62 à Paris et 47 dans les départements (d'après M. Vila, secrétaire de la Chambre consultative des associations ouvrières de production).

de la fortune, y est par suite conservée (1). Aucune association de ce genre n'ayant encore été organisée dans les mines, nous nous bornerons à la simple mention que nous venons d'en faire. Nous croyons bon cependant d'ajouter, qu'aucune raison ne semblerait devoir, en principe, en faire rejeter l'essai dans cette industrie.

Les associations coopératives de production ont été considérées jusqu'à présent, comme constituant le privilège d'une élite (2). Elles exigent, en effet, une ardeur au travail et surtout un esprit de discipline qui ne peuvent se rencontrer que chez de rares individus.

Mais est-ce à dire, pour cela, comme on l'a prétendu si souvent, que toute association coopérative de production dans les mines soit fatalement vouée à l'insuccès ? Nous ne voyons pas sur quoi peut reposer une affirmation si catégorique ; car ce serait décider *à priori* que l'ouvrier mineur est incapable de faire preuve d'esprit de discipline et des autres qualités requises pour la prospérité des associations de ce genre. Les faits sont d'ailleurs là pour prouver l'inanité d'une telle assertion, ainsi que nous allons le voir, en étudiant la double expérience tentée à Rive-de-Gier et à Monthieux.

La Compagnie des houillères de Rive-de-Gier avait acquis, de la société des mines de la Loire, seize concessions minières, moyennant le paiement d'une annuité (3). Elle les possédait encore toutes en 1886, mais ses affaires étaient loin d'être brillantes.

1. *Revue d'Économie politique*, 1893, p. 796, Paris, Larose et Forcel' Les nouvelles compagnies ouvrières, par MM. le Dr Regnault et Waton.

2. M. P. Beauregard, *Éléments d'économie politique*, p. 167.

3. Les nouvelles compagnies ouvrières. Dr F. Regnault et Maurice Waton. *Revue d'Economie politique*, p. 625. Larose et Forcel. Paris, 1893.

Outre les bas prix résultant de la crise industrielle à ce moment, les eaux avaient envahi les galeries de la Compagnie à Lorette et à Rive-de-Gier. Le prix de la tonne de houille était de ce chef, grevé de 2 fr. 75. Avec des capitaux, on aurait pu lutter, et continuer à exploiter ces couches, à la fois puissantes et régulières, mais l'argent manquait. La Compagnie prit donc le parti d'abandonner ces deux groupes d'exploitation, pour elle sources de ruine et de reporter tous ses efforts dans les autres concessions. Cette détermination était certainement logique vis-à-vis des actionnaires, mais elle vouait à une misère noire toute une population minière incapable de se livrer à d'autres travaux.

Le syndicat des mineurs de Rive-de-Gier, demanda donc au préfet, sur les conseils de M. Laur, en août 1886, la propriété des mines abandonnées. Le préfet ne pouvait pas outrepasser ses droits : il se contenta de mettre la compagnie en demeure de continuer l'épuisement des eaux et de maintenir les galeries en bon état. La compagnie ne voyant désormais dans la propriété de ces mines abandonnées qu'une source de dépenses et d'ennuis, prit alors le parti de les céder à ses anciens mineurs syndiqués ou non. L'exploitation fut reprise le 14 septembre 1886 par 121 travailleurs, syndiqués à cet effet. Le résultat du premier mois fut assez satisfaisant. Après avoir payé les journées de ses membres (4 fr. 50 pour 8 heures de travail), l'Association fit un bénéfice net de 1500 fr. Mais la situation restait menaçante. Les quelques souscriptions recueillies de côté et d'autres étaient insuffisantes pour parer à l'absence de tout matériel et assurer le paiement des journées, car le charbon se vendait mal. Trente compagnons se retirèrent, en exigeant le paiement intégral de leurs salaires arriérés.

Un certain nombre de propriétaires s'opposaient aussi à l'extraction de la houille sous leurs terrains, en soutenant que

L'Association, incapable de payer les dégâts, n'avait pas le droit de s'exposer à en commettre.

La situation s'améliora cependant au début de 1887 : L'association trouva un débouché avantageux pour la vente de ses charbons, en même temps qu'une riche couche de houille.

Tout permettait de croire que les jours difficiles étaient enfin passés. Mais de nouvelles difficultés devaient surgir brusquement, sous la forme de deux procès.

Le premier fut intenté par la compagnie des houillères qui soutenait que la cession faite par elle était nulle :

1° Parce que l'autorisation gouvernementale n'avait pas été obtenue ;

2° Qu'il n'y avait pas d'acte authentique et solennel ;

3° Que d'après la loi de 1884, les syndicats ne peuvent pas posséder ;

4° Que les trois autres compagnies de la Loire n'avaient pas consenti.

La Compagnie des houillères perdit en première instance et en appel.

Mais le tribunal avait invité les mineurs à se dépouiller du nom de syndicat, et à créer une vraie société légale. L'association s'empessa de se conformer à ce jugement. Le 12 novembre 1889, par devant notaire, les 121 ouvriers, copropriétaires des concessions formèrent une société régulière. Ils adoptèrent des statuts, et, séance tenante, organisèrent l'administration.

Le second procès dut être intenté par l'association contre le syndicat, qui, sous l'inspiration des trente mineurs ayant quitté l'affaire au début, s'était emparé de force de deux concessions, la Montagne-du-Feu et Combes-Eygarande.

L'association eut encore gain de cause, et, depuis ce moment, rien ne vint plus entraver le cours constant de sa prospérité.

La Compagnie ouvrière de Rive-de-Gier est actuellement une société civile anonyme, à capital et personnel variables. Sa durée est illimitée, ainsi que le nombre des associés. Elle ne prend pas fin par la sortie, le décès ou l'interdiction d'un de ses membres, puisqu'elle en recrute incessamment de nouveaux.

Elle continue donc de plein droit entre les autres sociétaires. Elle ne peut prendre fin que par le vote d'une majorité des 9/10 des actions. En cas de perte des 3/4 du capital social, sa dissolution pourra avoir lieu, conformément à l'art. 37 de la loi du 24 juillet 1867 (1). Au moment de la formation légale de la compagnie ouvrière, chaque travailleur a dû s'engager à verser la somme de cent francs. Ce fut là l'origine première et unique du fonds social. Une action de cent francs fut donc attribuée à chaque sociétaire, et c'était là un chiffre invariable qui ne put être dépassé.

Ainsi donc, vis-à-vis de l'actif de la société tous sont égaux. Aucun privilège ne vient avantager les fondateurs pas plus que les simples piqueurs ou mineurs. Chacun ne peut posséder qu'une action payée par lui.

Les conditions pour l'admission des nouveaux actionnaires ont été minutieusement prévues. L'actionnaire aspirant ou stagiaire devra être occupé aux travaux de la société. Il subira sur son salaire une retenue mensuelle de deux journées dont le produit sera porté sur les livres de la société à un compte spécial. Lorsque le crédit de ce compte s'élèvera à cent francs, l'assemblée générale la plus proche sera appelée à voter sur son admission.

Si l'assemblée générale la refuse, son compte de retenue lui sera restitué (2).

1. Art. 3 des statuts.

2. Art. 8.

Tout actionnaire a le droit de se retirer de la société, en prévenant huit jours d'avance (1). L'assemblée générale prononce la radiation des membres qui ont commis des fautes graves.

Le conseil d'administration se compose de neuf membres, nommés pour trois ans par l'assemblée générale. Il représente la société dans tous les actes civils et judiciaires, et jouit des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des biens et des affaires de la société. Mais pour les emprunts de plus de 5,000 francs, il a besoin d'un vote de l'assemblée générale. Les fonctions d'administrateur sont gratuites. Le conseil a, au-dessus de lui, l'assemblée générale toute puissante.

On a souvent accusé les ouvriers de manquer de prévoyance. Tel n'est pas le cas des mineurs de Rive-de-Gier. C'est grâce à une stricte économie sur l'emploi des bénéfices qu'ils ont pu mettre en valeur leur mine. Ils continuent ce bon système, ainsi qu'on peut en juger d'après la manière dont se constitue leur réserve. Bien que la loi exige seulement un prélèvement de 5 0/0 sur les bénéfices, ils ont élevé ce chiffre à 80 0/0. Ils ont l'intention de continuer ainsi, jusqu'à ce que la somme produite atteigne 100.000 francs. Une fois ce chiffre obtenu, le prélèvement sera réduit à 40 0/0. Quant à la caisse de secours, elle est alimentée d'une manière permanente par une retenue de 20 0/0 sur les bénéfices et de 1 0/0 sur les salaires. Le total des bénéfices est donc absorbé chaque année par les institutions de prévoyance.

La durée du travail est, à l'intérieur, de 8 heures $1/2$, et à l'extérieur de 10 heures par jour, le prix des journées est identique à celui des compagnies ordinaires et se décompose ainsi :

1. Art. 9.

À l'intérieur :

Piqueurs et mineurs.....	5.00
Boiseurs.....	4.50
Remplisseurs.....	4.25
Rouleurs.....	3.75
Remblayeurs.....	3.75
Manœuvres.....	3.25 (prix moyen)

À l'extérieur :

Receveurs.....	1.00
Chargeurs.....	3.25
Forgerons.....	3.25
Mécaniciens.....	110 (au mois)

La production journalière est en moyenne de 30 tonnes. Elle a atteint depuis 1887 les chiffres suivants :

1887....	7.723 tonnes		1891....	10.012 tonnes
1888....	8.811 —		1892....	13.863 —
1889....	9.021 —		1893....	9.548 —
1890....	10.416 —			

La réduction de 4,313 tonnes qu'on remarque pour l'année 1893 n'a d'autre cause que la crise traversée actuellement par l'industrie houillère. La société des mineurs du Gier n'a pas été la seule à s'en ressentir ; on constate, en effet, pour l'année 1893, dans l'ensemble du bassin de Rive-de-Gier, une diminution dans la production de 28.678 tonnes, comparativement à l'exercice précédent.

On est tenté, au premier abord, quand on considère la rémunération des sociétaires de la mine de Rive-de-Gier, de trouver bien ordinaire le résultat obtenu, car les salaires y sont identiques à ceux des autres compagnies. Mais il faut voir plus haut et chercher quels avantages cette combinaison a rapportés non seulement aux mineurs de Rive-de-Gier, mais aussi à la richesse publique de tout ce pays. Il y avait là des mines inondées, abandonnées ; c'était une richesse nationale perdue. L'association entre en jeu ; son capital est nul au début. Après sept années de travail elle a extrait 69.394 tonnes de houille,

et assuré, pendant ce temps, l'existence de cent ouvriers. Elle a successivement augmenté ses moyens de production, en achetant du terrain, des outils, des chevaux et des machines. Elle s'est aussi créé un important fonds de réserves. De tels faits se passent de tout commentaire ; car il n'existe pas de termes assez éloquents pour exprimer l'importance qu'ils représentent.

Quel sera l'avenir de la Société des mineurs de Rive-de-Gier ? Tout dépendra de la marche qu'elle suivra. Si elle continue dans la voie sagement libérale qu'elle s'est tracée, et en évitant de devenir une corporation fermée, comme celles du moyen-âge, on peut lui prédire, sans crainte, croyons-nous, une longue période de prospérité. Mais, à ces conditions doit encore s'en ajouter une autre, d'une importance capitale : Il faut aussi que les ouvriers sachent conserver jusqu'au bout l'esprit d'union et le respect de leurs conventions, qui seuls leur ont permis de traverser victorieusement les mauvais jours.

La compagnie des mines de Monthieux se vit, elle aussi, dans la nécessité de se débarrasser de sa concession, en 1891, à la suite de pertes considérables, subies dans son exploitation. C'est alors que se constitua à St-Etienne, à l'instigation du syndicat général des mineurs de la Loire, sous le nom de « Société Stéphanoise de la mine aux mineurs, » une société d'ouvriers mineurs qui se rendit acquéreur de la concession et de l'ensemble du matériel, moyennant une somme de 10.000 francs. Les débuts de cette entreprise furent heureux : car des souscriptions importantes n'avaient pas tardé à lui apporter un précieux concours. Le conseil municipal de Paris et celui de Saint-Etienne avaient voté dès l'origine chacun 10.000 fr. ; et M. Marinoni leur avait envoyé 50.000 francs. Malheureuse-

ment l'organisation première était mauvaise. Elle se composait d'un conseil de dix membres nommés par le syndicat. Les dix commencèrent par refuser, contrairement à ce qui s'était passé à Rive-de-Gier, d'embaucher les vieillards malheureux, et de prendre de préférence, les ouvriers qui avaient souffert pour la mine. Les anciens mineurs de Monthieux étaient à peine représentés dans la nouvelle compagnie minière. Cette situation ne devait pas tarder à soulever plus d'une difficulté. Tout d'abord, le conseil des dix commença par s'attribuer les parts les plus avantageuses : l'un était gouverneur de jour, l'autre de nuit, l'un chef de ventes, l'autre secrétaire. Ils touchaient enfin 5 p. 100 des bénéfices. Leurs rapports avec leurs anciens camarades, se ressentaient fatalement du rôle de *vrais patrons qu'ils entendaient exercer*. Le syndicat qui s'était déjà brouillé avec eux, en profita pour exciter les ouvriers, et bientôt la grève éclata. Après une série de représailles réciproques, agrémentées par un procès, les Dix furent révoqués par l'assemblée générale et un nouveau conseil fut nommé. Depuis cette époque, aucun nouvel incident de ce genre n'est venu interrompre les travaux restés en souffrance, durant ces journées de désordre.

Actuellement la compagnie minière a une existence assurée. Les concessions sont exploitées sur trois points, sous la direction d'un ingénieur des plus compétents. Les bénéfices ne sont encore que minimes, mais les dettes sont éteintes et le budget est équilibré.

L'organisation de cette société présente des différences assez sensibles avec celle de Rive-de-Gier. Il importe, tout d'abord, de noter l'ingérence qu'y a conservée le syndicat. Il s'était fait attribuer, dès le début de l'entreprise, une part de 45 0/0 sur les bénéfices ; depuis l'assemblée générale du 13 novembre 1892, il s'est fait donner un certain nombre d'actions, ne rap-

portant pas d'intérêt, mais lui permettant d'envoyer des délégués aux assemblées générales. Son influence s'est encore fait sentir à plus d'une reprise dans la rédaction des statuts. On ne peut aliéner la mine, changer la forme de la compagnie, modifier certaines parties des statuts sans son autorisation. De plus, d'après l'art. 1, il faut être d'un syndicat de mineurs de la Loire, pour devenir actionnaire de la Compagnie ouvrière.

L'indépendance de la Société n'est donc pas aussi complète qu'à Rive-de-Gier. Et nous ne voyons pas comment les prétendues théories égalitaires du syndicat permettent de justifier la création des actionnaires-syndiqués, à côté des actionnaires-sociétaires. On peut se poser les mêmes questions, en ce qui concerne l'obligation de limiter l'embauchage des nouveaux ouvriers, aux mineurs syndiqués de la Loire.

Comme à Rive-de-Gier, la société est anonyme, à capital et personnel variables, de durée illimitée, et indépendante des membres qui la constituent. Tout ouvrier est pourvu d'une action, dès son entrée à la mine. Il n'est soumis à aucun stage et n'est tenu à opérer aucun versement à la caisse. En conséquence, il doit rendre son action à son départ, et n'a droit à aucune part sur l'actif de la société. Chaque action représente une part du fonds social valant cent francs. Ce fonds a été constitué par les 50.000 francs de M. Marinoni et les 40.000 francs du conseil municipal de Saint-Etienne, qui ont servi à solder les différents frais d'achat de la mine.

On distingue trois catégories d'actionnaires :

1^o Les actionnaires-sociétaires, travaillant à Monthieux, et possédant une action ; ils ont droit à une part de bénéfices.

2^o Les actionnaires détenteurs. Ce sont des sociétaires travaillant à Monthieux, dès le début de l'entreprise ; ils ont, en

plus de leur action, des actions supplémentaires en dépôt, qui sont transmises aux embauchés ;

3° Les actionnaires syndiqués, qui possèdent des actions leur assurant seulement une représentation aux assemblées générales.

Tous les trois mois a lieu l'assemblée générale des actionnaires ; chacun des membres n'a qu'une voix, même s'il détient en dépôt plusieurs actions. Cette assemblée générale trimestrielle ressemble assez à une Cour d'appel. C'est à elle qu'il appartient de lever les punitions, de réembaucher les sociétaires révoqués et aussi de punir ceux qui le méritent. Les punitions consistent dans la mise à pied de 1 à 4 jours suivie de la révocation pour fautes très graves.

Une des dernières assemblées générales, tenue en 1893, a créé une commission d'arbitrage destinée à régler les rapports entre administrateurs et sociétaires. Sa nomination est confiée à l'assemblée générale. Elle juge en premier ressort les travailleurs fautifs et peut, quand elle le juge nécessaire, convoquer une assemblée générale pour trancher le différend.

Les mineurs de Monthieux ne prélèvent que 5 0/0 des bénéfices, pour la réserve statutaire. La première moitié des bénéfices restants est attribuée aux actionnaires-sociétaires, travaillant dans la mine. La seconde moitié est distribuée en secours au profit de l'universalité des mineurs se trouvant dans le malheur, et adhérant au syndicat des mineurs de la Loire. Un comité permanent, composé des administrateurs de la mine et d'un nombre égal de membres du syndicat distribue ces secours.

On trouve à Monthieux, comme à Rive-de-Gier, un conseil d'administration composé de neuf membres et une commission de surveillance. Le conseil est renouvelé par moitié tous les deux ans, et peut toujours être révoqué par l'assemblée

générale. Les administrateurs sont désormais simples ouvriers, comme les autres sociétaires. Le soir, à 4 heures, après leur travail, ils s'occupent des affaires de la Compagnie. Une indemnité leur est allouée.

Les ouvriers travaillant à l'intérieur ont une journée effective de 8 à 9 heures, et ceux de l'extérieur sont employés de 9 à 10 heures. Ils sont payés à la journée; le salaire varie de 3 fr. 50 à 5 francs, suivant les catégories d'ouvriers. C'est là le prix moyen dans le bassin.

La production a atteint, dans ces dernières années :

en 1889.....	36.653		1892.....	17.402
1890.....	33.773		1893.....	32.613
1891.....	20.070			

Le résultat de l'année 1893 est singulièrement éloquent; il marque, en effet, une augmentation de 15,211 tonnes sur l'exercice précédent. Ce résultat est d'autant plus beau que l'année 1893 n'a pas été favorable à l'industrie houillère, ainsi que nous le disions précédemment.

Ajoutons, pour finir, que 170 personnes vivent actuellement de leur travail à Monthieux, en exploitant des concessions abandonnées par une Compagnie, autrefois puissante et riche (1).

L'exemple fourni par ces deux associations coopératives de production est suffisamment concluant, à notre avis. Il prouve bien que l'exploitation entreprise dans de telles conditions présente plus d'avantages économiques que celle d'une Compagnie ordinaire.

On n'y trouve, en effet, aucun des frais de représentation, et même d'administration (car il n'en existe pas à Rive-de-Gier, et ils sont bien minimes à Monthieux), qui sont toujours

1. *Nouvelles Compagnies ouvrières*, par M. le Dr F. Regnault et Maurice Waton, *Revue d'économie politique*, 1893, p. 643.

très onéreux pour une Compagnie ne disposant que de faibles ressources.

Est-ce à dire, cependant, que l'association coopérative de production soit toujours appelée à réussir dans les mines ? Ce serait une grave exagération que de le croire. On peut remarquer, tout d'abord, que l'exemple d'abnégation et d'altruisme donné par les ouvriers de Rive-de-Gier est, jusqu'à présent, un fait très rare. Il n'en a pas été de même à Monthieux, au début ; l'agitation dangereuse qui s'y est manifestée plus d'une fois et à laquelle n'était pas étrangère l'ingérence du syndicat a manqué à maintes reprises de compromettre, non seulement l'avenir, mais aussi l'existence de l'entreprise. Or, il est à craindre, en raison de la nature même de l'homme et des prétentions chaque jour plus grandes des syndicats houillers, que l'heureux exemple donné par les mineurs de Rive-de-Gier ne devienne de plus en plus rare. Et chacun sait, cependant, que ce n'est qu'à cette condition qu'une association coopérative de production peut réussir.

Il faut aussi tenir compte, en second lieu, de l'importance très restreinte des charbonnages de Rive-de-Gier et de Monthieux, et de leur mode d'exploitation. On y trouve le charbon à fleur de terre, et on commence toujours à l'exploiter à l'aide de *fendues*, ou galeries en pente, quittant la surface du sol, pour s'enfoncer peu à peu sous terre. Il suffit donc, au début, de faibles capitaux. On n'a pas besoin d'effectuer, comme dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, des dépenses de premier établissement se chiffrant en moyenne par 2 ou 3.000.000 de francs, et ne rapportant aucun bénéfice avant trois ans de travail.

Quelle que soit enfin l'irrégularité des couches, on sait toujours, quand on commence une *fendue*, s'il y a du charbon. Il en est tout autrement, quand on ne cherche le charbon qu'à de grandes profondeurs. On espère le trouver, mais on n'en a

pas la certitude. De telles exploitations ne semblent donc pas accessibles, du moins pour le moment, aux associations coopératives de production, en raison de l'importance des capitaux qu'il faut y immobiliser dès le premier jour, et du temps toujours long qui s'écoule avant la mise en valeur de la mine.

Mais il ne nous appartient pas de présager de l'avenir. L'heureux résultat obtenu à Rive-de-Gier et à Monthieux constitue à la fois un grand moment dans l'âge de l'évolution des classes ouvrières des mines, et en même temps un espoir important pour plus tard. Qui sait si l'épargne populaire, chaque jour plus florissante en France, ne mettra pas un jour à la disposition de ces vaillants pionniers du progrès, les fonds nécessaires, pour reproduire sur une plus grande échelle, les heureux essais de Rive-de-Gier et de Monthieux (1) ?

Nous venons de passer en revue les formes variées que peut revêtir le contrat de salaire, et les différentes additions ou perfectionnements dont il est susceptible. Il est assez naturel de se demander maintenant ce qu'on peut penser de l'intervention de l'Etat en cette matière. Car la question a été agitée

1. On cite aussi habituellement parmi les sociétés coopératives de production (Liste des sociétés coopératives de production reproduite dans l'*Almanach de la coopération française*, Paris, 1894, p. 419), la société des mines de fer de Rancié. C'est à tort. La mine de fer de Rancié appartient depuis un temps immémorial aux habitants de la vallée de Vicdessos (Ariège). Elle constitue uniquement un bien communal, dont l'exploitation est réglée par une ordonnance royale du 31 mai 1833. Les habitants des huit communes de la vallée peuvent seuls y travailler, mais à certains jours seulement. Chaque mineur se rémunère directement par la vente du produit de son labeur ; la quantité à extraire, qui est du reste déterminée d'avance pour chaque habitant, est très restreinte. Une telle organisation ne présente aucun point de ressemblance avec les associations coopératives de production. C'est pourquoi nous avons omis avec intention de la mentionner dans notre énumération. Ce n'est d'ailleurs pas la seule mine qui ait été l'objet d'une exploitation communale. Les choses se passèrent à peu près de même à Salies-de-Béarn, pour l'exploitation du sel gemme, jusqu'en 1840. (*Etude sur la lèpre chez les cagots des Pyrénées*, M. J. Lajard et le Dr Regnault, *Progrès médical*, décembre 1892.

surtout de nos jours, de savoir si l'Etat devait intervenir dans la réglementation des divers procédés à employer, soit pour la suppression du salariat, soit pour son perfectionnement. Mais nous aurions tort, avant d'étudier cette question, de ne pas remarquer tout d'abord, une tendance d'esprit assez générale en France, qui veut faire appel à l'Etat, dans bien des circonstances où souvent la nécessité de son intervention ne se conçoit pas.

C'est là un préjugé contre lequel il importe de se tenir en garde ; il ne tendrait à rien moins qu'à avilir le prestige du gouvernement.

Le développement de l'individu n'a eu pour conséquence de supprimer ni la famille, ni l'Etat. Les liens de famille, quoique moins étroits qu'à l'époque de la vie patriarcale, ont subsisté cependant dans leurs grandes lignes, et occupent encore aujourd'hui une grande place dans nos cadres. Mais la famille, par cela même qu'elle n'a plus le caractère d'une puissance à la fois publique et privée, s'est dessaisie envers l'Etat d'une partie de ses prérogatives. Il est donc logique de se demander si l'Etat, en sa qualité d'entité juridique, doit ou non se préoccuper des questions économiques que nous venons d'examiner, et qui intéressent, à un si haut point, l'existence de l'individu et de la famille (1).

L'Etat doit-il avoir un rôle économique ?

C'est une question de principe très délicate. Elle dépasse l'économie politique, car on la retrouve dans toutes les questions relatives à l'initiative sociale. Bien des gens, sans s'arrêter aux lois naturelles de l'économie politique, sont à la recherche d'un idéal imaginaire, dont ils veulent confier la réalisation à l'Etat. Tels sont les socialistes. D'autres, sans aller

1. M. Beauregard à son cours.

aussi loin, arrivent à une tendance d'esprit, qui consiste à faire appel à l'Etat, chaque fois que naît une difficulté. On les appelle les socialistes de la chaire. Leur conclusion serait l'extension, sans limites, du domaine de l'Etat.

Pour ceux qui partagent cette manière de voir que des bienfaits seuls peuvent résulter de l'initiative individuelle, ils considèrent l'Etat comme un mal nécessaire. L'idéal serait donc, à leurs yeux, de réduire au strict minimum l'intervention de l'Etat. La vérité ne peut, évidemment se trouver dans ces deux extrêmes. L'Etat, dans l'étude de l'évolution, apparaît comme un instrument inévitable, sans lequel il ne peut y avoir de progrès. Il faut voir, seulement, à quoi doit se résumer son rôle.

L'Etat apparaît le jour où le besoin commun rend nécessaire son intervention, pour garantir la société. Il est donc créé pour servir essentiellement les intérêts communs, qu'il ne faut pas confondre avec l'intérêt général, qui ne vise que la majorité, tandis que l'intérêt commun vise celui de tout le monde.

Il faut, que pour l'intérêt commun, l'Etat soit plus apte que tout autre à en assurer la satisfaction. C'est ici qu'on rencontre l'objection que l'Etat est un mal nécessaire. C'est une exagération. En effet l'Etat, comme l'individu, possède des moyens d'action spéciaux, qui, chacun dans leur sphère, rendent des services. Il jouit d'une autorité qui s'étend sur tout le territoire, et il en résulte qu'une action collective et rapide ne peut être mieux menée que par lui. De plus, il est apte à recueillir des ressources immenses. Il est facile de saisir que ce sont là des armes importantes qu'il est impossible de rencontrer chez l'individu isolé. Mais, de son côté, l'individu possède de précieuses qualités qui font absolument défaut à l'Etat.

En effet, les hommes agissent chacun de leur côté, poussés

par leur propre intérêt personnel. Leur action est en conséquence empreinte d'une responsabilité, engendrant une énergie et une ingéniosité contre lesquelles ne peut lutter l'Etat. Il en résulte donc que l'intérêt commun conseille d'une manière générale à l'Etat de ne pas anihiler la liberté économique ; mais il ne faut pas aller trop loin dans cette voie.

En effet, quand l'intérêt individuel n'est pas surexcité, l'intervention de l'Etat devient indispensable, surtout quand l'intérêt commun est en jeu, pour parer aux éventualités de nature à compromettre sa sécurité.

Dans ces conditions, l'idéal et la loi du progrès ne semblent pas consister dans un amincissement du rôle de l'Etat, mais plutôt dans une diminution du nombre de ses fonctions. Quant à celles qu'il sera appelé à conserver, le développement incessant de ses puissances et de ses ressources, qu'il y a lieu de prévoir avec les progrès des idées modernes, en assureront le bon fonctionnement.

Les fonctions que remplit l'Etat actuel peuvent se ramener à deux ordres d'idées : Les fonctions essentielles et les fonctions naturelles.

1^o Fonctions essentielles. — Ce sont celles qui, par leur nature même, ne peuvent être bien remplies que par l'Etat. On peut citer, à ce sujet, celles qui consistent :

1^o A assurer les relations avec les autres pays.

2^o A organiser les grands services publics, tels que l'armée, la flotte, la police et la justice. On peut encore ajouter à cette nomenclature le devoir qui incombe à l'Etat d'établir les règles d'interprétation des contrats, et toutes celles qui doivent assurer la protection de certaines personnes.

2^o Fonctions naturelles. — On entend par là celles qui conviennent à l'Etat à un certain moment, mais qu'il ne conser-

vera peut-être pas toujours. On peut citer à titre d'exemple, dans cet ordre d'idées, l'entretien des canaux et des routes. Il est, en effet, évident que ce soin pourrait, sans grave inconvénient, être abandonné à l'initiative privée.

Dans d'autres circonstances la fonction n'est naturelle que parce que le service qu'elle rend ne peut être appelé à cesser. Il en est ainsi de la monnaie.

Mais, personne ne peut nier, qu'avec les progrès de la civilisation, ces fonctions naturelles ne soient appelées à disparaître.

Etant donné que l'Etat doit avoir un rôle économique, comment doit-il intervenir d'une manière générale et surtout dans l'hypothèse spéciale qui nous occupe ?

Trois procédés d'intervention sont de nos jours pratiqués par l'Etat.

1° *Voie de l'action.* — On la trouve dans l'attribution de certains monopoles au profit de l'Etat, et aussi dans la réalisation de ses fonctions essentielles, telles que l'armée et les tribunaux.

2° *Procédé du contrôle.* — L'Etat charge certains individus de remplir certains services publics par voie de monopole. Il en est ainsi des chemins de fer.

3° *Procédé de la réglementation.* — L'Etat se borne à dire : Je laisse à tout le monde le soin d'assurer tel service : mais ceux qui voudront agir devront se conformer à la réglementation que j'indiquerai.

Quel est le procédé préférable ?

C'est une question qui dépend uniquement des cas particuliers en présence. On a essayé toutefois de dégager une idée générale. Mais les économistes ne sont arrivés à se mettre d'ac-

cord que sur un point: ils sont unanimes à repousser la voie de l'action. Quant au reste, ceux qui considèrent l'Etat comme un mal nécessaire, préfèrent le procédé du contrôle, tandis que d'autres penchent en faveur du procédé de la réglementation.

Dans la matière spéciale qui nous occupe, c'est-à-dire en ce qui touche le salariat considéré principalement dans les mines, l'Etat doit être, à notre avis, seulement chargé d'assurer l'ordre et la sécurité.

Comment, dans le cas où l'Etat doit agir, et qu'on sait quel procédé il doit employer, doit-il s'y prendre?

Tout dépend de l'hypothèse dont ils'agit. En ce qui concerne le salaire des ouvriers mineurs, nous croyons que l'Etat devra chercher à réaliser le double but que nous venons d'indiquer par les moyens suivants.

Il doit d'abord esquisser à grands traits, par une réglementation générale, le cadre où pourraient se mouvoir les intérêts des ouvriers et ceux des entrepreneurs, et surtout en s'efforçant de garder une neutralité absolue entre ces deux facteurs de la production. En effet, en matière de production, le principe actuellement reconnu en France, depuis la Révolution, et qu'on doit à tout pris respecter, est celui de la liberté. Les progrès réalisés en ce sens depuis 1789 sont immenses, et cependant il y a encore bien du terrain à conquérir pour que ce principe soit intégralement respecté. L'intervention de l'Etat doit, avant tout éviter, sous prétexte de méconnaître les droits de l'ouvrier, de tomber dans un excès contraire en embrassant les théories socialistes. Il ne faut pas l'oublier, ce n'est pas une raison, sous prétexte de faire du bien aux classes laborieuses, que de porter atteinte, au nom de la liberté, à des droits à la fois acquis et légitimes. S'efforcer d'assurer à tous une parfaite indépendance, tel doit être le but poursuivi. Aussi

ne peut-on que recommander à l'Etat et à ceux qui le composent, la prudence lorsqu'il s'agit d'intervenir dans l'industrie, pour protéger ceux qui ne savent le faire eux-mêmes tels que les femmes et les enfants; car ce qu'on appelle protection serait bien près de dégénérer ici en une véritable atteinte à la liberté du travail.

Il ne faut pas l'oublier, les moyens proposés chaque jour pour relever par une intervention directe de l'Etat, les salaires de la classe ouvrière, pourraient constituer un péril redoutable. De telles mesures sont souvent exposées à manquer le but poursuivi. En effet, comme le fait remarquer très justement M. Beauregard : « Toute loi par laquelle on se propose de faire hausser le taux du salaire, a presque fatalement l'effet contraire, et, d'autre part, en égarant l'ouvrier, en retardant son éducation économique, on rendrait presque impossible l'apaisement du conflit, qui met aux prises le travail et le capital (1) ». Or, une triste expérience a montré, à plus d'une reprise, à quel point il importe d'arriver à cet apaisement dans les mines.

Il n'est pas sans intérêt de terminer notre étude sur le salaire dans les mines, par un examen statistique de ses variations. Nous y trouverons la confirmation de ce que nous avons avancé, au sujet des théories de Ricardo et de Stuart-Mill. Nous verrons, en effet, que contrairement à leurs assertions pessimistes, le salaire de l'ouvrier mineur, tend constamment depuis le commencement de ce siècle, à s'accroître et à prélever une part plus importante de la richesse produite.

Mais, avant de commencer cet examen, il importe tout d'a-

1. M. P. Beauregard. *Essai sur la théorie du salaire*, p. 410.

bord de noter quelques faits dont l'influence s'oppose à l'uniformité absolue du salaire dans les mines. Le salaire des ouvriers du fond est toujours plus élevé que celui des travailleurs du jour. Cette différence tient à la nature plus pénible des efforts et aussi aux accidents fréquents et dangereux, auxquels sont exposés les ouvriers du fond. On voit également, en examinant les statistiques de l'industrie minérale, que le chiffre des salaires de ces deux catégories d'ouvriers varie d'un bassin à l'autre. Cette disproportion s'explique, tant par les conditions dans lesquelles s'exécutent les travaux, que par les facilités plus ou moins grandes qu'offre dans ces différentes régions le recrutement des mineurs.

On constate, enfin, qu'il n'est pas en rapport avec la production journalière moyenne par ouvrier. On en trouve la raison dans ce fait, que la production est directement influencée par la méthode d'exploitation, l'épaisseur et le degré de pureté des couches exploitées, la solidité du toit, la distance des chantiers au puits d'extraction, et en dernier lieu par le mode de roulage souterrain.

Il est assez difficile de déterminer quel était, au début de ce siècle, le salaire moyen de l'ouvrier mineur.

Nous croyons cependant qu'on peut l'évaluer, avec M. Beauregard (1) à 1 fr. 50. En 1893, il a atteint le chiffre moyen de 4 fr. 14 (2). Le rapport du total des salaires au produit net, ou en d'autres termes le quantième de la richesse produite répartie sous cette forme aux ouvriers a suivi en général une marche parallèle, quoique moins accentuée, et sauf quelques époques de crise. Il est facile de s'en rendre compte, d'après le tableau suivant, où sont indiqués depuis 1860, jusqu'en 1893 le salaire

1. M. P. Beauregard. *Essai sur la théorie du salaire*, p. 46.

2. Il s'était élevé en 1892 à 4 fr. 24.

annuel par ouvrier, et le rapport du total des salaires au produit net.

Années	Total des salaires (en milliers de francs)	Produit net (en milliers de francs)	Rapport du total des salaires au produit net.
1860	42.322	58.661	72.1 0/0
1861	47.124	63.910	73.7—
1862	50.808	67.792	74.9—
1863	55.953	73.749	75.8—
1864	58.015	76.512	75.8—
1865	59.491	80.435	73.9—
1866	63.191	86.661	72.9—
1867	69.058	92.974	74.2—
1868	70.724	92.274	76.6—
1869	71.978	93.272	76.2—
1870	72.274	92.833	77.8—
1871	73.674	100.187	73.5—
1872	90.113	128.398	70.1—
1873	107.541	154.834	69.4—
1874	111.796	156.347	71.5—
1875	115.042	153.535	74 —
1876	113.068	148.002	76.3—
1877	106.144	142.639	74 —
1878	103.785	143.409	72.3—
1879	101.110	138.740	72.8—
1880	111.488	154.441	72.2—
1881	112.232	151.145	74.2—
1882	119.015	162.268	73.3—
1883	127.171	169.978	74.8—
1884	117.358	160.165	72.2—
1885	105.869	147.227	71.9—
1886	107.363	142.973	75 —
1887	110.128	147.969	74.4—
1888	113.841	150.769	75.5—
1889	124.380	162.503	76.5—
1890	146.682	208.481	70.4—
1891	162.673	227.689	71 —
1892	158.493	205.070	77.2—
1893	152.077	186.579	81.5—

La production individuelle des ouvriers, soit du fond, soit de l'intérieur et de l'extérieur réunis et ait restée stationnaire en 1892 pour la France. Les frais de main-d'œuvre par tonne s'étaient, cependant, accrus de 0 fr. 12. Cette augmentation

devait donc être attribuée à l'élévation du salaire moyen annuel, qui avait été de 24 francs pour les ouvriers du fond et de 6 francs pour ceux de la surface (1). Pour l'année 1893, malgré la grève des mineurs du Pas-de-Calais, la production individuelle des ouvriers n'a diminué que de 4 tonnes pour l'ensemble des exploitations. Les frais de main-d'œuvre ont déchu de 28 centimes par tonne (2).

En Belgique, les résultats obtenus donnent des chiffres, à peu de chose près analogues. Il est facile de s'en convaincre en comparant, dans le tableau établi par M. Harzé par période décennale, quelle a été la répartition de la valeur produite, grâce à la coopération du travail et des capitaux.

Périodes décennales	Tantième en pour cent de la valeur produite		
	Aux ouvriers	Aux frais divers	A l'exploitant
1851-1860	50 9/10	35 2/10	13 9/10
1861-1870	52 3/10	38 1/10	9 6/10
1871-1880	52 8/10	37 9/10	9 3/10
1881-1890	54 7/10	38	7 3/10

On voit, d'après ce tableau, que le tantième attribué aux ouvriers n'a cessé de s'accroître aux dépens de celui revenant à l'exploitant. Tout donne lieu de présumer que ce curieux phénomène continuera à se manifester dans la période ouverte de 1891 à 1900. En ce qui concerne spécialement les années 1891 et 1892 de la période en cours, le tantième aux ouvriers a été respectivement de 52 2/10 et 56 4/10 0/0 et le tantième à l'exploitant de 14 5/10 et 5 8/10 0/0.

1. Malgré cette augmentation des frais de main-d'œuvre, le prix moyen de vente des charbons avait baissé de 0 fr. 85.

2. Il y a lieu de remarquer que le prix moyen de vente des charbons s'est abaissé de 91 cent. par tonne, sur les cours de l'année précédente.

Ces chiffres montrent qu'en Belgique (comme en France), le tantième aux ouvriers croît en temps de crise, alors que le salaire diminue ainsi que le bénéfice.

Il semble donc que la loi qui régit le salaire renferme un terme constant, un minimum en dessous duquel il ne peut s'avilir.

Une règle analogue s'observe aussi de bassin à bassin et de pays à pays. Là où l'industrie est fructueuse, le salaire est plus élevé, bien que le tantième aux ouvriers soit moindre.

§ II. — *Part de l'entrepreneur*

On désigne sous le nom de *profit* la part attribuée à l'entrepreneur dans la répartition de la richesse produite. Cette part se distingue nettement de celle de l'ouvrier ou salaire, et de celle du capitaliste ou intérêt par le caractère aléatoire qu'elle présente. L'intérêt consiste essentiellement dans un chiffre déterminé d'avance, et qui est assuré au capitaliste, quel que soit le résultat de l'entreprise. Le salaire, lui aussi, présente nous l'avons vu un caractère de fixité constant pour une durée convenue de travail, puisqu'il est constitué par un forfait sur les bénéfices futurs. La quotité du profit dépend, au contraire, uniquement des chances bonnes ou mauvaises de l'entreprise ; ce n'est qu'après avoir terminé toutes les opérations commerciales d'un exercice, et prélevé la part dû au capitaliste, que l'entrepreneur saura à quoi s'entendre. Il ne suffit d'ailleurs pas que le prix de vente des produits obtenus ait dépassé le coût de production dans lequel rentre l'intérêt du capitaliste ; il faut encore que les bénéfices ainsi obtenus couvrent les dépenses

extraordinaires qui, à chaque instant, peuvent se produire dans l'industrie, soit sous forme d'accidents, soit sous forme de grèves ou d'une manière générale à la suite de tout chômage forcé. La quotité du profit dépend donc uniquement du résultat de cette équation.

Le profit de l'entrepreneur peut constituer la rémunération du travail ou du capital seulement, soit celle de ces deux facteurs de la production réunis.

Le profit rémunère seulement du travail.

Cette hypothèse se produit lorsque l'entrepreneur ne disposant d'aucun capital, a dû recourir à l'emprunt. Il est évident, que, dans ce cas, son travail qui consiste dans la mise en œuvre de l'entreprise est seul rémunéré par le profit.

Le profit rémunère seulement du capital.

C'est ce qui se produit dans les entreprises où des capitalistes, après s'être entendus et associés, confient la direction de l'affaire à un tiers qui loue son intelligence et ses connaissances. Il est bien évident que ce tiers, n'étant en rien intéressé aux bénéfices et aux pertes de l'exploitation dont il a la direction, ne peut en être considéré comme l'entrepreneur. C'est un véritable ouvrier, puisqu'on retrouve le caractère bien marqué du forfait dans le contrat de salaire qui est intervenu entre lui et les capitalistes associés. Il en résulte donc que le profit rémunère alors le capital exposé qui représente ici le véritable entrepreneur.

Le profit rémunère à la fois du travail et du capital.

Ce fait a lieu lorsque l'entrepreneur, disposant de capitaux, les apporte dans l'entreprise. Il est évident qu'ici le profit sera la rémunération à la fois du travail et du capital engagé.

Tel est le rôle de l'entrepreneur dans la répartition en géné-

ral et l'exposé des combinaisons les plus courantes. Mais l'industrie des mines présente, en France, un caractère tout particulier qu'il importe de noter.

L'importance de telles entreprises ne permet pas, en général, à un individu isolé d'en rester l'entrepreneur au sens exact du mot, lorsqu'il s'agit, la découverte une fois faite, de s'engager dans l'exploitation. Il ne trouverait même pas de capitalistes disposés à lui avancer les fonds nécessaires, car la rémunération qu'il leur promettrait sous forme d'intérêt ne serait pas suffisante pour leur faire risquer des fonds importants dans une affaire trop souvent très aléatoire.

Il n'y a donc qu'un moyen, et c'est celui employé, en général, qui consiste de la part de l'inventeur à céder à une réunion de capitalistes associés ses droits et le matériel qui lui a servi jusqu'alors, en échange d'un certain nombre d'actions représentant une part proportionnelle du fonds de la société ainsi constituée. Les capitalistes acceptent assez facilement cette solution ; car, ils sont assurés, en cas de réussite, de faire des bénéfices bien plus grands que ceux que leur aurait rapportés le simple intérêt de leur argent. Désormais l'entrepreneur primitif devient donc un capitaliste et on est en présence de l'hypothèse que nous avons vue précédemment. Le capital est seul entrepreneur. Mais il ne faudrait pas en conclure que l'entrepreneur doive être pour cela assimilé à un véritable capitaliste ne recevant comme rémunération que l'intérêt. Il reçoit un véritable profit, éminemment variable avec les différentes phases de l'entreprise.

Cette remarque nous permet ainsi de faire une distinction bien marquée entre les deux genres de capitalistes auxquels a recours l'industrie minière.

Ceux, qui ont constitué l'entreprise à l'aide d'apports en réalisant la fondation, sont regardés à tort comme de simples

capitalistes. Ce sont de véritables entrepreneurs, puisqu'ils représentent une certaine quotité de l'entreprise, et qu'ils n'ont pas stipulé d'avance une rémunération fixe pour leur argent.

Ceux-là seuls sont des capitalistes qui, postérieurement à l'entreprise, sont venus apporter aux entrepreneurs-capitalistes, le concours de leurs fonds, moyennant un intérêt fixe stipulé d'avance. L'hypothèse que nous venons d'étudier est universellement, croyons-nous, celle qui se présente en France. Mais il n'en est pas de même à l'étranger, et notamment en Belgique et en Angleterre. Il n'est pas rare de rencontrer, dans ces pays, des propriétaires de mines exploitant eux-mêmes leurs gisements ; dans ce cas, ils sont bien des entrepreneurs et le profit qu'ils réalisent rémunère à la fois leur travail et leur propre capital. Si nous supposons que n'ayant pas de capitaux suffisants ils ont dû réaliser un emprunt, le profit qu'ils recueilleront après avoir payé les intérêts du capital emprunté, rémunèrera seulement leur travail.

Le caractère tout particulier de l'entrepreneur dans les mines et la nature spéciale de son rôle permettent d'expliquer pourquoi les causes qui sont en général indiquées comme influençant le taux des profits ne sont plus les mêmes ici. Peu importe, en effet, le besoin d'hommes suffisamment intelligents, pour diriger de telles entreprises, en y consacrant leur travail ou leur capital, et l'offre plus ou moins abondante de services de ce genre, puisque, nous l'avons vu, les capitaux-actions sont seuls, en France, entrepreneurs dans les mines. Ce ne sont donc que les différents risques, inhérents à l'entreprise, et qui la rendent, soit prospère, soit malheureuse, qui constitueront ici, en grande partie, les causes influant véritablement sur le taux des profits. Il ne faut cependant pas se dissimuler, que l'abondance des capitaux aura toujours pour effet

de mettre en valeur plus de mines. Il en résultera forcément une baisse des profits, par suite de la réduction des bénéfices, toujours en rapport avec la concurrence, surtout lorsque cette dernière menace d'en arriver à la surproduction.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'extrême variabilité que présente le taux des profits. C'est là une conséquence logique de ce que nous verrons plus loin, en indiquant la proportion relativement peu élevée des entreprises de mines ayant réussi. Les profits dans les mines sont de plus excessivement variables, étant intimement liés aux irrégularités géologiques, toujours trop fréquentes dans les travaux souterrains et aussi aux prix de vente des produits

Nous avons vu que depuis le début de ce siècle, le taux des salaires tendait sans cesse à s'augmenter suivant une progression évidente. Il en est tout autrement en ce qui concerne les profits. Il est, en effet, admis et prouvé aujourd'hui que dans toutes les industries le taux des profits tend à baisser. Ce résultat est dû aux progrès de la civilisation. Or, peu d'industries ont bénéficié, autant que celle des mines, des découvertes importantes réalisées dans les temps modernes. L'application des nouvelles conquêtes de la science a permis à la fois d'atténuer les risques d'accidents, et d'aborder des couches jusqu'alors inaccessibles, ou d'une exploitation trop coûteuse. La baisse du taux de l'intérêt a aussi rendu la mise en valeur plus facile en permettant aux entrepreneurs-capitalistes de trouver à meilleur compte les fonds dont ils avaient besoin. Il devait donc résulter dans l'industrie minière une baisse des profits en rapports avec les avantages dont elle a joui au cours de ce siècle. Les résultats confirment ce raisonnement ainsi qu'il résulte de l'augmentation des salaires dans les industries extractives. On constate, en effet, dans les statistiques,

d'abord que le salaire annuel de l'ouvrier a constamment augmenté à part quelques époques de crises, heureusement peu fréquentes ; on y voit aussi que le rapport du total des salaires au produit net tend également à augmenter progressivement. Le capital employé dans les mines étant cependant chaque jour de plus en plus considérable, et recevant pour ce motif, par la force même des choses, une rémunération plus forte sur le revenu annuel, il est juste de conclure que les ouvriers ont, en réalité, profité des progrès de la production dans une plus large mesure que les capitalistes et les entrepreneurs.

A en croire, cependant, certains orateurs et certains écrivains, qui ont la prétention d'être les défenseurs des ouvriers, la part attribuée aux capitaux-actions, c'est-à-dire en d'autres termes la part des entrepreneurs dans les mines serait énorme. Il y aurait même là une disproportion flagrante avec la rémunération qui peut être accordée équitablement à un capital quelconque. Mais, pour résoudre ce problème, il convient d'abord de grouper l'ensemble des concessions houillères en France, et non de prendre comme exemple, ou comme sujet d'étude, certains centres déterminés, reconnus pour leur richesse et leur régularité. Ce n'est, en effet, qu'à cette condition, d'ailleurs de toute justice, qu'il est possible de réfuter la théorie socialiste, dont le raisonnement est en général le suivant.

Voici une exploitation dont les actions ont été payées 1,000 francs ; ces actions valent aujourd'hui 10 ou 15,000 francs. N'est-il pas monstrueux que des capitaux puissent ainsi décupler de valeur, et que les revenus des actionnaires, c'est-à-dire des capitalistes, suivent une marche analogue !

Les apôtres du socialisme, en tenant un tel langage, commettent une première erreur : c'est de confondre sous le nom de capital, les sommes ou actions qui jouent dans les entre-

prises de ce genre, le véritable rôle d'entrepreneurs. — Le mot capital ne peut en effet s'appliquer, dans les mines, qu'au capital-obligation. Le porteur d'obligations est, à la différence du porteur d'actions, toujours sûr d'avance de l'intérêt qu'il recevra ; tandis que ce dernier est exposé à toutes les vicissitudes de la fortune. Les socialistes ont aussi un autre tort, dans leur manière de raisonner ; c'est de ne pas tenir compte de ce fait qu'à côté des exploitations prospères, il y en a bien d'autres qui n'ont abouti qu'à la ruine. Dans bien des entreprises, les actions après avoir été payées 1,000 ou 1,200 francs par les fondateurs ne valent plus aujourd'hui un centime. Ce fait est malheureusement loin de constituer une exception, et on peut affirmer qu'actuellement, les exploitations ruinées sont en majorité, tandis que les exploitations prospères constituent la minorité. Il est facile de s'en rendre compte et en même temps de voir quelle rémunération a été accordée aux capitaux placés dans les mines, en consultant les chiffres officiels des statistiques.

Depuis le commencement du siècle, l'État a octroyé à diverses Compagnies 635 concessions de combustibles minéraux. Sur ce nombre, 339 ont cessé d'être exploitées après une série d'efforts et de sacrifices infructueux ; 120 sont exploitées mais les bénéfices sont inférieurs aux dépenses ; 176 seulement donnent des bénéfices (1).

Ces données, qui semblent suffisamment éloquentes, sont cependant incomplètes. Il convient, en effet, de remarquer qu'il n'est pas tenu compte dans cette statistique des sommes énormes dépensées dans les recherches et travaux préparatoires qui doivent nécessairement précéder les demandes de concession.

1. *Economiste français* du 19 décembre 1893, p. 741.

Le relevé de ces dépenses n'ayant jamais été effectué, on est obligé de se borner à étudier les chiffres fournis par les exploitations actuellement existantes.

En ce qui concerne les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, dont la production a été en 1892 de 14.438.863 tonnes, sur une extraction totale de 25.697.233 tonnes pour la France entière, les concessionnaires ont, d'après M. Vuillemin, dépensé un capital de 600 millions. Dans les autres bassins de la France, où on trouve des travaux de recherches et d'aménagements beaucoup plus anciens, les gisements présentent moins de régularité et une puissance utile moins grande. Il en résulte que, malgré des dépenses plus considérables, le produit obtenu est moins important. On estime donc, d'après les rapports des ingénieurs des mines les plus compétents, que dans les bassins de la Loire, du Gard, de l'Aveyron et des Bouches-du-Rhône, on peut évaluer à 80 ou 90 francs la première mise de fonds effectuée par tonne de houille produite annuellement. Pour la production de 11.259.370 tonnes de ces différents bassins, il a donc été immobilisé un capital de 900 à 1,013 millions de francs, et encore, en ne tenant pas compte dans ce calcul de tous les capitaux qui ont disparu dans des entreprises stériles. Il s'ensuit que pour la production de la houille en France, qui pour l'année 1892, a été de 25.697.233 tonnes, on a immobilisé de 2.055.778.640 à 2.312.750.970 francs.

Quels sont les bénéfices produits par cet immense capital ?

D'après la statistique de l'industrie minière, publiée par le ministère des travaux publics, les bénéfices réalisés par l'ensemble des houillères françaises ont été, en 1882, de 38 millions ; en 1883, de 36 millions et demi ; en 1884, de 31 millions ; en 1885, de 36 millions ; en 1886, de 32 millions ; en

1887, de 34 millions ; en 1888, de 33 millions et demi ; en 1889, de 34 millions ; en 1890, de 57 millions ; en 1891, de 60 millions. Si on compare ces bénéfices avec la somme de capitaux engagés, on voit que la rémunération du capital a été en 1882 et 1883 de 2 1/4 0/0 ; de 1884 à 1889 elle a été de 2 0/0. Ce n'est que dans les années exceptionnellement prospères de 1890-1891, qu'on trouve un revenu de 3 3/4 0/0.

Pour arriver à un résultat en somme si minime, que d'entreprises n'ont pas été, durant de nombreuses années, dans un état voisin de la ruine. Les épreuves qu'eut à traverser la Compagnie d'Anzin ont été retracées avec trop d'éloquence par Mirabeau, dans le discours qu'il prononça à l'Assemblée nationale dans la séance du 21 mars 1791, pour ne pas attirer un instant notre attention.

« ...Elle obtint une concession, non pour exploiter une mine, mais pour la découvrir, lorsqu'aucun indice ne l'annonçait. Ce fut après vingt-deux ans de travaux qu'elle toucha la mine. Le premier filon était à trois cents pieds et n'était susceptible d'aucun produit. Pour y arriver il avait fallu franchir un torrent intérieur, qui couvrait tout l'espace dans l'étendue de plusieurs lieues. On touchait la mine avec une sonde ; et il fallait non pas épuiser cette masse d'eau, ce qui était impossible, mais la traverser. Une machine immense fut construite, c'était un puits doublé de bois. On s'en servit pour contenir les eaux et traverser l'étang. Ce boisage fut prolongé de neuf cents pieds de profondeur. Il fallut bientôt d'autres puits du même genre, et une foule d'autres machines. Chaque puits en bois dans les mines d'Anzin, de quatre cent soixante toises à plomb (car la mine a douze cents pieds de profondeur), coûte 400.000 liv. Il y en a vingt-cinq à Anzin et douze aux mines de Fresnes et de Vieux-Condé : cet objet seul a coûté 15 millions. Il y a douze pompes à feu de 100.000 liv.

chacune. Les galeries et les autres machines ont coûté huit millions ; on y emploie six cents chevaux ; on y occupe quatre mille ouvriers. Les dépenses en indemnités accordées selon les règles que l'on suivait alors, en impositions et en pensions aux ouvriers malades, aux veuves, aux enfants des ouvriers vont à plus de cent mille livres chaque année... A quoi cependant a-t-il tenu que cette mine, que tous les étrangers reconnaissent pour l'une des plus belles de l'Europe, n'ait ruiné les capitalistes dont elle avait absorbé la fortune ? »

Il fallut donc à Anzin d'abord vingt-deux ans de travaux coûteux pour découvrir la mine ; puis à partir de cette époque dépenser encore plusieurs millions avant de pouvoir exploiter !

L'exemple donné par la Compagnie d'Anzin est loin d'être unique. Il en est un autre, qui, bien que moins connu, donne cependant l'idée exacte des difficultés que traversèrent en moyenne les exploitations houillères en France. Il s'agit ici de la Compagnie des mines et forges d'Alais, dans le Gard. Pendant les premières années, de 1863 à 1870, il n'y a eu aucun dividende ; il en a été de même de 1884 à 1888, pendant quatre ans. Dans les exercices de 1891 et 1892, il a été distribué 20 francs, déduction faite des impôts payés par les actionnaires. Le dividende moyen des vingt-sept dernières années jusqu'en 1892 a été de 20 fr. 756 par action de 500 fr., soit 4 0/0 du capital engagé, correspondant à un bénéfice net de 360.000 fr. Durant tout ce laps de temps, le total des salaires, payé chaque année aux ouvriers, tant du dehors que du fond, s'est élevé à 3.564.242 fr., en moyenne par an ; soit pour 2,981 ouvriers une moyenne de 1,195 fr. 65. La répartition, comme on le voit par cet exemple, est loin d'être avantageuse aux entrepreneurs capitalistes, qui, malgré tous les risques de l'entreprise, n'ont reçu en moyenne que 350,000

francs par an, tandis que les ouvriers recevaient plus de dix fois cette somme, soit 3.564.242 fr.

On pourrait en dire autant de plus d'une concession dans les bassins du Centre. D'après M. Luyton, ingénieur anglais, qui a eu pendant longtemps la direction des houillères de Firminy et de Roche-la-Molière, une production annuelle de 300,000 tonnes correspond, dans le bassin de la Loire, à un capital engagé de 9 millions, ce qui donne 30 fr. par tonne. Et, dans ce calcul, M. Luyton ne tient aucun compte des capitaux absorbés et anéantis par les recherches et les entreprises malheureuses.

Un tel état de choses n'a à la fois rien de surprenant ni rien de nouveau. Car, dès 1879, M. Vuillemin, l'éminent président du comité des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, écrivait les réflexions suivantes, inspirées par l'éloquence des chiffres de l'exercice 1878 :

« 1° Le capital immobilisé, c'est-à-dire réellement dépensé en travaux de toutes sortes, creusement de puits, chemins de fer, rivages, maisons d'ouvriers, constructions, machines, matériel et outillage, etc., par les 33 sociétés ayant obtenu les 120,000 hectares concédés dans les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, atteint aujourd'hui 346.268.296 francs.

« 2° ...Les intérêts et dividendes payés à ce capital pour une production en 1878 de 6.983.822 tonnes de houille ont été de 13.940.530 francs, soit de 4 0/0.

« On remarquera en outre :

« Que 12 sociétés seulement sur 33 ont pu distribuer un intérêt à leurs actionnaires.

« Les 21 autres n'ont pas réalisé de bénéfices, ou bien ont été en perte, ou bien ont dû liquider.

« Mais ce n'est pas à près de 350 millions de francs que se bornent les dépenses faites dans les bassins houillers du

Nord et du Pas-de-Calais pour les amener à l'état actuel de production.

« Il est de toute justice d'y ajouter les dépenses faites en recherches et exploitations qui n'ont abouti, il est vrai, qu'à des pertes pour les capitalistes qui les ont entreprises, mais qui ont contribué essentiellement à la découverte des richesses de ces bassins, à la détermination de leurs limites, et qui ont fourni des indications précieuses aux explorateurs devenus concessionnaires....

« Ainsi, l'importance des capitaux réellement dépensés dans les houillères des bassins du Nord et du Pas-de-Calais n'est pas moindre de 446,268,296 francs, soit en chiffres ronds 450 millions. Les intérêts et dividendes répartis à ces capitaux en 1878-79 n'ont été que de 13,940,530 francs, représentant 3,1 0/0 d'intérêt annuel.

« Telle est la réalité. — On conviendra que l'industrie houillère ne réalise pas les bénéfices extraordinaires qu'on est disposé à lui attribuer, parce que l'on ignore généralement les capitaux importants qu'ont dû y engager les sociétés qui ont réussi et que, lorsqu'on cite celles-ci, on ne songe pas aux nombreuses sociétés qui y ont employé des sommes considérables, actuellement perdues ou improductives ? »

Ajoutons, comme épilogue aux réflexions de M. Vuillemin, que l'intérêt privé ne s'y était pas trompé, car, pour le même exercice, il avait capitalisé la valeur des actions des charbonnages des bassins du Nord et du Pas-de-Calais à 488,201,000 francs, soit à 2,8 0/0 de la valeur de l'action.

La France a-t-elle, à elle seule, le triste privilège de constater dans l'exploitation des mines des résultats aussi peu fructueux. La question est curieuse à étudier, mais pour ne pas dépasser les limites de notre travail, nous nous bornerons

à l'examiner en Belgique et en Allemagne dans le bassin de la Westphalie.

D'après la statistique minérale belge, publiée chaque année par M. Harzé, directeur des mines au ministère, la Belgique produisait, en 1881, 17 millions de tonnes de houille. Les pertes dépassaient alors les bénéfices de 1 million 1/2.

De 1882 à 1887, les bénéfices ont oscillé entre 4 millions 1/2 et 8 millions 1/2 de francs. En 1889, les bénéfices atteignent brusquement 22 millions et en 1890 59 millions, pour retomber à 38 millions en 1891 et à 12 millions en 1892. La statistique minérale belge ne donne pas le montant total des sommes immobilisées dans les mines, mais elle renferme assez de renseignements pour se rendre compte de la faible rémunération attribuée aux capitaux qui y sont placés. En effet, si on prend spécialement les chiffres fournis par l'année 1892 on trouve les résultats suivants. La valeur produite s'est élevée à 201,288,000 francs et les dépenses à 189,526,000 francs. La différence entre ces deux chiffres donne le bénéfice général de l'exercice qui est donc de 11,762,000 francs, ce qui, pour une production de 19,583,173 tonnes, correspond à un bénéfice de 0 fr. 60 par tonne. Comparé au bénéfice de 1891 (35,861,000 fr.), qui pour sa valeur occupe le deuxième rang dans toute la période de 1881 à 1892 le boni de 1892 accuse donc une diminution de 67 p. c.

Sur l'ensemble des charbonnages belges, 82 ont eu des excédents de recettes s'élevant ensemble à 16,273,000 francs, mais 42 ont eu des excédents de dépenses se chiffrant en tout à 4,511,000 francs. Le résultat global est donc loin d'être aussi brillant qu'on serait souvent tenté de le croire.

Ajoutons que, d'après une étude publiée en 1890 dans la

Revue universelle de Liège, par M. le professeur Paul Traseusters, de l'Université de Liège, sur les résultats financiers de quarante-neuf sociétés houillères du bassin de Liège et du Hainaut, le rendement du capital nominal de ces sociétés n'a été de 1878 à 1888 que de 3,4 0/0. Ce chiffre est d'ailleurs encore supérieur à la réalité, car M. Traseusters fait observer que ce capital nominal est fort inférieur à la réalité :

1° Parce que le capital de certaines sociétés prospères (Mariémont, Strépy-Bracquegnies, etc.) figure pour zéro aux bilans de ces sociétés, et, par suite, figure aussi pour zéro dans le capital nominal pris comme base de ce calcul ;

2° Parce qu'on ne tient pas compte des sociétés qui ont liquidé après avoir perdu tout leur capital.

C'est ainsi que depuis 1878 il a disparu une dizaine de sociétés, représentant un capital de plus de 20 millions. En additionnant ce capital perdu à celui des quarante-neuf sociétés mentionnées précédemment, ajoute M. Traseusters, le dividende moyen descendrait à 3 0/0 sur le capital nominal, qui est encore sensiblement inférieur au capital réellement immobilisé. A quel chiffre descendrait-il si M. Traseusters tenait compte des capitaux considérables perdus en recherches?

En ce qui concerne la Westphalie, les renseignements nous sont fournis par un travail publié par l'Association pour la défense des intérêts miniers de la Westphalie. De 1876 à 1888, pour les vingt-trois sociétés anonymes qui produisaient en 1888 10 1/2 millions de tonnes de houille, le rendement moyen du capital immobilisé a été de 3 0/0 juste. Pour les soixante-dix-neuf sociétés de Westphalie qui ont produit environ 13 millions 1/2 de tonnes, la valeur en capitaux immobilisés n'a pu être calculée exactement. Mais ce que l'on a pu savoir, c'est que le bénéfice moyen par tonne de ces sociétés a été sensiblement

moindre (0,54) que celui des sociétés par actions (0,82). Le rapporteur de l'association westphalienne a conclu, en résumé, de son étude, que le rendement des capitaux de ces sociétés civiles a été bien inférieur à 3 0/0.

Les chiffres donnés par les statistiques, en France, en Belgique et dans le bassin de la Westphalie, qui, à lui seul, fournit plus de la moitié de la totalité de la houille extraite sur le territoire allemand, sont suffisamment instructifs. Ils prouvent que, contrairement à la légende bien connue des capitaux centuplant de valeur et des dividendes fantastiques, l'industrie minière et en particulier celle de la houille est dans son ensemble une des plus hasardeuses qu'on puisse trouver pour l'entrepreneur.

§ III. — *Part du capitaliste.*

Ainsi que nous venons de le mettre en lumière, il importe de bien distinguer la nature et le but des capitaux concourant à la production de la richesse dans les mines. Les sommes représentées par des *actions* ou *parts d'intérêt* dans l'entreprise ne sauraient être considérées, au point de vue de la rémunération dont il s'agit ici, comme des capitaux proprement dits. Elles ne jouent, en effet, d'autre rôle que celui de véritables entrepreneurs, en vertu de l'aléa toujours attaché à leur rémunération. Le capitaliste, ainsi que le définit la science économique, est donc uniquement représenté dans les mines par le porteur d'*obligations*. Sa personnalité est nettement déterminée, par la fixité de l'intérêt qu'il reçoit d'une manière périodique, à titre de part, dans la richesse produite.

La rémunération du capitaliste, dans les mines, ne présente rien de particulier. Le taux de l'intérêt y est déterminé par les lois générales de l'offre et de la demande, et aussi, comme dans toutes les industries, par l'état de prospérité de l'affaire. On ne doit cependant pas oublier, qu'en raison de l'importance et de la gravité toute spéciale des risques que présentent les travaux de ce genre, le taux de l'intérêt des obligations de mines tend toujours à être un peu moins élevé que celui des autres valeurs.

CHAPITRE III

CIRCULATION DE LA RICHESSE PRODUITE PAR LES MINES

Théorie générale de la valeur. — Mécanisme de l'échange. — Commerce et concurrence intérieurs et extérieurs. — Monopole de l'État. — Protection. — Libre-échange. — Libéralisme.

La circulation de la richesse, résultant de l'extraction des mines, se produit à l'aide du contrat de vente, une des formes, et de nos jours la plus usitée, de l'échange. La vente des produits de la mine ne donnant lieu à aucune remarque particulière, il ne nous semble pas utile de nous y arrêter. Nous pouvons en dire autant des différents accessoires du contrat de vente et notamment du prix, qui pour les produits des mines ne soulèvent aucune observation spéciale. Mais nous croyons bon d'examiner les lois qui, présidant en général, à la fixation, aux variations, et à l'équilibre des prix, dans les autres industries, trouvent la même application dans l'échange des produits des mines. En d'autres termes, nous étudierons comment peut être formulée la théorie de la valeur, en ce qui concerne spécialement ces produits.

La valeur des produits extraits des mines consiste dans la propriété qu'ils possèdent de satisfaire un certain nombre de besoins. Il en résulte, d'après les lois générales de l'échange, que la valeur étant fonction de l'utilité, et de la rareté, les produits de la mine atteindront toujours un prix en rapport avec l'énergie de ces deux facteurs. Mais, à la différence des choses

sans nombre, qui constituent l'objet de la majeure partie des échanges, et dont l'utilité et la rareté sont sujets à de brusques variations, les produits des mines présentent, en général, une utilité et une rareté à peu près constantes. C'est ainsi que la valeur de l'or s'est toujours maintenue à un taux bien plus élevé que celui des autres métaux précieux. Cependant, en ce qui concerne la valeur des minerais de fer et celle de la houille, on constate, au cours de ce siècle, une tendance constante à la baisse. Quelques relèvements passagers se sont cependant produits à certaines époques ; mais ils tenaient à ce que les acheteurs faisaient hausser eux-mêmes les cours, par leur empressement à solliciter, tous ensemble, des livraisons de minerais, dans un espace de temps trop rapproché, pour en permettre l'extraction. C'est à cette cause seule, croyons-nous, et aussi à la raréfaction du charbon, produite par les grandes grèves d'Allemagne, en 1889, que peut être attribuée l'élévation des prix de vente du charbon et du fer, qu'on a constatée durant ces dernières années.

La tendance à la baisse des prix de vente, peut, en général, être attribuée aux principales causes suivantes. — Les entrepreneurs sont, de plus en plus, disposés à se contenter d'un profit moins grand, et mettent chaque jour, en œuvre de nouveaux procédés d'exploitation mus par des forces nouvelles, qui leur permettent une extraction plus facile et moins onéreuse. Les prix de vente tendant, sans cesse, à se fixer au taux qui représente le coût de production de chaque chose augmenté d'un profit moyen pour le producteur, il est évident que plus le coût de production baissera, plus le prix de vente deviendra moins élevé !

Est-il à présumer que les prix de vente baisseront encore, en ce qui concerne spécialement les mines de houille ? Nous le croyons ; mais nous pensons cependant, que pour la France

en particulier, la distance à franchir n'est plus grande. Il ne faut pas oublier, en effet, que les couches de houille les plus puissantes sont déjà en partie épuisées, et qu'à partir du jour où elles auront disparu, l'exploitation deviendra, à la fois, moins fructueuse et plus coûteuse. Le coût de production augmentant, les prix de vente s'en ressentiront forcément, car il ne pourra être question de prélever la différence sur la part attribuée aux ouvriers sous forme de salaire. D'un autre côté, chacun sait que la rémunération des capitaux engagés dans les mines est déjà loin d'être avantageuse. Nul ne peut prévoir dans combien de temps la solution que nous prévoyons pour la France sera réalisée. D'un jour à l'autre, de nouveaux bassins peuvent encore être découverts, et reculer d'autant, par la puissance des richesses minérales, ainsi arrachées au néant, l'époque où les gisements les plus avantageux seront épuisés (1).

Les réserves houillères si considérables de nos voisins d'Allemagne et d'Angleterre permettent, d'ailleurs, d'attendre sans crainte les éventualités les plus pessimistes qui pourraient faire craindre de voir un jour la France manquer de charbon.

1. Qui sait, d'ailleurs, si un jour, qui n'est peut-être pas éloigné, l'application de nouveaux procédés ne permettra pas de retirer de gisements considérés jusqu'à présent comme inexploitable, de grandes quantités de houille, et moyennant un prix de revient peu élevé ? Le fait n'aurait rien de nouveau, car chacun sait que l'avilissement si imprévu de l'argent, depuis une vingtaine d'années, est dû, moins à la découverte de nouvelles mines, qu'à l'emploi de procédés récents, à la fois chimiques et mécaniques, dont le rendement a dérouter tous les calculs. Tout en réduisant la main-d'œuvre, et par suite le coût de production, on est arrivé à retirer des minerais argentifères d'immenses quantités de métal fin, jusqu'alors sacrifiées. Il est inutile d'insister sur le résultat de ces nouvelles méthodes. Il n'est pas besoin, non plus, de s'étendre sur la révolution éventuelle des prix de vente de la houille, le jour où un heureux hasard, ou un laborieux calcul aura amené dans l'extraction du charbon des perfectionnements aussi importants que ceux qui viennent de s'opérer dans le traitement métallurgique de l'argent.

Mais il ne faut pas se dissimuler que si nous n'avions plus d'autre ressource que d'effectuer nos approvisionnements à l'étranger, le prix d'achat s'en ressentirait forcément, comme il arrive chaque fois que la concurrence est supprimée ou réduite tout au moins dans une notable proportion.

Le prix courant des minerais tend, avons-nous dit précédemment, à se fixer au taux qui représente le coût de production, augmenté d'un certain bénéfice pour l'exploitant. Sous l'influence de quel mobile ce nivellement s'opère-t-il ? Quel est, en d'autres termes, le régulateur assez sensible pour assurer sans cesse, cet heureux résultat ?

On le trouve essentiellement représenté par la concurrence, ou latitude donnée à chacun, non seulement de s'approvisionner où bon lui semble, mais encore de se livrer à l'exploitation des mines, sous la seule condition de présenter des garanties suffisantes, tant pour la richesse, que pour la sécurité publique. La concurrence est indispensable pour donner naissance, entre les producteurs à l'émulation grâce à laquelle des perfectionnements incessants tendent à chaque instant à abaisser le coût de production au strict minimum, et par suite rendent ce prix courant chaque jour moins élevé.

La France présente, sous ce rapport, aux consommateurs de houille, une situation singulièrement favorable. La production étrangère y fournit environ un tiers de la consommation. C'est ainsi que, d'après la statistique de l'industrie minière, pour l'année 1892 l'importation a été de 11,537.000 tonnes.

Le tableau ci-dessous, que nous empruntons à cette intéressante statistique, donne le détail des importations en les distinguant par pays et par nature de combustibles.

Pays	Houille (tonnes)	Coke (tonnes)	Total exprimé en houille(1)	Part proportion- nelle de chaque pays importat. p. 100.
Belgique . . .	3.943.000	576.000	4.807.000	42
Angleterre . . .	4.876.000	14.000	4.897.000	42
Allemagne . . .	599.000	814.000	1.820.000	16
Autres pays . .	4.000	(2) 49.000	33.000	11
Totaux . . .	9.422.000	1.423.000	11.557.000	100

En 1892, 61 départements ont fait usage de houille étrangère. Les principaux sont les suivants :

Meurthe-et-Moselle	2.284.000
Seine	1.309.000
Nord	1.165.000
Seine-Inférieure	953.000
Loire-Inférieure	504.000
Ardenes	430.000
Bouches-du-Rhône	418.000
Seine-et-Oise	395.000

Il résulte de ces différents aperçus que la concurrence étrangère est assez importante en France, pour que les consommateurs n'aient pas à craindre que le prix courant de la houille se maintienne à un taux déraisonnable. Mais cette concurrence n'est-elle pas active au point de faire craindre que le développement de notre industrie houillère n'en pâtisse ? C'est là une question fort grave et fort délicate, qui demande, pour être élucidée, une étude approfondie.

Nous commencerons par examiner le commerce de la houille : C'est en effet par ce moyen que nous pourrons seulement

1. Dans les tableaux de cette statistique relatifs à la consommation de combustibles minéraux, le coke est toujours remplacé par le poids correspondant de houille crue, calculée à raison de 150 pour 100 de coke.

2. Coke importé par navires hollandais, mais de provenance dou-teuse.

atteindre la solution de la question que nous venons de poser.

Le commerçant sert, dans l'industrie, d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Son rôle est important et il n'est pas inutile de se demander dans quelles mesures l'industrie minière a recours à ses services.

Il est évident que pour la vente en détail aux simples particuliers, il n'est pas possible de se passer de son intermédiaire.

Se figure-t-on, en effet, une mine obligée d'expédier à 100 kilomètres de son centre de production quelques hectolitres de charbon ! Les frais de transport d'une si faible quantité de matière rendraient son prix trop onéreux pour que le client fût disposé de nouveau à tenter l'expérience.

Au point de vue de la circulation des richesses, l'intervention de l'industrie commerciale amène une multiplication des échanges. Il en résulte que l'entremise du commerçant grève nécessairement le prix de revient du minerai de frais supplémentaires, mais c'est là un inconvénient nécessaire et qui, en somme, constitue pour les simples particuliers un rouage indispensable dans le mécanisme de l'achat de la houille. Les consommateurs, autres que ceux habitant à proximité du carreau de la mine, sont en effet obligés de recourir soit aux chemins de fer, soit aux bateaux pour transporter la houille qu'ils ont dû acheter.

Or, chacun sait que les transports de cette nature ne cessent d'être coûteux, qu'à la condition d'être opérés sur des quantités suffisamment importantes. Le client simple particulier, ne pourrait donc par lui-même jamais profiter de cet avantage s'il ne s'adressait à un commerçant, intermédiaire entre lui et la mine. A supposer qu'il eût les fonds nécessaires pour solder un envoi important, et l'emplacement pour le loger, son intérêt ne lui conseille jamais de conserver long-

temps chez lui un stock de charbon. Il est en effet, reconnu que la houille se détériore assez rapidement au contact de l'air et donne souvent lieu à des combustions spontanées très dangereuses. Tous ces inconvénients sont évités grâce au commerçant qui, achetant aux uns pour revendre aux autres, choisit avec soin le produit le plus avantageux et le plus propre à satisfaire les goûts et les besoins de ses clients. En général il distance la demande et profite des époques de baisse pour réaliser avec la mine des marchés importants. Une fois le produit acquis il le transporte à proximité des acheteurs et l'entoure de soins nécessaires à en assurer la conservation. Le client, désormais, n'aura donc plus qu'à lui faire signe pour recevoir sans difficulté et sans retard une matière de première nécessité.

Tel est le rôle du commerçant dans la vente des produits des mines aux simples particuliers.

La question change d'aspect, si on envisage la vente en gros faite aux industriels.

Les industries qui emploient la houille, en consomment de trop grandes quantités, pour ne pas avoir, semble-t-il, intérêt à se passer de tout intermédiaire. La question ne paraît même pas, en principe, soulever la moindre difficulté, ou l'ombre d'un doute. Il s'en faut de beaucoup, cependant, que les choses se passent ainsi dans la pratique.

La concurrence que se font les différents producteurs, tant français qu'étrangers, qui alimentent nos usines, les force à devancer la demande, en faisant aux industriels des offres à domicile. Ce soin est confié à de véritables commissionnaires, connus sous le nom d'agents de vente. Moyennant une prime qui est en général de 0.50 c. à la tonne, ils s'efforcent par les combinaisons les plus séduisantes de conclure avec la grande industrie, des marchés importants pour plusieurs années.

Le procédé ainsi employé ne constitue donc pas, vis-à-vis de ces agents de vente un acte de commerce, puisqu'ils n'achètent pas pour revendre, mais seulement une opération désignée sous le nom de commission.

La variété des formes qu'elle peut revêtir et auxquelles recourt en général le commerce est trop grande pour que nous puissions entrer dans son détail. Nous nous arrêterons seulement à l'importante distinction qu'on établit toujours entre le commerce intérieur, et le commerce extérieur. Il ne faut pas oublier, en effet, que s'il n'existe entre ces deux commerces aucune différence au point de vue purement scientifique, il n'en est pas moins curieux d'étudier quel peut être, dans ces deux hypothèses, le résultat de l'intervention de l'Etat.

A. — *Commerce intérieur.* — Le rôle du commerce étant de faciliter les échanges, il est aisé de comprendre que toute entrave apportée à son libre exercice a fatalement pour résultat de rendre les transactions plus pénibles. S'il est possible de justifier, par la considération d'un intérêt plus élevé les prohibitions dont la loi a entouré la vente des armes et munitions de guerre, des substances vénéneuses et des remèdes secrets, il n'en est plus de même s'il s'agit des produits de mines, et en particulier de celles de houille. La moindre mesure de ce genre appliquée à ce précieux combustible, considéré à bon droit comme l'âme de l'industrie, aurait pour un pays de graves conséquences. Quoiqu'il en soit, ce grand principe fut pendant longtemps méconnu. C'est ainsi que jusqu'à la fin du siècle dernier, on relève, outre le régime des douanes intérieures, de nombreuses entraves apportées par le gouvernement royal au commerce intérieur de la houille. Pour ne citer qu'un exemple, dans le pays de Mons, l'extraction de la houille n'était permise qu'à certaines époques de l'année. Une

telle restriction de la production opérât un contre-coup fatal sur la liberté du commerce intérieur, en raréfiant forcément la quantité de produits susceptibles d'être échangés.

Mais il ne suffit pas au commerce intérieur des produits des mines d'être libre pour prospérer. Il faut encore que la facilité des transports intérieurs obtienne un degré de perfection plus grand de jour en jour. Il faut, en un mot, qu'elle suive pas à pas les exigences du développement de l'industrie et de la consommation domestique. Le commerce minier intérieur présentera, en France, une prospérité bien plus accentuée quand les transports seront devenus moins coûteux. La navigation des rivières et des canaux présente, surtout pour les produits des mines, des avantages marqués sur les chemins de fer. Si le transport y est moins rapide, il permet de réaliser une économie considérable.

Le cabotage ou le transport par mer d'un port à un autre du même pays peut aussi être considéré comme un des moyens de communication les plus avantageux du commerce intérieur des minerais. Il résulte de tout ceci que les mines situées à proximité des voies navigables, et principalement de la mer ont un avantage naturel très important sur les autres. L'Angleterre est particulièrement favorisée à cet égard. Ses bassins du Glamorganshire, du Lancashire et de Durham s'étendent au bord de la mer. L'embarquement des charbons y est encore rendu plus facile par la configuration des côtes naturellement découpées de baies nombreuses et profondes, telles que le golfe de Forth, de l'Humber, de la Mersey, de la Severn, de la Tyne et de la Tees. La France est moins bien partagée. Ses riches bassins du Nord et du Pas-de-Calais sont trop éloignés de la mer pour pouvoir lutter avec le bas prix d'embarquement et de fret des charbons anglais, qui se répandent ainsi sur tout notre littoral.

Le commerce intérieur de la France a été pendant longtemps dans une situation difficile par suite de l'insuffisance de moyens de transport, et de leur prix élevé. C'est ainsi qu'en 1824 (1), lorsque le parlement d'Angleterre fit une enquête pour connaître l'état de l'industrie en France, un ingénieur de manufacture, nommé Fairbair, qui avait été interrogé, donna la réponse typique suivante :

On lui avait demandé si, même en supposant que les Français fussent pourvus d'aussi bonnes machines que les Anglais, il croyait qu'ils pussent rivaliser avec ces derniers pour leurs produits. Il répondit qu'il en doutait, parce que les Français avaient contre eux de grands désavantages, et notamment la cherté des moyens de transport.

En résumé, il faut assurer au commerce intérieur et à celui de la houille en particulier, une liberté absolue et une facilité de transports de plus en plus grande. Quand on regarde en arrière, on est frappé des progrès qui ont déjà été accomplis de ces deux côtés. En règle générale, en France, le commerce intérieur des minerais est absolument libre. L'État n'intervient plus ni dans son organisation ni dans son fonctionnement. Les prix ne sont plus limités comme autrefois, et chacun peut, à sa guise, associer à son entreprise qui bon lui semble. Les droits de douane intérieurs ont été abolis par la Révolution, et n'ont pas été remplacés par les octrois des grandes villes, dont le but n'est que de créer une ressource pour la ville et non d'entraver la circulation des denrées.

L'industrie des transports a subi depuis le commencement de ce siècle une révolution complète par suite de l'application de la vapeur. Tous les sièges d'extraction sont actuellement reliés par des voies ferrées aux chemins de fer dont les nom-

1. J.-B. Say, *Cours complet d'économie politique*, t. I, p. 334.

breux réseaux sillonnent la France. Seule la navigation fluviale est encore en retard. Il faudrait que de ce côté une impulsion profonde fût donnée à l'achèvement et à la construction des canaux qui doivent permettre à nos principaux bassins de lutter contre l'envahissement de nos côtes par la houille étrangère.

Avant de passer à l'examen de la concurrence extérieure, nous devons étudier un autre genre d'intervention du gouvernement qui se lie intimement à l'idée de concurrence intérieure. Nous voulons parler de la reprise et de l'exploitation des charbonnages par l'État.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'idée de la reprise des charbonnages par l'État. Elle a été émise en Belgique par Charles Rogier, dès 1837. A cette époque, la concurrence étrangère était très limitée, et le prix de la houille augmentait chaque année chez nos voisins dans une proportion inquiétante. Il y avait donc lieu de craindre pour les industries métallurgiques et manufacturières que la pénurie du combustible ne fût pour elles une source de ruine.

Il n'en est plus de même aujourd'hui ; car la facilité des transports permet à l'énorme surproduction de l'Angleterre et de l'Allemagne d'alimenter rapidement, et à des prix chaque jour moins élevés, les pays qui manquent de charbon.

Quoi qu'il en soit, cette question présente de nouveau trop d'actualité pour ne pas être étudiée sous les différents aspects qu'elle peut présenter.

Il est tout d'abord un point certain. La reprise des charbonnages par l'État permettrait de mieux aménager l'exploitation des gisements, en supprimant beaucoup d'espontes. On entend par ces mots des massifs larges de vingt-cinq mètres, qui, d'après les cahiers des charges, doivent séparer les travaux des

concessions contiguës, à toutes les profondeurs. Toutes les richesses minérales qui y sont contenues sont donc sacrifiées en pure perte. Les avantages qui résultent d'un aménagement d'ensemble sont considérables. C'est ainsi que récemment, dans le bassin de la Loire, à la suite d'un arrangement, homologué par le gouvernement, l'exploitation des espontes qui séparaient différentes concessions permit d'utiliser un million de tonnes de houille. Sans cela cette importante réserve eût été irrémédiablement perdue, par suite de l'éboulement des terrains voisins, qui suit toujours l'abandon des travaux. Malheureusement il arrive trop souvent que les intérêts opposés des concessionnaires voisins font échouer ces combinaisons, ou bien encore qu'elles ne se réalisent que moyennant le paiement de sommes trop élevées pour les rendre avantageuses.

Ces inconvénients n'existeraient plus si les mines étaient centralisées entre les mains de l'État. Mais c'est là, croyons-nous, le seul avantage qui résulterait de la constitution d'un tel monopole à son profit.

A peine devenu propriétaire des mines, ne serait-il pas à craindre de voir l'État exposé aux compétitions locales, d'autant plus à craindre en France que l'influence du suffrage universel y acquiert chaque jour plus d'importance?

Il est à présumer, en effet, que dès ce moment surgiraient de tous côtés des demandes tendant à l'établissement de sièges d'extraction, surtout dans les régions les moins avantageuses en minerais. L'exemple donné récemment en France par l'établissement de tant de lignes de chemins de fer improductives trop facilement obtenues est loin d'être encourageant.

L'État ne pourrait-il pas au moins restreindre les fluctuations du salaire? La question est douteuse, car, en Allemagne, les mines royales du bassin de la Sarre sont sujettes comme les autres à des grèves trop fréquentes, provoquées par les amères

récriminations des ouvriers aux époques de prospérité. Le travailleur serait-il plus heureux de son sort s'il devenait ouvrier de l'État ? Il est permis d'en douter, comme on le voit par l'exemple des mines de la Sarre. En Belgique aussi, les ouvriers attachés aux ateliers de l'État (chemins de fer, fonderie de canons) ne tarissent pas en récriminations contre l'exploitation, dont, à les croire, ils sont victimes.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la reprise des mines par l'État ne saurait avoir lieu sans être précédée d'un rachat. Il n'est donc pas inutile de se demander ce que reviendrait à l'État le rachat des charbonnages et, ce rachat opéré, ce que lui en coûterait l'exploitation. L'expropriation des charbonnages actuellement existants exigerait une somme énorme qu'il est bien difficile d'évaluer. Il n'est pas possible, en effet, d'en fixer la valeur au total des capitaux engagés, car les mines qui aujourd'hui sont en pleine vitalité ont décuplé la valeur qu'elles avaient à l'origine. Ce résultat, nous l'avons vu, n'a rien d'injuste, étant donné le petit nombre d'établissements industriels de ce genre qui ont prospéré. D'un autre côté, ne serait-ce pas s'exposer à tomber dans une grave erreur que de vouloir déterminer la valeur des capitaux engagés à l'heure actuelle, en prenant uniquement pour base de la capitalisation, l'ensemble des recettes annuelles de tous les charbonnages d'un pays ? Cet élément est, en effet, loin de constituer un *criterium* d'évaluation suffisant, puisqu'il ne représente que les excédents des bénéfices des exploitations en gain, sur les déficits des exploitations en perte. Car, presque toujours, ce sont les mêmes charbonnages qui se trouvent les uns en bénéfice, les autres en déficit.

N'y aurait-il pas lieu, plutôt, de capitaliser l'ensemble presque intégral des bénéfices des premiers sans déduction des pertes des seconds, et d'ajouter au résultat la valeur de ces

derniers, valeur très réelle aux yeux de leurs propriétaires qui y poursuivent leurs travaux et qui pourraient souvent la réaliser en partie, en vendant leurs concessions à des exploitants voisins? Enfin, il faudrait aussi, à notre avis, tenir compte des mines inactives, mais non épuisées, qui ne sont pas toutes sans valeur.

En résumé, tout charbonnage en bénéfice ou en perte, actif ou non actif, devrait entrer dans l'évaluation, et le taux de la capitalisation dépendrait uniquement de l'avenir présumé de la mine. Dans de telles conditions, bien des concessionnaires ne se montreraient probablement pas hostiles à se laisser exproprier. Mais est-il possible d'envisager sans inquiétude la réalisation d'évaluations aussi délicates? Que de difficultés et de procès interminables et coûteux ne seraient-elles pas exposées à susciter!

En ce qui concerne l'exploitation, on ne peut se dissimuler que, soustraite à l'aiguillon de l'intérêt privé, elle serait des plus onéreuses, et ruineuse pour le Trésor public. Plus d'un exemple donne lieu de présumer que les ingénieurs de l'Etat n'hésiteraient pas, parfois, à refaire, sans nécessité, d'importantes installations suffisant cependant jusqu'alors à assurer une exploitation satisfaisante. Dans bien d'autres cas, on les verrait agir simplement suivant les règles de l'art. Ils chercheraient aussi, sans doute, à contenter, mais sans succès, la population minière, et cela sans espoir de réussir mieux que dans l'exploitation des chemins de fer de l'État, ou que les administrations domaniales du bassin de la Sarre (1). En

1. Il est facile de s'en rendre compte en consultant les statistiques des mines allemandes. On y voit que depuis plus dix ans, le prix moyen des charbons des mines royales a toujours été d'environ 3 marcs supérieur à la tonne au prix moyen des charbons Westphaliens; et pourtant la qualité moyenne des houilles de la Ruhr est supérieure. Ce bassin de la Sarre est également loin d'avoir pris un développement comparable à

somme, tout fait présumer que chez eux la préoccupation d'obtenir des résultats à la fois fructueux et rémunérateurs ne guiderait pas suffisamment leurs efforts. Un tel état de choses ne tarderait certainement pas à hausser le prix de revient, au profit de la concurrence étrangère, si redoutable par la supériorité du rendement de l'ouvrier. Car il ne faut pas l'oublier, à part l'ouvrier belge, l'ouvrier français se trouve dans une infériorité marquée vis-à-vis de l'ouvrier anglais et de l'ouvrier prussien (1).

Il ne suffit pas, d'ailleurs, pour exploiter avantageusement une mine, d'être un producteur industriel émérite ; il faut encore des aptitudes commerciales, et chacun sait que jusqu'à présent en France, l'État est loin d'en avoir fait preuve, chaque fois qu'il en avait l'occasion.

L'État se verrait enfin acculé au dilemme suivant pour satisfaire tout le monde : Payer aux ouvriers des salaires plus élevés que ceux actuels, tout en ne fournissant pas plus cher à l'industrie, le combustible indispensable à sa vitalité. Il y arriverait sans doute en créant de nouveaux impôts destinés à combler chaque année le déficit de l'administration de ses charbonnages. Mais ce n'est pas là assurément une mesure à souhaiter ; personne en France n'étant disposé à supporter de nouvelles charges.

Le rachat des charbonnages par l'État, en coupant court aux

celui de la Westphalie et de la Silésie. Et cependant sa richesse est considérable.

1. D'après le compte-rendu de M. Harzé, ingénieur en chef des mines belges, pour l'année 1890, le rendement moyen général de l'année a été, pour toute la période décennale 1881-1890 de :

175	tonnes en	Belgique.
200	—	France.
280	—	Prusse.
314	—	Angleterre.

conflits nés ou à naître du voisinage des exploitations, tarirait il est vrai une source de procès. Mais l'État serait exposé à en soutenir bien d'autres, tant pour dommages à la surface et du chef d'accidents, qu'à raison même de ses opérations commerciales. Or, tout en désirant voir accorder à chacun et surtout aux travailleurs les plus grandes facilités, pour obtenir prompte et stricte justice en tout, nous savons par expérience combien l'État est toujours mal venu en France, comme partout, à se défendre contre ceux qui se plaignent d'un préjudice provenant de son fait.

Il ne faut pas oublier aussi, qu'en exploitant lui-même, l'État ne pourrait guère se dispenser d'établir partout les mêmes échelles de salaires et d'heures de travail. Or, si en 1892 il avait fallu égaliser les salaires en prenant pour type celui des ouvriers des bassins du Nord et du Pas-de-Calais, qui eux ne se seraient certainement pas contentés du salaire moyen, les dépenses eussent été aggravées d'une somme considérable.

Et de même, si la durée de chaque jour de travail eût été ramenée partout à celle des ouvriers travaillant dans les lignites de Fuveau (Provence), qui ne se seraient pas contentés non plus de la durée moyenne, la production, pour n'avoir pas été influencée proportionnellement à la diminution des heures de séjour dans la mine, eût amené une réduction du produit net des plus importantes. Il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter les yeux sur le tableau suivant qui renferme pour l'année 1892 la moyenne par ouvrier, des salaires des journées de travail et de la production, dans les principaux bassins.

Moyenne, par ouvrier, des salaires

des journées de travail et de la production, dans les principaux bassins, en 1892

BASSINS	Nombre de journées de travail par ouvrier		Salaire annuel par ouvrier		Salaire journalier par ouvrier		Production annuelle par ouvrier		Frais de main d'œuvre par tonne produite
	du fond	du jour	du fond	du jour	du fond	du jour	du fond	sans distinction	
			francs	fr. c.	fr. c.	tonnes	tonnes	fr. c.	
Valenciennes (Nord et Pas-de-Calais).....	285	310	1.391	1.024	4.88	3.30	296	229	5.72
Saint-Etienne	300	298	1.428	973	4.76	3.26	303	198	6.41
Alais.....	293	325	1.393	984	4.75	3.02	238	160	7.86
Le Creuzot et Blanzay.....	287	307	1.293	1.093	4.51	3.56	290	174	6.98
Aubin et Carmaux.....	267	223	1.189	751	4.45	3.36	234	155	6.73
Commentry	280	289	1.107	802	3.95	2.78	289	202	5.02
Lignites de Fuveau (Provence)....	237	269	1.114	871	4.70	3.24	233	168	6.24
Ensemble des bassins de la France.....	284	299	1.329	954	4.68	3.19	276	197	6.21

Les deux mesures que nous venons d'indiquer eussent donc absorbé, pour une grande part, les bénéfices de 1892.

Les faits sont là, d'ailleurs, pour prouver combien la gestion de l'État réussit peu aux charbonnages qui en sont la propriété. C'est ainsi, qu'on voit en Belgique, l'État juger plus avantageux d'affermir le charbonnage limbourgeois de Kerkraede dont il était propriétaire, à la Société du chemin de fer de Maestricht à Aix-la-Chapelle, plutôt que de l'exploiter lui-même. Et, bien qu'en rédigeant les conditions du bail, il ait dû certainement prendre en considération l'intérêt général et en particulier celui des travailleurs, le nombre moyen annuel des ouvriers, pendant la dernière période décennale, a varié de 196 à 228 unités, et le salaire, également annuel, de 761 à 1021 francs. Or, à Liège, le bassin belge le plus proche, le salaire correspondant avait oscillé de 883 à 1128 francs.

On a donc vu se produire à Kerkraede les mêmes phénomènes que dans le reste de la Belgique, quant au mouvement de l'effectif ouvrier, et aux fluctuations du salaire.

A l'heure actuelle, l'État belge possède encore en concessions de substances métalliques, 10,000 hectares dans le pays de l'Ourthe, et plusieurs centaines d'hectares dans la province de Namur. Ces mines ont été jusqu'à présent peu exploitées, et il est à présumer que le domaine de l'État serait disposé à les céder gratis, ou à peu près. C'est assez dire qu'il a reconnu qu'il n'y avait pour lui aucun avantage à les exploiter directement.

Rappelons enfin, qu'un de nos anciens députés, M. Francis Laur, repousse maintenant l'ingérence de l'État, dont il avait été le plus chaud partisan, comme funeste au plus haut point, en matière de mine. Il a résumé sa manière de voir à ce sujet dans ces quelques mots : « L'État contrôle, l'État sécurité, oui. L'État propriétaire, si peu que ce soit, et exploitant, jamais. »

Après avoir étudié la concurrence intérieure sous toutes ses formes, nous en arrivons maintenant à la question de la concurrence étrangère.

B. *Commerce extérieur.* — On ne peut, en principe, mettre en doute que la liberté ne soit aussi indispensable au commerce extérieur, qu'au commerce intérieur. Ce n'est que grâce à ce stimulant puissant que l'initiative et l'industrie humaine sont sollicitées au point d'accomplir des progrès appréciables. Toute mesure, tendant à enserrer dans certaines limites l'expansion du commerce extérieur, serait certainement une chose mauvaise, marquant un véritable mouvement rétrograde, dans l'ère de la civilisation et du perfectionnement. Mais, est-ce à dire pour cela que l'État doive, en toutes circonstances, s'abstenir de toute initiative, et laisser les commerçants se défendre, comme ils le peuvent, contre la concurrence et même l'invasion des produits étrangers ? La question est très délicate dans son ensemble, aussi nous bornerons-nous ici à l'étudier en ce qui concerne seulement les mines de houille.

Nous rencontrons d'abord une première doctrine, celle du libre-échange. Son titre seul indique suffisamment qu'elle revendique la liberté dans son sens le plus absolu pour le marché extérieur. — Les produits étrangers pénétreront donc en France sans acquitter aucun droit, offrant ainsi à l'acheteur une liberté de choix et de prix absolus. Il est évident qu'à *priori* cette doctrine semble bien être celle de l'avenir, car elle abaisse singulièrement pour le consommateur, le prix de chaque chose, grâce à l'extrême latitude donnée au libre jeu de la concurrence. Désormais chaque pays ne se cantonnant plus que dans la production de ce qui lui est le plus facile et le plus avantageux à obtenir, il est évident que le coût de production serait sensiblement abaissé. La division du travail ferait de nouveaux progrès ; de nouvelles machines

plus perfectionnées pousseraient à un point plus avancé l'utilisation des forces mécaniques dont l'industrie sait chaque jour profiter. On arriverait ainsi rapidement dans chaque nation à se spécialiser et, par suite, à obtenir des produits coûtant infiniment moins.

L'adoption d'une telle méthode aurait certainement pour effet une appropriation plus rationnelle des prédispositions des individus et des races, et aussi des forces de la nature si diversement répandues sur la terre. Elle aurait aussi pour résultat de prévenir l'engourdissement et la routine toujours à craindre dès que l'activité humaine n'est plus tenue en éveil par la lutte pour l'existence. Désormais, l'esprit toujours à l'affût des nouveaux procédés et des inventions les plus récentes, les producteurs, ne devant plus compter que sur eux-mêmes, profiteraient dans une plus large mesure des derniers perfectionnements de la science et de l'industrie, en en faisant bénéficier en même temps les consommateurs. La somme des produits augmenterait sensiblement dans le monde entier, sans qu'aucun des différents pays produisant une ou plusieurs spécialités y perdît quelque chose, puisque l'échange lui permettrait d'acquérir les objets dont il aurait besoin, à bien meilleur compte qu'il ne pourrait les produire lui-même.

Il ne faut d'ailleurs rien exagérer. Le libre-échange n'aurait certainement pas pour résultat de faire disparaître totalement dans un pays toutes les industries qui ne constituent pas, à proprement parler, des spécialités. Elles continueraient à satisfaire aux principaux besoins intérieurs, mais sans épuiser inutilement, comme par le passé, toute la vitalité d'une région dans une lutte contre un rival plus avantageusement doué. En résumé, la pratique du libre-échange n'éliminerait, dans chaque pays, qu'un petit nombre d'industries, celles dont les conditions de production sont trop onéreuses, et le marché intérieur n'échapperait pas, pour cela à l'industrie nationale.

Tels sont les principaux avantages qui sembleraient, *en principe*, résulter du libre-échange.

Que faut-il penser de son application aux mines et aux houillères en particulier ?

La production de la France, en 1892, a été de 26.179.000 tonnes de combustibles minéraux (1) et sa consommation s'est élevée à 36.516.000 tonnes. Il a donc manqué 10.337.000 tonnes pour satisfaire aux besoins du pays, et c'est à l'étranger qu'on a dû s'adresser pour y subvenir (2). Au premier abord, il semble résulter d'un tel état de choses que le libre-échange peut seul, en ce qui concerne spécialement les mines de houille, assurer à l'industrie et à la consommation domestique le combustible qui leur est nécessaire. Comment ferait la France si elle était appelée brusquement à se suffire à elle-même ? Non seulement un tiers de son industrie se trouverait en souffrance du jour au lendemain, mais toutes ses forces vitales seraient atteintes en même temps par la hausse des cours qui accompagnerait inévitablement la pénurie d'une denrée de première nécessité. Il faudrait donc bien se garder, semble-t-il, d'imposer les combustibles étrangers à leur entrée en France, sous peine de constituer au profit des houillères de notre pays un véritable monopole, puisque leur production étant inférieure à la consommation du pays, la concurrence entre elles n'existerait pas. Tels sont les arguments que peuvent invoquer les partisans du libre-échange. Sont-ils concluants ? Nous ne le pensons pas.

1.	Houille.....	24.399.000	tonnes ou 93 p. 100
	Anthracite.....	1.299.000	— 5 —
	Lignite.....	481.000	— 2 —
	Total.....	26.179.000	

2. Les importations de houilles étrangères se sont réparties en 1892 dans les proportions suivantes :

Belgique.....	4.807.000	tonnes
Angleterre.....	4.897.000	—
Allemagne.....	1.820.000	—

Il est un fait à la fois certain et regrettable : la France est obligée de demander chaque année à l'étranger le tiers de sa consommation de houille. Mais est-ce là une raison pour déclarer que sans l'importation étrangère la France serait fatalement obligée de fermer un tiers de ses usines ?

A notre avis, cette mesure rigoureuse pourrait être évitée par une expansion plus grande donnée à la production des mines de houille.

Rien n'indique en effet que la France ait atteint un maximum qu'elle ne peut plus dépasser. On est même frappé quand on considère à la fois depuis 1789 jusqu'à nos jours l'extension de la consommation de la houille en France, et les progrès si sensibles qu'a effectués sa production. Il est facile de s'en rendre compte, en étudiant le tableau suivant, qui tient compte, en même temps de l'importation des combustibles étrangers, de l'exportation des combustibles français, et enfin de la proportion des combustibles étrangers qui sont entrés, à ces différentes époques, dans la consommation totale.

Années	Production française	Importation de combustibles étrangers	Exportation de combustibles français	Différence entre l'importation et l'exportation	Consommation totale	Proportion de combustibles étrangers dans la consommation totale.
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	p. 100
1789	240.000	240.000	30.000	210.000	450.000	46 1/2
1802	844.180	116.000	25.000	91.000	935.100	9 1/2
1811	773.694	120.000	30.000	90.000	863.694	10 1/4
1820	1.093.658	280.920	26.455	254.465	1.348.122	19
1830	1.862.665	637.291	6.012	631.279	2.493.945	25
1840	3.003.382	1.290.660	37.330	1.253.329	4.256.711	29 1/2
1850	4.433.567	2.833.620	41.560	2.791.700	7.225.267	38 1/2
1860	8.309.622	6.160.470	199.840	5.960.630	14.270.258	41 1/2
1869	13.509.745	8.304.200	381.440	7.922.760	21.432.505	37
1875	16.956.840	8.282.220	671.580	7.610.640	24.657.530	31
1880	19.507.700	9.941.900	603.300	9.338.600	28.846.300	32 1/2
1885	19.511.030	10.917.000	506.000	10.401.000	30.035.000	35
1890	26.083.000	11.603.000	941.000	10.662.000	36.653.000	29
1891	26.025.000	11.690.000	916.000	10.774.000	36.573.000	31
1892	26.179.000	11.557.000	895.000	10.662.000	36.516.000	32

Il est facile de constater, d'après les chiffres fournis par ce tableau (1), qu'après avoir été obligée de demander à l'étranger 46 1/2 p. 100 de sa consommation, la France est arrivée à se suffire, avec une importation qui ne représente plus que 31 p. 100 environ, pour la moyenne des dernières années. Comment ce résultat a-t-il été obtenu ? C'est grâce à la mise en valeur si rapide du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, et à l'augmentation de production des autres bassins.

Il est évident que l'importation annuelle, qui, pour l'année 1892 représente 11.557.000 tonnes est loin de constituer ce qu'on pourrait appeler une quantité négligeable. Mais il y a tout lieu d'espérer que dans un avenir peu éloigné, la France sera bien près, croyons-nous, de suffire à ses besoins. La consommation de la houille, en France, depuis 1869 n'a augmenté, en moyenne, par an, que de 3.000.000 de tonnes. Elle a même diminué de 57.000 tonnes en 1892. La production a suivi une marche constamment ascendante. Elle est ainsi arrivée, durant ce laps de temps, à empêcher l'importation étrangère de prendre une extension plus grande. Il est donc permis de penser, d'après l'analyse des chiffres que nous offre le tableau suivant, que l'industrie houillère, après avoir victorieusement franchi les années difficiles, qui signalent toujours l'installation d'entreprises coûteuses, ne tardera pas, grâce à un nouvel effort, à augmenter d'un tiers sa production.

1. Ces chiffres ont été relevés sur les statistiques officielles de l'industrie minière.

Variations de la production des différen

BASSINS	1830	1847	1853	1856	1859	1862	1866
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
de Valenciennes..	429.919	1.245.631	1.377.780	1.827.356	2.025.913	2.743.317	3.832.11
de la Loire.....	683.499	1.712.339	1.913.840	2.423.606	2.036.277	2.814.890	3.094.51
d'Alais.....	43.977	437.579	544.620	756.965	855.839	1.064.416	1.232.41
du Creuzot-Blanzy	110.780	387.396	491.870	591.280	461.496	599.624	972.31
de Commentry..	3.941	194.703	261.320	482.779	421.547	742.027	310.54
d'Aubin.....	32.649	211.744	237.350	470.033	322.891	557.056	486.55
d'Epinac.....	»	110.886	136.790	158.150	159.838	172.028	113.97
d'Aix (Fuveau)..	46.700	98.570	124.200	144.700	129.068	158.960	184.65
de Carmaux.....	18.000	42.745	71.010	121.361	114.018	152.182	124.22
de Brassac.....	29.180	67.116	61.760	90.829	98.027	153.659	158.96
du Maine.....	204	104.481	78.750	100.619	86.510	101.545	90.31
de Ronchamp..	18.197	21.824	63.250	58.175	66.715	164.556	208.10
de Graissessac..	12.154	43.143	41.870	54.431	79.891	124.682	172.59
de la Sarre.....	»	»	»	704	41.832	93.490	181.89
de Decise.....	17.280	36.965	86.390	91.318	80.817	95.757	118.84
d'Ahun.....	4.625	4.464	4.850	8.036	15.408	6.490	118.90
Divers bassins...	118.465	123.008	110.335	545.328	483.185	545.666	539.01
Totaux.....	1.596.570	5.163.214	5.937.985	7.925.700	7.482.272	10.290.315	12.440.08

ins houillers français, de 1830 à 1892.

1869	1872	1875	1880	1885	1890	1891	1892
tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
27.679	5.837.885	6.536.258	8.450.697	9.655.193	14.208.076	13.481.477	14.438.863
71.302	3.581.236	3.282.326	3.588.041	2.949.087	3.536.354	3.758.974	3.543.000
41.872	1.470.090	1.559.010	1.935.604	1.696.272	2.017.498	2.150.628	2.024.213
53.270	814.287	1.040.124	1.124.037	1.127.871	1.534.429	1.602.021	1.575.620
81.035	905.054	941.394	797.610	683.897	871.236	888.781	874.177
79.164	626.268	723.913	663.531	743.577	915.556	987.922	906.068
56.134	156.411	135.226	131.983	114.240	126.062	128.443	121.922
45.302	361.101	344.736	458.380	366.783	414.086	434.276	403.219
15.341	185.540	240.230	306.870	333.170	518.555	545.362	387.945
01.369	195.777	206.681	256.377	238.478	209.191	216.942	211.447
13.945	103.361	125.670	79.982	82.642	67.913	71.873	70.705
13.275	207.078	204.756	187.093	197.581	202.932	189.898	208.088
88.398	215.985	269.054	243.857	222.629	261.898	248.679	209.827
44.989	»	»	»	»	»	»	»
01.860	113.911	143.467	207.430	184.376	147.089	133.221	137.535
70.148	283.730	312.653	140.159	143.152	194.827	189.608	194.981
39.122	744.800	891.342	789.893	771.582	857.413	996.788	871.460
234.205	15.802.314	16.956.840	19.361.564	19.510.530	26.083.118	26.024.893	26.179.000

N'est-on pas, en effet, frappé d'étonnement quand on examine les progrès réalisés à pas de géant, dans cette industrie qui, en France, ne date que d'un siècle. Depuis 1789, la production houillère est devenue en France cent fois plus élevée ; l'importation est devenue cinquante fois plus forte, l'exportation trente fois, et la consommation a passé de 450.000 tonnes en 1789, à 36.516.000 en 1892, après avoir atteint en 1890 le chiffre de 36.653.000. Un examen sommaire de la rapidité avec laquelle s'est développée en France l'exploitation des mines permet de prévoir, non sans quelque précision, les modifications et l'extension que réserve l'avenir.

En 1830, la production houillère n'atteignait même pas 1.600.000 tonnes ; la Loire fournissait à elle seule à peu près la moitié de ce combustible.

Le département du Nord ne produisait que 30.000 tonnes et le bassin du Pas-de-Calais était encore inconnu. A part les mines de Saône-et-Loire qui extrayaient un peu plus de 110.000 tonnes, les autres mines n'étaient encore que de faible importance. Ajoutons que quelques-unes de celles qui devaient prendre une extension rapide, comme Commentry, étaient à peine connues : cette dernière ne produisait pas alors 4.000 tonnes.

Dès la fin de la monarchie de juillet, en 1847, la production houillère se triple, et atteint 5.450.000 tonnes. L'extension des bassins du Nord, de la Loire et de Blanz y a fidèlement suivi cette progression. A partir de cette époque, trois centres houillers prennent une importance considérable. Le Gard décuple sa production et arrive à fournir plus de 450.000 tonnes ; Commentry atteint presque le chiffre de 200.000 tonnes, et les mines des bords de la Basse-Loire ont, dès ce moment, une extraction de plus de 100.000 tonnes.

Depuis 1847, un bassin houiller apparaît hors de pair ; c'est

le bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Ses progrès incessants dépassent tout ce qu'on pouvait espérer. Il a, dans les quinze dernières années que nous venons de traverser, doublé sa production, et a extrait à lui seul en 1892, plus que tous les bassins houillers français réunis en 1869. Il s'en faut cependant, de beaucoup, que l'exploitation y soit poussée avec la dernière activité. Pendant longtemps encore on pourra fonder de nouvelles fosses, et créer des sièges complets dans des régions dont les richesses reconnues n'ont pas jusqu'à présent été entamées. Tout fait prévoir que dans quelques années, si des crises politiques ou sociales ne paralysent l'action des compagnies qui l'exploitent, ce bassin produira à lui seul ce qu'a produit la France entière en 1892, soit 26.179.000 tonnes.

Il est évident que si la consommation restait stationnaire en France, une telle production suffirait amplement à satisfaire à nos besoins, mais s'il faut s'attendre rationnellement à une augmentation de la consommation, il ne faut pas oublier que les autres bassins de la France sont là et qu'on peut aussi pour quelques-uns, compter sur une certaine extension de leur production. Le Gard ne se développe que lentement depuis une dizaine d'années ; cependant d'importantes découvertes, encore toutes récentes, ont fait entrevoir des richesses nouvelles qu'il faudra, sans doute, quelques années encore pour aménager, mais dont la mise en exploitation sera le signal d'un nouveau progrès. On peut aussi noter le bassin de Carmaux et celui des lignites des Bouches-du-Rhône, comme particulièrement appelés à un développement important.

En résumé, la France peut, suivant toutes probabilités, dans un avenir peu éloigné, sans doute dans une vingtaine d'années, compter sur une production annuelle de 45 millions de tonnes, se décomposant de la manière suivante : Le bassin du Nord et du Pas-de-Calais y interviendront pour 30 millions, et les au-

tres bassins réunis pour 15 millions de tonnes (1). Quelle sera à cette époque la consommation probable de la houille en France ?

Si l'on consulte les statistiques on voit que notre consommation s'est élevée durant les dix dernières années, de 32.439.000 tonnes en 1883 à 36.516.000 tonnes en 1892. Le chiffre qui correspond à cette dernière année n'étant pas le plus élevé de ceux qu'on rencontre pendant cette période, il convient, croyons-nous, de nous arrêter, à celui de 36.653.000 tonnes, obtenu en 1890. L'accroissement total de la consommation en France a donc été, durant ces dix dernières années, de 4.214 000 tonnes. Si l'on suppose que la progression de la consommation restera constante ou à peu de chose près durant le laps de 20 années, assigné par la science, comme délai nécessaire à l'extension maxima de notre production, on obtiendrait le chiffre additionnel de 8.428.000 tonnes. Ce chiffre ajouté aux 36.653.000 tonnes consommées en 1890 donnerait donc en vingt ans, soit en 1912, une consommation totale de 40.867.000 tonnes. Il y aurait donc à cette époque un excédent de production de près de 4.000.000 tonnes.

Il est évident que les données que nous venons d'indiquer sont très hypothétiques. La consommation de la France pourra très bien dépasser en 1912, 40.867 000 tonnes, aucune raison sérieuse ne s'y oppose. De même on ne peut pas affirmer avec une certitude absolue que la production atteindra à cette époque le chiffre de 45 000.000 de tonnes. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a encore en France beaucoup de régions inexplorees, et il n'y aurait rien d'impossible à ce qu'un heureux ha-

1. Ces chiffres sont ceux fournis par M. E. Gruner, ingénieur civil, secrétaire général du comité central des houillères de France. V. *Atlas du Comité central des Houillères de France*, p. 10.

sard ou d'habiles recherches amenassent la découverte de nouveaux gisements houillers.

D'ailleurs, il ne faut pas l'oublier, les progrès de la science sont incessants. Chaque jour de nouveaux procédés industriels franchissent le seuil des laboratoires où ils semblaient consignés à perpétuelle demeure, à titre de curiosité purement scientifique, et viennent permettre des exploitations réputées jusqu'alors impossibles. Il nous semble donc rationnel et logique d'avoir confiance dans l'avenir houiller de la France et d'envisager comme plus rapproché qu'on n'est disposé à le croire, le jour où notre pays saura suffire largement à sa consommation de houille.

On peut donc poser en principe que d'ici à un certain temps l'importation étrangère ne sera plus nécessaire pour assurer à la France le supplément de combustible dont elle a besoin actuellement.

Mais n'y a-t-il pas un moyen quelconque d'avancer ce moment désiré, en permettant à l'industrie houillère de donner à son extraction une extension plus grande ?

En d'autres termes, faut-il, pour obtenir ce résultat, appliquer aux mines un régime de protection ou au contraire laisser le marché absolument libre.

Il est évident que l'installation de nouveaux sièges d'extraction représente une dépense trop élevée (1) pour être tentée par les concessionnaires de mines dans les années où les profits sont peu abondants. On en trouve la preuve dans le fait suivant. Les années fécondes en bénéfices se sont toujours signalées par d'importantes installations. Le développement de la production des mines de houille dépend donc intimement,

1. Le fonçage d'un puits est estimé à 3.000.000 de francs, dans le Pas-de-Calais et il faut attendre 3 ans, avant que la fosse soit productive.

comme celui des autres industries servantes, de la prospérité des affaires, en raison de l'importance des capitaux qui y sont engagés. Il y aurait lieu en conséquence, nous semble-t-il, de mettre notre production à même de rivaliser avantageusement avec la concurrence étrangère. Pour atteindre ce résultat un premier progrès devrait être réalisé.

Malgré la faible distance qui sépare nos bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais du port de Dunkerque ; du Gard et des Bouches-du-Rhône et de l'Hérault de nos ports de Marseille, Cette, Port-de-Bouc, Saint-Louis-du-Rhône, toutes nos côtes sont alimentées par les charbons étrangers et notamment par le charbon anglais, dans une proportion qui dépasse tout ce qu'on pourrait imaginer. Aussi nous a-t-il paru digne d'intérêt de réunir dans le tableau suivant une vue d'ensemble des combustibles consommés en 1892 dans les départements situés au bord de la mer, et de leur provenance.

**Consommation des combustibles minéraux dans les départements
côtiers, pour l'année 1892.**

Départements	Combusti- bles français	Pays étrangers	Combus- tibles étrangers	Consom- mation totale	Propor- tion des combus- tibles é- trangers.
	tonnes		tonnes	tonnes	
Alpes-Maritimes....	33.900	Angleterre.	51.300	91.700	60/100
		Pays divers	4.500		
Bouches-du-Rhône..	853.900	Angleterre.	417.500	1.273.400	32/100
Calvados.....	1.800	Angleterre.	232.900	234.700	99/100
Charente-Inférieure.	5.000	Angleterre.	67.700	72.700	93/100
Corse.....	100	Angleterre.	5.200	6.700	98/100
		Belgique ..	1.400		
Côtes-du-Nord.....	100	Angleterre.	56.400	56.500	99/100
Eure.....	44.000	Angleterre.	108.600	152.600	71/100
Finistère.....	46.400	Angleterre.	70.700	117.100	63/100
Gard.....	670.700	Angleterre.	4.200	674.900	0,6/100
Gironde.....	92.500	Angleterre	306.600	400.600	76/100
		Pays divers	1.500		
Hérault.....	180.700	Angleterre.	18.400	199.100	2/100
Landes.....	4.600	Angleterre.	130.000	134.600	96/100
		Angleterre.	474.700		
Loire-Inférieure....	44.000	Belgique ..	3.600	518.300	97/100
		Pays divers	26.000		
Manche.....	18.900	Angleterre.	97.800	116.700	83/100
Morbihan.....	13.100	Angleterre.	63.400	78.500	83/100
		Angleterre.	25.400		
Nord.....	4.919.200	Belgique ..	1.135.500	6.084.400	19/100
		Allemagne.	4.300		
		Angleterre.	195.300		
Pas-de-Calais.....	2.576.200	Belgique ..	9.100	2.780.600	7,6/100
Basses-Pyrénées....	15.800	Angleterre.	72.200	88.000	82/100
Pyrénées-Orientales.	25.300	Angleterre.	700	26.000	2/100
		Angleterre.	931.600		
Seine-Inférieure....	307.700	Belgique ..	21.100	1.261.100	75/100
		Pays divers	700		
		Belgique ..	120.000		
Somme.....	565.300	Angleterre.	15.500	701.000	19/100
		Pays divers	200		
Var.....	125.100	Angleterre.	15.800	140.900	11/100
Vendée.....	26.300	Angleterre.	77.500	103.800	74/100
Totaux.....	10.544.600		4.769.300	15.313.900	58/100

Ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte par l'examen de ce tableau, à part les départements voisins de la mer, produisant eux-mêmes de la houille, tous les autres sont alimentés par des combustibles étrangers dans une proportion d'environ 80 0/0.

Il y aurait donc lieu tout d'abord de se préoccuper de créer en France des voies de communication faciles et peu coûteuses, permettant aux consommateurs d'éviter la majoration considérable de prix résultant des transports. L'Angleterre, nous l'avons vu précédemment, est douée naturellement d'avantages incontestables qui lui permettent d'embarquer directement, sans aucun frais de transport par terre les charbons qu'elle tire de plusieurs bassins situés au bord de la mer.

Le fret est tellement minime qu'il délie facilement jusqu'à présent les prix de transport de la houille française sur nos voies ferrées. Il est aisé de le constater d'après le tableau suivant, qui indique le cours moyen des frets pour le transport des houilles anglaises en 1892, suivant leur provenance. On voit qu'en raison de leur emplacement naturel, le fret n'est pas le même pour les différents bassins de la Grande-Bretagne. Il y a donc lieu de diviser les ports de ce pays en deux groupes : le premier comprenant les pays de Galles du sud et du nord, le Lancashire et l'Ecosse ; le second le Yorkshire, le Northumberland et le Durham.

Cours moyen des frets pour le transport des houilles anglaises
en 1892, par tonne.

	Bassins du Nord (Ecosse, Pays de Galles du Sud et du Nord, Lancashire).	Bassins du Midi (Yorkshire, Northumber- land, Durham).
Amsterdam	6.46	5.45
Bremerhafen	6.36	5.58
Hambourg	6.36	5.54
Kiel	6.48	6.19
Copenhague	6.36	6.02
Dantzig	6.69	5.98
Riga		5.40
Cronstadt	7.75	6.27
Stockolm	7.90	5.69
Christiania		5.74
Bergen	6.70	5.66
Stetten	8.08	7.02
Swinemunde	6.84	5.94
Anvers	6.48	5.49
Dunkerque	6.51	5.38
Boulogne	6.36	5.46
Dieppe	5.99	5.40
Le Havre	5.99	5.44
Rouen	7.18	8.90
Caen	6.53	6.71
St-Malo	6.22	6.77
Brest	6.00	5.96
St-Nazaire	5.33	5.34
La Rochelle	5.50	5.90
Rochefort	6.82	5.90
Bordeaux	5.27	5.85
Bayonne	6.05	6.86
Bilbao	6.20	5.26
Santander	7.50	6.08
Vigo	8.03	8.39
Oporto	8.20	8.16
Lisbonne	7.76	6.89
Cadix	9.09	8.90
Séville	10.11	10.08
Gibraltar	6.38	8.48
Malaga	11.25	9.69
Carthagène	11.25	9.76
Alicante	11.63	11.13
Valence	11.07	10.02
Tarragone	11.85	11.09
Barcelone	13.90	11.94
Mataro	11.85	11.09
Marseille	8.66	8.95
Savone	10.10	8.80
Gênes	8.79	8.45
Livourne	8.93	8.89
Naples	9.92	8.90
Palerne	10.12	9.29
Messine	9.81	9.10
Malte	8.48	7.91
Carloforte	10.60	9.51

	Bassins du Nord (Ecosse, Pays de Galles du Sud et du Nord, Lancashire).	Bassins du Midi (Yorkshire, Northumber- land, Durham).
Cagliari.....	10.60	9.51
Brindisi.....	9.46	
Bari.....	10.83	
Ancone.....	10.80	10.76
Venise.....	10.81	10.56
Trieste.....	10.59	10.61
Raguse.....	10.59	10.61
Corfou.....	10.16	
Patras.....	9.51	8.57
Athènes.....	9.65	9.44
Salonique.....	10.45	8.75
Constantinople.....	9.81	8.73
Galatz.....	11.17	
Odessa.....	10.36	8.79
Syra.....	9.65	9.14
Smyrne.....	10.07	10.29
Alexandrie.....	9.31	8.64
Port-Saïd.....	9.71	8.78
Mahon.....	12.90	13.25
Palma.....	12.90	13.25
Oran.....	9.27	8.26
Alger.....	9.64	8.59
Philippeville.....	10.82	8.92
Bône.....	9.00	9.37
Tunis.....	10.83	9.83
Iles Açores.....		12.50
Ile Madère.....	8.75	10.82
Las Palmas.....	8.28	10.58
Ténériffe.....	9.01	11.21
Iles du Cap-Vert.....	8.82	10.89
Le Cap.....	17.20	20.34
Ile Maurice.....		17.50
Zanzibar.....	18.63	
Bombay.....	12.54	12.71
Ceylan.....	12.50	
Rangoun.....		13.73
Singapour.....	12.50	13.53
La Havane.....	11.76	11.77
Santiago de Cuba.....		10.58
La Jamaïque.....	13.08	11.25
Porto-Rico.....	12.50	12.73
St-Thomas.....	11.23	11.38
La Guadeloupe.....		11.87
La Martinique.....		12.15
Ste-Lucie.....	10.11	12.23
La Barbade.....	11.58	11.53
Para.....	18.10	18.12
Maranhao.....	17.37	17.10
Pernambouc.....	17.56	18.05
Bahia.....	17.54	18.21
Rio de Janeiro.....	19.15	20.28
Montevideo.....	17.63	17.88
Ensenada.....	19.93	20.05
Buenos-Ayres.....	19.91	19.84
Valparaiso.....		17.42

Les chiffres que nous relevons dans ce tableau pour nos principaux ports ont une éloquence toute spéciale. Ils expliquent la véritable cause de l'invasion des charbons anglais. Comment la France peut-elle lutter à armes égales avec un pays qui, pour un fret moyen de 5 fr. 71, transporte à Dieppe la tonne de charbon, alors que des bassins du Nord et du Pas-de-Calais à Paris le prix de transport par chemin de fer est de 7 fr. 40 la tonne (1) !

Qu'on ajoute à cela la différence du prix de vente des charbons anglais qui en 1892 était, sur le carreau de la mine de 9 fr. 05 (2), tandis que le nôtre atteignait 12 fr. 40, et on comprendra facilement la vogue des charbons anglais.

Les prix de transport par chemins de fer sont énormes et atteignent, dans la plupart des départements non producteurs de houille, plus du double du prix de vente moyen de la houille, prise au carreau des mines. La valeur des chiffres suffit, à elle seule, à souligner d'une manière assez caractéristique dans quelle proportion énorme les frais de transport viennent majorer le prix d'acquisition de la houille. C'est ainsi qu'en 1892 le prix de vente de la tonne de houille n'ayant été que de 12 fr. 40 sur le carreau de la mine en prenant la moyenne pour toute la France (3), le prix moyen de vente dans les départements

1. Ce prix se décompose de la manière suivante : Houillères de l'Ecosse, 6 fr. 15 pour une production de 27,200,000 tonnes ;

Houillères de l'Angleterre : 9 fr. 35 pour une production de 154,500,000 tonnes.

2. Le fret par les canaux est actuellement (janvier 1895) de Denain (Nord) à Paris, de 4 fr. 90 et de Lens (Pas-de-Calais) à Paris, de 5 fr. 75.

3.

Groupes de bassins

Prix moyen du charbon sur le
carreau des mines en 1892

	FR. C.
Nord et Pas-de-Calais	11.85
Loire	14.73
Gard	12.76
Bourgogne et Nivernais	11.76
Tarn et Aveyron	11.85
Bourbonnais	13.04
Provence (Lignite)	9.30
Ensemble de la production	12.40

a été de 20,38. Ce chiffre représente plus du tiers du prix de vente sur les lieux de production. Pour certains départements, le prix de vente a même été trois fois plus élevé. C'est ainsi que dans la Haute-Savoie la tonne de charbon s'est vendue en moyenne 36 fr. 68 durant le cours de l'année 1892 (1) ! Si l'on excepte les départements producteurs de houille et leurs plus proches voisins, il est facile de se rendre compte par le tableau suivant que dans l'ensemble de la France le prix de vente moyen du charbon a été en général majoré de plus du double par les frais de transport.

1. Par conséquent plus cher que les charbons anglais expédiés à Buenos-Ayres !

Prix moyen par tonne, de la vente des charbons, dans les
départements pour l'année 1892.

Ain	20,72 ^c	Lot	21,17 ^c
Aisne	21,98	Lot-et-Garonne	27,84
Allier	16,59	Lorèze	22,66
Alpes (Basses)	17,99	Maine-et-Loire	23,92
Alpes (Hautes)	31,59	Manche	29,00
Alpes-Maritimes	27,70	Marne	22,61
Ardèche	21,78	Marne (Haute)	17,93
Ardennes	19,33	Mayenne	22,67
Ariège	24,97	Meurthe-et-Moselle	16,08
Aube	22,59	Meuse	23,23
Aude	30,20	Morbihan	30,50
Aveyron	12,90	Nièvre	22,15
Bouches-du-Rhône	21,60	Nord	14,24
Calvados	29,00	Oise	22,51
Cantal	16,01	Orne	30,00
Charente	28,45	Pas-de-Calais	12,60
Charente-Inferieure	29,08	Puy-de-Dôme	22,97
Cher	34,94	Pyrénées (Basses)	20,30
Corièze	33,73	Pyrénées (Hautes)	22,84
Corse	30,93	Pyrénées-Orientales	31,56
Côte-d'Or	25,12	Rhin (Haut). [Territoire de Belfort]	25,47
Côtes-du-Nord	29,00	Rhône	20,81
Creuze	13,69	Saône (Haute)	19,98
Dordogne	28,25	Saône-et-Loire	19,45
Doubs	23,91	Sarthe	29,54
Drôme	24,61	Savoie	34,94
Eure	22,35	Savoie (Haute)	36,68
Eure-et-Loir	24,24	Seine	31,15
Finistère	29,40	Seine-Inferieure	20,53
Gard	16,20	Seine-et-Marne	24,37
Garonne (Haute)	25,54	Seine-et-Oise	22,40
Gers	28,63	Sèvres (Deux)	24,94
Gironde	26,45	Somme	18,14
Hérault	22,23	Tarn	16,11
Ille-et-Vilaine	29,03	Tarn-et-Garonne	20,53
Indre	31,10	Var	23,52
Indre-et-Loire	31,87	Vaucluse	23,10
Isère	30,31	Vendée	24,32
Jura	26,05	Vienne	31,22
Landes	19,81	Vienne (Haute)	34,29
Loir-et-Cher	31,29	Vosges	22,30
Loire	14,54	Yonne	28,72
Loire (Haute)	14,07		
Loire-Inferieure	26,00		
Loiret	23,39	Moyenne générale	20,38

En résumé, il est incontestable que le perfectionnement de
nos voies navigables, et l'installation dans les ports de Calais

et de Dunkerque de procédés d'embarquement de houille perfectionnés à l'égal de ceux qui sont en usage en Angleterre, ne saurait manquer de donner à notre production de charbon un élan considérable. La concurrence entre les charbons étrangers et les nôtres rendue plus facile par l'abaissement des frais de transport aurait pour premier effet une diminution du prix de vente, au profit de l'acheteur, surtout le long de nos côtes.

Tel nous semblerait être le premier but à poursuivre pour assurer à notre industrie houillère la prospérité qui lui est nécessaire pour parfaire ses installations et par suite arriver à suffire le plus tôt possible aux besoins de la consommation intérieure.

Ce moyen est-il suffisant ?

Il est difficile de répondre d'une manière catégorique à une telle question, dont la solution, nous semble-t-il, ne peut être prévue que d'une manière toute relative par les simples éléments du calcul et des probabilités.

Mais il est un point certain et qui mérite d'attirer l'attention. Les perfectionnements apportés aux voies navigables et à l'outillage des ports voisins des centres de production auraient certainement pour effet de neutraliser dans une certaine proportion l'invasion des charbons anglais, mais n'exerceraient aucune influence contre l'importation des combustibles allemands et belges, qui est loin de constituer une quantité négligeable. Nous avons vu en effet précédemment que l'importation des combustibles étrangers qui en 1892 a été de 11,557,000 tonnes avait été répartie de la manière suivante :

Belgique	4.807.000 tonnes
Angleterre	4.897.000 —
Allemagne	1.820.000 —
Autres pays.	33.000 —

Il s'en suit que les importations réunies de la Belgique et de l'Allemagne représentent 6.227 tonnes. Ce chiffre est suffisamment élevé pour montrer qu'il importe de se préoccuper des moyens de restreindre dans une sage proportion une concurrence qui a, pendant longtemps, entravé le développement des bassins du Nord et du Pas-de-Calais

Quelle est la raison qui permet à la Belgique et à l'Allemagne de nous faire une telle concurrence, en plein pays de production, si ce n'est le prix de revient de leur charbon, moins élevé que le nôtre. Il ressort, en effet, des statistiques officielles que pour l'année 1892, le prix de revient à la tonne a été, en Belgique de 9 fr. 68 et en France de 10 fr. 90 (1).

Les charbons étrangers acquittent, il est vrai, en pénétrant en France un droit de douane de 1 fr. à la tonne, plus 0 fr. 45 de droits de contrôle et de statistique, mais ce chiffre n'est pas assez élevé pour équilibrer le coût de production, et par suite

1. La publication officielle du ministère des travaux publics ne fait pas ressortir le prix de revient dans un tableau final. Mais il est facile d'obtenir cette donnée par déduction. Le tableau n° 45 de la statistique de l'industrie minérale en France, pour l'année 1892 (page 80), donne les bénéfices nets réalisés par les exploitants, salaires et tous autres frais payés. Les chiffres sont des plus exacts, puisqu'ils ont été contrôlés par les agents de l'État sur les livres mêmes des concessionnaires.

Si l'on déduit les pertes éprouvées pour quelques mines (7.279.738 fr.) on obtient, pour l'ensemble de la France, un revenu net de 39.297.444 fr.), pour l'année 1892.

En divisant ce chiffre à l'ensemble de la production qui est de 26.178.704 tonnes, ce quotient donne le bénéfice net par tonne.

Ce quotient est de 4 fr. 50

D'autre part, le tableau 4 (page 48), indique le prix moyen de vente à la tonne et sur le carreau de la mine des combustibles minéraux (houille, anthracite et lignite) pour la même année.

Ce prix moyen est de . . . 12 fr. 40

Si l'on en retranche le béné-

fice net de 4 fr. 50

on a 10 fr. 90 qui représente le prix de revient.

le prix de vente à l'heure actuelle des charbons étrangers avec ceux de nos mines.

Comment peut-on expliquer l'écart important qui existe entre le coût de production des charbons français et de ceux de l'étranger ? La situation de l'industrie en général se présente en Belgique sous un aspect privilégié, quand on la compare à la nôtre. Les impôts sont, dans ce pays, bien moins élevés ; le pétrole, le tabac, le café, le sucre et bien d'autres denrées indispensables à l'existence y sont vendus environ 50 0 0 meilleur marché qu'en France (1). Il en résulte que l'ouvrier belge, tout en recevant un salaire nominal moins élevé que celui de l'ouvrier français, jouit en réalité d'un salaire réel plus important. L'exploitant trouve ainsi un moyen facile de diminuer son coût de production, et dispose, en même temps, pour faire concurrence à la France, d'un avantage signalé. .

En ce qui concerne spécialement l'Allemagne, ce pays possède des gisements infiniment plus riches et plus réguliers que ceux que l'on exploite en France, même dans les bassins les plus prospères. Les grands frais habituellement dépensés en France en travaux extraordinaires et en travaux de recherche y sont donc inconnus. Le salaire des ouvriers y est aussi moins élevé qu'en France, et enfin l'État n'y intervient pas comme chez nous pour prescrire les travaux de protection. Ces travaux, en France, n'absorbent pas moins de 20 0/0 en moyenne, des bénéfices nets chaque année (2).

1. Il ressort, d'ailleurs, de l'examen des budgets européens qu'actuellement tandis que le sujet français paie en impôts la somme de 102 fr 50, le Belge ne paie que 46 francs ; l'Anglais 59 francs et l'Allemand 69 francs.

2. Il ne nous a pas été possible de connaître exactement le prix de revient des charbons en Allemagne, car les statistiques de ce pays non seulement ne le donnent pas à dessein, mais n'ont garde de fournir les éléments qui pourraient aider à le trouver, comme par exemple le salaire des ouvriers. Nous pouvons cependant affirmer, d'après des renseignements que nous avons puisés à des sources exactes, que le prix de revient de la houille est en Allemagne bien moins élevé qu'en Belgique et par suite qu'en France.

Faut-il chercher dans un protectionisme absolu le moyen d'obvier à la situation désavantageuse de nos mines ? Non évidemment, car un tel procédé n'aurait pour premier résultat qu'un enchérissement exagéré des matières premières indispensables à l'industrie. Il ne réussirait pas même à produire le résultat recherché, c'est-à-dire l'épanouissement complet de l'industrie houillère en France. Il n'aboutirait qu'à paralyser l'esprit d'invention et de perfectionnement, et par suite à atrophier l'industrie minière au lieu de la développer. Ce serait, enfin, le moyen infaillible de constituer un vrai monopole au profit de ceux qui exploitent actuellement les mines de houille ; et chacun sait combien un tel résultat serait désastreux.

Le protectionisme absolu doit donc être écarté, car, on le voit, il constituerait une mesure fatale. La théorie du libéralisme en matière commerciale, basée sur le juste équilibre à maintenir entre notre coût de production et celui de nos voisins, à l'aide de tarifs habilement combinés, permet seule d'arriver au résultat désiré. Grâce à elle, si elle était sagement appliquée, la France verrait rapidement son industrie houillère prendre l'extension qui lui est nécessaire, pour satisfaire à ses exigences intérieures, sans peser outre mesure sur les besoins de la consommation.

Les avantages que présente cette théorie sont incalculables. Elle permet, tout en empêchant la cherté, d'arriver à une plus grande production.

Elle constitue enfin une transition dont l'utilité ressort suffisamment des calculs que nous avons établis et développés au cours de ce chapitre.

CHAPITRE IV

CONSOMMATION DE LA RICHESSE PRODUITE

§ I. *Consommation du charbon. — Statistiques.*

§ II. *Institutions de prévoyance. — Assurances (accidents). — Assistan-
ces (Sociétés de secours mutuels). — Caisses de retraite. — Cais-
ses d'invalidité. — Caisses de secours et de retraites spéciales aux
ouvriers mineurs. — Intervention de l'État. — Loi du 9 juin 1894.
— Conclusion.*

La richesse produite par les mines doit nécessairement être consommée, pour réaliser le but final de toute activité éco-
nomique. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle est utile (1).
Nous allons donc continuer notre travail par l'étude de la
consommation proprement dite de la richesse produite par
les mines. Nous le terminerons en examinant quelques-unes
des principales institutions sociales ou législatives, ayant pour
objet d'encourager, ou même de prescrire certains emplois de
cette richesse.

Plus de cinq cents millions de tonne de houille (2) ont été
extraites et brûlées dans le monde en 1892. Elles se répar-
tissent de la manière suivante, parmi les différents pays pro-
ducteurs :

Grande-Bretagne et		France.....	26.478.700
Irlande	484.700.000	Belgique	49.583.000
Etats-Unis.....	155.871.000	Russie	6.233.000
Allemagne.....	92.545.000	Espagne.....	4.288.000
Autriche-Hongrie..	28.700.000		

1. M. P. Beauregard, *Éléments d'économie politique*, p. 280.

2. Exactement : 529.253.000 tonnes.

Il ne suffit pas de poser en principe, comme nous l'avons fait plus haut, que l'utilité de la houille ne s'apprécie que dans sa consommation. Il importe en cette matière, peut-être plus qu'en toute autre, de distinguer les diverses consommations qui peuvent avoir lieu. Il y a lieu, en d'autres termes, d'examiner dans quelle proportion les produits des mines sont absorbés en consommations reproductives ou industrielles, d'une part, et en consommations improductives, d'autre part.

§ I.

On entend par consommations reproductives celles dans lesquelles la perte subie se trouve compensée, et en général très amplement, par une richesse plus importante que celle qui a disparu.

Les charbonnages nécessitent de grandes quantités de houille pour engendrer la force mécanique nécessaire à leur exploitation. C'est ainsi que, durant l'année 1892, les houillères ont consommé en France, pour leur usage, 2.192.000 tonnes de charbon sur lesquelles 1.655.000 tonnes ont été employées pour le fonctionnement des machines à vapeur. Le reste comprend le charbon utilisé par les exploitants pour d'autres usages, et celui qui a été distribué (gratuitement ou non) aux mineurs. Les autres concessions minières ont absorbé pour leurs machines 42.000 tonnes de charbon. La quantité totale de charbon consommée par les mines correspond donc à 2.234.000 tonnes. Ne sont pas compris dans ces chiffres 2.300 tonnes employées dans les usines d'huiles minérales et d'asphaltes pour la distillation des schistes et la fabrication du mastic asphaltique, non plus que 114.000 ton-

nes qui ont été consommées sur les salines par les chaudières d'évaporation de l'eau salée.

Les usines sidérurgiques entrent dans le chiffre de la consommation totale pour une part beaucoup plus importante, même en laissant de côté les nombreux foyers servant aux élaborations secondaires. En effet, ces usines ont consommé 2.150.000 tonnes de houille et 2.565.000 de coke, soit approximativement 6 millions de tonnes de houille crue, indépendamment de 31.000 tonnes de charbon de bois.

En joignant aux usines précédentes celles où l'on fabrique d'autres métaux, on trouve que la consommation de la métallurgie, réduite aux usines de gros œuvre, s'est élevée à 6.200.000 tonnes.

Il est facile de connaître les quantités exactes de houille, de briquettes et de coke affectées à l'exploitation des chemins de fer, grâce aux données fournies par les compagnies. Elles se sont réparties, pour l'année 1892, de la manière suivante :

	Nature des combustibles consommés			Consom- mation totale
	Houille	Briquettes	Coke	
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
Locomotives	2.527.000	1.261.000	69.000	3.857.000
Machines de la voie et des ateliers.....	123.000	25.000	13.000	161.000
Chauffage des trains et des gares	104.000	18.000	25.000	147.000
Totaux.....	2.754.000	1.304.000	107.000	4.165.000

Le total général s'élève, si l'on remplace le coke par le poids de houille correspondant, à 4.219.000 tonnes.

En résumant les données que nous venons d'énumérer pour la métallurgie, les chemins de fer et l'industrie des mines, on obtient le tableau suivant :

	Consommation en 1892	Fraction de la consommation totale
Métallurgie.....	6.203.000 tonnes	17 p. 100
Chemins de fer.....	4.249.000 —	12 —
Industrie des mines....	2.234.000 —	6 —
Ensemble.....	12.686.000 —	35 p. 100

La consommation de ces trois industries dépasse donc à elle seule le tiers de la consommation totale de la France.

En Belgique, la quantité de charbon consommée pour le service de l'exploitation des mines, a été en 1892, de 1 822.639, sur une production de 19.583.173 tonnes, soit 9 3/10 p. c. de l'extraction. Ce chiffre, plus important que celui qu'on constate en France, tient à ce qu'en Belgique l'épuisement des premières couches force à exploiter à de plus grandes profondeurs qu'en France.

Nous avons indiqué seulement, pour la France, les grandes sources de consommation de la houille. Mais il existe encore bien d'autres industries importantes qui, en dépensant de grandes quantités de houille, opèrent de véritables consommations industrielles ou reproductives. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur le tableau suivant qui indique, pour l'année 1892, le nombre de machines à vapeur employées ailleurs que dans les mines de charbons, les établissements sidérurgiques et les chemins de fer, et leur puissance en chevaux.

Machines à vapeur, employées en France, durant l'année 1892, autres que celles des mines de charbon, des chemins de fer et des usines sidérurgiques.

Branches d'industrie	GENRES D'ÉTABLISSEMENTS	Machines	
		Nombre	Puissance en chevaux
Mines, carrières et annexes	Tourbe (Préparation de la)	2	40
	Bitume, calcaire asphaltique, etc. (Extraction, préparation)	51	855
	Huiles minérales, pétrole (Fabriques et raffineries)	96	1004
	Minerais de fer et autres (Extraction, préparation)	121	4516
	Salines, raffineries de sel	148	4499
	Eaux minérales et fabriques d'eaux gazeuses	440	1430
	Carrières (Exploitation des)	326	3852
	Plâtre, chaux, ciment, craie, etc. (Fabrication de)	670	12219
	Scieries de pierre et de marbre	438	4709
	Briqueteries, tuileries, etc.	810	10931
Usines métallurgiques	Divers	40	527
	Chaudronnerie, construction de chaudières et de machines	2284	20040
	Tréfileries, fabriques de boulons, clous, vis, chaînes, etc.	358	7912
	Tôleries, ferblanteries, taillanderies	357	10864
	Quincaillerie, coutellerie, ferronnerie, serrurerie	1041	11066
	Armurerie, artillerie, armes (Manufactures d')	45	1001
	Métaux autres que le fer (Elaborations diverses des)	347	10478
	Divers	124	2020
Agriculture	Battage et préparation des grains et graines	14350	78506
	Labourage à vapeur, exploitations agricoles, irrigations	1809	12741
	Concassage de tourteaux, etc. : engrais	313	3395
	Divers	68	592
Industries alimentaires	Sucreries, raffineries de sucre	2759	36495
	Cassage et scieries de sucre	48	457
	Minoteries	2425	33721
	Boulangeries, fabriques de pâtes alimentaires, biscuits, etc.	271	2495
	Glucose, fécule, amidon, etc. (Fabriques de)	149	2473
	Distilleries	828	9367
	Brasseries, malteries	1470	12347
	Huileries	459	7297
	Épiceries, moutarde, chicorée, etc.	277	1696
	Chocolateries	124	1780
	Confiseries	122	733
	Autres produits alimentaires	523	3602
	Préparation des vins, du vinaigre, du cidre	203	997
	Glace artificielle	57	715
	Divers	60	765

Branches d'industries	GENRES D'ÉTABLISSEMENTS	Machines	
		Nombre	Puissance en chevaux
Industries chimiques et tanneries	Tanneries, corroieries, mégisseries	857	10576
	Produits chimiques et pharmaceutiques	853	12020
	Couleurs minérales et végétales (Céruse, garance, etc.)	175	2000
	Cristalleries, verreries, fabriques de glaces	251	5712
	Faïenceries, fabriques de porcelaines, poteries, etc.	234	3002
	Gaz (Usines à)	378	4201
	Caoutchouc	91	2027
	Bougies, cire, suif, graisse, etc.	207	2033
	Savonneries, parfumeries	204	1585
	Cirages, acide gallique, encre d'imprimerie, etc.	39	738
	Allumettes chimiques	6	42
	Noir animal ou de fumée, colle, etc.	122	1700
	Divers.	124	1340
Tissus et vêtements	Coton (Préparation, filature, tissage du)	1020	75470
	Laine (Préparation, filature, tissage de la)	968	35367
	Soie (Id.)	719	7799
	Lin (Id.)	509	28525
	Chanvre (Id.)	401	3742
	Tissus mélangés (Fabrication de)	140	3866
	Draps (Fouleries, décatissage, etc.)	217	6204
	Blanchisseries, teintureries, apprêts	1610	19660
	Impressions sur étoffes.	494	2617
	Couvertures, châles, tapis	103	2264
	Passementerie, lacets, rubans.	167	2323
	Bonneterie, molleton, ouate.	198	2518
	Tulle, batiste, broderie.	175	1535
	Confection de vêtements, chaussures, chapeaux, pa- rapluies	397	4288
Papeteries, objets mobiliers et d'habitation, instruments	Corderie, filets	83	1947
	Divers.	153	2124
	Papeteries.	584	16419
	Papier peint	32	408
	Cartonnage, cartes à jouer, maroquinerie, etc.	114	1450
	Imprimeries, lithographies.	762	6333
	Ebénisterie, carrosserie, charronnerie	719	4789
	Tourneurs en bois, tonnellerie, emballage, etc.	403	2752
	Tabletterie, marqueterie, incrustations	117	906
	Cardes, peignes, broches, navettes, brosses, etc.	258	4930
	Tournage et fabrication de menus objets en métal.	174	1186
	Horlogerie	54	502
	Bijouterie, orfèvrerie, plaqué, etc.	124	1346
	Balances, instruments de précision, d'optique, etc.	88	1392
	Instruments de musique.	47	591
	Appareils d'éclairage (Fabrique d')	42	529
	Divers.	114	898

Branches d'industries	GENRES D'ÉTABLISSEMENTS	Machines	
		Nombre	Puissance en chevaux
Bâtiments, entreprises de travaux et diverses	Grues, appareils de chargement, élévation de matériaux, de l'eau.	1757	20281
	Fabrication de mortier, de béton.	119	1169
	Sciéries et préparation de bois, charpente, grosse menuiserie.	2496	29327
	Locomotives affectées aux terrassements (canaux, chemins de fer)	286	10499
	Locomotives routières	51	715
	Rouleaux compresseurs.	68	985
	Bains, lavoirs et buanderies	885	3771
	Chauffage	54	487
	Eclairage électrique.	439	33151
	Construction de navires	164	2155
	Divers.	277	4712
Services publics de l'Etat	Etablissements dépendants du ministère de la guerre.	389	14187
	— — — de la marine	445	8986
	— — — des travaux publics	171	4333
	— — — de l'intérieur	33	644
	— — — des finances	52	928
	— — — des autres ministères.	35	512

Ainsi qu'il est facile de le constater, la quantité de charbon employée en consommations industrielles ou reproductives est considérable. Mais est-ce à dire pour cela que ce précieux combustible n'est jamais absorbé dans des consommations improductives ?

On entend par consommations improductives toutes les consommations qui détruisent la richesse sans en produire immédiatement une autre qui la remplace.

On peut distinguer différents genres de consommations improductives : les consommations personnelles, les consommations subjectives, et enfin certaines consommations assez difficiles à définir par un terme unique, qui, par suite d'événements malheureux, n'aboutissent qu'à une perte sèche nullement compensée.

Il est d'usage, en économie politique, de considérer comme improductives les consommations personnelles comprenant les dépenses d'entretien et de jouissance auxquelles on doit l'existence et le bien-être.

Il nous semble difficile d'admettre pour le tout cette définition relativement à la question qui nous occupe, sans y faire une légère critique. Il est évident, en effet, que sans le combustible indispensable à l'homme pour préparer ses aliments et résister au froid, en hiver, toute l'activité humaine se trouverait, sinon totalement paralysée, tout au moins singulièrement ralentie, car l'intelligence dépend de la vitalité physique. Dès que l'organisme est en souffrance, le jeu des facultés s'en ressent, et, pour peu que l'état de crise continue, l'activité humaine s'affaïse au point de ne plus rendre aucun service. L'intelligence de l'homme ne peut, on le sait, s'épanouir, qu'à la condition de n'être harcelée que le moins possible par les souffrances physiques. N'est-ce donc pas aller trop loin que de considérer comme improductives, et surtout en ce qui concerne le combustible, les consommations personnelles, sous prétexte qu'elles détruisent la richesse, sans en produire immédiatement une autre qui la remplace ? Quelles sont, en effet, les conditions que doit présenter une chose pour constituer une richesse, si ce n'est d'être à la fois un objet matériel, utile et approprié par l'homme ? Or, il s'en faut de beaucoup que toutes les productions industrielles, quelles que soient leurs qualités et leurs mérites, constituent des richesses quand elles sont réalisées, si elles ne sont pas utiles à ce moment.

L'utilité ne naît que du besoin, et il peut très bien arriver qu'il faudra plusieurs mois avant que l'industriel qui a fabriqué un stock de charrues ne trouve à s'en débarrasser. Faudrait-il en conclure que la houille consommée pour produire ces charrues doive être considérée comme ayant été dépensée

dans une consommation improductive, jusqu'au jour où la marchandise fabriquée, grâce à elle, aura été écoulée? Un tel raisonnement n'est certainement pas plus spécieux à notre avis que celui qui considère les dépenses ayant pour but d'alimenter l'existence humaine, comme constituant des dépenses improductives.

Il n'y a en effet, dans les deux hypothèses qu'une question de temps à envisager.

L'intelligence dont le volume ne correspond à aucune des mesures du système métrique ne constitue certainement pas un objet matériel. Mais elle est le générateur de toute production de richesse ; c'est elle qui donne à chaque chose le degré d'appropriation et d'utilité qui en fait une richesse. Comment donc refuser de reconnaître à tout ce qui est de nature à l'entretenir, et à la mettre à même de produire, le caractère d'une consommation reproductive, sans vouloir, par une inconséquence flagrante, refuser en même temps à la faculté créatrice, les mérites et l'utilité que personne n'ose méconnaître à ses produits ?

Tels sont les griefs que nous formulons contre la définition qui considère comme improductives relativement à la houille les consommations personnelles, sous le fallacieux prétexte qu'elles détruisent la richesse sans en produire immédiatement une autre qui la remplace. Il nous semble également difficile, pour les mêmes motifs, d'admettre qu'en consommant ces richesses, et dans notre hypothèse, le combustible, l'homme n'ait pas eu pour but immédiat, de se mettre à même d'en produire de nouvelles. Par suite, il nous semble bien osé de nier que la consommation de la première n'ait pas servi plus tard à être remplacée par une autre.

II. — Les consommations subjectives sont opposées aux

consommations objectives, c'est-à-dire à celles résultant des changements de forme de la matière. On désigne, sous le nom de consommations subjectives, celles qui, se produisant en dehors de toute modification matérielle de l'objet, dépendent uniquement de la disparition des besoins éprouvés par les hommes. Il est évident, en effet, que dès que le besoin disparaît, tous les objets, qui jusque-là étaient de nature à le satisfaire, ne constituent plus des richesses. L'objet, tout en conservant sa valeur intrinsèque, a donc subi plus qu'une dépréciation. Désormais, ne répondant plus à aucune nécessité, il ne vaut plus rien. Par suite, le résultat final est le même que s'il avait été consommé en pure perte.

Les consommations subjectives sont souvent le résultat d'un changement dans les goûts (1). Les caprices et les exigences toujours renouvelés de la mode en offrent de fréquents exemples. Il est cependant difficile, croyons-nous, de trouver des cas d'application de ce genre en ce qui concerne la houille. On peut seulement noter, de temps en temps, une vogue plus ou moins grande attribuée à telle variété de charbon, et provenant d'un nouveau mode d'appropriation.

C'est ainsi que dans ces dernières années la création des poêles mobiles dits « Choubersky », a provoqué une hausse sensible dans les prix de vente des charbons appartenant au type de l'anhracite. Mais la plus-value dont ont profité les charbons maigres n'ayant en rien diminué la valeur des charbons gras, on ne peut pas considérer ce fait comme ayant entraîné, en quoi que ce soit, une consommation subjective d'un genre de charbon.

Les progrès incessants apportés dans la construction des machines à vapeur et des chaudières, qui permettent de réali-

1. M. P. Beauregard. *Éléments d'Économie politique*, p. 282.

ser chaque jour des économies plus considérables de vapeur, tout en brûlant des combustibles réputés autrefois inutilisables ne constituent pas non plus des consommations subjectives. Car les besoins toujours croissants de l'industrie et ses applications chaque jour plus nouvelles, empêchent l'industrie houillère de pâtir de telles économies, par l'extension que prend chaque année en France le nombre des moteurs à vapeur.

Mais la question changera totalement d'aspect, quand la houille sera sérieusement menacée par la concurrence d'un de ses congénères, le pétrole. A partir du jour où les applications industrielles du pétrole, tant à l'éclairage et au chauffage qu'à la force motrice présenteront plus d'avantages que ceux qu'on retire actuellement du charbon, il en résultera fatalement pour ce dernier une consommation subjective indéniable.

Il en sera de même quand l'électricité sera obtenue à des prix moins élevés, grâce à l'utilisation rationnelle de tant de forces naturelles actuellement négligées ou imparfaitement recueillies.

Les progrès de la science sont trop nombreux et trop importants, de nos jours, pour qu'il soit permis de douter de la réalisation de telles éventualités. Mais il est bien difficile, même approximativement, d'en indiquer l'époque.

En effet, malgré tous ses perfectionnements, l'électricité n'est produite jusqu'à présent, pour la plus grande partie, en France qu'à l'aide du charbon ; et son extension s'accuse nettement dans les statistiques par la proportion toujours croissante des chevaux vapeur qu'elle absorbe chaque année davantage. C'est ainsi que pour l'année 1892 l'éclairage électrique a exigé 439 machines représentant une force de 33.151 chevaux-vapeur, tandis que dix ans auparavant, en 1882, il

n'en était même pas question dans les statistiques officielles. Ce n'est qu'à partir de 1883 que la consommation de charbon produite par l'électricité y figure, et encore y est-elle mélangée à celle utilisée pour le chauffage, dans la rubrique des bâtiments et entreprises de travaux diverses. En 1883 cette double consommation ne représentait que 99 machines développant 1.509 chevaux.

On voit quel est le chemin parcouru depuis cette époque, surtout si on tient compte que depuis 1891 les statistiques distinguent ces deux genres de consommation, qui n'ont rien de commun. Durant l'année 1891 la consommation de charbon employée à produire de l'électricité avait même dépassé celle de 1892 ; car elle avait alimenté à ce moment 439 machines utilisant 33.151 chevaux (1). Il s'en suit donc que jusqu'à présent l'électricité n'est pas arrivée à occasionner une véritable consommation subjective du charbon.

Elle a restreint cependant quelque peu son emploi par suite des avantages qu'elle présente pour quelques applications industrielles, telles que l'éclairage ou la transmission de la force motrice.

Quant au pétrole, malgré les propriétés précieuses qu'il possède d'actionner directement des machines sans production préalable de vapeur, il ne semble pas qu'on ait encore soupçonné le moyen de l'employer dans l'industrie sidérurgique. Les hauts-fourneaux continueront donc encore pendant longtemps à se servir exclusivement de coke, c'est-à-dire de houille, et par suite, de ce côté également, il faudra encore longtemps avant que la moins-value de la houille résultant de la concurrence du pétrole soit de nature à être la

1. En 1893 l'éclairage électrique a employé 500 machines, représentant une force totale de 37.992 chevaux.

source, pour ce précieux minéral, d'une consommation subjective.

En résumé, la houille ne semble pas menacée pour le moment, et même d'ici un temps assez éloigné, de consommation subjective. On peut noter, au contraire, une tendance de plus en plus marquée, à remplacer le chauffage au bois par celui au charbon, et l'éclairage à l'huile végétale par celui au gaz, qui assure au charbon un si large débouché. On constate une tendance analogue dans l'emploi du fer qui chaque jour se substitue davantage au bois dans les constructions modernes, et arrive même parfois à le suppléer entièrement. Or chacun sait quelles quantités de houille absorbe la fabrication du fer. L'extension chaque jour croissante de la consommation générale de la houille semble enfin de nature à contrebalancer, du moins pour le moment, la concurrence qu'on pourrait redouter du pétrole et de l'électricité et à préserver la houille de toute consommation subjective.

III. — Il existe, enfin, avons-nous dit précédemment, certaines consommations assez difficiles à définir par un terme unique, qui, par suite d'événements malheureux, n'aboutissent qu'à une perte sèche, compensée par aucun gain. On peut ranger dans cette catégorie les pertes industrielles, fruits de l'inexpérience, ou de combinaisons malheureuses, ainsi que les ruines dues aux fléaux naturels tels que les incendies, les naufrages et les inondations, et aussi les anéantissemments de richesses résultant des invasions en cas de guerre.

Il est évident que les mines sont exposées et certainement plus que les autres industries à ces éventualités fâcheuses, qui constituent pour elles, trop souvent, non seulement des consommations improductives, mais des consommations destructives.

Il nous semble inutile, en effet, de rappeler ici ce que nous

avons dit précédemment au sujet des sinistres éventuels, toujours menaçants dans les mines. Nous nous sommes suffisamment étendus sur ce point, pour ne pas y revenir.

§ II.

Tels sont les différents genres de consommation proprement dite. Mais nous n'avons pas terminé notre étude ; il nous reste à analyser et à juger certaines institutions, qui se rattachent à cette partie de notre travail. Nous voulons parler des institutions sociales ou législatives, ayant pour but d'imprimer une direction spéciale à certaines fractions de la richesse produite.

Nous passerons donc en revue, et spécialement au point de vue des mines, les divers avantages que présentent pour les travailleurs les caisses d'assurances contre les accidents, les mutualités et les caisses de retraites et de secours qui, jusqu'à la loi du 9 juin 1894, étaient spéciales aux ouvriers mineurs. Nous suivrons les différentes phases législatives qui se sont successivement accomplies dans ces différentes institutions, et nous terminerons ce travail par une étude approfondie de la fameuse loi du 9 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites. Un historique détaillé de la question et une analyse aussi complète que possible de toutes les tentatives législatives qui l'ont précédée nous aideront à mieux saisir le but et les intentions qui ont animé le législateur de 1894. Bien que cette loi ait encore été peu appliquée, nous tâcherons de dégager par le raisonnement et par des comparaisons avec ce qui se passe à l'étranger et notamment en Allemagne, si elle est appelée à réaliser tous les avantages qu'on en attend.

Outre les différents genres de consommation que nous venons de passer en revue, l'homme et principalement le travailleur peuvent utilement employer une partie de la richesse produite à se ménager des ressources ou pour mieux dire des secours en cas de malheur. Un des moyens les plus avantageux dont ils disposent pour arriver à ce but consiste dans la constitution de caisses d'assurances contre les divers accidents. Tel est, en effet, jusqu'à présent, le procédé le plus ingénieux que les hommes aient imaginé pour atténuer les risques toujours si nombreux de leur existence.

Le but de l'assurance est de répartir entre un certain nombre de personnes, constituant à cet effet, une société, les chances mauvaises dont chacun peut être éventuellement la victime. Pour arriver à cette fin, celui qui veut s'assurer peut s'engager à payer annuellement une certaine somme, moyennant laquelle on lui assure une indemnité déterminée en cas de sinistre. Le contrat qui intervient, dans ce cas, constitue une assurance à prime fixe. Mais ce n'est pas la seule combinaison qui puisse se présenter. L'intéressé peut aussi, par un engagement réciproque, contracté entre lui et ses co-associés, promettre de les indemniser, le cas échéant. Cette combinaison suppose nécessairement la constitution préalable d'un fonds commun, destiné à parer aux risques de chacun, et formé à l'aide de cotisations mensuelles généralement très-modiques. Ce genre d'assurance n'est qu'une des formes des mutualités dont nous parlerons plus loin.

Il n'est pas besoin d'insister sur la valeur des services que peut rendre l'assurance à tout le monde et principalement aux travailleurs. L'assurance s'étend de nos jours non seulement aux incendies, mais aussi aux cas de maladie, ou d'accidents, et permet ainsi à ceux qui ont eu la sagesse d'y recourir, d'être à l'abri de la misère, quand ils sont frappés. On trouve

même en Angleterre et en Allemagne des sociétés qui ont pour spécialité d'assurer les ouvriers contre les risques de chômage involontaire, en cas de crise industrielle. Elle présente aussi un avantage qui n'est pas sans importance : elle incite ceux qui sont d'ordinaire les plus enclins à dépenser leurs salaires au jour le jour, à économiser à chaque instant leurs moindres ressources disponibles, pour satisfaire au paiement des primes de l'assurance.

Malgré tout ce qu'elle semble présenter d'utile et de précieux l'assurance a été, à plus d'une reprise, l'objet de critiques amères. On lui a surtout reproché d'exposer l'ouvrier à de cruelles déconvenues, quand il se voit, pour une raison ou une autre, obligé d'interrompre le service de ses versements. Il suffit, en effet, qu'il cesse de payer les primes convenues pour qu'il soit frustré, non seulement de l'avantage qu'il était en droit d'espérer, mais aussi pour qu'il perde sans compensation, tout ce qu'il avait jusqu'alors versé dans la caisse de la Compagnie d'assurances. On a dit aussi que la perspective de trouver dans l'assurance un secours, qui ne saurait lui faire défaut, était évidemment de nature à le rendre moins attentif à éviter tout ce qui serait propre à exposer son existence ou celle de ses compagnons.

Ces critiques sont certainement loin d'être dénuées de tout fondement ; mais ce n'est pas à dire, pour cela, que l'assurance soit une chose mauvaise. Il en est de l'assurance comme de bien d'autres moyens ayant pour but d'améliorer la situation du travailleur. Les inconvénients, ou pour mieux dire, le mauvais côté qu'ils peuvent présenter, dans quelques hypothèses isolées, ne sont pas suffisants pour contrebalancer les avantages marqués qu'ils présentent et les services qu'ils rendent dans la plupart des cas. Les assurances sont surtout précieuses, etc'est là croyons-nous un point caractéristique, en

ce qu'elles mettent toujours l'assuré immédiatement à l'abri de toute éventualité. Il n'a pas à se préoccuper de savoir s'il vivra assez longtemps pour profiter des sacrifices qu'il s'est imposés, à l'inverse de ce qui se produit inévitablement dans les caisses de retraite.

En vertu du grand principe posé par les art. 1131 et 1133, chacun peut, à l'aide de contrats spéciaux, s'assurer comme bon lui semble. De tout temps la charité publique et la charité privée n'ont jamais manqué de porter secours aux situations douloureuses que provoquent dans l'industrie, et en particulier dans celle des mines, de douloureuses catastrophes, toujours trop fréquentes ; mais quelle que soit l'étendue de la charité, soit publique, soit privée, bien souvent les ressources dont elle dispose sont impuissantes à soulager, d'une manière suffisante, les infortunes des victimes de ces accidents. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, qu'elle ne donne jamais à l'homme éprouvé, la noble satisfaction d'avoir su, par une sage prévoyance, en conjurer les effets pour lui-même et pour les siens.

L'intervention législative a donc cru bien faire, en 1868, en réglementant les effets de la prévoyance individuelle, dans la formation des ressources destinées à créer des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accident. L'économie, dans les situations restreintes, est à peu près inconnue, parce qu'elle est impuissante, par son exiguité même, à préparer une réserve suffisamment sérieuse pour parer aux premières éventualités. Elle ne peut devenir pratique et s'appliquer utilement aux dangers professionnels, qu'à la condition d'être encouragée et secondée par une assistance efficace. Le but de la loi du 11 juillet 1868 fut donc de réunir dans un concours utile, la charité de ceux qui peuvent donner, et la prévoyance individuelle de ceux qui sont appelés à recevoir.

Il ne suffisait pas, sous peine de faire une œuvre incom-

plète, de prévoir le soulagement des maux provenant des accidents ; il fallait aussi songer aux besoins de ceux que la mort de leur soutien laisse sans ressources. Deux caisses d'assurances furent donc créées par la loi du 11 juillet 1868 : l'une ayant pour objet de payer au décès de chaque assuré, à ses héritiers ou ayants-droits, une somme déterminée ; l'autre en cas d'accidents, ayant pour objet de servir des pensions viagères aux personnes victimes d'accidents dans leurs travaux, et des secours à leurs veuves et enfants. C'est de cette dernière que nous nous occuperons exclusivement, car elle rentre plus spécialement dans le cadre de notre étude.

Le but poursuivi par la loi du 11 juillet 1868, est tout différent de celui recherché, en général, dans les constitutions des compagnies libres. L'Etat a créé sa caisse pour venir au secours des victimes de ces accidents et pour les prémunir contre leur défaut de prudence et de prévoyance. Les compagnies, au contraire, dont l'origine la plus ancienne remonte à 1859, ont offert principalement aux patrons de prendre la charge des secours que les accidents, se produisant sur leurs chantiers, peuvent faire peser sur eux. Il en résulte donc explicitement, qu'en réalité, la caisse de l'Etat a été créée au profit des ouvriers, et celles des compagnies au profit des patrons. Il ne faudrait pas croire cependant que ces dernières caisses aient toujours conservé ce caractère, que semblait leur assigner leur cause première. C'est ainsi que d'un côté on a invité les ouvriers à concourir au paiement des primes d'assurance, et que d'un autre, on leur a ouvert, plus ou moins, une action contre ces caisses. Il s'en suit que ces caisses ont, à certains points de vue, perdu en partie leur caractère absolu d'institution au profit des patrons, pour revêtir un caractère mixte, plus ou moins accentué, et plus ou moins régulier. Leur fonctionnement a pris, en France, une extension considérable. C'est

ainsi que l'une d'elles, la Préservatrice, qui ne date cependant que de 1860, avait déjà en 1884, réglé 257.427 sinistres, et payé 16.486.344 fr. 85 d'indemnités.

Le contrat d'assurance contre les accidents est, comme presque tous les contrats d'assurance terrestre, un acte de commerce de la part de l'assureur (1). Mais en ce qui concerne l'assuré, c'est un acte purement civil (2). L'exploitation des mines étant un acte civil, aux termes de la loi de 1810, l'assurance contractée par l'exploitant pour se décharger des condamnations civiles, qu'il peut encourir à raison des accidents qui se produisent sur ses chantiers, est, à son égard, un acte civil et nullement un acte de commerce.

Le fait parle patron de s'entendre avec un tiers qui s'engage à le garantir des conséquences des accidents arrivés sur les chantiers, à raison des réparations civiles, auxquelles ils peuvent donner lieu, ne saurait modifier en rien ses obligations vis-à-vis de ses ouvriers. Ces derniers conservent donc intégralement tous leurs droits contre leur patron. Il est facile de justifier cette solution. En effet, étant restés étrangers au contrat souscrit par leur patron, qui pour eux est *res inter alios acta*, ils ne sauraient être contraints de s'adresser à un autre qu'à celui auxquels ils sont liés par le contrat de louage, et qui est lié à eux par le même contrat. La Compagnie d'assurance est évidemment dans ce cas un tiers étranger à leurs conventions, et qui ne peut modifier les droits propres qui viennent d'un contrat antérieur.

Ce raisonnement se comprend très bien quand les ouvriers

1. C. cass. 16 juillet 1872. S. 72, 4, 277. Cour sup. du Luxembourg, 20 mai 1880, et 23 juin 1883, S., 84, 4, 9.

2. C. cass., 3 juillet 1877, S., 77, 4, 447; Paris, 30 mars 1878, S., 78, 4, 474; Civ. Genève, 13 janvier 1883, S. 83, 4, 31, et 25 août 1883, S., 84, 4, 8; Aix, 15 janvier 1884, S., 85, 2, 434.

n'ont en rien participé à l'assurance. Mais cette solution a été cependant étendue à l'hypothèse où, ayant connaissance de cette assurance, ils avaient accepté d'y participer, au moins indirectement, en supportant personnellement le paiement partiel des primes. La jurisprudence présume, qu'en ce cas, ils n'ont pas renoncé à une action qu'ils tiennent directement de la loi, et à laquelle le patron est astreint légalement et d'une manière toute personnelle (1).

Sous l'empire de la loi de 1868, il était également admis que les ouvriers qui étaient intervenus dans le contrat d'assurance, au moyen de retenues opérées sur leur salaire, n'avaient même pas pu se lier valablement par une clause portant renonciation à leur action contre leur patron, et acceptation pour débitrice de la caisse d'assurance seule, à l'exclusion du patron. La nullité d'une telle clause dérivait de ce qu'elle était considérée comme contraire à l'ordre public (2).

Les deux caisses d'assurance, instituées par la loi du 11 juillet 1868, sont gérées par la caisse des dépôts et consignations, sous la responsabilité de l'Etat.

Des décrets en date du 10 août 1868 et 13 août 1877, pris en exécution de l'art. 19 de la loi du 11 juillet 1868, sont venus compléter la législation sur ces deux caisses (3).

1. Civ. Toulouse, 1^{er} juillet 1885.

2. Civ. Boulogne, 10 juillet 1885, S., 85, 2, 203. Nancy, 26 janvier 1884, S., 85, 2, 204.

3. Aux termes de l'art. 73 de la loi du 26 juillet 1893, les modifications à apporter aux tarifs de la caisse d'assurances, en cas de décès, en exécution de l'art. 16 de la loi du 11 juillet 1868, seront à l'avenir, en ce qui concerne le taux de l'intérêt, et les chances de mortalité, déterminées par un décret du Président de la République, rendu sur la proposition du Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, et du Ministre des Finances, après avis de la commission supérieure des caisses d'assurances.

Le taux de l'intérêt sera fixé en tenant compte des placements effectués par la caisse et gradué par quart de franc.

Le but de la caisse d'assurance en cas d'accidents est de constituer des pensions viagères aux personnes assurées, exposées par la nature de leur travail, à subir des blessures entraînant une incapacité permanente de travail. Elle fournit aussi des secours aux veuves et aux enfants mineurs, ou à défaut de ces derniers, aux pères et mères sexagénaires des individus assurés, qui auraient été victimes d'accidents survenus durant leurs travaux.

La question toujours délicate de l'alimentation de la caisse a été résolue par la combinaison suivante. Il y est pourvu : 1^o par le montant des cotisations versées par les assurés, 2^o par une subvention de l'Etat, 3^o par les dons et legs qui peuvent être faits à la caisse.

Toute personne, âgée de douze ans, au moins, peut contracter une assurance annuelle, moyennant un versement à son choix, de 8 fr., de 5 fr. ou de 3 fr. pour chaque année. Les administrations publiques, les établissements industriels, et même les sociétés de secours mutuels peuvent assurer collectivement leurs ouvriers ou leurs membres. Les assurances collectives, en cas d'accidents, ont leur effet à partir du jour où elles sont contractées, à moins que le souscripteur n'ait désigné dans sa proposition d'assurance une époque ultérieure. Mais chaque assuré, même dans le cas d'association collective, ne peut obtenir qu'une seule pension viagère. Il en résulte, dans cette hypothèse, que si plusieurs cotisations ont été versées sur la même tête, elles sont réunies, sans que la

Les chances de mortalité seront calculées d'après les tables dites de *Deparcieux* et ultérieurement d'après de nouvelles tables de mortalité établies suivant les données de l'expérience.

Lorsque des modifications seront apportées au tarif, elles ne s'appliqueront qu'aux assurances nouvelles, contractées à partir du 1^{er} janvier, qui suivra la date du décret les déterminant.

cotisation ainsi formée, pour la liquidation de la pension puisse dépasser le chiffre de 8 fr., ou de 5 fr., fixé par la loi.

Les rentes viagères provenant de la caisse d'assurance, en cas d'accidents, sont incessibles et insaisissables, en totalité.

Les accidents sont rangés dans deux catégories différentes, suivant qu'ils ont occasionné une incapacité absolue de travail, ou n'ont entraîné qu'une incapacité permanente. C'est sur cette distinction que repose le règlement des pensions viagères à concéder. Dans les deux hypothèses, les pensions allouées varient suivant l'âge des assurés et le taux de la cotisation.

En ce qui concerne spécialement la première, la rente viagère peut s'élever jusqu'à 644 fr., pour les cotisations de 8 fr. Elle n'est jamais inférieure à 200 fr. pour les cotisations de 5 fr., ni à 150 fr. pour celles de 3 fr. En cas d'accident ayant entraîné la mort, la veuve de l'assuré, et, s'il est célibataire ou veuf sans enfant, le père ou la mère sexagénaire de l'assuré, reçoivent un secours équivalent à deux années de la pension à laquelle l'assuré aurait eu droit, si l'accident l'avait mis dans l'incapacité absolue de travailler. Les enfants encore en minorité reçoivent un secours égal à celui qui est attribué à la veuve, et qui se cumule avec lui. Le paiement des secours s'effectue en deux annuités. Dès l'admission et la vérification des pièces produites, le paiement de la première annuité est autorisé sur la caisse du préposé dans l'arrondissement duquel la partie intéressée a demandé à être payée. Elle reçoit la seconde annuité, à la même caisse, l'année suivante, à la date anniversaire du décès de l'assuré. Etant donnée l'insuffisance des cotisations pour constituer le capital nécessaire à assurer le service de la rente, il est prélevé sur les subventions de l'État, et sur les dons et legs, au moins moitié des fonds destinés à la formation de ce capital.

S'il s'agit seulement d'accidents n'ayant entraîné qu'une incapacité permanente du travail de la profession, la pension n'est que de moitié de celle afférente aux accidents que nous venons d'étudier.

Malgré tous les avantages indiscutables que présente pour des travailleurs, aussi exposés que les mineurs, la caisse d'assurance contre les accidents, ils ne s'y sont jamais affiliés. On en trouve l'explication dans ce fait, que les compagnies ont toujours pris à leur charge, en général en partie, et très souvent pour le tout, les frais divers résultant des accidents, dont leurs ouvriers sont les victimes. Il est facile de citer, à l'appui de cette assertion, plusieurs exemples.

De 1843 à 1872, il n'existait dans la compagnie de Bessèges (Gard) qu'une caisse unique qui prenait à sa charge tous les services de secours et de prévoyance pour les malades, les blessés, les invalides et leurs familles. A partir de 1872, la caisse des malades fut alimentée par des versements égaux tous deux de 2 0/0 provenant des ouvriers et de la compagnie. A partir de 1887 jusqu'à l'année 1894, les services de prévoyance furent assurés à l'aide de deux caisses distinctes : la caisse des malades et la caisse des accidents.

La caisse des accidents était alimentée exclusivement par un versement de la compagnie égal à 2 0/0 des salaires des ouvriers et employés, avec subvention en nature de la compagnie, sous forme de paiement des honoraires des médecins, et d'entretien des infirmiers. Comme dépenses, la caisse payait les médicaments, les indemnités de chômage aux blessés et à leurs familles ; des pensions aux veuves, orphelins et ascendants des ouvriers tués ; des pensions aux invalides du travail ; des indemnités aux blessés restés partiellement invalides.

Dans la Société des houillères de Ronchamps (Haute-Saône), jusqu'en 1882, la caisse de secours et de prévoyance fournissait des secours médicaux et pharmaceutiques à tous les blessés ; elle leur servait aussi des pensions de 25 francs par mois, dès qu'ils devenaient incapables de travailler. Elle avait comme recettes :

Une retenue sur les salaires de 3 0/0 ;

Une subvention de la compagnie de 3 0/0 (déduction faite des indemnités payées par la compagnie, comme civilement responsable, ou des frais pour procès, intentés mal à propos) ;

Le paiement par la compagnie des médecins et pharmaciens ;

Le produit des amendes et l'intérêt à 5 0/0 des capitaux.

Depuis 1882 jusqu'en 1894, la compagnie a particulièrement à sa charge les accidents à tous les égards (secours médicaux et pharmaceutiques, allocations journalières, etc...).

De plus, depuis le 1^{er} janvier 1891, tout ouvrier employé à la compagnie devait avoir un livret d'assurance individuel à la caisse nationale. Ce livret devait être alimenté par une retenue de 1 1/2 0/0 sur le salaire et par un versement égal fait par la compagnie.

Dans la Compagnie d'Anzin (Nord), les secours donnés aux ouvriers blessés étaient uniquement à la charge de la compagnie jusqu'en 1894. Le produit des amendes n'y était même pas consacré, car il était intégralement versé dans la caisse des sociétés de secours mutuels, organisées au sein de la compagnie. Cependant, les remèdes, les soins médicaux et les secours aux malades et blessés, indépendamment de ceux accordés par les sociétés de secours mutuels, atteignaient chaque année un chiffre considérable. Dix médecins et un pharmacien étaient en effet, entretenus par la compagnie

pour soigner ses ouvriers. On peut en juger par les chiffres suivants relevés durant l'exercice 1887 :

Remèdes et soins médicaux	122.849 87
Secours aux malades et blessés	64.120 50
Ce qui donne au total	186.970 37

Il serait facile de multiplier les exemples, car toutes les compagnies houillères, on peut l'affirmer, avaient tenu en France, à subvenir dans la mesure de leurs moyens, aux besoins des ouvriers infirmes ou simplement blessés.

Ces raisons expliquent suffisamment pourquoi les mineurs ont considéré, non sans raison, qu'il était inutile pour eux d'opérer des versements à la caisse d'assurance des accidents. Les compagnies houillères, on vient de le dire, leur épargnaient ce souci.

II. — Les sociétés de secours mutuels ont pour but d'assurer des secours temporaires à leurs membres malades, blessés ou infirmes et une pension de retraite aux sociétaires âgés. Elles prennent aussi l'engagement de pourvoir à leurs funérailles et de contracter des assurances collectives en cas de décès.

On peut ranger les sociétés de secours mutuels en trois catégories :

1° Les sociétés dites *libres* ou simplement autorisées, en vertu de l'art. 291 du Code pénal et de la loi du 10 avril 1894 sur les associations ;

2° Les sociétés *reconnues* par le Gouvernement comme établissements d'utilité publique, conformément à la loi du 15 juillet 1850, complétée par le décret réglementaire du 14 juin 1851 ;

3^o Les sociétés *approuvées* en vertu du décret organique du 26 mars 1852.

Jusqu'en 1848, il n'existait aucune différence entre les sociétés de secours mutuels et les autres associations. Elles étaient, les unes comme les autres, placées sous l'empire de l'art. 291 du Code pénal, confirmé et complété par l'art. 1^{er} de la loi du 10 avril 1834, et, par suite, soumises à la nécessité de se pourvoir d'une autorisation préalable.

A partir de février 1848, les sociétés de secours mutuels devinrent libres de toutes formalités préliminaires, en vertu du principe de liberté absolue et illimitée de réunion et d'association consacré par la nouvelle révolution.

Cependant, par analogie avec les clubs, on les soumit, par l'art. 14 du décret du 28 juillet 1848, à l'obligation de faire connaître à l'autorité municipale, lorsqu'elles se réuniraient, le local et l'objet de leur réunion, ainsi que les noms des fondateurs et administrateurs. Mais l'autorité laissait tous les détails de leur organisation à la libre disposition des fondateurs, et allait même jusqu'à se reconnaître impuissante à dissoudre les sociétés dont l'existence lui paraissait dangereuse pour l'ordre public, tant qu'elle n'aurait pas obtenue contre elles une condamnation judiciaire.

Cet état de choses subsista jusqu'à la loi du 15 juillet 1850, qui, dans son art. 12, statua que les sociétés non autorisées pourraient être passibles de dissolution, le Conseil d'État entendu, si elles sortaient de leur condition de sociétés mutuelles de bienfaisance, ou dans le cas de gestion frauduleuse.

L'art. 291 du Code pénal successivement écarté, ou tout au moins amorti dans ses effets, devait cependant bientôt rentrer en vigueur, ainsi que la loi du 10 avril 1834. Ce fut le décret du 25 mars 1852 qui les rendit de nouveau applicables à toutes les associations, sans faire d'exception au profit des

sociétés de secours mutuels. Il en est résulté, qu'à partir de ce moment, les associations, considérées de la manière la plus générale, peuvent être désormais dissoutes sans que le Conseil d'État ait à intervenir. Le décret du 25 mars 1852, étant donnée sa généralité, a soumis les sociétés de secours mutuels, en voie de formation, à l'obligation de recevoir une autorisation préalable, toutes les fois qu'elles compteraient plus de vingt membres, comme toutes les associations. C'est aux préfets qu'il appartient d'accorder et de retirer cette autorisation ; ce droit ressort à Paris des attributions du préfet de police.

Ce ne fut qu'à partir de 1850 que furent consacrées les premières mesures législatives, en vue d'assurer le développement et le perfectionnement des sociétés de secours mutuels. La loi promulguée le 3 juillet 1850 et bientôt modifiée sur quelques-uns de ses points par le décret du 26 mars 1852, décida que les sociétés de secours mutuels pourraient, sur leur demande, être déclarées établissements d'utilité publique, au moyen de décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique.

Le détail des formalités à remplir pour obtenir ce résultat est contenu dans le décret du 14 juin 1851 et dans une circulaire du ministre de l'agriculture et du commerce du 6 septembre de la même année.

La reconnaissance confère des avantages précieux. Elle donne entre autres à la société de secours mutuels qui l'obtient le droit d'acquérir des immeubles avec l'autorisation du gouvernement et de recevoir en dons ou legs, sauf approbation du gouvernement, des biens mobiliers et immobiliers, quelle que soit leur valeur. Toutefois, s'il s'agit de sommes d'argent ou d'objets mobiliers dont la valeur n'excède pas 5,000 fr., les dons et legs peuvent être acceptés en vertu d'un simple

arrêté du préfet. Mais, en règle générale, l'acceptation de dons et legs d'objets mobiliers ne peut être autorisée que par un décret du Président de la République. Les gérants et administrateurs des sociétés mutuelles peuvent cependant toujours accepter les dons et legs à titre conservatoire. Outre le droit de posséder des biens et de recevoir des dons et legs, les sociétés reconnues ont l'heureux privilège de participer à tous les avantages accordés aux sociétés approuvées, dont elles partagent les conditions réglementaires.

Les précautions que le législateur a multipliées en vue de mettre les déposants de ces sociétés à l'abri des éventualités, sont trop importantes pour être passées sous silence. Nous croyons donc bien faire en énumérant les principales.

En cas de dissolution, soit volontaire ou forcée, on doit d'abord restituer aux sociétaires le montant de leurs versements respectifs, jusqu'à concurrence des fonds existants et déduction faite des secours reçus personnellement par chacun d'eux. Le reliquat des fonds, après cette restitution, donne lieu à une répartition, sur arrêté du ministre, entre les sociétés de secours mutuels dûment autorisées du même département, au prorata du nombre de leurs membres. La liquidation se fait sous la surveillance du préfet et de son délégué, et les comptes sont adressés au ministre de l'agriculture et du commerce.

Lorsque les fonds réunis dans la caisse d'une société de plus de cent membres s'élèveront au-dessus de la somme de 3,000 fr., l'excédent sera versé à la Caisse des Dépôts et Consignations. Si la société est composée de moins de cent membres, ce versement pourra avoir lieu lorsque les fonds réunis dans sa caisse dépasseront 1,000 fr. Le taux de l'intérêt des sommes déposées est fixé à 4 1/2 0/0 par an, jusqu'à ce qu'il ait été statué autrement par une loi. Les sociétés de se-

cours mutuels pourront faire aux caisses d'épargne des dépôts de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement.

Les sociétés reconnues sont placées spécialement sous la protection et la surveillance de l'autorité municipale. Le maire ou son adjoint, par lui délégué, ont toujours le droit d'assister à toutes les séances ; lorsqu'ils y assistent, ils les président. Le préfet peut suspendre les pouvoirs des administrateurs en cas de fraude dans la gestion, ou d'irrégularité grave dans la tenue des registres ou des pièces de comptabilité. Les sociétaires sont, dans ce cas, immédiatement convoqués par le maire, pour pourvoir au remplacement provisoire de l'administration suspendue. En cas de négligence ou de refus des sociétaires, c'est au maire qu'il appartient d'y pourvoir d'office. La société elle-même peut, d'ailleurs, être suspendue par le préfet lorsqu'elle sort de son rôle de société mutuelle de bienfaisance. Dans l'un et dans l'autre cas, tous les arrêtés sont notifiés à l'administration de la société et au maire de la commune, chargé d'en assurer l'exécution. Ils sont ensuite transmis au ministre de l'intérieur, avec un rapport motivé.

La dissolution ne peut être prononcée que par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, sur l'avis du maire et du préfet et sur le rapport du ministre de l'intérieur. La dissolution volontaire ne peut être demandée qu'en vertu d'une délibération prise sous la présidence du maire ou de son délégué, à la majorité des trois quarts des membres présents et à la majorité absolue des membres de la société.

Toute la législation que nous venons de passer en revue s'était bornée à assigner à l'administration le soin de surveil-

ler les sociétés de secours mutuels, ne consentant à les élever à la hauteur d'une institution publique que moyennant certaines formalités à la fois longues et difficiles.

Cet état de choses dura jusqu'au décret du 26 mars 1852, qui eut pour premier but l'extension et la multiplication des sociétés de secours mutuels. Ce fut pour atteindre ce résultat qu'il établit dans son article 1^{er} qu'une société de secours mutuels serait instituée par les soins du maire et du curé dans chacune des communes où l'utilité en aurait été reconnue par le préfet, après avoir pris l'avis du conseil municipal.

Le décret du 26 mars 1852 voulut aussi créer un moyen terme entre les sociétés de secours mutuels libres et les sociétés de secours mutuels reconnues comme établissements d'utilité publique : il y arriva par la création des *sociétés approuvées*. L'approbation qui constitue le caractère propre des sociétés de ce genre est conféré, dans le département de la Seine, par le ministre de l'intérieur, et dans les autres départements par les préfets.

Le détail des formalités que doivent remplir les sociétés de secours mutuels, pour être approuvées, est contenu dans une circulaire du ministre de l'intérieur du 7 septembre 1854. Elles consistent dans la remise de certaines pièces, qui doivent être jointes à la demande tendant à obtenir l'approbation.

L'administration de la société est confiée à un bureau composé d'un président, de vice-présidents, d'un trésorier et d'un secrétaire pris parmi les membres honoraires ou participants. Le président et le bureau prononcent l'admission des membres honoraires ; quant aux membres participants, ils ne peuvent être reçus qu'au scrutin et à la majorité des voix de l'assemblée générale. Le nombre des sociétaires participants

ne doit pas, en principe, excéder cinq cents ; mais il peut être augmenté en vertu d'une autorisation du préfet.

Les avantages reconnus par le législateur aux sociétés approuvées sont trop importants pour ne pas être l'objet d'une mention spéciale. Les sociétés approuvées sont, en effet, presque aussi favorisées que les sociétés reconnues. C'est ainsi que les sociétés approuvées peuvent prendre des immeubles à bail, posséder des objets mobiliers et recevoir, avec l'autorisation du préfet, les dons et legs dont la valeur n'excède pas 5,000 fr. Passé ce chiffre, l'acceptation des dons et legs doit être autorisée par décret du Président de la République.

Elles peuvent exiger que la commune leur fournisse gratuitement un local pour les réunions, ainsi que les livrets et registres de comptabilité. Elles sont dispensées des droits de timbre et d'enregistrement pour les actes qui les concernent, même pour les extraits des actes de l'état civil à produire par les sociétaires, sous la seule condition que ces extraits soient demandés par les présidents des sociétés. Elles restent cependant soumises à l'application de la loi du 23 août 1871, en ce qui concerne les quittances.

Elles sont exonérées de l'impôt sur les cercles, lieux de réunion, etc., créé par la loi du 16 septembre 1871. Elles sont autorisées à faire aux caisses d'épargne ordinaires et postales, moyennant un intérêt de 4 0/0, des dépôts de fonds jusqu'à concurrence de 8,000 fr., intérêts compris ; cette permission s'étend même à chaque sociétaire pris individuellement. Elles jouissent aussi de la faculté d'opérer certains versements particulièrement favorisés ; c'est ainsi qu'elles peuvent déposer à la caisse des dépôts et consignations, par l'entremise des trésoriers payeurs généraux et des receveurs par-

ticuliers préposés, leurs excédents disponibles, moyennant un intérêt de 4 1/2 0/0.

Elles peuvent aussi, à l'aide de la caisse des dépôts et consignations, employer leurs fonds libres à constituer des pensions de retraites à leurs vieillards, avec droits aux subventions annuelles de l'État. Il leur est également permis de contracter, près de la caisse des dépôts et consignations, des assurances collectives en cas de décès, soit pour solder tous frais funéraires, soit pour allouer des secours aux veuves et aux orphelins.

En vertu du décret du 26 mars 1852, les membres faisant partie des sociétés de secours mutuels approuvées peuvent, un an au moins après leur admission dans la société, et moyennant certaines formalités, obtenir un diplôme. Le privilège attaché à ce diplôme est précieux à plus d'un point de vue. C'est ainsi qu'il remplace, pour ceux qui en sont pourvus, le passeport et le livret. Mais en raison même des avantages attachés à ce diplôme, l'administration supérieure a cru bon d'exiger, pour sa délivrance, un certain nombre de conditions.

Les diplômes doivent énoncer les nom, prénoms, âge, profession et signalement du sociétaire, et l'époque de son entrée dans la société. Ils sont délivrés sur des feuilles à souche, d'après un modèle déterminé. Ils sont signés par le président, le secrétaire et le sociétaire, et portent le timbre de la société. Ces formalités ne sont pas les seules exigées. Lorsque le sociétaire veut voyager, il est tenu de faire viser son diplôme, à Paris, par le préfet de police, et dans les autres localités par le maire.

Aux avantages nombreux accordés aux sociétés approuvées, et dont nous venons de passer en revue les principaux, correspondent nécessairement certaines obligations. Mais, con-

trairement à ce qui se passe d'habitude, les charges ne sont nullement en rapport avec l'importance des privilèges. Les obligations imposées aux sociétés approuvées sont les mêmes que celles établies pour les sociétés reconnues. C'est ainsi qu'elles doivent, comme ces dernières, admettre des membres honoraires, ou du moins consacrer par les statuts le principe de l'admission de ces derniers et leur accorder voix délibérative, avec droit d'éligibilité aux fonctions administratives de la société. Elles sont tenues également de communiquer leurs livres, registres, procès-verbaux et pièces de toute nature aux préfets, sous-préfets et maires, et à leurs délégués. Mais, en principe, cette communication a lieu sans déplacement, sauf le cas où il serait ordonné par arrêté du préfet.

Ajoutons que, depuis la loi du 11 juillet 1888, portant création de deux caisses d'assurances, l'une en cas de décès et l'autre en cas d'accident, résultant de travaux agricoles et industriels, les sociétés de secours mutuels approuvées sont autorisées à contracter, près de la caisse des dépôts et consignations, des assurances collectives. Leur but est d'assurer, au décès de chacun des sociétaires, une somme fixe qui, dans aucun cas, ne peut excéder 1,000 fr. — Les sociétés de secours mutuels, approuvées ou non, restent toujours soumises aux sanctions de l'art. 291 du Code pénal et de la loi du 10 avril 1834, si leurs agissements sont de nature à en provoquer l'application. Elles peuvent, de plus, être suspendues ou dissoutes par le préfet pour mauvaise gestion, inexécution de leurs statuts ou violation des dispositions du décret du 26 mars 1852.

Les sociétés de secours mutuels se sont répandues parmi les ouvriers mineurs, mais en suivant une progression moins

marquée que dans les autres industries. Les ouvriers mineurs ayant, en effet, toujours reçu des concessionnaires de mines, des secours en cas de maladies ou d'accidents, trouvaient moins d'avantages que les autres travailleurs à recourir aux mutualités. On a d'ailleurs constaté que les tentatives de création de sociétés de ce genre qui, jusqu'en 1882, marquaient un mouvement en avant bien dessiné, s'étaient brusquement arrêtées cette année. Les premières discussions de la loi sur les caisses de secours et de retraites en furent la cause ; car elles donnèrent lieu de croire aux ouvriers mineurs que désormais tout souci de l'avenir leur serait écarté.

Il n'existe malheureusement pas de statistique spéciale permettant de suivre le développement de ces institutions de prévoyance dans les mines. Nous avons essayé de combler cette lacune, en faisant, avec le plus d'exactitude possible, un relevé des sociétés de secours mutuels composées exclusivement d'ouvriers mineurs et approuvées au 1^{er} juillet 1894, d'après les statistiques officielles du ministère de l'intérieur.

Sociétés de secours mutuels exclusivement composées d'ouvriers mineurs, approuvées au 1^{er} juillet 1894.

Départements	Commune où la société est établie	DÉNOMINATION DES SOCIÉTÉS	Date de l'approbation	Membres	partenaires
Loire	Lorette	Des ouvriers mineurs dite « La Solidarité humaine ».	12 janvier 1883	68	252
	Roche-la-Molière	Des ouvriers.	30 novembre 1889	20	160
	St-Chaumont	du personnel des mines.	29 juillet 1891	30	287
	St-Etienne	Des mineurs du canton de St-Chaumont.	22 juillet 1892	3	51
	Sorbiers	Des employés rous du charbonnage.	8 janvier 1880	8	60
	La Toldarière	Des mineurs de la Loire.	8 novembre 1887	48	50
	Ascon	Des ouvriers mineurs.	8 juin 1859	3	140
	Anœulin	Société des ouvriers mineurs.	9 juillet 1892	12	30
	Aubercicourt	Société des mineurs d'Anœulin.	30 avril 1867	70	1309
	Buvin	Des ouvriers mineurs des mines d'Aniche.	3 mars 1891	46	150
Nord	Bruay (Hameau de Thiers)	Des ouvriers mineurs de la fosse houillère.	19 mars 1892	39	103
	Bugnicourt	Des ouvriers mineurs.	17 mars 1879	»	31
	Dachy	Société des ouvriers mineurs des fosses d'Anzin et de Thiers.	7 août 1879	»	18
	Guesnain	Des ouvriers mineurs.	8 avril 1885	155	1630
	Lourches	Des ouvriers mineurs.	26 mars 1890	23	77
	Valenciennes	Le Saint-René (ouvriers mineurs).	24 janvier 1866	96	1530
	Vieux-Condé	Des ouvriers de la Cie des mines de Douchy.	28 avril 1891	17	78
	Villers-au-Tertre	Des ouvriers mineurs (Ste-Barbe).	28 août 1883	68	681
	Avion	Des ouvriers mineurs.	5 avril 1892	20	20
	Leforest	Des ouvriers mineurs de Vieux-Condé.	1 ^{er} février 1868	65	1069
Pas-de-Calais	Mazingarbe	Des ouvriers mineurs.	16 février 1867	66	1235
	Méricourt	Des ouvriers mineurs.	21 mai 1884	4	32
	Vimy	Des ouvriers mineurs.	40 mars 1884	84	503
	Roche	De Saint-Druon (ouvriers mineurs des Brebis).	1 ^{er} octobre 1891	2	20
Doubs		Des mineurs de Mazingarbe.	19 octobre 1881	8	102
		Des Enfants du peuple entre les ouvriers des mines de Courrière.	17 avril 1880	10	205
		Des ouvriers mineurs.	17 août 1885	6	60
		La prévoyance des ouvriers des mines Bugnot-Colladon.	11 mai 1888	35	198
			19 mai 1884	4	101

III.— Les caisses de retraite, qui pour les ouvriers mineurs, viennent d'être, comme nous le verrons plus loin, l'objet d'une mesure législative toute spéciale, ont été jusqu'à ce moment régies uniquement par le décret réglementaire du 26 avril 1856. Antérieurement à cette époque, l'art. 6 du décret du 26 mars 1852 avait permis aux sociétés approuvées de promettre des pensions de retraite, mais à la condition de posséder un nombre suffisant de membres honoraires.

D'après le décret réglementaire du 26 avril 1856, modifié et complété par le décret du 13 avril 1861, les fonds de retraite doivent se composer : 1° des prélèvements faits par les sociétés sur les excédents de recettes, et dont le versement est autorisé, pour le département de la Seine, par le ministre de l'intérieur, et pour les autres départements, par les préfets ; 2° des subventions spéciales accordées par l'Etat, le département ou la commune ; 3° des dons et legs faits à la société, avec affectation spéciale au service des pensions et dont l'acceptation a été autorisée par l'autorité compétente.

Le quantum de la pension est déterminé, sur la proposition du bureau, dont les décisions sont toutefois limitées. Il ne peut, en effet, être inférieur à trente francs, ni excéder le décuple de la cotisation annuelle de la société. Il ne peut, en aucun cas, dépasser une rente viagère de douze cents francs, inscrite sur la même tête. Le postulant doit être âgé de plus de cinquante ans, et avoir acquitté la cotisation sociale pendant dix ans, au moins. Toutes les formalités relatives à la liquidation de la pension sont soumises au contrôle du ministre de l'intérieur, pour le département de la Seine, et du préfet pour les autres départements. C'est également à ces autorités que le président doit, en cas de décès d'un pensionné,

transmettre l'extrait sur papier libre de l'acte mortuaire, pour la réintégration à la caisse des retraites de la société, des fonds affectés à la constitution de la pension.

Le mode de calculer le montant de la rente viagère instituée par le décret du 26 avril 1836, a été modifié par la loi du 20 juillet 1886. On en détermine actuellement la quotité au moyen de tarifs, tenant compte, pour chaque pensionnaire : 1° de l'intérêt composé du capital, à raison du taux fixé annuellement; 2° des chances de mortalité, en raison de l'âge, auquel commence la retraite, calculées d'après les tables de *Deparcieur*. Les rentes ainsi constituées sont incessibles et insaisissables, mais jusqu'à concurrence seulement de trois cent soixante francs. En vertu d'une faveur toute spéciale, les versements effectués à la caisse des retraites par les sociétés de secours mutuels approuvées ne sont soumis à aucune limite.

Ajoutons, pour terminer, que l'entrée en jouissance de la pension est fixée, à partir de chaque année d'âge accomplie de cinquante à soixante-cinq ans. Les tarifs sont calculés jusqu'à ce dernier âge. Les rentes viagères au profit de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, sont liquidées suivant les tarifs déterminés pour cet âge.

Quels que fussent leurs avantages, les ressources résultant pour les ouvriers mineurs des caisses d'assurances et des sociétés de secours mutuels, ont été de tout temps insuffisantes à les prémunir contre les risques de leurs travaux périlleux. Les ouvriers mineurs sont, en effet, exposés à plus d'accidents que les ouvriers des autres industries. Les statistiques officielles sont là pour le prouver. Non seulement les accidents sont fréquents et graves dans l'industrie des mines,

mais aux maladies ordinaires viennent s'ajouter des maladies spéciales. Les deux principales sont : les affections de poitrine et des bronches dues à l'entrée, dans les voies respiratoires, de particules très fines de charbon ; une anémie spéciale qui résulte non seulement de la privation de lumière et de soleil, mais aussi de la présence dans l'intestin d'un parasite nommé *Antiglostome doudéal*. L'usure prématurée des forces se produit plus vite, dans ces conditions, et elle amène, assez souvent, avant l'âge normal, l'incapacité partielle ou totale du travail.

Il est difficile de déterminer l'âge moyen où les ouvriers mineurs deviennent complètement incapables, ou partiellement incapables de travailler. Nous n'avons pour les ouvriers français aucun document qui nous permette de nous arrêter sûrement à un chiffre quelconque.

On sait seulement, d'après une note communiquée il y a plusieurs années, par le ministre des travaux publics, que les ouvriers mineurs ayant moins de 50 ans forment les 89 0/0 du personnel occupé ; les ouvriers âgés de 51 à 55 ans, les 5,3 0/0, ceux de 56 à 60 les 3 0/0 ; au-delà de 60 les 2,4 0/0.

Cet exposé si sommaire des conditions particulièrement dangereuses dans lesquelles s'exerce la profession de l'ouvrier mineur se passe de commentaires. Il est d'une éloquente tristesse. Aussi depuis longtemps déjà s'était-on préoccupé, en France, d'offrir dans une certaine mesure aux ouvriers mineurs de sérieux avantages, en compensation des dangers qu'ils couraient.

Toutes les mines de houille où l'extraction avait quelque activité possédaient une caisse de secours. Celles qui n'en avaient pas, étaient, il est vrai, au nombre d'une centaine ; mais elles n'occupaient qu'un millier de mineurs. A l'exception des ouvriers qui n'étaient employés que momentanément,

tous les mineurs, soit 98 0/0 de l'ensemble, étaient affiliés aux caisses.

Les caisses étaient divisées en deux grandes catégories : les unes étaient alimentées par des retenues sur les salaires et par des subventions versées par les concessionnaires. Les autres ne percevaient pas de retenues sur les salaires, et il était pourvu à leurs dépenses, uniquement aux frais des exploitants. C'est ce qui se passait à Anzin, à Commentry, au Creuzot, à Bruay à Decize à Montrambert, etc. Les premières comprenaient plus de 70.000 ouvriers, et les secondes environ 28.000. Elles fournissaient aux ouvriers malades et blessés un salaire journalier qui, suivant les mines, et suivant que le mineur était célibataire ou marié, variait entre 0 fr. 50 et 2 fr. 50. Quant aux soins médicaux, et aux médicaments, ils étaient généralement à la charge des concessionnaires. Les mineurs devenus infirmes, à la suite de blessures, touchaient une pension viagère dont le taux variait de 0 fr. 40 à 1 fr. 65 par jour, et les veuves d'ouvriers tués en recevaient une qui était d'ordinaire de 1 fr.

Beaucoup de caisses servaient aussi des pensions de retraite aux mineurs à cinquante-cinq ans d'âge, et après trente ans de service, ainsi qu'à leurs veuves. Quand un ouvrier était en état de travailler au delà de trente ans de services, le montant de sa pension s'accroissait proportionnellement. Il pouvait ainsi arriver à obtenir dans le Nord et le Pas-de-Calais, une pension annuelle de 480 fr., et dans certaines exploitations, par exemple à la Grand'Combe, une pension de 600 francs. Quelques caisses accordaient des secours temporaires aux veuves et aux enfants des ouvriers morts avant l'âge de la retraite et aux mineurs nécessiteux.

En outre, la plupart des compagnies minières fournissaient gratuitement du charbon à leur personnel. Plusieurs avaient

même construit et entretenaient à leur usage des écoles, des orphelinats, des ouvroirs, des infirmeries. Dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, presque toutes avaient bâti des maisons, qu'elles louaient à leurs ouvriers, moyennant un prix qui ne représentait pas l'intérêt des frais de construction et qui couvrait seulement les dépenses d'entretien et d'impôt.

D'après les calculs de M. Keller (1), le total des dépenses faites annuellement, en faveur de la classe laborieuse des mines, s'élevaient, en 1884 à 5.800.000 fr. Les retenues opérées sur les salaires ne contribuaient à ces dépenses que jusqu'à concurrence de 2.600.000. Les allocations des Compagnies atteignaient donc 3.200.000 fr. dépassant de plus d'un demi million les cotisations des mineurs. Il faut d'ailleurs tenir compte, comme M. Keller se plaisait à le constater lui-même, que les chiffres que nous venons d'énoncer n'étaient que des *minima*, établis en négligeant certaines dépenses faites par les Compagnies. Ces dépenses qui se composaient principalement de la perte sur le loyer des habitations ouvrières, sur les fournitures de charbon, sur les frais d'éclairage, de culte et d'école représentaient des sommes parfois considérables.

C'est ainsi qu'elles atteignaient 672.000 fr. par an pour les mines de Lens ; 559.000 fr. à Anzin ; 387.000 fr. à Liévin ; 465 000 fr. à Blanzy ; 346.000 fr. à Vicoigne-Nœux ; 149.000 fr. à Douchy, etc. On pouvait, enfin, d'après M. Keller, estimer que 30 0/0 de l'effectif des ouvriers mineurs, sans compter les ascendants, les veuves et les enfants, étaient chaque année secourus, soit par les caisses de secours, soit par les exploitants.

1. Rapport de M. Keller, ingénieur en chef des mines, au ministre des travaux publics, le 25 janvier 1884, *Annales des mines*, 1^{re} série, mémoires, t. VI, p. 321.

Les institutions de prévoyance, telles qu'elles existaient jusqu'à présent, procuraient donc à la population minière de grands avantages. Et il ne faut pas oublier que les ouvriers en bénéficiaient, moyennant des retenues qui jamais n'excédaient 3 0/0 des salaires. Près du tiers des mineurs ne supportaient d'ailleurs, nous l'avons vu plus haut, aucune retenue sur les prix de la journée de travail.

Chaque caisse avait ses statuts particuliers, et était administrée par un conseil, qui le plus souvent, était par moitié formé d'ouvriers et de représentants de la société concessionnaire. Les mineurs, membres du conseil, étaient en général élus par leurs camarades. Cependant, quand la société ne percevait pas de retenue sur les salaires, elle désignait elle-même les personnes composant le conseil d'administration.

Les Compagnies minières, on a pu le constater, ont tâché, à plus d'une reprise, d'améliorer l'organisation des caisses. C'est ainsi que les houillères du nord de la France avaient concerté de se réunir, afin d'établir en commun une caisse centrale, qui serait chargée de servir des pensions à leurs ouvriers, de telle sorte qu'un mineur pût à l'avenir changer d'exploitation, sans perdre pour cela le bénéfice de ses droits à la retraite. Ce système, était du reste pratiqué depuis environ vingt-cinq ans dans le bassin de la Loire. Six des principales sociétés de cette région, occupant ensemble 10.000 ouvriers, y avaient formé une caisse commune de retraites, et les mineurs qu'elles employaient pouvaient compter utilement pour la retraite le temps qu'ils passaient dans l'une ou dans l'autre des mines syndiquées. En outre, plusieurs sociétés s'adressaient déjà à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et d'autres se proposaient d'en faire autant.

Ajoutons enfin que l'expérience ayant démontré qu'il y avait des inconvénients à confier à une même caisse le service

des pensions et celui des secours, plusieurs Compagnies minières s'étaient déjà préoccupées de distinguer ces services. Deux caisses indépendantes devaient être créées pour y pourvoir, ayant chacune des ressources et des statuts.

Mais à côté des avantages que semblait présenter l'organisation de ces caisses, telle que nous venons de l'étudier, plus d'un danger était à craindre. Si beaucoup de Compagnies avaient des statuts pour le règlement des accidents et des pensions de retraite, il y en avait d'autres, qui n'en possédaient pas. Lorsque la Compagnie voulait alors contester le droit à l'indemnité en cas d'accident, l'ouvrier était obligé de s'adresser aux tribunaux.

Il est inutile d'insister sur les souffrances et les embarras du malheureux qu'un accident mettait hors d'état de travailler, et qui était obligé de plaider pour obtenir la réparation du dommage dont il était la victime. Ces procès si fâcheux pour l'ouvrier l'étaient également pour les patrons. Car l'issue en était toujours aléatoire, et les frais considérables qu'ils entraînaient, grevaient en pure perte l'industrie.

La situation financière d'un certain nombre de caisses était aussi loin d'être satisfaisante. Aux engagements contractés par les exploitants pour le service des pensions d'invalidité ou d'accidents, correspondaient des réserves bien inférieures au capital voulu pour assurer le service des rentes.

Cet état de choses ressortait suffisamment des renseignements recueillis par les ingénieurs des mines et qui pour l'année 1893 donnait les résultats suivants :

Capitaux représentatifs des pensions acquises et servies			R é s e r v e s
Incombant.....	pour accidents	pour retraites	
	francs	francs	francs
Aux exploitants seuls.....	7.000.000	7.000.000	3.000.000
Aux caisses.....	11.000.000	11.000.000	5.500.000
Ensemble.....	18.000.000	18.000.000	8.500.000
Déficit	27.500.000		

A ce déficit déjà fort important venait s'ajouter le capital correspondant aux pensions de retraites, en cours d'acquisition, et que l'on pouvait évaluer par approximation, à 17.500.000 francs, au minimum. Le déficit total atteignait donc, à cette époque, au moins 45 millions !

L'organisation du service des secours soulevait aussi bien des réclamations.

Dans la plupart des cas, les ouvriers et employés des exploitations minières ne pouvaient espérer l'obtention d'une pension de retraite, qu'à la condition d'accomplir au service d'une même Compagnie, la durée totale de leur vie de travail. Si, pour une raison quelconque ils quittaient la mine, à laquelle ils avaient consacré la plus grande partie de leur existence, tout droit s'évanouissait pour eux. Il en était ainsi, même s'ils avaient effectué, pendant de longues années, des versements à la caisse commune.

En créant des caisses de retraites, les Compagnies exploitantes avaient, sans aucun doute, obéi à un sentiment d'humanité. Car elles avaient voulu mettre leurs vieux ouvriers à l'abri du besoin, lorsque viendrait pour eux l'âge du repos.

Mais, la prévoyance qu'offraient ces caisses était, nous l'avons vu, loin d'être suffisante puisqu'elle ne présentait pas pour les travailleurs la sûreté désirable.

Pendant longtemps on avait cru que l'absence de sécurité dans laquelle vivait l'ouvrier mineur donnerait de bons résultats, en assurant la discipline. La crainte de se trouver privés, du jour au lendemain, de tout espoir à la retraite semblait, aussi de nature à prévenir les défaillances des travailleurs et leurs départs volontaires. Les grèves ont malheureusement à plus d'une reprise prouvé le contraire. L'absence de sécurité à laquelle se trouvaient exposés les ouvriers mineurs a souvent engendré bien des récriminations et bien des révoltes. Elle a, de plus, créé entre les exploitants et les ouvriers un malaise permanent et des difficultés sans issue.

Il était donc indispensable, dans un intérêt de justice et d'union, que les règlements fussent modifiés. Il fallait aussi que les droits éventuels résultant de la participation à une caisse de prévoyance demeuraient acquis aux souscripteurs, quelle que fût la durée de leurs services. Il était enfin de toute justice que ces droits, une fois reconnus, fussent entourés d'une garantie efficace. Jusqu'à présent, en effet, dans la plupart des entreprises de mines, les retenues opérées sur les salaires étaient versées à la caisse même de l'exploitant. Quant à la contribution des patrons, elle consistait trop souvent dans la simple mention de sa subvention à l'actif des comptes.

Il est aisé de se rendre compte que si l'exploitation périclitait, s'il survenait une faillite ou une liquidation, le gage des pensions viagères était fatalement exposé à disparaître en tout ou en partie. Le fait n'était d'ailleurs pas sans précé-

dent (1). Il importait donc de prévenir des conséquences aussi funestes pour le sort des pauvres travailleurs.

Il ne faut pas oublier, cependant, que dès 1887, la Compagnie des mines de Bessèges et celle d'Anzin, voulant mettre fin aux inconvénients que pouvait présenter une telle organisation, prirent le parti d'opérer directement à la caisse nationale des retraites les versements destinés à assurer l'avenir de leurs ouvriers. La question présente trop d'intérêt pour ne pas attirer un instant notre attention.

Dans la Compagnie des mines de Bessèges, à partir du 1^{er} janvier 1888, l'ancienne caisse des retraites fut liquidée, et les droits des anciens ouvriers, comme aussi ceux des nouveaux, furent réglés d'après la distinction suivante. Les ouvriers embauchés à partir du 1^{er} janvier 1888 furent libres de se constituer ou non une retraite.

S'ils consentaient à verser à un livret individuel à la Caisse nationale des retraites 3 0/0 de leurs salaires, la Compagnie y versait également 2 0/0.

S'ils refusaient de subir une retenue, la Compagnie ne versait rien ; ils n'avaient, en conséquence, droit à aucune pension.

Quant aux ouvriers au service de la Compagnie au 31 décembre 1887, on fit la distinction suivante : ceux ayant refusé de se constituer une retraite reçurent, à titre de remboursement, sur les retenues subies par eux :

1^o Pour les premières années de service avant l'âge de 16 ans, 6 fr. par année de service ;

2^o Par année de service après l'âge de 16 ans, 12 fr. par année de service.

1. Il s'était produit il y a quelques années à Terre-Noire.

Cette somme leur fut payée comptant avec intérêts composés à 4 0/0 l'an.

Les ouvriers au service de la Compagnie au 31 décembre 1887 voulant une retraite, et qui, ayant moins de 35 ans d'âge au 1^{er} janvier 1888, ou étant plus âgés, demandaient cependant à rentrer dans cette catégorie, reçurent, sous forme de *premier versement* sur leur livret individuel :

1^o Le remboursement de 6 fr. par année de service avant l'âge de 16 ans ;

2^o Le remboursement de 12 fr. par année de service au-delà de 16 ans ;

3^o Un versement de la Compagnie de 12 fr. par année de service après l'âge de 18 ans, à la condition de s'engager à verser régulièrement 3 0/0 de leur salaire à la Caisse nationale ; la Compagnie devait d'ailleurs verser 2 0/0 de ce même salaire à cette Caisse.

Pour les ouvriers au service de la Compagnie au 31 décembre 1887, âgés à cette époque de plus de 35 ans révolus, et n'ayant pas formellement demandé à être classés dans les catégories précédentes, étant donné que les versements à la Caisse nationale n'auraient pu arriver à constituer une pension suffisante, la Compagnie constituait une caisse mutuelle, dite *caisse des anciens*. Cette caisse recevait :

1^o Comme premiers fonds, le reliquat des anciennes caisses, après déduction des remboursements prévus ci-dessus ;

2^o Comme fonds annuels, un versement de 3 0/0 des salaires par les ouvriers, avec versement correspondant de 2 0/0 par la Compagnie.

Cette caisse devait fournir des pensions aux ouvriers âgés d'au moins 55 ans et justifiant de 30 années de service à la Compagnie. Elle pouvait accorder des retraites proportionnelles avant cet âge et cette durée de service, en cas d'inva-

lidité constatée (à partir de 50 ans d'âge ou de 25 ans de service, à condition que ces deux éléments fissent une somme au moins égale à 80).

Elle devait accorder demi-pension aux ouvriers qui remplissaient les conditions prévues pour entrer en jouissance de leur retraite, mais préféraient continuer à travailler.

La moitié de la pension était réversible sur la veuve âgée d'au moins 50 ans et ayant au moins 15 ans de mariage. Les orphelins devaient aussi recevoir une fraction de pension jusqu'à l'âge de 14 ans.

Le taux des pensions n'était pas fixé d'avance, devant être établi chaque année, en raison de la situation de la caisse.

Les ouvriers renvoyés ou quittant volontairement la mine à un moment quelconque, devaient recevoir, à titre de remboursement :

Jusqu'au	{	6 fr. par année de service avant l'âge de 16 ans.
31 décembre	{	12 — — — de 16 à 18 ans.
1887	{	24 — — — au delà de 18 ans.

Ils devaient enfin recevoir, à partir du 1^{er} janvier 1888, le montant intégral, sans intérêt, des 3 0/0 retenus sur le salaire et des 2 0/0 versés par la Compagnie (1).

4. *Résultats de la liquidation.* — Sur une population totale de 2,408 ouvriers en 1888 :

1^o 585 ont déclaré ne vouloir aucune retraite et ont été remboursés comptant ;

2^o 512 ouvriers ont demandé le livret individuel ;

3^o 1011 ouvriers, âgés de plus de 35 ans (en fait tous les ouvriers âgés de plus de 35 ans), ont déclaré adhérer à la caisse des anciens.

Il résulte de ces chiffres que, dès le début, 53 0/0 des ouvriers âgés de moins de 35 ans ont refusé de participer à l'acquisition d'une retraite. Cette proportion s'est encore accrue dans les années suivantes. On le constate facilement à l'aide du tableau suivant, établissant le classement général des ouvriers ayant travaillé à la Compagnie des mines de Bes-sèges durant les années 1889, 1890, 1891, 1892 et 1893, moins ceux qui sont rangés dans la catégorie des anciens.

	1 ^{er} janvier 1889		1 ^{er} janvier 1890		1 ^{er} janvier 1891		1 ^{er} janvier 1892		1 ^{er} janvier 1893	
	Anciens ouvriers à se prononcer en 1888	Ouvriers appelés à se prononcer en 1888	Anciens ouvriers à se prononcer en 1889	Ouvriers appelés à se prononcer en 1889	Anciens ouvriers à se prononcer en 1890	Ouvriers appelés à se prononcer en 1890	Anciens ouvriers à se prononcer en 1891	Ouvriers appelés à se prononcer en 1891	Anciens ouvriers à se prononcer en 1892	Ouvriers appelés à se prononcer en 1892
Ouvriers refusant de rien faire en vue de se constituer une pension de retraite	522	486	493	471	538	392	708	213	757	434
Ouvriers ayant un livret à la caisse des retraites	496	61	508	28	451	89	483	57	508	47
Totaux des ouvriers des deux catégories	1018	247	1001	499	989	481	1191	270	1265	481
Proportion des ouvriers ayant refusé de se constituer une pension de retraite	53 0/0	75 0/0	49 0/0	85 0/0	54 0/0	81 0/0	59 0/0	78 0/0	60 0/0	74 0/0
	56 0/0		55 0/0		63 0/0		63 0/0		62 0/0	

La Compagnie des mines d'Anzin (Nord) avait devancé la Compagnie des mines de Bessèges.

Avant 1887, elle servait des pensions viagères à ses ouvriers, sans faire aucune retenue sur les salaires. Ces pensions, accordées après 40 années de service et 52 d'âge, étaient généralement inférieures à 200 fr.

Ainsi, en 1883, la Compagnie accordait en moyenne :

185 fr. 49 à 712 anciens ouvriers.

106 fr. 86 à 651 veuves d'ouvriers.

Elle distribuait, de plus, une somme importante en secours aux anciens ouvriers, aux veuves et aux orphelins, de telle sorte que le montant de ses charges, de ce fait-là, atteignait 1.79 0/0 des salaires.

A partir du 1^{er} janvier 1887, la Compagnie d'Anzin résolut de recourir à la Caisse nationale des retraites et de mettre ses ouvriers à même d'avoir une retraite, indépendamment de la permanence du séjour à son service.

Elle divisa donc les ouvriers en plusieurs catégories.

Pour ouvriers du fond et du jour, ayant plus de 45 ans d'âge, elle maintint les anciens tarifs.

Pour les ouvriers du fond et du jour, actuellement au service de la Compagnie et ayant moins de 45 ans d'âge, elle leur avait laissé le libre choix entre le maintien de l'ancien régime et des anciens tarifs, et le régime du livret individuel.

Les ouvriers qui ont préféré rester sous l'empire de l'ancien régime furent rattachés à la première catégorie.

Les ouvriers qui avaient opté pour le nouveau régime devaient recevoir, lors de leur mise à la retraite :

	Ouvriers du fond	Ouvriers du jour
1 ^o Par le livret individuel.	la rente liquidée par la caisse nationale, en raison de leurs versements	
2 ^o Pour chaque année de service.	5.00	2.50
3 ^o A titre de longs services pour cha- (homme marié	6.00	3.00
que année de service, après 10 ans de services non interrompus(1) après 35 ans d'âge. } célibataire ou veuf.	3.00	1.50

Quant aux ouvriers du fond et du jour, entrant au service de la Compagnie, après le 1^{er} janvier 1887, ils furent soumis aux conditions suivantes. Pour tout ouvrier (2) entrant au service de la Compagnie après le 1^{er} janvier 1887, ou qui appartenant à la seconde catégorie, aurait opté pour le livret individuel, et qui versait à la Caisse nationale des retraites, sur son livret individuel, une somme représentant 1.50 0/0 de son salaire, la Compagnie devait faire un versement identique.

Les deux versements inscrits sur le livret individuel devenaient la propriété de l'ouvrier (3), qui devait obtenir, à l'âge

1. Le délai de dix ans pour l'inscription de la majoration pour longs services a été réduit à cinq, six, sept, huit et neuf ans en 1887, 1888, 1889, 1890 et 1891. Le délai maximum de dix ans n'a donc été appliqué qu'à partir de 1892.

2. Pour les ouvriers du fond, les versements de la Compagnie devaient commencer dès leur adhésion ; pour les ouvriers du jour, ces versements devaient commencer dès qu'ils auraient 18 ans, et après avoir travaillé trois ans sans interruption à la Compagnie.

3. La Compagnie prenait, d'ailleurs, entièrement à sa charge les versements pour les ouvriers qui, après leur service militaire, redescendaient au fond. Elle commençait, dans ce cas, ces versements spéciaux deux ans après la reprise du travail par l'intéressé et les répartissait sur un délai égal à la durée du service.

de 50 ans, la liquidation d'une pension viagère, dans les conditions prévues par les règlements de la Caisse nationale des retraites.

Les versements effectués par la Compagnie étaient à capital aliéné et au profit exclusif de l'ouvrier ; ceux effectués par l'ouvrier étaient, à son choix, soit à capital aliéné, soit à capital réservé.

Les versements de la Compagnie cessaient quand l'ouvrier avait atteint l'âge de cinquante ans ; mais le titulaire pouvait, à sa guise, différer l'époque de l'entrée en jouissance de la pension, en continuant ou en cessant ses versements personnels.

La Compagnie n'avait pas voulu se contenter du versement de $1/2$ 0/0 du salaire fait au livret individuel de tout ouvrier, qui a, par lui-même, fait un sacrifice identique. Elle avait voulu accorder des avantages spéciaux aux ouvriers qui, arrivant à trente-cinq ans d'âge, auraient eu dix ans de services ininterrompus à la Compagnie. Chaque nouvelle année de service, entre trente-cinq et cinquante-cinq ans d'âge, devait, en conséquence, donner droit : pour l'ouvrier du fond, à un supplément de pension de 3 fr. par an et de 6 fr. s'il était marié ; pour l'ouvrier du jour, à un supplément de pension de 1 fr. 50 par an et de 3 fr. s'il était marié.

Ce supplément, qui était essentiellement attribué, en raison de la durée des services, n'était payable que si l'ouvrier avait continué, jusqu'à l'âge de cinquante ans, sans interruption, à travailler pour la Compagnie (1). Il ne pouvait, au total, dépasser le montant de quinze annuités.

La Compagnie continuait son versement de $1/2$ 0/0 pour tout ouvrier malade, s'il faisait partie d'une société de secours mutuels, qui prenait les lieu et place du titulaire pour la part de versement le concernant.

1. Sauf le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées contractées en travaillant.

L'exemple donné par les mines de Bessèges et d'Anzin fut suivi quelques années plus tard, et sauf de légères modifications, par la Société des houillères de Ronchamp (Haute-Saône). Depuis la réorganisation de sa caisse de secours et de prévoyance, en 1882, cette Compagnie servait des pensions de 25 fr. par mois aux ouvriers ayant cinquante-cinq ans d'âge et quarante ans de service, ou devenus, par suite de blessures, incapables de travailler avant cet âge et cette durée de service.

Mais la Compagnie ayant bientôt constaté l'insuffisance des ressources de la caisse de secours et de prévoyance, en décida la liquidation et la réorganisation à partir du 1^{er} janvier 1891.

En ce qui concernait spécialement les retraites, les conditions suivantes furent adoptées.

Pour l'avenir, à partir du 1^{er} janvier 1891, tout ouvrier occupé à la Compagnie dut avoir un livret individuel d'assurance à la Caisse nationale. L'alimentation de ce livret était assurée par une retenue de 1 1/2 0/0 sur le salaire et par un versement égal de 1 1/2 0/0 fait par la Compagnie. La pension devait être liquidée de droit à cinquante-cinq ans ; toutefois, l'ouvrier pouvait différer son entrée en jouissance et continuer ses versements ; mais les versements de la Compagnie cessaient à l'âge de cinquante-cinq ans.

Pour le passé, les ouvriers, ayant moins de 5 ans de services ininterrompus, étaient considérés comme n'ayant droit à aucune indemnité du fait de la liquidation. Ils pouvaient choisir entre deux solutions :

1^o Se rendre, pour l'avenir, indépendants de la Compagnie et pouvoir la quitter quand bon leur semblerait, en emportant le montant de leurs droits.

La Compagnie leur offrait alors le remboursement de la

part des retenues faites sur le salaire, et qui n'avaient point été absorbées par les services ordinaires (accidents, maladies, secours divers, etc.)

La ventilation des dépenses de la caisse de prévoyance avait permis d'établir que, sur la retenue de 3 0/0 du salaire, il en avait été affecté environ 12 0/0 au service des retraites. La compagnie préféra arrondir ce chiffre, et offrit aux ouvriers le remboursement de 13 0/0 de la retenue faite sur le salaire, avec intérêt de 4 0/0. La somme ainsi obtenue devait être versée à une compagnie d'assurances sur la vie, qui délivrait de suite à l'ouvrier une police payable, en cas de survie, à 55 ans.

2° Continuer, comme par le passé, à suivre la fortune de la Compagnie.

La Compagnie leur promettait, alors, au cas où ils atteindraient 55 ans d'âge, après 40 ans de services ininterrompus à la houillère, le paiement de la part déjà acquise, par les années de services antérieurs, de la pension de 300 fr. prévue par les anciens statuts.

Pour simplifier les calculs, la Compagnie estimait d'une manière uniforme ces droits annuels à $\frac{300}{40}$ ou 7 fr. 50 par an.

Le service militaire n'était pas considéré comme une interruption de la présence à la mine ; et la Compagnie effectuait progressivement au compte de chaque ouvrier, après sa rentrée au fond, les versements en retard par suite de sa présence sous les drapeaux.

A plus d'une reprise le gouvernement avait été saisi de propositions de lois ayant pour objet une organisation plus complète de caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs.

Ces différentes tentatives ont enfin abouti, et depuis le 29 juin 1894, la lacune qu'on déplorait dans nos institutions de prévoyance est définitivement comblée.

Il nous a semblé intéressant, avant d'entrer dans l'étude détaillée de cette loi, de jeter un rapide coup d'œil sur l'histoire de la question et les phases diverses qu'elle a traversées.

M. Brossard, député, déposa le premier, le 11 décembre 1880, une proposition de loi relative aux caisses centrales de pensions et de secours des ouvriers mineurs. En s'appuyant sur l'exemple donné par les peuples voisins, et principalement en Prusse (1) et en Belgique (2). M. Brossard voulait qu'on accordât des avantages analogues à ceux dont jouissent les sociétés de secours mutuels, aux caisses centrales, qui pour-

1. En Prusse, la loi du 24 juin 1865 a édicté l'obligation pour les ouvriers et les concessionnaires de contribuer à l'alimentation des caisses de prévoyance. La cotisation des ouvriers étant fixée au trentième du salaire, celle des concessionnaires doit atteindre la moitié au moins de la cotisation des ouvriers.

2. On trouve, en Belgique, à partir de 1839, des associations de prévoyance, créées surtout en vue de porter assistance aux victimes d'accidents survenus dans les mines. L'affiliation aux caisses communes était facultative pour les exploitants, mais pouvait être rendue obligatoire pour les ouvriers, par le règlement particulier de chaque entreprise. Les statuts des caisses communes étaient approuvés par des arrêtés royaux ; elles étaient alimentées par une retenue de 1/2 0/0 sur les salaires et par un versement égal des exploitants.

Une loi promulguée en 1867, donna aux caisses communes de prévoyance le droit de se faire reconnaître par le gouvernement. Elle leur attribua la faculté d'ester en justice, de recevoir des dons et legs, l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement. Les statuts de chaque caisse devaient fixer le montant des pensions et secours. Les ressources se composaient : des retenues opérées sur le salaire des ouvriers, des subventions des exploitants égales aux retenues, des subsides de l'Etat et des provinces, de dons, legs et donations d'objets mobiliers.

raient se constituer dans les districts miniers, en faveur des ouvriers mineurs.

Ces caisses devaient être alimentées surtout par les retenues et les cotisations auxquelles consentiraient l'ouvrier et le patron, en vertu du contrat qui se forme librement entre eux.

Le 21 novembre 1882 fut déposée un projet de loi émané de MM. Reyneau et Gilliot tendant à ajouter à la loi du 21 avril 1810 sur les mines plusieurs dispositions relatives aux obligations des concessionnaires, et à l'exercice de la surveillance par l'administration. A l'exception des articles 1, 2 et 3, qui visaient la durée du travail, l'institution des délégués mineurs et d'un tribunal arbitral, les autres articles du projet avaient pour objet l'organisation de la prévoyance. Les compagnies étaient tenues de faire ouvrir à chacun de leurs ouvriers un compte individuel : 1^o à la caisse des assurances en cas d'accidents et de décès ; 2^o à la caisse nationale des retraites. Les versements à la caisse des retraites devaient assurer aux mineurs une pension qu'ils pourraient toucher à quarante-cinq ans, s'ils avaient, à cet âge, vingt-cinq ans de travail dans les mines. L'alimentation de la caisse de secours ainsi que les comptes individuels aux caisses nationales d'assurances et de retraites devaient être assurés :

1^o Par une retenue sur les salaires de tous les ouvriers mineurs ;

2^o Par une quote-part égale fournie par les compagnies ;

3^o Par une retenue de 10 0/0 sur les redevances perçues par l'État ;

4^o Par une retenue de 10 0/0 sur les sommes payées aux propriétaires tréfonciers ;

5^o Par les subventions de l'État ;

6^o Par des dons et legs.

Dans chaque groupe minier, une commission composée

pour deux tiers de délégués nommés par les ouvriers, et pour un tiers de délégués nommés par les compagnies devait administrer la caisse de secours. Elle devait aussi décider : 1° du chiffre des pensions à allouer en cas d'accidents et de l'âge de la retraite ; 2° des versements nécessaires à opérer aux deux caisses de l'État pour les constituer.

Le 30 novembre 1882, parut un projet de loi concernant les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs, présenté par M. Brousse et cinquante-deux de ses collègues. Il soumettait les exploitants à l'obligation d'instituer des caisses de retraites et de secours, et d'en soumettre les règlements et statuts à l'homologation du ministre. Les ressources devaient être fournies :

- 1° Par une retenue de 3 à 6 0/0 sur le salaire des mineurs ;
- 2° Par un prélèvement de 10 à 15 0/0 sur les bénéfices distribués ;
- 3° Par des subventions de l'État ;
- 4° Par des dons et legs.

Les caisses devaient fournir :

Des secours et indemnités : 1° aux malades et aux blessés quelles que fussent les causes de l'accident ; 2° aux enfants et aux veuves des pensions de retraites.

Non seulement les caisses d'un même bassin minier devaient être centralisées et solidarisées, mais on devait encore transférer les retenues de caisse à caisse, et de bassin à bassin.

Les caisses devaient être administrées par des ouvriers, et en aucune circonstance, les travailleurs ne pouvaient être obligés d'y participer.

Le 30 novembre de la même année, M. Waldeck-Rousseau et trente-deux de ses collègues émirent une proposition rela-

tive à la création et à l'organisation des caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs.

Le projet comprenait la création de deux caisses de prévoyance : la première, pour retraites, assurances en cas d'accidents et de décès ; la seconde, pour maladies.

Toute liberté était laissée aux ouvriers d'adhérer et de fixer par leur entente, le montant de leurs versements. La même cotisation était imposée aux concessionnaires. L'État devait être tenu d'accorder une subvention égale aux trois cinquièmes de la cotisation des ouvriers, jusqu'au maximum de 3 fr. par mois. Les versements pour la retraite étaient inscrits sur un livret individuel. La retraite était acquise après vingt-cinq ans de services, quel que fût l'âge.

Le 13 mai 1883, parut un projet de loi présenté par MM. Chavanne et Girodet, tendant à la création, sous la garantie de l'État, d'une caisse nationale de prévoyance et de retraites pour les ouvriers mineurs français.

Cette caisse était alimentée :

Par un prélèvement de 5 0/0 sur le salaire de tous les ouvriers sans exception ;

Par une allocation égale de la Compagnie ;

Par une subvention de l'État ;

Par des dons et legs, etc.

Son but était de pourvoir aux risques d'accidents, de fournir des secours aux mineurs et à leurs familles, de servir aux vieux ouvriers une pension de retraite, qui pouvait être de 2 francs par jour.

Le projet comportait la création du livret individuel, et l'institution d'une caisse locale de secours au siège de toute concession de mine de houille, et en fixait les ressources. Chaque caisse locale était administrée par un comité de 18 membres, dont 12 désignés par les ouvriers et 6 par les exploi-

tants ; elle devait fournir des secours et indemnités aux malades, aux blessés, aux enfants et aux femmes et veuves des ouvriers blessés ou tués à la mine. Le projet ne demandait aucun sacrifice budgétaire spécial à l'État, tout en admettant, cependant, le reversement des capitaux.

Ces quatre dernières propositions de loi furent renvoyées à l'examen d'une même commission qui conclut à l'adoption d'un projet de loi, où on peut relever les dispositions suivantes :

Chaque exploitation devra être pourvue d'une caisse pour pensions de retraites, secours en cas de maladie et d'accidents en faveur de tous les ouvriers du fond et du jour. Ses ressources seront fournies par :

Une retenue obligatoire de 5 0/0 sur les salaires ;

Une allocation obligatoire égale des compagnies ;

Une retenue de 10 0/0 sur les redevances ;

Des subventions de l'État ;

Les dons et legs ;

Le produit des amendes.

Le livret individuel à la caisse nationale des retraites était obligatoire, et il devait être créé un fonds spécial pour les anciens mineurs infirmes. Une caisse centrale de prévoyance ne semblait pas utile ; la caisse nationale existante devait être suffisante.

Le projet de la commission ne put être discuté avant la fin de la législature. Mais il fut repris dès le début de la législature suivante et donna lieu à deux séries de propositions les unes émanées de MM. Audiffred, Raymond et plusieurs autres députés, le 19 novembre 1883, les autres dues à MM. Brousse et Clémenceau et un certain nombre de leurs collègues, le 23 novembre de la même année.

Les deux propositions furent prises en considération le 30

décembre suivant. Le rapporteur de la commission nommée, M. Audiffred présenta, le 1^{er} juin 1886, un premier rapport indiquant simplement le dépôt, sur le bureau de la Chambre, des dépositions recueillies par la commission du 23 mars au 1^{er} avril 1886. Il déposa le 21 mars 1887 un deuxième rapport, avec les conclusions définitives de la commission.

D'après ce travail, pour assurer aux ouvriers des mines le premier avantage des pensions et des secours suffisants, il fallait rendre obligatoires une retenue de 5 0 0 sur le salaire des ouvriers des mines et une allocation de chaque compagnie d'exploitation égale à la retenue versée par les ouvriers. Sur le montant des ressources ainsi opérées, on prélevait :

Pour alimenter les caisses de maladies, 20 francs par ouvrier ;

Pour fournir des gratifications renouvelables aux anciens mineurs infirmes, 5 francs ;

Pour alimenter la caisse des accidents, 25 francs par ouvrier.

Le surplus devait être versé à la caisse des retraites de la vieillesse, et inscrit sur un livret individuel, au nom de chaque ouvrier.

Le versement devait être fait à capital réservé.

Dès la première lecture, la Chambre s'empessa de distraire du projet en discussion le titre des accidents, et renvoya la solution de la question au projet de loi général sur les accidents du travail, alors soumis à une commission de la Chambre. La proposition de loi ainsi limitée à l'organisation des caisses de retraite et de secours fut définitivement votée par la chambre dans sa séance du 5 juillet 1889. Les versements exigés s'élevaient à 10 pour cent des salaires et se décomposaient de la manière suivante :

Pour les caisses de prévoyance, 3,50 à la charge des ouvriers et employés et 3,50 à la charge des exploitants ;

Pour le service des pensions et secours des caisses ancien-

nes, 1,50 à la charge des ouvriers et employés, et 1,50 à la charge des exploitants.

Les deux caisses qu'il s'agissait d'alimenter : caisse de secours d'une part ; caisse de retraites, d'autre part, étaient essentiellement distinctes au point de vue du mode de fonctionnement et de la durée des opérations. C'est à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse que le projet préparé par la commission de la chambre attribuait la faculté de recevoir le capital constitutif des pensions et de faire le service des pensions elles-mêmes. Les ressources destinées aux retraites et aux secours en cas de maladie, restaient confondues. Les anciennes caisses devaient être liquidées, sans se préoccuper ni des statuts, ni des conventions intervenues entre les parties, et il serait attribué aux caisses nouvelles et à la liquidation des anciennes les sommes qu'auraient jugées nécessaires. Aux termes de l'article 2 du projet de loi, la somme à affecter aux caisses de maladies, aux caisses de retraites et aux secours à d'anciens mineurs était de 7 0/0 des salaires (retenues faites aux ouvriers et allocations de l'exploitant). Sur cette somme, on prélevait 2 0/0 pour la caisse de maladies à laquelle était rattaché l'ouvrier, puis 1/2 0/0 pour un fonds spécial réservé, sur lequel des gratifications renouvelables seraient accordées aux anciens mineurs non pensionnés ou insuffisamment pensionnés. La différence, soit 4,50 0/0, serait versée à la caisse des retraites à capital réservé. Le même article prévoyait un versement de 3 0/0 pour la liquidation des anciennes caisses. Les versements à la caisse des retraites pour la vieillesse devaient être faits à capital réservé. Ajoutons enfin, que parmi les ressources, que le projet de loi voté par la Chambre entendait affecter à l'alimentation des caisses de prévoyance, figurait une retenue obligatoire de 10 0/0, sur les redevances effectivement payées par les exploitants de mines aux propriétaires tréfonciers.

Les dispositions que nous venons d'étudier furent l'objet de discussions importantes au Sénat, où elles avaient été transmises. Il s'en suivit plusieurs modifications qui nécessitèrent le retour de cette loi devant la Chambre des députés. Le texte adopté par le Sénat fut, à peu de chose près, respecté par la Chambre ; et la loi définitivement sanctionnée par le Sénat fut enfin promulguée le 29 juin 1894. Son importance est trop grande pour ne pas nous y arrêter.

Les versements aux caisses de secours et de retraites deviennent obligatoires. La loi nouvelle ne se borne ainsi qu'à consacrer, en quelque sorte, un état de choses existant, puisqu'en fait 98 0/0 des ouvriers des mines participaient déjà aux caisses de secours et de retraites. Il convient, cependant, de remarquer qu'aux termes de son art. 1^{er}, les employés et ouvriers dont les appointements dépassent 2400 fr. ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme, des dispositions de la nouvelle loi. Un livret individuel doit être remis à chaque ouvrier, constatant l'importance des versements opérés pour son compte, en vue de la constitution d'une pension de retraite.

Pour chaque versement, la rente correspondante à la somme déposée doit être liquidée, et la mention en être portée sur le livret, à moins toutefois qu'il ne soit inférieur à un franc. Les versements ainsi opérés et constatés demeurent la propriété de chaque ouvrier, soit qu'il reste dans la même compagnie, soit qu'il la quitte pour une autre, soit enfin qu'il abandonne définitivement l'industrie des mines. Mais dans ce cas, sa pension ne pourra plus s'accroître, à moins qu'il ne continue volontairement ses versements, seul, ou avec le concours de son nouveau patron.

Les sommes provenant de la retenue opérée sur le salaire

ou de la contribution correspondante de l'exploitant devront être versées à la caisse nationale instituée sous la garantie de l'Etat. Elles pourront l'être aussi à une caisse syndicale ou patronale, qui devra être autorisée par le ministre des travaux publics. L'emploi des fonds qui y seront déposés devra être effectué en valeurs de tout repos, telles que des rentes sur l'Etat, des valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, et des obligations départementales ou communales. La gestion de ces caisses syndicales ou patronales sera soumise à la vérification de l'inspecteur des finances ou au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse, de manière à leur assurer une sécurité équivalente à celle de la caisse nationale des retraites.

Le chiffre des versements est fixé à 4 0/0 du montant du salaire, 2 0/0 devant être retenus sur le salaire de l'ouvrier, et 2 0/0 alloués par le patron. Cette contribution de 4 0/0 ne doit représenter qu'un minimum.

Ces versements seront faits à capital aliéné. Toutefois si le titulaire du livret le demande, le versement de la part prélevée sur son salaire, sera fait à capital réservé.

L'entrée en jouissance de la pension est fixée à cinquante-cinq ans, cependant, en cas d'infirmités survenues même avant l'âge de cinquante ans, les ouvriers ont la certitude de ne pas être abandonnés. En effet, les statuts des sociétés de secours devront régler la nature et la quotité des secours et des soins à donner aux membres participants que la maladie ou les infirmités empêcheraient de travailler. D'ailleurs, en ce qui concerne les ouvriers incapables de travailler par suite d'infirmités permanentes ou de blessures, ils bénéficieront de la loi du 20 juillet 1886 sur la caisse nationale des retraites dont l'art. 11 dit : « Dans le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées régulièrement constatées, conformément au décret du 27 juillet 1861, et entraînant incapacité absolue de travail, la pen-

sion peut être liquidée, même avant cinquante ans et en proportion des versements faits avant cette époque ». Les pensions ainsi liquidées pourront être bonifiées à l'aide d'un crédit ouvert chaque année au budget du ministre de l'intérieur.

Des sociétés de secours mutuels constituées entre les ouvriers d'une ou même de plusieurs exploitations, dont la circonscription sera fixée par les intéressés et en cas de désaccord par un décret rendu en conseil d'Etat, devront être chargées des dépenses de maladies. Elles disposeront d'un prélèvement sur le salaire des ouvriers qui ne pourra excéder 2 0/0 et d'une contribution patronale qui ne pourra être supérieure à 1 0/0. Elles seront aussi alimentées par les sommes allouées par l'Etat sur les fonds de subvention aux sociétés de secours mutuels, par les dons et legs, et par le produit des amendes encourues pour infractions aux statuts et de celles infligées aux membres participants, par application du règlement intérieur de l'entreprise. Le conseil d'administration de chaque société fixera le montant du prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier ou employé dans la limite de ce maximum. Ce conseil devra être composé de neuf membres au moins ; deux tiers nommés par les ouvriers et un tiers par l'exploitant. En cas de renonciation à son droit de la part de l'exploitant, à l'époque du renouvellement du conseil, c'est aux employés et ouvriers, qu'il devra appartenir de désigner la totalité des membres.

Les décisions prises par le conseil ne sont valables que si plus des deux tiers des suffrages ont été exprimés ; néanmoins, après une seconde convocation faite dans la forme or-

dinaire, les décisions sont prises à la majorité, quel que soit le nombre des votants. Le conseil nomme parmi ses membres, un président, un secrétaire et un trésorier.

Tous les ouvriers et employés, du fond et du jour sont électeurs à la double condition de jouir de leurs droits politiques et d'être inscrits sur la dernière feuille de paye. Sont éligibles, à la condition de savoir lire et écrire et en outre de n'avoir jamais encouru de condamnation, aux termes des dispositions soit de la présente loi, soit de la loi du 21 avril 1810, et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal, les électeurs âgés de vingt-cinq ans accomplis, occupés depuis plus de cinq ans dans l'exploitation à laquelle se rattache la Société de secours. Toutefois, dans les cinq premières années de l'exploitation, le nombre des années de service exigées sera réduit à la durée de l'exploitation elle-même. Les électeurs sont convoqués pour la première fois par un arrêté du Préfet qui fixe la date de l'élection, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin. Le vote a lieu à la mairie de la commune désignée dans l'arrêté de convocation, parmi celles sur le territoire desquelles s'étend la circonscription. Le bureau électoral est présidé par le maire.

Le vote a toujours lieu au scrutin de liste, un dimanche. Les membres du conseil sont élus pour trois ans et renouvelables par tiers, chaque année. Il est pourvu dans les six mois, qui suivent la vacance au remplacement des membres décédés, démissionnaires ou déchus des qualités requises pour l'éligibilité. Les nouveaux élus sont nommés pour le temps restant à courir, jusqu'au terme assigné aux fonctions de ceux qu'ils remplacent.

Les statuts sont dressés par le premier conseil ; ils sont soumis, par l'intermédiaire du préfet, à l'approbation du mi-

nistre des travaux publics. Après l'approbation, ils sont notifiés à l'exploitant. La décision du ministre peut être déférée au Conseil d'État au contentieux. Le recours est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement et peut être formé sans le ministère d'avocat. Toute modification aux statuts comporte une nouvelle approbation ministérielle. Les statuts doivent être affichés en permanence, par les soins de l'exploitant aux lieux habituels où se donnent les avis aux ouvriers.

Les Sociétés de secours sont tenues de communiquer leurs livres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature au préfet et aux ingénieurs des mines. Cette communication a lieu, sans déplacement, sauf s'il en était ordonné autrement par arrêté du préfet. Elles devront adresser, chaque année, par l'intermédiaire du préfet, aux ministres des travaux publics et de l'intérieur, et dans les formes par eux déterminées, le compte-rendu de leur situation financière, et un état des cas de maladie ou de mort éprouvés par les participants, dans le cours de l'année.

A la fin de chaque année, le conseil d'administration devra fixer, sur les excédents disponibles, les sommes à laisser dans la caisse, pour en assurer le service, et celles à déposer à la caisse des dépôts et consignations. Ce dépôt devra être effectué par le conseil d'administration, dans le délai d'un mois.

En cas d'inexécution des statuts, ou de violation des dispositions de la loi, la dissolution du conseil d'administration peut être prononcée par le ministre des travaux publics, après avis du conseil général des mines, sans préjudice de la responsabilité civile ou pénale encourue par les administrateurs.

Ces sociétés sont autorisées à accorder des secours aux membres de la famille des participants, après le décès de ces derniers, à donner des allocations exceptionnelles et renouvelables aux veuves ou orphelins d'ouvriers ou employés

décédés, aux femmes et aux enfants des réservistes de l'armée territoriale et de l'armée active et à payer une partie de la cotisation des ouvriers à la caisse des retraites, pendant la durée des maladies. Enfin ces sociétés devront bénéficier des lois sur les sociétés de secours mutuels approuvées et devront en conséquence être soumises aux obligations découlant de ces lois. C'est en vertu de l'application de ce principe qu'elles pourront prendre part aux subventions de l'État, et recevoir des dons et legs, comme nous l'avons vu plus haut.

Le titulaire du livret pourra, s'il le demande, obtenir que le versement de la part prélevée sur son salaire soit fait à capital réservé. En vertu de la démarcation qu'on retrouve à chaque instant bien tranchée dans cette loi entre les caisses de retraites organisées par les exploitants seuls et les caisses organisées par les exploitants avec le concours des employés et des ouvriers, ses auteurs ont établi la distinction suivante.

Les pensions acquises à un titre quelconque, et dont le service incombait à l'exploitant sont consolidées. Mais, désormais ce n'est pas seulement par application des règlements en vertu desquels les pensions étaient accordées que le montant des pensions en cours d'acquisition, dont le service incombait à l'exploitant, sera calculé. On fera intervenir, pour opérer ce calcul, à côté des règlements, un autre élément, les usages suivis.

L'ouvrier étant libre d'accepter l'application de la loi nouvelle ou de la refuser, il y a lieu de distinguer deux hypothèses.

Si l'ouvrier consent à accepter la loi, la partie de la pension, qu'il aura acquise antérieurement, sera liquidée conformément aux règlements et usages de la caisse patronale. Son droit sera établi pour cette période passée et le chiffre de cette fraction de la pension sera déterminé.

En ce qui concerne l'avenir, en subissant une retenue de 20/0 sur son salaire, il bénéficiera d'une allocation patronale équivalente et recevra sur la caisse nationale des retraites, ou sur la caisse syndicale un livret individuel, qui sera sa propriété.

Lorsqu'il atteindra cinquante-cinq ans, il additionnera ses deux fractions de pensions, et si ensemble elles n'atteignent pas le montant de la pension qu'il aurait touchée de la caisse patronale, dans le cas où la loi ne serait pas intervenue, l'exploitant lui servira la différence.

Si l'ouvrier préfère ne pas se soumettre à la loi nouvelle, il lui suffira de déclarer sa volonté et il continuera alors à vivre sous l'empire du règlement des caisses anciennes.

Pour les pensions dont le service incombe aux caisses de prévoyance organisées avec le concours des ouvriers et des employés, on peut prévoir deux hypothèses.

Si l'ouvrier a rempli les conditions d'âge et de durée de service prévues par les règlements pour obtenir la liquidation de sa pension, elle sera liquidée, et il acquerra un droit qu'il pourra faire valoir. Pour assurer l'efficacité de la créance ainsi constituée au profit de l'ouvrier, la loi nouvelle (art. 24) stipule que les intéressés, c'est-à-dire les exploitants et les ouvriers, devront se prononcer sur les mesures à prendre, à raison des engagements réciproques, et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires, en un mot, sur la constitution des réserves qui trop souvent faisaient défaut, jusqu'à présent.

Si la pension, loin d'être à point pour être liquidée, est seulement en cour d'acquisition, l'ouvrier devra faire liquider la fraction de la pension correspondante aux années qu'il aura passées dans la mine. En ce qui concerne les pen-

sions acquises en totalité, les intéressés, c'est-à-dire, comme nous le disions plus haut, l'exploitant et les ouvriers, devront s'entendre pour constituer des réserves, dans le but d'en assurer le payement.

Relativement à l'avenir, l'ouvrier dont la pension sera en cours d'acquisition aura le droit, si bon lui semble, de continuer à se servir de la caisse qui lui aura assuré une première fraction de sa pension, suivant les conditions qu'il avait antérieurement acceptées, mais à la condition d'en faire la déclaration à la mairie de son domicile. Il pourra aussi profiter des dispositions de la loi nouvelle, qui prescrit la retenue sur le salaire de l'ouvrier, avec allocation équivalente du patron.

En résumé, la loi nouvelle n'impose en rien ses dispositions aux ouvriers déjà affiliés aux caisses patronales, ou aux ouvriers attachés aux caisses de prévoyance créées par le concours de l'exploitant et des ouvriers. Il leur suffit, s'ils veulent continuer à vivre sous l'empire des anciens règlements, d'en déclarer la volonté expresse devant le maire de leur commune.

Mais la loi nouvelle conserve tout son effet impératif pour les ouvriers qui rentreront dans les houillères après sa promulgation.

Les intéressés sont appelés à résoudre amiablement dans un délai maximum de six mois les difficultés qui pourraient surgir. En cas de non accord sur la fixation des droits de chacun, ou sur les moyens de réaliser les ressources nécessaires aux pensions, après avoir réussi à en déterminer le *quantum*, ils pourront, avant de soumettre leurs différends aux tribunaux, recourir à une tentative de conciliation. Il leur sera permis, en conséquence, de soumettre, soit l'examen de leurs

droits respectifs, soit le règlement des mesures à prendre, pour en assurer l'exécution, ou ces deux questions à la fois, à une commission arbitrale. Cette commission arbitrale sera composée de sept membres permanents nommés :

Deux par le Conseil général des mines ;

Deux par la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ;

Deux par la Cour d'appel de Paris, parmi les conseillers de la Cour ;

Un par la Cour des comptes, parmi les conseillers de la Cour.

La commission élira son président et son secrétaire ; elle siégera au ministère des travaux publics ; ses fonctions seront gratuites.

Le nombre des membres de la commission arbitrale sera porté à neuf, par l'adjonction, dans chaque affaire, de deux membres désignés : l'un par les exploitants, l'autre par la majorité des ouvriers et employés. La procédure se fera sans frais d'aucune sorte ; tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

En cas de procès, l'assistance judiciaire sera accordée aux intéressés. Les tribunaux jugeront comme en matière sommaire et d'urgence. Les intéressés, agissant en nom collectif, seront représentés par un mandataire nommé par eux, à la majorité des voix, sans préjudice du droit, pour chacun d'eux, d'intervenir individuellement.

La loi du 29 juin 1894 n'avait pas statué sur la procédure à suivre pour l'introduction, l'instruction et la solution des affaires soumises à la commission arbitrale. Il devait y être pourvu par un règlement d'administration publique, qui devait également établir le nombre, le mode de nomination et

les attributions des auxiliaires de l'instruction, et le mode de nomination du mandataire prévu à l'article 27. Ce règlement décrété le 14 août 1894 constitue certainement plutôt un complément de la loi du 29 juin qu'un simple règlement d'administration publique. Il est divisé en trois titres et comprend 30 articles.

Le titre premier s'occupe de la transformation des anciennes caisses et du recours à la commission arbitrale.

Aux termes de l'article premier : Dans le délai d'un mois, à partir de la promulgation du présent décret, le Conseil d'administration de chacune des caisses de prévoyance mentionnées dans l'art. 23 de la loi du 29 juin 1894, arrête, l'exploitant entendu, un projet de règlement sur les mesures à prendre à raison des engagements antérieurs de la caisse et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires. Ce projet est notifié à l'exploitant. Ce dernier est libre d'y donner ou non son adhésion. Dans le premier cas, il doit en faire afficher le texte, pendant une semaine, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers. Durant ce délai, si l'accord s'établit entre l'exploitant et le Conseil d'administration sur des modifications à introduire dans le projet de règlement, le texte est amendé en conséquence, et affiché de nouveau à la diligence de l'exploitant.

Ont droit de voter les ouvriers et anciens ouvriers, employés et anciens employés du fond et du jour, majeurs, des deux sexes, qui ont sur la caisse, à raison de son fonctionnement dans le passé, soit des droits acquis, soit des droits en cours d'acquisition. C'est au Conseil d'administration qu'il appartient de dresser la liste des personnes ayant droit de voter, de fixer les jour, lieu et heure du vote pour chaque section et de désigner la section chargée de centraliser les résultats du vote. Le jour choisi ne peut être qu'un dimanche.

Le vote a lieu au scrutin secret, par oui ou par non, et le règlement n'est définitivement adopté, que s'il a réuni la majorité absolue des personnes inscrites sur la liste.

Si l'exploitant n'adhère pas au règlement proposé par le Conseil d'administration, ou aux modifications introduites après l'enquête, dans le délai d'une semaine, à partir de la notification qui lui est faite, les inscrits sont appelés, par le Conseil d'administration de la caisse, à voter sur le recours à la commission arbitrale. Il en est de même, si le règlement proposé, soit par le Conseil d'administration, soit, à son défaut, par l'exploitant, n'a pas été ratifié par la majorité des inscrits.

Une heure au moins, avant qu'il soit procédé, dans chacune des sections de vote, à la clôture du scrutin, l'exploitant remet, sous pli cacheté, au bureau de la section centrale, une déclaration faisant connaître, s'il accepte ou non, le recours à la commission arbitrale. En cas d'accord sur le recours à la commission arbitrale, et dans la semaine qui suit la proclamation du résultat général du scrutin, l'exploitant notifie par écrit au Conseil d'administration de la caisse le nom du membre de la commission qu'il est appelé à désigner.

Nul ne peut être désigné comme membre de la commission arbitrale, s'il n'est Français, jouissant de ses droits civils et politiques.

Le titre II règle les attributions de la commission arbitrale.

La commission arbitrale est chargée d'entendre toutes personnes, et ordonner toutes enquêtes et autres mesures d'instruction, soit par un de ses membres, soit par un des ingénieurs des mines ou un des fonctionnaires de l'administration des finances, que le Ministre des travaux publics peut, sur la demande du président, adjoindre, pour chaque affaire, à la

commission, en qualité d'auxiliaire de l'instruction. La commission ne peut statuer valablement qu'en nombre impair, et lorsque cinq au moins de ses membres participent à la décision. Si le nombre des membres présents est pair, le sort décide lequel des membres permanents doit s'abstenir.

Le titre III est relatif à la nomination du mandataire collectif chargé de représenter les ouvriers en cas de contestation.

Sa nomination doit être l'objet d'une requête spéciale adressée au juge de paix du canton où se trouve le siège principal de l'exploitation de la mine. Cette requête portant la signature de chacun des intéressés doit indiquer la nature et les circonstances du différend, ainsi que les nom, prénoms et domicile de tous les signataires.

Le juge de paix convoque les intéressés pour élire leur mandataire collectif. Ils peuvent se faire représenter par un fondé de pouvoirs, mais qui ne peut représenter que dix intéressés. Les bulletins de vote sont délivrés par le juge de paix. Ils doivent être paraphés, revêtus du timbre de la justice de paix et ne peuvent dépasser le nombre de voix des intéressés présents. Nul n'est élu mandataire collectif, s'il n'a réuni la majorité absolue des intéressés ayant signé la requête, et s'il n'est Français, et jouissant de ses droits civils et politiques.

Le règlement d'administration publique dont nous venons d'analyser les grandes lignes ne contenait, pas plus que la loi du 29 juin 1894, aucune instruction relativement aux formalités et à la réglementation à observer par les exploitants qui voulaient effectuer des versements à la caisse nationale des retraites, au profit de leurs ouvriers.

Cette lacune fut comblée par un nouveau règlement d'administration publique, promulgué le 14 août 1894.

Désormais, les dispositions du décret du 28 décembre 1886, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 20 juillet 1886, sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, sont applicables aux versements effectués à cette caisse, au compte des ouvriers mineurs, sous la réserve toutefois de quelques modifications spéciales.

La déclaration à souscrire au nom de chaque ouvrier, lors du premier versement, conformément à l'article 2 du décret précité, fixe uniformément l'entrée en jouissance à cinquante-cinq ans. Elle s'applique également à la partie du versement à la charge de l'exploitant et à celle provenant d'un prélèvement sur le salaire de l'ouvrier ou employé. Elle fait connaître si le versement doit être fait en totalité à capital aliéné, ou si, pour la part provenant du salaire, il est soumis à la condition de réserve du capital, soit pour l'ouvrier, soit pour son conjoint. Lorsque la réserve du capital est stipulée, la déclaration mentionne la portion des versements de l'ouvrier à laquelle cette clause est applicable, et indique au profit de qui doit être payé le capital assuré par suite de cette réserve.

Lorsque la délivrance de la rente fixée primitivement à cinquante-cinq ans est différée, l'entrée en jouissance des rentes correspondant aux versements déjà effectués est ajournée à soixante ans, et ensuite, s'il y a lieu, à soixante-cinq ans.

L'entrée en jouissance des rentes correspondant aux versements qui seraient faits ultérieurement est fixée également à soixante ans, puis à soixante-cinq ans. Le titulaire qui a atteint l'âge de cinquante-cinq ans, conserve néanmoins le droit d'obtenir, sur sa simple demande, la liquidation de sa pension à toute année d'âge accomplie en dehors des termes que nous venons d'indiquer. Chacune des rentes produites, tant par l'ajournement à soixante ans, que par les versements ou abandons de capitaux postérieurs à cet ajourne-

ment, est alors calculée à nouveau d'après les tarifs en vigueur aux époques où les différentes opérations, soit de versement, soit d'abandon ou d'ajournement ont été effectuées.

Les versements donnent lieu à la délivrance de récépissés provisoires, visés au contrôle et mentionnés sur le bordereau qui reste entre les mains du déposant. A l'expiration du trimestre, le total des versements mensuels est porté sur les livrets individuels. Pour les ouvriers qui quittent l'exploitation en cours de trimestre, il est produit un bordereau spécial, avec les livrets y afférents. Chaque livret est adressé ensuite au comptable, chez lequel l'ouvrier aura déclaré vouloir le retirer.

En ce qui concerne spécialement la liquidation des caisses de prévoyance, prévue par l'art. 28 de la loi du 29 juin 1894, les productions à faire pour la constitution des livrets individuels seront celles exigées par les art. 2, 3, 6, 7, 16 et 19 du décret du 28 décembre 1886.

Les rentes seront liquidées d'après le tarif de la caisse nationale des retraites, en vigueur à la date où le versement a été opéré. La limite de 500 francs assignée par la loi du 26 juillet 1893 aux versements opérés dans une année, au compte de la même personne; n'est pas applicable aux sommes déposées par les exploitants.

La loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs devait, aux termes de ses art. 1 et 24, être complètement appliquée dans toute la France au 1^{er} janvier 1895. Mais il fut bientôt prouvé que, malgré toutes les diligences de l'administration et malgré toute la bonne volonté déployée partout, sauf de rares et peu importantes exceptions par les exploitants et les ouvriers, il était matériellement impossible d'aboutir dans le délai légal. Il ne faut d'ailleurs pas oublier qu'à vouloir trop hâter la mise à exécution de cette loi, on eût risqué d'enlever de la maturité

aux importantes décisions qu'il s'agissait de prendre. Il était donc indispensable de proroger la période après laquelle devaient être terminées la mise en train de la nouvelle organisation et la liquidation de l'ancien état de choses, pour faire produire tous ses fruits à la loi du 29 juin 1894.

L'expérience de quelques mois qui venait d'être faite montrait aussi qu'il importait au plus haut point de donner à l'art. 24 de cette loi une interprétation de nature à ne pas compromettre la situation des intéressés, tout en respectant le principe de la majorité absolue.

Il résulte, en effet, de l'art. 24, que la transformation des anciennes caisses ne peut être affectuée à l'amiable, ou que le recours à la commission arbitrale, à défaut d'entente directe, ne peut être admis que par une décision de la majorité des intéressés. Or, le règlement d'administration publique du 25 juillet 1894, en fixant la procédure à suivre, fut forcé, sous l'inspiration de l'esprit général de la loi, d'admettre la nécessité d'une majorité absolue, sans pouvoir admettre la validité d'une majorité relative quelconque, si forte qu'on pût la concevoir, et même à un second tour de scrutin. La majorité absolue constitue cependant, dans bien des cas, une rigueur dont les effets sont regrettables. En effet, lorsqu'il s'agit de faire voter des milliers d'intéressés, il peut être souvent dangereux d'exiger effectivement leur majorité absolue pour consacrer un vote. Les combinaisons les plus laborieusement étudiées, pour éviter la liquidation judiciaire, peuvent être ainsi trop souvent compromises. Le résultat obtenu serait donc le contraire de celui recherché par le législateur.

L'expérience des quelques mois que vient de traverser la loi du 29 juin 1894 a, en effet, établi que, sur les neuf caisses pour lesquelles le recours à la commission arbitrale avait été jusqu'à présent invoqué, il y en avait eu quatre où la majorité

des ouvriers, ayant voté ce recours, avait oscillé entre 43 et 47 0/0 des inscrits et une où elle était de 33 0/0. De tels chiffres semblent pouvoir se passer de tout commentaire. Il importe aussi de noter que si le principe de la majorité absolue peut s'expliquer rationnellement dans la mise à exécution d'un contrat revêtu d'un caractère absolu de droit strict d'après la volonté des parties intéressées, il n'en est plus de même pour le recours à la commission arbitrale. La commission arbitrale représente, en effet, une sorte de juridiction d'équité, qui est de nature à donner des garanties complètes aux intéressés. Il semblait donc de toute justice d'apporter ici une légère atténuation à la règle stricte de la majorité absolue.

Il y avait lieu aussi, en prenant pour point de départ le même ordre d'idées, de décider qu'après un premier vote qui n'aurait pas donné de résultats, soit d'après la loi du 29 juin 1894, soit en tenant compte de la nouvelle solution dont l'adoption s'imposait, on pourrait en provoquer un second, qui saisirait valablement la commission arbitrale. Ce vote devrait cependant satisfaire aux délais indiqués dans la loi et aux conditions de majorité précédemment énumérées.

Les *desiderata* que nous venons d'indiquer ont été l'objet d'un projet de loi, présenté au nom du gouvernement par M. Barthou, ministre des travaux publics, le 6 novembre 1894.

Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de préciser quels seront, en France, les effets de la loi du 29 juin 1894 ; nous n'avons eu, jusqu'à présent, aucun précédent de ce genre capable de favoriser la moindre déduction. Il est permis, cependant, de présumer que ce qui s'est passé en Allemagne, dès la promulgation des lois sur l'assurance obligatoire des ouvriers contre la maladie et les accidents, se reproduira en France, à peu de chose près, et toute proportion gardée.

Il n'est donc pas dénué d'intérêt de résumer en quelques

mots les principaux résultats dus à cette loi chez nos voisins.

Dès les premières années d'application de la loi d'assurance contre les maladies, on constata, dans les mines de Saarbruck que, malgré l'absence de toute épidémie, la durée moyenne des maladies (de 16 jours jusqu'en 1884, avait atteint, en 1886, le chiffre de 20 jours. Comme de juste, la caisse des malades, prospère jusqu'au vote des lois sur l'assurance, fut désormais en déficit. D'après des chiffres plus récents publiés par M. E. Gruner dans le *Bulletin du comité permanent des accidents du travail*, le total des dépenses pour tout l'empire, passe de 53,783,350 mares en 1885 à 113,026,949 mares en 1891. Le nombre des caisses d'assurances contre les maladies croît, il est vrai, d'année en année ; il était de 18,942 en 1885, et a atteint en 1891 le chiffre de 21,498. Mais ce nombre s'élève beaucoup plus lentement que celui des personnes astreintes à l'obligation de l'assurance. On constate seulement de 1885 à 1891 une augmentation de 2,236,340 membres. Le rapport entre la majoration des différents frais et l'extension des caisses d'assurances ne semble donc pas de nature à encourager le législateur dans cette voie. On constate, en effet, que, pour un cas de maladie, les frais se sont élevés (en mares) de 26,41 en 1885 à 37,19 en 1891, et que dans la même hypothèse le nombre de jours de maladie a passé de 14,1 en 1885 à 17 en 1891.

Les résultats que fournit la comparaison des statistiques pour les caisses d'assurance obligatoire contre les accidents ne sont guère plus satisfaisants. On a constaté que pour tout l'empire les frais d'administration ont doublé de 1886 à 1892, alors que les frais d'enquête et de justice arbitrale croissent d'année en année, et ont quintuplé dans ce même laps de temps. Le nombre des personnes assurées n'a cependant passé de 3,473,435 en 1886 qu'à 5,078,132 en 1892. En ce qui

concerne spécialement la corporation minière, les dépenses par ouvrier assuré et par an se sont élevées de (marcs) 6,50 en 1886 à 17,21 en 1892. On constate aussi dans cette corporation une tendance de plus en plus grande à la hausse dans les frais de gestion, quoique les dépenses de premier établissement disparaissent. Il est aisé de s'en rendre compte par la comparaison suivant :

	Par personne assurée. marcs	Par 1,000 marcs de salaire. marcs	Par établissement assuré. marcs	Par accident signalé dans l'année marcs
En 1891. .	0,58	0,63	117,92	7,30
En 1892. .	0,66	0,74	140,45	8,12

La loi d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité appliquée depuis 1891 seulement, a causé une dépense de 4,601,424 marcs, en frais d'administration, pour une somme de 13.064.282 marcs distribués en pensions et secours. Ainsi donc, les frais d'administration représentent environ le quart des sommes dépensées.

Ce n'est pas tout. L'application de ces lois nouvelles donne lieu à des procès dont le nombre va sans cesse en augmentant.

Il est facile d'en juger. En ce qui concerne spécialement l'année 1893, sur les 113.999 décisions rendues par les comités des corporations, sections ou autres organes, 25,348 ont été l'objet d'appel. Durant cette même année, les 626 tribunaux arbitraux ont eu à statuer, pour les pensions de vieillesse, sur 41.528 affaires, et pour les pensions d'invalidité sur 50.239 affaires. Le bureau des calculs, qui est adjoint à la direction de l'invalidité et de la vieillesse, a été, de son côté, saisi de 70.167 demandes. Sur ce chiffre considérable de questions litigieuses soumises à la fois aux corporations et aux arbitres, 24.071 ont encore fait appel au tribunal suprême de l'office impérial. Les frais de justice sont fatalement considérables quand il s'agit de trancher des contestations aussi nombreuses.

Si on examine seulement l'office impérial, on voit que le crédit ouvert pour assurer son fonctionnement pour l'exercice 1894-95, s'élève à 1.320.000 marcs, soit 1.750.000 fr. ! Ce chiffre élevé, s'explique quand on sait que le nombre des membres de ce tribunal est de 166, et celui des employés qui y sont adjoints de 239.

Tels sont les principaux résultats qui frappent les yeux quand on considère les effets des lois d'assurance en Allemagne. Mais il ne faut pas oublier que le législateur français a eu la sage prudence de conjurer dès leur naissance les graves abus qui naissent trop souvent de l'action continue de l'intéressé vis-à-vis de l'État. Ils se traduisent en Allemagne, nous venons de le voir, par une aggravation des charges et une augmentation constante du nombre des procès.

Toutefois, si ce danger a été évité, il en est un autre, tout aussi redoutable, à notre sens, qu'on retrouve dans la loi française, comme dans la loi allemande. Nous voulons parler du rôle de grand caissier attribué désormais à l'État. Il ne faut pas l'oublier, indépendamment des inconvénients périlleux de tout genre qui découlent fatalement de la centralisation dans les mains de l'État d'une trop grande partie des économies publiques, il y a là encore autre chose à regretter. L'État caissier absorbe, sans profit pour le pays, des ressources qui souvent rendraient d'appréciables services à l'industrie.

L'examen critique des principales dispositions de la nouvelle loi suggère encore d'autres réflexions (1). Les combinaisons de versements, quoique multiples, ne sont pas encore assez larges. Il est facile de s'en rendre compte. L'entrée en jouissance de la pension est fixée uniformément à 55 ans pour l'homme comme pour la femme. En conséquence, la différence d'âge entre l'homme et la femme étant, le plus souvent, de

1. D'après une conférence faite par M. E. Gruner à la réunion de la Société de l'économie sociale le 17 décembre 1894.

4 à 5 ans, ce ne sera que quand l'homme ayant déjà 59 ou 60 ans et la femme atteignant 55 ans que le ménage entrera en jouissance de la pension entière. La mort de sa femme privera, d'ailleurs, l'ouvrier d'une partie de sa pension, partie plus ou moins forte, suivant que l'exploitant aura, ou non, fait ses versements sur les deux têtes. La réserve du capital devient, en outre, destructive dès que le travailleur est déjà âgé, quand il entre dans l'exploitation. C'est ainsi que la pension qui, en principe, atteint presque 400 fr., n'est plus que de 284 fr., si l'ouvrier n'entre dans la mine qu'à 25 ans. Elle est réduite à 225 fr. s'il y entre à 30 ans. L'ouvrier qui entre au service d'une exploitation minière à l'âge de 40 ans n'arrivera même pas à 90 fr. de pension après 15 ans de labeurs.

Les complications de service que la nouvelle loi impose à la fois aux exploitants et à l'État sont considérables. Outre la quantité innombrable de pièces que devra fournir l'ouvrier, le jeu des écritures et les formalités à remplir dépassent tout ce qu'on peut imaginer. Chaque mois les 4 0/0 du salaire seront inscrits sur un bordereau spécial à chaque ouvrier. Tous les trois mois au bordereau mensuel sera joint un bordereau trimestriel et ces divers bordereaux seront remis, avec les sommes correspondantes, soit à la caisse centrale à Paris, soit à la caisse du receveur général ou particulier. En même temps que ces bordereaux, l'exploitant devra remettre tout le paquet des livrets de son personnel. Ces livrets ne font pas nécessairement tous les trois mois le voyage de Paris; mais les bordereaux le feront, et qui plus est, aller et retour. Le montant des sommes versées sera, avant le départ des bordereaux pour Paris, inscrit sur le livret; mais celui de la pension correspondante après avoir été calculé à Paris, ne sera inscrit qu'à partir du dixième jour du troisième mois. Chaque livret devra donc être remis au receveur, en même temps que le bordereau trimestriel, et restera, à ce moment, quinze jours

chez lui. L'exploitant pourra bien le faire revenir, au bout de ce temps, mais il devra le rendre de nouveau, au commencement du troisième mois pour l'inscription de la rente.

Il en résulte que les livrets ne resteront jamais que bien peu de temps à la disposition de leurs titulaires ; cet inconvénient apparaît surtout quand on se demande comment les livrets suivront les ouvriers nomades au cours de leurs pérégrinations. En Allemagne, les procédés employés sont bien plus simples. Le livret y est remplacé par le timbre-assurance que le patron n'a qu'à appliquer sur une carte qu'il conserve toujours entre ses mains. Il lui est donc facile de la rendre à l'ouvrier le jour où celui-ci le quitte. On évite ainsi l'encombrement et le fouillis qui ne manqueront pas de se produire, bientôt en France, quand des milliers de livrets suivront péniblement à trois mois de date, les ouvriers qui auront changé de résidence.

Bien d'autres difficultés ont été soulevées par la nouvelle loi, et qui ne sont pas près d'être résolues. En ce qui concerne spécialement la liquidation des caisses déjà existantes, il est impossible dans bien des exploitations de savoir ce qu'on doit payer, ni même qui doit payer.

Quant à l'avenir de la nouvelle caisse, il suffit de réfléchir pour voir de suite combien il paraît aléatoire. Les promoteurs de la nouvelle loi n'ont certainement pas tenu compte d'une manière suffisante de la baisse de l'intérêt, qui, chaque jour, s'accroît davantage.

Quel sera le taux de l'argent dans 40 ans ? Personne ne le sait : mais en attendant l'État qui s'est engagé à verser à la caisse un intérêt de 3 1/2 0/0 en est déjà réduit à n'acheter que du 3 0/0 avec les fonds qui lui sont remis (1). Où s'arrêtera ce premier déficit, et comment l'État parviendra-t-il à faire face à ses engagements ? Nous lui laissons le soin de répondre.

1. Conférence faite par M. E. Gruner à la réunion de la *Société d'économie sociale* le 17 décembre 1894.

TABLE DES MATIÈRES

Préambule. — Importance des mines	4
Division	3
Chap. I. — Production minière. — Travail	7
Mouvement du personnel ouvrier dans les mines de houilles, France, Belgique	9
Influence de la nature physique du travailleur.	10
Influence de la nature intellectuelle du travailleur	11
Différentes catégories de travailleurs et division du travail.	12
Capital. — Capitaux fixes	15
Circulants	18
Agents naturels.	19
Avantages qu'ils présentent en Angleterre.	20
Conditions qu'ils doivent présenter surtout dans les mines	24
Leurs différents modes d'utilisation.	25
Limite au maximum de production	26
Les mines constituent une industrie servante. — Consé- quences en cas de mévente	28
Les mines ne jouissent pas de la loi du rendement plus que proportionnel, dans des conditions aussi avanta- geuses que l'industrie en général.	29
Chap. II. — Distribution de la richesse produite.	
§ I. Part de l'ouvrier. — Contrat de salaire	31

La Théorie de Ricardo est-elle justifiée dans les mines?	32
<i>Quid</i> de celle de Stuart-Mill?	38
Minimum et maximum des salaires miniers.	42
Influence de la coutume et des institutions sociales. Associations	45
Des syndicats	46
Des grèves.	49
Des coalitions.	50
Influence des grèves sur le salaire	51
Moyen d'arriver à la hausse du salaire, en évitant la grève.	55
Conseils de conciliation et d'arbitrage. — Historique de la question en France	58
Loi du 7 décembre 1892	60
Conseils de conciliation et d'arbitrage en Angleterre.	67
Conseils de conciliation et d'arbitrage aux Etats-Unis	74
Conseils de conciliation et d'arbitrage en Belgique.	78
Conseils de conciliation et d'arbitrage en Allemagne.	79
Conseils de conciliation et d'arbitrage en Autriche.	83
Conseils de conciliation et d'arbitrage en Hongrie.	85
Principaux modes de salaires.	86
Salaire à la tâche.	86
Marchandage	87
Travail à la tâche avec primes	88
Salaire au temps avec primes.	90
Echelle mobile des salaires	91
Prix de l'échelle mobile dans le pays de Galles. Tableau.	92
Avantages du salariat	93
Procédés préconisés pour son amélioration : participation aux bénéfices	94
Tentative de participation aux bénéfices (Whitwood).	99
Des résultats obtenus. Tableau	101
Associations coopératives de production.	103
Société de Rive-de-Gier.	105

Des salaires. Tableau	112
Société de Monthieux	113
Statistique de sa production	117
Conclusion sur le rôle et l'avenir de ces associations.	117
Intervention de l'Etat	119
Son rôle économique. — Ses fonctions	120
Statistique des salaires miniers, avec rapport du total des salaires au produit net en France . . .	127
Statistique des salaires miniers, avec rapport du total des salaires au produit net en Belgique. .	128
§ II. Part de l'entrepreneur. — Le profit	129
Tendance des profits à la baisse.	133
Rémunération de l'entrepreneur en France . . .	134
— — — en Belgique . . .	141
— — — en Westphalie . . .	142
§ III. Part du capitaliste.	143

Chap. III. — Circulation de la richesse produite par les mines.

Théorie générale de la valeur.	145
Tendance à la baisse des prix de vente.	146
Statistique des importations	149
Mécanisme de l'échange	150
Commerce intérieur.	152
Reprise des charbonnages par l'Etat	153
Statistique de la moyenne par ouvrier des salaires, des journées de travail, et de la production dans les principaux bassins en 1892	161
Commerce extérieur.	163
Libre-échange	163
Statistique de la production française et de l'importa- tion des combustibles étrangers en France depuis 1789 à 1892	166
Statistique des variations de production des diffé- rents bassins houillers français de 1830 à 1892.	168
Avenir de la production en France	170
Statistique de la consommation et de la provenance	

des combustibles minéraux dans les départements côtiers en 1892.	175
Statistique du cours moyen des frets, pour le trans- port de la houille anglaise en 1892.	177
Statistique du prix moyen de vente des charbons dans les départements en 1892	181
Moyens de développer notre production	182
Prix de revient en France et en Belgique	183
Protectionnisme. — Libéralisme en matière com- merciale.	185
Chap. IV. — Consommation de la richesse produite.	
§ I. Consommation du charbon. — Répartition du com- bustible produit en 1892	186
Consommations reproductives	187
Statistique des combustibles consommées dans l'ex- ploitation des chemins de fer.	188
Statistique des machines à vapeur employées en France, durant 1892, autres que celles des mines, des chemins de fer et des usines sidérurgiques.	190
Consommations improductives	192
Consommations subjectives	194
Consommations improductives et destructives.	198
§ II. Institutions de prévoyance	199
Assurances contre les accidents.	200
Assistances (Sociétés de secours mutuels).	208
Statistique des sociétés de secours mutuels exclusi- vement composées d'ouvriers mineurs.	220
Caisses de retraites et de secours spéciales aux ou- vriers mineurs.	222
Intervention de l'Etat	239
Loi du 29 juin 1894.	240
Examen critique de cette loi	261

POSITIONS

Droit romain

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

- I. L'*actio rei uxoriæ* a eu une origine pénale.
- II. L'*actio ex stipulatu* est née des *cautiones dotis*.
- III. Le sénatus-consulte Velléien a été la conséquence de la loi *Julia*.
- IV. Même sous Justinien le mari reste *dominus dotis*.

POSITIONS PRISES HORS DE LA THÈSE

- V. Les enfants nés du concubinat ont un père certain.
- VI. Il y a eu de tout temps, à Rome, des mariages sans *manus*.
- VII. La mancipation fut, à l'origine, une vente réelle.
- VIII. Dans l'action négatoire le demandeur doit prouver l'inexistence de la servitude.

Droit français

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

- I. La redevance imposée au concessionnaire de mines, au profit du propriétaire de la surface, doit être considérée comme la reconnaissance du principe de propriété posé dans l'art. 552 du C. civ.

- II. Le retrait des actions, ou parts d'intérêt dans une société de mines, n'est possible qu'en vertu d'une clause spéciale des statuts.
- III. La loi de 1810 n'a pas eu pour but et pour résultat de modifier les principes posés dans l'art. 1403 du C. civ.
- IV. La production est limitée dans les mines par l'influence des agents naturels.
- V. Les mines ne jouissent pas de la loi du rendement plus que proportionnel, dans des conditions aussi avantageuses que l'industrie en général.
- VI. La théorie de Ricardo n'est pas justifiée dans les mines.
- VII. Les avantages que présente le salariat dans les mines, sont tels qu'il ne peut y être remplacé.
- VIII. La proportion des profits, relativement au produit net, dans les mines, tend constamment à baisser, tandis que celle du salaire s'élève.
- IX. La reprise des charbonnages par l'Etat n'est pratiquement pas possible

POSITIONS PRISES HORS DE LA THÈSE

Droit civil

- I. La subrogation n'est pas une cession de créances.
- II. La séparation des patrimoines ne constitue pas un véritable privilège; elle n'a aucun caractère hypothécaire, et ne confère pas le droit de suite.
- III. Le droit de revendication du vendeur d'objets mobiliers non payés a pour fondement la revendication du droit de rétention.
- IV. L'enfant écarté de la succession comme indigne doit, de même que le renonçant, être compté pour le calcul de la quotité disponible.

Economie politique

- V. La théorie de Stuart-Mill sur le fonds des salaires est fausse.
- VI. Le contrat de salaire renferme, à la fois, un forfait sur le prix espéré du produit net futur, un contrat d'assurance et une promesse de prêt.
- VII. L'échelle mobile des salaires serait de nature à supprimer les conflits résultant des grèves, tout en assurant la hausse des salaires.
- VIII. L'effet des inventions n'est pas égal dans toutes les industries.
- IX. Le phénomène de la rente et ses curieux effets ne s'observent pas seulement au sujet des terres.

VU :

Le Président de la thèse,
P. BEAUREGARD.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

